

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## COUR D'ARBITRAGE

F. 2001 — 1057

[C — 2001/21222]

Arrêt n° 40/2001 du 29 mars 2001

*Numéro du rôle : 1812*

*En cause* : le recours en annulation partielle ou totale des articles 2, 3, 4, 9 et 12, 1°, b) et c), de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, introduit par l'a.s.b.l. Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et G. De Baets, et des juges H. Boel, L. François, P. Martens, J. Delruelle, A. Arts, R. Henneuse, M. Bossuyt et E. De Groot, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

### I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 19 novembre 1999 et parvenue au greffe le 22 novembre 1999, un recours en annulation partielle ou totale des articles 2, 3, 4, 9 et 12, 1°, b) et c), de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers (publiée au *Moniteur belge* du 21 mai 1999) a été introduit par l'a.s.b.l. Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, dont le siège social est établi à 1210 Bruxelles, rue de la Poste 37.

### II. *La procédure*

Par ordonnance du 22 novembre 1999, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 12 janvier 2000.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 18 janvier 2000.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire, par lettre recommandée à la poste le 28 février 2000.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 3 avril 2000.

La partie requérante a introduit un mémoire en réponse, par lettre recommandée à la poste le 30 mars 2000.

Par ordonnances du 27 avril 2000 et du 26 octobre 2000, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 19 novembre 2000 et 19 mai 2001 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 22 novembre 2000, le président M. Melchior a soumis l'affaire à la Cour réunie en séance plénière.

Par ordonnance du même jour, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 13 décembre 2000.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 23 novembre 2000.

A l'audience publique du 13 décembre 2000 :

— ont comparu :

. Me L. Walley, avocat au barreau de Bruxelles, pour la partie requérante;

. Me J.F. De Bock *loco* Me E. Maron, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs P. Martens et H. Boel ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

### III. *En droit*

— A —

*En ce qui concerne la recevabilité du recours*

A.1. L'a.s.b.l. Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, en abrégé « M.R.A.X. », estime qu'elle a, en vertu de son objet social, intérêt à poursuivre l'annulation de dispositions légales qu'elle juge discriminatoires à l'égard d'une partie de la population, notamment les citoyens d'origine étrangère.

A.2.1. Le Conseil des ministres souligne, quant à la capacité de la requérante, qu'elle est tenue d'apporter la preuve qu'elle satisfait à l'ensemble des formalités requises par la loi du 27 juin 1921 pour ester en justice.

A.2.2. La requérante joint à son mémoire en réponse une copie de ses statuts, un extrait du *Moniteur belge* reprenant la composition de son conseil d'administration et la preuve que la liste de ses membres a été déposée au greffe du Tribunal de première instance.

A.3.1. Quant à l'intérêt de la requérante, le Conseil des ministres estime qu'à tout le moins trois des dispositions dont l'annulation est demandée par la requérante ne concernent les étrangers qu'indirectement, à savoir les articles 12, 1°, b), 12, 1°, c) et 12, 1°, d) de la loi entreprise. Ces dispositions n'établissent des sanctions pénales qu'à l'égard des personnes qui y sont visées, et non pas des étrangers directement. Le Conseil des ministres cite à cet égard l'arrêt n° 43/98 de la Cour.

A.3.2. La requérante répond que les articles 12, 1<sup>o</sup>, c), et 12, 1<sup>o</sup>, d), qui sanctionnent toute aide rémunérée à des étrangers pour ce qui concerne la recherche d'un emploi ou l'assistance dans les démarches, privent nécessairement aussi ces étrangers d'une telle assistance. En outre, elle fait valoir qu'elle organise un service social qui fournit ce type d'aide, en principe de façon gratuite, mais qu'une certaine contribution peut éventuellement être demandée. Elle pourrait donc être directement visée par ces interdictions, tout comme pourraient l'être les membres rémunérés de son service social.

*En ce qui concerne les articles 10 et 11 de la Constitution*

*Quant aux articles 2, 3, 4, § 1<sup>er</sup>, et 5 de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers*

*Position de la requérante*

A.4. La requérante estime que ces articles, par leur portée générale, violent les articles 10 et 11 de la Constitution parce qu'il n'est pas raisonnable de soumettre l'accès au marché de l'emploi à une réglementation pour l'ensemble des étrangers, y compris ceux qui sont définitivement autorisés à résider sur le territoire pour une durée indéterminée, et ce alors que le droit au travail est garanti par la Constitution belge et par plusieurs conventions internationales.

A.5. La requérante expose que la conception du « travailleur immigré » de la législation ne correspond plus à la situation actuelle en Belgique. D'une part, environ la moitié des étrangers établis en Belgique sont des ressortissants des pays membres de l'Union européenne, qui ont accès au marché de l'emploi en vertu du règlement n<sup>o</sup> 1612/68 du 15 octobre 1968, tout comme les ressortissants des pays membres de l'Espace économique européen. D'autre part, la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés et la Convention de New York du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides garantissent aux étrangers visés l'accès au marché de l'emploi dans les mêmes conditions que les nationaux. D'autres conventions, bilatérales, portent les mêmes dispositions. Enfin, les conjoints, descendants et ascendants de Belges sont aussi visés par ces dispositions internationales.

La requérante remarque qu'un des objectifs annoncés de la loi était d'adapter les textes existants au contexte européen modifié, mais que cet objectif n'est pas atteint par le texte.

A.6. La requérante reconnaît que l'arrêté royal du 6 juin 1999 a prévu des dispenses pour un certain nombre de catégories d'étrangers, mais estime que le législateur ne peut introduire des discriminations dans la loi, même en laissant à l'exécutif le soin de déroger à ces règles discriminatoires.

A.7. Elle considère qu'il n'est pas raisonnable d'interdire de travailler, de manière générale, à des personnes qui ont un droit illimité et inconditionnel de séjourner sur le territoire belge - c'est-à-dire concrètement aux étrangers qui ont obtenu l'établissement, et à ceux qui ont été admis ou autorisés au séjour pour une durée indéterminée sans que ce séjour soit conditionné. Pareille interdiction viole le droit fondamental au travail reconnu par l'article 6 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et par l'article 23 de la Constitution.

A.8. La partie requérante estime en outre que l'interdiction qui leur est faite d'accéder au marché de l'emploi prive les étrangers résidant régulièrement sur le territoire de la possibilité d'avoir une rémunération décente, empêche les employeurs potentiels d'utiliser leurs capacités professionnelles, et ne permet pas à la collectivité d'en bénéficier indirectement. Par ailleurs, cette interdiction encourage également une partie de la population à s'intégrer dans le marché de l'emploi parallèle ou à s'adonner à d'autres activités marginales.

*Position du Conseil des ministres*

A.9. Le Conseil des ministres fait valoir que la loi attaquée est une loi-cadre, qui énonce des principes de base tout en laissant d'importantes possibilités de dérogations au Roi. Il y a donc lieu de tenir compte des importantes compétences confiées par la loi au pouvoir exécutif ainsi que de la manière dont ce dernier en a fait usage pour juger du caractère discriminatoire ou non de la loi. La discrimination dénoncée par la requérante ne pourrait, en réalité, être considérée comme établie que s'il devait apparaître que le Roi ne fait pas usage de la possibilité de dérogation qui Lui est confiée à l'égard de certaines catégories d'étrangers, tels les ressortissants de l'Union européenne. Le Conseil des ministres ajoute que dans une telle hypothèse, la discrimination résulterait, non pas de la loi elle-même, mais bien de son arrêté royal d'exécution. Or, l'arrêté royal du 9 juin 1999 confirme cette analyse.

A.10. Le Conseil des ministres ajoute que, contrairement à ce qu'affirme la requérante, les obligations de principe critiquées n'ont pas pour objet d'interdire aux personnes qui y sont soumises de travailler, mais bien de subordonner leur travail à l'obtention d'une autorisation d'occupation ou d'un permis de travail. Par ailleurs, les dispositions constitutionnelles ou de droit international invoquées par la requérante n'établissent pas un droit au travail de manière absolue.

*Réponse de la requérante*

A.11. La requérante considère que le Conseil des ministres admet implicitement qu'en soi, la loi pourrait créer certaines discriminations, mais qu'une loi-cadre ne pourrait jamais être discriminatoire puisque la discrimination éventuelle ne serait créée que par les arrêtés d'exécution. Or, le problème de la loi-cadre en question est qu'elle instaure le principe général de l'interdiction, et qu'elle n'oblige nullement le Roi à y déroger en faveur de certaines catégories de personnes dispensées.

A.12. La requérante ajoute qu'elle a également introduit une requête en annulation contre l'arrêté royal du 9 juin 1999, estimant précisément que son article 2 est discriminatoire par rapport à d'autres catégories d'étrangers.

*Quant à l'article 4, § 2, de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers*

*Position de la requérante*

A.13. La requérante estime qu'il n'y a pas de justification raisonnable pour instaurer une différence de traitement à l'égard des candidats au travail qui se trouvent déjà sur le territoire. Il n'y a pas de raison d'interdire à l'employeur potentiel d'introduire déjà pour ces personnes une demande d'occupation auprès de l'autorité compétente. Obliger ces personnes à retourner dans leur pays avant que l'employeur potentiel ne puisse introduire la demande constitue pour celui-ci une perte de temps qui défavorise l'intéressé par rapport aux candidats qui auraient postulé pour le même poste au départ de leur pays d'origine.

A.14. La requérante ajoute qu'il y aurait lieu de faire exactement le contraire, et d'offrir le marché de l'emploi aux étrangers qui se trouvent déjà sur le territoire, que ce soit dans un statut provisoire ou précaire, voire sans statut, plutôt que de favoriser les nouvelles immigrations économiques. Cette règle dépasse donc tout à fait le but poursuivi et manque de rationalité.

*Position du Conseil des ministres*

A.15. Le Conseil des ministres fait remarquer que la disposition attaquée ne vise pas l'ensemble des étrangers qui se trouvent en Belgique avant que l'employeur ait obtenu une autorisation d'occupation, mais bien uniquement ceux qui pénètrent sur le territoire en vue d'y être occupés.

A.16. L'intervenant expose ensuite que la loi permet au Roi de déroger au principe qu'elle pose, et que l'arrêté royal du 9 juin 1999 a prévu une telle dérogation pour les étrangers pour qui il n'est pas tenu compte de la situation du marché du travail pour l'obtention d'un permis de travail.

A.17. Il signale enfin que cette disposition vise à défavoriser l'arrivée de migrants économiques qui, compte tenu de la saturation du marché de l'emploi, se voient en fin de compte refuser la délivrance d'un permis de travail.

*Réponse de la requérante*

A.18. La requérante expose que l'introduction d'une demande d'occupation ne donne ni un droit au séjour, ni un droit d'occupation provisoire. Un émigrant économique ne peut donc tirer aucun avantage du fait qu'un employeur introduirait une demande.

A.19. En outre, elle souligne que ni la loi, ni les travaux préparatoires ne définissent la notion « en vue d'y être occupés », de telle sorte qu'il est à craindre que l'administration considère qu'il est impossible de délivrer un permis de travail à tout étranger qui a déjà pénétré sur le territoire.

*Quant à l'article 9 de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers*

*Position de la requérante*

A.20. Dans la première branche du moyen dirigé contre cette disposition, la requérante estime qu'il n'y a pas de justification à ce que le droit d'introduire un recours contre le refus de délivrance d'un permis de travail soit réservé, en ce qui concerne les travailleurs, à ceux qui résident déjà légalement en Belgique. Cette limitation est à la fois une discrimination entre les travailleurs et les employeurs et une discrimination entre les travailleurs selon qu'ils séjournent en Belgique légalement ou non.

A.21. Dans la seconde branche du moyen, la requérante considère que la disposition prive les intéressés d'un recours effectif devant une instance indépendante, car il est tranché par la même autorité que celle qui a refusé l'autorisation. La disposition établit ainsi une discrimination, en ce qui concerne le droit au recours, entre les travailleurs salariés et les travailleurs indépendants, qui disposent d'un recours devant une instance indépendante. La requérante cite la jurisprudence des organes de Strasbourg et celle de la Cour de cassation pour montrer que le droit au travail est un droit civil. En l'occurrence, le recours au Conseil d'Etat ne correspond pas aux exigences de l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme.

*Position du Conseil des ministres*

A.22. Quant à la première branche, le Conseil des ministres rappelle que l'un des objectifs du législateur a été de rapprocher la réglementation sur le séjour de celle relative au travail des étrangers. Avant de pouvoir répondre à la volonté de l'étranger de travailler en Belgique, il est raisonnable d'exiger qu'il séjourne légalement sur le territoire, de façon provisoire ou non. Il est dès lors logique que la loi limite la possibilité de recours à ces étrangers.

A.23. Quant à la seconde branche, le Conseil des ministres fait valoir que le législateur a poursuivi l'objectif de l'amélioration des possibilités de recours, en portant le délai de dix jours à un mois et en donnant compétence au Roi de régler les modalités de la procédure. Le ministre est une autorité distincte de l'administration, ce qui fournit aussi des garanties au requérant.

A.24. Le Conseil des ministres estime que, dans le cadre de l'article 9, ce n'est pas le droit au travail qui est en cause, mais le refus ou le retrait d'un permis de travail, c'est-à-dire des actes administratifs et non des droits. L'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme est par conséquent inapplicable. En outre, le refus peut, après épuisement du recours administratif, faire l'objet d'un recours au Conseil d'Etat, qui répond aux garanties de l'article 6. Enfin, la comparaison avec les travailleurs indépendants n'est pas pertinente, ces catégories n'étant pas comparables.

*Réponse de la requérante*

A.25. Concernant la première branche, la requérante estime que la distinction opérée entre plusieurs catégories d'étrangers, sur la base de leur séjour, n'est ni objectivement justifiée ni proportionnée par rapport à l'objectif poursuivi. Elle ne voit pas en quoi la solution qu'elle préconise serait en contradiction avec les dispositions de la loi sur le séjour, puisque le recours pourrait être introduit de l'étranger ou par le représentant du candidat au travail en Belgique.

A.26. Concernant la seconde branche, la requérante fait valoir que le ministre n'est pas une autorité distincte de l'administration, et que le recours est donc introduit auprès de la même autorité. Elle considère par ailleurs que si le recours concerne un acte administratif, celui-ci a pour objet de refuser un droit, de telle sorte que le recours concerne bien un droit.

A.27. La requérante estime encore qu'il n'est pas exact qu'un recours devant le Conseil d'Etat soit par définition un recours de pleine juridiction, et que les délais ne peuvent être considérés comme raisonnables en cette matière. Enfin, elle estime qu'il n'est pas exact de dire qu'on ne peut pas comparer les procédures pour les travailleurs étrangers salariés et indépendants puisque ce qui est en jeu, dans les deux cas, c'est une autorisation de travail.

*Quant à l'article 12, 1°, b) et c), de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers*

*Position de la requérante*

A.28. La requérante expose que les peines prévues par l'article 12 sont plus importantes que celles qui sont prévues par l'article 77 de la loi du 15 décembre 1980, et en partie plus importantes que celles qui sont prévues par l'article 77bis de la même loi. En outre, elle fait remarquer que l'article 12, 1°, c), vise tous les étrangers, même ceux qui sont régulièrement établis en Belgique ou les ressortissants européens, alors que l'article 12, 1°, b), ne vise que ceux qui ne possèdent pas un permis de travail valable. Cette disposition punirait donc les activités des « chasseurs de têtes », de certains avocats, de certains comptables, etc.

A.29. La requérante estime qu'il n'existe aucune justification raisonnable à une aggravation des peines de cette importance. Les peines prévues par l'article 12, 1°, c) et d), sont disproportionnées.

*Position du Conseil des ministres*

A.30. Le Conseil des ministres compare les articles 77 et 77bis de la loi du 15 décembre 1980 et l'article 12 attaqué pour en conclure que c'est l'article 77bis qui prévoit les peines les plus fortes. En outre, il considère qu'il n'est pas déraisonnable de considérer que le fait d'avoir aidé un étranger à pénétrer illégalement sur le territoire, sans avoir égard à ce qu'il fera par la suite, doit être moins sévèrement puni que le fait de maintenir cet étranger dans la clandestinité en le faisant travailler.

A.31. Le Conseil des ministres précise qu'il y a lieu d'avoir égard à l'élément moral de l'infraction, et qu'il est totalement déraisonnable d'inclure dans le champ d'application de l'article 12, 1°, c) et d), ceux qui, de par leur profession, comme l'avocat ou l'assistant social, sont amenés à aider l'étranger dans ses démarches administratives. Enfin, il estime qu'il n'est pas déraisonnable d'avoir voulu punir plus sévèrement celui qui favorise le travail d'un étranger en situation précaire « par rapport à celui qui opère par rapport » à un étranger disposant d'un titre de séjour permanent.

*Réponse de la requérante*

A.32. La requérante précise que le problème de l'article 12, 1°, c) et d), est qu'il ne vise pas uniquement des personnes qui aident à fournir un travail sans autorisation, mais aussi celles qui assistent un étranger pour obtenir une autorisation en vertu de la loi. Contrairement au séjour illégal, qui est punissable dans le chef de l'étranger, les activités visées ici ne sont pas illégales. Or, les dispositions en cause s'appliquent non seulement aux étrangers en séjour illégal, mais aussi à tous les autres, qu'ils soient ou non sur le territoire, et indépendamment de leur nationalité ou statut.

*En ce qui concerne l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980*

*Position de la requérante*

A.33. La requérante estime que l'article 4, § 2, de la loi du 30 avril 1999 réalise un transfert de compétence de l'autorité régionale, compétente pour l'octroi des permis de travail, vers l'autorité fédérale. Elle cite l'avis du Conseil d'Etat. Elle expose que, jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi du 30 avril 1999, l'autorité régionale pouvait délivrer un permis de travail à un travailleur se trouvant déjà sur le territoire, même de façon irrégulière ou en statut précaire, pour autant que cela ait été justifié par des considérations économique-sociales. Ce n'est plus le cas actuellement. Elle se demande dès lors dans quelle mesure cette disposition permet encore aux régions de mener une politique différenciée en matière d'emploi.

*Position du Conseil des ministres*

A.34. Le Conseil des ministres expose que le législateur a entendu adapter les textes existants au contexte constitutionnel modifié. Il estime que l'article 4, § 2, attaqué constitue une norme en matière d'occupation des travailleurs étrangers et relève par conséquent de la compétence normative de l'autorité fédérale, et non de l'application des normes définies par elle. La circonstance que cette disposition aurait pour effet de restreindre les compétences que les régions pouvaient exercer sous l'empire de l'ancienne législation n'est pas de nature à modifier cette analyse.

— B —

*Quant à la recevabilité du recours*

B.1. La requérante a fait parvenir à la Cour, en annexe à son mémoire en réponse, les documents attestant qu'elle a satisfait à l'ensemble des formalités requises par la loi du 27 juin 1921 « accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique » pour ester en justice.

B.2. Le Conseil des ministres conteste l'intérêt de la requérante à demander l'annulation des articles 12, 1°, b), 12, 1°, c), et 12, 1°, d), au motif qu'ils ne concernent les étrangers qu'indirectement.

B.3. L'article 12 de la loi attaquée prévoit des peines d'emprisonnement et d'amende pour les personnes qui ont fait entrer ou qui ont favorisé l'entrée en Belgique de ressortissants étrangers ne possédant pas de permis de travail et ne se trouvant pas dans les catégories qui en sont dispensées par le Roi, en vue d'y être occupés (article 12, 1°, b), pour celles qui ont promis à un ressortissant étranger, moyennant rétribution, de lui chercher un emploi, de lui procurer un emploi ou d'accomplir les formalités prescrites par la loi (article 12, 1°, c), ou qui ont réclamé ou reçu d'un étranger une rétribution pour lui rendre les mêmes services (article 12, 1°, d).

B.4.1. Cette disposition concerne non pas les étrangers eux-mêmes, mais les personnes qui agiraient en tant qu'intermédiaire dans la recherche d'un emploi par un étranger. Ces personnes ne peuvent être rangées parmi celles dont l'association requérante s'est donné pour objectif de défendre les droits.

B.4.2. La requérante soutient qu'elle pourrait être elle-même touchée par les dispositions en cause, dans la mesure où son service social pourrait être amené à aider les étrangers concernés dans les démarches accomplies en vertu de la loi attaquée, et notamment dans l'introduction des recours que celle-ci prévoit.

B.4.3. L'article 12 attaqué, qui est une disposition pénale, ne saurait raisonnablement être interprété comme visant toute personne, animée notamment d'intentions humanitaires, fournissant une aide à un étranger dans l'accomplissement de démarches administratives, et notamment dans l'introduction des recours prévus par la loi attaquée. La requérante n'est dès lors pas susceptible d'être concernée au titre des services que fournit son service social.

B.4.4. En tant qu'il vise l'article 12, le recours est irrecevable.

*Quant au fond*

B.5. La partie requérante prend un moyen tiré de la violation d'une règle de compétence, et plusieurs moyens tirés de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution. La Cour examine d'abord le moyen tiré de la violation d'une règle de compétence.

*Quant au moyen tiré de la violation de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 3°, de la loi du 8 août 1980*

B.6. La requérante estime que l'article 4, § 2, de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers viole l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce qu'il prive les ministres régionaux de toute initiative dans l'octroi de permis de travail à des personnes se trouvant sur le territoire sans permis de séjour, ce qui a pour conséquence qu'il ne permet pas aux régions de mener une politique différenciée en matière d'emploi.

B.7. L'article 4, § 2, de la loi du 30 avril 1999 dispose :

« L'autorisation d'occupation n'est pas accordée lorsque le ressortissant étranger a pénétré en Belgique en vue d'y être occupé avant que l'employeur ait obtenu l'autorisation d'occupation.

Le Roi peut déroger à l'alinéa précédent, dans les cas qu'Il détermine. »

B.8.1 L'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 prévoit qu'est de compétence régionale « l'application des normes concernant l'occupation des travailleurs étrangers ». Selon les travaux préparatoires, il s'agit exclusivement d'une compétence d'exécution (*Doc. parl.*, Sénat, 1979-1980, n° 434/1, p. 35).

Le législateur fédéral demeure donc compétent pour fixer les normes concernant l'occupation des travailleurs étrangers. Dans ce cadre, il est compétent pour déterminer les conditions d'occupation de personnes de nationalité étrangère en Belgique. Parmi ces conditions, il peut viser les circonstances de l'entrée de l'étranger sur le territoire, et notamment exiger, si l'étranger est entré en vue d'y être occupé, que son employeur soit en possession d'une autorisation d'occupation.

B.8.2. L'article 4, § 2, ne viole pas l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980.

*Quant aux moyens tirés de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution*

*Quant aux articles 2, 3, 4, § 1<sup>er</sup>, et 5 de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers*

B.9. La requérante estime que ces dispositions sont discriminatoires par leur portée trop générale et en demande l'annulation en tant qu'elles s'appliquent indistinctement à toute personne qui ne possède pas la nationalité belge.

B.10. L'article 2 de la loi du 30 avril 1999 dispose que :

« Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par :

1° ressortissants et travailleurs étrangers : les ressortissants et les travailleurs qui n'ont pas la nationalité belge;

[...] ».

L'article 3 de la même loi dispose :

« La présente loi s'applique aux travailleurs étrangers et aux employeurs.

[...] »

L'article 4, § 1<sup>er</sup>, de la même loi dispose :

« L'employeur qui souhaite occuper un travailleur étranger doit, au préalable, obtenir l'autorisation d'occupation de l'autorité compétente.

L'employeur ne peut utiliser les services de ce travailleur que dans les limites fixées par cette autorisation.

Le Roi peut déroger à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans les cas qu'Il détermine. »

L'article 5 de la même loi dispose :

« Pour fournir des prestations de travail, le travailleur étranger doit préalablement avoir obtenu un permis de travail de l'autorité compétente.

Il ne peut fournir ces prestations que dans les limites fixées par ce permis de travail. »

B.11. Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée. Les mêmes règles s'opposent, par ailleurs, à ce que soient traitées de manière identique, sans qu'apparaisse une justification raisonnable, des catégories de personnes se trouvant dans des situations qui, au regard de la mesure considérée, sont essentiellement différentes.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.12. D'après les travaux préparatoires, la loi attaquée constitue un « nouveau cadre légal pour la réalisation d'une réglementation appropriée de l'occupation de travailleurs étrangers » et remplace l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère. Les objectifs de la réécriture de cet arrêté et de ses arrêtés d'exécution sont : « 1. Une coordination des textes existants; 2. Une actualisation de la réglementation en matière d'occupation de travailleurs étrangers; 3. La mise le plus possible en concordance des réglementations en matière de séjour et d'occupation de ressortissants étrangers; 4. Une adaptation des textes existants à la modification du contexte constitutionnel; 5. Une adaptation des textes existants au contexte européen modifié; 6. L'amélioration des possibilités de recours; 7. [...] » (*Doc. Parl.*, Chambre, 1998-1999, n° 2072/3, p. 3). Par ailleurs, la nécessité, pour l'employeur, d'obtenir une autorisation d'occupation, et, pour l'employé, d'obtenir le permis de travail correspondant répond toujours, comme l'exprimait le rapport au Roi précédant l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967, à l'objectif « d'éviter que des travailleurs migrants puissent être engagés sans égard à la situation du marché du travail et afin de conserver la priorité de l'emploi à la main-d'œuvre disponible sur le territoire » (*Moniteur belge*, 29 juillet 1967).

B.13.1. Le Conseil des ministres fait valoir que la possibilité accordée au Roi, par l'article 7 de la loi attaquée, de dispenser de l'obligation d'obtenir un permis de travail les catégories d'étrangers qu'Il détermine, possibilité dont le Roi a fait usage par l'adoption des arrêtés royaux des 9 juin 1999 et 15 février 2000, corrige le caractère discriminatoire de la loi.

B.13.2. Les travaux préparatoires montrent que le législateur a choisi de légiférer par le moyen d'une loi-cadre, de façon à permettre au pouvoir exécutif de réagir rapidement, à l'avenir, aux situations imprévues et à l'évolution du marché de l'emploi et de la demande de main d'œuvre dans certains secteurs (*Doc. parl.*, Chambre, 1998-1999, n° 2072/1, p. 1). La nécessité de souplesse, inhérente à cette matière, notamment pour permettre la dispense d'autorisation d'emploi et de permis de travail pour certains secteurs, ou certaines catégories de professions, justifie en effet l'utilisation de la technique de la loi-cadre.

B.13.3. En ce qu'il vise indistinctement « les ressortissants et les travailleurs qui n'ont pas la nationalité belge », le législateur semble traiter de manière identique des catégories de personnes se trouvant dans des situations essentiellement différentes. Tel est le cas, notamment, des ressortissants d'Etats membres de l'Union européenne et des réfugiés reconnus en Belgique. A leur égard, les dispositions précitées de la loi semblent méconnaître les engagements internationaux de la Belgique en vertu desquels elle ne peut leur refuser l'accès au marché du travail belge. Tel est également le cas des ressortissants étrangers qui, en raison de leur statut, ne pourraient voir subordonner leur droit au travail à l'obtention d'un permis.

B.14. Il résulte de ce qui précède que les dispositions en cause violeraient les articles 10 et 11 de la Constitution au détriment de certaines catégories d'étrangers si elles devaient être interprétées comme établissant que, sous la seule réserve d'éventuelles dérogations apportées par le Roi, les ressortissants étrangers (quelles que soient leur nationalité ou leur situation administrative de séjour en Belgique) ne peuvent fournir un travail salarié en Belgique qu'à la condition que leur employeur ait été préalablement autorisé à les employer et qu'eux-mêmes aient obtenu le permis de travail correspondant.

B.15. L'article 7 de la loi autorise toutefois le Roi à dispenser les catégories de travailleurs qu'Il détermine de l'obligation d'obtenir un permis de travail. Bien qu'il semble laisser au Roi la faculté d'accorder ou non ces dispenses, cet article, lu à la lumière des travaux préparatoires précités, doit s'entendre, en ce qui concerne les catégories d'étrangers qui, en raison de leur nationalité ou de leur statut, ne peuvent se voir imposer d'obtenir un permis pour fournir des prestations de travail, comme faisant obligation au Roi d'accorder ces dispenses.

B.16. Lues en combinaison avec l'article 7 et sous réserve d'interpréter cet article comme il est dit ci-avant, les dispositions attaquées ne violent pas les articles 10 et 11 de la Constitution.

*Quant à l'article 4, § 2, de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers*

B.17. La disposition attaquée empêche les régions de délivrer un permis de travail lorsque le ressortissant étranger a pénétré en Belgique en vue d'y être occupé avant que l'employeur ait obtenu l'autorisation d'occupation. Le Roi peut, en vertu de l'alinéa 2 de cette disposition, déroger à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

B.18. La requérante considère que cette disposition crée une discrimination au détriment des candidats travailleurs de nationalité étrangère qui se trouvent déjà sur le territoire, en séjour précaire, par rapport à ceux qui se trouvent à l'étranger.

B.19. Les travaux préparatoires indiquent que « le paragraphe 2 reprend, autrement formulé, une disposition de l'article 9 de l'arrêté royal n° 34. L'ancienne formulation était davantage celle d'une disposition relative à l'accès au territoire [qu'à] une condition d'octroi de l'autorisation d'occupation » (*Doc. parl., op. cit., p. 4*). L'article 9 de l'arrêté royal n° 34 était ainsi rédigé :

« Sans préjudice des dispositions relatives à l'entrée, au séjour et à l'établissement des étrangers en Belgique, les personnes qui ne possèdent pas la nationalité belge ne peuvent pénétrer dans le Royaume pour y être occupées sans avoir obtenu un permis de travail.

Dans les cas prévus par arrêté du Ministre qui a l'emploi dans ses attributions, il peut être dérogé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

B.20.1. Il ressort de ces éléments que l'objectif de cette disposition est de décourager l'arrivée de travailleurs étrangers pour qui un employeur n'a pas encore demandé ou pas encore obtenu d'autorisation d'occupation. Cet objectif est cohérent avec celui de l'ensemble de cette législation, à savoir ne permettre l'arrivée de ces nouveaux travailleurs que lorsque le marché du travail belge peut les accueillir. La mesure est dès lors pertinente par rapport à l'objectif poursuivi.

B.20.2. L'interdiction ne vise que les étrangers qui ont pénétré sur le territoire « en vue d'y être occupés ». Elle ne vise donc pas ceux qui auraient été autorisés à entrer en Belgique à un autre titre, qui séjourneraient sur le territoire de façon légale et pour qui un employeur introduirait une demande d'autorisation d'occupation par la suite. Elle n'est donc pas manifestement disproportionnée à l'objectif poursuivi.

B.20.3. L'article 4, § 2, de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution.

*Quant à l'article 9 de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers*

B.21. L'article 9 dispose :

« Le travailleur étranger qui séjourne légalement en Belgique et à qui le permis de travail est refusé ou retiré, de même que l'employeur auquel l'autorisation d'occupation est refusée ou retirée, peuvent introduire un recours auprès de l'autorité compétente. »

B.22. La requérante considère, dans la première branche du moyen dirigé contre cette disposition, que celle-ci crée une discrimination à l'égard des étrangers qui ne séjournent pas légalement en Belgique, qu'ils soient sur le territoire de manière illégale ou à l'étranger, par rapport à ceux qui séjournent légalement en Belgique, dans la mesure où les premiers, contrairement aux seconds, se voient dénier le droit d'introduire un recours auprès du ministre contre le refus ou le retrait de permis de travail.

B.23. Parmi les objectifs de la loi cités en B.12 figure celui de l'amélioration des possibilités de recours. A partir du moment où le législateur crée un recours auprès du ministre en cas de refus ou de retrait de permis de travail, il peut limiter cette possibilité d'introduire ce recours à une certaine catégorie de personnes, lorsqu'il existe une justification raisonnable de cette distinction.

L'article 9 limite le recours auprès de l'autorité compétente au travailleur étranger qui séjourne légalement en Belgique. Une double distinction est donc instaurée entre les travailleurs étrangers qui recherchent une occupation en Belgique, d'une part, selon qu'ils séjournent ou non légalement en Belgique et, d'autre part, selon qu'ils séjournent légalement en Belgique ou à l'étranger.

B.24. Il convient de vérifier si, en réservant la possibilité de recours aux travailleurs étrangers qui séjournent légalement en Belgique, à l'exclusion des travailleurs étrangers qui séjournent illégalement en Belgique, le législateur a instauré une distinction qui peut raisonnablement se justifier.

Il appartient au législateur de mener une politique concernant l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et de prévoir à cet égard, dans le respect des principes d'égalité et de non-discrimination, les mesures nécessaires qui peuvent notamment porter sur la fixation des conditions auxquelles le séjour d'un étranger en Belgique est légal ou non. Le fait qu'il en découle une différence de traitement entre étrangers, selon qu'ils séjournent légalement ou non en Belgique, est la conséquence logique de la mise en œuvre de ladite politique.

En l'espèce, le législateur pouvait limiter la possibilité de recours prévu à l'article 9 attaqué aux travailleurs étrangers qui séjournent légalement en Belgique. En excluant ainsi les travailleurs étrangers qui séjournent illégalement en Belgique, le législateur n'a pas pris de mesure qui ne serait pas raisonnablement justifiée. En effet, la politique en matière d'accès au territoire et de séjour des étrangers serait contrecarrée s'il était admis que, pour les travailleurs étrangers qui séjournent illégalement en Belgique, les mêmes conditions devraient être appliquées dans cette matière que pour ceux qui séjournent légalement en Belgique.

Dès lors que la réglementation concernant l'accès au territoire et le séjour des étrangers, d'une part, et celle de l'occupation de travailleurs étrangers, d'autre part, - bien qu'elles fassent l'objet de législations distinctes - présentent des points communs, il peut raisonnablement être admis que, sans violer les principes d'égalité et de non-discrimination, le législateur ait pu réserver le recours introduit auprès de l'autorité compétente contre le refus ou le retrait du permis de travail aux travailleurs étrangers qui séjournent légalement sur le territoire.

B.25. L'article 9 attaqué instaure également une distinction entre travailleurs étrangers selon qu'ils séjournent légalement en Belgique ou à l'étranger et qu'ils recherchent une occupation en Belgique, en ce qu'il exclut que le recours qu'il institue puisse être introduit par un travailleur étranger qui séjourne à l'étranger.

Pour les mêmes motifs que ceux exposés au B.24, cette différence de traitement est raisonnablement justifiée.

B.26. Dans la deuxième branche du même moyen, la requérante estime que la disposition viole les articles 10 et 11 de la Constitution, lus à la lumière de l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce qu'elle prive les intéressés d'un recours effectif devant une instance indépendante, puisque le recours est porté devant « l'autorité compétente », à savoir la même autorité que celle qui a pris la décision attaquée.

B.27. Sans qu'il y ait lieu d'examiner si l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme est applicable en l'espèce, la Cour constate que les décisions prises par « l'autorité compétente » en vertu de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers sont susceptibles de faire l'objet de recours en annulation et, le cas échéant, en suspension devant la section d'administration du Conseil d'Etat. Le refus ou le retrait du permis de travail et de l'autorisation d'occupation peuvent donc être attaqués par l'étranger concerné ainsi que par l'employeur devant une instance juridictionnelle indépendante. Le moyen, en cette branche, ne peut être accueilli.

Par ces motifs,

la Cour,

sous la réserve que, en ce qui concerne les catégories d'étrangers qui, en raison de leur nationalité ou de leur statut, ne peuvent se voir imposer d'obtenir un permis pour fournir des prestations de travail en Belgique, l'article 7 de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers doit s'interpréter comme faisant obligation au Roi d'accorder la dispense qu'il prévoit,

rejette le recours.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 29 mars 2001, par le siège précité, dans lequel pour le prononcé, le président G. De Baets, admis à la retraite postérieurement au délibéré, est remplacé par le juge L. Lavrysen, conformément à l'article 110 de la même loi.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

#### ARBITRAGEHOF

N. 2001 — 1057

[C — 2001/21222]

#### Arrest nr. 40/2001 van 29 maart 2001

##### *Rolnummer 1812*

*In zake* : het beroep tot gedeeltelijke of gehele vernietiging van de artikelen 2, 3, 4, 9 en 12, 1°, b) en c), van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, ingesteld door de v.z.w. Beweging tegen Rassenhaat, Antisemitisme en Xenofobie.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en G. De Baets, en de rechters H. Boel, L. François, P. Martens, J. Delruelle, A. Arts, R. Henneuse, M. Bossuyt en E. De Groot, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

##### *I. Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 19 november 1999 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 22 november 1999, is beroep ingesteld tot gedeeltelijke of gehele vernietiging van de artikelen 2, 3, 4, 9 en 12, 1°, b) en c), van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 21 mei 1999) door de v.z.w. Beweging tegen Rassenhaat, Antisemitisme en Xenofobie, met maatschappelijke zetel te 1210 Brussel, Poststraat 37.

##### *II. De rechtspleging*

Bij beschikking van 22 november 1999 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 12 januari 2000 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 18 januari 2000.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 28 februari 2000 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 3 april 2000 ter post aangetekende brief.

De verzoekende partij heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 30 maart 2000 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 27 april 2000 en 26 oktober 2000 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 19 november 2000 en 19 mei 2001.

Bij beschikking van 22 november 2000 heeft voorzitter M. Melchior de zaak voorgelegd aan het Hof in voltallige zitting.

Bij beschikking van dezelfde dag heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 13 december 2000.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 23 november 2000 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 13 december 2000 :

— zijn verschenen :

- . Me L. Walley, advocaat bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partij;
- . Mr. J.F. De Bock *loco* Mr. E. Maron, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;
- hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en H. Boel verslag uitgebracht;
- zijn de voornoemde advocaten gehoord;
- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

### III. *In rechte*

— A —

#### *Wat de ontvankelijkheid van het beroep betreft*

A.1. De v.z.w. Beweging tegen Rassenhaat, Antisemitisme en Xenofobie, afgekort « B.R.A.X. », is van mening dat zij krachtens haar maatschappelijk doel er belang bij heeft de vernietiging te vorderen van wetsbepalingen die zij discriminerend acht ten aanzien van een deel van de bevolking, met name de burgers van vreemde herkomst.

A.2.1. De Ministerraad beklemtoont, wat de bekwaamheid van de verzoekster betreft, dat zij ertoe gehouden is het bewijs te leveren dat ze voldoet aan alle vormvoorschriften opgelegd door de wet van 27 juni 1921 om in rechte op te treden.

A.2.2. De verzoekster voegt bij haar memorie van antwoord een kopie van haar statuten, een uittreksel uit het *Belgisch Staatsblad* met de samenstelling van haar raad van bestuur en het bewijs dat haar ledenlijst werd neergelegd ter griffie van de Rechtbank van eerste aanleg.

A.3.1. Wat het belang van de verzoekster betreft, is de Ministerraad van mening dat minstens drie van de bepalingen waarvan verzoekster de vernietiging vordert de vreemdelingen slechts indirect betreffen, namelijk de artikelen 12, 1°, b), 12, 1°, c), en 12, 1°, d), van de bestreden wet. Die bepalingen voeren slechts strafsancities in ten aanzien van de erin beoogde personen, en niet rechtstreeks ten aanzien van vreemdelingen. De Ministerraad citeert op dat punt het arrest nr. 43/98 van het Hof.

A.3.2. De verzoekster antwoordt dat de artikelen 12, 1°, c), en 12, 1°, d), die elke steun tegen vergoeding verleend aan vreemdelingen bestraffen wat betreft het zoeken naar een betrekking of het bijstand verlenen bij het zetten van de nodige stappen daartoe, noodzakelijkerwijs ook die vreemdelingen een dergelijke bijstand ontnemen. Bovendien doet ze gelden dat zij een sociale dienst organiseert die dat type steun verleent, in beginsel gratis, maar dat een zekere vergoeding eventueel kan worden gevraagd. Zij zou bijgevolg door die verbodsbepalingen direct kunnen worden beoogd, zoals dit eveneens geldt voor de bezoldigde personeelsleden van haar sociale dienst.

#### *Wat de artikelen 10 en 11 van de Grondwet betreft*

*Ten aanzien van de artikelen 2, 3, 4, § 1, en 5 van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers*

#### *Standpunt van de verzoekster*

A.4. De verzoekster is van mening dat die artikelen door hun algemene draagwijdte de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden omdat het niet redelijk is de toegang tot de arbeidsmarkt te onderwerpen aan een reglementering voor alle vreemdelingen, met inbegrip van diegenen die definitief zijn gemachtigd voor onbepaalde duur op het grondgebied te verblijven, en zulks terwijl het recht op arbeid door de Belgische Grondwet en door verschillende internationale verdragen wordt gewaarborgd.

A.5. De verzoekster stelt dat het begrip « immigrant » uit de wetgeving niet meer met de huidige situatie in België overeenstemt. Enerzijds, zijn ongeveer de helft van de in België gevestigde vreemdelingen onderdanen van Lid-Staten van de Europese Unie, die toegang hebben tot de arbeidsmarkt krachtens de verordening nr. 1612/68 van 15 oktober 1968, net zoals de onderdanen van Lid-Staten van de Europese Economische Ruimte. Anderzijds, waarborgen het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen en het Verdrag van New York van 28 september 1954 betreffende de status van staatlozen de beoogde vreemdelingen de toegang tot de arbeidsmarkt onder dezelfde voorwaarden als de nationale onderdanen. Andere, bilaterale verdragen bevatten dezelfde bepalingen. Tot slot worden de echtgenoten en de bloedverwanten in opgaande en in nederdalende lijn van Belgen ook door die internationale bepalingen beoogd.

De verzoekster merkt op dat één van de aangekondigde doelstellingen van de wet erin bestond de huidige teksten aan de gewijzigde Europese context aan te passen, maar dat die doelstelling door de tekst niet wordt bereikt.

A.6. De verzoekster erkent dat het koninklijk besluit van 6 juni 1999 heeft voorzien in vrijstellingen voor een zeker aantal categorieën van vreemdelingen, maar is van mening dat de wetgever geen discriminaties in de wet vermag in te voeren, zelfs indien hij aan de uitvoerende macht de zorg overlaat van die discriminerende regels af te wijken.

A.7. Zij is van mening dat het niet redelijk is het werken op algemene wijze te verbieden aan personen die een onbepaald en onvoorwaardelijk recht hebben op het Belgisch grondgebied te verblijven - dat wil concreet zeggen aan vreemdelingen die de vestiging hebben verkregen, en aan diegenen die werden toegelaten of gemachtigd tot het verblijf voor een onbepaalde duur zonder dat dat verblijf aan voorwaarden zou zijn verbonden. Een dergelijk verbod schendt het fundamentele recht op arbeid erkend bij artikel 6 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten en bij artikel 23 van de Grondwet.



A.8. De verzoekende partij is bovendien van mening dat het verbod om toe te treden tot de arbeidsmarkt, opgelegd aan vreemdelingen die regelmatig op het grondgebied verblijven, die vreemdelingen de mogelijkheid op een behoorlijke beloning ontnemt, de potentiële werkgevers verhindert gebruik te maken van hun beroepsbekwaamheid, en het de maatschappij niet mogelijk maakt indirect het voordeel daarvan te genieten. Dat verbod moedigt overigens ook een deel van de bevolking aan zich te integreren in de parallele arbeidsmarkt of zich te wijden aan andere marginale activiteiten.

*Standpunt van de Ministerraad*

A.9. De Ministerraad doet gelden dat de bestreden wet een kaderwet is, die de basisprincipes bepaalt waarbij belangrijke mogelijkheden tot afwijking aan de Koning worden overgelaten. Er dient bijgevolg rekening te worden gehouden met de belangrijke bevoegdheden die door de wet aan de uitvoerende macht zijn toegekend, alsmede met de manier waarop laatstgenoemde er gebruik van heeft gemaakt om te oordelen over het al dan niet discriminerende karakter van de wet. De door de verzoekster aangeklaagde discriminatie zou in werkelijkheid slechts als aangetoond kunnen worden beschouwd indien zou blijken dat de Koning geen gebruik maakt van de mogelijkheid tot afwijken die Hem ten aanzien van bepaalde categorieën van vreemdelingen, zoals de onderdanen van de Europese Unie, is toevertrouwd. De Ministerraad voegt eraan toe dat in een dergelijk geval de discriminatie niet het gevolg zou zijn van de wet zelf maar wel van het koninklijk besluit tot uitvoering ervan. Het koninklijk besluit van 9 juni 1999 bevestigt echter die analyse.

A.10. De Ministerraad voegt eraan toe dat in tegenstelling tot wat de verzoekster stelt, de betwiste principiële verplichtingen niet tot doel hebben de eraan onderworpen personen het werken te verbieden, maar wel hun werk afhankelijk te maken van het verkrijgen van een arbeidsvergunning of van een arbeidskaart. De door de verzoekster aangevoerde bepalingen uit de Grondwet of uit het internationale recht voeren overigens geen absoluut recht op arbeid in.

*Standpunt van de verzoekster*

A.11. De verzoekster is van mening dat de Ministerraad impliciet toegeeft dat de wet op zich een aantal discriminaties zou kunnen creëren, maar dat een kaderwet nooit discriminerend zou kunnen zijn aangezien de eventuele discriminatie slechts in het leven zou zijn geroepen door de uitvoeringsbesluiten. Het probleem van de kaderwet in kwestie is echter dat ze het algemene principe van het verbod invoert en dat ze de Koning geenszins ertoe verplicht ervan af te wijken ten gunste van bepaalde vrijgestelde categorieën van personen.

A.12. De verzoekster voegt eraan toe dat zij eveneens een verzoekschrift tot vernietiging van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 heeft ingediend, waarbij ze precies van oordeel is dat artikel 2 ervan discriminerend is ten aanzien van andere categorieën van vreemdelingen.

*Ten aanzien van artikel 4, § 2, van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers*

*Standpunt van de verzoekster*

A.13. De verzoekster is van mening dat er geen redelijke verantwoording is voor het instellen van een verschil in behandeling ten aanzien van de kandidaat-werknemers die zich al op het grondgebied bevinden. Er is geen reden om een potentiële werkgever te verbieden voor die personen bij de bevoegde overheid al een arbeidsvergunning aan te vragen. Die personen verplichten terug te keren naar hun land vooraleer de potentiële werkgever de aanvraag kan indienen is voor laatstgenoemde een tijdsverlies dat de betrokkene benadeelt ten opzichte van de kandidaten die naar dezelfde baan zouden hebben gesolliciteerd vanuit hun land van herkomst.

A.14. De verzoekster voegt eraan toe dat er reden zou zijn om precies het tegenovergestelde te doen en de arbeidsmarkt open te stellen voor vreemdelingen die zich al op het grondgebied bevinden, of het nu gaat om een voorlopig statuut of een onzeker statuut, zelfs zonder statuut, veeleer dan nieuwe economische immigratie te bevorderen. Die regel schiet bijgevolg helemaal het beoogde doel voorbij en mist rationaliteit.

*Standpunt van de Ministerraad*

A.15. De Ministerraad doet opmerken dat de bestreden bepaling niet alle vreemdelingen beoogt die zich in België bevinden vooraleer de werkgever een arbeidsvergunning heeft verkregen, maar wel uitsluitend diegenen die op het grondgebied komen om er te worden tewerkgesteld.

A.16. De tussenkomen partij stelt vervolgens dat de wet het de Koning mogelijk maakt af te wijken van het bij die wet bepaalde principe, en dat het koninklijk besluit van 9 juni 1999 heeft voorzien in een dergelijke afwijking voor de vreemdelingen voor wie met het oog op het verkrijgen van een arbeidskaart geen rekening wordt gehouden met de situatie van de arbeidsmarkt.

A.17. Ze vermeldt tot slot dat die bepaling de komst van economische migranten wil ontmoedigen, aan wie, rekening houdend met de verzadiging van de arbeidsmarkt, uiteindelijk de afgifte van een arbeidskaart wordt geweigerd.

*Antwoord van de verzoekster*

A.18. De verzoekster stelt dat het indienen van een aanvraag voor tewerkstelling geen recht geeft noch op verblijf noch op voorlopige tewerkstelling. Een economische migrant kan bijgevolg geen enkel voordeel halen uit het feit dat een werkgever een aanvraag zou indienen.

A.19. Bovendien beklemtoont zij dat noch de wet noch de parlementaire voorbereiding het begrip « om er te worden tewerkgesteld » definiëren, zodat te vrezen valt dat de administratie ervan uitgaat dat het onmogelijk is een arbeidskaart uit te reiken aan elke vreemdeling die al op het grondgebied is binnengekomen.

*Ten aanzien van artikel 9 van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers*

*Standpunt van de verzoekster*

A.20. In het eerste onderdeel van het middel gericht tegen die bepaling oordeelt de verzoekster dat er geen verantwoording is voor het feit dat het recht op het instellen van een beroep tegen de weigering van afgifte van een arbeidskaart, wat de werknemers betreft, zou zijn voorbehouden aan diegenen die al wettig in België verblijven. Die beperking vormt tegelijk een discriminatie tussen werknemers en werkgevers en een discriminatie tussen werknemers naargelang zij al dan niet wettig in België verblijven.

A.21. In het tweede onderdeel van het middel stelt de verzoekster dat de bepaling de betrokkenen een effectief beroep voor een onafhankelijke instantie ontnemt, want het beroep wordt behandeld door dezelfde overheid als die welke de vergunning heeft geweigerd. De bepaling voert aldus, wat het recht op beroep betreft, een discriminatie in tussen de werknemers en de zelfstandigen, die over een beroep voor een onafhankelijke instantie beschikken. De verzoekster citeert de rechtspraak van de organen van Straatsburg en die van het Hof van Cassatie om aan te tonen dat het recht op arbeid een burgerlijk recht is. Te dezen beantwoordt het beroep bij de Raad van State niet aan de vereisten van artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

*Standpunt van de Ministerraad*

A.22. Ten aanzien van het eerste onderdeel herhaalt de Ministerraad dat een van de doelstellingen van de wetgever erin bestond de reglementering inzake het verblijf en die betreffende de tewerkstelling van vreemdelingen op elkaar af te stemmen. Alvorens te kunnen ingaan op de wens van de vreemdeling om in België te werken, is het redelijk te eisen dat hij wettig op het grondgebied verblijft, al dan niet voorlopig. Het is dan ook logisch dat de wet de beroepsmogelijkheid tot die vreemdelingen beperkt.

A.23. Wat het tweede onderdeel betreft doet de Ministerraad gelden dat de wetgever het doel van het verbeteren van de beroepsmogelijkheden heeft nagestreefd door de termijn van tien dagen op een maand te brengen en door de Koning de bevoegdheid te geven de modaliteiten van de procedure te bepalen. De minister is een van de administratie onderscheiden overheid, wat voor de verzoeker eveneens waarborgen biedt.

A.24. De Ministerraad is van mening dat in het kader van artikel 9 niet het recht op arbeid in het geding is, maar de weigering of het intrekken van een arbeidskaart, met andere woorden administratieve rechtshandelingen en geen rechten. Artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens is bijgevolg niet van toepassing. Bovendien kan de weigering, na uitputting van het administratief beroep, het voorwerp uitmaken van een beroep bij de Raad van State, die aan de waarborgen van artikel 6 beantwoordt. Tot slot is de vergelijking met de zelfstandigen niet relevant, aangezien die categorieën niet vergelijkbaar zijn.

*Antwoord van de verzoekster*

A.25. Ten aanzien van het eerste onderdeel is de verzoekster van mening dat het gemaakte onderscheid tussen verschillende categorieën van vreemdelingen op basis van hun verblijf noch objectief verantwoord noch evenredig is ten opzichte van het nagestreefte doel. Zij ziet niet in in welk opzicht de door haar bepleite oplossing in tegenstelling zou zijn met de bepalingen van de wet betreffende het verblijf, aangezien het beroep zou kunnen worden ingesteld vanuit het buitenland of door de vertegenwoordiger van de kandidaat-werknemer in België.

A.26. Ten aanzien van het tweede middel doet de verzoekster gelden dat de minister geen van de administratie onderscheiden overheid is en dat het beroep bijgevolg bij dezelfde overheid wordt ingesteld. Zij is bovendien van mening dat het beroep weliswaar een administratieve rechtshandeling betreft, maar dat die rechtshandeling betrekking heeft op de weigering van een recht, zodat het beroep wel degelijk een recht betreft.

A.27. De verzoekster is verder van mening dat het niet juist is dat een beroep voor de Raad van State per definitie een beroep van volle rechtsmacht is, en dat de termijnen ter zake niet als redelijk kunnen worden beschouwd. Zij is tot slot van oordeel dat het niet correct is te stellen dat de procedures voor de buitenlandse werknemers en zelfstandigen niet met elkaar kunnen worden vergeleken, aangezien in beide gevallen een arbeidsvergunning op het spel staat.

*Ten aanzien van artikel 12, 1°, b) en c), van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers*

*Standpunt van de verzoekster*

A.28. De verzoekster stelt dat de bij artikel 12 bepaalde straffen zwaarder zijn dan die waarin artikel 77 van de wet van 15 december 1980 voorziet, en ten dele zwaarder dan die waarin artikel 77bis van dezelfde wet voorziet. Ze doet bovendien opmerken dat artikel 12, 1°, c), alle vreemdelingen beoogt, zelfs diegenen die regelmatig in België gevestigd zijn of de Europese onderdanen, terwijl artikel 12, 1°, b), slechts diegenen beoogt die niet in het bezit zijn van een geldige arbeidskaart. Die bepaling zou bijgevolg de activiteiten van de « koppensnellers », van sommige advocaten, van een sommige boekhouders enz. bestraffen.

A.29. De verzoekster is van mening dat er geen enkele redelijke verantwoording bestaat voor het in die mate verzwaren van de straffen. De straffen bepaald bij artikel 12, 1°, c) en d), zijn onevenredig.

*Standpunt van de Ministerraad*

A.30. De Ministerraad vergelijkt de artikelen 77 en 77bis van de wet van 15 december 1980 met het bestreden artikel 12 om daaruit te besluiten dat artikel 77bis in de zwaarste straffen voorziet. Hij is bovendien van mening dat het niet onredelijk is ervan uit te gaan dat het feit een vreemdeling te hebben geholpen om illegaal op het grondgebied binnen te komen, zonder rekening te houden met wat hij later zou gaan doen, minder zwaar moet worden bestraft dan het in de clandestiniteit behouden van die vreemdeling door hem te doen werken.

A.31. De Ministerraad preciseert dat eveneens rekening dient te worden gehouden met het morele element van de overtreding en dat het volkomen onredelijk is in het toepassingsgebied van artikel 12, 1°, c) en d), diegenen op te nemen die door hun beroep als advocaat of maatschappelijk werker ertoe worden gebracht de vreemdeling bij te staan bij het zetten van administratieve stappen. Tot slot is hij van mening dat het niet onredelijk is diegene die de voorkeur geeft aan het werk van een vreemdeling in een onzekere toestand zwaarder te hebben willen straffen dan diegene die werkt met een vreemdeling die over een permanent verblijfsbewijs beschikt.

*Antwoord van de verzoekster*

A.32. De verzoekster preciseert dat het probleem met artikel 12, 1°, c) en d), erin bestaat dat het niet uitsluitend personen beoogt die hulp verlenen bij het ter beschikking stellen van een baan zonder vergunning maar eveneens diegenen die een vreemdeling bijstaan om krachtens de wet een vergunning te verkrijgen. In tegenstelling met het illegale verblijf, dat voor de vreemdeling strafbaar is, zijn de hier beoogde activiteiten niet illegaal. De in het geding zijnde bepalingen zijn echter niet enkel van toepassing op illegaal verblijvende vreemdelingen, maar eveneens op alle anderen, ongeacht of ze al dan niet op het grondgebied verblijven, en onafhankelijk van hun nationaliteit of statuut.

*Wat artikel 6, § 1, IX, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreft*

*Standpunt van de verzoekster*

A.33. De verzoekster is van mening dat artikel 4, § 2, van de wet van 30 april 1999 een bevoegdheidsoverdracht doorvoert van de gewestelijke overheid, bevoegd voor de afgifte van arbeidskaarten, naar de federale overheid. Zij citeert het advies van de Raad van State. Zij stelt dat tot aan de inwerkingtreding van de wet van 30 april 1999, de gewestelijke overheid een arbeidskaart kon afgeven aan een werknemer die zich al op het grondgebied bevond, zelfs op onregelmatige wijze of met een onzeker statuut, voor zover dat werd verantwoord door economische en sociale overwegingen. Dat is op dit ogenblik niet meer het geval. Zij vraagt zich dan ook af in hoeverre die bepaling het de gewesten nog mogelijk maakt inzake tewerkstelling een gedifferentieerd beleid te voeren.

*Standpunt van de Ministerraad*

A.34. De Ministerraad stelt dat de wetgever de bestaande teksten heeft willen aanpassen aan de gewijzigde grondwettelijke context. Hij is van mening dat het bestreden artikel 4, § 2, een norm inzake de tewerkstelling van buitenlandse werknemers is en bijgevolg onder de normatieve bevoegdheid van de federale overheid valt, en niet onder de toepassing van de door haar bepaalde normen. Het feit dat die bepaling tot gevolg zou hebben dat de bevoegdheden die de gewesten onder de gelding van de vroegere wetgeving konden uitoefenen, worden beperkt, kan deze analyse niet wijzigen.

— B —

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep*

B.1. De verzoekster heeft het Hof als bijlage bij haar memorie van antwoord de documenten overgezonden waaruit blijkt dat zij voldoet aan alle formaliteiten vereist door de wet van 27 juni 1921 « waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend » om in rechte te treden.

B.2. De Ministerraad betwist het belang van de verzoekster bij het vorderen van de vernietiging van de artikelen 12, 1°, b), 12, 1°, c), en 12, 1°, d), om reden dat zij de vreemdelingen slechts indirect betreffen.

B.3. Artikel 12 van de bestreden wet voorziet in gevangenisstraffen en geldboetes voor de personen die buitenlandse onderdanen in België hebben laten binnenkomen om er te worden tewerkgesteld of tot dat binnenkomen hebben bijgedragen, voor zover die buitenlandse onderdanen geen houder zijn van een arbeidskaart en niet tot een van de categorieën behoren die daarvan door de Koning zijn vrijgesteld (artikel 12, 1°, b), voor diegenen die een buitenlandse onderdaan hebben beloofd, tegen betaling van een vergoeding, een betrekking voor hem te zoeken, hem een betrekking te bezorgen of de formaliteiten te vervullen die bij de wet zijn voorgeschreven (artikel 12, 1°, c), of die van een buitenlandse onderdaan een vergoeding hebben gevraagd of aangenomen om hem diezelfde diensten te bewijzen (artikel 12, 1°, d).

B.4.1. Die bepaling betreft niet de vreemdelingen zelf, maar de personen die bij het zoeken van een vreemdeling naar een betrekking als tussenpersoon zouden optreden. Die personen kunnen niet tot de personen worden gerekend van wie de verzoekende vereniging zich tot doel heeft gesteld de rechten te verdedigen.

B.4.2. De verzoekster stelt dat ze zelf door de in het geding zijnde bepalingen zou kunnen worden geraakt in zoverre haar sociale dienst ertoe zou kunnen worden gebracht de betrokken vreemdelingen bij de krachtens de bestreden wet te vervullen stappen te helpen, en met name bij het instellen van de beroepen waarin de wet voorziet.

B.4.3. Het bestreden artikel 12, dat een strafbepaling is, kan redelijkerwijze niet in die zin worden geïnterpreteerd dat het iedere persoon beoogt die, met name geleid door humanitaire bedoelingen, hulp verleent aan een vreemdeling bij het vervullen van administratieve stappen, en met name bij het instellen van de beroepen waarin de bestreden wet voorziet. De verzoekster kan bijgevolg niet worden geraakt uit hoofde van de dienstverlening die haar sociale dienst levert.

B.4.4. In zoverre het beroep artikel 12 beoogt, is het niet ontvankelijk.

*Ten gronde*

B.5. De verzoekende partij leidt een middel af uit de schending van een bevoegdheidsregel en leidt verschillende middelen af uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Het Hof onderzoekt eerst het middel afgeleid uit de schending van een bevoegdheidsregel.

*Ten aanzien van het middel afgeleid uit de schending van artikel 6, § 1, IX, 3°, van de wet van 8 augustus 1980*

B.6. De verzoekster is van mening dat artikel 4, § 2, van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers artikel 6, § 1, IX, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen schendt doordat het de gewestministers elk initiatief ontnemt bij de afgifte van arbeidskaarten aan personen die zich zonder verblijfsvergunning op het grondgebied bevinden, wat tot gevolg heeft dat het de gewesten onmogelijk wordt gemaakt een gedifferentieerd beleid inzake tewerkstelling te voeren.

B.7. Artikel 4, § 2, van de wet van 30 april 1999 bepaalt :

« De arbeidsvergunning wordt niet toegekend wanneer de buitenlandse onderdaan België is binnengekomen om er te worden tewerkgesteld vooraleer de werkgever de arbeidsvergunning heeft bekomen.

De Koning kan, in de gevallen door Hem bepaald, afwijken van het voorgaande lid. »

B.8.1. Artikel 6, § 1, IX, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt dat « de toepassing van de normen betreffende de tewerkstelling van buitenlandse arbeidskrachten » tot de bevoegdheid van de gewesten behoort. Volgens de parlementaire voorbereiding gaat het enkel om een uitvoerende bevoegdheid (*Parl. St.*, Senaat, 1979-1980, nr. 434/1, p. 35).

De federale wetgever blijft bijgevolg bevoegd voor het vaststellen van de normen betreffende de tewerkstelling van buitenlandse arbeidskrachten. In dat kader is hij bevoegd voor het bepalen van de tewerkstellingsvoorwaarden van personen van vreemde nationaliteit in België. Bij die voorwaarden kan hij de omstandigheden van het binnenkomen van de vreemdeling op het grondgebied beogen, en met name eisen dat, indien de vreemdeling is binnengekomen om er te worden tewerkgesteld, zijn werkgever reeds in het bezit is van een arbeidsvergunning.

B.8.2. Artikel 4, § 2, schendt artikel 6, § 1, IX, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet.

*Ten aanzien van de middelen afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet**Ten aanzien van de artikelen 2, 3, 4, § 1, en 5 van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers*

B.9. De verzoekster is van mening dat die bepalingen discriminerend zijn vanwege hun te algemene draagwijdte en vordert de vernietiging ervan in zoverre ze zonder onderscheid van toepassing zijn op iedere persoon die niet de Belgische nationaliteit bezit.

B.10. Artikel 2 van de wet van 30 april 1999 bepaalt :

« Voor de toepassing van deze wet, dient te worden verstaan onder :

1° buitenlandse onderdanen en werknemers : de onderdanen en werknemers die niet de Belgische nationaliteit bezitten;

[...] ».

Artikel 3 van dezelfde wet bepaalt :

« Deze wet is van toepassing op de buitenlandse werknemers en op de werkgevers.

[...] »

Artikel 4, § 1, van dezelfde wet bepaalt :

« De werkgever die een buitenlandse werknemer wenst tewerk te stellen moet vooraf een arbeidsvergunning hebben verkregen van de bevoegde overheid.

De werkgever mag de diensten van deze werknemer enkel gebruiken binnen de perken van deze vergunning.

De Koning kan, in de gevallen door Hem bepaald, afwijken van het eerste lid. »

Artikel 5 van dezelfde wet bepaalt :

« Om arbeid te verrichten, moet de buitenlandse werknemer vooraf een arbeidskaart hebben verkregen van de bevoegde overheid.

Hij mag deze arbeid enkel verrichten binnen de perken van deze arbeidskaart. »

B.11. De grondwettelijke regels van de gelijkheid en de niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen bepaalde categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is. Dezelfde regels verzetten er zich overigens tegen dat categorieën van personen, die zich ten aanzien van de aangevochten maatregel in wezenlijk verschillende situaties bevinden, op identieke wijze worden behandeld, zonder dat daarvoor een redelijke verantwoording bestaat.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.12. Volgens de parlementaire voorbereiding vormt de bestreden wet een « nieuw wettelijk kader [...] voor de uitwerking van een aangepaste reglementering voor de tewerkstelling van buitenlandse werknemers » en vervangt het het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit. De doelstellingen van de herschrijving van dat besluit en van de uitvoeringsbesluiten ervan zijn : « 1. Een coördinatie van de bestaande teksten. 2. Een actualisering van de regelgeving i.v.m. de tewerkstelling van buitenlandse werknemers. 3. De wetgevingen inzake verblijf en tewerkstelling van buitenlandse onderdanen zo volledig mogelijk onderling op elkaar afstemmen. 4. Een aanpassing van de bestaande teksten aan de gewijzigde grondwettelijke context. 5. Een aanpassing van de bestaande teksten aan de gewijzigde Europese context. 6. Het verbeteren van de mogelijkheden om in beroep te gaan. 7. [...] » (*Parl. St.*, Kamer, 1998-1999, nr. 2072/3, p. 3). Overigens beantwoordt de noodzaak voor de werkgever een arbeidsvergunning te verkrijgen en voor de werknemer de overeenstemmende arbeidskaart te verkrijgen nog steeds, zoals naar voren is gebracht in het verslag aan de Koning dat aan het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967 voorafgaat, aan de doelstelling « te vermijden dat migrerende werknemers zouden aangeworven worden zonder rekening te houden met de stand van de arbeidsmarkt en om de voorrang voor de tewerkstelling van de arbeidskrachten die op het grondgebied van het Rijk beschikbaar zijn te bewaren » (*Belgisch Staatsblad*, 29 juli 1967).

B.13.1. De Ministerraad doet gelden dat de mogelijkheid die artikel 7 van de bestreden wet aan de Koning heeft toegekend om de door Hem bepaalde categorieën van vreemdelingen vrij te stellen van de verplichting een arbeidskaart te verkrijgen, een mogelijkheid waarvan de Koning gebruik heeft gemaakt door de koninklijke besluiten van 9 juni 1999 en 15 februari 2000 aan te nemen, het discriminerende karakter van de wet corrigeert.

B.13.2. De parlementaire voorbereiding toont aan dat de wetgever ervoor heeft gekozen wetgevend op te treden via een kaderwet, om het de uitvoerende macht mogelijk te maken in de toekomst snel te reageren op onvoorziene situaties en op de evolutie van de arbeidsmarkt en de vraag naar arbeidskrachten in een aantal sectoren (*Parl. St.*, Kamer, 1998-1999, nr. 2072/1, p. 1). De noodzaak aan soepelheid, inherent aan die materie, met name om de vrijstelling van arbeidsvergunning en arbeidskaart mogelijk te maken voor een aantal sectoren of bepaalde categorieën van beroepen, verantwoordt immers het gebruik van de techniek van de kaderwet.

B.13.3. Doordat hij zonder onderscheid « de onderdanen en werknemers [beoogt] die niet de Belgische nationaliteit bezitten », lijkt de wetgever categorieën van personen die zich in een fundamenteel verschillende situatie bevinden, op identieke wijze te behandelen. Dat is meer bepaald het geval voor onderdanen van Lid-Staten van de Europese Unie en voor in België erkende vluchtelingen. Ten opzichte van die personen lijken de voormelde bepalingen van de wet de internationale verbintenissen van België te miskennen op grond waarvan hun de toegang tot de Belgische arbeidsmarkt niet mag worden geweigerd. Dat is eveneens het geval voor buitenlandse onderdanen voor wie, op grond van hun statuut, het recht op arbeid niet afhankelijk kan worden gesteld van een arbeidskaart.

B.14. Uit wat voorafgaat volgt dat de in het geding zijnde bepalingen de artikelen 10 en 11 van de Grondwet zouden schenden ten nadele van bepaalde categorieën van vreemdelingen indien zij zouden moeten worden geïnterpreteerd in die zin dat zij, onder het enige voorbehoud van eventuele door de Koning aangebrachte afwijkingen, voorschrijven dat buitenlandse onderdanen (ongeacht hun nationaliteit of hun administratieve verblijfssituatie in België) in België alleen loonarbeid mogen verrichten indien hun werkgever op voorhand de toestemming heeft gekregen ze tewerk te stellen en zij zelf de overeenkomstige arbeidskaart hebben verkregen.

B.15. Op grond van artikel 7 van de wet kan echter de Koning de categorieën van werknemers die Hij bepaalt, vrijstellen van de verplichting een arbeidskaart te verkrijgen. Hoewel het lijkt alsof dat artikel de Koning de mogelijkheid biedt al dan niet die vrijstellingen te verlenen, moet het, gelezen in het licht van de voormelde parlementaire voorbereiding, worden geïnterpreteerd in die zin dat het - wat betreft de categorieën van vreemdelingen aan wie, wegens hun nationaliteit of statuut, niet kan worden opgelegd dat zij een arbeidskaart verkrijgen om arbeidsprestaties te verrichten - de Koning ertoe verplicht die vrijstellingen te verlenen.

B.16. In samenhang gelezen met artikel 7 en onder het voorbehoud dat dit artikel wordt geïnterpreteerd zoals hiervoor omschreven, schenden de bestreden bepalingen de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet.

*Ten aanzien van artikel 4, § 2, van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers*

B.17. De bestreden bepaling verhindert de gewesten een arbeidskaart af te geven wanneer de buitenlandse onderdaan in België is binnengekomen om er te worden tewerkgesteld voordat de werkgever de arbeidsvergunning heeft verkregen. Krachtens het tweede lid van die bepaling kan de Koning van het eerste lid afwijken.

B.18. De verzoekster is van mening dat die bepaling een discriminatie creëert ten nadele van de kandidaat-werknemers van vreemde nationaliteit die zich al op het grondgebied bevinden, met onzeker verblijf, ten aanzien van diegenen die zich in het buitenland bevinden.

B.19. De parlementaire voorbereiding geeft aan dat « paragraaf 2 [...], anders geformuleerd, een bepaling van artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 34 [overneemt]. De oude formulering had eerder betrekking op een bepaling betreffende de toegang tot het grondgebied dan op een voorwaarde van toekenning van de arbeidsvergunning » (*Parl. St., op. cit.*, p. 4). Artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 34 luidde als volgt :

« Onverminderd de inzake het binnenkomen, het verblijf en de vestiging van de vreemdelingen in België geldende bepalingen, mogen de personen die de Belgische nationaliteit niet bezitten niet in het Rijk komen om er tewerkgesteld te worden zonder een arbeidskaart te hebben verkregen.

In de bij besluit van de Minister tot wiens bevoegdheid de tewerkstelling behoort bepaalde gevallen, kan van het eerste lid worden afgeweken. »

B.20.1. Uit die elementen blijkt dat de doelstelling van die bepaling erin bestaat de aankomst van nieuwe buitenlandse werknemers te ontmoedigen voor wie een werkgever nog geen arbeidsvergunning heeft aangevraagd of heeft verkregen. Die doelstelling is in samenhang met die van de hele wetgeving, namelijk de aankomst van die nieuwe werknemers slechts mogelijk te maken als de Belgische arbeidsmarkt ze kan opnemen. De maatregel is dan ook relevant ten aanzien van de beoogde doelstelling.

B.20.2. Het verbod beoogt slechts de vreemdelingen die op het grondgebied zijn binnengekomen « om er te worden tewerkgesteld ». Het beoogt bijgevolg niet diegenen die gemachtigd zouden zijn in België binnen te komen om een andere reden, die wettig op het grondgebied zouden verblijven en voor wie een werkgever vervolgens een aanvraag tot arbeidsvergunning zou indienen. Het is bijgevolg niet kennelijk onevenredig ten aanzien van de beoogde doelstelling.

B.20.3. Artikel 4, § 2, van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet.

*Ten aanzien van artikel 9 van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers*

B.21. Artikel 9 bepaalt :

« De buitenlandse werknemer die wettig in België verblijft en wiens arbeidskaart wordt geweigerd of ingetrokken, alsmede de werkgever wiens arbeidsvergunning wordt geweigerd of ingetrokken, kunnen in beroep gaan bij de bevoegde overheid. »

B.22. De verzoekster oordeelt in het eerste onderdeel van het middel dat tegen die bepaling is gericht, dat deze een discriminatie instelt ten aanzien van de vreemdelingen die niet wettig in België verblijven, of ze zich nu illegaal op het grondgebied bevinden of in het buitenland, ten opzichte van diegenen die wettig in België verblijven, in zoverre de eersten, in tegenstelling tot de tweeden, zich het recht ontzegd zien een beroep in te stellen bij de minister tegen de weigering of intrekking van de arbeidskaart.

B.23. Een van de doelstellingen van de wet vermeld in B.12 is die van het verbeteren van de beroepsmogelijkheden. Zodra de werkgever een beroep invoert bij de minister in geval van weigering of intrekking van de arbeidskaart, mag hij die mogelijkheid dat beroep in te stellen tot een bepaalde categorie van personen beperken, wanneer voor dat onderscheid een redelijke verantwoording bestaat.

Artikel 9 beperkt het beroep bij de bevoegde overheid tot de buitenlandse werknemer die wettig in België verblijft. Aldus wordt een tweevoudig onderscheid ingevoerd tussen buitenlandse werknemers die in België een betrekking zoeken naargelang zij al dan niet wettig in België verblijven, enerzijds, en naargelang zij wettig in België of in het buitenland verblijven, anderzijds.

B.24. Nagegaan moet worden of de werkgever, door de beroepsmogelijkheid voor te behouden aan buitenlandse werknemers die wettig in België verblijven, met uitsluiting van buitenlandse werknemers die onwettig in België verblijven, een onderscheid heeft ingevoerd dat redelijk kan worden verantwoord.

Het staat aan de werkgever een beleid betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen te voeren en daaromtrent, met inachtneming van de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie, in de nodige maatregelen te voorzien die betrekking kunnen hebben op onder meer het vaststellen van de voorwaarden volgens welke het verblijf van een vreemdeling in België al dan niet wettig is. Dat daaruit een verschil in behandeling voortvloeit tussen vreemdelingen naargelang zij al dan niet wettig in België verblijven, is het logische gevolg van de inwerkingstelling van voormeld beleid.

Te dezen kon de werkgever de mogelijkheid tot beroep waarin het bestreden artikel 9 voorziet, beperken tot de buitenlandse werknemers die wettig in België verblijven. Door op die manier de buitenlandse werknemers die onwettig in België verblijven daarvan uit te sluiten, heeft de werkgever geen maatregel genomen die niet redelijk verantwoord zou zijn. Immers, het beleid inzake toegang tot het grondgebied en verblijf van vreemdelingen zou worden doorkruist wanneer zou worden aangenomen dat voor buitenlandse werknemers die onwettig in België verblijven, ter zake dezelfde voorwaarden zouden moeten gelden als voor degenen die wettig in België verblijven.

Nu de regelgeving omtrent de toegang tot het grondgebied en het verblijf van vreemdelingen, enerzijds, en die van de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, anderzijds, - hoewel ze het voorwerp uitmaken van onderscheiden wetgevingen - raakpunten vertonen, kan redelijkerwijze worden aangenomen dat de werkgever, zonder de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie te schenden, het beroep bij de bevoegde overheid tegen de weigering of de intrekking van de arbeidskaart vermocht voor te behouden aan de buitenlandse werknemers die wettig op het grondgebied verblijven.

B.25. Het bestreden artikel 9 voert tevens een onderscheid in tussen buitenlandse werknemers naargelang zij wettig in België dan wel in het buitenland verblijven en tewerkstelling in België beogen, doordat het uitsluit dat het beroep waarin het voorziet, zou kunnen worden ingesteld door een buitenlandse werknemer die in het buitenland verblijft.

Om dezelfde redenen als in B.24, is dat verschil in behandeling redelijk verantwoord.

B.26. In het tweede onderdeel van hetzelfde middel is de verzoekster van mening dat de bepaling de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt, gelezen in het licht van artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de Rechten van Mens, doordat het de betrokkenen een effectief beroep voor een onafhankelijke instantie ontnemt, aangezien het beroep wordt gebracht voor « de bevoegde overheid », namelijk dezelfde overheid als die welke de bestreden beslissing heeft genomen.

B.27. Zonder dat er aanleiding toe bestaat te onderzoeken of artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens te dezen van toepassing is, stelt het Hof vast dat de door « de bevoegde overheid » krachtens de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers genomen beslissingen vatbaar zijn voor beroep tot vernietiging en, in voorkomend geval, tot schorsing voor de afdeling administratie van de Raad van State. De weigering of de intrekking van de arbeidskaart en de arbeidsvergunning kunnen bijgevolg door de betrokken vreemdeling alsook door de werkgever voor een onafhankelijke jurisdictionele instantie worden bestreden. Het middel, in dat onderdeel, kan niet worden aangenomen.

Om die redenen,  
het Hof,

onder het voorbehoud dat, wat betreft de categorieën van vreemdelingen aan wie, wegens hun nationaliteit of statuut, niet kan worden opgelegd een arbeidskaart te verkrijgen om in België arbeidsprestaties te verrichten, artikel 7 van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers moet worden geïnterpreteerd in die zin dat het de Koning ertoe verplicht de vrijstelling te verlenen waarin het voorziet,

verwerpt het beroep.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 29 maart 2001, door voormelde zetel, waarin voor de uitspraak voorzitter G. De Baets, in ruste gesteld na het beraad, is vervangen door rechter L. Lavrysen, overeenkomstig artikel 110 van de voormelde wet.

De griffier,  
P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,  
M. Melchior.

### SCHIEDSHOF

D. 2001 — 1057

[C – 2001/21222]

#### Urteil Nr. 40/2001 vom 29. März 2001

*Geschäftsverzeichnisnummer 1812*

*In Sacher:* Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung der Artikel 2, 3, 4, 9 und 12 Nr. 1 Buchstaben b) und c) des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer, erhoben von der VoG Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und G. De Baets, und den Richtern H. Boel, L. François, P. Martens, J. Delruelle, A. Arts, R. Henneuse, M. Bossuyt und E. De Groot, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

#### I. *Gegenstand der Klage*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 19. November 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 22. November 1999 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, mit Vereinigungssitz in 1210 Brüssel, rue de la Poste 37, Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung der Artikel 2, 3, 4, 9 und 12 Nr. 1 Buchstaben b) und c) des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 21. Mai 1999).

#### II. *Verfahren*

Durch Anordnung vom 22. November 1999 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 12. Januar 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 18. Januar 2000.

Der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, hat mit am 28. Februar 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 3. April 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Die klagende Partei hat mit am 30. März 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidernschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnungen vom 27. April 2000 und 26. Oktober 2000 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 19. November 2000 bzw. 19. Mai 2001 verlängert.

Durch Anordnung vom 22. November 2000 hat der Vorsitzende M. Melchior die Rechtssache dem vollzählig tagenden Hof vorgelegt.

Durch Anordnung vom selben Tag hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 13. Dezember 2000 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 23. November 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 13. Dezember 2000

— erschienen

. RA L. Walley, in Brüssel zugelassen, für die klagende Partei,

. RA J.F. De Bock *loco* RA E. Maron, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

- haben die referierenden Richter P. Martens und H. Boel Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. *In rechtlicher Beziehung*

— A —

*Bezüglich der Zulässigkeit der Klage*

A.1. Die VoG *Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie*, abgekürzt « M.R.A.X. », ist der Auffassung, daß sie kraft ihres Vereinigungszwecks ein Interesse daran habe, die Nichtigerklärung gesetzlicher Bestimmungen zu beantragen, die sie als diskriminierend gegenüber einem Teil der Bevölkerung empfinde, insbesondere gegenüber Bürgern ausländischer Herkunft.

A.2.1. Der Ministerrat unterstreicht bezüglich der Rechtsfähigkeit der Klägerin, sie müsse den Beweis erbringen, daß sie alle durch das Gesetz vom 27. Juni 1921 vorgeschriebenen Formalitäten erfülle, damit sie vor Gericht auftreten könne.

A.2.2. Die Klägerin fügt ihrem Erwidierungsschriftsatz eine Kopie ihrer Satzung, einen Auszug aus dem *Belgischen Staatsblatt* mit der Zusammensetzung ihres Verwaltungsrates und den Nachweis bei, daß die Mitgliedsliste bei der Kanzlei des Gerichts erster Instanz hinterlegt wurde.

A.3.1. Bezüglich des Interesses der Klägerin ist der Ministerrat der Meinung, daß mindestens drei der Bestimmungen, deren Nichtigerklärung die Klägerin beantrage, die Ausländer nur indirekt betreffen, nämlich die Artikel 12 Nr. 1 Buchstabe b), 12 Nr. 1 Buchstabe c) und 12 Nr. 1 Buchstabe d) des angefochtenen Gesetzes. Diese Bestimmungen legten nur Strafmaßnahmen gegen die darin angeführten Personen und nicht direkt gegen Ausländer fest. Der Ministerrat führt diesbezüglich das Urteil Nr. 43/98 des Hofes an.

A.3.2. Die Klägerin antwortet, daß die Artikel 12 Nr. 1 Buchstabe c) und 12 Nr. 1 Buchstabe d), die jegliche entgeltliche Hilfe zugunsten von Ausländern bei der Suche nach einem Arbeitsplatz oder Unterstützung bei den diesbezüglichen Schritten bestrafen, diesen Ausländern zwangsläufig auch eine solche Unterstützung vorenthielten. Außerdem macht sie geltend, daß sie einen Sozialdienst organisieren, der diese Art Unterstützung im Prinzip kostenlos gewähre, daß jedoch gegebenenfalls ein gewisser Beitrag verlangt werden könne. Sie könne somit direkt von diesen Verboten betroffen sein, genauso wie die bezahlten Mitarbeiter ihres Sozialdienstes.

*In bezug auf die Artikel 10 und 11 der Verfassung**Hinsichtlich der Artikel 2, 3, 4 § 1 und 5 des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer  
Standpunkt der Klägerin*

A.4. Die Klägerin ist der Meinung, die Artikel verstießen durch ihre allgemeine Tragweite gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, da es nicht vernünftig sei, den Zugang zum Arbeitsmarkt einer Regelung für alle Ausländer zu unterwerfen, einschließlich derjenigen, die eine endgültige und unbefristete Zulassung zum Aufenthalt auf dem Staatsgebiet besäßen, während das Recht auf Arbeit durch die belgische Verfassung und durch verschiedene internationale Verträge garantiert werde.

A.5. Die Klägerin legt dar, daß der in der Gesetzgebung angeführte Begriff « Gastarbeiter » nicht mehr der aktuellen Situation in Belgien entspreche. Einerseits seien ungefähr die Hälfte der in Belgien ansässigen Ausländer Staatsangehörige von Mitgliedstaaten der Europäischen Union, die aufgrund der Verordnung Nr. 1612/68 vom 15. Oktober 1968 Zugang zum Arbeitsmarkt hätten, ebenso wie die Staatsangehörigen der Mitgliedstaaten des Europäischen Wirtschaftsraums. Andererseits garantierten das Genfer Abkommen vom 28. Juli 1951 über die Rechtsstellung der Flüchtlinge und das New Yorker Übereinkommen vom 28. September 1954 über die Rechtsstellung der Staatenlosen den betreffenden Ausländern Zugang zum Arbeitsmarkt unter den gleichen Bedingungen wie den eigenen Staatsangehörigen. Andere, bilaterale Abkommen enthielten die gleichen Bestimmungen. Schließlich würden diese internationalen Bestimmungen auch für die Ehepartner, die Nachkommen sowie die Vorfahren von Belgiern gelten.

Die Klägerin merkt an, daß eines der angekündigten Ziele dieses Gesetzes darin bestanden habe, die bestehenden Texte dem umgestalteten europäischen Kontext anzupassen, doch daß diese Zielsetzung nicht durch den Text erreicht werde.

A.6. Die Klägerin erkennt an, daß der königliche Erlass vom 6. Juni 1999 für eine gewisse Anzahl von Ausländerkategorien Befreiungen vorgesehen habe, ist jedoch der Auffassung, daß der Gesetzgeber keine Diskriminierungen in das Gesetz einführen dürfe, selbst wenn er es der ausführenden Gewalt überlasse, von diesen diskriminierenden Regeln abzuweichen.

A.7. Sie ist der Auffassung, daß es nicht vernünftig sei, Personen, die ein unbegrenztes und bedingungsloses Anrecht auf Aufenthalt auf dem belgischen Staatsgebiet hätten - d.h. konkret Ausländern, die eine Niederlassungsbewilligung erhalten hätten, und denjenigen, deren Aufenthalt für eine unbestimmte Dauer genehmigt oder zugelassen worden sei, ohne daß dieser Aufenthalt von Bedingungen abhängig gemacht werde - ein allgemeines Arbeitsverbot aufzuerlegen. Ein derartiges Verbot verstoße gegen das durch Artikel 6 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte und durch Artikel 23 der Verfassung anerkannte Grundrecht auf Arbeit.

A.8. Die klagende Partei ist außerdem der Auffassung, daß das Verbot des Zugangs zum Arbeitsmarkt für Ausländer, die sich rechtmäßig auf belgischem Staatsgebiet aufhielten, ihnen die Möglichkeit entziehe, eine angemessene Entlohnung zu erhalten, die potentiellen Arbeitgeber daran hindere, ihre beruflichen Fähigkeiten zu nutzen, und schließlich der Gesellschaft nicht die Möglichkeit biete, indirekten Nutzen daraus zu ziehen. Außerdem ermutige dieses Verbot auch einen Teil der Bevölkerung, sich dem parallelen Arbeitsmarkt zuzuwenden oder sich anderen marginalen Tätigkeiten zu widmen.

*Standpunkt des Ministerrates*

A.9. Der Ministerrat macht geltend, daß das angefochtene Gesetz ein Rahmengesetz sei, das Grundprinzipien festlege, jedoch dem König bedeutende Abweichungsmöglichkeiten offen lasse. Daher müßten die erheblichen Befugnisse berücksichtigt werden, die der ausführenden Gewalt durch das Gesetz anvertraut worden seien, sowie die Art und Weise, wie letztere sie nutze, damit die diskriminierende oder nicht diskriminierende Beschaffenheit des Gesetzes beurteilt werden könne. Die von der Klägerin anprangerte Diskriminierung könnte in Wirklichkeit nur dann als nachgewiesen gelten, wenn sich herausstellen würde, daß der König nicht von der Möglichkeit der Abweichung Gebrauch mache, die ihm anvertraut worden sei in bezug auf bestimmte Kategorien von Ausländern, wie die Staatsbürger der Europäischen Union. Der Ministerrat fügt hinzu, daß die Diskriminierung in einem solchen Fall nicht eine Folge des Gesetzes selbst, sondern des königlichen Ausführungserlasses sei. Der königliche Erlass vom 9. Juni 1999 bestätige zudem diese Analyse.

A.10. Der Ministerrat fügt hinzu, daß die beanstandeten Grundsatzverpflichtungen im Gegensatz zu den Behauptungen der Klägerin nicht darauf abzielten, den davon betroffenen Personen das Arbeiten zu verbieten, sondern darauf, ihre Arbeit vom Erhalt einer Beschäftigungs- oder Arbeitserlaubnis abhängig zu machen. Im übrigen begründeten die Bestimmungen der Verfassung oder des internationalen Rechts, auf die sich die Klägerin berufe, kein absolutes Recht auf Arbeit.

*Erwiderung der Klägerin*

A.11. Die Klägerin ist der Auffassung, der Ministerrat gebe implizit zu, daß das Gesetz an sich gewisse Diskriminierungen schaffen könnte, daß aber ein Rahmengesetz niemals diskriminierend sein könnte, da eine eventuelle Diskriminierung nur durch Ausführungserlasse geschaffen werde. Das Problem des besagten Rahmengesetzes bestehe allerdings darin, daß es das allgemeine Prinzip des Verbotes einführe und den König in keiner Weise verpflichte, zugunsten von gewissen befreiten Personenkategorien davon abzuweichen.

A.12. Die Klägerin fügt hinzu, sie habe ebenfalls eine Nichtigkeitsklage gegen den königlichen Erlaß vom 9. Juni 1999 eingereicht, weil sie gerade der Ansicht sei, daß dessen Artikel 2 in bezug auf andere Ausländerkategorien diskriminierend sei.

*Hinsichtlich des Artikels 4 § 2 des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer*

*Standpunkt der Klägerin*

A.13. Die Klägerin ist der Auffassung, es gebe keine vernünftige Rechtfertigung für die Einführung einer unterschiedlichen Behandlung der potentiellen Arbeitnehmer, die sich schon auf dem Staatsgebiet befänden. Es gebe keinen Grund, dem potentiellen Arbeitgeber zu verbieten, für diese Personen bereits einen Beschäftigungsantrag bei den zuständigen Behörden zu stellen. Diese Personen zu verpflichten, in ihr Land zurückzukehren, bevor der potentielle Arbeitgeber den Antrag stellen könne, stelle für letzteren einen Zeitverlust dar, der den Betroffenen im Vergleich zu anderen Bewerbern benachteilige, die sich von ihrem Herkunftsland aus um die gleiche Stelle beworben hätten.

A.14. Die Klägerin fügt hinzu, daß man genau das Gegenteil tun sollte, nämlich den Arbeitsmarkt den Ausländern zu öffnen, die sich entweder mit einem vorläufigem oder einem unsicherem Rechtsstatus oder aber ohne Rechtsstatus bereits auf dem Staatsgebiet befänden, anstatt eine neue wirtschaftliche Einwanderung zu fördern. Diese Regel schieße folglich vollkommen über das Ziel hinaus und sei unvernünftig.

*Standpunkt des Ministerrates*

A.15. Der Ministerrat bemerkt, daß die angefochtene Bestimmung nicht alle Ausländer betreffe, die sich in Belgien aufhielten, bevor der Arbeitgeber eine Beschäftigungserlaubnis erhalten habe, sondern ausschließlich diejenigen, die das Staatsgebiet mit dem Ziel betreten würden, hier beschäftigt zu werden.

A.16. Die intervenierende Partei erklärt anschließend, daß das Gesetz den König ermächtige, von dem durch das Gesetz aufgestellten Grundsatz abzuweichen, und daß der königliche Erlaß vom 9. Juni 1999 eine solche Abweichung zugunsten der Ausländer vorgesehen habe, für die bei der Erteilung einer Arbeitserlaubnis die Lage des Arbeitsmarktes nicht berücksichtigt werde.

A.17. Sie verweist schließlich darauf, daß diese Bestimmung darauf abziele, den Zustrom wirtschaftlicher Einwanderer einzuschränken, denen angesichts der Sättigung des Arbeitsmarktes schließlich die Erteilung einer Arbeitserlaubnis verweigert werde.

*Erwiderung der Klägerin*

A.18. Die Klägerin erklärt, daß der Antrag auf Beschäftigung weder ein Recht auf Aufenthalt noch ein Recht auf vorläufige Beschäftigung verleihe. Ein wirtschaftlicher Einwanderer könne somit keinen Vorteil daraus erzielen, daß ein Arbeitgeber einen Antrag stelle.

A.19. Außerdem betont sie, daß weder das Gesetz noch die Vorarbeiten den Begriff « um dort beschäftigt zu werden » definierten, so daß zu befürchten sei, daß die Verwaltung davon ausgehe, es sei unmöglich, jedem Ausländer, der bereits das Staatsgebiet betreten habe, eine Arbeitserlaubnis zu erteilen.

*Hinsichtlich des Artikels 9 des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer*

*Standpunkt der Klägerin*

A.20. Im ersten Teil des gegen diese Bestimmung gerichteten Klagegrunds vertritt die Klägerin die Auffassung, es gebe keine Rechtfertigung dafür, daß das Recht auf Eingabe einer Klage gegen die Verweigerung der Ausstellung einer Arbeitserlaubnis in bezug auf die Arbeitnehmer denjenigen vorbehalten sei, die sich bereits rechtmäßig in Belgien aufhielten. Diese Beschränkung sei sowohl eine Diskriminierung zwischen Arbeitnehmern und Arbeitgebern als auch eine Diskriminierung zwischen Arbeitnehmern, je nachdem, ob sie sich gesetzmäßig in Belgien aufhielten oder nicht.

A.21. Im zweiten Teil des Klagegrunds vertritt die Klägerin die Auffassung, daß die Bestimmung den Betroffenen eine Klage vor einer unabhängigen Instanz vorenthalte, da von der gleichen Behörde, die auch die Erlaubnis verweigert habe, darüber entschieden werde. Die Bestimmung führe somit in bezug auf das Klagerecht eine Diskriminierung zwischen den Arbeitnehmern und den selbständigen Erwerbstätigen ein, die über ein Klagerecht vor einer unabhängigen Instanz verfügten. Die Klägerin führt die Rechtsprechung der Organe von Straßburg und des Kassationshofes an, um nachzuweisen, daß das Arbeitsrecht ein bürgerliches Recht sei. Im vorliegenden Fall werde die Inanspruchnahme des Staatsrates den Anforderungen von Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention nicht gerecht.

*Standpunkt des Ministerrates*

A.22. In bezug auf den ersten Teil erinnert der Ministerrat daran, daß eines der Ziele des Gesetzgebers darin bestanden habe, die gesetzliche Regelung bezüglich des Aufenthaltes und diejenige bezüglich der Beschäftigung von Ausländern aufeinander abzustimmen. Bevor man dem Wunsch des Ausländers, in Belgien zu arbeiten, entsprechen könne, sei es angemessen zu verlangen, daß er sich gesetzmäßig auf dem Staatsgebiet aufhalte, sei es vorläufig oder nicht. Es sei daher auch logisch, daß das Gesetz die Beschwerdemöglichkeit auf diese Ausländer beschränke.

A.23. Bezüglich des zweiten Teils macht der Ministerrat geltend, daß der Gesetzgeber das Ziel der Verbesserung von Beschwerdemöglichkeiten verfolgt habe, indem er die Frist von zehn Tagen auf einen Monat verlängert habe und indem er dem König die Befugnis erteilt habe, die Modalitäten des Verfahrens zu regeln. Der Minister sei eine sich von der Verwaltung unterscheidende Behörde, was dem Kläger auch gewisse Garantien biete.



A.24. Der Ministerrat ist der Auffassung, daß im Rahmen von Artikel 9 nicht die Rede vom Recht auf Arbeit sei, sondern von der Verweigerung oder dem Entzug der Arbeitserlaubnis, das heißt Verwaltungshandlungen und keine Rechte. Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention sei folglich nicht anwendbar. Außerdem könne die Verweigerung nach Erschöpfung der Verwaltungsbeschwerde Gegenstand einer Klage beim Staatsrat sein, die den Garantien von Artikel 6 entspreche. Schließlich sei der Vergleich mit selbständigen Erwerbstätigen irrelevant, da diese Kategorien nicht vergleichbar seien.

*Erwiderung der Klägerin*

A.25. Bezüglich des ersten Teils ist die Klägerin der Auffassung, daß der Unterschied, der zwischen verschiedenen Kategorien von Ausländern auf der Grundlage ihres Aufenthalts gemacht werde, weder objektiv gerechtfertigt sei noch im Verhältnis zur Zielsetzung stehe. Sie sehe nicht ein, in welcher Hinsicht die von ihr vorgeschlagene Lösung im Widerspruch zu den Bestimmungen des Gesetzes über den Aufenthalt stehe, da die Klage vom Ausland aus oder durch den Vertreter des sich um Arbeit Bewerbenden in Belgien eingereicht werden könnte.

A.26. In bezug auf den zweiten Teil macht die Klägerin geltend, daß der Minister keine sich von der Verwaltung unterscheidende Behörde sei und daß die Klage folglich bei der gleichen Behörde eingereicht werde. Sie ist außerdem der Meinung, daß die Klage zwar eine Verwaltungshandlung betreffe, diese aber die Verweigerung eines Rechtes zum Gegenstand habe, so daß die Klage sehr wohl ein Recht betreffe.

A.27. Die Klägerin ist des weiteren der Meinung, daß es nicht zutreffend sei, daß eine Klage vor dem Staatsrat *per definitionem* eine Klage bei voller Gerichtsbarkeit sei und daß die diesbezüglichen Fristen nicht als angemessen betrachtet werden könnten. Schließlich ist sie der Auffassung, daß es nicht richtig sei zu behaupten, die Verfahren für die ausländischen Arbeitnehmer und die Selbständigen seien nicht miteinander vergleichbar, weil es in beiden Fällen um die Arbeitserlaubnis gehe.

*Hinsichtlich des Artikels 12 Nr. 1 Buchstaben b) und c) des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer*

*Standpunkt der Klägerin*

A.28. Die Klägerin erklärt, daß die in Artikel 12 vorgesehenen Strafen schwerer seien als diejenigen, die Artikel 77 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorsehe, und zum Teil schwerer als diejenigen, die Artikel 77bis desselben Gesetzes vorsehe. Sie bemerkt außerdem, daß Artikel 12 Nr. 1 Buchstabe c) sich auf alle Ausländer beziehe, selbst diejenigen, die sich rechtmäßig in Belgien aufhielten oder europäische Staatsbürger seien, während Artikel 12 Nr. 1 Buchstabe b) sich nur auf diejenigen beziehe, die nicht im Besitz einer gültigen Arbeitserlaubnis seien. Diese Bestimmung bestrafe somit die Tätigkeiten der « Headhunter », gewisser Rechtsanwälte, gewisser Buchhalter, usw.

A.29. Die Klägerin ist der Meinung, daß es keine angemessene Rechtfertigung für eine derartige Verschärfung der Strafen gebe. Die in Artikel 12 Nr. 1 Buchstaben c) und d) vorgesehenen Strafen seien unverhältnismäßig.

*Standpunkt des Ministerrates*

A.30. Der Ministerrat vergleicht die Artikel 77 und 77bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 mit dem angefochtenen Artikel 12 und zieht daraus die Schlußfolgerung, daß Artikel 77bis die schwersten Strafen vorsehe. Er ist außerdem der Meinung, daß es nicht unvernünftig sei, davon auszugehen, daß die Tatsache, einem Ausländer beim illegalen Eintritt in das Staatsgebiet geholfen zu haben, ohne dabei in Betracht zu ziehen, was er anschließend tun werde, nicht so streng bestraft werden müsse wie die Tatsache, diesen Ausländer in der Ungesetzlichkeit zu halten, indem man ihn arbeiten lasse.

A.31. Der Ministerrat stellt klar, daß man den moralischen Aspekt der Übertretung berücksichtigen müsse und daß es völlig unvernünftig sei, in den Anwendungsbereich von Artikel 12 Nr. 1 Buchstaben c) und d) diejenigen einzubeziehen, die durch ihren Beruf, wie ein Rechtsanwalt oder Sozialarbeiter, zur Unterstützung von Ausländern bei Behördengängen veranlaßt seien. Schließlich sei er der Meinung, daß es nicht unvernünftig sei, denjenigen, der die Arbeit eines Ausländers in einer unsicheren Situation vorziehe, schwerer zu bestrafen als denjenigen, der einen Ausländer im Besitz einer ständigen Aufenthaltsgenehmigung beschäftige.

*Erwiderung der Klägerin*

A.32. Die Klägerin erklärt, das Problem von Artikel 12 Nr. 1 Buchstaben c) und d) bestehe darin, daß er nicht ausschließlich Personen betreffe, die helfen würden, eine Arbeit ohne Genehmigung zu leisten, sondern auch diejenigen, die einen Ausländer dabei unterstützten, aufgrund des Gesetzes eine Genehmigung zu erhalten. Im Gegensatz zu einem illegalen Aufenthalt, der den Ausländer strafbar mache, seien die hier angeführten Tätigkeiten nicht illegal. Die angefochtenen Bestimmungen würden allerdings nicht nur auf sich illegal aufhaltende Ausländer angewandt, sondern auch auf alle anderen, die sich auf dem Staatsgebiet befänden oder nicht, unabhängig von ihrer Staatsangehörigkeit oder ihrem Rechtsstatus.

*In bezug auf Artikel 6 § 1 IX Nr. 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980*

*Standpunkt der Klägerin*

A.33. Die Klägerin ist der Meinung, daß Artikel 4 § 2 des Gesetzes vom 30. April 1999 eine Zuständigkeitsübertragung von der Regionalbehörde, die für die Erteilung von Arbeitserlaubnissen zuständig sei, auf die Föderalbehörde vornehme. Sie zitiert das Gutachten des Staatsrates. Sie erklärt, daß bis zum Inkrafttreten des Gesetzes vom 30. April 1999 die Regionalbehörde einem Arbeitnehmer, der sich selbst auf unrechtmäßige Weise oder mit unsicherem Rechtsstatus bereits auf dem Staatsgebiet aufhalte, eine Arbeitserlaubnis habe erteilen können, solange dies durch wirtschaftliche und soziale Erwägungen gerechtfertigt gewesen sei. Dies sei nun nicht mehr der Fall. Sie stelle sich somit die Frage, inwiefern diese Bestimmung den Regionen noch die Möglichkeit gebe, eine differenzierte Beschäftigungspolitik zu führen.

*Standpunkt des Ministerrates*

A.34. Der Ministerrat erklärt, daß der Gesetzgeber die bestehenden Texte dem umgestalteten Verfassungskontext habe anpassen wollen. Er ist der Meinung, daß der angefochtene Artikel 4 § 2 eine Norm bezüglich der Beschäftigung von ausländischen Arbeitskräften darstelle und folglich in den normativen Zuständigkeitsbereich der Föderalbehörde falle, und nicht der Anwendung der von ihr bestimmten Normen unterstehe. Der Umstand, daß diese Bestimmung eine Beschränkung der Zuständigkeiten, die die Regionen unter der früheren Gesetzgebung gehabt hätten, zur Folge habe, könne nichts an dieser Analyse ändern.

*In bezug auf die Zulässigkeit der Klage*

B.1. Die Klägerin hat dem Schiedshof in der Anlage ihres Erwidierungsschriftsatzes die Schriftstücke zukommen lassen, die beweisen, daß sie alle durch das Gesetz vom 27. Juni 1921 « zur Verleihung der Rechtspersönlichkeit an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und an gemeinnützige Einrichtungen » vorgeschriebenen Formalitäten erfüllt hat, um vor Gericht aufzutreten.

B.2. Der Ministerrat stellt das Interesse der Klägerin an der Beantragung der Nichtigerklärung der Artikel 12 Nr. 1 Buchstabe b), 12 Nr. 1 Buchstabe c) und 12 Nr. 1 Buchstabe d) in Abrede, da sie Ausländer nur indirekt betreffen würden.

B.3. Artikel 12 des angefochtenen Gesetzes sieht Gefängnis- und Geldstrafen für Personen vor, die ausländische Staatsbürger in Belgien haben einreisen lassen oder deren Einreise unterstützt haben, die keine Arbeiterlaubnis besitzen und nicht den Kategorien angehören, die durch den König davon befreit sind, um dort beschäftigt zu werden (Artikel 12 Nr. 1 Buchstabe b)), für diejenigen, die einem ausländischen Staatsangehörigen gegen Bezahlung einer Vergütung versprochen haben, ihm eine Arbeitsstelle zu suchen oder zu verschaffen oder die vom Gesetz vorgeschriebenen Formalitäten zu erledigen (Artikel 12 Nr. 1 Buchstabe c)), oder für diejenigen, die von einem Ausländer eine Vergütung verlangt oder erhalten haben, um ihm diese Dienste zu erweisen (Artikel 12 Nr. 1 Buchstabe d)).

B.4.1. Diese Bestimmung betrifft nicht die Ausländer selbst, sondern die Personen, die als Vermittler bei der Arbeitsuche eines Ausländers auftreten. Diese Personen können nicht zu den Personen gezählt werden, für die die klagende Vereinigung sich als Ziel gesetzt hat, die Rechte zu verteidigen.

B.4.2. Die Klägerin führt an, daß sie selbst von den angefochtenen Bestimmungen betroffen sein könne, insofern ihr Sozialdienst dazu veranlaßt sein könne, die betroffenen Ausländer bei den gemäß dem angefochtenen Gesetz zu stellenden Anträgen zu unterstützen, und insbesondere beim Einreichen der im Gesetz vorgesehenen Klagen.

B.4.3. Der angefochtene Artikel 12, der eine Strafbestimmung ist, kann vernünftigerweise nicht in dem Sinne ausgelegt werden, daß er alle Personen betreffen würde, die besonders humanitäre Ziele verfolgen und einem Ausländer Unterstützung bei Behördengängen gewähren, insbesondere beim Einreichen der im angefochtenen Gesetz vorgesehenen Klagen. Die Klägerin kann folglich nicht aufgrund der von ihrem Sozialdienst erbrachten Dienstleistungen betroffen sein.

B.4.4. Insofern die Klage sich auf Artikel 12 bezieht, ist sie unzulässig.

*Zur Hauptsache*

B.5. Die klagende Partei leitet einen Klagegrund aus dem Verstoß gegen eine Zuständigkeitsregel und verschiedene Klagegründe aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung ab. Der Hof prüft zunächst den aus dem Verstoß gegen eine Zuständigkeitsregel abgeleiteten Klagegrund.

*In bezug auf den aus dem Verstoß gegen Artikel 6 § 1 IX Nr. 3 des Gesetzes vom 8. August 1980 abgeleiteten Klagegrund*

B.6. Die Klägerin ist der Meinung, Artikel 4 § 2 des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer verstoße gegen Artikel 6 § 1 IX Nr. 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, indem er den Regionalministern jegliche Initiative zur Erteilung von Arbeiterlaubnissen zugunsten von Personen vorenthalte, die sich ohne Aufenthaltsgenehmigung auf dem Staatsgebiet aufhielten, was zur Folge habe, daß er es den Regionen unmöglich mache, eine differenzierte Beschäftigungspolitik zu führen.

B.7. Artikel 4 § 2 des Gesetzes vom 30. April 1999 bestimmt:

« Die Beschäftigungserlaubnis wird nicht erteilt, wenn der ausländische Arbeitnehmer in Belgien eingereist ist, um dort beschäftigt zu werden, bevor der Arbeitgeber die Beschäftigungserlaubnis erhalten hat.

Der König kann in Fällen, die Er bestimmt, vom vorhergehenden Absatz abweichen. »

B.8.1. Artikel 6 § 1 IX Nr. 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 sieht vor, daß « die Anwendung der Normen über die Beschäftigung von ausländischen Arbeitnehmern » in den Zuständigkeitsbereich der Regionen fällt. Gemäß den Vorarbeiten handelt sich es ausschließlich um eine ausführende Befugnis (*Parl. Dok.*, Senat, 1979-1980, Nr. 434/1, S. 35).

Der föderale Gesetzgeber bleibt folglich zuständig für die Festlegung der Normen bezüglich der Beschäftigung ausländischer Arbeitskräfte. In diesem Rahmen ist er zuständig für die Festlegung der Bedingungen, unter denen Personen mit ausländischer Staatsangehörigkeit in Belgien beschäftigt werden können. Unter diesen Bedingungen kann er sich mit den Umständen der Einreise von Ausländern in das Staatsgebiet befassen und insbesondere verlangen, daß in dem Fall, wo der Ausländer mit dem Ziel, eingestellt zu werden, eingereist ist, sein Arbeitgeber im Besitz einer Beschäftigungserlaubnis ist.

B.8.3. Artikel 4 § 2 verstößt nicht gegen Artikel 6 § 1 IX Nr. 3 des Sondergesetzes vom 8 August 1980.

*In bezug auf die aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleiteten Klagegründe**Hinsichtlich der Artikel 2, 3, 4 § 1 und 5 des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer*

B.9. Die Klägerin ist der Auffassung, diese Bestimmungen seien diskriminierend aufgrund ihrer zu allgemeinen Tragweite, und beantragt deren Nichtigerklärung, insofern sie ohne Unterschied auf alle Personen Anwendung fänden, die nicht die belgische Staatsangehörigkeit besäßen.

B.10. Artikel 2 des Gesetzes vom 30. April 1999 bestimmt:

« Für die Anwendung des vorliegenden Gesetzes versteht man unter:

1. ausländischen Staatsangehörigen und Arbeitnehmern: Staatsangehörige und Arbeitnehmer, die nicht die belgische Staatsangehörigkeit besitzen,

[...] ».

Artikel 3 desselben Gesetzes bestimmt:

« Vorliegendes Gesetz findet auf ausländische Arbeitnehmer und auf Arbeitgeber Anwendung.

[...] »

Artikel 4 § 1 desselben Gesetzes bestimmt:

« Ein Arbeitgeber, der einen ausländischen Arbeitnehmer zu beschäftigen wünscht, muß vorher von der zuständigen Behörde eine Beschäftigungserlaubnis erhalten.

Der Arbeitgeber darf die Dienste dieses Arbeitnehmers nur in den durch diese Erlaubnis festgelegten Grenzen in Anspruch nehmen.

Der König kann in Fällen, die Er bestimmt, von Absatz 1 abweichen. »

Artikel 5 desselben Gesetzes bestimmt:

« Um Arbeitsleistungen zu erbringen, muß der ausländische Arbeitnehmer im voraus von der zuständigen Behörde eine Arbeitserlaubnis erhalten haben.

Er kann diese Arbeitsleistungen nur in den durch diese Arbeitserlaubnis festgelegten Grenzen erbringen. »

B.11. Die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots schließen nicht aus, daß ein Behandlungsunterschied zwischen bestimmten Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist. Dieselben Vorschriften untersagen übrigens, daß Kategorien von Personen, die sich angesichts der beanstandeten Maßnahme in wesentlich verschiedenen Situationen befinden, in gleicher Weise behandelt werden, ohne daß hierfür eine angemessene Rechtfertigung vorliegt.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Gleichheitsgrundsatz verstoßen, wenn feststeht, daß die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.12. Gemäß den Vorarbeiten bildet das angefochtene Gesetz einen « neuen gesetzlichen Rahmen zur Schaffung einer angemessenen Regelung über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer » und ersetzt es den königlichen Erlaß Nr. 34 vom 20. Juli 1967 über die Beschäftigung von Arbeitnehmern ausländischer Staatsangehörigkeit. Die Ziele der Neubearbeitung dieses Erlasses und seiner Ausführungserlasse sind: « 1. Eine Koordinierung der bestehenden Texte. 2. Eine Aktualisierung der Regelung über die Beschäftigung ausländischer Arbeitskräfte. 3. Eine möglichst weitreichende Abstimmung der Regelungen über den Aufenthalt und über die Beschäftigung von ausländischen Staatsangehörigen. 4. Eine Anpassung der bestehenden Texte an die Änderung des Verfassungskontextes. 5. Eine Anpassung der bestehenden Texte an den geänderten europäischen Kontext. 6. Eine Verbesserung der Beschwerdemöglichkeiten. 7. [...] » (*Parl. Dok.*, Kammer, 1998-1999, Nr. 2072/3, S. 3). Außerdem entspricht die Notwendigkeit für den Arbeitgeber, eine Beschäftigungserlaubnis zu erhalten, und für den Arbeitnehmer, eine entsprechende Arbeitserlaubnis zu erhalten, wie es der dem königlichen Erlaß Nr. 34 vom 20. Juli 1967 vorangehende Bericht an den König ausdrückte, dem Ziel, « zu vermeiden, daß Wanderarbeitnehmer ohne Berücksichtigung der Lage auf dem Arbeitsmarkt eingestellt werden können, und den Vorrang der Beschäftigung der auf dem Staatsgebiet verfügbaren Arbeitskräfte zu wahren » (*Belgisches Staatsblatt*, 29. Juli 1967).

B.13.1. Der Ministerrat macht geltend, daß die dem König durch Artikel 7 des angefochtenen Gesetzes eingeräumte Möglichkeit, die von ihm bestimmten Kategorien von Ausländern von der Verpflichtung zu befreien, eine Arbeitserlaubnis zu erhalten, eine Möglichkeit, die der König bei der Annahme der königlichen Erlasse vom 9. Juni 1999 und vom 15. Februar 2000 genutzt habe, die diskriminierende Beschaffenheit des Gesetzes korrigiere.

B.13.2. Die Vorarbeiten zeigen, daß der Gesetzgeber sich dafür entschieden hat, ein Rahmengesetz zu erlassen, um der ausführenden Gewalt in Zukunft zu ermöglichen, unverzüglich in unvorhergesehenen Situationen auf die Entwicklung des Arbeitsmarktes sowie auf die Nachfrage nach Arbeitskräften in gewissen Sektoren zu reagieren (*Parl. Dok.*, Kammer, 1998-1999, Nr. 2072/1, S. 1). Die notwendige Flexibilität, die mit diesem Sachbereich einhergeht, insbesondere um eine Befreiung von der Beschäftigungs- und Arbeitserlaubnis für gewisse Sektoren oder gewisse Kategorien von Berufen zu gewähren, rechtfertigt nämlich die Verwendung der Technik des Rahmengesetzes.

B.13.3. Indem der Gesetzgeber ohne Unterschied « die Staatsbürger und die Arbeitnehmer, die nicht die belgische Staatsangehörigkeit besitzen, » ins Auge faßt, scheint er Kategorien Personen, die sich in einer grundsätzlich unterschiedlichen Situation befinden, auf gleiche Weise zu behandeln. Dies ist insbesondere der Fall für die Staatsbürger der EU-Mitgliedstaaten und die in Belgien anerkannten Flüchtlinge. In bezug auf diese Personen scheinen die obengenannten Bestimmungen des Gesetzes die internationalen Verpflichtungen Belgiens zu mißachten, aufgrund deren der Zugang zum belgischen Arbeitsmarkt nicht verweigert werden darf. Dies trifft ebenfalls auf ausländische Staatsbürger zu, deren Recht auf Arbeit aufgrund ihres Rechtsstatus nicht von der Erteilung einer Arbeitserlaubnis abhängig gemacht werden kann.

B.14. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, daß diese Bestimmungen zum Nachteil gewisser Kategorien von Ausländern gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen würden, wenn sie in dem Sinne auszulegen wären, daß sie unter dem einzigen Vorbehalt eventueller vom König festgelegter Abweichungen bestimmen würden, daß ausländische Staatsangehörige (ungeachtet ihrer Staatsangehörigkeit oder ihrer behördlichen Situation bezüglich ihres Aufenthalts in Belgien) nur unter der Bedingung in Belgien eine Erwerbstätigkeit als Arbeitnehmer verrichten dürften, daß ihr Arbeitgeber zuvor die Erlaubnis erhalten hätte, sie zu beschäftigen, und daß sie selbst die entsprechende Arbeitserlaubnis erhalten hätten.

B.15. Aufgrund von Artikel 7 des Gesetzes kann jedoch der König die Kategorien von Arbeitnehmern, die er bestimmt, von der Verpflichtung, eine Arbeitserlaubnis zu erhalten, befreien. Auch wenn dieser Artikel dem König die Möglichkeit zu überlassen scheint, diese Befreiungen zu erteilen oder nicht, ist der Artikel im Lichte der vorgenannten Vorarbeiten in dem Sinne auszulegen, daß er - was die Kategorien von Ausländern betrifft, die aufgrund ihrer Staatsangehörigkeit oder ihres Statuts nicht verpflichtet werden können, eine Arbeitserlaubnis zu erhalten, um Arbeitsleistungen zu erbringen - den König dazu verpflichtet, diese Befreiungen zu erteilen.

B.16. In Verbindung mit Artikel 7 und unter dem Vorbehalt, daß dieser Artikel im vorstehend beschriebenen Sinne ausgelegt wird, verstoßen die angefochtenen Bestimmungen nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

*Hinsichtlich des Artikels 4 § 2 des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer*

B.17. Die angefochtene Bestimmung hindert die Regionen daran, eine Arbeitserlaubnis zu erteilen, wenn der ausländische Staatsangehörige in Belgien eingereist ist, um dort beschäftigt zu werden, bevor der Arbeitgeber die Beschäftigungserlaubnis erhalten hat. Kraft des zweiten Absatzes dieser Bestimmung kann der König vom ersten Absatz abweichen.

B.18. Die Klägerin ist der Meinung, daß diese Bestimmung eine Diskriminierung hervorruft zum Nachteil von Bewerbern mit ausländischer Staatsangehörigkeit, die sich unter unsicheren Aufenthaltsbedingungen bereits auf dem Staatsgebiet befinden, im Vergleich zu denjenigen, die sich im Ausland befinden.

B.19. Die Vorarbeiten weisen darauf hin, daß « Paragraph 2 [...] in anderer Formulierung eine Bestimmung von Artikel 9 des königlichen Erlasses Nr. 34 [übernimmt]. Die frühere Formulierung war eher eine Bestimmung bezüglich des Zugangs zum Staatsgebiet als eine Bedingung bezüglich des Erhalts einer Beschäftigungserlaubnis » (*Parl. Dok.*, ebenda, S. 4). Artikel 9 des königlichen Erlasses Nr. 34 lautete wie folgt:

« Unbeschadet der Bestimmungen bezüglich der Einreise, des Aufenthaltes und der Niederlassung von Ausländern in Belgien können die Personen, die die belgische Staatsangehörigkeit nicht besitzen, nicht in das Königreich einreisen, um dort, ohne eine Arbeitserlaubnis erhalten zu haben, beschäftigt zu werden.

In den Fällen, die im Erlaß des für Beschäftigung zuständigen Ministers vorgesehen sind, kann vom ersten Absatz abgewichen werden. »

B.20.1. Aus diesen Elementen geht hervor, daß die Zielsetzung dieser Bestimmung darin besteht, den Zustrom neuer ausländischer Arbeitnehmer zu verringern, für die ein Arbeitgeber noch keine Beschäftigungserlaubnis beantragt oder erhalten hat. Diese Zielsetzung entspricht derjenigen der gesamten Gesetzgebung, nämlich die Ankunft neuer Arbeitskräfte nur dann zu gestatten, wenn der belgische Arbeitsmarkt sie aufnehmen kann. Die Maßnahme ist demzufolge relevant hinsichtlich des verfolgten Zieles.

B.20.2. Das Verbot betrifft nur Ausländer, die in das Staatsgebiet eingereist sind, « um dort beschäftigt zu werden ». Es betrifft folglich nicht diejenigen, die eine Einreiseerlaubnis nach Belgien aus einem anderen Grund erhalten haben, die sich rechtmäßig auf dem Staatsgebiet aufhalten würden und für die anschließend ein Arbeitgeber einen Antrag auf Beschäftigungserlaubnis einreicht. Es ist demnach offensichtlich nicht unverhältnismäßig im Vergleich zur Zielsetzung.

B.20.3. Artikel 4 § 2 des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer verstößt nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

*Hinsichtlich des Artikels 9 des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer*

B.21. Artikel 9 bestimmt:

« Ein ausländischer Arbeitnehmer, der sich legal in Belgien aufhält und dem die Arbeitserlaubnis verweigert oder entzogen wird, und ein Arbeitgeber, dem die Beschäftigungserlaubnis verweigert oder entzogen wird, können bei der zuständigen Behörde Beschwerde einlegen. »

B.22. Die Klägerin vertritt im ersten Teil des gegen diese Bestimmung gerichteten Klagegrunds die Ansicht, daß diese zu einer Diskriminierung der Ausländer führe, die sich nicht rechtmäßig in Belgien aufhielten, ob sie sich illegal auf dem Staatsgebiet oder im Ausland aufhielten, im Vergleich zu denjenigen, die sich rechtmäßig in Belgien aufhielten, insofern den ersteren im Gegensatz zu den letzteren das Recht entzogen werde, eine Beschwerde gegen die Verweigerung oder die Entziehung der Arbeitserlaubnis beim Minister einzureichen.

B.23. Eine der unter B.12 erwähnten Zielsetzungen des Gesetzes ist die Verbesserung der Beschwerdemöglichkeiten. Sobald der Gesetzgeber eine Beschwerdemöglichkeit im Falle der Verweigerung oder des Entzugs der Arbeitserlaubnis beim Minister schafft, kann er diese Möglichkeit, die Beschwerde einzureichen, auf eine gewisse Kategorie von Personen begrenzen, wenn es eine vernünftige Rechtfertigung für diese Unterscheidung gibt.

Artikel 9 beschränkt die Beschwerde bei der zuständigen Behörde auf die ausländischen Arbeitnehmer, die sich rechtmäßig in Belgien aufhalten. Es wird folglich eine doppelte Unterscheidung zwischen ausländischen Arbeitskräften gemacht, die in Belgien eine Beschäftigung suchen, je nachdem, ob sie sich einerseits rechtmäßig in Belgien aufhalten oder nicht, und andererseits, ob sie sich rechtmäßig in Belgien oder im Ausland aufhalten.

B.24. Es ist zu prüfen, ob der Gesetzgeber durch die den ausländischen Arbeitskräften, die sich rechtmäßig in Belgien aufhalten, vorbehaltene Beschwerdemöglichkeit, unter Ausschluß der ausländischen Arbeitskräfte, die sich illegal in Belgien aufhalten, eine Unterscheidung vornimmt, die vernünftig zur Rechtfertigung ist.

Es obliegt dem Gesetzgeber, eine Politik bezüglich der Einreise ins Staatsgebiet, des Aufenthalts, der Niederlassung und der Entfernung von Ausländern zu führen und unter Berücksichtigung der Grundsätze der Gleichheit und Nichtdiskriminierung die dafür notwendigen Maßnahmen vorzusehen, die sich insbesondere auf die Festlegung von Bedingungen beziehen, unter denen der Aufenthalt von Ausländern in Belgien rechtmäßig ist oder nicht. Daß sich daraus eine unterschiedliche Behandlung von Ausländern ergibt, je nachdem, ob sie sich rechtmäßig in Belgien aufhalten oder nicht, ist eine logische Folge der Durchführung der vorerwähnten Politik.

In vorliegendem Fall konnte der Gesetzgeber die im angefochtenen Artikel 9 vorgesehene Beschwerdemöglichkeit für ausländische Arbeitskräfte, die sich rechtmäßig in Belgien aufhalten, einschränken. Indem der Gesetzgeber die ausländischen Arbeitskräfte, die sich illegal in Belgien aufhalten, davon ausschließt, hat er somit keine Maßnahme ergriffen, die nicht vernünftig gerechtfertigt wäre. Die Politik bezüglich der Einreise ins Staatsgebiet und des Aufenthalts von Ausländern würde nämlich durchkreuzt, wenn angenommen würde, daß auf ausländische Arbeitskräfte, die sich illegal in Belgien aufhalten, in dieser Angelegenheit die gleichen Bedingungen anzuwenden wären wie auf diejenigen, die sich rechtmäßig in Belgien aufhalten.

Da die Regelung bezüglich der Einreise ins Staatsgebiet und des Aufenthalts von Ausländern einerseits und diejenige über die Beschäftigung von ausländischen Arbeitskräften andererseits - obwohl sie Gegenstand unterschiedlicher Gesetzgebungen sind - Gemeinsamkeiten aufweisen, kann vernünftigerweise angenommen werden, daß der Gesetzgeber, ohne gegen die Grundsätze der Gleichheit und Nichtdiskriminierung zu verstoßen, die bei der zuständigen Behörde eingereichte Beschwerde gegen die Verweigerung oder den Entzug der Arbeitserlaubnis den ausländischen Arbeitskräften, die sich rechtmäßig auf dem Staatsgebiet aufhalten, vorbehalten konnte.

B.25. Der angefochtene Artikel 9 führt ebenfalls eine Unterscheidung zwischen ausländischen Arbeitskräften ein, je nachdem, ob sie sich rechtmäßig in Belgien oder im Ausland aufhalten und eine Beschäftigung in Belgien suchen, indem er ausschließt, daß die von ihm eingeführte Beschwerde durch eine ausländische Arbeitskraft, die sich im Ausland aufhält, eingereicht werden kann.

Aus den gleichen Gründen wie unter B.24 erwähnt ist diese unterschiedliche Behandlung vernünftig gerechtfertigt.

B.26. Im zweiten Teil desselben Klagegrunds vertritt die Klägerin die Meinung, diese Bestimmung verstoße gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gelesen im Lichte von Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention, insofern sie den Betroffenen eine effektive Beschwerdemöglichkeit einer unabhängigen Instanz entziehe, da die Beschwerde bei « der zuständigen Behörde » eingereicht werde, nämlich bei derselben Behörde, die die angefochtene Entscheidung getroffen habe.

B.27. Ohne daß geprüft werden muß, ob Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention in diesem Fall anwendbar ist, stellt der Hof fest, daß die von « der zuständigen Behörde » aufgrund des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer getroffenen Entscheidungen Gegenstand einer Nichtigkeitsklage und gegebenenfalls eines Aussetzungsantrags bei der Verwaltungsabteilung des Staatsrates sein können. Die Verweigerung und der Entzug der Arbeits- und Beschäftigungserlaubnis können folglich durch den betroffenen Ausländer sowie durch den Arbeitgeber vor einer unabhängigen Gerichtsbarkeit angefochten werden. Der Klagegrund ist in diesem Teil nicht annehmbar.

Aus diesen Gründen:

Der Hof,

vorbehaltlich dessen, daß - was die Kategorien von Ausländern betrifft, die aufgrund ihrer Staatsangehörigkeit oder ihres Statuts nicht verpflichtet werden können, eine Arbeitserlaubnis zu erhalten, um in Belgien Arbeitsleistungen zu erbringen - Artikel 7 des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer in dem Sinne auszulegen ist, daß er den König dazu verpflichtet, die darin vorgesehene Befreiung zu erteilen,

weist die Klage zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6 Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 29. März 2001, durch die vorgenannte Besetzung, in der bei der Urteilsverkündung der Vorsitzende G. De Baets, der nach Beratungsschluß in den Ruhestand getreten ist, durch den Richter den L. Lavrysen vertreten wird, gemäß Artikel 110 desselben Gesetzes.

Der Kanzler,  
P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,  
M. Melchior.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR  
ET MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2001 — 1058

[C — 2001/00369]

30 MARS 2001

Loi relative à la pension du personnel des services de police  
et de leurs ayants droit (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Définitions*

**Art. 2.** Pour l'application de la présente loi, l'on entend par :

1° « les services de police » : la police fédérale et les corps de la police locale visés à l'article 2, 2°, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, ci-après dénommée « la loi du 7 décembre 1998 », ainsi que l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale visée à l'article 2, 3°, de la loi du 7 décembre 1998;

2° « le cadre opérationnel » : le cadre opérationnel des services de police visé à l'article 117 de la loi du 7 décembre 1998;

3° « le cadre administratif et logistique » : le cadre administratif et logistique des services de police visé à l'article 118 de la loi du 7 décembre 1998;

4° « le membre du personnel » : chaque membre des services de police qui, au moment de la cessation de sa fonction, est complètement soumis aux dispositions qui fixent le statut ou la position juridique des membres du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique;

5° « le fonctionnaire de police » : chaque membre d'un corps de police compétent pour l'exercice des missions de police judiciaire ou administrative;

6° « catégorie de personnel » : les différentes catégories de personnel visées aux articles 236, alinéa 2, 242, alinéa 2, et 243, alinéa 3, de la loi du 7 décembre 1998.

CHAPITRE III. — *Régime de pension du personnel des services de police et de leurs ayants droit*

**Art. 3.** Sous réserve des dispositions particulières de la présente loi, les membres du personnel pourvus d'une nomination à titre définitif ou d'une nomination y assimilée par ou en vertu de la loi, bénéficient du régime de pension de retraite qui est applicable aux fonctionnaires de l'Administration générale de l'État.

Les ayants droit des membres du personnel visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> bénéficient du régime de pension de survie qui est applicable aux ayants droit des fonctionnaires de l'Administration générale de l'État.

Pour l'application de la réglementation en matière de pension, les membres du personnel qui ont la qualité d'aspirant sont assimilés aux membres du personnel nommés à titre définitif.

**Art. 4.** Pour la liquidation de la pension de retraite, chaque année passée en activité de service en qualité de fonctionnaire de police ou d'agent auxiliaire de police du cadre opérationnel est prise en compte à raison de 1/50<sup>e</sup> du traitement de référence qui sert de base à l'établissement de la pension.

**Art. 5.** Par dérogation à l'article 46, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, les membres du personnel du cadre opérationnel qui appartiennent soit au cadre de base, soit au cadre moyen, soit au cadre des agents auxiliaires de la police, peuvent, à leur demande, être admis à la pension le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel ils ont atteint l'âge de 58 ans accomplis, ou le premier jour du mois qui suit la date de la cessation de leurs fonctions si celle-ci est postérieure, à la condition de compter au moins vingt années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension, à l'exclusion des bonifications pour études et des autres périodes bonifiées à titre de services admis pour la détermination du traitement.

L'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas applicable aux demandes de pension différée, ni aux demandes de pension immédiate à partir de l'âge de 60 ans.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN  
EN MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2001 — 1058

[C — 2001/00369]

30 MAART 2001

Wet betreffende het pensioen van het personeel  
van de politiediensten en hun rechthebbenden (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Definities*

**Art. 2.** Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° « de politiediensten » : de federale politie en de korpsen van de lokale politie bedoeld in artikel 2, 2°, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, hierna te noemen « de wet van 7 december 1998 », alsook de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie bedoeld in artikel 2, 3°, van de wet van 7 december 1998;

2° « het operationeel kader » : het operationeel kader van de politiediensten bedoeld in artikel 117 van de wet van 7 december 1998;

3° « het administratief en logistiek kader » : het administratief en logistiek kader van de politiediensten bedoeld in artikel 118 van de wet van 7 december 1998;

4° « het personeelslid » : elk lid van de politiediensten dat bij het neerleggen van zijn ambt volledig onderworpen is aan de bepalingen die het statuut of de rechtspositie vastleggen van de leden van het operationeel of van het administratief en logistiek kader;

5° « politieambtenaar » : elk lid van een politiekorps bevoegd voor de uitoefening van opdrachten van gerechtelijke of bestuurlijke politie;

6° « personeelscategorie » : de onderscheiden personeelscategorieën bedoeld in de artikelen 236, tweede lid, 242, tweede lid, en 243, derde lid, van de wet van 7 december 1998.

HOOFDSTUK III. — *Pensioenstelsel van het personeel van de politiediensten en hun rechthebbenden*

**Art. 3.** Onder voorbehoud van de bijzondere bepalingen van deze wet, genieten de personeelsleden die een vaste of een door of krachtens de wet daarmee gelijkgestelde benoeming hebben bekomen, de rustpensioenregeling die van toepassing is op de ambtenaren van het algemeen bestuur van het Rijk.

De rechthebbenden van de in het eerste lid bedoelde personeelsleden genieten de overlevingspensioenregeling die van toepassing is op de rechthebbenden van de ambtenaren van het algemeen bestuur van het Rijk.

Voor de toepassing van de pensioenregelgeving worden de personeelsleden die de hoedanigheid van aspirant hebben, gelijkgesteld met vast benoemde personeelsleden.

**Art. 4.** Voor de vereffening van de rustpensioenen wordt elk jaar doorgebracht in dienstactiviteit in de hoedanigheid van politieambtenaar of hulpagent van politie van het operationeel kader aangerekend naar rata van 1/50 van de referentiewedde die als grondslag dient voor de vaststelling van het pensioen.

**Art. 5.** In afwijking van artikel 46, eerste lid, van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, kan aan de personeelsleden van het operationeel kader die behoren tot het basiskader, het middenkader of het kader van hulpagenten van politie, op hun verzoek, een pensioen verleend worden op de eerste dag van de maand die volgt op die waarin zij de volle leeftijd van 58 jaar hebben bereikt, of op de eerste dag van de maand die volgt op de datum van de stopzetting van hun functies indien deze zich later voordoet, op voorwaarde dat zij ten minste twintig pensioenaanspraakverlenende dienstjaren tellen, met uitzondering van de bonificaties wegens studies en van andere periodes vergeerd wegens diensten die voor de vaststelling van de wedde meetellen.

Het eerste lid is niet van toepassing op aanvragen om uitgesteld pensioen, noch op aanvragen om onmiddellijk pensioen vanaf de leeftijd van 60 jaar.

**Art. 6.** Pour l'application de l'article 83 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, aux membres du personnel mentionnés à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, l'âge de 60 ans visé par la disposition précitée est remplacé par l'âge de 58 ans.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives*

**Art. 7.** A l'article 8 de la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, remplacé par la loi du 25 janvier 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 1<sup>ère</sup> phrase, les mots « , soit de l'article VII.III.2 de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police » sont insérés après le mot « dépendent »;

2° le § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, est complété par les dispositions suivantes :

a) « 38° le complément de traitement accordé en application de l'article 123 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets; »

b) « 39° les suppléments de traitement pour l'exercice d'un mandat, accordés en application de l'article XI.II.17 de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police. »

**Art. 8.** A l'article 117 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, complété par la loi du 4 juin 1976, la loi du 15 juillet 1977 et la loi du 15 mai 1984 et modifié par la loi du 21 mai 1991, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « militaires et les membres du corps de Gendarmerie » sont remplacés par le mot « militaires »;

2° le § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, est complété comme suit :

« - la Commission d'aptitude du personnel des services de police, pour les membres du service de police intégré, structuré à deux niveaux; »

3° au § 3, alinéa 4, les mots « et de la Gendarmerie » sont supprimés.

**Art. 9.** A l'article 156, alinéa 3, de la nouvelle loi communale, modifié par la loi du 25 janvier 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « de la police et » sont supprimés;

2° l'alinéa est complété par la phrase suivante :

« Sont pris en compte à raison de 1/50° par année de service du traitement de référence, les services que l'intéressé a prestés comme membre du corps de police communale en qualité de fonctionnaire de police compétent pour l'exercice des missions de police judiciaire ou administrative ou comme agent auxiliaire de police. »

#### CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires*

**Art. 10.** Par dérogation à l'article 46, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, les membres du personnel qui au 30 avril 1999 étaient soumis au statut du corps opérationnel de la gendarmerie ou qui, à cette date, étaient militaires désignés pour servir dans le corps administratif et logistique de la gendarmerie peuvent, à leur demande, être admis à la pension le premier jour du trimestre qui suit celui au cours duquel ils atteignent l'âge prévu à l'alinéa 2 ou 3, ou le premier jour du mois qui suit la date de la cessation de leurs fonctions si celle-ci est postérieure, à la condition de compter au moins vingt années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension, à l'exclusion des bonifications pour études et des autres périodes bonifiées à titre de services admis pour la détermination du traitement.

L'âge visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est fixé à :

1° 54 ans pour les membres du personnel qui sont titulaires d'un grade soit :

a) du cadre des officiers du cadre opérationnel, rémunéré dans l'échelle de traitement O1, O2, O3, O4, O4bis, O2ir, O3ir, O4ir ou O4bisir et qui ont été insérés dans une de ces échelles à partir du 1<sup>er</sup> avril 2001;

b) du niveau A du cadre administratif et logistique, rémunéré dans les échelles de traitement fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, pris sur la proposition du Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions;

**Art. 6.** Voor de toepassing van artikel 83 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen op de in artikel 5, eerste lid, vermelde personeelsleden wordt de in voornoemde bepaling bedoelde leeftijd van 60 jaar vervangen door de leeftijd van 58 jaar.

#### HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingsbepalingen*

**Art. 7.** In artikel 8 van de algemene wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen, vervangen bij de wet van 25 januari 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, derde lid, eerste volzin, worden de woorden « , hetzij van artikel VII.III.2 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten » ingevoegd na het woord « afhangen »;

2° § 2, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

a) « 38° de aanvullende wedde toegekend met toepassing van artikel 123 van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten; »

b) « 39° de weddenbijslagen voor de uitoefening van een mandaat, toegekend met toepassing van artikel XI.II.17 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten. »

**Art. 8.** In artikel 117 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, aangevuld bij de wet van 4 juni 1976, de wet van 15 juli 1977 en de wet van 15 mei 1984 en gewijzigd bij de wet van 21 mei 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, eerste lid, worden de woorden « militairen en de leden van het Rijkswachtkorps » vervangen door het woord « militairen »;

2° § 2, eerste lid, wordt aangevuld als volgt :

« - de Commissie voor geschiktheid van het personeel van de politiediensten, voor de leden van de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus; »

3° in § 3, vierde lid, worden de woorden « en van de Rijkswacht » geschrapt.

**Art. 9.** In artikel 156, derde lid, van de nieuwe gemeentewet, gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « politie en » worden geschrapt;

2° het lid wordt aangevuld met de volgende volzin :

« Worden in aanmerking genomen ten belope van 1/50 per jaar dienst van de referentiewedde, de diensten die betrokkene gepresteerd heeft als lid van het gemeentelijk politiekorps in de hoedanigheid van politieambtenaar bevoegd voor de uitoefening van opdrachten van gerechtelijke of bestuurlijke politie of als hulpagent van politie. »

#### HOOFDSTUK V. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 10.** In afwijking van artikel 46, eerste lid, van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, kan aan de personeelsleden die op 30 april 1999 onderworpen waren aan het statuut van het operationeel korps van de rijkswacht of op die datum als militair aangewezen waren om te dienen in het administratief en logistiek korps van de rijkswacht, op hun verzoek, een pensioen verleend worden op de eerste dag van het trimester dat volgt op dit waarin zij de in het tweede of derde lid bepaalde leeftijd bereiken, of op de eerste dag van de maand die volgt op de datum van de stopzetting van hun functies indien deze zich later voordoet, op voorwaarde dat zij ten minste twintig pensioenaanspraakverlenende dienstjaren tellen, met uitzondering van de bonificaties wegens studies en van andere periodes vergoed wegens diensten die voor de vaststelling van de wedde meetellen.

De in het eerste lid bedoelde leeftijd wordt vastgesteld op :

1° 54 jaar voor de personeelsleden die titularis zijn van een graad van hetzij :

a) het officierskader van het operationeel kader, bezoldigd in de weddenschaal O1, O2, O3, O4, O4bis, O2ir, O3ir, O4ir of O4bisir en die met ingang van 1 april 2001 in een van deze weddenschaalen werden ingeschaald;

b) niveau A van het administratief en logistiek kader, bezoldigd in de weddenschaalen vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, genomen op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Administratie der Pensioenen behoort;

2° 56 ans pour les membres du personnel qui sont titulaires d'un grade soit :

- a) du cadre de base ou du cadre moyen du cadre opérationnel;
- b) du cadre des officiers du cadre opérationnel, rémunéré dans l'échelle de traitement O1, O2, O3, O4, O4bis, O2ir, O3ir, O4ir ou O4bisir et qui n'ont pas été insérés dans une de ces échelles à partir du 1<sup>er</sup> avril 2001;
- c) du cadre des officiers du cadre opérationnel, rémunéré dans l'échelle de traitement O5, O6, O5ir ou O6ir;
- d) des niveaux B, C, ou D du cadre administratif et logistique;
- e) du niveau A du cadre administratif et logistique, rémunéré dans les échelles de traitement fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, pris sur la proposition du Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions;

3° 58 ans pour les membres du personnel qui sont titulaires d'un grade soit :

- a) du cadre des officiers du cadre opérationnel, rémunéré dans l'échelle de traitement O7;
- b) du niveau A du cadre administratif et logistique, rémunéré dans les échelles de traitement fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, pris sur la proposition du Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions.

Par dérogation à l'alinéa 2, 1°, a), l'âge de la pension visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est fixé à 56 ans pour les membres du personnel titulaires d'un grade du cadre des officiers du cadre opérationnel, rémunéré dans l'échelle de traitement O2 qui ont été insérés dans cette échelle à partir du 1<sup>er</sup> avril 2001 et qui avant leur passage aux services de police, étaient revêtus du grade d'adjudant de gendarmerie ou d'adjudant-chef de gendarmerie et bénéficiaient de l'allocation visée à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie.

Pour l'application des alinéas 2 et 3, l'échelle de traitement qui est prise en considération est celle fixée par l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police qui, en tenant compte de son ancienneté, correspond au grade dans lequel le membre du personnel est nommé à titre définitif, et ce quelle que soit la rémunération dont le membre du personnel bénéficie réellement.

Pour les membres du personnel qui, en application de la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie, comme ancien membre d'un de ces corps de police particuliers sont passés dans le corps opérationnel de la gendarmerie, la date du 30 avril 1999 prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacée par le 1<sup>er</sup> décembre 2000.

Le présent article n'est pas applicable aux demandes de pension différée, ni aux demandes de pension immédiate à partir de l'âge de 60 ans.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Chaque année passée en activité de service en qualité de fonctionnaire de police ou d'agent auxiliaire de police dans un corps de police communale, de fonctionnaire de police dans la police maritime, la police aéronautique ou la police des chemins de fer, de fonctionnaire de police dans le service d'enquêtes du Comité supérieur de Contrôle, de fonctionnaire de police dans la police de la jeunesse, de fonctionnaire de police dans la police judiciaire près les parquets ou de membre du corps opérationnel ou de la catégorie de personnel de police spécial de la gendarmerie est, nonobstant toute autre disposition légale, réglementaire ou contractuelle, prise en compte à raison de 1/50<sup>e</sup> du traitement de référence qui sert de base pour l'établissement de la pension de retraite comme membre du personnel des services de police.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, la position d'activité visée à l'article 35 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, est considérée comme de l'activité de service.

§ 2. Chaque année passée par les militaires mentionnés à l'article 10 en qualité de militaire du cadre actif en position de service actif visé à l'article 4 de la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en œuvre des forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver, est, nonobstant toute autre disposition légale, réglementaire ou contractuelle, prise en compte à raison de 1/50<sup>e</sup> du traitement de référence qui sert de base à l'établissement de la pension de retraite comme membre du personnel des services de police.

2° 56 jaar voor de personeelsleden die titularis zijn van een graad van hetzij :

- a) het basis- of middenkader van het operationeel kader;
- b) het officierskader van het operationeel kader, bezoldigd in de weddenschaal O1, O2, O3, O4, O4bis, O2ir, O3ir, O4ir of O4bisir en die niet met ingang van 1 april 2001 in een van deze weddenschalen werden ingeschaald;
- c) het officierskader van het operationeel kader, bezoldigd in de weddenschaal O5, O6, O5ir of O6ir;
- d) de niveaus B, C, of D van het administratief en logistiek kader;
- e) niveau A van het administratief en logistiek kader, bezoldigd in de weddenschalen vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, genomen op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Administratie der Pensioenen behoort;

3° 58 jaar voor de personeelsleden die titularis zijn van een graad van hetzij :

- a) het officierskader van het operationeel kader, bezoldigd in de weddenschaal O7;
- b) niveau A van het administratief en logistiek kader, bezoldigd in de weddenschalen vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, genomen op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Administratie der Pensioenen behoort.

In afwijking van het tweede lid, 1°, a), wordt de in het eerste lid bedoelde pensioenleeftijd op 56 jaar vastgesteld voor de personeelsleden met een graad van het officierskader van het operationeel kader, bezoldigd volgens de weddenschaal O2, die met ingang van 1 april 2001 in die weddenschaal werden ingeschaald en die, voor ze naar de politiediensten overstapten, de graad hadden van adjudant of van adjudant-chef bij de rijkswacht en de uitkering ontvingen als bedoeld in artikel 29, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende het geldelijk statuut van het rijkswachtpersoneel.

Voor de toepassing van het tweede en het derde lid wordt de bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten vastgestelde weddenschaal in aanmerking genomen die, rekening houdend met zijn anciënniteit, overeenstemt met de graad waarin het personeelslid vast is benoemd, ongeacht de bezoldiging die het personeelslid werkelijk geniet.

Voor de personeelsleden die, met toepassing van de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht, als gewezen lid van een dezer bijzondere politiekorpsen zijn overgegaan naar het operationeel korps van de rijkswacht, wordt de datum van 30 april 1999 in het eerste lid vervangen door 1 december 2000.

Dit artikel is niet van toepassing op aanvragen om uitgesteld pensioen, noch op aanvragen om onmiddellijk pensioen vanaf de leeftijd van 60 jaar.

**Art. 11.** § 1. Elk jaar doorgebracht in dienstactiviteit in de hoedanigheid van politieambtenaar of hulpagent van politie bij een gemeentelijk politiekorps, politieambtenaar bij de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie of de spoorwegpolitie, politieambtenaar bij de dienst « enquêtes » van het Hoog Comité van Toezicht, politieambtenaar bij de jeugdpolitie, politieambtenaar bij de gerechtelijke politie bij de parketten of lid van het operationeel korps of van de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht wordt, niettegenstaande elke andere wettelijke, reglementaire of contractuele bepaling, aangerekend naar rata van 1/50 van de referentiewedde die als grondslag dient voor de vaststelling van het rustpensioen als personeelslid van de politiediensten.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt de stand werkelijke dienst bedoeld in artikel 35 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht beschouwd als dienstactiviteit.

§ 2. Elk jaar door de in artikel 10 vermelde militairen in de hoedanigheid van militair van het actief kader doorgebracht in de stand werkelijke dienst bedoeld in artikel 4 van de wet van 20 mei 1994 betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling, alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militair zich kan bevinden, wordt, niettegenstaande elke andere wettelijke, reglementaire of contractuele bepaling, aangerekend naar rata van 1/50 van de referentiewedde die als grondslag dient voor de vaststelling van het rustpensioen als personeelslid van de politiediensten.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 4, de la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, les fonctions que les membres du personnel ont exercées à partir de la date à laquelle ils ont été complètement soumis aux dispositions qui fixent le statut ou la position juridique des membres du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique, sont considérées comme étant totalement distinctes des fonctions qui ont été exercées avant cette date.

Pour les membres du personnel qui bénéficient des règles de garantie en matière de traitement, il est tenu compte des traitements et des suppléments de traitements garantis conformément à ces règles.

§ 2. Par dérogation à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 4, de la loi générale du 21 juillet 1844 précitée, les fonctions exercées avant le 1<sup>er</sup> avril 2001 par les membres du personnel qui sont passés aux services de police, soit en qualité de membre du corps opérationnel de la gendarmerie, soit en qualité de militaire employé dans le corps administratif et logistique de la gendarmerie, et qui étaient, à partir du 1<sup>er</sup> avril 2001, complètement soumis aux dispositions qui fixent le statut ou la position juridique des membres du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique, sont censées, pour l'établissement du traitement de référence qui sert de base pour le calcul de la pension comme membre du personnel des services de police, avoir été rémunérées sur la base du traitement attaché à la fonction dans laquelle ces membres du personnel étaient nommés à titre définitif au 31 mars 2001.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> aux anciens membres du corps opérationnel de la gendarmerie y visés, il est tenu compte des assimilations de grade prévues à l'article 57 de l'arrêté royal n° 16020 du 11 août 1923 approuvant le texte des lois coordonnées sur les pensions militaires.

§ 3. Par dérogation à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 4, de la loi générale du 21 juillet 1844 précitée, les traitements attachés aux fonctions exercées avant le 1<sup>er</sup> avril 2001 à prendre en compte pour le calcul du traitement de référence, établi conformément aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, sont, pour les membres du personnel qui cessent leur fonction avant le 1<sup>er</sup> avril 2006 et qui étaient, à partir du 1<sup>er</sup> avril 2001, complètement soumis aux dispositions qui fixent le statut ou la position juridique des membres du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique, augmentés du pourcentage prévu à l'alinéa 2 de la différence entre, d'une part, le traitement qui est attaché à la fonction dans laquelle le membre du personnel a été nommé à titre définitif au 1<sup>er</sup> avril 2001, et, d'autre part, le traitement qui est attaché, ou qui est, conformément au § 2, censé être attaché, à la fonction dans laquelle le membre du personnel était nommé à titre définitif au 31 mars 2001.

Le pourcentage visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est fixé à :

1° 20 % pour les membres du personnel qui sont titulaires d'un grade soit :

- a) du cadre auxiliaire ou du cadre de base du cadre opérationnel;
- b) des niveaux C ou D du cadre administratif et logistique;

2° 10 % pour les membres du personnel qui sont titulaires d'un grade soit :

a) du cadre des officiers du cadre opérationnel, rémunéré dans l'échelle de traitement O1, O2, O3, O4, O4bis, O2ir, O3ir, O4ir ou O4bisir;

b) du cadre moyen du cadre opérationnel;

c) du niveau A du cadre administratif et logistique, rémunéré dans les échelles de traitement fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, pris sur la proposition du Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions;

d) du niveau B du cadre administratif et logistique.

Pour l'application de l'alinéa 2, 2°, a), l'échelle de traitement visée à l'article 10, alinéa 4, est prise en considération.

§ 4. Les §§ 2 et 3 ne s'appliquent pas aux pensions différées.

**Art. 13.** Un complément de pension de retraite peut être attribué aux membres du personnel qui appartenaient à un corps de police communale au moment de leur passage aux services de police, à leur demande et à condition que le conseil communal de la commune dans laquelle ils étaient employés avant leur passage aux services de police le prévoie.

Le complément visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est égal à la différence entre, d'une part, le taux nominal que la pension comme membre du personnel des services de police calculée conformément aux dispositions de la présente loi aurait atteint si les services prestés auprès du corps de police communale en qualité de fonctionnaire de police ou d'agent auxiliaire de police avaient été pris en compte à raison des tantièmes

**Art. 12.** § 1. Voor de toepassing van artikel 8, § 1, tweede en vierde lid, van de algemene wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen worden de ambten die de personeelsleden hebben uitgeoefend vanaf de datum waarop zij volledig onderworpen waren aan de bepalingen die het statuut of de rechtspositie vastleggen van de leden van het operationeel of van het administratief en logistiek kader, beschouwd als zijnde volledig onderscheiden van de vóór die datum door hen uitgeoefende ambten.

Voor de personeelsleden die een weddenwaarborgregeling genieten wordt rekening gehouden met de overeenkomstig die regeling gewaarborgde wedden en weddenbijslagen.

§ 2. In afwijking van artikel 8, § 1, tweede en vierde lid, van voornoemde algemene wet van 21 juli 1844, worden de ambten die vóór 1 april 2001 werden uitgeoefend door de personeelsleden die, hetzij in de hoedanigheid van lid van het operationeel korps van de rijkswacht, hetzij in de hoedanigheid van militair tewerkgesteld in het administratief en logistiek korps van de rijkswacht, zijn overgegaan naar de politiediensten en vanaf 1 april 2001 volledig onderworpen waren aan de bepalingen die het statuut of de rechtspositie vastleggen van de leden van het operationeel of van het administratief en logistiek kader, voor de vaststelling van de referentiewedde die als grondslag dient voor de berekening van het pensioen als personeelslid van de politiediensten, geacht bezoldigd te zijn geweest op basis van de wedde die verbonden is aan het ambt waarin deze personeelsleden op 31 maart 2001 vast benoemd waren.

Voor de toepassing van het eerste lid op de erin bedoelde gewezen leden van het operationeel korps van de rijkswacht wordt rekening gehouden met de gelijkstellingen van graad bepaald in artikel 57 van het koninklijk besluit nr. 16020 van 11 augustus 1923 tot goedkeuring van de tekst der samengeordende wetten op de militaire pensioenen.

§ 3. In afwijking van artikel 8, § 1, tweede en vierde lid, van voornoemde algemene wet van 21 juli 1844, worden, voor de personeelsleden die hun ambt vóór 1 april 2006 neerleggen en vanaf 1 april 2001 volledig onderworpen waren aan de bepalingen die het statuut of de rechtspositie vastleggen van de leden van het operationeel of van het administratief en logistiek kader, de voor de berekening van de referentiewedde in aanmerking te nemen wedden die verbonden zijn aan de vóór 1 april 2001 uitgeoefende ambten, vastgesteld overeenkomstig de §§ 1 en 2, verhoogd met het in het tweede lid bepaalde percentage van het verschil tussen enerzijds, de wedde die verbonden is aan het ambt waarin het personeelslid op 1 april 2001 vast werd benoemd en anderzijds, de wedde die verbonden is, of overeenkomstig § 2 geacht wordt verbonden te zijn, aan het ambt waarin het personeelslid op 31 maart 2001 vast was benoemd.

Het in het eerste lid bedoelde percentage wordt vastgesteld op :

1° 20 % voor de personeelsleden die titularis zijn van een graad van hetzij :

- a) het hulp- of basiskader van het operationeel kader;
- b) de niveaus C of D van het administratief en logistiek kader;

2° 10 % voor de personeelsleden die titularis zijn van een graad van hetzij :

a) het officierskader van het operationeel kader, bezoldigd in de weddenschaal O1, O2, O3, O4, O4bis, O2ir, O3ir, O4ir of O4bisir;

b) het middenkader van het operationeel kader;

c) niveau A van het administratief en logistiek kader, bezoldigd in de weddenschaal vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, genomen op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Administratie der Pensioenen behoort;

d) niveau B van het administratief en logistiek kader.

Voor de toepassing van het tweede lid, 2°, a), wordt de in artikel 10, vierde lid, bedoelde weddenschaal in aanmerking genomen.

§ 4. De §§ 2 en 3 zijn niet van toepassing op de uitgestelde pensioenen.

**Art. 13.** Aan de personeelsleden die op het ogenblik van hun overgang naar de politiediensten tot een gemeentelijk politiekorps behoorden kan, op hun verzoek en op voorwaarde dat de gemeenteraad van de gemeente waar zij vóór hun overgang naar de politiediensten waren tewerkgesteld erin voorziet, een rustpensioencomplement worden toegekend.

Het in het eerste lid bedoelde complement is gelijk aan het verschil tussen enerzijds, het nominaal bedrag dat het overeenkomstig de bepalingen van deze wet berekende pensioen als personeelslid van de politiediensten zou bereikt hebben indien de bij het gemeentelijk politiekorps in de hoedanigheid van politieambtenaar of hulpagent van politie gepresteerde diensten in aanmerking genomen waren naar rata



attachés à ces services conformément à la réglementation communale en matière de pensions à laquelle le membre de personnel était soumis avant son passage aux services de police, sous réserve de l'application de l'article 157 de la nouvelle loi communale, et d'autre part, le taux nominal de la même pension résultant de l'application des règles normales de calcul de la présente loi.

Le complément visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> fait partie intégrante du taux nominal de la pension de retraite.

Le complément accordé en vertu du présent article est à charge de la commune dans laquelle le membre du personnel était employé avant son passage aux services de police. Pour l'application de l'article 13 de la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public, ce complément est déduit du montant de la pension de retraite unique.

**Art. 14.** Les personnes qui cessent leur fonction auprès des services de police et qui, conformément aux dispositions des articles 236, alinéa 2, 242, alinéa 2, ou 243, alinéa 3, de la loi du 7 décembre 1998, ou conformément à l'article 12, alinéa 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, ont décidé de rester soumises aux lois et règlements qui sont d'application à la catégorie de personnel à laquelle elles appartenaient avant leur passage dans les services de police, ainsi que les personnes qui ont cessé leur fonction auprès des services de police avant le 1<sup>er</sup> avril 2001, restent soumises à la réglementation en matière de pension qui leur était applicable avant leur passage en tenant compte des modifications que ces dispositions auraient subies ou subirait.

Pour le calcul de la pension de survie d'un ayant droit d'une personne visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il est tenu compte des traitements et des suppléments de traitements dont cette personne bénéficiait conformément au statut pécuniaire qui était d'application à la catégorie de personnel à laquelle elle appartenait avant son passage aux services de police, en tenant compte des modifications que cette réglementation aurait subie ou subirait. Cela vaut également pour le calcul de la pension de survie de l'ayant droit de la personne à qui une pension de retraite a été accordée avant que la catégorie de personnel à laquelle elle appartenait en dernier lieu soit passée aux services de police.

Pour l'application de l'arrêté royal n° 16020 du 11 août 1923 approuvant le texte des lois coordonnées sur les pensions militaires à une personne visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, c'est le grade militaire ou le grade supprimé de la gendarmerie, selon la qualité que cette personne avait avant son passage aux services de police, qui correspond à l'échelle de traitement lié à la fonction dans laquelle l'intéressé est nommé à titre définitif dans les services de police, qui est pris en compte, et ce quelle que soit la rémunération dont il bénéficie réellement.

Les membres du personnel qui sont passés aux services de police, soit en qualité de membre du corps opérationnel de la gendarmerie, soit en qualité de militaire employé dans le corps administratif et logistique de la gendarmerie, et qui, conformément à la réglementation en matière de pension qui leur était applicable avant leur passage aux services de police, atteignent la limite d'âge avant le 1<sup>er</sup> avril 2001, ne sont pas mis d'office à la retraite à partir du 1<sup>er</sup> avril 2001, à condition qu'à partir de cette date, ils se soumettent complètement aux dispositions qui fixent le statut ou la position juridique des membres du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique.

**Art. 15.** Pour le calcul de la pension différée d'une personne qui a cessé sa fonction avant que la catégorie de personnel à laquelle elle appartenait en dernier lieu soit passée aux services de police, ainsi que pour le calcul de la pension de survie de son ayant droit, il est tenu compte des traitements et des suppléments de traitements dont cette personne bénéficiait conformément au statut pécuniaire qui était d'application à la catégorie de personnel précitée, en tenant compte des modifications que cette réglementation aurait subie ou subirait.

van de tantièmes die aan die diensten verbonden waren overeenkomstig de gemeentelijke pensioenregelgeving waaraan het personeelslid vóór zijn overgang naar de politiediensten onderworpen was, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 157 van de nieuwe gemeentewet, en anderzijds, het nominaal bedrag van datzelfde pensioen dat voortvloeit uit de toepassing van de normale berekeningsregels van deze wet.

Het in het eerste lid bedoelde complement maakt integraal deel uit van het nominaal bedrag van het rustpensioen.

Het krachtens dit artikel toegekende complement valt ten laste van de gemeente waar het personeelslid tewerkgesteld was vóór zijn overgang naar de politiediensten. Voor de toepassing van artikel 13 van de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector wordt dit complement in mindering gebracht van het bedrag van het enig rustpensioen.

**Art. 14.** De personen die hun ambt bij de politiediensten neerleggen en die, overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 236, tweede lid, 242, tweede lid, of 243, derde lid, van de wet van 7 december 1998, of overeenkomstig artikel 12, tweede lid, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, beslist hebben onderworpen te blijven aan de wetten en reglementen die van toepassing zijn op de personeelscategorie waartoe zij vóór hun overgang naar de politiediensten behoorden, evenals de personen die hun ambt bij de politiediensten hebben neergelegd vóór 1 april 2001, blijven onderworpen aan de pensioenregelgeving die op hen van toepassing was vóór die overgang, rekening houdend met de wijzigingen die deze bepalingen zouden hebben ondergaan of zouden ondergaan.

Voor de berekening van het overlevingspensioen van een rechthebbende van een in het eerste lid bedoelde persoon wordt rekening gehouden met de wedden en weddenbijslagen die deze persoon genoot overeenkomstig de bezoldigingsregeling die van toepassing was op de personeelscategorie waartoe hij behoorde vóór zijn overgang naar de politiediensten, rekening houdend met de wijzigingen die deze regeling zou hebben ondergaan of zou ondergaan. Dit geldt eveneens voor de berekening van het overlevingspensioen van de rechthebbende van de persoon aan wie een rustpensioen toegekend is voordat de personeelscategorie waartoe hij het laatst behoorde is overgegaan naar de politiediensten.

Voor de toepassing van het koninklijk besluit nr. 16020 van 11 augustus 1923 tot goedkeuring van de tekst der samengeordende wetten op de militaire pensioenen op een in het eerste lid bedoelde persoon, wordt, naargelang de hoedanigheid die hij had vóór zijn overgang naar de politiediensten, de militaire graad of de afgeschafte graad bij de rijkswacht in aanmerking genomen die overeenstemt met de weddenschaal die verbonden is aan het ambt waarin de betrokkene bij de politiediensten vast is benoemd, ongeacht de bezoldiging die hij werkelijk geniet.

De personeelsleden die, hetzij in de hoedanigheid van lid van het operationeel corps van de rijkswacht, hetzij in de hoedanigheid van militair tewerkgesteld in het administratief en logistiek corps van de rijkswacht, zijn overgegaan naar de politiediensten en vóór 1 april 2001 de leeftijdsgrens bereiken overeenkomstig de pensioenregelgeving die vóór hun overgang naar de politiediensten op hen van toepassing was, worden niet ambtshalve op rust gesteld met ingang van 1 april 2001, op voorwaarde dat zij zich vanaf die datum volledig onderwerpen aan de bepalingen die het statuut of de rechtspositie vastleggen van de leden van het operationeel of van het administratief en logistiek kader.

**Art. 15.** Voor de berekening van het uitgestelde pensioen van een persoon die zijn ambt heeft neergelegd voordat de personeelscategorie waartoe hij het laatst behoorde is overgegaan naar de politiediensten, evenals voor de berekening van het overlevingspensioen van zijn rechthebbende, wordt rekening gehouden met de wedden en weddenbijslagen die deze persoon genoot overeenkomstig de bezoldigingsregeling die van toepassing was op voornoemde personeelscategorie, rekening houdend met de wijzigingen die deze regeling zou hebben ondergaan of zou ondergaan.

**Art. 16.** Les personnes qui, à la date à laquelle la catégorie de personnel à laquelle elles appartenaient en dernier lieu passe aux services de police, ont droit à une pension temporaire pour cause d'incapacité physique qui est transformée en pension définitive après cette date, sont, pour l'application de la présente loi, censées avoir été pensionnées définitivement à partir de la date de prise de cours de leur pension temporaire.

**Art. 17.** Pour les personnes pour qui une demande de mise à la pension prématurée pour cause d'incapacité physique a été introduite auprès de l'instance médicale compétente avant que les dispositions qui fixent le statut ou la position juridique des membres du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique ne deviennent applicables à la catégorie de personnel à laquelle elles appartenaient avant leur passage dans les services de police, la procédure en cours auprès de cette instance médicale est poursuivie conformément à la réglementation qui était d'application au moment de cette demande.

#### CHAPITRE VI. — Dispositions diverses

**Art. 18.** Les pensions de retraite qui ont été accordées aux personnes avant que la catégorie de personnel à laquelle elles appartenaient en dernier lieu soit passée aux services de police, ainsi que les pensions de survie qui ont été accordées aux ayants droit de telles personnes avant que la catégorie de personnel à laquelle ces personnes appartenaient en dernier lieu soit passée aux services de police, restent liées à l'évolution du maximum de la dernière échelle de traitement qui a été prise en compte pour le calcul de la pension.

Ce qui est défini à l'alinéa 1<sup>er</sup> s'applique également aux pensions des personnes visées aux articles 14, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, et 15 et à leurs ayants droit.

#### CHAPITRE VII. — Entrée en vigueur

**Art. 19.** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2001, à l'exception de l'article 7, 2<sup>o</sup>, a), qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1999 et de l'article 14, alinéas 1<sup>er</sup> à 3, qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Paris, le 30 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,  
F. VANDENBROUCKE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

—  
Note

(1) *Session 2000-2001* :

Chambre des représentants :

*Documents parlementaires.* - 50-1112/1 : Projet de loi. - 50-1112/2 et 3 : Amendements. - 50-1112/4 : Rapport. - 50-1112/5 : Texte adopté par la commission. - 50-1112/6 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

*Annales parlementaires.* - Compte rendu intégral : 14 et 15 mars 2001. Sénat :

*Documents parlementaires.* - 2-692/1 : Projet transmis par la Chambre des représentants. - 2-692/2 : Projet non évoqué par le Sénat.

**Art. 16.** De personen die, op de datum waarop de personeelscategorie waartoe zij het laatst behoorden overgaat naar de politiediensten, gerechtigd zijn op een tijdelijk pensioen wegens lichamelijke ongeschiktheid dat na die datum wordt omgezet in een definitief pensioen, worden voor de toepassing van deze wet geacht definitief gepensionneerd te zijn geweest vanaf de ingangsdatum van hun tijdelijk pensioen.

**Art. 17.** Voor de personen voor wie een aanvraag tot voortijdige pensionering wegens lichamelijke ongeschiktheid bij de bevoegde medische instantie werd ingediend voordat de bepalingen die het statuut of de rechtspositie vastleggen van de leden van het operationeel of van het administratief en logistiek kader van toepassing werden op de personeelscategorie waartoe zij vóór hun overgang naar de politiediensten behoorden, wordt de bij die medische instantie lopende procedure afgehandeld volgens de regelgeving die van toepassing was op het ogenblik van die aanvraag.

#### HOOFDSTUK VI. — Diverse bepalingen

**Art. 18.** De rustpensioenen die werden toegekend aan personen vooraleer de personeelscategorie waartoe zij het laatst behoorden is overgegaan naar de politiediensten, alsook de overlevingspensioenen die werden toegekend aan rechthebbenden van dergelijke personen vooraleer de personeelscategorie waartoe die personen het laatst behoorden is overgegaan naar de politiediensten, blijven gekoppeld aan de evolutie van het maximum van de laatste weddenschaal die in aanmerking werd genomen voor de berekening van het pensioen.

Het bepaalde in het eerste lid geldt eveneens voor de pensioenen van de in de artikelen 14, eerste en tweede lid, en 15 bedoelde personen en hun rechthebbenden.

#### HOOFDSTUK VII. — Inwerkingtreding

**Art. 19.** Deze wet treedt in werking op 1 april 2001, met uitzondering van artikel 7, 2<sup>o</sup>, a), dat in werking treedt met ingang van 1 januari 1999 en van artikel 14, eerste tot en met derde lid, dat in werking treedt met ingang van 1 januari 2001.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

Gegeven te Parijs, 30 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,  
F. VANDENBROUCKE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2000-2001* :

Kamer van volksvertegenwoordigers :

*Parlementaire bescheiden.* - 50-1112/1 : Wetsontwerp. - 50-1112/2 en 3 : Amendementen. - 50-1112/4 : Verslag. - 50-1112/5 : Tekst aangenomen door de commissie. - 50-1112/6 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

*Parlementaire Handelingen.* - Integraal Verslag : 14 en 15 maart 2001. Senaat :

*Parlementaire bescheiden.* 2-692/1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers. - 2-692/2 : Ontwerp niet geëvoerd door de Senaat.

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 2001 — 1059 [C — 2001/00373]

**30 MARS 2001.** — *Loi modifiant l'article 74 de la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police* (1)ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.**Art. 2.** A l'article 74 de la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police, le mot « janvier » est remplacé par le mot « avril ».**Art. 3.** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001.Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Paris, le 30 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

Note

(1) *Session 2000-2001.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Proposition de loi de M. Coveliers et Mme Lalieux, 50-1048/1. Rapport, 50-1048/2. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 50-1048/3.*Annales parlementaires* — Compte rendu intégral : 15 février 2001.  
Sénat.*Documents parlementaires.* — Projet transmis par la Chambre des représentants, 2-663/1. — Rapport, 2-663/2. — Décision de ne pas amender, 2-663/3.*Annales parlementaires.* — 22 mars 2001.

## MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2001 — 1059 [C — 2001/00373]

**30 MAART 2001.** — *Wet tot wijziging van artikel 74 van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten* (1)ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.**Art. 2.** In artikel 74 van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten wordt het woord « januari » vervangen door het woord « april ».**Art. 3.** Deze wet treedt in werking op 1 januari 2001.Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

Gegeven te Parijs, 30 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire bescheiden.* — Wetsvoorstel van de heer Coveliers en Mevr. Lalieux, 50-1048/1. — Verslag, 50-1048/2. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 50-1048/3.*Parlementaire Handelingen.* — Integraal Verslag : 15 februari 2001.  
Senaat.*Parlementaire bescheiden.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, 2-663/1. — Verslag, 2-663/2. — Beslissing om niet te amenderen, 2-663/3.*Parlementaire Handelingen.* — 22 maart 2001.

F. 2001 — 1060 [C — 2001/00403]

**2 AVRIL 2001.** — *Loi modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973* (1)ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.  
Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale***Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

N. 2001 — 1060 [C — 2001/00403]

**2 APRIL 2001.** — *Wet tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus en tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973* (1)ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.  
De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling***Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux*

**Art. 2.** Dans la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, un article 18<sup>ter</sup> est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 18<sup>ter</sup>. Qu'une réclamation ait été introduite auprès d'elle ou non, la députation permanente ou le collège visé à l'article 83<sup>quinquies</sup>, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, se prononce en qualité de juridiction administrative sur la validité des élections dans les trente jours qui suivent la réception du dossier et corrige, le cas échéant, les erreurs commises lors de l'établissement du résultat des élections. Si aucune décision n'est prise dans ce délai, l'élection est réputée régulière. »

**Art. 3.** Dans la même loi, il est inséré un article 18<sup>quater</sup>, rédigé comme suit :

« Art. 18<sup>quater</sup>. Dans les quinze jours qui suivent la communication ou la notification visée à l'article 18<sup>bis</sup>, alinéa 6, un recours devant le Conseil d'Etat est ouvert aux personnes morales et physiques reprises à l'article 18<sup>bis</sup>, alinéa 5. Le même recours est ouvert au gouverneur dans les quinze jours qui suivent la décision de la députation permanente ou du collège visé à l'article 83<sup>quinquies</sup>, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, ou l'expiration du délai.

Le recours auprès du Conseil d'Etat n'est pas suspensif à l'égard de la décision de la députation permanente, sauf s'il est dirigé contre une décision de la députation permanente ou du collège visé à l'article 83<sup>quinquies</sup>, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, qui porte annulation des élections ou de l'élection d'un ou plusieurs membres ou suppléants.

Dans les huit jours de la réception d'un recours, le greffier en chef du Conseil d'Etat le communique au gouverneur ainsi qu'à la zone pluricommunale et au conseil communal intéressés. Il leur communique également l'arrêt du Conseil d'Etat. »

**Art. 4.** Dans la même loi, il est inséré un article 21<sup>ter</sup>, rédigé comme suit :

« Art. 21<sup>ter</sup>. Le membre du conseil de police élu conformément à l'article 18 ou 19, alinéa 2, qui conteste qu'il a, en application de l'article 21<sup>bis</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, remis sa démission comme membre du conseil de police, peut introduire un recours auprès de la députation permanente ou du collège visé à l'article 83<sup>quinquies</sup>, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, qui se prononcera en tant que juridiction administrative dans les trente jours de la réception du recours.

Le membre du conseil de police visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut introduire un recours auprès du Conseil d'Etat dans les quinze jours qui suivent la notification de la décision de la députation permanente ou du collège visé à l'article 83<sup>quinquies</sup>, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises. Le gouverneur peut introduire un recours similaire dans les quinze jours qui suivent la décision de la députation permanente ou du collège visé à l'article 83<sup>quinquies</sup>, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relatives aux institutions bruxelloises.

Le recours auprès du Conseil d'Etat n'est pas suspensif.

Dans les huit jours de la réception d'un recours, le greffier en chef du Conseil d'Etat le communique au gouverneur ainsi qu'à la zone pluricommunale et au conseil communal auquel appartient le requérant. Il leur communique également l'arrêt du Conseil d'Etat. »

**Art. 5.** Dans la même loi, il est inséré un article 21<sup>quater</sup>, rédigé comme suit :

« Art. 21<sup>quater</sup>. Le Conseil d'Etat dispose d'un délai de six mois après la réception de la requête pour statuer, suivant la procédure déterminée par le Roi, sur les recours introduits en application des articles 18<sup>quater</sup> et 21<sup>bis</sup>. »

CHAPITRE III. — *Modification des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973*

**Art. 6.** L'article 16 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifié par les lois du 5 juillet 1976, 8 juillet 1976, 3 décembre 1984, 21 août 1987 et 7 juillet 1994, est complété comme suit :

« 6° les recours visés aux articles 18<sup>quater</sup> et 21<sup>ter</sup> de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux. »

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus*

**Art. 2.** In de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, wordt een artikel 18<sup>ter</sup> ingevoegd, luidende :

« Art. 18<sup>ter</sup>. Ongeacht of bij haar bezwaar is ingediend of niet, doet de bestendige deputatie of het college bedoeld in artikel 83<sup>quinquies</sup>, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, als administratief rechtscollege uitspraak over de geldigheid van de verkiezing binnen dertig dagen na ontvangst van het dossier en herstelt, in voorkomend geval, de bij het vaststellen van de verkiezingsuitslag begane vergissingen. Indien binnen deze termijn geen uitspraak is gedaan, wordt de verkiezing als regelmatig beschouwd. »

**Art. 3.** In dezelfde wet, wordt een artikel 18<sup>quater</sup> ingevoegd, luidende :

« Art. 18<sup>quater</sup>. De in artikel 18<sup>bis</sup>, vijfde lid, bedoelde natuurlijke en rechtspersonen kunnen bij de Raad van State beroep instellen binnen vijftien dagen na de mededeling of de kennisgeving bedoeld in artikel 18<sup>bis</sup>, zesde lid. De gouverneur kan een zelfde beroep instellen binnen vijftien dagen na de beslissing van de bestendige deputatie of van het college bedoeld in artikel 83<sup>quinquies</sup>, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen of na het verstrijken van de termijn.

Het beroep bij de Raad van State is niet opschortend ten opzichte van de beslissing van de bestendige deputatie, behoudens wanneer het beroep gericht is tegen een beslissing van de bestendige deputatie of van het college bedoeld in artikel 83<sup>quinquies</sup>, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen die een vernietiging van de verkiezingen of van de verkiezing van een of meer leden of opvolgers inhoudt.

Binnen acht dagen na ontvangst van een beroep, deelt de hoofdgriffier van de Raad van State dit mee aan de gouverneur, alsmede aan de betrokken meergemeentezone en aan de betrokken gemeenteraad. Hij deelt hen tevens het arrest van de Raad van State mee. »

**Art. 4.** In dezelfde wet wordt een artikel 21<sup>ter</sup> ingevoegd, luidende :

« Art. 21<sup>ter</sup>. Het overeenkomstig artikel 18 of 19, tweede lid, verkozen lid van de politieraad dat betwist dat het met toepassing van artikel 21<sup>bis</sup>, eerste lid, als lid van de politieraad ontslag heeft genomen, kan beroep instellen bij de bestendige deputatie of het college bedoeld in artikel 83<sup>quinquies</sup>, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, dat hierover als administratief rechtscollege uitspraak doet binnen dertig dagen na de ontvangst van het beroep.

Het in het eerste lid bedoelde lid van de politieraad kan bij de Raad van State beroep instellen binnen vijftien dagen na de betekening van de beslissing van de bestendige deputatie of van het college bedoeld in artikel 83<sup>quinquies</sup>, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989. De gouverneur kan een zelfde beroep instellen binnen vijftien dagen na de beslissing van de bestendige deputatie of van het college bedoeld in artikel 83<sup>quinquies</sup>, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.

Het beroep bij de Raad van State is niet schorsend.

Binnen acht dagen na ontvangst van een beroep, deelt de hoofdgriffier van de Raad van State dit mee aan de gouverneur, alsmede aan de betrokken meergemeentezone en aan de gemeenteraad waarvan de beroeper deel uitmaakt. Hij deelt hen tevens het arrest van de Raad van State mee. »

**Art. 5.** In dezelfde wet wordt een artikel 21<sup>quater</sup> ingevoegd, luidende :

« Art. 21<sup>quater</sup>. De Raad van State beschikt over een termijn van zes maanden na ontvangst van het verzoekschrift om, volgens de door de Koning bepaalde rechtspleging, uitspraak te doen over de beroepen ingediend met toepassing van de artikelen 18<sup>quater</sup> en 21<sup>bis</sup>. »

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973*

**Art. 6.** Artikel 16 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wetten van 5 juli 1976, 8 juli 1976, 3 december 1984, 21 augustus 1987 en 7 juli 1994, wordt aangevuld als volgt :

« 6° de beroepen als bedoeld bij de artikelen 18<sup>quater</sup> en 21<sup>ter</sup> van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus. »

CHAPITRE IV. — *Entrée en vigueur*

**Art. 7.** La présente loi produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 avril 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

—————  
Note

(1) *Session 2000-2001* :

Chambre des représentants :

*Documents parlementaires.* — 50-1125/1 : Projet de loi. — 50-1125/2 : Rapport. — 50-1125/3 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

*Annales parlementaires.* — Compte rendu intégral : 21 et 22 mars 2001.  
Sénat :

*Documents parlementaires.* — 2-699/1 : Projet transmis par la Chambre des représentants. — 2-699/2 : Rapport. — 2-699/3 : Texte adopté par la commission. — 2-699/4 : Texte adopté en séance plénière.

*Annales parlementaires.* — 29 mars 2001.

HOOFDSTUK IV. — *Inwerkingtreding*

**Art. 7.** Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2001.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 2 april 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

—————  
Nota

(1) *Zitting 2000-2001* :

Kamer van volksvertegenwoordigers :

*Parlementaire stukken.* — 50-1125/1 : Wetsontwerp. — 50-1125/2 : Verslag. — 50-1125/3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

*Parlementaire Handelingen.* — Integraal verslag : 21 en 22 maart 2001.  
Senaat :

*Parlementaire stukken.* — 2-699/1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers. — 2-699/2 : Verslag. — 2-699/3 : Tekst aangenomen door de commissie. — 2-699/4 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering.

*Parlementaire Handelingen.* — 29 maart 2001.

F. 2001 — 1061

[C — 2001/00319]

**27 MARS 2001.** — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 2000 portant sur l'introduction de l'euro dans la réglementation qui relève du Ministère de l'Intérieur

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu le projet de traduction officielle en langue allemande des articles 3 et 5 à 11 de l'arrêté royal du 20 juillet 2000 portant sur l'introduction de l'euro dans la réglementation qui relève du Ministère de l'Intérieur, établi par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmedy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le texte annexé au présent arrêté constitue la traduction officielle en langue allemande des articles 3 et 5 à 11 de l'arrêté royal du 20 juillet 2000 portant sur l'introduction de l'euro dans la réglementation qui relève du Ministère de l'Intérieur.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

N. 2001 — 1061

[C — 2001/00319]

**27 MAART 2001.** — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van bepalingen van het koninklijk besluit van 20 juli 2000 betreffende de invoering van de euro in de regelgeving die ressorteert onder het Ministerie van Binnenlandse Zaken

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1<sup>o</sup>, en § 3, vervangen bij de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het ontwerp van officiële Duitse vertaling van de artikelen 3 en 5 tot 11 van het koninklijk besluit van 20 juli 2000 betreffende de invoering van de euro in de regelgeving die ressorteert onder het Ministerie van Binnenlandse Zaken, opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De bij dit besluit gevoegde tekst is de officiële Duitse vertaling van de artikelen 3 en 5 tot 11 van het koninklijk besluit van 20 juli 2000 betreffende de invoering van de euro in de regelgeving die ressorteert onder het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

**Art. 2.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE

Annexe — Bijlage

MINISTERIUM DES INNERN

20. JULI 2000 — Königlicher Erlass über die Einführung des Euro in die Vorschriften,  
für die das Ministerium des Innern zuständig ist

BERICHT AN DEN KÖNIG

Sire,

der Königliche Erlass, der Eurer Majestät zur Unterschrift vorgelegt wird, betrifft den endgültigen Übergang Belgiens zur Einheitswährung Euro.

Durch vorliegenden Erlass werden keine Gesetzestexte abgeändert, wie es möglich war auf der Grundlage des Gesetzes vom 26. Juni 2000 über die Einführung des Euro in die Rechtsvorschriften in Bezug auf die in Artikel 78 der Verfassung erwähnten Angelegenheiten oder des Gesetzes vom 30. Juni 2000 über die Einführung des Euro in die Rechtsvorschriften in Bezug auf die in Artikel 77 der Verfassung erwähnten Angelegenheiten, sondern nur einige gewöhnliche Königliche Erlasse oder Erlasse des Regenten, für die das Ministerium des Innern zuständig ist.

Der Staatsrat ist der Ansicht, dass einfache zweisprachige Tabellen nicht angebracht sind; würde dies berücksichtigt, hätte das die Verwendung von doppelten Tabellen zur Folge, einer in Niederländisch und einer in Französisch. Weder das Gesetz vom 31. Mai 1961 über den Sprachengebrauch in Gesetzgebungsangelegenheiten, die Gestaltung, die Veröffentlichung und das In-Kraft-Treten von Gesetzes- und Verordnungstexten noch die durch den Königlichen Erlass vom 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten erlegen eine solche Verpflichtung auf. Außerdem gewährleistet die Darstellung in Form einer einfachen zweisprachigen Tabelle eine ausgezeichnete Lesbarkeit der Bestimmungen. Insbesondere in den Bestimmungen der Gesetze und Erlasse in Bezug auf die Stellenpläne der Magistrate und des Personals der Gerichtshöfe und Gerichte einerseits und in den Bestimmungen der Haushaltsgesetze andererseits werden einfache zweisprachige Tabellen benutzt. Es scheint folglich vernünftig, dass die Regierung sich einem Gebrauch anschließt, der bereits seit Jahren sowohl von der Gesetzgebenden Gewalt als auch von der Ausführenden Gewalt angenommen worden ist.

Kommentar zu den Artikeln.

(...)

Artikel 3

Die Anpassungen beziehen sich auf den Königlichen Erlass vom 5. April 1995 zur Festlegung der Modalitäten der Hinterlegung und Zahlung der in Artikel 74/4bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern erwähnten administrativen Geldstrafe.

Der abzuändernde Betrag von 150 000 BEF bezieht sich auf administrative Geldstrafen, die auferlegt werden können. Es ist aus Gründen der Deutlichkeit für zweckmäßig erachtet worden, diesen Betrag auf 3 750 EUR abzurunden, um die Transparenz in Euro beizubehalten.

(...)

Artikel 5

Die Anpassung bezieht sich auf den Königlichen Erlass vom 2. August 1990 zur Einführung der allgemeinen Gemeindebuchführungsordnung.

Der Vermerk "in Belgischen Franken" wird durch den Vermerk "in Euro" ersetzt.

Artikel 6 bis 8

Die Anpassungen beziehen sich auf den Königlichen Erlass vom 10. Dezember 1998 zur Festlegung der Modalitäten für die Registrierung der Identität der natürlichen Personen, die Spenden von 5 000 F und mehr zugunsten von politischen Parteien und ihren Komponenten, Listen, Kandidaten und Inhabern politischer Mandate machen, und zur Festlegung der Formalitäten für die Hinterlegung der diesbezüglichen jährlichen Aufstellungen.

Es ist aus Gründen der Deutlichkeit für zweckmäßig erachtet worden, die Beträge von 5 000 BEF auf 125 EUR abzurunden, um die Transparenz in Euro beizubehalten.

Artikel 9

In den Fußnoten der Anlage zum Königlichen Erlass vom 10. Dezember 1998 zur Festlegung der Modalitäten für die Registrierung der Identität der natürlichen Personen, die Spenden von 5 000 F und mehr zugunsten von politischen Parteien und ihren Komponenten, Listen, Kandidaten und Inhabern politischer Mandate machen, und zur Festlegung der Formalitäten für die Hinterlegung der diesbezüglichen jährlichen Aufstellungen werden in Nr. 8 die Wörter "in belgischen Franken" durch die Wörter "in Euro" ersetzt.

Ich habe die Ehre,

Sire,

der ehrerbietige und getreue Diener  
Eurer Majestät  
zu sein.

Der Minister des Innern

A. DUQUESNE

**20. JULI 2000 — Königlicher Erlass über die Einführung des Euro in die Vorschriften,  
für die das Ministerium des Innern zuständig ist**

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund der europäischen Verordnungen (EG) Nr. 1103/97 des Rates vom 17. Juni 1997 über bestimmte Vorschriften im Zusammenhang mit der Einführung des Euro und Nr. 974/98 des Rates vom 3. Mai 1998 über die Einführung des Euro;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 25. Mai 1999;

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 18. April 2000;

Aufgrund des Erlasses des Regenten vom 23. August 1948 zur Festlegung des Verfahrens vor der Verwaltungsabteilung des Staatsrates, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 17. Februar 1997;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. August 1987 zur Festlegung der Höhe und der Modalitäten der Zahlung des in Ausführung von Artikel 74/3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern von den Transportunternehmern zu hinterlegenden Geldbetrags;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. August 1990 zur Einführung der allgemeinen Gemeindeführungsbuchführung;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 14. Januar 1993 zur Festlegung der Modalitäten der Rückzahlung der in Artikel 74/4 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern erwähnten Kosten;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 5. April 1995 zur Festlegung der Modalitäten der Hinterlegung und Zahlung der in Artikel 74/4bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern erwähnten administrativen Geldstrafe;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. Dezember 1998 zur Festlegung der Modalitäten für die Registrierung der Identität der natürlichen Personen, die Spenden von 5 000 F und mehr zugunsten von politischen Parteien und ihren Komponenten, Listen, Kandidaten und Inhabern politischer Mandate machen, und zur Festlegung der Formalitäten für die Hinterlegung der diesbezüglichen jährlichen Aufstellungen;

Aufgrund der Stellungnahme des Finanzinspektors vom 5. Juni 2000;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts vom 29. Juni 2000;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch folgende Betrachtungen. Im Gegensatz zu dem, was das Datum des In-Kraft-Tretens der neuen Bestimmungen vermuten lassen könnte (in der Regel der 1. Januar 2002, das heißt in etwa achtzehn Monaten), müssen diese Texte dringend erlassen und veröffentlicht werden; es ist äußerst wichtig, dass diese Texte binnen kürzester Frist offiziell veröffentlicht werden, wobei als äußerster Termin der 1. August 2000 anzusehen ist.

Die Dringlichkeitsfrist von drei Tagen müsste eine Unterzeichnung dieser Königlichen Erlasse in der ersten Julihälfte ermöglichen. Die strikte Einhaltung dieser Frist hat, was die Königlichen Erlasse betrifft, die aufgrund der Gesetze über die Einführung des Euro ergehen, den Vorteil, dass das Parlament die Möglichkeit hat, die im Rahmen der Bewilligung der Befugnisübertragung vereinbarte Kontrolle über die Entwürfe auszuüben.

Weiter ist es wichtig, dass diese Bestimmungen zusammen erlassen werden, um eine einheitliche Behandlung zu gewährleisten, die einerseits eine administrative und budgetäre Kontrolle ermöglicht und durch die andererseits das Parlament in die Lage versetzt wird, die Ausarbeitung dieser Bestimmungen unter günstigen Voraussetzungen zu verfolgen.

Was die Verwaltungsbehörden betrifft, lässt die Einhaltung des Termins vom 1. August 2000 ihnen eine Frist von zweihundertfünfzig Werktagen. Diese Frist ist unbedingt erforderlich, um die vorbereitenden Arbeiten auf verordnungsrechtlicher Ebene zu beenden (mehrere Ministerielle Erlasse müssen noch abgeändert werden und folglich müssen auch zahlreiche Formulare neu gedruckt werden). Dies gilt auch für die Informatik, wo die Abschlusstests für Juli 2001 vorgesehen sind. Unter Berücksichtigung dieses straffen Zeitplans würde sich jede Verzögerung nachteilig auf den reibungslosen Ablauf der Arbeiten und deren Preis auswirken. Diese Tests dürfen keinesfalls verschoben werden, weil ansonsten die Gefahr droht, die Kontrolle über den guten Verlauf der Umstellung der Verwaltungsbehörden zu verlieren.

Das äußerste Datum für die Billigung dieser Texte darf nicht aufgeschoben werden. Die Informatikdienste haben verlangt, dass alle funktionellen Entscheidungen vor dem 31. Dezember 1999 getroffen werden, damit alle Anpassungen, die sie vornehmen müssen, unter günstigen Voraussetzungen erfolgen können. Diese Dienste sind bereits jetzt zu der durch das Gesetz über die Dezimalisierung erlaubten Dezimalisierung übergegangen und haben folglich mit den funktionellen Anpassungen ihrer Programme anfangen können; jedoch müssen sie noch kurzfristig über die Bestimmungen in Bezug auf die Abänderungen der Gesetze und Erlasse verfügen, um die verschiedenen Beträge anzupassen. Aufgrund des straffen Zeitplans ist es darüber hinaus erforderlich, dass diese Anpassungen auf der Grundlage von offiziellen und endgültigen Entscheidungen erfolgen.

Die Programmplanung der Finanzverwaltung sieht beispielsweise vor, dass die Informatikdienste spätestens im August 2000 über die neuen Beträge verfügen müssen, um die gewünschten Anpassungen bis zum 1. Juni 2001 vornehmen zu können. Diese Phase setzt jedoch die vorherige Durchführung anderer unerlässlicher Phasen voraus, unter anderem eine präzise Diagnose der auszuführenden Arbeiten und der zu verwendenden Mittel.

Andererseits darf nicht außer Acht gelassen werden, dass die vorgesehenen Bestimmungen nur Anpassungen von Gesetzen und Königlichen Erlassen enthalten. Dies bedeutet, dass folglich Anpassungen der Ministeriellen Erlasse folgen müssen, die vor Ende 2000 erfolgen sollen.

Diesen verordnungsrechtlichen Anpassungen werden wie erwähnt im Jahr 2001 die Anpassungen von Formularen und Informationsblättern folgen.

Unternehmen und ihre gewerblichen Vermittler (Sozialsekretariate, Buchhalter, Treuhänder, Steuerdienste usw.) müssen unverzüglich über zuverlässige Daten verfügen, damit auch sie ihre Programme in Kenntnis der Sachlage dem Euro anpassen können. Es ist äußerst wünschenswert, dass ihre Umstellung in großem Maße am 1. Januar 2001 erfolgt; andernfalls werden die meisten Unternehmen den Übergang zum Euro bis zum 1. Januar 2002 aufschieben, was für die Geschäftsführung der Unternehmen und daher auch für den Übergang aller Wirtschaftssektoren sehr nachteilig wäre.

Je näher der Termin rückt (am 1. Juli 2000 noch hundertfünfundzwanzig Werkstage), je mehr werden die Unternehmen, die nicht über die notwendigen Informationen verfügen, in Ermangelung eines ausreichenden Handlungsspielraums ihre Entscheidung, zum Euro überzugehen, aufschieben.

Jede Verzögerung bei der Unterzeichnung dieser Erlasse hat daher negative Auswirkungen auf die Unternehmen und ein weiterer Aufschub der Veröffentlichung der Erlasse könnte viele Vorhaben gefährden;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates vom 7. Juli 2000, abgegeben in Anwendung von Artikel 84 Absatz 1 Nr. 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag Unseres Ministers des Innern und aufgrund der Stellungnahme Unserer Minister, die im Rat darüber beraten haben,

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

#### KAPITEL I - Abänderung von Verordnungsbestimmungen

(...)

**Abschnitt 3** - Anpassung des Königlichen Erlasses vom 5. April 1995 zur Festlegung der Modalitäten der Hinterlegung und Zahlung der in Artikel 74/4bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern erwähnten administrativen Geldstrafe

**Art. 3** - In den weiter unten angegebenen Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 5. April 1995 zur Festlegung der Modalitäten der Hinterlegung und Zahlung der in Artikel 74/4bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern erwähnten administrativen Geldstrafe wird der in Franken ausgedrückte Betrag, der in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle angeführt ist, durch den in Euro ausgedrückten Betrag in der dritten Spalte derselben Tabelle ersetzt.

| Art. 7   |         |           |
|----------|---------|-----------|
| Absatz 1 | 150 000 | 3 750 EUR |

(...)

#### **Abschnitt 5** - Anpassung des Königlichen Erlasses vom 2. August 1990 zur Einführung der allgemeinen Gemeindebuchführungsordnung

**Art. 5** - In Artikel 17 § 5 des Königlichen Erlasses vom 2. August 1990 zur Einführung der allgemeinen Gemeindebuchführungsordnung werden die Wörter "in Belgischen Franken" durch die Wörter "in Euro" ersetzt.

**Abschnitt 6** - Anpassung des Königlichen Erlasses vom 10. Dezember 1998 zur Festlegung der Modalitäten für die Registrierung der Identität der natürlichen Personen, die Spenden von 5 000 F und mehr zugunsten von politischen Parteien und ihren Komponenten, Listen, Kandidaten und Inhabern politischer Mandate machen, und zur Festlegung der Formalitäten für die Hinterlegung der diesbezüglichen jährlichen Aufstellungen

**Art. 6** - In der Überschrift des Königlichen Erlasses vom 10. Dezember 1998 zur Festlegung der Modalitäten für die Registrierung der Identität der natürlichen Personen, die Spenden von 5 000 F und mehr zugunsten von politischen Parteien und ihren Komponenten, Listen, Kandidaten und Inhabern politischer Mandate machen, und zur Festlegung der Formalitäten für die Hinterlegung der diesbezüglichen jährlichen Aufstellungen wird der in Franken ausgedrückte Betrag, der in der ersten Spalte der folgenden Tabelle angeführt ist, durch den in Euro ausgedrückten Betrag in der zweiten Spalte derselben Tabelle ersetzt.

|       |         |
|-------|---------|
| 5 000 | 125 EUR |
|-------|---------|

**Art. 7** - In den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 10. Dezember 1998 zur Festlegung der Modalitäten für die Registrierung der Identität der natürlichen Personen, die Spenden von 5 000 F und mehr zugunsten von politischen Parteien und ihren Komponenten, Listen, Kandidaten und Inhabern politischer Mandate machen, und zur Festlegung der Formalitäten für die Hinterlegung der diesbezüglichen jährlichen Aufstellungen werden die in Franken ausgedrückten Beträge, die in der ersten Spalte der folgenden Tabellen angeführt sind, durch die in Euro ausgedrückten Beträge in der zweiten Spalte derselben Tabellen ersetzt.

| Art. 1 |         |
|--------|---------|
| 5 000  | 125 EUR |

| Art. 2   |       |         |
|----------|-------|---------|
| Absatz 1 | 5 000 | 125 EUR |
| Absatz 2 | 5 000 | 125 EUR |
| Absatz 3 | 5 000 | 125 EUR |



**Art. 8** - In der Anlage zum Königlichen Erlass vom 10. Dezember 1998 zur Festlegung der Modalitäten für die Registrierung der Identität der natürlichen Personen, die Spenden von 5 000 F und mehr zugunsten von politischen Parteien und ihren Komponenten, Listen, Kandidaten und Inhabern politischer Mandate machen, und zur Festlegung der Formalitäten für die Hinterlegung der diesbezüglichen jährlichen Aufstellungen wird der in Franken ausgedrückte Betrag, der in der ersten Spalte der folgenden Tabelle angeführt ist, jeweils durch den in Euro ausgedrückten Betrag in der zweiten Spalte derselben Tabelle ersetzt.

|       |         |
|-------|---------|
| 5 000 | 125 EUR |
|-------|---------|

**Art. 9** - In den Fußnoten der Anlage zum Königlichen Erlass vom 10. Dezember 1998 zur Festlegung der Modalitäten für die Registrierung der Identität der natürlichen Personen, die Spenden von 5 000 F und mehr zugunsten von politischen Parteien und ihren Komponenten, Listen, Kandidaten und Inhabern politischer Mandate machen, und zur Festlegung der Formalitäten für die Hinterlegung der diesbezüglichen jährlichen Aufstellungen werden in Nr. 8 die Wörter "in belgischen Franken" durch die Wörter "in Euro" ersetzt.

#### KAPITEL II - *Schlussbestimmungen*

**Art. 10** - Vorliegender Erlass tritt am 1. Januar 2002 in Kraft.

**Art. 11** - Unser Minister des Innern ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 20. Juli 2000

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister des Innern

A. DUQUESNE

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 27 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 27 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE

#### SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 2001 — 1062

[C — 2001/21231]

**2 AVRIL 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1999 fixant certaines attributions ministérielles (I)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 96 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1999 fixant certaines attributions ministérielles (I), notamment l'article 1<sup>er</sup>, modifié par les arrêtés royaux des 19 septembre 1999, 17 novembre 1999, 27 novembre 2000 et 15 janvier 2001;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 20 juillet 1999 fixant certaines attributions ministérielles (I), modifié par les arrêtés royaux des 19 septembre 1999, 17 novembre 1999, 27 novembre 2000 et 15 janvier 2001, est complété par un 20°, rédigé comme suit :

« 20° les allocations aux personnes handicapées : le Ministre des Affaires sociales et des Pensions, étant toutefois entendu que les aspects suivants relèvent de la compétence du Ministre de l'Intégration sociale :

a) l'allocation pour l'aide aux personnes âgées;

b) l'article 7 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

#### DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2001 — 1062

[C — 2001/21231]

**2 APRIL 2001. Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1999 houdende vaststelling van bepaalde ministeriële bevoegdheden (I)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 96 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1999 houdende vaststelling van bepaalde ministeriële bevoegdheden (I), inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 september 1999, 17 november 1999, 27 november 2000 en 15 januari 2001;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 juli 1999 houdende vaststelling van bepaalde ministeriële bevoegdheden (I), gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 september 1999, 17 november 1999, 27 november 2000 en 15 januari 2001, wordt aangevuld met een 20°, luidende :

« 20° de tegemoetkoming aan personen met een handicap : de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, met dien verstande dat de volgende aspecten tot de bevoegdheid van de Minister van Maatschappelijke Integratie behoren :

a) de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden;

b) artikel 7 van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkoming aan gehandicapten;

c) les compétences de la Direction d'administration des prestations aux personnes handicapées du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, en matière de cartes de stationnement pour les personnes handicapées;

d) les mesures anti-discriminatoires en faveur des personnes handicapées.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 19 janvier 2001.

**Art. 3.** Notre Premier Ministre et Nos Ministres et Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 avril 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
G. VERHOFSTADT

c) de bevoegdheden van de Bestuursdirectie van de uitkeringen aan personen met een handicap van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu inzake de parkeerkaarten voor personen met een handicap;

d) de anti-discriminatiebepalingen ten voordele van personen met een handicap.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 19 januari 2001.

**Art. 3.** Onze Eerste Minister en Onze Ministers en Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 april 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
G. VERHOFSTADT

#### MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 2001 — 1063

[2001/11133]

**4 MARS 2001.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998 fixant diverses dispositions pécuniaires applicables aux grades particuliers du Ministère des Affaires économiques

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2, de la Constitution,

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, notamment l'article 4, 2<sup>o</sup>, modifié, par les arrêtés royaux des 14 septembre 1994 et 10 avril 1995;

Vu l'arrêté royal du 10 avril 1995 fixant les échelles de traitement des grades communs à plusieurs ministères, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 20 juillet 2000;

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998 fixant diverses dispositions pécuniaires applicables aux grades particuliers du Ministère des Affaires économiques, modifié par les arrêtés royaux des 25 mars 1998 et 25 juin 1999;

Vu l'arrêté royal du 10 février 1998 portant simplification de la carrière de certains agents du Ministère des Affaires économiques appartenant aux niveaux 1 et 2+;

Vu l'avis du conseil de direction, donné le 21 septembre 1999;

Vu l'avis de l'Inspecteur général des Finances, donné le 8 octobre 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2000;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 5 juin 2000;

Vu le protocole CS IV/P 57 du 21 décembre 2000 du Comité de secteur IV;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les titulaires des grades d'ingénieur des mines (grade supprimé - rang 10) et 10 ingénieur des mines-directeur (grade supprimé - rang 13) n'entrent pas en ligne pour une promotion par avancement barémique; que les fonctionnaires dans un grade équivalent peuvent par contre bénéficier d'une promotion par avancement barémique; qu'il convient de mettre fin, dans les meilleurs délais, au traitement différencié qui existe entre ces membres du personnel:

#### MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 2001 — 1063

[2001/11133]

**4 MAART 2001.** — Koninklijk besluit houdende wijziging van het koninklijk besluit van 1 maart 1998 tot vaststelling van diverse geldelijke bepalingen toepasselijk op de bijzondere graden bij het Ministerie van Economische Zaken

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid van de Grondwet;

Gelet op het Koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, inzonderheid op artikel 4, 2<sup>o</sup>, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 september 1994 en 10 april 1995.

Gelet op het koninklijk besluit van 10 april 1995 tot vaststelling van de weddenschaal der aan verscheidene ministeries gemene graden, zoals laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000.

Gelet op het koninklijk besluit van 1 maart 1998 tot vaststelling van diverse geldelijke bepalingen toepasselijk op de bijzondere graden bij het Ministerie van Economische Zaken, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 maart 1998 en 25 juni 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 februari 1998 houdende vereenvoudiging van de loopbaan van sommige ambtenaren van het Ministerie van Economische Zaken die behoren tot de niveau 1 en 2+;

Gelet op het advies van de directieraad, gegeven op 21 september 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur-generaal van Financiën, gegeven op 8 oktober 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 19 juli 2000;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 5 juni 2000;

Gelet op het protocol SC IV/P 57 van 21 december 2000 van het Sectorcomité IV;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de titularissen van de graad van mijnningénieur (afgeschafte graad - rang 10) en mijnningénieur-directeur (afgeschafte graad - rang 13) niet in aanmerking komen voor een bevordering door verhoging in weddenschaal; dat ambtenaren in een gelijkwaardige graad wel kunnen bevorderen door verhoging in weddenschaal; dat het passend is zo vlug mogelijk een einde te stellen aan deze ongelijke behandeling die er bestaat tussen deze personeelsleden:

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie et de Notre Ministre du Budget,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998 fixant diverses dispositions pécuniaires applicables aux grades particuliers du Ministère des Affaires économiques, modifié par les arrêtés royaux des 25 mars 1998 et 25 juin 1999, il est inséré un article 9bis rédigé comme suit :

« Art. 9bis, § 1<sup>er</sup>. L'échelle de traitement 10D est liée au grade d'ingénieur des mines (grade supprimé - rang 10).

§ 2. L'ingénieur des mines (grade supprimé) qui compte neuf ans d'ancienneté de grade, obtient l'échelle de traitement 10E.

§ 3. L'ingénieur des mines (grade supprimé) qui compte quinze ans d'ancienneté de grade, obtient l'échelle de traitement 10F. »

**Art. 2.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 9ter rédigé comme suit :

« Art. 9ter, § 1<sup>er</sup>. L'échelle de traitement 13D est liée au grade d'ingénieur des mines-directeur (grade supprimé - rang 13).

§ 2. L'ingénieur des mines-directeur (grade supprimé) qui compte six ans d'ancienneté de grade, obtient l'échelle de traitement 13E. »

**Art. 3.** Les articles 13 et 26 du même arrêté sont abrogés.

**Art. 4.** A l'annexe du même arrêté la mention du grade rayé d'ingénieur principal-divisionnaire des mines est modifié comme suit :

|   |        |
|---|--------|
| « - ingénieur principal-divisionnaire des mines | 12/2   |
| - ingénieur des mines (grade supprimé)          | 10F. » |

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> juin 1999.

**Art. 6.** Notre Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions et Notre Ministre du Budget, sont chargés chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,  
Ch. PICQUE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,  
J. VANDE LANOTTE

Op de voordracht van Onze Minister van Economie en van Onze Minister van Begroting,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In het koninklijk besluit van 1 maart 1998 tot vaststelling van diverse geldelijke bepalingen toepasselijk op de bijzondere graden bij het Ministerie van Economische Zaken, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 maart 1998 en 25 juni 1999 wordt een artikel 9bis ingevoegd, luidende :

« Art. 9 bis, § 1. — Aan de graad van mijnningénieur (afgeschafte graad - rang 10) wordt de weddenschaal 10D verbonden.

§ 2. De mijnningénieur (afgeschafte graad) die negen jaar graadanciënniteit heeft, bekomt de weddenschaal 10E.

§ 3. De mijnningénieur (afgeschafte graad) die vijftien jaar graadanciënniteit heeft, bekomt de weddenschaal 10F. »

**Art. 2.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 9ter ingevoegd, luidende :

« Art. 9 ter, § 1. Aan de graad van mijnningénieur-directeur (afgeschafte graad - rang 13) wordt de weddenschaal 13D verbonden.

§ 2. De mijnningénieur-directeur (afgeschafte graad) die zes jaar graadanciënniteit heeft, bekomt de weddenschaal 13E. »

**Art. 3.** De artikelen 13 en 26 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. 4.** In de bijlage van hetzelfde besluit wordt de vermelding van de geschrapte graad van eerstaanwezend divisiemijnningénieur gewijzigd als volgt :

|  |        |
|--|--------|
| « - eerstaanwezend divisiemijnningénieur | 12/2   |
| - mijnningénieur (afgeschafte graad)     | 10F. » |

**Art. 5.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1999.

**Art. 6.** Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren en Onze Minister van Begroting, zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,  
Ch. PIQUE

De Vice-eerste Minister en Minister van Begroting,  
J. VANDE LANOTTE

F. 2001 — 1064

[C — 2001/11158]

**4 AVRIL 2001. — Arrêté royal relatif à la structure tarifaire générale et aux principes de base et procédures en matière de tarifs et de comptabilité du gestionnaire du réseau national de transport d'électricité**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, notamment l'article 12, §§ 1<sup>er</sup> et 3;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 mars 2001;

Vu l'urgence motivée par le fait que la loi du 29 avril 1999 précitée vise à transposer en droit belge les dispositions de la Directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communautaires pour le marché intérieur de l'électricité; que le délai pour la transposition de cette directive a expiré le 19 février 2000; que le Gouvernement belge a annoncé qu'il voulait tout mettre en œuvre pour transposer la directive dans ce délai; que le Gouvernement estime que tout retard dans la transposition peut nuire à la compétitivité de l'industrie belge compte tenu de l'important mouvement d'accélération du processus de transposition de la directive dans les autres Etats membres de l'Union européenne; que le présent arrêté doit dès lors être pris dans les délais les plus brefs;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 27 mars 2001, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

N. 2001 — 1064

[C — 2001/11158]

**4 APRIL 2001. — Koninklijk besluit betreffende de algemene tariefstructuur en de basisprincipes en procedures inzake de tarieven en de boekhouding van de beheerder van het nationaal transmissienet voor elektriciteit**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 12, §§ 1 en 3;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 maart 2001;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat voornoemde wet van 29 april 1999 de omzetting in Belgisch recht beoogt van de bepalingen van Richtlijn 96/92/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 december 1996 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt van elektriciteit; dat de termijn voor de omzetting van deze richtlijn op 19 februari 2000 is verstreken; dat de Belgische Regering heeft aangekondigd dat zij alles in het werk wilde stellen om de richtlijn binnen deze termijn om te zetten; dat de Regering meent dat elke vertraging in de omzetting de concurrentiepositie van de Belgische industrie kan schaden, rekening houdend met de belangrijke tendens tot versnelling van het omzettingproces van de richtlijn in de andere Lidstaten van de Europese Unie; dat dit besluit bijgevolg zo spoedig mogelijk moet worden genomen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 27 maart 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Vu la proposition de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Les définitions contenues à l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et l'article 1<sup>er</sup>, § 2, de l'arrêté royal du 3 mai 1999 relatif à la gestion du réseau national de transport d'électricité, sont applicables au présent arrêté.

Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par :

1° "loi" : la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

2° "proposition tarifaire" : la proposition du gestionnaire du réseau, contenant l'ensemble des tarifs qu'il doit soumettre tous les ans à l'approbation de la commission, conformément à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, de la loi;

3° "partie d'infrastructure" : la partie du réseau de transport correspondant à un des niveaux de tension suivants :

- a) le réseau ayant une tension nominale de 380/220/150 kV;
- b) les transformateurs dont la sortie possède une tension nominale de 70/36/30 kV;
- c) le réseau ayant une tension nominale de 70/36/30 kV;
- d) les transformateurs dont la sortie fonctionne à moyenne tension;

4° "groupe de clients" : chaque groupe d'utilisateurs du réseau échangeant de l'énergie (injectant et/ou prélevant) sur une des parties d'infrastructure visées au point 3°, pour autant qu'ils utilisent un ou plusieurs services du gestionnaire du réseau qui sont régulés par la commission, étant entendu qu'un utilisateur de réseau échangeant de l'énergie sur plus d'une partie d'infrastructure appartient aux différents groupes de clients concernés;

5° "clients restants" : le groupe des utilisateurs du réseau utilisant un ou plusieurs services du gestionnaire du réseau qui ne sont pas régulés par la commission;

6° "objet de coût" : tout ensemble de coûts nécessaire à la fourniture d'un service, majoré du coût des impôts, prélèvements, surcharges, contributions et redevances imputés au service concerné;

7° "centre de coût" : toute subdivision du gestionnaire du réseau à laquelle les frais sont imputés;

8° "nature des charges" : la nature des charges d'une entreprise visée à l'article 3, deuxième alinéa, de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises;

9° "générateur de coûts" : toute clé reflétant le lien de cause direct entre les coûts et les prestations liées;

10° "clé de répartition" : toute clé forfaitaire utilisée pour l'attribution des coûts à des prestations dans des proportions fixées conventionnellement lorsqu'il n'existe pas de lien de cause direct entre les coûts et les prestations;

11° "formule de souscription" : toute formule souscrite par l'utilisateur du réseau en termes de périodes de temps, de puissances et de services auxiliaires;

12° "responsable d'accès" : toute personne physique ou morale, conformément au règlement technique visé à l'article 11 de la loi, notamment responsable à l'égard du gestionnaire du réseau, de l'équilibre quart-horaire entre l'ensemble des injections et l'ensemble des prélèvements des utilisateurs du réseau qui l'ont désigné comme responsable d'accès;

13° "gestion du système" : tout service comprenant les éléments suivants :

a) la gestion commerciale des contrats liés à l'accès au réseau de transport et aux services auxiliaires, à savoir la gestion des demandes d'accès, des contrats d'accès et de l'achat et de la fourniture de services auxiliaires;

b) la programmation des échanges d'énergie, notamment la gestion des nominations, la préparation du programme d'exploitation et la préparation du programme d'exploitation pouvant être mis en œuvre à la suite d'un incident;

Gelet op het voorstel van de Commissie voor de Regulering van de Electriciteit en het Gas;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer en van Onze Staatssecretaris voor Energie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK 1. — Definities

**Artikel 1.** De definities vervat in artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en in artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit van 3 mei 1999 betreffende het beheer van het nationaal transmissienet voor elektriciteit, zijn van toepassing op dit besluit.

Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "wet" : de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt;

2° "tariefvoorstel" : het voorstel van de netbeheerder omvattende al de tarieven die hij elk jaar aan de commissie ter goedkeuring dient voor te leggen, overeenkomstig artikel 12, § 1, van de wet;

3° "infrastructuurdeel" : het deel van het transmissienet dat overeenstemt met één van de volgende spanningsniveaus :

- a) het netwerk met een nominale spanning van 380/220/150 kV;
- b) de transformatoren waarvan de uitgang een nominale spanning heeft van 70/36/30 kV;
- c) het netwerk met een nominale spanning van 70/36/30 kV;
- d) de transformatoren waarvan de uitgang op middenspanning werkt;

4° "klantengroep" : elke groep van netgebruikers die energie uitwisselen (injecteren en/of afnemen) via één van de onder 3° bedoelde infrastructuurdelen voorzover zij gebruik maken van één of meerdere diensten van de netbeheerder die door de commissie gereguleerd worden, met dien verstande dat een netgebruiker die via meer dan één infrastructuurdeel energie uitwisselt, tot de verschillende betrokken klantengroepen behoort;

5° "overige klanten" : de groep van netgebruikers die één of meerdere diensten van de netbeheerder afnemen die niet door de commissie gereguleerd worden;

6° "kostenobject" : elk geheel van de kosten die nodig zijn om een dienst te leveren, vermeerderd met de kosten van de belastingen, heffingen, toeslagen, bijdragen en vergoedingen toegewezen aan de betrokken dienst;

7° "kostenplaats" : elke onderverdeling van de netbeheerder waaraan de kosten zijn toegewezen;

8° "kostensoort" : de aard van de kosten van een onderneming zoals bedoeld in artikel 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen;

9° "kostenveroorzaker" : elke sleutel die het rechtstreeks oorzakelijk verband tussen de kosten en de gerelateerde prestaties weergeeft;

10° "verdeelsleutel" : elke forfaitaire sleutel gebruikt voor de toewijzing van kosten aan prestaties op basis van conventionele verhoudingen wanneer er geen rechtstreeks oorzakelijk verband bestaat tussen de kosten en de prestaties;

11° "onderschrijvingsformule" : elke formule onderschreven door de netgebruiker in termen van tijdsperioden, vermogens en ondersteunende diensten;

12° "toegangsverantwoordelijke" : elke natuurlijke of rechtspersoon, overeenkomstig het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet, die ten aanzien van de netbeheerder onder meer verantwoordelijk is voor het evenwicht op kwartuurbasis tussen het geheel van de injecties en het geheel van de afnamen van de netgebruikers die hem als toegangsverantwoordelijke hebben aangeduid;

13° "systeembeheer" : elke dienst die de volgende elementen omvat :

a) het commerciële beheer van de contracten betreffende de toegang tot het transmissienet en de ondersteunende diensten, namelijk het beheer van de aanvragen tot toegang, van de toegangcontracten en van de aankoop en levering van ondersteunende diensten;

b) de programmering van de energie-uitwisselingen, namelijk het beheer van de nominaties, de voorbereiding van het exploitatieprogramma en de voorbereiding van het exploitatieprogramma dat in werking kan worden gesteld na een incident;

c) la direction du réseau de transport et la surveillance des échanges d'énergie, visant principalement l'exploitation en temps réel du réseau de transport, qui se compose de :

— la mise en œuvre des programmes d'exploitation acceptés dans la programmation des échanges d'énergie;

— l'assurance permanente de la sécurité, de la fiabilité et de l'exploitation efficace du réseau de transport;

— la coordination et l'exécution ou la délégation de l'exécution des opérations dans le réseau de transport nécessaires en cas de travaux sur les installations;

d) la collecte et le traitement, par le système de traitement du gestionnaire du réseau, des mesures et des comptages, comprenant la gestion des équipements et des procédés de mesure et de comptage, de même que l'acquisition, la validation et le traitement des données de mesure et de comptage;

e) le contrôle de la qualité de l'approvisionnement et de la stabilité du réseau de transport, comprenant :

la collecte des données concernant la qualité de l'approvisionnement et la stabilité du réseau de transport;

le suivi de la qualité de l'approvisionnement et de la stabilité du réseau de transport;

14° "services auxiliaires" : l'ensemble des services suivants :

a) le réglage primaire de la fréquence;

b) le réglage secondaire de l'équilibre de la zone de réglage belge;

c) le service de black-start;

d) la compensation des déséquilibres quart-horaires;

e) la réserve tertiaire;

f) le réglage de la tension et de la puissance réactive;

g) la gestion des congestions;

15° "réglage primaire de la fréquence" : l'ensemble des services suivants :

a) la mise en œuvre, conformément au règlement technique visé à l'article 11 de la loi, au sein de la zone de réglage belge, d'une réserve apte à réagir dans les trente secondes maximum aux variations de fréquence en ajustant à la hausse ou à la baisse la puissance injectée et/ou prélevée;

b) l'activation automatique de ce réglage en cas de variations de fréquence;

16° "réglage secondaire de l'équilibre de la zone de réglage belge" : l'ensemble des services suivants :

a) la mise en œuvre d'un réglage, conformément au règlement technique visé à l'article 11 de la loi, permettant d'adapter dans les cinq minutes la production et/ou la consommation de la zone de réglage belge afin de pouvoir maintenir les échanges d'énergie avec les autres zones à leur niveau programmé;

b) l'activation automatique de ce réglage;

17° "service de black-start" : le service qui, conformément au règlement technique visé à l'article 11 de la loi, assure la disponibilité des moyens de production aptes à démarrer et à délivrer la puissance active sans disposer d'énergie provenant du réseau de transport, afin de permettre le redémarrage du système après un effondrement de celui-ci;

18° "compensation des déséquilibres quart-horaires" : le service qui, conformément au règlement technique visé à l'article 11 de la loi, compense les déséquilibres résiduels sur une base quart-horaire par responsable d'accès, à savoir les différences sur une base quart-horaire entre les injections et les prélèvements du responsable d'accès concerné;

19° "réserve tertiaire" : l'ensemble des services suivants :

a) la constitution d'une réserve, composée de la réserve rapide et de la réserve froide conformément au règlement technique visé à l'article 11 de la loi, destinée à compenser le plus grand déséquilibre de puissance susceptible de survenir à la suite d'un incident;

b) l'activation automatique ou manuelle de la réserve rapide dans les quinze minutes suivant un incident;

c) l'activation de la réserve froide dans les huit heures suivant un incident;

c) het besturen van het transmissienet en het bewaken van de energie-uitwisselingen, hoofdzakelijk gericht op de exploitatie in reële tijd van het transmissienet die bestaat uit :

— het uitvoeren van de exploitatieprogramma's die aanvaard zijn bij de programmering van de energie-uitwisselingen;

— het permanent verzekeren van de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiënte exploitatie van het transmissienet;

— het coördineren en het uitvoeren of laten uitvoeren van de handelingen in het transmissienet die noodzakelijk zijn bij werken aan de installaties;

d) het verzamelen door het verwerkingssysteem van de netbeheerder en de behandeling van de metingen en tellingen, wat het beheer van de uitrustingen en procédés meting en telling omvat, alsook het verwerven, valideren en behandelen van de meet- en telgegevens;

e) de controle op de kwaliteit van de bevoorrading en op de stabiliteit van het transmissienet, die bestaat uit :

het verzamelen van de gegevens betreffende de kwaliteit van de bevoorrading en betreffende de stabiliteit van het transmissienet;

het opvolgen van de kwaliteit van de bevoorrading en van de stabiliteit van het transmissienet;

14° "ondersteunende diensten" : het geheel van de volgende diensten :

a) de primaire regeling van de frequentie;

b) de secundaire regeling van de evenwicht in de Belgische regelzone;

c) de black-start-dienst;

d) de compensatie van de kwartuurevenwichten;

e) de tertiaire-reserve;

f) de regeling van de spanning en van het reactief vermogen;

g) het congestiebeheer;

15° "primaire regeling van de frequentie" : het geheel van de volgende diensten :

a) het inrichten, overeenkomstig het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet, binnen de Belgische regelzone van een aangepaste reserve om binnen maximum dertig seconden te reageren op de frequentievariëaties door het geïnjecteerde en/of afgenomen vermogen, naar boven of naar beneden, aan te passen;

b) de automatische activering van deze regeling ingeval van frequentievariëaties;

16° "secundaire regeling van de evenwicht in de Belgische regelzone" : het geheel van de volgende diensten :

a) het inrichten van een regeling, overeenkomstig het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet, waarmee de productie en/of het verbruik in de Belgische regelzone binnen vijf minuten kunnen aangepast worden om de energie-uitwisselingen met de andere zones op hun geprogrammeerd peil te behouden;

b) de automatische activering van deze regeling;

17° "black-start-dienst" : de dienst die, overeenkomstig het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet, de beschikbaarheid van productiemiddelen verzekert die kunnen opstarten en actief vermogen kunnen leveren zonder over energie te beschikken vanuit het transmissienet, teneinde het heropstarten van het systeem na een ineenstorting ervan mogelijk te maken;

18° "compensatie van de kwartuurevenwichten" : de dienst die, overeenkomstig het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet, per toegangsverantwoordelijke de residuele onevenwichten op kwartuurbasis, namelijk de verschillen op kwartuurbasis tussen de injecties en afnames van de betrokken toegangsverantwoordelijke, compenseert;

19° "tertiaire-reserve" : het geheel van de volgende diensten :

a) het voorzien in een reserve, bestaande uit snelle reserve en koude reserve overeenkomstig het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet, bestemd om het grootste vermogensonevenwicht te compenseren dat na een incident kan voorkomen;

b) de automatische of manuele activering van de snelle reserve binnen vijftien minuten na een incident;

c) de activering van de koude reserve binnen de acht uren na een incident.

20° "réglage de la tension et de la puissance réactive" : le service qui consiste à maintenir la tension aux différents points du réseau de transport au sein d'une marge prédéterminée, conformément au règlement technique visé à l'article 11 de la loi;

21° "gestion des congestions" : le service qui consiste à identifier et à mettre en oeuvre les actions palliatives visant à éviter, lors de l'exploitation du réseau de transport, les situations de la zone de réglage belge dans lesquelles la fiabilité et/ou la qualité de l'approvisionnement des utilisateurs du réseau s'écartent des limites définies par le règlement technique visé à l'article 11 de la loi;

22° "raccordement d'un utilisateur du réseau" : l'ensemble des équipements permettant de raccorder les installations de l'utilisateur du réseau au réseau de transport et consistant au moins en une travée de raccordement.

#### CHAPITRE 2. — Structure tarifaire générale

**Art. 2.** La structure tarifaire distingue quatre tarifs :

1° les tarifs de raccordement au réseau de transport, visés à l'article 3 du présent arrêté;

2° les tarifs d'utilisation du réseau de transport, visés à l'article 4 du présent arrêté;

3° les tarifs des services auxiliaires, visés à l'article 5 du présent arrêté;

4° les tarifs des impôts, prélèvements, surcharges et contributions, visés à l'article 6 du présent arrêté.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Les tarifs de raccordement au réseau comprennent :

1° le tarif à application unique lié à l'étude d'orientation en vue d'un nouveau raccordement ou en vue de l'adaptation d'un raccordement existant;

2° le tarif à application unique lié à l'étude de détail en vue de nouveaux équipements de raccordement ou en vue de l'adaptation d'équipements de raccordement existants;

3° le tarif périodique lié au droit d'utilisation d'une travée de raccordement par un utilisateur du réseau;

4° le tarif périodique lié au droit d'utilisation d'un utilisateur du réseau d'un raccordement aérien ou souterrain et à l'éventuel équipement nécessaire à cet effet;

5° le tarif périodique lié au droit d'utilisation d'un utilisateur du réseau des équipements nécessaires à la transformation ou à la compensation de l'énergie réactive ou au filtrage de l'onde de tension;

6° le tarif périodique lié au droit d'utilisation d'un utilisateur du réseau des équipements de protection complémentaires, des équipements complémentaires pour les signalisations d'alarmes, les mesures et les comptages, des équipements complémentaires pour les téléactionset/ou télécommandes centralisées.

§ 2. Le tarif visé au § 1<sup>er</sup>, 1°, est fonction de la tension d'exploitation, de la puissance et de la destination (injection ou prélèvement) du raccordement.

Le tarif visé au § 1<sup>er</sup>, 2°, est fonction de paramètres technologiques définis dans le règlement technique visé à l'article 11 de la loi.

Le tarif visé au § 1<sup>er</sup>, 3°, est fonction de la tension d'exploitation, de la puissance nominale, de la puissance de court-circuit, du type de sous-station et des paramètres technologiques définis dans le règlement technique visé à l'article 11 de la loi.

Le tarif visé au § 1<sup>er</sup>, 4°, est fonction de la tension d'exploitation, de la longueur, de la puissance nominale et des paramètres technologiques définis au règlement technique visé à l'article 11 de la loi.

Le tarif visé au § 1<sup>er</sup>, 5°, est fonction des tensions d'exploitation, de la puissance, des circonstances de l'exploitation et de paramètres technologiques définis dans le règlement technique visé à l'article 11 de la loi.

Le tarif visé au § 1<sup>er</sup>, 6°, est fonction des paramètres technologiques définis dans le règlement technique visé à l'article 11 de la loi.

§ 3. Les tarifs visés au § 1<sup>er</sup>, 3° à 6°, contiennent un coefficient de multiplication ou de réduction qui est fonction de la complexité du circuit de raccordement.

Des coefficients de réduction sont appliqués aux tarifs visés au § 1<sup>er</sup>, 3° à 6°, au cas où plusieurs utilisateurs du réseau utilisent conjointement les mêmes équipements de raccordement.

20° "regeling van de spanning en van het reactief vermogen" : de dienst die erin bestaat, overeenkomstig het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet, de spanning in de verschillende punten van het transmissienet binnen een vooraf bepaalde marge te behouden;

21° "congestiebeheer" : de dienst die erin bestaat de palliatieve acties te identificeren en te ondernemen die bij de exploitatie van het transmissienet beogen de situaties voor de Belgische regelzone te voorkomen waarin de betrouwbaarheid en/of de kwaliteit van de bevoorrading van de netgebruikers afwijken van de limieten bepaald in het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet;

22° "aansluiting van een netgebruiker" : het geheel van de uitrustingen dat toelaat om de installaties van de netgebruiker met het transmissienet te verbinden en dat tenminste uit een aansluitingsveld bestaat.

#### HOOFDSTUK 2. — Algemene tariefstructuur

**Art. 2.** De tariefstructuur onderscheidt vier tarieven :

1° de tarieven voor de aansluiting op het transmissienet, bedoeld in artikel 3 van dit besluit;

2° de tarieven voor het gebruik van het transmissienet, bedoeld in artikel 4 van dit besluit;

3° de tarieven voor de ondersteunende diensten, bedoeld in artikel 5 van dit besluit;

4° de tarieven voor de belastingen, heffingen, toeslagen en bijdragen, bedoeld in artikel 6 van dit besluit.

**Art. 3.** § 1. De tarieven voor aansluiting op het transmissienet omvatten :

1° het eenmalige tarief met betrekking tot de oriëntatiestudie voor een nieuwe aansluiting of voor de aanpassing van een bestaande aansluiting;

2° het eenmalige tarief met betrekking tot de detailstudie voor nieuwe aansluitingsuitrustingen of voor de aanpassing van bestaande aansluitingsuitrustingen;

3° het periodieke tarief met betrekking tot het gebruiksrecht voor een netgebruiker van een aansluitingsveld;

4° het periodieke tarief met betrekking tot het gebruiksrecht voor een netgebruiker van een boven- of ondergrondse aansluitingsverbinding en de eventuele benodigdheden hiervoor;

5° het periodieke tarief met betrekking tot het gebruiksrecht voor een netgebruiker van uitrustingen voor transformatie of voor het compenseren van reactieve energie of voor het filteren van de spanning; en

6° het periodieke tarief met betrekking tot het gebruiksrecht voor een netgebruiker van bijkomende beveiligingsuitrustingen, bijkomende uitrustingen voor alarmsignalisaties, metingen en tellingen, bijkomende uitrustingen voor gecentraliseerde tele-acties en/of telebedieningen.

§ 2. Het tarief bedoeld in § 1, 1°, is functie van de exploitatiespanning, het vermogen en de bestemming (injectie of afname) van de aansluiting.

Het tarief bedoeld in § 1, 2°, is functie van de technologische parameters gedefinieerd in het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet.

Het tarief bedoeld in § 1, 3°, is functie van de exploitatiespanning, het nominale vermogen, het kortsluitvermogen, het type van het onderstation en de technologische parameters gedefinieerd in het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet.

Het tarief bedoeld in § 1, 4°, is functie van de exploitatiespanning, de lengte, het nominale vermogen en de technologische parameters gedefinieerd in het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet.

Het tarief bedoeld in § 1, 5°, is functie van de exploitatiespanningen, het vermogen, de exploitatieomstandigheden en de technologische parameters gedefinieerd in het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet.

Het tarief bedoeld in § 1, 6°, is functie van de technologische parameters gedefinieerd in het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet.

§ 3. De tarieven bedoeld in § 1, 3° tot 6°, bevatten een vermenigvuldigings- of reductiecoëfficiënt die functie is van de complexiteit van het aansluitingscircuit.

Op de tarieven bedoeld § 1, 3° tot 6°, worden reductiecoëfficiënten toegepast indien meerdere netgebruikers gezamenlijk gebruikmaken van dezelfde aansluitingsuitrustingen.

§ 4. En ce qui concerne les unités de production d'électricité utilisant des énergies renouvelables de prédictibilité limitée, les tarifs visés au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup>, contiennent un coefficient de réduction permettant de refléter les caractéristiques du parc total de ces unités regroupées par type d'énergie.

§ 5. En ce qui concerne les unités d'autoproduction d'électricité, les tarifs visés au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup>, contiennent un coefficient de réduction qui est fonction inverse de la puissance installée par site de production.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Les tarifs d'utilisation du réseau de transport comprennent :

- 1° le tarif des frais de dossier;
- 2° les tarifs de la puissance souscrite et la puissance complémentaire;
- 3° le tarif de la gestion du système.

§ 2. Le tarif visé au § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, rémunère les frais de dossier administratifs résultant de la conclusion d'un nouveau contrat d'accès ou d'un avenant à un contrat d'accès en cours.

Ce tarif est fonction de la durée et de la puissance souscrite.

§ 3. Les tarifs visés au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, rémunèrent les études de réseau, une partie des frais généraux de gestion, les amortissements, les frais de financement et les frais d'entretien.

Le tarif pour la puissance souscrite est fonction de la puissance souscrite par l'utilisateur du réseau, de la formule de souscription et de la période tarifaire demandées par l'utilisateur du réseau et du niveau de tension. Ce tarif comprend un coefficient de multiplication ou de réduction qui est fonction des critères de fiabilité du réseau de transport (standard, renforcé, limité, autre) et de la présence d'une production locale pouvant faire appel au réseau de transport pour le transport d'électricité pour réserve de secours de production.

Le tarif pour la puissance complémentaire est fonction de l'amplitude, de la période tarifaire, du niveau de tension et du caractère récurrent de la puissance complémentaire constatée en un point du réseau de transport.

§ 4. Le tarif visé au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, rémunère la gestion du système et le financement des actifs pour la gestion du système.

Ce tarif est fonction de l'énergie active injectée ou prélevée sur une base quart-horaire par un utilisateur du réseau ou de l'énergie transitant sur le réseau de transport.

Ce tarif peut comporter un tarif complémentaire pour le non-respect d'un programme accepté d'injection ou de prélèvement, lequel est fonction de la destination (injection ou prélèvement), de l'amplitude et du caractère récurrent de l'écart entre l'injection ou le prélèvement constaté et le programme accepté. Un tarif spécial est appliqué à la place de ce tarif complémentaire lorsque l'injection ou le prélèvement en question participe à la levée des congestions.

§ 5. En ce qui concerne les unités de production d'électricité utilisant des énergies renouvelables de prédictibilité limitée, les tarifs visés au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, contiennent un coefficient de réduction permettant de refléter les caractéristiques du parc total de ces unités regroupées par type d'énergie.

§ 6. En ce qui concerne les unités d'autoproduction d'électricité, les tarifs visés au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, contiennent un coefficient de réduction qui est fonction inverse de la puissance installée par site de production.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Les tarifs des services auxiliaires comportent :

- 1° le tarif du réglage primaire de la fréquence, du réglage de l'équilibre secondaire au sein de la zone de réglage belge et du service de black-start;
- 2° le tarif de la compensation du déséquilibre quart-horaire;
- 3° le tarif de la réserve tertiaire;
- 4° le tarif du réglage de la tension et de la puissance réactive;
- 5° le tarif de la gestion des congestions.

§ 2. Le tarif visé au § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, rémunère le service pour le réglage primaire de la fréquence, pour le réglage de l'équilibre secondaire de la zone de réglage belge et pour le black-start.

Ce tarif est fonction de l'énergie active injectée ou prélevée sur une base quart-horaire par un utilisateur du réseau.

§ 3. Le tarif visé au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, rémunère le service de compensation du déséquilibre entre l'injection et le prélèvement sur une base quart-horaire.

§ 4. Tarieven bedoeld in § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup> met betrekking tot productie-eenheden, gebaseerd op hernieuwbare energie met beperktevoorspelbaarheid, bevatten een reductiecoëfficiënt die toelaat om de karakteristieken van het totale park op het nationale territorium, gebaseerd op deze bronnen, te weerspiegelen.

§ 5. Voor wat de eenheden van zelfopwekking van elektriciteit betreft bevatten de tarieven bedoeld in § 1, 3<sup>o</sup> tot 6<sup>o</sup> een reductiecoëfficiënt die omgekeerd afhankelijk is van het vermogen per productiesite.

**Art. 4.** § 1. De tarieven voor het gebruik van het transmissienet omvatten :

- 1° het tarief voor de dossierkosten;
- 2° de tarieven voor het onderschreven vermogen en het bijkomend vermogen;
- 3° het tarief voor het systeembeheer.

§ 2. Het tarief bedoeld in § 1, 1<sup>o</sup>, vergoedt de administratieve dossierskosten naar aanleiding van het afsluiten van een nieuw toegangscontract of van een bijvoegsel aan een lopend toegangscontract.

Dit tarief is functie van de duur en het onderschreven vermogen.

§ 3. De tarieven bedoeld in § 1, 2<sup>o</sup>, vergoeden de netstudies, een deel van de algemene beheerskosten, de afschrijvingen, de financieringskosten en de onderhoudskosten.

Het tarief voor het onderschreven vermogen is functie van het door de netgebruiker onderschreven vermogen, de door de netgebruiker gevraagde onderschrijvingsformule en tariefperiode en het spanningsniveau. Dit tarief bevat een vermenigvuldigings- of reductiecoëfficiënt die functie is van de betrouwbaarheidscriteria van het transmissienet (standaard, versterkt, beperkt, andere) en van de aanwezigheid van lokale productie om aanspraak te kunnen maken op het transmissienet voor het transport van elektriciteit voor de noodreserve van de productie.

Het tarief voor het bijkomend vermogen is functie van de grootte, de tariefperiode, het spanningsniveau en het recurrenente karakter van het vastgestelde bijkomend vermogen in een punt van het transmissienet.

§ 4. Het tarief bedoeld in § 1, 3<sup>o</sup>, vergoedt het systeembeheer en de financiering van de activa voor het systeembeheer.

Dit tarief is functie van de actieve energie geïnjecteerd of afgenomen op kwartuurbasis door een netgebruiker of van de transiterende energie in het transmissienet.

Dit tarief kan een bijkomend tarief voor het niet-respecteren van een aanvaard injectie- of afnameprogramma omvatten, welk functie is van de bestemming (injectie of afname) en van de grootte en het recurrenente karakter van het verschil tussen de vastgestelde injectie of afname en het aanvaard programma. In plaats van dit bijkomend tarief is een speciaal tarief van toepassing wanneer de betrokken injectie of afname deelneemt aan het opheffen van de congesties.

§ 5. Tarieven bedoeld in § 1, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup> met betrekking tot productie-eenheden, gebaseerd op hernieuwbare energie met beperktevoorspelbaarheid, bevatten een reductiecoëfficiënt die toelaat om de karakteristieken van het totale park op het nationale territorium, gebaseerd op deze bronnen, te weerspiegelen.

§ 6. Voor wat de eenheden van zelfopwekking van elektriciteit betreft bevatten de tarieven bedoeld in § 1, 2<sup>o</sup> een reductiecoëfficiënt die omgekeerd afhankelijk is van het vermogen per productiesite.

**Art. 5.** § 1. De tarieven voor de ondersteunende diensten omvatten :

- 1° het tarief voor de primaire regeling van de frequentie, voor de secundaire regeling van de evenwicht in de Belgische regelzone en voor de black-start-dienst;
- 2° het tarief voor de compensatie van het kwartuurnevenwicht;
- 3° het tarief voor de tertiaire-reserve;
- 4° het tarief voor de regeling van de spanning en van het reactief vermogen;
- 5° het tarief voor het congestiebeheer.

§ 2. Het tarief bedoeld in § 1, 1<sup>o</sup>, vergoedt de dienst voor de primaire regeling van de frequentie, voor de secundaire regeling van de evenwicht in de Belgische regelzone en voor de black-start.

Dit tarief is functie van de actieve energie geïnjecteerd of afgenomen op kwartuurbasis door een netgebruiker.

§ 3. Het tarief bedoeld in § 1, 2<sup>o</sup>, vergoedt de dienst van de compensatie van het onevenwicht tussen injectie en afname op kwartuurbasis.

Ce tarif est fonction des déséquilibres quart-horaires du responsable d'accès concerné où il est tenu compte du caractère récurrent des déséquilibres constatés et de leur amplitude individuelle.

Ce tarif est décomposé en période tarifaires.

Il est adapté mensuellement en fonction des prix d'achat de l'énergie destinée à la compensation du déséquilibre quart-horaire.

§ 4. Le tarif visé au § 1<sup>er</sup>, 3°, rémunère le service de la réserve-tertiaire.

Ce tarif est fonction de :

1° la réserve de la puissance active pour chaque responsable d'accès, tel que déterminé dans le règlement technique visé à l'article 11 de la loi;

2° l'énergie active demandée par le responsable d'accès.

Ce tarif est décomposé en périodes tarifaires.

Il est adapté mensuellement en fonction des prix d'achat de l'énergie destinée à la réserve-tertiaire.

§ 5. Les tarifs visés au § 1<sup>er</sup>, 4°, rémunèrent le service de réglage de la tension et de la puissance réactive.

Le tarif du droit à un prélèvement forfaitaire d'énergie réactive est fonction de l'énergie active injectée ou prélevée par un utilisateur du réseau sur une base quart-horaire.

Le tarif du dépassement de l'énergie réactive par rapport au forfait est fonction du dépassement de l'énergie réactive sur une base quart-horaire.

§ 6. Le tarif visé au § 1<sup>er</sup>, 5°, rémunère le service de gestion des congestions.

Ce tarif est fonction de l'énergie active injectée ou prélevée par un utilisateur du réseau sur une base quart-horaire.

Ce tarif est décomposé en périodes tarifaires.

§ 7. En ce qui concerne les unités de production d'électricité utilisant des énergies renouvelables de prédictibilité limitée, les tarifs visés au § 1<sup>er</sup>, 1° à 4°, contiennent un coefficient de réduction permettant de refléter les caractéristiques du parc total de ces unités regroupées par type d'énergie.

§ 8. En ce qui concerne les unités d'autoproduction d'électricité, les tarifs visés au § 1<sup>er</sup>, 3° et 4°, contiennent un coefficient de réduction qui est fonction inverse de la puissance installée par site de production.

**Art. 6.** Les tarifs des impôts, prélèvements, surcharges et contributions comprennent :

1° les surcharges ou les prélèvements en vue du financement des obligations de service public, notamment celles visées aux articles 7 et 21, premier alinéa, 3° de la loi;

2° les surcharges en vue de la couverture des frais de fonctionnement de la commission, visés à l'article 25, § 3, premier alinéa, de la loi;

3° les contributions en vue de la couverture des coûts échoués visés à l'article 12, § 2, 5°, d), de la loi;

4° les impôts locaux, provinciaux, régionaux ou fédéraux restants dus par le gestionnaire du réseau.

**Art. 7.** Les tarifs sont déterminés par groupe de clients, par formule de souscription et par exercice.

### CHAPITRE 3

#### *Procédure de soumission et d'approbation des tarifs*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le gestionnaire du réseau doit introduire son budget, comportant la proposition tarifaire pour l'exercice suivant, auprès de la commission le 30 septembre de chaque année au plus tard.

Le budget comportant la proposition tarifaire est transmis par porteur avec accusé de réception à la commission.

§ 2. Dans les quinze jours calendrier suivant la réception du budget comportant la proposition tarifaire, la commission confirme au gestionnaire du réseau, par lettre par porteur avec accusé de réception, que le dossier est complet ou elle lui fait parvenir une liste des informations complémentaires qu'il devra fournir.

Dans les quinze jours calendrier suivant la réception de la lettre ou du fax mentionné au précédent alinéa dans lequel des informations complémentaires lui sont demandées, le gestionnaire du réseau transmet ces informations à la commission, par lettre par porteur avec accusé de réception.

Dit tarief is functie van de kwartuurevenwichten van de betrokken toegangsverantwoordelijke, waarbij rekening gehouden wordt met het recurrente karakter van de vastgestelde onevenwichten en met hun individuele grootte.

Dit tarief wordt opsplitst in tariefperioden.

Het wordt maandelijks aangepast in functie van de aankooprijzen van de energie bestemd voor de compensatie van het kwartuurevenwicht.

§ 4. Het tarief bedoeld in § 1, 3°, vergoedt de dienst van de tertiaire-reserve.

Dit tarief is functie van :

1° de reserve van actief vermogen voor iedere toegangsverantwoordelijke zoals bepaald in het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet;

2° de opgevraagde actieve energie door de toegangsverantwoordelijke.

Dit tarief wordt opsplitst in tariefperioden.

Het wordt maandelijks aangepast in functie van de aankooprijzen van de energie bestemd voor de tertiaire-reserve.

§ 5. De tarieven bedoeld in § 1, 4°, vergoeden de dienst van de regeling van de spanning en van het reactief vermogen.

Het tarief voor het recht op een forfaitaire afname van reactieve energie is functie van de actieve energie geïnjecteerd of afgenomen op kwartuurbasis door een netgebruiker.

Het tarief voor de overschrijding van reactieve energie ten opzichte van het forfait is functie van de overschrijding van de reactieve energie op kwartuurbasis.

§ 6. Het tarief bedoeld in § 1, 5°, vergoedt de dienst van het congestiebeheer.

Dit tarief is functie van de actieve energie geïnjecteerd of afgenomen op kwartuurbasis door een netgebruiker.

Dit tarief wordt opsplitst in tariefperioden.

§ 7. Tarieven bedoeld in § 1<sup>er</sup>, 1° tot 4° met betrekking tot productie-eenheden, gebaseerd op hernieuwbare energie met beperktevoorspelbaarheid, bevatten een reductiecoëfficiënt die toelaat om de karakteristieken van het totale park op het nationale territorium, gebaseerd op deze bronnen, te weerspiegelen.

§ 8. Voor wat de eenheden van zelfopwekking van elektriciteit betreft bevatten de tarieven bedoeld in § 1, 3° en 4° een reductiecoëfficiënt die omgekeerd afhankelijk is van het vermogen per productiesite.

**Art. 6.** De tarieven voor de belastingen, heffingen, toeslagen en bijdragen omvatten :

1° de toeslagen of heffingen ter financiering van de openbare dienstverplichtingen, inzonderheid bedoeld in de artikelen 7 en 21, eerste lid, 3° van de wet;

2° de toeslagen ter dekking van de werkingskosten van de commissie, bedoeld in artikel 25, § 3, eerste lid, van de wet;

3° de bijdragen ter dekking van verloren kosten, bedoeld in artikel 12, § 2, 5°, d), van de wet;

4° de overige lokale, provinciale, gewestelijke of federale belastingen die door de netbeheerder verschuldigd zijn.

**Art. 7.** De tarieven worden bepaald per klantengroep, per onderschrijvingsformule en per exploitatiejaar.

### HOOFDSTUK 3

#### *Procedure voor de voorlegging en de goedkeuring van de tarieven*

**Art. 8.** § 1. Uiterlijk op 30 september van elk jaar dient de netbeheerder zijn budget met tariefvoorstel voor het volgende exploitatiejaar in bij de commissie.

Het budget met tariefvoorstel wordt per drager en tegen ontvangstbewijs overhandigd aan de commissie.

§ 2. Binnen de vijftien kalenderdagen na ontvangst van het budget met tariefvoorstel bevestigt de commissie aan de netbeheerder per brief of per drager met ontvangstbericht de volledigheid van het dossier of bezorgt zij hem een lijst van inlichtingen die hij bijkomend moet verstrekken.

Binnen de vijftien kalenderdagen na ontvangst van de brief of telefax bedoeld in het vorige lid en waarin hem om bijkomende inlichtingen verzocht werd, verstrekt de netbeheerder aan de commissie deze inlichtingen per drager en tegen ontvangstbewijs.



§ 3. Dans les trente jours calendrier suivant la réception du budget comportant la proposition tarifaire ou, le cas échéant, suivant la réception des informations complémentaires, la commission informe le gestionnaire du réseau, par lettre par porteur avec accusé de réception, de sa décision d'approuver ou de refuser le budget comportant la proposition tarifaire.

Dans sa décision de refus, la commission mentionne les points du budget comportant la proposition tarifaire que le gestionnaire du réseau devra adapter pour obtenir l'approbation de la commission.

§ 4. Si la commission refuse le budget comportant la proposition tarifaire du gestionnaire du réseau, le gestionnaire du réseau doit introduire son budget adapté comportant la proposition tarifaire dans les quinze jours calendrier suivant la réception de la décision de refus, conformément à la procédure visée au § 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa, du présent article.

La commission entend le gestionnaire du réseau dans le délai visé au premier alinéa lorsque celui-ci le demande.

Dans les quinze jours calendrier suivant la réception du budget et de la proposition tarifaire adaptés, la commission informe le gestionnaire du réseau, par lettre recommandée de la poste, de sa décision d'approuver ou de refuser le budget adapté comportant la proposition tarifaire adaptés.

**Art. 9.** La commission peut approuver, pour une période de trois mois renouvelable, des tarifs provisoires que le gestionnaire du réseau devra adapter si le gestionnaire du réseau ne respecte pas ses engagements dans les délais qui lui sont imposés à l'article 8, si la commission a décidé de refuser le budget ou le budget adapté et leurs propositions tarifaires respectives.

Le premier alinéa est également d'application lorsque le gestionnaire du réseau ne soumet pas son plan comptable à la commission dans le délai qui lui est imposé par l'article 21 du présent arrêté ou lorsque la commission refuse d'approuver ce plan comptable.

#### CHAPITRE 4. — *Publication des tarifs*

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. La commission fait publier sa décision d'approbation du budget comportant la proposition tarifaire visée à l'article 8 du présent arrêté pour l'exercice à venir au plus tard dans la dernière édition du *Moniteur belge* et du *Journal officiel des Communautés européennes* de l'année en cours, de même que par voie électronique, et ce dans les plus brefs délais.

§ 2. La commission publie dans les plus brefs délais sa décision visée à l'article 9 du présent arrêté au *Moniteur belge* et au *Journal officiel des Communautés européennes*, de même que par voie électronique.

§ 3. Le gestionnaire du réseau communique dans les plus brefs délais aux utilisateurs du réseau les tarifs approuvés par la commission de la manière qu'il juge appropriée, et les met à la disposition de toutes les personnes qui lui en font la demande. Il les communique également dans les plus brefs délais par voie électronique.

**Art. 11.** Le 31 mars de chaque année au plus tard, la commission soumet au ministre un rapport sur les tarifs appliqués durant l'exercice précédent, visés à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, de la loi. Le ministre transmet ce dossier aux Chambres législatives fédérales, aux gouvernements de région et au comité de contrôle. Il veille à ce que le rapport soit publié de manière adéquate.

La commission transmet également ce rapport au gestionnaire du réseau par lettre recommandée de la poste.

#### CHAPITRE 5. — *Rapports et informations que le gestionnaire du réseau doit fournir à la commission en vue du contrôle des tarifs par la commission*

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Le 14 février, le 15 mai, le 15 août et le 15 novembre de chaque année au plus tard, le gestionnaire du réseau transmet un rapport trimestriel à la commission concernant les résultats d'exploitation du réseau de transport au cours du trimestre précédent.

Chaque rapport trimestriel comporte :

1° une copie des comptes rendus des réunions des comités d'audit internes et externes et du comité de gouvernement d'entreprise du trimestre précédent;

2° une balance de vérification et une balance par soldes du trimestre précédent.

§ 2. Le rapport trimestriel des 15 août et 15 novembre de chaque année comporte également les rapports cumulés des trimestres précédents de l'exercice en cours.

§ 3. Binnen de dertig kalenderdagen na ontvangst van het budget met tariefvoorstel of, in voorkomend geval, na ontvangst van de bijkomende inlichtingen brengt de commissie de netbeheerder bij een brief per drager met ontvangstbewijs op de hoogte van haar beslissing tot goedkeuring of afwijzing van het budget met tariefvoorstel.

In haar beslissing tot afwijzing geeft de commissie aan op welke punten de netbeheerder het budget met tariefvoorstel moet aanpassen om een goedkeurende beslissing van de commissie te verkrijgen.

§ 4. Indien de commissie het budget met tariefvoorstel van de netbeheerder afwijst, dient de netbeheerder binnen de vijftien kalenderdagen na ontvangst van de beslissing tot afwijzing zijn aangepast budget met tariefvoorstel in bij de commissie volgens de procedure bedoeld in § 1, tweede lid, van dit artikel.

Binnen de termijn bedoeld in het eerste lid hoort de commissie de netbeheerder indien deze erom verzoekt.

Binnen de vijftien kalenderdagen na ontvangst van het aangepaste budget en tariefvoorstel brengt de commissie de netbeheerder bij een ter post aangetekend schrijven op de hoogte van haar beslissing tot goedkeuring of afwijzing van het aangepaste budget met tariefvoorstel.

**Art. 9.** De commissie kan voor een periode van drie maanden, die hernieuwbaar is, voorlopige tarieven goedkeuren die de netbeheerder dient toe te passen indien de netbeheerder zijn verplichtingen niet nakomt binnen de termijnen die artikel 8 hem oplegt, indien de commissie beslist heeft tot afwijzing van het budget of van het aangepaste budget met respectievelijk bijhorend tariefvoorstel

Het eerste lid is eveneens van toepassing indien de netbeheerder zijn boekhoudplan niet aan de commissie voorlegt binnen de termijn die artikel 21 van dit besluit hem oplegt of indien de commissie weigert dit boekhoudplan goed te keuren.

#### HOOFDSTUK 4. — *Bekendmaking van de tarieven*

**Art. 10.** § 1. De commissie laat haar beslissing tot goedkeuring van het budget met tariefvoorstel bedoeld in artikel 8 van dit besluit voor het komende exploitatiejaar bekendmaken in uiterlijk de laatste editie van het *Belgisch Staatsblad* en van het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen* van het lopende jaar, alsook onverwijld langs elektronische weg.

§ 2. De commissie maakt haar beslissing bedoeld in artikel 9 van dit besluit onverwijld bekend in het *Belgisch Staatsblad* en in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen*, alsook langs elektronische weg.

§ 3. De netbeheerder maakt de tarieven goedgekeurd door de commissie onverwijld aan de netgebruikers bekend op de wijze die hij passend acht, en stelt ze ter beschikking aan iedereen die erom verzoekt. Hij maakt ze eveneens onverwijld bekend langs elektronische weg.

**Art. 11.** Uiterlijk op 31 maart van elk jaar legt de commissie aan de minister een verslag voor over de tarieven bedoeld in artikel 12, § 1, van de wet, die tijdens het voorbije exploitatiejaar toegepast zijn. De minister maakt dit verslag over aan de federale wetgevende Kamers, de gewestregeringen en het controlecomité. Hij ziet erop toe dat het verslag op passende wijze wordt bekendgemaakt.

De commissie maakt dit verslag ook over aan de netbeheerder door een ter post aangetekend schrijven.

#### HOOFDSTUK 5. — *Verslagen en gegevens die de netbeheerder aan de commissie moet verstrekken met het oog op de controle van de tarieven door de commissie*

**Art. 12.** § 1. Op 14 februari, 15 mei, 15 augustus en 15 november van elk jaar maakt de netbeheerder een trimestriële rapportering over aan de commissie over de exploitatieresultaten van het transmissienet gedurende het voorbije trimester.

Elke trimestriële rapportering omvat :

1° een kopij van de verslagen van de vergaderingen van het voorbije trimester van de interne en externe audit-comités en van het corporate governance-comité;

2° een proef- en saldibalans van het voorbije trimester.

§ 2. De trimestriële rapportering op 15 augustus en 15 november van elk jaar omvat eveneens de gecumuleerde rapportering over de reeds voorbije trimesters van het lopende exploitatiejaar.

§ 3. Le rapport trimestriel du 15 août de chaque année comporte également :

- 1° les comptes annuels déposés et approuvés de l'exercice précédent;
- 2° les rapports du conseil d'administration et des commissaires-réviseurs de la dernière assemblée générale;
- 3° le procès-verbal des dernières assemblées générales.

§ 4. Le gestionnaire du réseau transmet à la commission, avec le rapport trimestriel du 14 février de chaque année, un rapport annuel concernant les résultats d'exploitation du réseau de transport de l'exercice précédent.

§ 5. Chaque rapport est transmis à la commission par porteur avec accusé de réception.

§ 6. Dans les trente jours calendrier suivant la réception du rapport, la commission informe le gestionnaire du réseau par lettre recommandée de la poste de ses éventuelles remarques concernant son rapport.

Pour le rapport annuel visé au § 4, le délai visé au premier alinéa est allongé à soixante jours calendrier.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. L'introduction du budget comportant la proposition tarifaire et éventuellement du budget adapté comportant la proposition tarifaire, de même que les rapports visés respectivement aux articles 8 et 12 du présent arrêté, se fait à l'aide du modèle de rapport.

Sur proposition de la commission, le ministre définit le modèle de rapport et les lignes directrices suivant lesquelles le modèle de rapport et ses annexes doivent être complétées et interprétées.

§ 2. Le ministre peut modifier ou compléter, sur proposition de la commission, le modèle de rapport et ses annexes, ainsi les lignes directrices suivant lesquelles le modèle de rapport et ses annexes doivent être complétées et interprétées lorsque la bonne exécution de la loi ou du présent arrêté l'exige.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Le gestionnaire du réseau met les informations suivantes à la disposition de la commission avec le budget comportant la proposition tarifaire visé à l'article 8 du présent arrêté, sous la forme d'annexes motivées :

1° en ce qui concerne les principes appliqués par le gestionnaire du réseau lors de la rédaction de son budget comportant la proposition tarifaire :

- a) l'évolution escomptée du produit national brut;
- b) l'évolution escomptée des kWh injectés et prélevés;
- c) le taux d'inflation escompté;
- d) les adaptations salariales, globalement et par catégorie;
- e) les mutations de personnel escomptées, à savoir les recrutements et les licenciements;
- f) les taux d'intérêt escomptés;
- g) le coût du capital pondéré moyen pour la période à venir;
- h) le taux d'impôt effectif;
- i) les autres données macroéconomiques susceptibles de pouvoir influencer le résultat en termes d'output et de tarifs;

2° en ce qui concerne les investissements prévus :

a) la liste des investissements prévus pour l'exercice suivant :

— comprenant une différenciation entre les investissements de renouvellement des immobilisations corporelles et les investissements d'extension;

— comprenant une différenciation entre les investissements liés à l'acquisition de la propriété de composants du réseau de transport d'une part et les investissements liés à l'acquisition de la jouissance de composants du réseau de transport appartenant à des tiers et pour l'utilisation desquels le gestionnaire du réseau paiera une rémunération d'autre part;

— mentionnant la valeur d'acquisition et l'amortissement annuel ou la redevance d'utilisation qui devra être payée;

b) pour tous les investissements supérieurs à 2 478 935 EUR, y compris les nouvelles parties d'infrastructure devant être mises en service et qui ne figurent pas au bilan, une analyse financière d'investissement et de rendement comportant au moins les données suivantes :

- la description du projet;
- les objectifs du projet;
- le détail des principaux postes de coûts du projet;

§ 3. De trimestriële rapportering op 15 augustus van elk jaar omvat eveneens :

- 1° de goedgekeurde en neergelegde jaarrekening van het voorbije exploitatiejaar;
- 2° de verslagen van de raad van bestuur en van de commissarissen-revisoren aan de laatste algemene vergadering;
- 3° de notulen van de laatste algemene vergaderingen.

§ 4. Tegelijkertijd met de trimestriële rapportering op 14 februari van elk jaar maakt de netbeheerder aan de commissie een jaarlijkse rapportering over de exploitatieresultaten van het transmissienet van het voorbije exploitatiejaar over.

§ 5. Elke rapportering wordt per drager en tegen ontvangstbewijs overhandigd aan de commissie.

§ 6. Binnen de dertig kalenderdagen na ontvangst van de rapportering brengt de commissie de netbeheerder van haar eventuele opmerkingen over zijn rapportering op de hoogte bij een ter post aangetekend schrijven.

Voor de jaarlijkse rapportering bedoeld in § 4 wordt de termijn bedoeld in het eerste lid verhoogd tot zestig kalenderdagen.

**Art. 13.** § 1. De indiening van het budget met tariefvoorstel en eventueel het aangepast budget met tariefvoorstel, alsook van de rapporteringen, bedoeld in respectievelijk de artikelen 8 en 12 van dit besluit, gebeuren aan de hand van het rapporteringsmodel.

Op voorstel van de commissie, bepaalt de minister het rapporteringsmodel en de richtlijnen volgens welke het rapporteringsmodel en zijn bijlagen dienen ingevuld en geïnterpreteerd te worden.

§ 2. De minister kan het rapporteringsmodel en de richtlijnen volgens welke het rapporteringsmodel en zijn bijlagen dienen ingevuld en geïnterpreteerd te worden wijzigen of aanvullen wanneer de goede uitvoering van de wet of/dit besluit het vereisen.

**Art. 14.** § 1. Samen met het budget met tariefvoorstel bedoeld in artikel 8 van dit besluit stelt de netbeheerder de volgende gegevens ter beschikking van de commissie in de vorm van met redenen omklede bijlagen :

1° inzake de uitgangspunten gehanteerd door de netbeheer bij het opstellen van zijn budget met tariefvoorstel :

- a) de verwachte evolutie van het bruto nationaal product;
- b) de verwachte evolutie van de getransporteerde kWh;
- c) de verwachte inflatievoet;
- d) de geplande wedde-aanpassingen, globaal en per categorie;
- e) de verwachte personeelsmutaties, met name de aanwervingen en afvloeiingen;
- f) de verwachte intrestvoeten;
- g) de gewogen gemiddelde kapitaalkost voor de komende periode;
- h) de effectieve belastingvoet;
- i) de andere macro-economische gegevens die het resultaat in termen van output en van tarieven kunnen beïnvloeden;

2° inzake de voorziene investeringen :

a) de lijst van de investeringen voorzien voor het volgende exploitatiejaar :

— met opsplitsing tussen de vervangingsinvesteringen voor vaste activa en de uitbreidingsinvesteringen;

— met opsplitsing tussen de investeringen in de verwerving van het eigendom van bestanddelen van het transmissienet enerzijds, en de investeringen in de verwerving van het genot van bestanddelen van het transmissienet die eigendom zijn van derden en voor het gebruik waarvan de netbeheerder een vergoeding zal betalen anderzijds;

— met opgave van de aanschaffingswaarde en de jaarlijkse afschrijving of van de gebruiksvergoeding die betaald zal moeten worden;

b) voor alle investeringen van meer dan 2 478 935 EUR, met inbegrip van de nieuw in gebruik te nemen infrastructuurdelen die niet op de balans voorkomen, een financiële investerings- en rendementsanalyse, die minstens de volgende gegevens bevat :

- de omschrijving van het project;
- de doelstelling van het project;
- de detaillering van de belangrijkste kostenposten van het project;

— un aperçu des fournisseurs et des entrepreneurs (et sous-traitants) qui collaborent à la réalisation du projet;

— l'évolution dans le temps du projet, mentionnant la durée totale du projet lorsque le projet couvre une durée supérieure à un an;

— l'impact sur les amortissements;

— les améliorations visées au niveau de l'efficacité, notamment l'efficacité énergétique;

— les effets sur l'environnement;

— une analyse financière, à savoir un plan de cash-flow, y compris des besoins de financement pendant la durée de vie du projet et une analyse de rentabilité du projet;

3° en matière d'effectif du personnel :

a) un plan du personnel détaillé comprenant un organigramme pour l'exercice suivant;

b) un aperçu du nombre de membres du personnel en équivalents temps plein par centre de coût, y compris les recrutements et licenciements envisagés;

c) un plan détaillé des formations prévues;

4° une analyse des points forts et des faiblesses, de même que des opportunités et des menaces par rapport aux différentes activités du gestionnaire du réseau impliquant au moins les domaines d'activités suivants :

— la technologie;

— le personnel;

— l'organisation administrative;

— les relations avec la clientèle;

— l'environnement;

— la politique d'achat;

— l'entretien;

— l'exploitation;

— l'utilisation du réseau;

— les goulets d'étranglement au niveau de la capacité;

— les risques de démarrage;

— les flux de transit;

— le déroulement des contrats à long terme;

— la recherche et le développement;

5° un bilan prévisionnel selon le schéma normalisé des comptes annuels pour les trois premières années d'exploitation;

6° un aperçu des actions et des investissements visant spécifiquement une amélioration de l'efficacité et/ou des économies de coût, avec une analyse et un calcul des économies de coût escomptées;

7° les différentes formules de souscription pour lesquelles les utilisateurs du réseau peuvent opter, avec une différenciation des utilisateurs du réseau selon les différentes formules de souscription et une autre différenciation de chaque type d'utilisateur selon les différents groupes de clients;

8° une explication circonstanciée des différents types de charges et produits suivants :

— charges exceptionnelles;

— produits exceptionnels;

— charges pour la recherche et le développement;

— charges des enquêtes réalisées par des tiers;

— charges des investissements en matériel informatique.

§ 2. Les actifs inclus dans le groupe 25 du schéma normalisé des comptes annuels, à savoir les "immobilisations corporelles en location-financement et sur base de droits similaires" sont repris dans le modèle de rapport comme s'il s'agissait de biens propres du gestionnaire du réseau, soit dans la rubrique 22 "terrains et constructions", soit dans la rubrique 23 "installation, machines et outillage", soit dans la rubrique 24 "mobilier et matériel roulant" et dans la rubrique 26 "autres immobilisations corporelles".

**Art. 15.** Pour chaque rapport, rapport cumulé et rapport annuel, le gestionnaire du réseau réalise une analyse des différences entre les données concernant respectivement l'exploitation au cours du trimestre précédent, des trimestres cumulés précédents ou de l'exercice précédent et les données correspondantes du budget.

— een overzicht van de leveranciers en (onder) aannemers die meewerken aan de realisatie van het project;

— het verloop in de tijd van het project, waarbij het volledig tijdsverloop vermeld wordt als het project over meer dan één jaar loopt;

— de impact op de afschrijvingen;

— de beoogde efficiëntieverbeteringen, inzonderheid de energie-efficiëntie;

— de milieu-effecten;

— een financiële analyse, met name een cashflow-planning, met inbegrip van de financieringsbehoeftes tijdens de levensduur van het project en een rentabiliteitsanalyse van het project;

3° inzake het personeelsbestand :

a) een uitgebreid personeelsplan met organigram voor het komende exploitatiejaar;

b) een overzicht van het aantal personeelsleden in voltijdse equivalenten per kostenplaats, met inbegrip van voorgenomen aanwervingen en afvloeiingen;

c) een gedetailleerd plan van de voorziene opleidingen;

4° een analyse van de sterktes en zwaktes, alsook van de opportunititeiten en bedreigingen van de onderscheiden activiteiten van de netbeheerder, waarin minstens volgende bedrijfsdomeinen aan bod komen :

— de technologie;

— het personeel;

— de administratieve organisatie;

— de klantenrelaties;

— het milieu;

— het aankoopbeleid;

— het onderhoud;

— de exploitatie;

— de benutting van het net;

— de capaciteitsknelpunten;

— de opstartrisiko's;

— het transitverkeer;

— het verloop van de lange termijn-contracten;

— het onderzoek en de ontwikkeling;

5° een geprojecteerde balans volgens het genormaliseerd schema van de jaarrekening voor de eerste drie exploitatiejaren;

6° een overzicht van de acties en de investeringen specifiek gericht op efficiëntieverbetering en/of kostenbesparing, met een analyse en berekening van de verhoopte kostenbesparing;

7° de onderscheiden onderschrijvingsformules waarvoor de netgebruikers kunnen opteren, met een uitsplitsing van de netgebruikers over de onderscheiden onderschrijvingsformules en een verdere uitsplitsing van elke soort over de onderscheiden klantengroepen;

8° een omstandige toelichting bij de volgende soorten kosten en opbrengsten :

— uitzonderlijke kosten;

— uitzonderlijke opbrengsten;

— kosten voor onderzoek en ontwikkeling;

— kosten voor studies uitgevoerd door derden;

— kosten voor informatica-investeringen.

§ 2. De activa die vallen in groep 25 van het genormaliseerd schema van de jaarrekening, namelijk de "vaste activa in leasing of op grond van een soortgelijk recht", worden in het rapporteringsmodel opgenomen alsof het om eigen goederen van de netbeheerder zou gaan, hetzij in de rubriek 22 "terreinen en gebouwen", hetzij in de rubriek 23 "installaties, machines en uitrusting", hetzij in de rubriek 24 "meubilair en rollend materieel" en rubriek 26 "overige materiele vaste activa".

**Art. 15.** Bij elke rapportering, gecumuleerde rapportering en jaarlijkse rapportering maakt de netbeheerder een analyse van de verschillen tussen de gegevens betreffende de exploitatie tijdens respectievelijk het voorbije trimester, de voorbije gecumuleerde trimesters of het voorbije exploitatiejaar en van de overeenstemmende gegevens uit het budget.

Pour les écarts supérieurs à 10 % entre les données relatives à l'exploitation et les données correspondantes du budget, le gestionnaire du réseau joint une documentation et une motivation circonstanciées à son analyse.

#### CHAPITRE 6. — Obligations comptables du gestionnaire du réseau

**Art. 16.** Sans préjudice de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels de l'entreprise et de ses arrêtés d'exécution :

1° l'exercice du gestionnaire du réseau correspond à l'année civile;

2° les comptes du gestionnaire du réseau reflètent un traitement totalement différencié des transactions liées aux services et aux activités visés à l'article 8 de la loi et des transactions liées aux autres services et activités visés à l'article 9, § 1<sup>er</sup> de la loi;

3° le gestionnaire du réseau tient une comptabilité analytique permettant une affectation :

a) des charges en fonction des centres de coût, des objets de coût et des groupes de clients, y compris des clients restants;

b) des produits en fonction des objets de coût et des groupes de clients, y compris des clients restants.

**Art. 17.** La comptabilité analytique visée à l'article 16, 3°, du présent arrêté distingue les objets de coût suivants :

1° les coûts de raccordement au réseau de transport, au niveau desquels une distinction est établie entre :

a) les coûts d'étude;

b) les coûts de réalisation et d'entretien du raccordement au réseau de transport;

2° les coûts d'utilisation du réseau de transport, au niveau desquels une distinction est établie entre :

a) les coûts de dossier;

b) les coûts d'étude, de construction et d'entretien de l'infrastructure, suivant un système en cascade, les coûts pour les parties d'infrastructure à un niveau de tension plus élevé étant à la charge des parties d'infrastructure à un niveau de tension moins élevé, dans la mesure où ces dernières utilisent les premières;

c) les coûts de gestion du réseau de transport, au niveau desquels une distinction est établie entre :

— la gestion commerciale des contrats concernant l'accès au réseau de transport et aux services auxiliaires;

— la programmation des échanges d'énergie;

— la gestion du réseau de transport et le suivi des échanges d'énergie;

— l'acquisition et le traitement des mesures et comptages;

— le contrôle de la qualité de l'approvisionnement et de la stabilité du réseau de transport;

3° Les coûts des services auxiliaires au niveau desquels une distinction est établie entre :

a) le réglage primaire de la fréquence;

b) la réglage secondaire de l'équilibre de la zone de réglage belge;

c) le service de black-start;

d) la compensation des déséquilibres quart-horaires;

e) la réserve tertiaire;

f) le réglage de la tension et de la puissance réactive;

g) la gestion des congestions;

4° les impôts, prélèvements, surcharges et contributions pour lesquels une distinction est établie entre :

a) les surcharges ou prélèvements destinés au financement des obligations de service public, notamment ceux visés aux articles 7 et 21, premier alinéa, 3°, de la loi;

b) les surcharges destinées à la couverture des frais de fonctionnement de la commission, visées à l'article 25, § 3, premier alinéa, de la loi;

Voor de verschillen van meer dan 10 % tussen de gegevens betreffende de exploitatie en de overeenstemmende gegevens uit het budget voegt de netbeheerder een uitvoerige documentatie en motivering bij zijn analyse.

#### HOOFDSTUK 6. — Boekhoudkundige verplichtingen van de netbeheerder

**Art. 16.** Onverminderd de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de onderneming en haar uitvoeringsbesluiten :

1° valt het boekjaar van de netbeheerder samen met het kalenderjaar;

2° geven de rekeningen van de netbeheerder een volledig gesplitst verwerking weer van de transacties uit de diensten en activiteiten bedoeld in artikel 8 van de wet en de transacties uit de andere diensten en activiteiten bedoeld in artikel 9, § 1, van de wet;

3° voert de netbeheerder een analytische boekhouding die een toewijzing mogelijk maakt :

a) van de kosten in functie van de kostenplaatsen, de kostenobjecten en de klantengroepen, met inbegrip van de overige klanten;

b) van de opbrengsten in functie van de kostenobjecten en de klantengroepen, met inbegrip van de overige klanten.

**Art. 17.** De analytische boekhouding bedoeld in artikel 16, 3°, van dit besluit onderscheidt de volgende kostenobjecten :

1° de kosten voor de aansluiting op het transmissienet, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen :

a) de studiekosten;

b) de kosten voor de uitvoering en het onderhoud van de aansluiting op het transmissienet;

2° de kosten voor het gebruik van het transmissienet waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen :

a) de dossierkosten;

b) de kosten voor de studie, de aanleg en het onderhoud van de infrastructuur, waarbij volgens een cascadesysteem de kosten van de infrastructuurdelen met de hogere spanningsniveaus ten laste van de infrastructuurdelen met de lagere spanningsniveaus worden gelegd in de mate dat deze laatste gebruik van de eerste maken;

c) de kosten voor het beheer van het transmissienet waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen :

— het commerciële beheer van de contracten betreffende de toegang tot het transmissienet en de ondersteunende diensten;

— de programmering van de energie-uitwisselingen;

— het besturen van het transmissienet en het opvolgen van de energie-uitwisselingen;

— het verwerven en de behandeling van de meters en tellers;

— de controle op de kwaliteit van de bevoorrading en op de stabiliteit van het transmissienet;

3° de kosten voor de ondersteunende diensten waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen :

a) de primaire regeling van de frequentie;

b) de secundaire regeling van de evenwicht in de Belgische regelzone;

c) de black-start-dienst;

d) de compensatie van de kwartuurevenwichten;

e) de tertiaire-reserve;

f) de regeling van de spanning en van het reactief vermogen;

g) het congestiebeheer;

4° de belastingen, heffingen, toeslagen en bijdragen, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen :

a) de toeslagen of heffingen ter financiering van de openbare dienstverplichtingen, inzonderheid bedoeld in de artikelen 7 en 21, eerste lid, 3° van de wet;

b) de toeslagen ter dekking van de werkingskosten van de commissie, bedoeld in artikel 25, § 3, eerste lid, van de wet;

c) les contributions destinées à la couverture des coûts échoués, visés à l'article 12, § 2, 5°, d), de la loi;

d) les impôts sur le revenu;

e) les impôts locaux, provinciaux, régionaux et fédéraux restants;

5° la rémunération des capitaux investis, pour laquelle une distinction est établie entre :

a) les frais de financement en vue d'attirer des fonds de tiers auprès de donneurs de crédit externes;

b) la marge bénéficiaire équitable, visée à l'article 12, § 2, 3°, de la loi, à titre de rémunération des fonds propres.

**Art. 18.** Le gestionnaire du réseau tient sa comptabilité analytique visée à l'article 17, 3°, de manière à pouvoir établir un lien direct entre les charges et produits par objet de coût et par groupe de client, ainsi qu'une analyse de rentabilité.

Sans préjudice du troisième alinéa, il affecte à cet effet tous les coûts par nature aux objets de coût et aux groupes de clients, y compris les clients restants, sur la base des générateurs de coûts et/ou des clés de répartition que le gestionnaire du réseau soumet à l'approbation de la commission avec le budget comprenant la proposition tarifaire visé à l'article 8 du présent arrêté. Le gestionnaire du réseau joint une justification aux générateurs de coûts et aux clés de répartition qu'il propose.

Le gestionnaire affecte les coûts annuels totaux par objet de coût sur les différentes périodes proportionnellement aux prélèvements d'énergie sur ces périodes par rapport au prélèvement annuel total. Les périodes devant être prises en compte sont les périodes été-hiver, heures de pointe-heures creuses, et week-end jours fériés.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Les données nécessaires au calcul des coûts par unité et pouvant être obtenues en dehors de la comptabilité sont documentées et expliquées par le gestionnaire du réseau. Le gestionnaire du réseau démontre la manière dont l'ampleur des données est déterminée, quelles sont les bases d'évaluation et/ou les méthodes de mesure utilisées et suivant quelle méthode et quels principes, tels que la nature des générateurs de coûts et des clés de répartition, l'imputation est effectuée.

§ 2. Le gestionnaire du réseau garde des registres contenant au moins les données non-monétaires suivantes :

1° les éléments permettant le calcul des indicateurs de performance déterminés dans le modèle de rapport;

2° les données relatives au personnel;

3° la quantité d'énergie transportée;

4° la longueur du réseau, la longueur des câbles souterrains, la longueur des lignes aériennes;

5° la surface desservie;

6° le nombre de clients raccordés;

7° le nombre de points de prélèvement par partie d'infrastructure;

8° la pointe maximale de puissance;

9° la composition des formules de souscription et les utilisateurs du réseau par formule de souscription.

Le gestionnaire du réseau compose ces registres de manière à ce que leur intégrité et leur consistance puissent être testées dans le rapport.

§ 3. Le gestionnaire du réseau met les informations devant être obtenues de la part de tiers à la disposition de la commission à la demande de celle-ci.

§ 4. Le gestionnaire du réseau fournit des explications à la commission au sujet de son organisation administrative et des procédures de contrôle interne. Il fournit une description détaillée de sa procédure d'achat et des processus faisant l'objet d'un stockage central et de la gestion des données et des étapes dans la procédure liée à la gestion de l'ordinateur.

c) de bijdragen ter dekking van verloren kosten, bedoeld in artikel 12, § 2, 5°, d), van de wet;

d) de inkomstenbelastingen;

e) de overige lokale, provinciale, gewestelijke en federale belastingen;

5° de vergoeding van de geïnvesteerde kapitalen, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen :

a) de financieringskosten voor het aantrekken van vreemd vermogen bij externe kredietverschaffers;

b) de billijke winstmarge, bedoeld in artikel 12, § 2, 3°, van de wet, ter vergoeding van het eigen vermogen.

**Art. 18.** De netbeheerder voert zijn analytische boekhouding bedoeld in artikel 17, 3°, zodat een rechtstreeks verband kan worden gelegd tussen de kosten en de opbrengsten per kostenobject en per klantengroep en een rentabiliteitsanalyse kan gemaakt worden.

Onverminderd het derde lid, rekent hij daartoe alle kostensoorten toe aan de kostenobjecten en de klantengroepen, met inbegrip van de overige klanten, op basis van de kostenveroorzakers en/of verdeelsleutels die de netbeheerder, samen met het budget met tariefvoorstel bedoeld in artikel 8 van dit besluit, ter goedkeuring van de commissie voorlegt. De netbeheerder voegt een verantwoording bij de kostenveroorzakers en verdeelsleutels die hij voorstelt.

De netbeheerder rekent de totale jaarlijkse kosten per kostenobject over de verschillende periodes toe in verhouding van de afname van energie over deze periodes tot de totale jaarlijkse afname. De in aanmerking te nemen periodes zijn winter-zomer, piekuren-daluren en weekend-weekdagen.

**Art. 19.** § 1. De gegevens die nodig zijn om de kosten per eenheid te berekenen en die buiten de boekhouding om worden verkregen, worden door de netbeheerder gedocumenteerd en toegelicht. De netbeheerder toont aan op welke wijze de omvang van de gegevens is bepaald, welke de gehanteerde waarderinggrondslagen en/of meetmethoden zijn en volgens welke methodiek en beginselen, zoals de aard van de kostenveroorzakers en de verdeelsleutels, de toerekening is gedaan.

§ 2. De netbeheerder houdt registers bij die minstens de volgende niet-monetaire gegevens bevatten :

1° de elementen die de berekening van de performantie-indicatoren bepaald in het rapporteringsmodel mogelijk maken;

2° de personeelsgegevens;

3° de hoeveelheid getransporteerde energie;

4° de netwerklengte, de lengte van de ondergrondse kabels, de lengte van de bovengrondse lijnen;

5° de bediende oppervlakte;

6° het aantal geconnecteerde klanten;

7° het aantal afnamepunten per infrastructuurdeel;

8° de maximale vermogenspiek;

9° de samenstelling van de onderschrijvingsformules en de netgebruikers per onderschrijvingsformule.

De netbeheerder stelt deze registers op zodanige wijze samen dat zij op hun integriteit en consistentie in de rapportering kunnen worden getest.

§ 3. Op vraag van de commissie stelt de netbeheerder de van derden te verkrijgen gegevens te harer beschikking.

§ 4. De netbeheerder verschaft de commissie uitleg over zijn administratieve organisatie en de procedures van interne controle. Hij geeft een gedetailleerde beschrijving van zijn aankoopprocedure en van de processen die het voorwerp zijn van centrale bewaring en beheer van data en processtappen van de procedure bij het beheer van de computer.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Trois mois au plus tard après l'entrée en vigueur de sa désignation comme gestionnaire du réseau, le gestionnaire du réseau soumet son plan comptable à l'approbation de la commission. Il explique ce plan à la demande de la commission. Ce plan comptable doit correspondre au modèle de rapport visé à l'article 13 du présent arrêté.

Le plan comptable est transmis par porteur avec accusé de réception à la commission.

§ 2. Dans les soixante jours calendrier suivant réception du plan comptable, la commission informe le gestionnaire du réseau par lettre recommandée de la poste de sa décision d'approbation ou d'improbation du plan comptable.

Dans sa décision d'improbation, la commission indique quels points du plan comptable le gestionnaire du réseau devra adapter pour recevoir l'approbation de la commission.

§ 3. Si la commission rejette le plan comptable, le gestionnaire du réseau soumet, dans les quinze jours calendrier, un plan comptable adapté à l'approbation de la commission, conformément à la procédure visée au § 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa, du présent article.

Dans le délai visé au premier alinéa, la commission entend le gestionnaire du réseau à sa demande.

Dans les quinze jours suivant la réception du plan comptable adapté, la commission informe le gestionnaire du réseau par lettre recommandée de la poste de sa décision d'approuver ou de rejeter le plan comptable adapté.

#### CHAPITRE 7. — *Maîtrise des coûts*

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Le gestionnaire du réseau maintient le coût par unité d'énergie transportée à un niveau aussi bas que possible en maîtrisant au mieux les facteurs déterminant le coût.

§ 2. Le gestionnaire du réseau remet un rapport à la commission concernant le résultat de ses efforts en vue de maîtriser les coûts, basé sur des indicateurs de performance figurant dans le modèle de rapport, visé à l'article 13 du présent arrêté.

**Art. 22.** Les coûts repris dans les objets de coût, visés à l'article 17, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, *b*), du présent arrêté ne peuvent être répercutés sur les tarifs visés à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, de la loi, que si la commission ne les a pas rejetés en raison de leur caractère déraisonnable. La commission évaluera le caractère raisonnable de ces coûts en les comparant, entre autres, aux coûts correspondants d'entreprises similaires.

**Art. 23.** En ce qui concerne le calcul des tarifs visés à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, de la loi, les revenus issus de contrats destinés au transit d'électricité entre grands réseaux, au sens de l'article 2 de la Directive 90/547/CE du Conseil du 29 octobre 1990 relative au transit d'électricité sur les grands réseaux sont déduits des coûts visés à l'article 17, 2<sup>o</sup>, du présent arrêté.

**Art. 24.** Si la commission constate, lors de son étude du rapport annuel visé à l'article 12, § 4, du présent arrêté, que les tarifs visés à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, de la loi et appliqués au cours de l'exercice précédent ont résulté en un boni ou un mali, elle en informe immédiatement le gestionnaire du réseau par lettre recommandée de la poste.

Le gestionnaire du réseau peut communiquer à la commission ses observations à ce sujet dans les quinze jours calendrier suivant la réception de cette lettre; ses observations sont transmises à la commission par porteur avec accusé de réception. A sa demande, le gestionnaire est entendu par la commission dans ce délai.

Dans les trente jours calendrier suivant l'expiration du délai visé au deuxième alinéa, la commission décide de manière définitive si les tarifs ont résulté en un boni ou un mali.

Ce boni ou ce mali sera imputé pour moitié sur les tarifs de l'année suivante et pour moitié au gestionnaire de réseau.

**Art. 20.** § 1. Uiterlijk drie maanden na de inwerkingtreding van zijn aanstelling tot netbeheerder legt de netbeheerder zijn boekhoudplan ter goedkeuring aan de commissie voor. Hij licht dit plan toe op verzoek van de commissie. Dit boekhoudplan moet afgestemd zijn op het rapporteringsmodel bedoeld in artikel 13 van dit besluit.

Het boekhoudplan wordt per drager en tegen ontvangstbewijs overhandigd aan de commissie.

§ 2. Binnen de zestig kalenderdagen na ontvangst van het boekhoudplan brengt de commissie de netbeheerder bij een ter post aangetekend schrijven op de hoogte van haar beslissing tot goedkeuring of afkeuring van het boekhoudplan.

In haar beslissing tot afkeuring geeft de commissie aan op welke punten de netbeheerder het boekhoudplan moet aanpassen om de goedkeuring van de commissie te verkrijgen.

§ 3. Indien de commissie het boekhoudplan afkeurt, legt de netbeheerder binnen de vijftien kalenderdagen een aangepast boekhoudplan ter goedkeuring voor aan de commissie volgens de procedure bedoeld in § 1, tweede lid, van dit artikel.

Binnen de termijn bedoeld in het eerste lid hoort de commissie de netbeheerder indien deze erom verzoekt.

Binnen de vijftien dagen na ontvangst van het aangepaste boekhoudplan brengt de commissie de netbeheerder bij een ter post aangetekend schrijven op de hoogte van haar beslissing tot goedkeuring of afkeuring van het aangepaste boekhoudplan.

#### HOOFDSTUK 7. — *Kostenbeheersing*

**Art. 21.** § 1. De netbeheerder houdt de kostprijs per eenheid getransporteerde energie zo laag mogelijk door de factoren die de kostprijs bepalen maximaal te beheersen.

§ 2. De netbeheerder brengt over het effect van zijn inspanningen tot kostenbeheersing verslag uit aan de commissie op basis van de performantie-indicatoren opgenomen in het rapporteringsmodel, bedoeld in artikel 13 van dit besluit.

**Art. 22.** De kosten in de kostenobjecten, bedoeld in artikel 17, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>, *b*), van dit besluit, kunnen alleen in de tarieven, bedoeld in artikel 12, § 1, van de wet, doorgerekend worden voorzover de commissie ze niet als onredelijk verworpen heeft. De commissie beoordeelt de redelijkheid van deze kosten door ze ondermeer te vergelijken met de overeenstemmende kosten van gelijkaardige ondernemingen.

**Art. 23.** Voor de berekening van de tarieven, bedoeld in artikel 12, § 1, van de wet, worden de opbrengsten voortvloeiend uit de contracten voor de transit van elektriciteit tussen hoofdnetten, in de zin van artikel 2 van de Richtlijn 90/547/EEG van de Raad van 29 oktober 1990 betreffende de doorvoer van elektriciteit via de hoofdnetten, in mindering gebracht van de kosten bedoeld in artikel 17, 2<sup>o</sup>, van dit besluit.

**Art. 24.** Indien de commissie bij haar onderzoek van de jaarlijkse rapportering bedoeld in artikel 12, § 4, van dit besluit, vaststelt dat de tarieven, bedoeld in artikel 12, § 1, van de wet, toegepast tijdens het voorbije exploitatiejaar geresulteerd hebben in een bonus of een malus, brengt zij de netbeheerder bij een ter post aangetekend schrijven hiervan onverwijld op de hoogte.

Binnen de vijftien kalenderdagen na de ontvangst van dit schrijven kan de netbeheerder zijn bevindingen hierover meedelen aan de commissie; zijn bevindingen worden per drager en tegen ontvangstbewijs overhandigd aan de commissie. Op zijn verzoek wordt de netbeheerder binnen deze termijn gehoord door de commissie.

Binnen de dertig kalenderdagen na het verloop van de termijn bedoeld in het tweede lid, beslist de commissie definitief of de tarieven geresulteerd hebben in een bonus of malus.

Deze bonus of malus wordt voor de helft verrekend in de tarieven die van toepassing zullen zijn in het exploitatiejaar volgend op het exploitatiejaar waarin de commissie deze beslissing genomen heeft en voor de helft aan de netbeheerder.

Toutefois, si la commission établit que 2 années successives un boni se présente, la commission décide si ce second boni doit être affecté totalement ou partiellement aux tarifs qui seront appliqués durant l'exercice suivant l'exercice durant lequel la commission a pris cette décision. Si, par contre, la commission établit que 2 années successives un mali se présente, le second mali ne peut être affecté aux tarifs qui seront appliqués durant l'exercice suivant l'exercice durant lequel la commission a pris cette décision.

Dans tous les cas, si la commission constate que ces boni ou mali résultent d'éléments exceptionnels ayant affectés durant une part importante de l'année et sur une grande part du réseau de transport, tel que catastrophes naturelles ou conflits armés, elle peut décider d'une clef de répartition différente pour tout ou partie de ce boni ou mali.

En ce qui concerne l'application du présent article, la commission peut rejeter les dépenses du gestionnaire du réseau qui ne sont pas en rapport avec les activités légales du gestionnaire du réseau visées aux articles 8 et 9 de la loi. Le montant de ces dépenses est déduit de l'objet de frais visé à l'article 17, 4°, b), du présent arrêté. Si l'autorité compétente rejette également ces dépenses sur la base du droit fiscal et que ce rejet donne lieu à des impôts ou prélèvements complémentaires, le montant de ces impôts ou prélèvements sera également déduit de l'objet de frais visé à l'article 17, 4°, b), du présent arrêté.

#### CHAPITRE 8. — Dispositions pénales

**Art. 25.** Sont sanctionnés d'une amende de 50 euro à 20 000 euro :

— les personnes qui omettent ou refusent de fournir à la commission les informations demandées par la commission et qu'elles sont tenues de communiquer en vertu du présent arrêté.

#### CHAPITRE 9. — Dispositions transitoires

**Art. 26.** Jusqu'au jour où le règlement technique visé à l'article 11 de la loi entre en vigueur, les définitions contenues à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté sont complétées par celles décrites dans les règlements et dispositions existants concernant la gestion du réseau de transport et l'accès à celui-ci, telles qu'elles sont appliquées par le gestionnaire de fait du réseau de transport.

**Art. 27.** Par dérogation à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, du présent arrêté, le gestionnaire du réseau doit introduire, dans les trois mois suivant la prise d'effet de sa désignation comme gestionnaire du réseau conformément à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, de la loi, un budget comportant la proposition tarifaire pour l'exercice 2001 auprès de la commission.

Par dérogation à l'article 8, § 3, du présent arrêté, la commission dispose d'un délai de soixante jours calendrier pour informer le gestionnaire du réseau de sa décision relative au budget comportant la proposition tarifaire visé au premier alinéa.

Pour le reste, la procédure prévue à l'article 8, §§ 3 et 4, du présent arrêté, est d'application.

**Art. 28.** Jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal contenant les montants et les modalités relatives à la surcharge visée à l'article 25, § 3, premier alinéa, de la loi, l'article 17, 4°, b), du présent arrêté est libellé comme suit :

« c) les surcharges destinées à la couverture des frais de fonctionnement de la commission, visées à l'article 25, § 3, deuxième alinéa, de la loi; ».

**Art. 29.** Pour la période entre l'entrée en vigueur du présent arrêté et le 31 décembre 2001 :

a) le montant de "100 millions de BEF" est d'application au lieu du montant de "2 478 935 EUR" mentionné à l'article 14 § 12° b) premier alinéa.

b) les montants de "50 BEF" et "20 000 BEF" sont d'application au lieu des montants de "50 EUR" et "20 000 EUR" mentionnés à l'article 26, § 1<sup>er</sup>.

Indien de commissie echter vastelt dat er een bonus voorkomt gedurende 2 opéenvolgende jaren, beslist de commissie of deze tweede bonus geheel of gedeeltelijk dient verrekend te worden in de tarieven die van toepassing zullen zijn in het exploitatiejaar volgend op het exploitatiejaar waarin de commissie deze beslissing genomen heeft. Indien de commissie echter vaststelt dat er gedurende 2 opéenvolgende jaren een malus voorkomt, dan kan de tweede malus niet verrekend worden in de tarieven van het exploitatiejaar volgend op het exploitatiejaar waarin de commissie deze beslissing genomen heeft.

In ieder geval, indien de commissie vaststelt dat deze bonus of malus het resultaat is van uitzonderlijke elementen die voor een groot deel van het jaar en voor een groot deel het transmissienet getroffen hebben zoals natuurrampen of gewapende conflicten, dan kan de commissie beslissen over een andere verdeelsleutel voor het geheel of een gedeelte van die bonus of malus.

Voor de toepassing van dit artikel kan de commissie de uitgaven van de netbeheerder verwerpen die niet in verband staan met de wettelijke activiteiten van de netbeheerder bedoeld in de artikelen 8 en 9 van de wet. Het bedrag van deze uitgaven wordt in mindering gebracht van het kostenobject bedoeld in artikel 17, 4°, b), van dit besluit. Indien ook de bevoegde overheid deze uitgaven fiscaalrechtelijk verwerpt en dit aanleiding geeft tot bijkomende belastingen of heffingen, dan wordt het bedrag van deze belastingen of heffingen eveneens in mindering gebracht van het kostenobject bedoeld in artikel 17, 4°, b), van dit besluit.

#### HOOFDSTUK 8. — Strafbepalingen

**Art. 25.** Worden gestraft met een geldboete van 50 euro tot 20 000 euro :

— zij die nalaten of weigeren de commissie de informatie te verstrekken die door de commissie gevraagd wordt en die zij gehouden zijn mee te delen krachtens dit besluit.

#### HOOFDSTUK 9. — Overgangsbepalingen

**Art. 26.** Tot de dag waarop het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet in werking treedt, worden de definities vervat in artikel 1 van dit besluit aangevuld met deze omschreven in de bestaande reglementen en bepalingen betreffende het beheer van het transmissienet en de toegang ertoe, zoals deze toegepast worden door de feitelijke beheerder van het transmissienet.

**Art. 27.** In afwijking van artikel 8, § 1, eerste lid, van dit besluit, dient de netbeheerder binnen de drie maand na de inwerkingtreding van zijn aanwijzing tot netbeheerder overeenkomstig artikel 10, § 1, van de wet, bij de commissie een budget met tariefvoorstel in voor het exploitatiejaar 2001.

In afwijking van artikel 8, § 3, van dit besluit, beschikt de commissie over een termijn van zestig kalenderdagen om de netbeheerder op de hoogte te stellen van haar beslissing met betrekking tot het budget met tariefvoorstel bedoeld in het eerste lid.

Voor het overige geldt de procedure voorzien in artikel 8, §§ 3 en 4, van dit besluit.

**Art. 28.** Tot op de dag van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit houdende de bedragen en nadere modaliteiten betreffende de toeslag bedoeld in artikel 25, § 3, eerste lid, van de wet, luidt artikel 17, 4°, b), van dit besluit als volgt :

« c) de toeslagen ter dekking van de werkingskosten van de commissie, bedoeld in artikel 25, § 3, tweede lid, van de wet; ».

**Art. 29.** Voor de periode tussen het van kracht worden van het huidige besluit en 31 december 2001 :

a) is het bedrag van "100 miljoen BEF" van toepassing in plaats van het bedrag van "2 478 935 EUR" vermeld in artikel 14 § 12° b) eerste alinea.

b) zijn de bedragen "50 BEF" en "20.000 BEF" van toepassing in plaats van "50 EUR" en "20 000 EUR" vermeld in artikel 26, § 1.

CHAPITRE 10. — *Dispositions diverses*

**Art. 30.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception de l'article 12, §§ 3 et 4, du présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

**Art. 31.** Notre Ministre de la Mobilité et des Transports et Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 avril 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Mobilité et des Transports,  
Mme I. DURANT  
Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,  
O. DELEUZE

HOOFDSTUK 10. — *Diverse bepalingen*

**Art. 30.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt met uitzondering van artikel 12, §§ 3 en 4, van dit besluit dat in werking treedt op 1 januari 2002.

**Art. 31.** Onze Minister van Mobiliteit en Vervoer en Onze Staatssecretaris voor Energie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 april 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit en Vervoer,  
Mevr. I. DURANT  
De Staatssecretaris voor Energie,  
O. DELEUZE

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2001 — 1065

[2001/22263]

**20 MARS 2001.** — Arrêté royal octroyant une subvention au « Centre belge d'Information pharmacothérapeutique » pour l'année 2001

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 décembre 2000 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2001;

Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, notamment l'article 5, remplacé par la loi du 29 avril 1996;

Vu l'arrêté royal du 11 mai 1973 fixant les conditions d'agrément des organisations qui assurent l'information médico-pharmaceutique relative aux médicaments;

Vu l'arrêté royal du 28 février 1974 portant agrément du « Centre belge d'Information pharmacothérapeutique — Belgisch Centrum voor Farmacotherapeutische Informatie »;

Considérant que le Centre belge d'Information pharmacothérapeutique est une association agréée satisfaisant aux conditions fixées par la loi du 25 mars 1964 susmentionnée et par l'arrêté royal du 11 mai 1973 précités;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat, notamment les articles 55 à 58;

Vu la délégation donnée à l'Inspection des Finances le 4 juin 1982 par le Ministre du Budget, du Plan et de la Politique scientifique;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 21 février 2001;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Une subvention de 30 000 000 BEF (trente millions de francs) à imputer à charge de l'article 54.23.23.26 du budget du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement pour l'année budgétaire 2001 est allouée à l'association sans but lucratif « Centre belge d'Information Pharmacothérapeutique » à Gent (c.c.d. 000-0285422-48).

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2001 — 1065

[2001/22263]

**20 MAART 2001.** — Koninklijk besluit tot toekenning van een toelage aan het « Belgisch Centrum voor Farmacotherapeutische informatie » voor het jaar 2001

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 december 2000 houdende de algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 2001;

Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, inzonderheid op artikel 5, vervangen door de wet van 29 april 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 mei 1973 houdende vastlegging van de voorwaarden van erkenning van organisaties die voorzien in de medisch-farmaceutische voorlichting omtrent de geneesmiddelen;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 februari 1974 houdende erkenning van het « Belgisch Centrum voor Farmacotherapeutische informatie — Centre belge d'Information pharmacothérapeutique »;

Overwegende dat het Belgisch Centrum voor Farmacotherapeutische Informatie een erkende vereniging is die beantwoordt aan de voorwaarden vastgelegd door hogergenoemde wet van 25 maart 1964 en koninklijk besluit van 11 mei 1973;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, inzonderheid op de artikelen 55 tot 58;

Gelet op de delegatie die op 4 juni 1982 aan de Inspectie van Financiën, door de Minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan werd gegeven;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 februari 2001;

Op de voordracht van Onze Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Een toelage van 30 000 000 BEF (dertig miljoen frank) ten laste van artikel 54.23.33.26 van de begroting van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu voor het begrotingsjaar 2001 wordt verleend aan de vereniging zonder winst oogmerk « Belgisch Centrum voor Farmacotherapeutische Informatie » te Gent, (p.c.f. 000-0285422-48).



**Art. 2.** La liquidation de cette subvention s'effectuera de la façon suivante :

- 20 000 000 BEF au 1<sup>er</sup> mars 2001;
- 8 000 000 BEF au 1<sup>er</sup> juin 2001;
- 2 000 000 BEF maximum, soit le solde, au *pro rata* des pièces justificatives et reconnues exactes relatives à des dépenses effectuées par l'association visée à l'article 1<sup>er</sup> et après approbation de l'état des recettes et dépenses et du rapport d'activité de l'année 2001, par l'Inspection générale de la Pharmacie et moyennant avis favorable de l'Inspection des Finances.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Protection de la consommation,  
de la Santé publique et de l'Environnement,  
Mme M. AELVOET

**Art. 2.** De vereffening van deze toelage zal op volgende wijze geschieden :

- 20 000 000 BEF op 1 maart 2001;
- 8 000 000 BEF op 1 juni 2001;
- 2 000 000 BEF maximum, hetzij het saldo, naargelang de echt bevonden verantwoordingsstukken betreffende uitgaven verricht door de in artikel 1 bedoelde vereniging en na goedkeuring van de staat van inkomsten en uitgaven en van het activiteitenverslag betreffende 2001, door de Algemene Farmaceutische Inspectie en na gunstig advies van de Inspectie van Financiën.

**Art. 3.** Onze Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Consumentenzaken,  
Volksgezondheid en Leefmilieu,  
Mevr. M. AELVOET

F. 2001 — 1066

[C — 2001/22259]

**29 MARS 2001. — Arrêté ministériel  
portant suspension de la délivrance des médicaments  
contenant du tolcapone**

La Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé  
publique et de l'Environnement,

Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, notamment l'article 8,  
modifié par la loi du 20 octobre 1998;

Vu la décision de la Commission du 29 janvier 2001 suspendant  
l'autorisation de mise sur le marché au médicament à usage humain  
« Tasmar-Tolcapone »;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,  
notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et  
modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il existe des raisons de considérer que les effets du  
tolcapone pourraient être nocifs;

Considérant qu'il existe des raisons de considérer que la balance  
bénéfice/risque des médicaments qui contiennent cette substance est  
négative;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre, sans délai, des mesures  
réglementaires pour suspendre la délivrance de ces médicaments,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La délivrance des médicaments contenant du tolcapone  
est suspendue pour une période d'un an.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au  
*Moniteur belge*.

Bruxelles, le 29 mars 2001.

Mme M. AELVOET

N. 2001 — 1066

[C — 2001/22259]

**29 MAART 2001. — Ministerieel besluit  
houdende schorsing van de aflevering van geneesmiddelen  
die tolcapone bevatten**

De Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en  
Leefmilieu,

Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen,  
inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij de wet van 20 oktober 1998;

Gelet op de beschikking van de Commissie van 29 januari 2001  
inzake de schorsing van de vergunning voor het in de handel brengen  
afgeleverd voor het geneesmiddel voor menselijk gebruik « Tasmar-  
Tolcapone »;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op  
12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van  
4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er redenen zijn om aan te nemen dat de werking  
van tolcapone schadelijk kan zijn;

Overwegende dat er redenen zijn om aan te nemen dat de baat/risico  
balans van geneesmiddelen die deze substantie bevatten, negatief is;

Overwegende dat het noodzakelijk is om zonder uitstel de nodige  
reglementaire maatregelen te nemen om het afleveren van deze  
geneesmiddelen te schorsen,

Besluit :

**Artikel 1.** De aflevering van geneesmiddelen die tolcapone bevat-  
ten, wordt voor een periode van één jaar geschorst.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het  
*Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 29 maart 2001.

Mevr. M. AELVOET

## ARBITRAGEHOF

N. 2001 — 1067

[C — 2001/21221]

## Arrest nr. 42/2001 van 29 maart 2001

Rolnummer 1865

*In zake* : het beroep tot vernietiging van het decreet van het Vlaamse Gewest van 18 mei 1999 houdende wijziging van artikel 257 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, ingesteld door de v.z.w. Vereniging voor Grensarbeiders.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters G. De Baets en M. Melchior, de rechters P. Martens, E. Cerexhe, R. Henneuse, E. De Groot en L. Lavrysen, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter G. De Baets, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 13 januari 2000 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 14 januari 2000, heeft de v.z.w. Vereniging voor Grensarbeiders, met maatschappelijke zetel te 3930 Hamont-Achel, Haverstraat 65, beroep ingesteld tot vernietiging van het decreet van het Vlaamse Gewest van 18 mei 1999 houdende wijziging van artikel 257 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 16 juli 1999).

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 14 januari 2000 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 1 februari 2000 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 februari 2000.

De Vlaamse Regering, Martelaarsplein 19, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 20 maart 2000 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 5 mei 2000 ter post aangetekende brief.

De verzoekende partij heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 6 juni 2000 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 29 juni 2000 en 20 december 2000 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 13 januari 2001 en 13 juli 2001.

Bij beschikking van 6 februari 2001 heeft het Hof de zetel aangevuld met rechter L. Lavrysen.

Bij beschikking van 7 februari 2001 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 1 maart 2001.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 8 februari 2001 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 1 maart 2001 :

- zijn verschenen :

. Mr. W. Robben *loco* Mr. A. Van der Graesen, advocaten bij de balie te Hasselt, voor de verzoekende partij;

. Mr. P. Van Orshoven, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Vlaamse Regering;

- hebben de rechters-verslaggevers L. Lavrysen en E. Cerexhe verslag uitgebracht;

- zijn de voornoemde advocaten gehoord;

- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

- A -

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid*

A.1. Volgens de Vlaamse Regering is het beroep onontvankelijk bij gebrek aan belang. De verzoekende partij komt immers op voor de migrerende werknemers die geen grensarbeiders zijn. Op het eerste gezicht beantwoordt dit aan haar statutaire doelstelling die erin bestaat « de belangen van de migrerende werknemers te behartigen ». Die doelstelling is echter pas op 19 november 1999 in de plaats gesteld van het vroeger maatschappelijk doel dat erin bestond « de belangen van de grensarbeiders te behartigen ». De Vlaamse Regering leidt daaruit af dat de statutenwijziging klaarblijkelijk is doorgevoerd met het oog op de ontvankelijkheid van het onderhavig beroep tot vernietiging.

Bovendien voert de Vlaamse Regering aan dat de nieuwe doelstelling nog niet is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Daaruit vloeit in de eerste plaats voort dat de verzoekende partij zich krachtens artikel 26, *juncto* artikel 9, van de wet van 27 juni 1921 « waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend », niet op haar rechtspersoonlijkheid kan beroepen « en *a fortiori* evenmin of tenminste niet op haar nieuwe, niet-gepubliceerde maatschappelijk doel, zodat zij alleszins niet op ontvankelijke wijze in rechte kan treden tot behartiging van het belang van migrerende arbeiders die geen grensarbeiders zijn ». Anderzijds, blijkt daaruit dat de verzoekende partij het belang van de migrerende arbeiders die geen grensarbeiders zijn, in het verleden niet heeft gediend, laat staan op duurzame wijze. Zij zou dat overigens niet hebben gekund want dan zou zij haar toenmalig maatschappelijk doel te buiten zijn gegaan. Overigens wijst de Vlaamse Regering erop dat de verzoekende partij, die « Vereniging voor Grensarbeiders » heet, blijkens het beraadslagingsverslag van haar statutenwijziging van 19 november 1999 uit vier leden bestaat, waarvan ongetwijfeld niemand « migrerend niet-grensarbeider » is.

Ten slotte merkt de Vlaamse Regering op dat het thans bestreden decreet tegemoetkomt aan de grief die de verzoekende partij destijds heeft aangekaart - toen zij nog voor de belangen van de grensarbeiders opkwam - met haar beroep tot vernietiging van het decreet van 9 juni 1998. Met andere woorden : omwille van het belang van de migrerende werknemers die geen grensarbeiders zijn, wenst de verzoekende partij nu afbreuk te doen aan het belang van de grensarbeiders.

A.2. De v.z.w. Vereniging voor Grensarbeiders legt het bewijs voor van de publicatie van haar statuten en de wijzigingen ervan in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* en van de beslissing van de raad van bestuur om een beroep tot vernietiging van het bestreden decreet in te stellen. Zij heeft luidens artikel 3 van haar statuten tot doel « de belangen van de migrerende werknemers te behartigen en dit op alle domeinen van de samenleving ». Weliswaar had het oorspronkelijk doel van de vereniging betrekking op « de belangen van de grensarbeiders », maar volgens de verzoekende partij werd het begrip « grensarbeider » in het Belgisch (fiscaal) recht niet gedefinieerd. Het begrip had bijgevolg voor de oprichters van de verzoekende vereniging geen uitdrukkelijke juridische inhoud, maar verwees naar de situatie van een werknemer die over de grens ging werken. Pas middels het bestreden decreet werd in het regionaal fiscaal recht een engere betekenis gegeven aan dat begrip. De verzoekende partij heeft daarop haar maatschappelijk doel verduidelijkt. Bovendien wijst zij erop dat zij de belangen van haar leden niet enkel op fiscaal vlak behartigt maar op alle domeinen van de samenleving, zodat het onlogisch is het begrip grensarbeiders, zoals oorspronkelijk opgenomen in de doelomschrijving, uitsluitend te willen begrijpen in de fiscale betekenis ervan, zoals thans omschreven in het bestreden decreet.

De verzoekende partij meent dat zij op duurzame wijze in het belang van de migrerende werknemers is opgetreden. Naar aanleiding van het beroep tot vernietiging van het decreet van 9 juni 1998, ingediend door de verzoekende partij, heeft zij reeds erop gewezen dat het thans bestreden decreet een nieuwe discriminatie heeft ingevoerd (arrest nr. 126/99, A.11). Voorts verwijst zij naar « het feit dat zij regelmatig geschreven werkstukken mededeelt aan haar leden, een ledenblad verspreidt, een studiedag heeft georganiseerd en regelmatig contact opneemt met (binnenlandse en buitenlandse) politieke verantwoordelijken » om de belangen van de werknemers die over de grens gaan werken te behartigen. Bij wijze van voorbeeld zijn bij de memorie van antwoord enkele brieven gevoegd die de duurzame werking van de vereniging in het belang van migrerende werknemers moeten staven.

De verzoekende partij betwist de stelling van de Vlaamse Regering dat zij met haar beroep tot vernietiging afbreuk zou doen aan de belangen van de grensarbeiders. De essentie van haar verzoekschrift houdt in dat het onderscheid tussen de door het bestreden decreet omschreven grensarbeiders en de andere werknemers die over de grens gaan werken, discriminerend is. Bovendien heeft de vernietiging van de enge omschrijving van het begrip « grensarbeider » niet tot gevolg dat zij hun recht op vermindering van de onroerende voorheffing verliezen. Een dergelijke vernietiging zou enkel tot gevolg hebben dat de toegekende vermindering geldt voor alle werknemers die over de grens werken.

Ten slotte kan de verzoekende partij niet instemmen met de insinuatie dat zij slechts vier leden zou tellen. Zoals blijkt uit de statuten van de vereniging hebben enkel de werkende leden stemrecht in de algemene vergadering. Naast de werkende leden telt de verzoekende vereniging ongeveer 900 niet-werkende leden « die jaarlijks een (financiële) bijdrage betalen en die op regelmatige wijze worden bijgestaan in hun bijzondere situatie van het werken over de grens ».

#### *Ten gronde*

A.3. Volgens de verzoekende partij is het bestreden decreet in strijd met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet doordat het, wat de vermindering van de onroerende voorheffing betreft, een onderscheid invoert tussen twee categorieën van in het buitenland werkzame belastingplichtigen van wie de kinderen op grond van de wetgeving van het land van tewerkstelling niet in aanmerking komen voor kinderbijslag, naargelang zij al dan niet in de grensstreek wonen en werken. Het criterium van onderscheid kan niet naar redelijkheid worden verantwoord, rekening houdend met het doel en de gevolgen van de maatregel en met de ter zake geldende beginselen.

Vóór het bestreden decreet werd enkel een belastingvermindering toegekend voor de kinderen die in aanmerking komen voor een kinderbijslag. Aangezien de kinderbijslag in bepaalde landen anders is geconcipeerd dan in België, kwamen sommige kinderen krachtens de buitenlandse wetgeving waaraan zij zijn onderworpen niet in aanmerking voor kinderbijslag, terwijl zij krachtens de Belgische wetgeving wel daarvoor in aanmerking zouden komen. Het bestreden decreet beoogde de « mogelijke discriminatie ten aanzien van deze (weliswaar beperkte) groep grensarbeiders weg te werken ».

Het criterium « grensarbeider » is echter naar het oordeel van de verzoekende partij niet pertinent aangezien de basisvoorwaarde voor de toekenning van de belastingvermindering - « kinderen die in aanmerking komen voor kinderbijslag » - niet gebaseerd is op het fiscaal statuut van de belastingplichtige (het al dan niet erkend zijn als grensarbeider), maar wel op zijn sociaalrechtelijk statuut (*in casu* bepaald door het land van tewerkstelling). Het onderscheid tussen grensarbeider en migrerende werknemer kan, rekening houdend met het doel van de decreetgever, niet worden verantwoord. Beide categorieën onderscheiden zich immers enkel door het al dan niet woonachtig zijn in de grensstreek of het al dan niet werkzaam zijn in de grensstreek, terwijl die feitelijkheden totaal irrelevant zijn voor het al dan niet toekennen van de vermindering van de onroerende voorheffing wegens kinderlast.

A.4. Volgens de Vlaamse Regering mist het middel feitelijke grondslag omdat de migrerende werknemers die geen grensarbeiders zijn het voordeel van de belastingvermindering niet zou zijn ontnomen. Weliswaar is het nieuwe artikel 257, § 2, 4°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen alleen voor de grensarbeiders geschreven, allicht vanwege het *quod plerumque fit* van het probleem dat zou rijzen bij de toepassing van artikel 257, § 1, 2°, waaraan de decreetgever wou tegemoetkomen, maar dat neemt niet weg dat iedereen, met inbegrip van alle in het buitenland tewerkgestelde werknemers, zich nog steeds op artikel 257, § 1, 2°, kan beroepen om de bewuste vermindering te genieten. De Vlaamse Regering verwijst daarvoor naar overweging B.5.4 van het arrest nr. 126/99.

A.5. De verzoekende partij daarentegen is van mening dat de belastingplichtigen die niet werkzaam of woonachtig zijn in de grensstreek, niet op grond van artikel 257, § 1, 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen een vermindering van de onroerende voorheffing kunnen genieten. Anders oordelen zou « elke zin ontnemen aan het bestreden decreet » : dat decreet werd enkel goedgekeurd omdat de decreetgever van oordeel was dat artikel 257, § 1, 2°, niet toepasselijk was op de grensarbeider wiens kinderen krachtens de regelgeving van het land van tewerkstelling niet in aanmerking komen voor kinderbijslag. De verzoekende partij verwijst daarvoor naar de parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet.

- B -

#### *De bestreden bepalingen*

B.1. De bestreden bepalingen wijzigen artikel 257 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, zoals vervangen door artikel 3 van het decreet van het Vlaamse Gewest van 9 juni 1998 houdende bepalingen tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen voor wat betreft de onroerende voorheffing, dat in een systeem van verminderingen van de onroerende voorheffing voorziet. In bepaalde gevallen wordt de vermindering automatisch verleend (artikel 257, § 1). In andere gevallen moet zij worden aangevraagd (artikel 257, § 2).

Op grond van artikel 257, § 1, 2°, wordt een vermindering van de onroerende voorheffing verleend voor de woning die op 1 januari van het aanslagjaar wordt betrokken door een gezin met ten minste twee kinderen die daar hun woonplaats hebben blijkens een inschrijving in het bevolkingsregister en die in aanmerking komen voor kinderbijslag.

Artikel 2 van het bestreden decreet voegt aan artikel 257, § 2, een 4° toe, dat bepaalt :

« § 2. Op aanvraag van de belanghebbende wordt :

[...]

4° de vermindering van de onroerende voorheffing als bedoeld in § 1, 2°, verleend voor de kinderen van grensarbeiders, die ingevolge de regelgeving in het land waar deze grensarbeiders zijn tewerkgesteld van ieder stelsel van kinderbijslag zijn uitgesloten, voorzover deze kinderen volgens de Belgische regelgeving inzake kinderbijslag in aanmerking zouden komen voor kinderbijslag. »

Artikel 3 van het bestreden decreet voegt aan artikel 257, § 3, een derde lid toe, dat bepaalt :

« Onder grensarbeider in de zin van § 2, 4°, wordt bedoeld de persoon die in de grensstreek van een buurland werkzaam is en zijn woonplaats heeft op 1 januari van het aanslagjaar, blijkens een inschrijving in het bevolkingsregister, in de grensstreek van België, alwaar hij gewoonlijk dagelijks of tenminste eenmaal per week terugkeert. »

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid*

B.2.1. De Vlaamse Regering werpt op dat de verzoekende partij, bij gebrek aan bekendmaking van de wijziging van haar maatschappelijk doel, zich niet op haar rechtspersoonlijkheid kan beroepen.

B.2.2. De verzoekende partij heeft als bijlage bij haar memorie van antwoord een kopie gevoegd van de bekendmaking van de statutenwijziging in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad*.

De exceptie wordt verworpen.

B.3.1. De Vlaamse Regering betwist het belang van de verzoekende partij bij haar beroep. Zij werpt op dat de vereniging haar statuten heeft gewijzigd met het oog op het instellen van het onderhavig beroep en dat zij onder haar leden geen andere migrerende werknemers zou tellen dan grensarbeiders.

B.3.2. Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk zich op een collectief belang beroept, is vereist dat haar maatschappelijk doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang; dat dit belang niet tot de individuele belangen van de leden is beperkt; dat het maatschappelijk doel door de bestreden norm kan worden geraakt.

B.3.3. De verzoekende vereniging had naar luid van artikel 3 van haar statuten als doel « de belangen van de grensarbeiders te behartigen en dit op alle domeinen van de samenleving ». Sedert 19 november 1999 is daarin « grensarbeiders » vervangen door « migrerende werknemers ».

Het staat niet aan het Hof de motieven van een statutenwijziging te beoordelen. Het dient derhalve enkel rekening te houden met de thans geldende en tegenwerpelijke doelomschrijving.

Het maatschappelijk doel is onderscheiden van het algemeen belang en kan door de bestreden norm worden geraakt. Het belang waarop de vereniging zich te dezen beroept, betreft het verbod van discriminatie van in het buitenland werkzame belastingplichtigen die niet in de grensstreek wonen of werken. Zij treedt derhalve op ter vrijwaring van een collectief belang dat niet tot de individuele belangen van de leden is beperkt.

Behalve een minimumaantal, legt de v.z.w.-wet van 27 juni 1921 kwantitatieve noch kwalitatieve voorwaarden op waaraan de leden van een vereniging moeten voldoen. Het is derhalve niet vereist dat de vereniging die als doel heeft de belangen van de migrerende werknemers te behartigen onder haar leden migrerende werknemers telt die geen grensarbeider zijn.

De exceptie wordt verworpen.

*Ten gronde*

B.4. Volgens de verzoekende partijen schenden de bestreden bepalingen de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat in het buitenland werkzame belastingplichtigen die niet in de grensstreek wonen of werken van de vermindering van de onroerende voorheffing zouden worden uitgesloten wanneer hun kinderen op grond van de wetgeving van het land van tewerkstelling niet in aanmerking komen voor kinderbijslag.

B.5.1. Omdat « werd vastgesteld dat vele verminderingen inzake onroerende voorheffing waar mensen recht op hebben niet werden aangevraagd », heeft de decreetgever, met het oog op een « transparanter en dus rechtvaardiger stelsel », ervoor gekozen de verminderingen van de onroerende voorheffing « via het gebruik van bestaande gegevensbanken » automatisch toe te kennen (*Parl. St., Vlaams Parlement, 1997-1998, nr. 927/1, p. 2*).

Om van bestaande gegevensbanken gebruik te kunnen maken wordt de vermindering voortaan verleend voor kinderen « die in aanmerking komen voor een kinderbijslag ».

B.5.2. Krachtens artikel 13 van de verordening (EEG) nr. 1408/71 van de Raad van 14 juni 1971 betreffende de toepassing van de socialezekerheidsregelingen op werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun gezinsleden, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen, is de wetgeving van de Lid-Staat waar de betrokkene zijn werkzaamheden in loondienst uitoefent van toepassing zelfs indien hij op het grondgebied van een andere Lid-Staat woont.

Omdat de kinderbijslag in bepaalde landen, zoals Nederland, anders is geconcipieerd dan in België, komen sommige kinderen krachtens de buitenlandse wetgeving niet in aanmerking voor kinderbijslag terwijl zij krachtens de Belgische wetgeving daarvoor wel in aanmerking zouden komen. Ten gevolge van de bestreden bepalingen zouden sommige belastingplichtigen derhalve worden uitgesloten van de vermindering van de onroerende voorheffing.

B.5.3. In het arrest nr. 126/99 was het Hof evenwel van oordeel dat artikel 257, § 1, 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, zoals vervangen door artikel 3 van het decreet van het Vlaamse Gewest van 9 juni 1998 houdende bepalingen tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen voor wat betreft de onroerende voorheffing, de vermindering verleent voor « alle kinderen die in België in aanmerking komen of zouden komen voor een kinderbijslag, zonder dat dit beperkt is tot de kinderbijslag van Belgische oorsprong en ongeacht de voorwaarden van toekenning in het land van tewerkstelling ».

Daaruit volgt dat de vermindering niet alleen wordt verleend voor de kinderen die in België in aanmerking komen voor een kinderbijslag en voor de kinderen die in het land van tewerkstelling van de belanghebbende in aanmerking komen voor een kinderbijslag, maar ook voor de kinderen die in het land van tewerkstelling niet in aanmerking komen voor een kinderbijslag doch die in België wel in aanmerking zouden komen voor een kinderbijslag.

B.5.4. Een dergelijke draagwijdte ontnemt niet elke betekenis aan het thans bestreden decreet. Door te bepalen dat de vermindering van de onroerende voorheffing door de belanghebbende moet worden aangevraagd, komt het immers tegemoet aan een praktisch euvel :

« Aangezien de bedoelde groep van kinderen niet automatisch opspoorbaar is via de geraadpleegde databanken, zal de rechthebbende (op vermindering in de onroerende voorheffing) jaarlijks zijn recht dienen te bewijzen aan de hand van een schoolgetuigschrift. Vandaar dat de vermindering slechts op verzoek van de belanghebbende wordt verleend. » (*Parl. St., Vlaams Parlement, 1998-1999, nr. 1359/1, p. 2, en nr. 1359/2, p. 3*)

Dat die aanvraagprocedure niet voor alle categorieën zou gelden die niet via de bedoelde gegevensbanken opspoorbaar zijn, kan aan het bestreden decreet zijn verantwoording niet ontnemen. Het komt de decreetgever toe te bepalen aan welke categorieën van belastingplichtigen de vermindering van de onroerende voorheffing niet automatisch, doch slechts op aanvraag kan worden verleend.

De uitsluiting van de automatische toekenning kan niet als een onevenredig gevolg van de bestreden maatregel worden beschouwd : zij leidt niet ertoe dat de belastingplichtigen die aan de voorwaarden voor de belastingvermindering voldoen maar niet voor de automatische toekenning ervan in aanmerking komen omdat zij niet in de bestaande gegevensbanken zijn opgenomen, om die reden van het voordeel van de vermindering zouden worden uitgesloten.

B.6. Uit hetgeen voorafgaat volgt dat de in het buitenland werkzame belastingplichtigen die niet in de grensstreek wonen of werken niet van de vermindering van de onroerende voorheffing worden uitgesloten. Het middel kan niet worden aangenomen.

Om die redenen,  
het Hof  
verwerpt het beroep.

Aldus uitgesproken in het Nederlands, het Frans en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 29 maart 2001, door de voormelde zetel, waarin voor de uitspraak voorzitter G. De Baets, in ruste gesteld na het beraad, is vervangen door voorzitter H. Boel en rechter E. Cerexhe door rechter J. Delruelle, overeenkomstig artikel 110 van de voormelde wet.

De griffier,  
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,  
H. Boel

## COUR D'ARBITRAGE

F. 2001 — 1067

[C – 2001/21221]

### Arrêt n° 42/2001 du 29 mars 2001

Numéro du rôle : 1865

*En cause* : le recours en annulation du décret de la Région flamande du 18 mai 1999 modifiant l'article 257 du Code des impôts sur les revenus, introduit par l'a.s.b.l. Vereniging voor Grensarbeiders.

La Cour d'arbitrage,  
composée des présidents G. De Baets et M. Melchior, des juges P. Martens, E. Cerexhe, R. Henneuse, E. De Groot et L. Lavrysen, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président G. De Baets,  
après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

#### I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 13 janvier 2000 et parvenue au greffe le 14 janvier 2000, l'a.s.b.l. Vereniging voor Grensarbeiders, dont le siège social est établi à 3930 Hamont-Achel, Haverstraat 65, a introduit un recours en annulation du décret de la Région flamande du 18 mai 1999 modifiant l'article 257 du Code des impôts sur les revenus (publié au *Moniteur belge* du 16 juillet 1999).

#### II. *La procédure*

Par ordonnance du 14 janvier 2000, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 1<sup>er</sup> février 2000.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 9 février 2000.

Le Gouvernement flamand, place des Martyrs 19, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 20 mars 2000.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 5 mai 2000.

La partie requérante a introduit un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 6 juin 2000.

Par ordonnances des 29 juin 2000 et 20 décembre 2000, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 13 janvier 2001 et 13 juillet 2001 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 6 février 2001, la Cour a complété le siège par le juge L. Lavrysen.

Par ordonnance du 7 février 2001, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 1<sup>er</sup> mars 2001.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 8 février 2001.

A l'audience publique du 1<sup>er</sup> mars 2001 :

- ont comparu :

. Me W. Robben *loco* Me A. Van der Graesen, avocats au barreau de Hasselt, pour la partie requérante;

. Me P. Van Orshoven, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement flamand;

- les juges-rapporteurs L. Lavrysen et E. Cerexhe ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

#### III. *En droit*

##### *Quant à la recevabilité*

A.1. Selon le Gouvernement flamand, le recours est irrecevable à défaut d'intérêt. En effet, la partie requérante défend les travailleurs migrants qui ne sont pas des travailleurs frontaliers. A première vue, la défense de leurs intérêts est conforme à son objet statutaire, qui consiste à défendre « les intérêts des travailleurs migrants ». Ce n'est toutefois que le 19 novembre 1999 que cet objet a remplacé l'ancien objet social, qui consistait à « défendre les intérêts des travailleurs frontaliers ». Le Gouvernement flamand en déduit que la modification des statuts a manifestement été opérée dans l'optique de la recevabilité de l'actuel recours en annulation.

Le Gouvernement flamand ajoute que le nouvel objet n'a pas encore été publié au *Moniteur belge*. Il s'ensuit en premier lieu que la partie requérante, en vertu de l'article 26, *juncto* l'article 9, de la loi du 27 juin 1921 « accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique », ne peut invoquer sa personnalité civile « et ne peut, a fortiori, pas davantage invoquer son objet social, à tout le moins pas son nouvel objet social, qui n'a pas été publié, de sorte qu'elle n'est en tout cas pas recevable à ester en justice en vue de défendre les intérêts des travailleurs migrants qui ne sont pas des travailleurs frontaliers ». Par ailleurs, il s'ensuit que la partie requérante n'a, par le passé, pas défendu - a fortiori de manière durable - les intérêts des travailleurs migrants qui ne sont pas des travailleurs frontaliers. Elle n'aurait d'ailleurs pas pu le faire, car elle aurait de ce fait excédé le cadre de son objet social tel qu'il existait à l'époque. Le Gouvernement flamand souligne ensuite qu'au vu du rapport de la délibération relative à la modification statutaire du 19 novembre 1999, la partie requérante, dénommée « Vereniging voor Grensarbeiders [association de travailleurs frontaliers] », est composée de quatre membres, dont il est certain que personne n'est « travailleur migrant non frontalier ».

Enfin, le Gouvernement flamand observe que le décret présentement attaqué répond au grief formulé à l'époque par la partie requérante - lorsqu'elle défendait encore les intérêts des travailleurs frontaliers - dans son recours en annulation du décret du 9 juin 1998. En d'autres termes, dans l'intérêt des travailleurs migrants qui ne sont pas des travailleurs frontaliers, la partie requérante souhaite à présent porter atteinte aux intérêts des travailleurs frontaliers.

A.2. L'a.s.b.l. Vereniging voor Grensarbeiders produit la preuve de la publication de ses statuts et des modifications des statuts aux annexes du *Moniteur belge* et de la décision du conseil d'administration d'introduire un recours en annulation du décret entrepris. Aux termes de l'article 3 de ses statuts, elle a pour objet « la défense des intérêts des travailleurs migrants et ce dans tous les domaines de la société ». L'objet originaire de l'association portait, il est vrai, sur « les intérêts des travailleurs frontaliers », mais, selon la partie requérante, la notion de « travailleur frontalier » n'était pas définie en droit (fiscal) belge. Cette notion était dès lors dépourvue de portée juridique explicite aux yeux des fondateurs de l'association requérante, mais elle visait la situation d'un travailleur qui travaillait au delà de la frontière. Ce n'est que par l'adoption du décret entrepris que cette notion reçut une signification plus restrictive en droit fiscal régional. Sur ce, la partie requérante a précisé son objet social. Elle ajoute qu'elle défend les intérêts de ses membres non seulement au niveau fiscal mais dans tous les domaines de la société, si bien qu'il est illogique de vouloir comprendre uniquement au sens fiscal, du moins telle que cette notion est décrite dans le décret entrepris, la notion de travailleurs frontaliers, telle qu'elle figurait à l'origine dans l'objet social de l'association.

La partie requérante estime avoir défendu de manière durable les intérêts des travailleurs migrants. Dans le cadre du recours en annulation du décret du 9 juin 1998, introduit par la partie requérante, celle-ci a déjà souligné que le décret présentement entrepris établissait une nouvelle discrimination (arrêt n° 126/99, A.11). Elle renvoie ensuite au fait « qu'elle adresse régulièrement des écrits à ses membres, diffuse une revue destinée aux membres, a organisé une journée d'étude et contacte régulièrement les responsables politiques (belges et étrangers) » aux fins de défendre les intérêts des travailleurs qui travaillent au delà de la frontière. A titre d'exemple, la partie requérante a joint à son mémoire en réponse quelques lettres qui doivent étayer l'activité durable de l'association dans l'intérêt des travailleurs migrants.

La partie requérante réfute la thèse du Gouvernement flamand selon laquelle elle porterait atteinte, par son recours en annulation, aux intérêts des travailleurs frontaliers. Sa requête dénonce essentiellement le fait que la distinction entre les travailleurs frontaliers définis dans le décret entrepris et les autres travailleurs qui travaillent au delà de la frontière est discriminatoire. En outre, l'annulation de la définition restrictive de la notion de « travailleur frontalier » n'implique pas qu'ils perdent leur droit à une modération du précompte immobilier. Pareille annulation aurait uniquement pour effet que la réduction accordée s'applique à tous les travailleurs qui travaillent au delà de la frontière.

Enfin, la partie requérante s'oppose à l'insinuation selon laquelle elle ne compterait que quatre membres. Ainsi qu'il ressort des statuts de l'association, seuls les membres effectifs ont le droit de vote à l'assemblée générale. Outre les membres effectifs, l'association requérante compte environ 900 membres non effectifs « qui versent annuellement une contribution (financière) et qui sont régulièrement assistés dans leur situation particulière du travail hors frontière ».

#### *Quant au fond*

A.3. Selon la partie requérante, le décret entrepris est contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution en ce que, s'agissant de la modération du précompte immobilier, le décret établit une distinction entre deux catégories de contribuables travaillant à l'étranger dont les enfants ne sont pas admis au bénéfice des allocations familiales en vertu de la législation du pays d'occupation, selon qu'ils habitent et travaillent ou non dans la zone frontalière. Le critère de distinction n'est pas raisonnablement justifiable, compte tenu du but et des effets de la mesure et des principes en cause.

Avant l'adoption du décret entrepris, une réduction d'impôt n'était accordée que pour les enfants admis au bénéfice des allocations familiales. Etant donné que, dans certains pays, les allocations familiales sont conçues autrement qu'en Belgique, certains enfants n'étaient, en vertu de la législation étrangère applicable, pas admis au bénéfice des allocations familiales, alors qu'ils le seraient en vertu de la législation belge. Le décret entrepris entendait « supprimer l'éventuelle discrimination à l'égard de ce groupe (certes limité) de travailleurs frontaliers ».

A l'estime de la partie requérante, le critère du « travailleur frontalier » est toutefois sans pertinence, étant donné que la condition de base pour l'octroi d'une réduction d'impôt - « enfants admis au bénéfice des allocations familiales » - n'est pas fondée sur le statut fiscal du contribuable (être reconnu ou non comme travailleur frontalier), mais sur son statut social (en l'espèce déterminé par le pays d'occupation). Compte tenu de l'objectif poursuivi par le législateur décréteur, la distinction entre travailleurs frontaliers et travailleurs migrants ne peut être justifiée. En effet, les deux catégories ne se distinguent que par le fait d'habiter ou non dans la zone frontalière ou de travailler ou non dans cette zone, alors que ces circonstances sont sans la moindre pertinence pour l'octroi ou non de la modération du précompte immobilier pour charge d'enfant.

A.4. Selon le Gouvernement flamand, le moyen manque en fait étant donné que les travailleurs migrants qui ne sont pas des travailleurs frontaliers ne seraient pas privés du bénéfice de la réduction d'impôt. Certes, le nouvel article 257, § 2, 4°, du Code des impôts sur les revenus ne vise que les travailleurs frontaliers, sans doute parce qu'il s'agit du *quod plerumque fit* du problème qui surgirait lors de l'application de l'article 257, § 1<sup>er</sup>, 2°, et que le législateur décréteur entendait résoudre, mais cela n'empêche pas que tous, en ce compris les travailleurs occupés à l'étranger, peuvent encore invoquer l'article 257, § 1<sup>er</sup>, 2°, pour bénéficier de la réduction en question. Le Gouvernement flamand renvoie à cet égard au considérant B.5.4 de l'arrêt n° 126/99.

A.5. La partie requérante estime quant à elle que les contribuables qui ne travaillent pas ou n'habitent pas dans la zone frontalière ne peuvent bénéficier d'une modération du précompte immobilier en vertu de l'article 257, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du Code des impôts sur les revenus. Toute autre appréciation reviendrait à « vider de tout sens le décret entrepris » : ce décret a uniquement été adopté parce que le législateur décréta estimait que l'article 257, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, n'était pas applicable aux travailleurs frontaliers dont les enfants ne sont pas admis au bénéfice des allocations familiales en vertu de la législation du pays d'occupation. La partie requérante renvoie à cet égard aux travaux préparatoires du décret entrepris.

- B -

#### *Les dispositions entreprises*

B.1. Les dispositions entreprises modifient l'article 257 du Code des impôts sur les revenus 1992, tel qu'il a été remplacé par l'article 3 du décret de la Région flamande du 9 juin 1998 « contenant des dispositions modifiant le Code des impôts sur les revenus, pour ce qui concerne le précompte immobilier », qui prévoit un système de réductions du précompte immobilier. Dans certains cas, la réduction est automatique (article 257, § 1<sup>er</sup>). Dans d'autres cas, elle doit être demandée (article 257, § 2).

En vertu de l'article 257, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, une réduction du précompte immobilier est accordée pour l'habitation occupée le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition par une famille comptant au moins deux enfants, qui y sont domiciliés d'après l'inscription au registre de la population et qui ont droit aux allocations familiales.

L'article 2 du décret entrepris insère dans l'article 257, § 2, un 4<sup>o</sup>, qui dispose :

« § 2. Sur demande de l'intéressé :

[...]

4<sup>o</sup> la réduction du précompte immobilier, telle que visée au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, [est] accordée pour les enfants des travailleurs frontaliers, qui, en vertu de la législation du pays où ces derniers sont occupés, sont exclus de tout régime d'allocations familiales, pour autant que ces enfants, aux termes de la législation belge relative aux allocations familiales, soient admis au bénéfice des allocations familiales. »

L'article 3 du décret entrepris ajoute à l'article 257, § 3, un alinéa 3, qui dispose :

« Par travailleur frontalier au sens du § 2, 4<sup>o</sup>, on entend la personne occupée dans une région frontalière d'un pays voisin et qui est domiciliée le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition, d'après l'inscription au registre de la population, dans la région frontalière de la Belgique où elle retourne d'habitude chaque jour ou au moins une fois par semaine. »

#### *Quant à la recevabilité*

B.2.1. Le Gouvernement flamand objecte que la partie requérante, à défaut d'avoir publié la modification apportée à son objet social, ne peut se prévaloir de sa personnalité juridique.

B.2.2. La partie requérante a annexé à son mémoire en réponse une copie de la publication de la modification statutaire dans les annexes du *Moniteur belge*.

L'exception est rejetée.

B.3.1. Le Gouvernement flamand conteste l'intérêt de la partie requérante à son recours. Il fait valoir que l'association a modifié ses statuts dans la perspective de l'introduction de l'actuel recours et qu'elle ne compterait parmi ses membres aucun travailleur migrant autre que des travailleurs frontaliers.

B.3.2. Lorsqu'une association sans but lucratif se prévaut d'un intérêt collectif, il est requis que son objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; que cet intérêt ne soit pas limité aux intérêts individuels des membres; que la norme entreprise soit susceptible d'affecter l'objet social.

B.3.3. L'association requérante avait, aux termes de l'article 3 de ses statuts, pour objet « la défense des intérêts des travailleurs frontaliers et ce dans tous les domaines de la société ». Depuis le 19 novembre 1999, les mots « travailleurs frontaliers » sont remplacés par les mots « travailleurs migrants ».

Il n'appartient pas à la Cour d'examiner les motifs d'une modification statutaire. Elle doit dès lors uniquement prendre en compte la définition actuelle et opposable de l'objet social.

L'objet social se distingue de l'intérêt général et peut être affecté par la norme entreprise. L'intérêt dont se prévaut l'association porte sur l'interdiction de discrimination des contribuables travaillant à l'étranger qui n'habitent ou ne travaillent pas dans la zone frontalière. Elle agit dès lors en vue de préserver un intérêt collectif qui ne se limite pas aux intérêts individuels des membres.

Sauf un nombre minimum, la loi du 27 juin 1921 relative aux associations sans but lucratif n'impose pas de conditions de quantité ou de qualité auxquelles les membres d'une association doivent satisfaire. Dès lors, l'association qui a pour objet la défense des travailleurs migrants n'est pas obligée de compter parmi ses membres des travailleurs migrants qui ne sont pas des travailleurs frontaliers.

L'exception est rejetée.

#### *Quant au fond*

B.4. Selon les parties requérantes, les dispositions entreprises violent les articles 10 et 11 de la Constitution en ce que les contribuables travaillant à l'étranger qui n'habitent ou ne travaillent pas dans la zone frontalière seraient exclus de la réduction du précompte immobilier si leurs enfants ne sont pas admis au bénéfice des allocations familiales en vertu de la législation du pays d'occupation.

B.5.1. Parce qu'« il a été constaté qu'un grand nombre de réductions en matière de précompte immobilier auxquelles ont droit certaines personnes n'ont pas été demandées », le législateur décréta a choisi, en vue d'assurer un « régime plus transparent et, partant, plus équitable », d'accorder de manière automatique les réductions du précompte immobilier « par le biais de l'utilisation des banques de données existantes » (*Doc.*, Parlement flamand, 1997-1998, n° 927/1, p. 2).

Pour pouvoir faire usage des banques de données existantes, la réduction est dorénavant accordée pour les enfants « admis au bénéfice des allocations familiales ».

B.5.2. En vertu de l'article 13 du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil du 14 juin 1971 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, la législation de l'Etat membre où l'intéressé exerce ses activités salariées est applicable même s'il réside sur le territoire d'un autre Etat membre.

Etant donné que dans certains pays, comme les Pays-Bas, les allocations familiales sont conçues d'une manière différente de celle qui a cours en Belgique, certains enfants n'entrent pas en ligne de compte, en vertu de la législation étrangère, pour les allocations familiales, alors qu'ils seraient pris en compte à cette fin en vertu de la législation belge. Par suite de la disposition entreprise, certains contribuables seraient donc exclus de la réduction du précompte immobilier.

B.5.3. Dans son arrêt n° 126/99, la Cour a toutefois estimé que l'article 257, § 1<sup>er</sup>, 2°, du Code des impôts sur les revenus tel qu'il a été remplacé par l'article 3 du décret de la Région flamande du 9 juin 1998 « contenant des dispositions modifiant le Code des impôts sur les revenus, pour ce qui concerne le précompte immobilier », accorde la réduction pour « tous les enfants qui, en Belgique, sont ou seraient admis au bénéfice des allocations familiales, sans aucune [limitation] aux allocations familiales d'origine belge et indépendamment des conditions auxquelles ces allocations sont accordées dans le pays où est exercé l'emploi ».

Il s'ensuit que la réduction est accordée non seulement pour les enfants qui sont admis au bénéfice des allocations familiales en Belgique et pour les enfants qui sont admis au bénéfice des allocations familiales dans le pays où l'intéressé est occupé, mais également pour les enfants qui ne sont pas admis au bénéfice des allocations familiales dans le pays d'occupation mais qui le seraient en Belgique.

B.5.4. Pareille portée ne vide pas le décret présentement entrepris de tout sens. En effet, en prévoyant que la réduction du précompte immobilier doit être demandée par l'intéressé, le législateur décrétaal a entendu remédier à un problème d'ordre pratique :

« Etant donné que le groupe d'enfants en question n'est pas automatiquement détectable par le biais des bases de données consultées, l'ayant droit (à la réduction du précompte immobilier) devra annuellement prouver son droit en produisant une attestation de scolarité. C'est pour cette raison que la réduction n'est accordée qu'à la demande de l'intéressé. » (*Doc.*, Parlement flamand, 1998-1999, n° 1359/1, p. 2, et n° 1359/2, p. 3)

La circonstance que cette procédure de demande ne soit pas applicable à toutes les catégories qui ne sont pas détectables par le biais des banques de données susvisées ne prive pas le décret entrepris de toute justification. Il appartient au législateur décrétaal de déterminer à quelles catégories de contribuables la réduction du précompte immobilier n'est pas accordée automatiquement, mais uniquement sur demande.

L'exclusion de l'attribution automatique ne saurait être considérée comme une conséquence disproportionnée de la mesure critiquée : elle n'a pas pour effet que les contribuables qui remplissent les conditions de la réduction d'impôt mais qui n'entrent pas en ligne de compte pour son attribution automatique parce qu'ils ne figurent pas dans les banques de données existantes, soient privés pour cette raison du bénéfice de la réduction.

B.6. Il résulte de ce qui précède que les contribuables travaillant à l'étranger qui n'habitent ou ne travaillent pas dans la zone frontalière ne sont pas exclus de la réduction du précompte immobilier. Le moyen ne peut être accueilli.

Par ces motifs,  
la Cour  
rejette le recours.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise, en langue française et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 29 mars 2001, par le siège précité, dans lequel pour le prononcé, le président G. De Baets, admis à la retraite postérieurement au délibéré, est remplacé par le président H. Boel et le juge E. Cerexhe par le juge J. Delruelle, conformément à l'article 110 de la même loi.

Le greffier,  
P.-Y. Dutilleux

Le président,  
H. Boel

---

#### SCHIEDSHOF

D. 2001 — 1067

[C – 2001/21221]

Urteil Nr. 42/2001 vom 29. März 2001

*Geschäftsverzeichnisnummer 1865*

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Flämischen Region vom 18. Mai 1999 zur Abänderung des Artikels 257 des Einkommensteuergesetzbuches, erhoben von der VoG Vereniging voor Grensarbeiders.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden G. De Baets und M. Melchior, und den Richtern P. Martens, E. Cerexhe, R. Henneuse, E. De Groot und L. Lavrysen, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden G. De Baets,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 13. Januar 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 14. Januar 2000 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG Vereniging voor Grensarbeiders, mit Vereinigungssitz in 3930 Hamont-Achel, Haverstraat 5, Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Flämischen Region vom 18. Mai 1999 zur Abänderung des Artikels 257 des Einkommensteuergesetzbuches (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 16. Juli 1999).

II. *Verfahren*

Durch Anordnung vom 14. Januar 2000 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 1. Februar 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. Februar 2000.

Die Flämische Regierung, Martelaarsplein 19, 1000 Brüssel, hat mit am 20. März 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 5. Mai 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.



Die klagende Partei hat mit am 6. Juni 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnungen vom 29. Juni 2000 und vom 20. Dezember 2001 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 13. Januar 2001 bzw. 13. Juli 2001 verlängert.

Durch Anordnung vom 6. Februar 2001 hat der Hof die Besetzung um den Richter L. Lavrysen ergänzt.

Durch Anordnung vom 7. Februar 2001 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 1. März 2001 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 8. Februar 2001 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 1. März 2001

- erschienen

. RA W. Robben *loco* RA A. Van der Graesen, in Hasselt zugelassen, für die klagenden Partei,

. RA P. Van Orshoven, in Brüssel zugelassen, für die Flämische Regierung,

- haben die referierenden Richter L. Lavrysen und E. Cerexhe Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

### III. In rechtlicher Beziehung

- A -

#### In bezug auf die Zulässigkeit

A.1. Nach Auffassung der Flämischen Regierung sei die Klage unzulässig wegen mangelnden Interesses. Die klagende Partei verteidige nämlich die Wanderarbeitnehmer, die keine Grenzgänger seien. Auf den ersten Blick entspreche dies ihrem Satzungszweck, der darin bestehe, «die Interessen der Wanderarbeitnehmer zu vertreten». Doch dieses Ziel habe erst am 19. November 1999 den früheren Vereinigungszweck ersetzt, der darin bestanden habe, «die Interessen der Grenzgänger zu vertreten». Die Flämische Regierung leitet daraus ab, daß die Satzungsänderung eindeutig im Hinblick auf die Zulässigkeit der vorliegenden Nichtigkeitsklage durchgeführt worden sei.

Außerdem führt die Flämische Regierung an, daß die neue Zielsetzung noch nicht im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden sei. Daraus ergebe sich zunächst, daß die klagende Partei sich aufgrund von Artikel 26 in Verbindung mit Artikel 9 des Gesetzes vom 27. Juni 1921 «zur Verleihung der Rechtspersönlichkeit an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und an gemeinnützige Einrichtungen» nicht auf ihre Rechtspersönlichkeit berufen könne «und *a fortiori* ebenfalls nicht auf ihren neuen, nicht veröffentlichten Vereinigungszweck, so daß sie jedenfalls nicht auf zulässige Weise vor Gericht auftreten kann, um die Interessen von Wanderarbeitnehmern, die keine Grenzgänger sind, zu vertreten». Andererseits ergebe sich daraus, daß die klagende Partei in der Vergangenheit den Interessen der Wanderarbeitnehmer, die keine Grenzgänger seien, nicht gedient habe, und schon gar nicht langfristig. Sie habe dies im übrigen nicht tun können, weil sie dann ihren damaligen Vereinigungszweck überschritten hätte. Ferner verweist die Flämische Regierung darauf, daß die klagende Partei, die den Namen «Vereniging voor Grensarbeiders» (Vereinigung für Grenzgänger) trage, gemäß dem Bericht über die Beratung bezüglich ihrer Satzungsänderung vom 19. November 1999 aus vier Mitgliedern bestehe, von denen zweifellos niemand «ein Wanderarbeitnehmer, der kein Grenzgänger ist», sei.

Schließlich bemerkt die Flämische Regierung, daß das nunmehr angefochtene Dekret den seinerseits von der klagenden Partei - als sie noch für die Interessen der Grenzgänger eingetreten sei - mit ihrer Klage auf Nichtigkeitsklärung des Dekrets vom 9. Juni 1998 aufgegriffenen Beschwerden entgegenkomme. Mit anderen Worten: Im Interesse der Wanderarbeitnehmer, die keine Grenzgänger seien, wünsche die klagende Partei nun den Interessen der Grenzgänger Abbruch zu leisten.

A.2. Die VoG Vereniging voor Grensarbeiders legt den Nachweis der Veröffentlichung ihrer Satzung und deren Änderungen in den Anlagen zum *Belgischen Staatsblatt* sowie den Beschluß des Verwaltungsrates, Klage gegen das angefochtene Dekret einzureichen, vor. Ihr Vereinigungszweck bestehe laut Artikel 3 darin, «die Interessen der Wanderarbeitnehmer zu vertreten, und dies auf allen gesellschaftlichen Gebieten». Zwar habe sich der ursprüngliche Zweck der Vereinigung auf «die Interessen der Grenzgänger» bezogen, doch nach Darlegung der klagenden Partei sei der Begriff «Grenzgänger» im belgischen (Steuer-)Recht nicht definiert worden. Der Begriff habe daher für die Gründer der klagenden Vereinigung keinen ausdrücklichen juristischen Inhalt, sondern habe auf die Lage eines Arbeitnehmers verwiesen, der jenseits der Grenze einer Arbeit nachgegangen sei. Erst durch das angefochtene Dekret sei im regionalen Steuerrecht diesem Begriff eine engere Bedeutung verliehen worden. Daraufhin habe die klagende Partei ihren Vereinigungszweck verdeutlicht. Außerdem verweist sie darauf, daß sie die Interessen ihrer Mitglieder nicht nur auf steuerlichem Gebiet, sondern auf allen gesellschaftlichen Gebieten vertrete, so daß es unlogisch sei, den Begriff Grenzgänger, so wie er ursprünglich in der Zielsetzung festgehalten worden sei, ausschließlich im steuerlichen Sinne auslegen zu wollen, so wie es nunmehr im angefochtenen Dekret geschehe.

Die klagende Partei ist der Auffassung, daß sie langfristig im Interesse der Wanderarbeitnehmer gehandelt habe. Anlässlich ihrer Nichtigkeitsklage gegen das Dekret vom 9. Juni 1998, die von der klagenden Partei eingereicht worden sei, habe sie bereits darauf hingewiesen, daß das nunmehr angefochtene Dekret eine neue Diskriminierung eingeführt habe (Urteil Nr. 126/99, A.11). Ferner verweist sie auf «die Tatsache, daß sie ihren Mitgliedern regelmäßig Dokumente zusendet, eine Mitgliedszeitschrift verteilt, eine Studententagung organisiert hat und regelmäßig Kontakte zu (inländischen und ausländischen) Verantwortlichen der Politik herstellt», um die Interessen der Arbeitnehmer, die jenseits der Grenze einer Berufstätigkeit nachgehen, zu verteidigen. Dem Erwidierungsschriftsatz seien als Beispiele mehrere Briefe beigelegt, die die dauerhafte Arbeit der Vereinigung zugunsten der Wanderarbeitnehmer untermauern sollten.

Die klagende Partei ficht den Standpunkt der Flämischen Regierung an, daß sie mit ihrer Nichtigkeitsklage den Interessen der Grenzgänger schade. Mit ihrer Klageschrift prangere sie im wesentlichen an, daß der Unterschied zwischen den im angefochtenen Dekret erwähnten Grenzgängern und den anderen Arbeitnehmern, die jenseits der Grenze einer Tätigkeit nachgingen, diskriminierend sei. Außerdem habe die Nichtigkeitsklärung der Auslegung des Begriffs «Grenzgänger» im engeren Sinne nicht zur Folge, daß sie ihr Recht auf eine Ermäßigung des Immobilienvorabzugs verlören. Eine solche Nichtigkeitsklärung würde lediglich zur Folge haben, daß die zugestandene Ermäßigung für alle Arbeitnehmer, die jenseits der Grenze berufstätig seien, gelte.

Schließlich könne die klagende Partei nicht die Unterstellung hinnehmen, daß sie lediglich vier Mitglieder hätte. Wie aus der Satzung der Vereinigung hervorgehe, hätten nur die effektiven Mitglieder ein Stimmrecht in der Generalversammlung. Neben den effektiven Mitgliedern umfasse die klagende Vereinigung rund 900 nicht effektive Mitglieder, «die jährlich einen (finanziellen) Beitrag zahlen und die regelmäßig in ihrer besonderen Situation der Arbeit jenseits der Grenze Unterstützung erhalten».

#### *Zur Hauptsache*

A.3. Nach Darlegung der klagenden Partei stehe das angefochtene Dekret im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, indem es hinsichtlich der Herabsetzung des Immobilienvorabzugs einen Unterschied einführe zwischen zwei Kategorien von im Ausland berufstätigen Steuerpflichtigen, deren Kinder aufgrund der Gesetzgebung des Beschäftigungslandes nicht für die Familienzulagen berücksichtigt würden, je nachdem, ob sie im Grenzgebiet wohnten und arbeiteten oder nicht. Das Unterscheidungskriterium sei nicht vernünftig zu rechtfertigen angesichts der Zielsetzung und der Folgen der Maßnahme und der diesbezüglich geltenden Grundsätze.

Vor dem Inkrafttreten des angefochtenen Dekrets sei lediglich eine Steuerermäßigung für die Kinder gewährt worden, die für Familienzulagen berücksichtigt würden. Da die Familienzulagen in gewissen Ländern anders gehandhabt würden als in Belgien, seien gewisse Kinder aufgrund der auf sie anwendbaren ausländischen Gesetzgebung nicht für die Familienzulagen berücksichtigt worden, während sie aufgrund der belgischen Gesetzgebung sehr wohl dafür berücksichtigt worden wären. Mit dem angefochtenen Dekret sei bezweckt worden, die « mögliche Diskriminierung dieser (zwar begrenzten) Gruppe von Grenzgängern aufzuheben ».

Das Kriterium « Grenzgänger » sei jedoch nach Auffassung der klagenden Partei nicht sachdienlich, da die Grundbedingung für die Gewährung der Steuerermäßigung - «Kinder, die für Familienzulagen in Frage kommen» - nicht auf dem Steuerstatus des Steuerpflichtigen (als Grenzgänger anerkannt sein oder nicht) beruhe, sondern vielmehr auf seinem sozialrechtlichen Status (der im vorliegenden Fall durch das Beschäftigungsland bestimmt werde). Der Unterschied zwischen Grenzgängern und Wanderarbeitnehmern sei angesichts der Zielsetzung des Dekretgebers nicht zu rechtfertigen. Beide Kategorien würden sich nämlich nur dadurch unterscheiden, ob man im Grenzgebiet wohnhaft sei oder nicht oder ob man im Grenzgebiet berufstätig sei oder nicht, während diese Umstände absolut irrelevant seien für die Zuerkennung der Ermäßigung des Immobilienvorabzugs wegen unterhaltsberechtigter Kinder.

A.4. Nach Darlegung der Flämischen Regierung sei der Klagegrund faktisch mangelhaft, weil den Wanderarbeitnehmern, die nicht Grenzgänger seien, der Vorteil der Steuerermäßigung nicht entzogen werde. Zwar gelte der neue Artikel 257 § 2 Nr. 4 des Einkommensteuergesetzbuches nur für die Grenzgänger, wohl weil es sich um das *quod plerumque fit* des Problems handele, das im Falle der Anwendung von Artikel 257 § 1 Nr. 2 entstehen würde und das der Dekretgeber habe lösen wollen, doch dies hindere nicht daran, daß jeder, einschließlich aller im Ausland beschäftigten Arbeitnehmer, nach wie vor Artikel 257 § 1 Nr. 2 geltend machen könne, um in den Genuß der betreffenden Ermäßigung zu gelangen. Die Flämische Regierung verweist hierzu auf die Erwägung B.5.4 des Urteils Nr. 126/99.

A.5. Die klagende Partei ist hingegen der Auffassung, daß die Steuerpflichtigen, die nicht im Grenzgebiet berufstätig oder wohnhaft seien, nicht aufgrund von Artikel 257 § 1 Nr. 2 des Einkommensteuergesetzbuches eine Ermäßigung des Immobilienvorabzugs erhalten könnten. Eine andere Auslegung würde « dem angefochtenen Dekret jeglichen Sinn entziehen »; dieses Dekret sei lediglich angenommen worden, weil der Dekretgeber der Auffassung gewesen sei, daß Artikel 257 § 1 Nr. 2 nicht auf die Grenzgänger anwendbar sei, deren Kinder aufgrund der im Beschäftigungsland geltenden Regelung nicht für die Familienzulagen berücksichtigt würden. Die klagende Partei verweist hierzu auf die Vorarbeiten zum angefochtenen Dekret.

- B -

#### *Die angefochtenen Bestimmungen*

B.1. Die angefochtenen Bestimmungen ändern Artikel 257 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 in seiner Neufassung gemäß Artikel 3 des Dekrets der Flämischen Region vom 9. Juni 1998 zur Festlegung von Bestimmungen zur Abänderung des Einkommensteuergesetzbuches im Bereich des Immobilienvorabzugs, welcher ein System von Ermäßigungen des Immobilienvorabzugs vorsieht. In gewissen Fällen wird die Ermäßigung automatisch gewährt (Artikel 257 § 1). In anderen Fällen muß sie beantragt werden (Artikel 257 § 2).

Aufgrund von Artikel 257 § 1 Nr. 2 wird eine Ermäßigung des Immobilienvorabzugs gewährt für eine Wohnung, die am 1. Januar des Veranlagungsjahres von einer Familie mit wenigstens zwei Kindern belegt ist, deren Wohnsitz sich gemäß der Eintragung im Bevölkerungsregister dort befindet und die für die Familienzulagen berücksichtigt werden.

Artikel 2 des angefochtenen Dekrets ergänzt Artikel 257 § 2 um eine Nr. 4, die besagt:

« § 2. Auf Antrag des Betroffenen wird

[...]

4. die Ermäßigung des Immobilienvorabzugs im Sinne von § 1 Nr. 2 für die Kinder von Grenzgängern gewährt, die infolge der Regelung in dem Land, wo diese Grenzgänger beschäftigt sind, von jedem System der Familienzulagen ausgeschlossen sind, vorausgesetzt, diese Kinder kämen gemäß der belgischen Familienzulagenregelung für Familienzulagen in Frage. »

Artikel 3 des angefochtenen Dekrets ergänzt Artikel 257 § 3 um einen Absatz 3, der bestimmt:

« Unter Grenzgängern im Sinne von § 2 Nr. 4 sind Personen zu verstehen, die im Grenzgebiet eines Nachbarlandes erwerbstätig sind und ihren Wohnsitz am 1. Januar des Veranlagungsjahres gemäß einer Eintragung im Bevölkerungsregister im belgischen Grenzgebiet haben, in das sie gewöhnlich täglich oder wenigstens einmal pro Woche zurückkehren. »

#### *In bezug auf die Zulässigkeit*

B.2.1. Die Flämische Regierung führt an, daß die klagende Partei sich in Ermangelung einer Veröffentlichung der Änderung ihres Vereinigungszwecks nicht auf ihre Rechtspersönlichkeit berufen könne.

B.2.2. Die klagende Partei hat ihrem Erwidierungsschriftsatz eine Kopie der Veröffentlichung der Satzungsänderung in den Anlagen zum *Belgischen Staatsblatt* beigefügt.

Die Einrede wird zurückgewiesen.

B.3.1. Die Flämische Regierung stellt das Interesse der klagenden Partei an ihrer Klage in Abrede. Sie führt an, daß die Vereinigung ihre Satzung im Hinblick auf das Einreichen der vorliegenden Klage geändert habe und daß unter ihren Mitgliedern keine anderen Wanderarbeitnehmer als Grenzgänger seien.

B.3.2. Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht sich auf ein kollektives Interesse beruft, ist es erforderlich, daß ihr Vereinigungszweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, daß sich dieses Interesse nicht auf die individuellen Interessen der Mitglieder beschränkt und daß die angefochtene Rechtsnorm den Vereinigungszweck beeinträchtigen kann.

B.3.3. Die klagende Vereinigung verfolgt gemäß Artikel 3 ihrer Satzung die Zielsetzung, « die Interessen der Grenzgänger zu vertreten, und dies auf allen gesellschaftlichen Gebieten ». Seit dem 19. November 1999 ist darin der Begriff « Grenzgänger » durch « Wanderarbeitnehmer » ersetzt worden.

Es obliegt dem Hof nicht, die Gründe einer Satzungsänderung zu beurteilen. Er muß daher lediglich die nun geltende und entgegenhaltbare Beschreibung der Zielsetzung beachten.

Der Vereinigungszweck unterscheidet sich vom allgemeinen Interesse und kann durch die angefochtene Norm beeinträchtigt werden. Das Interesse, auf das sich die Vereinigung im vorliegenden Fall beruft, betrifft das Verbot der Diskriminierung von im Ausland berufstätigen Steuerpflichtigen, die nicht im Grenzgebiet wohnen oder arbeiten. Sie handelt daher zur Verteidigung eines kollektiven Interesses, das sich nicht auf die individuellen Interessen der Mitglieder beschränkt.

Mit Ausnahme einer Mindestzahl schreibt das Gesetz vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht weder mengenmäßige noch qualitätsmäßige Bedingungen für die Mitglieder einer Vereinigung vor. Es ist daher nicht erforderlich, daß die Vereinigung, die es sich zum Ziel gesetzt hat, die Interessen der Wanderarbeitnehmer zu vertreten, unter ihren Mitgliedern Wanderarbeitnehmer hat, die keine Grenzgänger sind.

Die Einrede wird zurückgewiesen.

*Zur Hauptsache*

B.4. Nach Darlegung der klagenden Parteien würden die angefochtenen Bestimmungen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen, indem im Ausland berufstätige Steuerpflichtige, die nicht im Grenzgebiet wohnen oder arbeiten, von der Ermäßigung des Immobilienvorabzugs ausgeschlossen werden, wenn ihre Kinder aufgrund der Gesetzgebung des Beschäftigungslandes nicht für die Familienzulagen berücksichtigt werden.

B.5.1. Da « festgestellt wurde, daß zahlreiche Ermäßigungen im Bereich des Immobilienvorabzugs, auf die Personen Anspruch haben, nicht beantragt wurden », hat der Dekretgeber sich im Hinblick auf eine « transparentere und somit gerechtere Regelung » dafür entschieden, die Ermäßigungen des Immobilienvorabzugs « durch Nutzung von bestehenden Datenbanken » automatisch zu gewähren (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 1997-1998, Nr. 927/1, S. 2).

Um bestehende Datenbanken nutzen zu können, wird die Ermäßigung künftig für Kinder gewährt, « die für Familienzulagen in Frage kommen ».

B.5.2. Aufgrund von Artikel 13 der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 des Rates vom 14. Juni 1971 zur Anwendung der Systeme der sozialen Sicherheit auf Arbeitnehmer, Selbständige und deren Familienangehörige, die innerhalb der Gemeinschaft zu- und abwandern, finden die Rechtsvorschriften des Mitgliedstaates, in dem der Betroffene beschäftigt ist, Anwendung, und zwar auch dann, wenn er im Gebiet eines anderen Mitgliedstaates wohnt.

Da die Familienzulagen in gewissen Ländern, wie den Niederlanden, anders geregelt sind als in Belgien, kommen gewisse Kinder aufgrund der ausländischen Gesetzgebung nicht für Familienzulagen in Frage, während sie aufgrund der belgischen Gesetzgebung wohl dafür in Frage kämen. Infolge der angefochtenen Bestimmungen würden gewisse Steuerpflichtige daher von der Ermäßigung des Immobilienvorabzugs ausgeschlossen werden.

B.5.3. Im Urteil Nr. 126/99 hat der Hof jedoch erkannt, daß Artikel 257 § 1 Nr. 2 des Einkommensteuergesetzbuches in seiner Neufassung gemäß Artikel 3 des Dekrets der Flämischen Region vom 9. Juni 1998 zur Festlegung von Bestimmungen zur Abänderung des Einkommensteuergesetzbuches im Bereich des Immobilienvorabzugs « allen Kindern, die in Belgien für Familienzulagen in Frage kommen oder kommen würden, die Ermäßigung gewährt, ohne daß dies sich auf die Familienzulagen belgischen Ursprungs beschränkt, und ungeachtet der Bedingungen der Zuerkennung im Beschäftigungsland ».

Daraus ergibt sich, daß die Ermäßigung nicht nur für die Kinder gewährt wird, die in Belgien für Familienzulagen berücksichtigt werden, und für die Kinder, die im Beschäftigungsland des Betroffenen für Familienzulagen berücksichtigt werden, sondern auch für die Kinder, die im Beschäftigungsland nicht für Familienzulagen berücksichtigt werden, aber in Belgien sehr wohl für Familienzulagen berücksichtigt würden.

B.5.4. Eine solche Tragweite entzieht dem nunmehr angefochtenen Dekret nicht jegliche Bedeutung. Indem es besagt, daß der Betroffene die Ermäßigung des Immobilienvorabzugs beantragen muß, behebt es ein praktisches Problem:

« Da die vorgesehene Gruppe von Kindern nicht automatisch durch die zu Rate gezogenen Datenbanken zu ermitteln ist, wird der Anspruchsberechtigte (für die Ermäßigung des Immobilienvorabzugs) jedes Jahr seinen Anspruch anhand einer Schulbescheinigung nachweisen müssen. Daher wird die Ermäßigung nur auf Antrag des Betroffenen gewährt. » (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 1998-1999, Nr. 1359/1, S. 2, und Nr. 1359/2, S. 3)

Der Umstand, daß dieses Antragsverfahren nicht für alle Kategorien gilt, die nicht anhand der betreffenden Datenbanken zu ermitteln sind, kann dem angefochtenen Dekret nicht seine Rechtfertigung entziehen. Es obliegt dem Dekretgeber, die Kategorien von Steuerpflichtigen zu bestimmen, denen die Ermäßigung des Immobilienvorabzugs nicht automatisch, sondern nur auf Antrag gewährt werden kann.

Der Ausschluß der automatischen Zuerkennung kann nicht als eine unverhältnismäßige Folge der angefochtenen Maßnahme betrachtet werden, denn er führt nicht dazu, daß die Steuerpflichtigen, die die Bedingungen für die Steuerermäßigung erfüllen, jedoch nicht für die automatische Zuerkennung in Frage kommen, weil sie nicht in den bestehenden Datenbanken vorkommen, aus diesem Grund vom Vorteil der Ermäßigung ausgeschlossen würden.

B.6. Aus den obigen Darlegungen ergibt sich, daß die im Ausland tätigen Steuerpflichtigen, die nicht im Grenzgebiet wohnen oder arbeiten, nicht von der Ermäßigung Immobilienvorabzugs ausgeschlossen werden. Der Klagegrund ist folglich nicht annehmbar.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in niederländischer, französischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 29. März 2001, durch die vorgenannte Besetzung, in der bei der Urteilsverkündung der Vorsitzende G. De Baets, der nach Beratungsschluß in den Ruhestand getreten ist, durch den Vorsitzenden H. Boel und der Richter E. Cerexhe durch die Richterin J. Delruelle vertreten wird, gemäß Artikel 110 desselben Gesetzes.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux

Der Vorsitzende,

H. Boel

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE**

**MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP**

N. 2001 — 1068

[S - C - 2001/35368]

**9 MAART 2001. — Besluit tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 17 juni 1997  
betreffende de personeelsformatie in het buitengewoon basisonderwijs**

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997, inzonderheid artikel 148, gewijzigd bij het decreet van 14 juli 1998;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 17 juni 1997 betreffende de personeelsformatie in het buitengewoon basisonderwijs, inzonderheid op artikel 17;

Gelet op het protocol nr. 380 van 30 juni 2000 houdende de conclusies van de onderhandelingen die gevoerd werden in de gemeenschappelijke vergadering van het sectorcomité x en van onderafdeling "Vlaamse Gemeenschap" van afdeling 2 van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Gelet op het protocol nr. 155 van 30 juni 2000 houdende de conclusies van de onderhandelingen die gevoerd werden in de vergadering van het overkoepelend onderhandelingscomité vrij gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 27 juni 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Vlaamse regering, op 7 juli 2000, betreffende de aanvraag om advies bij de Raad van State binnen een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 23 november 2000, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 17, §1 van het besluit van de Vlaamse regering van 17 juni 1997 betreffende de personeelsformatie in het buitengewoon onderwijs wordt het 3de streepje vervangen door de volgende bepaling :

— " - type 3 : 1,7;"

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2000.

**Art. 3.** De Vlaamse minister bevoegd voor Onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 9 maart 2001.

De minister-president van de Vlaamse regering,  
P. DEWAEL

De Vlaamse minister van Onderwijs en Vorming,  
Mevr. M. VANDERPOORTEN

TRADUCTION

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE**

F. 2001 — 1068

[C - 2001/35368]

**9 MARS 2001. — Arrêté modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juin 1997  
relatif au cadre organique dans l'enseignement fondamental spécial**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret relatif à l'enseignement fondamental du 25 février 1997, notamment l'article 148, modifié par le décret du 14 juillet 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juin 1997 relatif au cadre organique dans l'enseignement fondamental spécial, notamment l'article 17;

Vu le protocole n° 380 du 30 juin 2000 portant les conclusions des négociations menées en réunion commune du Comité sectoriel X et de la sous-section « Communauté flamande » de la section 2 du comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu le protocole n° 155 du 30 juin 2000 portant les conclusions des négociations menées au sein du comité coordinateur de négociation de l'enseignement libre subventionné;

Vu l'accord du Ministre flamand compétent pour le budget, donné le 27 juin 2000;

Vu la délibération du Gouvernement flamand le 7 juillet 2000 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 23 novembre 2000, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Formation;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 17, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juin 1997 relatif au cadre organique dans l'enseignement fondamental ordinaire, le troisième tiret est remplacé par la disposition suivante :

— « - type 3 : 1,7; ».

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 2000.

**Art. 3.** Le Ministre flamand qui a l'Enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 9 mars 2001.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAELE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Formation,

Mme M. VANDERPOORTEN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 1069

[C - 2001/27220]

**27 MARS 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon autorisant le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie à contracter sous la garantie de la Région wallonne, un emprunt d'un montant de 2 300 000 000 de francs**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, institué par le décret du 29 octobre 1998;

Vu le décret du 14 décembre 2000 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année 2001, notamment l'article 33;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 portant exécution de l'article 183 du Code wallon du Logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 fixant la partie des programmes d'investissement que le Fonds doit affecter par priorité au financement de logements destinés à des personnes occupant un logement améliorable ou non améliorable;

Vu le contrat de gestion 1999-2003 entre la Région wallonne et le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 mars 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 mars 2001;

Sur la proposition du Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La Région wallonne accorde sa garantie de bonne fin à l'emprunt d'un montant maximum de deux milliards trois cent millions de francs.

**Art. 2.** L'emprunt peut être émis par tranches. Chaque demande de levée est accompagnée d'un échéancier prévisionnel justifiant le besoin de trésorerie.

**Art. 3.** Le Ministre du Budget est associé à tous les stades de la procédure laquelle nécessite notamment l'analyse des dossiers par l'administration régionale de la Trésorerie.

**Art. 4.** Le Ministre du Budget et du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mars 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 1069

[C — 2001/27220]

**27. MÄRZ 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den der "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) ermächtigt wird, eine Anleihe in Höhe von 2 300 000 000 BEF mit der Bürgschaft der Wallonischen Region aufzunehmen**

Die wallonische Regierung,

Aufgrund des durch das Dekret vom 29. Oktober 1998 eingeführten Wallonischen Wohngesetzbuches;

Aufgrund des Dekrets vom 14. Dezember 2000 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2001;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie";

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. März 1999 zur Ausführung von Artikel 183 des Wallonischen Wohngesetzbuches;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. März 1999 zur Festsetzung des Anteils der Investierungsprogramme, den der "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" vorrangig für die Finanzierung von Wohnungen bereitstellen muss, die für Personen bestimmt sind, die eine verbesserungsfähige oder nicht verbesserungsfähige Wohnung bewohnen;

Aufgrund des Geschäftsführungsvertrags 1999-2003 zwischen der Wallonischen Region und dem "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie";

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1;

Aufgrund des am 20. März 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 23. März 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die wallonische Region gewährt ihre Ausfallbürgschaft für die Anleihe eines Höchstbetrags von zwei Milliarden dreihundert Millionen BEF.

**Art. 2** - Die Anleihe kann in Teilbeträgen ausgegeben werden. Jeder Einforderung eines Teilbetrags ist ein Fälligkeitsplan zur Begründung des Finanzbedarfs beizufügen.

**Art. 3** - Der Minister des Haushalts wird an jedem Stadium des Verfahrens, zu welchem die Überprüfung der Akten durch die regionale Finanzverwaltung gehört, beteiligt.

**Art. 4** - Der Minister des Haushalts und des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. März 2001

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

M. DAERDEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 1069

[C — 2001/27220]

**27 MAART 2001. — Besluit van de Waalse Regering waarbij het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Waals Woningfonds van de Grote Gezinnen) ertoe gemachtigd wordt een lening van 2 300 miljoen BEF onder garantie van het Waalse Gewest aan te gaan**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 29 oktober 1998 tot invoering van de Waalse Huisvestingscode;

Gelet op het decreet van 14 december 2000 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2001, inzonderheid op artikel 33;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemootkoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 houdende uitvoering van artikel 183 van de Huisvestingscode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 tot vaststelling van het deel van de investeringsprogramma's dat door het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" bij voorkeur aangewend wordt voor de financiering van woningen bestemd voor personen die een al dan niet verbeterbare woning betrekken;

Gelet op het beheerscontract 1999-2003 tussen het Waalse Gewest en het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie";

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 maart 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 maart 2001;  
Op de voordracht van de Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

Besluit :

**Artikel 1.** Het Waalse Gewest verleent zijn waarborg van honorering voor een lening van maximum twee miljard driehonderd miljoen BEF.

**Art. 2.** De lening mag in tranches worden uitgegeven. Bij iedere opnameaanvraag wordt een tijdschema voor de betalingen gevoegd waarbij het bewijs van de kasbehoefte wordt geleverd.

**Art. 3.** De Minister van Begroting wordt betrokken bij elke stap van de procedure, waarvoor o.m. het onderzoek van de dossiers door het gewestelijke bestuur Thesaurie is vereist.

**Art. 4.** De Minister van Begroting en Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 maart 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN



#### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 1070

[C — 2001/27225]

#### **27 MARS 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 1995 modifiant le règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne les établissements permettant l'exercice d'activités sportives ou récréatives**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur, modifiée par la loi du 22 juillet 1974 et du 22 décembre 1989;

Vu le règlement général pour la protection du travail, approuvé par l'arrêté du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947, notamment le Titre 1<sup>er</sup>, Chapitre II, A, modifié par l'arrêté royal du 10 février 1970;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 1995 modifiant le Règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne les établissements permettant l'exercice d'activités sportives ou récréatives;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en vertu de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 1995 susvisé, tout terrain de sport moteur faisant l'objet de plus d'une activité par an est considéré comme terrain permanent, entraînant l'obligation de réaliser une étude d'incidences;

Considérant que ceci pourrait empêcher l'organisation d'une manifestation importante à caractère exceptionnel;

Considérant que les nuisances relatives à deux manifestations annuelles restent modérées;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 1995 modifiant le règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne des établissements permettant l'exercice d'activités sportives ou récréatives, le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant :

« Les établissements mentionnés aux rubriques 47bis, 264bis, 377, 378, 386bis et 390bis du chapitre II, liste A, ne sont considérés comme érigés à titre temporaire que s'il y est organisé, au plus, deux activités par an, se déroulant chacune pendant trois jours consécutifs au maximum; si ces activités consistent en une épreuve, les entraînements qui s'y rapportent sont compris dans la période de trois jours. Dans les hypothèses visées au présent alinéa, une autorisation est requise chaque année, pour chaque activité. »

**Art. 2.** Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mars 2001.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 1070

[C — 2001/27225]

#### **27. MÄRZ 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. März 1995 zur Abänderung der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung bezüglich der Einrichtungen, die die Ausübung von Sport- oder Freizeitaktivitäten ermöglichen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Mai 1888 über die Inspektion der gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Betriebe und die Aufsicht über die Dampfmaschinen und -kessel, abgeändert durch die Gesetze vom 22. Juli 1974 und vom 22. Dezember 1989;

Aufgrund der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, genehmigt durch die Regentenerlasse vom 11. Februar 1946 und vom 27. September 1947, insbesondere Titel 1, Kapitel II, A, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 10. Februar 1970;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. März 1995 zur Abänderung der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung bezüglich der Einrichtungen, die die Ausübung von Sport- oder Freizeitaktivitäten ermöglichen;

In der Erwägung, dass gemäß Artikel 3 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. März 1995 jedes Gelände zur Ausübung von Motorsportarten, auf dem mehr als eine Aktivität pro Jahr durchgeführt wird, als eine ständige Einrichtung gilt, für die eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchzuführen ist;

In der Erwägung, dass diese Auflage dazu führen könnte, die Organisation einer wichtigen und einzigartigen Veranstaltung zu verhindern;

In der Erwägung, dass die mit zwei Veranstaltungen pro Jahr verbundene Lärmbelästigung gering bleibt;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. März 1995 zur Abänderung der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung bezüglich der Einrichtungen, die die Ausübung von Sport- oder Freizeitaktivitäten ermöglichen, wird der zweite Absatz durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Die in den Rubriken 47bis, 264bis, 377, 378, 386bis und 390bis von Kapitel II, Liste A, angeführten Einrichtungen werden nur dann als zeitweilig errichtete Einrichtungen betrachtet, wenn dort höchstens zweimal jährlich eine Aktivität organisiert wird, die sich über eine Dauer von höchstens drei Tagen erstreckt; wenn es sich bei dieser Aktivität um einen Wettstreit handelt, sind die diesbezüglichen Trainingseinheiten in diesem dreitägigen Zeitraum einbegriffen. In den im obenstehenden Absatz genannten Annahmen ist jedes Jahr für jede Aktivität eine Genehmigung zu beantragen.»

**Art. 2** - Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. März 2001

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

\_\_\_\_\_

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 1070

[C – 2001/27225]

**27 MAART 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 maart 1995 tot wijziging van het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming i.v.m. de inrichtingen voor de uitoefening van sport- of recreatieactiviteiten**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 5 mei 1888 betreffende het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen en op de stoommachines en -ketels, gewijzigd bij de wetten van 22 juli 1974 en 22 december 1989;

Gelet op het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, inzonderheid op Titel I, Hoofdstuk II, A, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 februari 1970;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 maart 1995 tot wijziging van het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming i.v.m. de inrichtingen voor de uitoefening van sport- of recreatieactiviteiten;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat ieder terrein voor motorsport waarop meer dan één activiteit per jaar wordt georganiseerd, krachtens artikel 3 van bovenvermeld besluit van 9 maart 1995, als permanent terrein wordt beschouwd, met als gevolg de verplichting om een effectonderzoek te verrichten;

Overwegende dat deze toestand de organisatie van een groot evenement met uitzonderlijk karakter zou kunnen beletten;

Overwegende dat de hinder verbonden aan twee jaarlijkse evenementen matig blijft;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 9 maart 1995 tot wijziging van het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming i.v.m. de inrichtingen voor de uitoefening van sport- of recreatieactiviteiten, wordt het tweede lid vervangen door de volgende tekst :

« De inrichtingen vermeld in de rubrieken 47bis, 264bis, 377, 378, 386bis en 390bis van hoofdstuk II, lijst A, worden slechts beschouwd als tijdelijk opgericht indien er maximum twee activiteiten per jaar in georganiseerd worden, die op maximum drie achtereenvolgende dagen plaatsvinden; als deze activiteiten in een wedstrijd bestaan, worden de oefeningen die erop betrekking hebben in die periode van drie dagen begrepen. Voor de in dit lid bedoelde gevallen wordt elk jaar een vergunning per activiteit vereist. »

**Art. 2.** De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 maart 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET



## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES  
ET DE L'AGRICULTURE

[2001/16117]

## Personnel scientifique. — Nomination

Par arrêté royal du 12 mars 2001, M. Marsin, Jean-Marie, est nommé au grade de chef de travaux (rang B) aux services centraux du Centre d'Economie agricole, à partir du 1<sup>er</sup> février 2001, dans le cadre linguistique français.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND  
EN LANDBOUW

[2001/16117]

## Wetenschappelijk personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 12 maart 2001 wordt de heer Marsin, Jean-Marie, met ingang van 1 februari 2001, in het Frans taalkader, benoemd tot werkleider (rang B) bij de centrale diensten van het Centrum voor Landbouweconomie.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

[2001/09332]

Direction générale de l'Organisation judiciaire  
Personnel. — Maisons de justice. — Mobilité

Par arrêté ministériel du 4 avril 2001, M. Barbier, J.-P., chef administratif auprès du Ministère de l'Intérieur, est transféré à la Direction générale de l'Organisation judiciaire - Services extérieurs du Service des Maisons de justice du Ministère de la Justice, sur un emploi vacant de chef administratif dans le cadre linguistique français à partir du 1<sup>er</sup> avril 2001.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2001/09332]

Directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie  
Personeel. — Justitiehuizen. — Mobiliteit

Bij ministerieel besluit van 4 april 2001 wordt de heer Barbier, J.-P., bestuurschef bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken, overgeplaatst naar het Directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie — Buitendiensten van de Dienst Justitiehuizen van het Ministerie van Justitie, naar een vacante betrekking van bestuurschef in het Franse taalkader, vanaf 1 april 2001.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel, te worden toegezonden.

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

[2001/22185]

14 MARS 2001. — Arrêté ministériel portant l'agrégation  
des maîtres de stage en médecine générale

La Ministre de la Santé publique,

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrégation des médecins spécialistes et des médecins généralistes modifié par les arrêtés royaux du 13 mars 1985, du 12 août 1985, du 13 juin 1986 et du 16 mars 1999, notamment l'article 39, § 2;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 1997 déterminant les critères de l'agrément des maîtres de stage en médecine générale,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les médecins mentionnés ci-après sont agréés en qualité de maîtres de stage en médecine générale pour une durée de deux ans :

Dr Boons, M., Lier;  
Dr De Cooman, F., Zottegem;  
Dr De Meester, J., Zwalm;

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

[2001/22185]

14 MAART 2001. — Ministerieel besluit houdende de erkenning van  
stagemeeesters in de huisartsgeneeskunde

De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van geneesheren-specialisten en van huisartsen, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 13 maart 1985, 12 augustus 1985, van 13 juni 1986 en van 16 maart 1999, inzonderheid op artikel 39, § 2;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 november 1997 tot vaststelling van de criteria voor erkenning van de stagemeeesters in de huisartsgeneeskunde,

Besluit :

**Artikel 1.** Onderstaande artsen worden erkend als stagemeeester in de huisartsgeneeskunde voor een termijn van twee jaar :

Dr. Boons, M., Lier;  
Dr. De Cooman, F., Zottegem;  
Dr. De Meester, J., Zwalm;

Dr De Prest, M. Waarschoot;  
 Dr Dexters, P., Maasmechelen;  
 Dr Eneman, J., Balen;  
 Dr Gerard, G., Beringen;  
 Dr Janssens, C., Bruxelles;  
 Dr Jongen, P., Namur;  
 Dr Maes, H., Gent;  
 Dr Meneve, K., Wachtebeke;  
 Dr Mestdagh, H., Wespelaar;  
 Dr Michielssen, C., Essen;  
 Dr Milazzo, S., Saint-Nicolas;  
 Dr Peduzzi, M., Seraing;  
 Dr Soens, A., Ninove;  
 Dr Steel, K., Zeebrugge;  
 Dr Van Breusegem, P., Bruxelles;  
 Dr Van Den Eede, W., Stabroek;  
 Dr Van Giel, M., Hulshout;  
 Dr Van Houdt, L., Westerlo;  
 Dr Van Looveren, E., Brasschaat;  
 Dr Van Mencxel, D., Oud-Turnhout;  
 Dr Verlinden, E., Boechout;  
 Dr Vermeulen, T., Maldegem;  
 Dr Verreet, A., Zemst;  
 Dr Willems, L., Paal;  
 Dr Willems, L., Gent;  
 Dr Yoshimi, S., Bruxelles.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 19 février 2001.  
 Bruxelles, le 14 mars 2001.

Mme M. AELVOET

Dr. De Prest, M. Waarschoot;  
 Dr. Dexters, P., Maasmechelen;  
 Dr. Eneman, J., Balen;  
 Dr. Gerard, G., Beringen;  
 Dr. Janssens, C., Brussel;  
 Dr. Jongen, P., Namur;  
 Dr. Maes, H., Gent;  
 Dr. Meneve, K., Wachtebeke;  
 Dr. Mestdagh, H., Wespelaar;  
 Dr. Michielssen, C., Essen;  
 Dr. Milazzo, S., Saint-Nicolas;  
 Dr. Peduzzi, M., Seraing;  
 Dr. Soens, A., Ninove;  
 Dr. Steel, K., Zeebrugge;  
 Dr. Van Breusegem, P., Brussel;  
 Dr. Van Den Eede, W., Stabroek;  
 Dr. Van Giel, M., Hulshout;  
 Dr. Van Houdt, L., Westerlo;  
 Dr. Van Looveren, E., Brasschaat;  
 Dr. Van Mencxel, D., Oud-Turnhout;  
 Dr. Verlinden, E., Boechout;  
 Dr. Vermeulen, T., Maldegem;  
 Dr. Verreet, A., Zemst;  
 Dr. Willems, L., Paal;  
 Dr. Willems, L., Gent;  
 Dr. Yoshimi, S., Brussel.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 19 februari 2001.  
 Brussel, 14 maart 2001.

Mevr. M. AELVOET

[2001/22187]

**14 MARS 2001. — Arrêté ministériel portant l'agrégation des services hospitaliers pour la formation des médecins généralistes**

La Ministre de la Santé publique,

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrégation des médecins spécialistes et des médecins généralistes modifié par les arrêtés royaux du 13 mars 1985, du 8 août 1985, du 13 juin 1986 et du 16 mars 1999, notamment l'article 39, § 2;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 1997 déterminant les critères de l'agrément des maîtres de stage en médecine générale,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les services hospitaliers ci-après sont agréés pour la formation des médecins généralistes pour une durée de deux ans :

— Médecine interne-Orthopédie-Pédiatrie, Centre hospitalier Tubize-Nivelles, Site Nivelles-Nivelles;

— Médecine interne-Chirurgie, Centre hospitalier Tubize-Nivelles, Site Tubize-Tubize.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 19 février 2001.  
 Bruxelles, le 14 mars 2001.

Mme M. AELVOET

[2001/22187]

**14 MAART 2001. — Ministerieel besluit houdende de erkenning van ziekenhuisdiensten voor de opleiding van huisartsen**

De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van geneesheren-specialisten en van huisartsen, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 13 maart 1985, 8 augustus 1985, van 13 juni 1986 en van 16 maart 1999, inzonderheid op artikel 39, § 2;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 november 1997 tot vaststelling van de criteria voor de erkenning van de stage-meesters in de huisartsgeneeskunde,

Besluit :

**Artikel 1.** De onderstaande ziekenhuisdiensten voor opleiding van huisartsen worden erkend voor een termijn van twee jaar :

— Inwendige geneeskunde-Orthopedie-Kindergeneeskunde, « Centre hospitalier Tubize-Nivelles », Site Nivelles-Nivelles;

— Inwendige geneeskunde-Heelkunde, « Centre hospitalier Tubize-Nivelles », Site Tubize-Tubize.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 19 februari 2001.  
 Brussel, 14 maart 2001.

Mevr. M. AELVOET

[2001/22186]

**14 MARS 2001. — Arrêté ministériel portant la prolongation de l'agrération des maîtres de stage en médecine générale**

La Ministre de la Santé publique,

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrération des médecins spécialistes et des médecins généralistes modifié par les arrêtés royaux du 8 août 1984, du 13 mars 1985, du 12 août 1985, du 13 juin 1986 et du 16 mars 1999;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 1997 déterminant les critères de l'agrément des maîtres de stage en médecine générale;

Vu l'arrêté ministériel du 12 février 1996 portant l'agrération des maîtres de stage en médecine générale;

Vu l'arrêté ministériel du 28 mars 1996 portant l'agrération des maîtres de stage en médecine générale;

Vu l'arrêté ministériel du 17 mai 1996 portant l'agrération des maîtres de stage en médecine générale,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'agrération des médecins ci-après en qualité de maîtres de stage en médecine générale est prolongée pour une durée de cinq ans :

Dr Aarts, J., Mortsel;  
Dr Coeck, E., Mechelen;  
Dr Dasse, Ph., Floreffe;  
Dr Duytschaever, L., Ekeren;  
Dr Lefebvre, L., Bruxelles;  
Dr Pierret, P., Bertrix;  
Dr Sprengers, C., Gent;  
Dr Van Der Mullen, C., Leuven.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 19 février 2001.  
Bruxelles, le 14 mars 2001.

Mme M. AELVOET

[2001/22186]

**14 MAART 2001. — Ministerieel besluit houdende de verlenging van de erkenning van stagemeesters in de huisartsgeneeskunde**

De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van geneesheren-specialisten en van huisartsen, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 8 augustus 1984, 13 maart 1985, van 12 augustus 1985, van 13 juni 1986 en van 16 maart 1999;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 november 1997 tot vaststelling van de criteria voor de erkenning van de stagemeesters in de huisartsgeneeskunde;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 februari 1996 houdende de erkenning van stagemeesters in de huisartsgeneeskunde;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 maart 1996 houdende de erkenning van stagemeesters in de huisartsgeneeskunde;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 mei 1996 houdende de erkenning van stagemeesters in de huisartsgeneeskunde,

Besluit :

**Artikel 1.** De erkenning van onderstaande artsen als stagemeester in de huisartsgeneeskunde wordt verlengd voor een termijn van vijf jaar :

Dr. Aarts, J., Mortsel;  
Dr. Coeck, E., Mechelen;  
Dr. Dasse, Ph., Floreffe;  
Dr. Duytschaever, L., Ekeren;  
Dr. Lefebvre, L., Brussel;  
Dr. Pierret, P., Bertrix;  
Dr. Sprengers, C., Gent;  
Dr. Van Der Mullen, C., Leuven.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 19 februari 2001.  
Brussel, 14 maart 2001.

Mevr. M. AELVOET

[2001/22188]

**14 MARS 2001. — Arrêté ministériel portant la prolongation de l'agrération des services hospitaliers pour la formation des médecins généralistes**

La Ministre de la Santé publique,

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrération des médecins spécialistes et des médecins généralistes modifié par les arrêtés royaux du 13 mars 1985, du 8 août 1985, du 13 juin 1986 et du 16 mars 1999;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 1997 déterminant les critères de l'agrément des maîtres de stage en médecine générale;

Vu l'arrêté ministériel du 17 mai 1996 portant la prolongation de l'agrération des services hospitaliers pour la formation en médecine générale,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'agrération des services hospitaliers ci-après pour la formation des médecins généralistes est prolongée pour une durée de cinq ans :

— Prévention et Dépistage, Institut Jules Bordet, Bruxelles;  
— Médecine interne-Gériatrie, « Sint-Jozefkliniek », Mortsel;  
— Médecine interne-Chirurgie, « Heilig-Hartziekenhuis », Tienen.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 19 février 2001.  
Bruxelles, le 14 mars 2001.

Mme M. AELVOET

[2001/22188]

**14 MAART 2001. — Ministerieel besluit houdende de verlenging van de erkenning van ziekenhuisdiensten voor de opleiding van huisartsen**

De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van geneesheren-specialisten en van huisartsen, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 13 maart 1985, 8 augustus 1985, 13 juni 1986 en van 16 maart 1999;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 november 1997 tot vaststelling van de criteria voor de erkenning van de stagemeesters in de huisartsgeneeskunde;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 mei 1996 houdende de verlenging van de erkenning van ziekenhuisdiensten voor opleiding van huisartsen,

Besluit :

**Artikel 1.** De erkenning van onderstaande ziekenhuisdiensten voor opleiding van huisartsen wordt verlengd voor een termijn van vijf jaar :

— Preventie en Opsporing, « Institut Jules Bordet », Brussel;  
— Inwendige geneeskunde-Geriatrie, Sint-Jozefkliniek, Mortsel;  
— Inwendige geneeskunde-Heelkunde, Heilig-Hartziekenhuis, Tienen.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 19 februari 2001.  
Brussel, 14 maart 2001.

Mevr. M. AELVOET

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

[2001/07082]

14 MARS 2001. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 29 juin 1994 fixant des missions et opérations qui sont prises en considération pour l'octroi de la médaille commémorative pour missions ou opérations à l'étranger

Le Ministre de la Défense,

Vu l'article 114 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 13 avril 1993 portant création d'une médaille commémorative pour missions ou opérations à l'étranger, notamment l'article 3, modifié par l'arrêté royal du 30 novembre 1994;

Vu l'arrêté ministériel du 29 juin 1994 fixant des missions et opérations qui sont prises en considération pour l'octroi de la médaille commémorative pour missions ou opérations à l'étranger, notamment l'article 1<sup>er</sup>, modifié par les arrêtés ministériels des 27 septembre 1995, 11 mars 1996, 10 juillet 1996, 13 novembre 1996, 29 septembre 1997, 29 octobre 1998, 19 novembre 1999 et 8 mai 2000;

Vu l'avis de la Commission Interforces, donné le 11 octobre 2000;

Vu l'avis 31.192/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 janvier 2001,

Arrête :

**Article unique.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 29 juin 1994 fixant des missions et opérations qui sont prises en considération pour l'octroi de la médaille commémorative pour missions ou opérations à l'étranger, modifié par les arrêtés ministériels des 27 septembre 1995, 11 mars 1996, 10 juillet 1996, 13 novembre 1996, 29 septembre 1997, 29 octobre 1998, 19 novembre 1999 et 8 mai 2000, est complété comme suit :

« 25° au moins une relève au profit de l'UNWFP au Kenya ou au Soudan pendant la période du 8 décembre 1997 au 18 avril 1999. »

Bruxelles, le 14 mars 2001.

A. FLAHAUT

## MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[2001/07082]

14 MAART 2001. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 29 juni 1994 tot vaststelling van opdrachten en operaties die in aanmerking komen voor de toekenning van de herinneringsmedaille voor buitenlandse opdrachten of operaties

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op artikel 114 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 april 1993 tot instelling van een herinneringsmedaille voor buitenlandse opdrachten of operaties, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 november 1994;

Gelet op het ministerieel besluit van 29 juni 1994 tot vaststelling van opdrachten en operaties die in aanmerking komen voor de toekenning van de herinneringsmedaille voor buitenlandse opdrachten of operaties, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 27 september 1995, 11 maart 1996, 10 juli 1996, 13 november 1996, 29 september 1997, 29 oktober 1998, 19 november 1999 en 8 mei 2000;

Gelet op het advies van de Intermachtencommissie, gegeven op 11 oktober 2000;

Gelet op het advies 31.192/4 van de Raad van State, gegeven op 29 januari 2001,

Besluit :

**Enig artikel.** Artikel 1 van het ministerieel besluit van 29 juni 1994 tot vaststelling van opdrachten en operaties die in aanmerking komen voor de toekenning van de herinneringsmedaille voor buitenlandse opdrachten of operaties, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 27 september 1995, 11 maart 1996, 10 juli 1996, 13 november 1996, 29 september 1997, 29 oktober 1998, 19 november 1999 en 8 mei 2000, wordt aangevuld als volgt :

« 25° minstens één aflossing ten voordele van de UNWFP in Kenia of Soedan tijdens de periode van 8 december 1997 tot 18 april 1999. »

Brussel, 14 maart 2001.

A. FLAHAUT

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw

[C – 2001/35410]

Besluiten betreffende de provincies, steden, gemeenten en O.C.M.W.'s

BRASSCHAAT. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport van 19 maart 2001, wordt het besluit van 27 december 2000 van het college van burgemeester en schepenen van Brasschaat houdende het opleggen van een maand schorsing met inhouding van wedde aan J.-M., goedgekeurd.

GRIMBERGEN. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport van 13 maart 2001, wordt het besluit van 18 december 2000 van het college van burgemeester en schepenen van Grimbergen houdende het opleggen van een week schorsing met inhouding van wedde aan M..R., niet goedgekeurd.

MIDDELKERKE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport van 26 maart 2001, wordt het besluit van 19 december 2000 van het college van burgemeester en schepenen van Middelkerke houdende het opleggen van de inhouding van 20 % van de wedde gedurende twee maanden aan E..L., niet goedgekeurd.

---

**Departement Leefmilieu en Infrastructuur**

[C – 2001/35415]

**Ruimtelijke ordening. — Rooilijnen. — Onteigeningen**

GENK. — Bij besluit van 22 maart 2001 van de Vlaamse minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media :

— is goedgekeurd de beslissing van 19 november 1998 van de gemeenteraad van Genk alsmede het hierbijhorend plan wat de rooilijnen- en onteigeningen ten algemenen nutte betreft voor de buurtweg nr. 50 « Heppenzeelstraat » genaamd;

— is verklaard dat het algemeen nut vordert dat de percelen die op het in artikel 1 vermelde plan met een gele kleur zijn aangeduid, bij hoogdringendheid in bezit worden genomen;

— is aan de gemeente Genk machtiging tot onteigenen verleend.

---

HULDENBERG. — Bij besluit van 22 maart 2001 van de Vlaamse minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media is goedgekeurd bij de beslissing van de gemeenteraad van 28 mei 1996 van Huldenberg en het hierbijhorende plan voor wat betreft de vastlegging van de rooilijn voor de voetweg nr. 20, « Kastanjekouter » genaamd.

---

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[2001/29157]

**7 FEVRIER 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
fixant la composition de la Commission des Titres B**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 11 juillet 1973 modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 22bis tel qu'il a été inséré par la loi du 10 décembre 1974 et tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 31 août 1978 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement artistique qui organisent un enseignement secondaire des arts plastiques; en particulier l'article 6, § 3,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** M. Alain Berger, directeur général adjoint à la Direction générale des personnels de l'Enseignement subventionné est nommé en qualité de président de la Commission chargée de donner des avis à propos du recrutement de porteurs de titres jugés suffisants autres que ceux du groupe A dans les établissements subventionnés d'enseignement artistique qui dispensent un enseignement secondaire des Arts plastiques.

**Art. 2.** Sont nommés membres effectifs de la Commission :

§ 1<sup>er</sup>. — en qualité de membre appartenant à l'inspection :

M. Pierre Van Craeynest, inspecteur des cours artistiques dans l'enseignement artistique.

§ 2. — en qualité de membre fonctionnaire :

Mme Christine Ruhl, directrice à la Direction générale des personnels de l'Enseignement subventionné.

§ 3. — en qualité de membres représentant les pouvoirs organisateurs :

a) pour la Fédération de l'enseignement catholique :

Mme Francine Dormal, sous-directrice à l'Institut Marie-Thérèse à Liège;

Mme Chantal Petit, F.E.Se.C. à Bruxelles;

M.D. Bille, F.E.Se.C. à Bruxelles.

b) pour le Conseil des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel neutre subventionné :

M. Jean-Paul Depaire, professeur à l'Académie royale des Beaux-Arts de Liège;

M. Bernard Surquin, fonctionnaire à la province du Hainaut;

M. André Delalleau, professeur à l'Académie royale des Beaux-Arts de Liège.

§ 4. En qualité de membres représentant les organisations syndicales :

a) pour la Centrale chrétienne des Services publics :

M. René Wilkin.

M. Clément Bauduin.

b) pour la Centrale générale des Services publics :

M. Robert Manchon.

M. Patrick Hackx.

c) pour le syndicat libre de la Fonction publique :

Mme Marie-France du Castillon.

**Art. 3.** Mlle Marie-Rose Bollen, chef administrative à la Direction générale des personnels de l'Enseignement subventionné est nommée secrétaire de la Commission.

**Art. 4.** M. Bernard Goret, directeur général adjoint à la Direction générale des personnels de l'Enseignement de la Communauté française est nommé en qualité de président suppléant de la Commission.

**Art. 5.** Sont nommés membres suppléants de la Commission :

§ 1<sup>er</sup>. — en qualité de membre appartenant à l'inspection :

M. Henri Barbier, inspecteur des cours artistiques dans l'enseignement artistique.

§ 2. — en qualité de membre fonctionnaire :

Mme Desurpals, Nicole, directrice à la Direction générale des personnels de l'Enseignement subventionné.

§ 3. — en qualité de membres représentant les pouvoirs organisateurs :

a) pour la Fédération de l'enseignement catholique :

M. Jean-Pierre Degives, directeur au Centre scolaire Notre-Dame de la Sagesse à Ganshoren;

M. Pierre Godfirnon sous-directeur à l'Institut Saint-Luc à Bruxelles;

Mme D. Gielis, F.E.Se.C. à Bruxelles.

b) pour le Conseil des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel neutre subventionné :

M. André Dejardin, directeur de l'Académie royale des Beaux-Arts de Liège;

M. Edmond Leclercq, fonctionnaire à la province du Hainaut;

M. Michel Guilmot, fonctionnaire à la Ville de Charleroi.

§ 4. En qualité de membres représentant les organisations syndicales :

a) pour la Centrale chrétienne des Services publics :

M. Jacques Vanoirbeck;

M. Joseph Gilet.

b) pour la Centrale générale des Services publics :

M. Jacques Giot;

Mme Camille Dieu.

**Art. 6.** M. Georges Goulet, chef administratif à la Direction générale des personnels de l'Enseignement subventionné est nommé secrétaire suppléant de la Commission.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2000.

Bruxelles, le 7 février 2001.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,  
P. HAZETTE

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[2001/29157]

**7 FEBRUARI 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de samenstelling van de Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen B**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 11 juli 1973 houdende wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving inzake onderwijs, inzonderheid op artikel 22bis zoals ingevoegd bij de wet van 10 december 1974 en zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 augustus 1978 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor kunstonderwijs, die secundair onderwijs verstrekken in de plastische kunsten, inzonderheid op artikel 6, § 3,

Besluit :

**Artikel 1.** De heer Alain Berger, adjunct-directeur-generaal bij de Algemene directie Personeel van het Gesubsidieerd Onderwijs, wordt tot voorzitter benoemd van de commissie belast met het uitbrengen van adviezen omtrent de werving van houders van andere voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen dan die vermeld in groep A in de gesubsidieerde onderwijsinrichtingen voor kunstonderwijs, die secundair onderwijs verstrekken in de plastische kunsten.

**Art. 2.** Benoemd wordt tot werkend lid van de Commissie :

§ 1. — als lid van dat tot de inspectie behoort :

de heer Pierre Van Craeynest, inspecteur voor de kunstlessen in het kunstonderwijs.

§ 2. — als lid-ambtenaar :

Mevr. Christine Ruhl, directrice bij de Algemene directie Personeel van het Gesubsidieerd Onderwijs.

§ 3. — als lid dat de inrichtende machten vertegenwoordigt :

a) voor de Fédération de l'enseignement catholique :

Mevr. Chantal Petit, F.E.Se.c. te Brussel;

Mevr. Francine Dormal, onderdirecteur bij het Institut Marie-Thérèse te Luik;

M.D. Bille, F.E.Se.C te Brussel.

b) voor de Raad van de inrichtende machten van het gesubsidieerd neutraal officieel onderwijs :

de heer Jean-Paul Depaire, leraar bij de Académie royale des Beaux-Arts te Luik;

de heer Bernard Surquin, ambtenaar bij de Provincie Henegouwen;

de heer André Delalleau, leraar bij de Académie royale des Beaux-Arts te Luik.

§ 4. — als lid dat vakverenigingen vertegenwoordigt :

a) voor de CCOD :

de heer René Wilkin;

de heer Clément Bauduin.

b) voor de ACOD :

de heer Robert Manchon;

de heer Patrick Hackx.

c) voor de LVOD :

Mevr. Marie-France du Castillon.

**Art. 3.** Mej. Marie-Rose Bollen, bestuurschef bij de Algemene directie Personeel van het gesubsidieerd onderwijs is tot secretaris van de Commissie benoemd.

**Art. 4.** De heer Bernard Goret, adjunct-directeur-generaal bij de Algemene directie Personeel van het Onderwijs van de Franse Gemeenschap is tot plaatsvervangend voorzitter van de Commissie benoemd.

**Art. 5.** Benoemd worden tot plaatsvervangend lid van de Commissie :

§ 1. — als lid dat tot de inspectie behoort :

de heer Henri Barbier, inspecteur van de kunstlessen in het kunstonderwijs.

§ 2. — als lid-ambtenaar :

Mevr. Nicole Desurpalis, directrice bij de Algemene directie Personeel van het Gesubsidieerd Onderwijs.

§ 3. — als lid dat de inrichtende machten vertegenwoordigt :

a) voor de Fédération de l'enseignement catholique :

de heer Jean-Pierre Degives, directeur bij het Centre scolaire Notre-Dame de la Sagesse te Ganshoren;

de heer Pierre Godfirmon, onderdirecteur bij het Institut Saint-Luc te Brussel;

Mevr. D. Gielis, F.E.Se.C te Brussel.

b) voor de raad van de inrichtende machten van het gesubsidieerd neutraal officieel onderwijs :

de heer André Dejardin, directeur bij de Académie royale des Beaux-Arts te Luik;

de heer Edmond Leclercq, ambtenaar bij de Provincie Henegouwen;

de heer Michel Guilmot, ambtenaar bij de stad Charleroi.

§ 4. — als lid dat de vakverenigingen vertegenwoordigt :

a) voor de CCOD :

de heer Jacques Vanoirbeck;

de heer Joseph Gilet.

b) voor de ACOD :

de heer Jacques Giot;

Mevr. Camille Dieu.

**Art. 6.** De heer Georges Goulet, bestuurschef bij de Algemene directie Personeel van het Gesubsidieerd Onderwijs, wordt tot plaatsvervangend secretaris van de Commissie benoemd.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking op 1 december 2000.

Brussel, 7 februari 2001.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,

P. HAZETTE

[2001/29156]

**Nominations. — Modification**

Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> février 2001, dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 décembre 1999 fixant la composition de la délégation de l'autorité au sein du comité de secteur IX et du comité des services publics provinciaux et locaux, 2<sup>e</sup> section, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 11 février 2000 et 22 décembre 2000, les termes « M. Philippe Bouchez » et « M. Jean-Marc Dupont » sont supprimés.

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

[2001/29156]

**Benoeming. — Aanpassing**

Bij besluit van 1 februari 2001 van de Regering van de Franse Gemeenschap worden in artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 december 1999 tot vaststelling van de samenstelling van de afvaardiging van de overheid binnen het Comité van Sector IX en het Comité voor de plaatselijke en provinciale openbare diensten, 2<sup>e</sup> afdeling, de woorden « de heer Philippe Bouchez » en « de heer Jean-Marc Dupont » geschrapt.

Dat besluit treedt in werking de dag waarop het werd ondertekend.

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

[C - 2001/27219]

**27 MARS 2001**

**Arrêté du Gouvernement wallon portant nomination des membres de la Commission d'agrément des Centres de coordination de soins et services à domicile**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 juin 1989 du Conseil de la Communauté française organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juin 1989 portant exécution du décret du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des Centres de coordination de soins et services à domicile;

Vu l'appel à candidature publié au *Moniteur belge* du 19 septembre 2000;

Vu la candidature du Dr Michel Jacquet;

Considérant que le Dr Michel Jacquet est un membre actif de nombreuses associations qui œuvrent pour l'amélioration du partenariat entre le médical, le paramédical et le social dans différents domaines de la santé;



Vu la candidature du Dr Yves Delforge;

Considérant que le Dr Yves Delforge est le président de l'association des soins palliatifs de la province de Namur, qu'il préside le Centre de coordination de soins et services à domicile (Namur assistance), qu'il est le président des généralistes de Namur et qu'il enseigne à l'école d'infirmière Ave Maria de Saint-Servais;

Vu la candidature du Dr Luc Cœkelbergh;

Considérant que le Dr Luc Cœkelbergh développe des activités axées sur la prise en charge des personnes âgées, tant en maison de repos qu'à leur domicile et qu'il s'est spécialisé dans le domaine des soins palliatifs;

Vu la candidature du Dr Véronique Bruninx;

Considérant que le Dr Véronique Bruninx, médecin généraliste, met en place une plate forme locale des infirmières indépendantes et est secrétaire de l'A.S.B.L. "Médecins de Braine-le-Comté";

Vu la candidature de M. Claude Decuyper;

Considérant que M. Claude Decuyper, licencié en sciences hospitalières, est responsable depuis 1986 du service de coordination des soins à domicile de la ville de Charleroi, qu'il est président de la Fédération des Centres de coordination de soins à domicile de la Communauté française et qu'il est membre actif de nombreuses associations œuvrant dans le domaine de la santé;

Vu la candidature de Mme Anita Gancwajch;

Considérant que Mme Anita Gancwajch, licenciée en sciences hospitalières, est membre du conseil d'administration de la Fédération des Centres de coordination de soins à domicile de la Communauté française, qu'elle est membre fondateur et présidente de l'association des services d'aide aux familles et personnes âgées de la Région wallonne, qu'elle est administratrice déléguée de la plate forme des soins palliatifs du Hainaut oriental;

Vu la candidature de Mme Liliane Del Cul;

Considérant que Mme Liliane Del Cul, infirmière graduée, est présidente de la Centrale de services à domicile (Centre de coordination de services à domicile), qu'elle est par ailleurs présidente du Centre local de la promotion de la santé des arrondissements de Mons et Soignies;

Vu la candidature de Mme Agnès Leclercq;

Considérant que Mme Agnès Leclercq, assistante sociale, bachelier en sciences familiales et sexologiques et conseillère conjugale et familiale est depuis 1995 directrice de la Fédération de l'Aide et Soins à domicile et est conseillère conjugale et familiale;

Vu la candidature de M. Alain Paternotte;

Considérant que M. Alain Paternotte, assistant social, est responsable du Centre de service social de la mutualité libérale de Charleroi-Mons;

Vu la candidature de Mme Liliane Bossy;

Considérant que Mme Liliane Bossy, assistante sociale, est membre depuis 1974 et directrice depuis 1986 du Centre de coordination de soins à domicile et l'entraide familiale des femmes prévoyantes socialistes de Liège, et qu'elle est membre de l'Association des services de soins à domicile de la Région wallonne;

Vu la candidature de Mme Véronique Bonni;

Considérant que Mme Véronique Bonni est directrice du service d'aide aux familles de la région verviétoise et qu'elle est membre du bureau de la plate forme des soins palliatifs de Verviers;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Sont nommés membres de la Commission d'agrément des Centres de coordination de soins et services à domicile, ci-après dénommée "la Commission" :

1. en leur qualité de représentant des médecins généralistes :

- Dr Yves Delforge;
- Dr Michel Jacquet;
- Dr Luc Cœkelbergh;
- Dr Véronique Bruninx;

2. en leur qualité de représentant du secteur paramédical et infirmier :

- M. Claude Decuyper;
- Mme Anita Gancwajch;
- Mme Liliane Del Cul;

3. en leur qualité de représentant des travailleurs sociaux :

- Mme Agnès Leclercq;
- M. Alain Paternotte;

4. en leur qualité de représentant des Centres d'aide à la famille :

- Mme Liliane Bossy;
- Mme Véronique Bonni;

5. en leur qualité de représentant de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région wallonne :

- Dr Hugues Reniers;
- M. Luc Wiart;

6. en leur qualité de représentant du Gouvernement wallon :

- Mme Myriam Van Espen;
- M. Alain Carion;

7. en sa qualité de représentant du Ministre fédéral des Affaires sociales :

- M. Pierre Rondal.

**Art. 3.** Le président de la Commission est le Dr Michel Jacquet.

La vice-présidente de la Commission est Mme Véronique Bonni.

**Art. 4.** Le Dr Yolande Heusden, directrice à la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé est nommée secrétaire de la Commission.

**Art. 5.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 1996 portant nomination des membres de la Commission d'agrément des Centres de coordination de soins et services à domicile est abrogé.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de son adoption.

**Art. 7.** Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mars 2001

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

---

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C – 2001/27219]

27 MAART 2001

#### **Besluit van de Waalse Regering tot benoeming van de leden van de Commissie van erkenning van de Centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 juni 1989 van de Raad van de Franse Gemeenschap houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 26 juni 1989 tot uitvoering van het decreet van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten;

Gelet op de oproep tot de kandidaten, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 september 2000;

Gelet op de kandidatuur van Dr. Michel Jacquet;

Overwegende dat Dr. Michel Jacquet een actief lid is van talrijke verenigingen die werken voor een beter partnerschap tussen de medische, paramedische en sociale diensten in verschillende domeinen van de gezondheidssector;

Gelet op de kandidatuur van Dr. Yves Delforge;

Overwegende dat Dr. Yves Delforge voorzitter is van de vereniging voor palliatieve zorgen van de provincie Namen, van het centrum voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten (Namur assistance) en van de huisartsen van Namen, en dat hij les geeft in de verplegersschool Ave Maria van Saint-Servais;

Gelet op de kandidatuur van Dr. Luc Coekelbergh;

Overwegende dat Dr. Luc Coekelbergh activiteiten ontwikkelt die gericht zijn op de tenlasteneming van bejaarde personen, zowel in rustoorden als thuis, en dat hij zich gespecialiseerd heeft op het vlak van de palliatieve zorgen;

Gelet op de kandidatuur van Dr. Véronique Bruninx;

Overwegende dat Dr. Véronique Bruninx, die huisarts is, een plaatselijk platform voor zelfstandige verpleegsters op touw zet, en dat ze secretaresse is van de "a.s.b.l. Médecins de Braine-le-Comte";

Gelet op de kandidatuur van de heer Claude Decuyper;

Overwegende dat de heer Claude Decuyper, licentiaat in de ziekenhuiswetenschappen, sinds 1986 verantwoordelijk is voor de dienst coördinatie thuisverzorging van de stad Charleroi, dat hij voorzitter is van de Federatie van de centra voor coördinatie van thuisverzorging van de Franse Gemeenschap en dat hij een actief lid is van talrijke verenigingen in de gezondheidssector;

Gelet op de kandidatuur van mevrouw Anita Gancwajch;

Overwegende dat Mevr. Anita Gancwajch, licentiate in de ziekenhuiswetenschappen, lid is van de raad van bestuur van de Federatie van de centra voor coördinatie van thuisverzorging van de Franse Gemeenschap, dat ze medeoprichtster en voorzitter is van de vereniging van de diensten voor hulp aan gezinnen en bejaarden van het Waalse Gewest, dat ze gedelegeerd bestuurster is van het platform voor palliatieve zorgen van Oostelijk Henegouwen;

Gelet op de kandidatuur van Mevr. Liliane Del Cul;

Overwegende dat Mevr. Liliane Del Cul, gegradueerde verpleegster, voorzitter is van de centrale organisatie voor thuisdiensten (centrum voor coördinatie van thuisdiensten), dat ze bovendien voorzitter is van het plaatselijke centrum voor gezondheidspromotie in de arrondissementen Bergen en Zinnik;

Gelet op de kandidatuur van Mevr. Agnès Leclercq;

Overwegende dat Mevr. Agnès Leclercq, maatschappelijk assistente, houdster van het baccalaureaat gezinswetenschappen en seksuologie, sinds 1995 directrice van de Federatie Hulp en Thuisverzorging en gezins- en huwelijksconsulente is;

Gelet op de kandidatuur van de heer Alain Paternotte;

Overwegende dat de heer Alain Paternotte, maatschappelijk assistent, verantwoordelijk is voor het Centrum voor maatschappelijk werk van de liberale mutualiteit van Charleroi-Bergen;

Gelet op de kandidatuur van Mevr. Liliane Bossy;

Overwegende dat Mevr. Liliane Bossy, maatschappelijk assistente, sinds 1974 lid en sinds 1986 directrice is van het Centrum voor coördinatie van thuisverzorging en van "l'entraide familiale des femmes prévoyantes socialistes" van Luik, en dat ze lid is van de Vereniging voor thuisverzorging en thuisdiensten van het Waalse Gewest;

Gelet op de kandidatuur van Mevr. Véronique Bonni;

Overwegende dat Mevr. Véronique Bonni directrice is van de dienst voor gezinshulp van de regio Verviers en dat ze lid is van het bureau van het platform voor palliatieve zorgen van Verviers;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** De volgende personen worden benoemd tot lid van de Commissie van erkenning van de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten, hierna "de Commissie" genoemd :

1. als vertegenwoordiger van de huisartsen :

— Dr. Yves Delforge;

— Dr. Michel Jacquet;

— Dr. Luc Coekelbergh;

— Dr. Véronique Bruninx;

2. als vertegenwoordiger van de paramedische en verpleegkundige sector :

— de heer Claude Decuyper;

— Mevr. Anita Gancwajch;

— Mevr. Liliane Del Cul;

3. als vertegenwoordiger van de maatschappelijke werkers :

— Mevr. Agnès Leclercq;

— de heer Alain Paternotte;

4. als vertegenwoordiger van de Centra voor gezinshulp :

— Mevr. Liliane Bossy;

— Mevr. Véronique Bonni;

5. als vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest :

— Dr. Hugues Reniers;

— de heer Luc Wiart;

6. als vertegenwoordiger van de Waalse Regering :

— Mevr. Myriam Van Espen;

— de heer Alain Carion;

7. als vertegenwoordiger van de federale Minister van Sociale Aangelegenheden :

— de heer Pierre Rondal.

**Art. 3.** De voorzitter van de Commissie is Dr. Michel Jacquet. De vice-voorzitster van de Commissie is Mevr. Véronique Bonni.

**Art. 4.** Dr. Yolande Heusden, directrice bij het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid, wordt benoemd tot secretaresse van de Commissie.

**Art. 5.** Het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 1996 tot benoeming van de leden van de Commissie van erkenning van de Centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten wordt opgeheven.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het aangenomen wordt.

**Art. 7.** De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 maart 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

## AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

### ARBITRAGEHOF

[C – 2001/21227]

#### Uittreksel uit arrest nr. 16/2001 van 14 februari 2001

Rolnummers 1840, 1844, 1847, 1848, 1854, 1856, 1874, 1882, 1884, 1890, 1896, 1909 en 1912

*In zake* : de prejudiciële vragen betreffende de artikelen 189, 193, 194, 195, 196, 197, 220, 222 en 267 en volgende van het koninklijk besluit van 18 juli 1977 tot coördinatie van de algemene bepalingen inzake douane en accijnzen en betreffende artikel 6, § 5, van de wet van 31 december 1947 betreffende het fiscaal regime van tabak, gesteld door diverse rechtscolleges.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters G. De Baets en M. Melchior, en de rechters P. Martens, J. Delruelle, R. Henneuse, M. Bossuyt en E. De Groot, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter G. De Baets,

wijst na beraad het volgende arrest :

#### I. *Onderwerp van de prejudiciële vragen*

a. Bij arrest van 8 december 1999 in zake het openbaar ministerie, het Ministerie van Financiën en de vennootschap naar Nederlands recht Mobil Oil BV en anderen tegen de n.v. Etn. Rosseel en anderen, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 10 december 1999, heeft het Hof van Beroep te Antwerpen de prejudiciële vraag gesteld :

« of de artikelen 267 en volgende, zijnde hoofdstuk XXV van de Algemene wet van (coördinatie bij koninklijk besluit van) 18 juli 1977 inzake Douanen en Accijnzen, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden omdat de strafvordering en de rechtspleging inzake Douanen en Accijnzen, in tegenstelling met de strafvordering en de strafrechtspleging in het algemeen, geen onafhankelijkheid waarborgen aan de verdachte-geadministreerde, aangezien de Administratie der Douanen en Accijnzen fungeert als :

- onderzoeker die - overeenkomstig de geldende reglementeringen inzake invoer, uitvoer en communautair douanevervoer - een opsporingsonderzoek voert en leidt en die bij uitsluiting cruciale bewijsstukken onder zich houdt waarvan de overlegging in de procedure van die aard is dat de tenlastelegging staat of valt;

- tevens vervolgende partij is, die autonoom bepaalt wie en voor welke feiten zal worden vervolgd en aan wie een transactie wordt aangeboden en

- ten overvloede belanghebbende, begunstigde van de rechten te kwijten door de vervolgte partij ».

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1840 van de rol van het Hof.

b. Bij vonnis van 13 december 1999 in zake de Minister van Financiën en het openbaar ministerie tegen W. Overmeire en anderen, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 15 december 1999, heeft de Correctionele Rechtbank te Brugge de prejudiciële vraag gesteld :

« of de artikelen 267 en volgende, zijnde hoofdstuk XXV van de algemene wet van 18 juli 1977 inzake douane en accijnzen de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden doordat zij in tegenstelling met de strafvordering en de strafrechtspleging in het algemeen, geen onafhankelijkheid waarborgen aan de verdachte-geadministreerde, gezien de administratie van douane en accijnzen terzelfdertijd fungeert als :

- onderzoeker die beslist, bij uitsluiting, welke cruciale bewijsstukken zij aanwendt, onder zich houdt, niet aanwendt en waarvan de overlegging en [lees : in] de procedure van die aard is dat de tenlastelegging staat of valt;

- tevens vervolgende partij is;

- ten overvloede belanghebbende, begunstigde van de rechten, die zij vordert van gedaagden, bij veroordeling te kwijten door beklaagden;

- en bovendien de opsporingsambtenaren overeenkomstig het besluit van de regering van 17 augustus 1948 geldelijke beloningen ontvangen voor het detecteren van de fraude, wat in contradictie staat met de vereiste van onpartijdigheid ».

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1844 van de rol van het Hof.

c. Bij vonnis van 9 december 1999 in zake het openbaar ministerie, het Ministerie van Financiën en K. Verbiest tegen A. Van Gils en anderen, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 20 december 1999, heeft de Correctionele Rechtbank te Antwerpen de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schenden de artikelen 193, 194, 195, 196, 197, de artikelen 189 en 222, het hoofdstuk XXV en de daarin ondermeer opgenomen artikelen 267 t/m 272, 279 t/m 284 van het koninklijk besluit van 18 juli 1977 tot coördinatie van de algemene bepalingen inzake douane en accijnzen, bekrachtigd bij artikel 1 van de wet van 6 juli 1978, in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag tot bescherming van de Rechten [van] de mens, de artikelen 10 en 11 van de Belgische Grondwet, doordat zij [ten aanzien van] de strafvordering en de strafrechtspleging inzake Douane [en] Accijnzen, in tegenstelling met de strafvordering en de strafrechtspleging in het algemeen, geen onafhankelijkheid waarborgen aan de verdachte, gezien de Administratie der Douane en Accijnzen inzake misdrijven inzake douane en accijnzen tegelijk optreedt als :

- onderzoeker,

- en vervolgende partij,

- en tot slot als belanghebbende partij, namelijk als begunstigde van de rechten en accijnzen, bij veroordeling te kwijten door de vervolgte partij ? »

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1847 van de rol van het Hof.

d. Bij vonnis van 6 december 1999 in zake het Ministerie van Financiën en het openbaar ministerie tegen F. Vanlerberghe en F. Du Tré, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 21 december 1999, heeft de Correctionele Rechtbank te Antwerpen de prejudiciële vraag gesteld :

« of de artikelen 267 en volgende, zijnde hoofdstuk XXV van de algemene wet van 18 juli 1977 inzake Douanen en Accijnzen, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden omdat de strafvordering en de rechtspleging inzake Douanen en Accijnzen, in tegenstelling met de strafvordering en de strafrechtspleging in het algemeen, geen onafhankelijkheid waarborgen aan de verdachte-geadministreerde, gezien de Administratie der Douanen en Accijnzen fungeert als :

- onderzoeker, die overeenkomstig de reglementering bij export naar andere landen dan de Europese Gemeenschap bij uitsluiting cruciale bewijsstukken onder zich houdt, waarvan de overbrenging in de procedure van die aard is, dat de tenlastelegging staat of valt;
- tevens vervolgende partij is;
- en ten overvloede belanghebbende begunstigde van rechten is bij veroordeling te kwijten door de vervolgte partij;
- en bovendien de opsporingsambtenaren overeenkomstig het besluit van de regering van 17 augustus 1948 geldelijke beloningen ontvangen voor het detecteren van fraude wat in contradictie staat met de vereiste van onpartijdigheid ».

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1848 van de rol van het Hof.

e. Bij arrest van 16 december 1999 in zake het openbaar ministerie en de Minister van Financiën tegen L. Vermeire en anderen, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 24 december 1999, heeft het Hof van Beroep te Gent de prejudiciële vraag gesteld :

« of de artikelen 267 en volgende, zijnde hoofdstuk XXV van de Algemene Wet van 18 juli 1977 inzake Douane en Accijnzen, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden omdat de strafvordering en de strafrechtspleging inzake Douane en Accijnzen, in tegenstelling met de strafvordering en de strafrechtspleging in het algemeen, geen onafhankelijkheid waarborgen aan de verdachte-geadministreerde, gezien de Administratie der Douane en Accijnzen fungeert als :

- onderzoeker;
- tevens vervolgende partij is;
- ten overvloede belanghebbende, begunstigde van rechten is, bij veroordeling te kwijten door de vervolgende [lees : vervolgte] partij ».

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1854 van de rol van het Hof.

f. Bij arrest van 22 december 1999 in zake het openbaar ministerie en de Minister van Financiën tegen A. Mizrahi en anderen, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 27 december 1999, heeft het Hof van Beroep te Antwerpen de prejudiciële vraag gesteld :

« of de artikelen 267 en volgende, zijnde hoofdstuk XXV van de Algemene wet van (coördinatie bij koninklijk besluit van) 18 juli 1977 inzake Douanen en Accijnzen, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden omdat de strafvordering en de rechtspleging inzake Douanen en Accijnzen, in tegenstelling met de strafvordering en de strafrechtspleging in het algemeen, geen onafhankelijkheid waarborgen aan de verdachte-geadministreerde, aangezien de Administratie der Douanen en Accijnzen fungeert als :

- onderzoeker die - overeenkomstig de geldende reglementeringen inzake invoer, uitvoer en communautair douanevervoer - een opsporingsonderzoek voert en leidt en die bij uitsluiting cruciale bewijsstukken onder zich houdt waarvan de overlegging in de procedure van die aard is dat de tenlastelegging staat of valt;
- tevens vervolgende partij is, die autonoom bepaalt wie en voor welke feiten zal worden vervolgd en aan wie een transactie wordt aangeboden en
- ten overvloede belanghebbende, begunstigde van de rechten te kwijten door de vervolgte partij ».

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1856 van de rol van het Hof.

g. Bij arrest van 6 januari 2000 in zake het openbaar ministerie en de Minister van Financiën tegen P. Serry en anderen, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 27 januari 2000, heeft het Hof van Beroep te Gent de prejudiciële vraag gesteld :

« of de artikelen 267 en volgende, zijnde hoofdstuk XXV van de Algemene Wet van 18 juli 1977 inzake Douane en Accijnzen, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden omdat de strafvordering en de strafrechtspleging inzake Douane en Accijnzen, in tegenstelling met de strafvordering en de strafrechtspleging in het algemeen, geen onafhankelijkheid waarborgen aan de verdachte-geadministreerde, gezien de Administratie der Douane en Accijnzen fungeert als :

- onderzoeker;
- tevens vervolgende partij is;
- en ten overvloede belanghebbende, begunstigde van rechten is, bij veroordeling te kwijten door de vervolgende [lees : vervolgte] partij ».

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1874 van de rol van het Hof.

h. Bij vonnis van 20 januari 2000 in zake het openbaar ministerie tegen A. Uyttebrouck en anderen, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 15 februari 2000, heeft de Correctionele Rechtbank te Antwerpen de volgende prejudiciële vragen gesteld :

« 1. Schendt artikel 6, § 5, van de wet van 31 december 1947 betreffende het fiscaal regime van tabak, jo. artikel 220 A.W.D.A. de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, waar zij de rechter geen mogelijkheid laten om een in het concrete geval passende milde of strenge straf op te leggen, terwijl dit wel mogelijk is voor de rechter, die dient te oordelen op grond van de gemeenrechtelijke strafbepalingen ?

2. Schenden de artikelen 193, 194, 195, 196 en 197, de artikelen 189 en 222, het hoofdstuk XXV en de daarin ondermeer opgenomen artikelen 267 t.e.m. 272, 279 t.e.m. 184 [lees : 284] van het koninklijk besluit van 18 juni [lees : juli] 1977 tot coördinatie van algemene bepalingen inzake douane en accijnzen, bekrachtigd bij artikel 1 van de wet van 6 juni 1978, in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens, de artikelen 10 en 11 van de Belgische Grondwet, doordat [de] strafvordering en de strafrechtspleging inzake douane en accijnzen, in tegenstelling met de strafvordering en de strafrechtspleging in het algemeen, geen onafhankelijkheid waarborgen aan de verdachte, gezien de administratie der douane en accijnzen inzake misdrijven inzake douane en accijnzen tegelijk optreedt als onderzoeker, vervolgende partij en eveneens als belanghebbende partij, namelijk als begunstigde van de rechten en accijnzen, bij veroordeling te kwijten door de vervolgte partij ? »

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1882 van de rol van het Hof.

i. Bij vonnis van 7 januari 2000 in zake het openbaar ministerie en de Belgische Staat tegen A. Ravelli en de b.v.b.a. De Jaegher, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 15 februari 2000, heeft de Correctionele Rechtbank te Leuven de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schenden de artikelen 267 e.v., hetzij hoofdstuk XXV van de algemene wet inzake douane en accijnzen van 18 juli 1977 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in zoverre de betichten die op grond van deze bepalingen worden vervolgd en berecht - zoals *in casu* - worden geconfronteerd met een partij hetzij de administratie van douane en accijnzen die tegelijkertijd als onderzoeker, vervolgende partij, belanghebbende en begunstigde van rechten kan worden bestempeld, hetgeen niet het geval is of zou zijn wanneer zij op grond van de gewone regels van strafvordering en strafrechtspleging zouden worden vervolgd en terechtstaan, waar zij niet worden geconfronteerd met een dergelijk bevoorrechte partij en aldus ongelijk en discriminerend worden of zouden worden behandeld ? »

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1884 van de rol van het Hof.

j. Bij vonnis van 27 januari 2000 in zake het Ministerie van Financiën en het openbaar ministerie tegen R. Devroe en anderen, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 21 februari 2000, heeft de Correctionele Rechtbank te Antwerpen de prejudiciële vraag gesteld :

« of de artikelen 267 en volgende, zijnde hoofdstuk XXV van de algemene wet van 18 juli 1977 inzake douane en accijnzen, alsook artikel 263 A.W.D.A., de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden omdat de strafvordering en de strafrechtspleging inzake douane en accijnzen, in tegenstelling met de strafvordering en de strafrechtspleging in het algemeen, geen onafhankelijkheid waarborgen aan de verdachte-geadministreerde, gezien de Administratie der douane en accijnzen fungeert als :

- onderzoeker, die - overeenkomstig de geldende reglementeringen inzake invoer, uitvoer, communautair douanevervoer enz. en overeenkomstig de geldende procedureregels - een opsporingsonderzoek van strafrechtelijke aard op autonome wijze voert en leidt en die bij uitsluiting cruciale bewijsstukken onder zich houdt en/of verzamelt, waarvan de overlegging in de procedure van die aard is of kan zijn dat de tenlastelegging staat of valt;

- en vervolgende partij, die, met miskennis van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur, inquisitoir en autonoom bepaalt wie en voor welke feiten zal worden vervolgd, en die tevens op discretionaire wijze bepaalt aan welke verdachte-geadministreerde een transactie wordt aangeboden;

- en belanghebbende, begunstigde van de rechten bij invoer alsook begunstigde van de boeten en verbeurdverklaringen, bij transactie of bij veroordeling te kwijten door de verdachte-geadministreerde ».

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1890 van de rol van het Hof.

k. Bij vonnis van 27 januari 2000 in zake het Ministerie van Financiën en het openbaar ministerie tegen G. De Gres en anderen, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 28 februari 2000, heeft de Correctionele Rechtbank te Antwerpen de prejudiciële vraag gesteld :

« of het zo is dat de artikelen 267 en volgende A.W.D.A., zijnde hoofdstuk XXV van de algemene wet van 18 juli 1977 inzake douane en accijnzen, alsook artikel 263 A.W.D.A., de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden omdat de strafvordering en de strafrechtspleging inzake douane en accijnzen, in tegenstelling met de strafvordering en de strafrechtspleging in het algemeen, geen onafhankelijkheid waarborgen aan de verdachte-geadministreerde, aangezien de Administratie der douane en accijnzen tegelijkertijd fungeert en optreedt als :

- onderzoeker, die - overeenkomstig de geldende reglementering inzake invoer, uitvoer, communautair douanevervoer enz. en overeenkomstig de geldende procedureregels - een opsporingsonderzoek van strafrechtelijke aard op autonome wijze voert en leidt en die bij uitsluiting cruciale bewijsstukken onder zich houdt en/of verzamelt, waarvan de overlegging in de procedure van die aard is of kan zijn dat de tenlastelegging staat of valt;

- vervolgende partij, die inquisitoir en autonoom bepaalt wie en voor welke feiten zal worden vervolgd, en die tevens op discretionaire wijze bepaalt aan welke verdachte-geadministreerde een transactie wordt aangeboden;

- en belanghebbende, begunstigde van de rechten bij invoer alsook begunstigde van de boeten en verbeurdverklaringen, bij transactie of bij veroordeling te kwijten door de verdachte-geadministreerde ».

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1896 van de rol van het Hof.

l. Bij vonnis van 14 december 1999 in zake de Minister van Financiën en het openbaar ministerie tegen J. Mouton en anderen, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 15 maart 2000, heeft de Correctionele Rechtbank te Veurne de prejudiciële vraag gesteld :

« of de artikelen 267 en volgende, zijnde hoofdstuk XXV van de algemene wet van 18 juli 1977 inzake douanen en accijnzen, [de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden doordat zij] in tegenstelling met de strafvordering en de strafrechtspleging in het algemeen, geen onafhankelijkheid waarborgen aan de verdachte-geadministreerde, gezien de Administratie van douane en accijnzen fungeert als :

- onderzoeker die - overeenkomstig de reglementering bij export naar andere landen dan de Europese Gemeenschap - bij uitsluiting cruciale bewijsstukken onder zich houdt, waarvan de overlegging in de procedure van die aard is dat de tenlastelegging staat of valt;

- tevens vervolgende partij is;

- en ten overvloede belanghebbende, begunstigde van de rechten is, bij veroordeling te kwijten door de vervolgende [lees : vervolgde] partij ».

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1909 van de rol van het Hof.

m. Bij vonnis van 28 februari 2000 in zake de Minister van Financiën en het openbaar ministerie tegen H. Van Den Bossche en de n.v. Desbo Brandstoffen, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 16 maart 2000, heeft de Correctionele Rechtbank te Dendermonde de prejudiciële vraag gesteld :

« of de artikelen 267 en volgende, zijnde hoofdstuk 25 van de algemene wet van 18 juli 1977 inzake douane en accijnzen, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden omdat de strafvordering en de strafrechtspleging inzake douane en accijnzen, in tegenstelling met de strafvordering en de strafrechtspleging in het algemeen, geen onafhankelijkheid waarborgen aan de verdachte-geadministreerde, gezien de administratie der douane en accijnzen fungeert als :

- onderzoeker die - overeenkomstig de reglementering bij export naar andere landen dan de Europese Gemeenschap - bij uitsluiting cruciale bewijsstukken onder zich houdt, waarvan de overlegging in de procedure van die aard is dat de tenlastelegging staat of valt;

- tevens vervolgende partij is;

- en ten overvloede belanghebbende, begunstigde van rechten is, bij veroordeling te kwijten door de vervolgende [lees : vervolgde] partij ».

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1912 van de rol van het Hof.

(...)

IV. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de prejudiciële vragen over de artikelen 189, 193 tot 197, 222, 263 en 267 en volgende van de A.W.D.A.

B.1. De verwijzende rechtscolleges vragen het Hof of de artikelen 189, 193 tot 197, 222, 263 en 267 en volgende van de algemene wet inzake douane en accijnzen (hierna : A.W.D.A.) de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden, doordat de strafvordering en de strafrechtspleging inzake douane en accijnzen, in vergelijking met de strafvordering en de strafrechtspleging in het algemeen niet dezelfde waarborgen bieden aan de verdachte.

B.2. De in het geding zijnde bepalingen luiden als volgt :

« Art. 189. De ambtenaren die, ter voldoening aan de wettelijke bepalingen omtrent het opsporen van sluikerij inzake douane en accijnzen, een fabriek, een magazijn of welkdanige andere plaats, daarin begrepen, de privaatwoning van een particulier, visiteren, mogen, indien zij de graad van adjunct-verificateur der douane en accijnzen of een hogere graad hebben, aldaar boeken, brieven en documenten, aan de hand waarvan de strafbaarheid van de overtreder kan worden bewezen of welke op het spoor van hun medeplichtigen kunnen brengen, aanslaan en medenemen.

[Y]

Art. 193. Aan de visitatie zijn, tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds, onderworpen de trafieken en fabrieken, wijngaarden, ongebouwde erven, gebouwde of ongebouwde werkplaatsen, winkels, pakhuizen en alle verdere panden, waarvan het bezit of gebruik onderworpen is aan een aangifte bij of een aanvaarding van de administratie der accijnzen, of in welke enig bedrijf wordt uitgeoefend op welks product een accijns is gevestigd, of hetwelk, krachtens de wet, aan enige verificatie onderhevig is.

Art. 194. Ook bij nacht zal visitatie kunnen plaats hebben in de panden, fabrieken, trafieken of andere plaatsen, in artikel 193 vermeld, wanneer in dezelfde gewerkt wordt.

Ten aanzien van zodanige fabrieken, waarvoor de tijd voor het begin en het einde der werkzaamheden moet worden opgegeven, of waarvoor de verklaring geschiedt voor een bepaalde tijd, zoals : brouwerijen, branderijen en distilleerderijen, wordt door de werktijd verstaan de gehele tijd in de aangifte vermeld, al ware het ook dat de werkzaamheden stilstonden.

Art. 195. Wanneer er in de werkplaatsen niet gewerkt wordt, zal de visitatie vóór vijf uur 's morgens of na negen uur 's avonds niet mogen plaats hebben, tenzij de ambtenaren vergezeld zijn van een ambtenaar van het gemeentebestuur of een overheidsambtenaar, daartoe aangesteld door de burgemeester.

Art. 196. Gedurende de tijd dat in de fabrieken, trafieken of werkplaatsen gewerkt wordt, zal de toegang tot dezelfde voor de ambtenaren onbelemmerd moeten wezen, en er iemand van de belanghebbende aanwezig moeten zijn, in staat om de nodige aanwijzing bij de visitatie te doen.

Art. 197. Met uitzondering van de tolkring, en der gevallen, voorzien bij artikel 174, zullen er geen visitaties in de huizen, erven en panden van particulieren mogen plaats hebben, dan alleen tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds, en met machtiging van de rechter in de politierechtbank van het kanton, waarin het te doorzoeken pand of erf gelegen is; die magistraat zal zelf medegaan of zijn griffier, of een ander overheidsambtenaar belasten om de ambtenaar bij de visitatie te vergezellen.

[...]

Art. 222. § 1. Worden eveneens in beslag genomen en verbeurd verklaard de schepen en vaartuigen, alsmede de rijtuigen, wagens en andere vervoermiddelen en hun gewoon gespan, die tot smokkel worden aangewend of in gebruik gesteld, wanneer de niet aangegeven goederen in geheime bergplaatsen werden verstopt, of wel wanneer geen enkel deel van de lading werd aangegeven.

§ 2. Werd de lading gedeeltelijk aangegeven, zo zijn de vervoermiddelen slechts voor inbeslagneming vatbaar, voor zover het bedrag van de verschuldigde rechten op de niet aangegeven soorten van goederen, en die niet in geheime bergplaatsen werden verstopt, meer belopen dan een vierde van de rechten, die dienen betaald voor het aangegeven gedeelte van de goederen; zijn de niet aangegeven goederen verboden, zo worden de rechten op 20 t.h. van de waarde geraamd.

§ 3. Behoorlijk aangegeven goederen en koopwaren in vrij verkeer, die klaarblijkelijk dienen om smokkelwaar te verbergen, worden verbeurd verklaard.

[...]

Art. 263. Wegens alle overtredingen van deze wet en van de bijzondere wetten op de heffing der accijnzen, zal door, of op autorisatie der administratie, omtrent geldboete, verbeurdverklaring en het sluiten der fabrieken of werkplaatsen kunnen worden getransigeerd, zo dikwijls verzachtende omstandigheden de zaak vergezellen, of als aannemelijk kan worden gehouden dat het misdrijf eerder aan verzuim of abuis, dan aan een oogmerk van opzettelijke fraude moet worden toegeschreven.

[...]

Art. 267. Wanneer de misdrijven, fraudes of overtredingen van de wet worden geconstateerd bij processen-verbaal, zullen deze akten dadelijk, of zo spoedig mogelijk worden opgemaakt, door ten minste twee daartoe bevoegde personen, waarvan de ene moet zijn aangesteld of van commissie voorzien vanwege de administratie der douane en accijnzen.

Art. 268. Het proces-verbaal zal moeten behelzen een beknopt en nauwkeurig verhaal der bevinding en van de oorzaak der bekeuring, met aanduiding van personen, beroep, dag en plaats, en met inachtneming van het voorgescrevene bij artikel 176, in de bijzondere gevallen aldaar vermeld.

Art. 269. De processen-verbaal zullen kunnen worden opgemaakt, en de bekeuringen gedaan op alle dagen des jaars, en mitsdien ook op zondagen en wettelijke feestdagen.

Art. 270. Binnen de vijf dagen na het opstellen van de in artikel 267 bedoelde processen-verbaal wordt het origineel aan de handtekening *ne varietur* van een hiërarchische chef der bekeurders onderworpen, en afschrift ervan aan de overtreders afgegeven. Indien de overtreders deze mededeling weigeren of onbekend zijn, wordt de kennisgeving gedaan aan de burgemeester der gemeente waar het misdrijf werd vastgesteld, of aan diens gemachtigde.

Art. 271. De bekeurde, tegenwoordig zijnde bij de bekeuring, zal worden uitgenodigd, om ook bij de opmaking van het proces-verbaal tegenwoordig te zijn, en, desverkiezende, hetzelfde te tekenen en er dadelijk een afschrift van te ontvangen; in geval van afwezigheid wordt een afschrift van het proces-verbaal bij een ter post aangetekende brief aan de bekeurde gezonden.

Art. 272. De processen-verbaal van de ambtenaren, wegens hun handelingen en ambtsverrichtingen, verdienen volle geloof in rechten, totdat de valsheid daarvan bewezen wordt. De onnauwkeurigheden, welke geen betrekking hebben op de feiten maar alleen op de toepassing van de wet, zullen aan het proces-verbaal deszelfs kracht niet ontnemen, doch, bij het exploit van dagvaarding moeten worden hersteld. Slechts dan, wanneer het proces-verbaal door één ambtenaar is opgemaakt, zal het op zichzelf geen bewijs opleveren.

Art. 273. § 1. Bijaldien de ambtenaren goederen aanhalen, zullen zij deze naar het naaste kantoor brengen, om aldaar ten overstaan van de ontvanger en van de belanghebbende, indien hij bij de goederen tegenwoordig is, en wil blijven, volgens de uitnodiging, die hem daartoe zal gedaan en in het proces-verbaal moeten vermeld zijn, geopend, gewogen, gemeten, geroeid of geteld en geïnventariseerd te worden.

§ 2. De administratie is bevoegd, de aangehaalde goederen vervolgens naar de hoofdplaats der directie, waarin de bekeuring is geschied, te doen overbrengen, en in geval van verkoop, deze te doen geschieden ter plaats waar zij zulks het meest voordelig oordeelt.

Art. 274. Alleen die goederen, vaar- of voertuigen en gespannen, werktuigen, gereedschappen of andere voorwerpen, waarmede is misdreven en waarop, naar aanleiding van artikel 253, enige straf of recht van verhaal kleeft, zullen worden aangehouden.

Art. 275. § 1. Indien de bekeurde zulks begeert, zullen de aangehaalde goederen, benevens de vaar- en voertuigen en gespannen, tegen voldoende borgtocht, voor de tussen de ontvanger en belanghebbende overeengekomen waarde derzelve, of van het beloop der verbeurde boete, worden vrijgegeven.

§ 2. Wanneer echter de aanhaling geschied is op grond van enig verbod van invoer, zal geen handlichting van de ten invoer verboden goederen mogen plaats hebben.

§ 3. De handlichting zal ook kunnen worden geweigerd wanneer de bekeuring is geschied wegens verkeerde aangifte van de soort der goederen, en men, door middel van monsters of stalen, de zaak tot de beslissing niet behoorlijk in haar geheel kan houden, alsmede wanneer de goederen zijn aangehaald op onbekende personen, waardoor in het algemeen worden verstaan dezulke, die zich buiten het geval stellen van in de processen-verbaal van bekeuring aangeduid te worden.

§ 4. Indien geen handlichting tegen borgtocht is verleend, zullen de goederen onder beheer van de administratie blijven, totdat, overeenkomstig de wet, over dezelve voorlopig of definitief zal kunnen beschikt worden.

§ 5. Bij handlichting onder borgtocht van naar de waarde belaste goederen dient de overeengekomen waarde tevens voor het berekenen van de opgelopen boete.

Art. 276. § 1. Aangehaalde goederen zullen niet kunnen worden verkocht voordat het vonnis tot verbeurdverklaring gewezen zal zijn. Nochtans zal de ontvanger al de aangehaalde koopwaren, welke na enkele tijd zouden kunnen bederven, onmiddellijk verkopen.

§ 2. De verkoop van paarden en allerlei vee zal, op autorisatie van de ontvanger, ter plaats waar ze zijn overgebracht dadelijk kunnen worden bewerkstelligd, wanneer ze zijn aangehaald op onbekenden, of ook wanneer de bekeurde weigeren mocht borg te stellen, voor de kosten van onderhoud, totdat de bekeuring finaal zal zijn afgedaan, welke weigering door een behoorlijk proces-verbaal zal moeten worden geconstateerd.

§ 3. De ontvanger die, in strijd met bovenstaande bepalingen, tot de verkoop overgaat, zal persoonlijk aansprakelijk zijn voor de gevolgen van dien.

§ 4. Alle verkoop van aangehaalde goederen moet in het openbaar aan de meestbiedende geschieden.

§ 5. Wanneer na de verkoop van goederen, waarvan de verbeurdverklaring nog niet was uitgesproken, de bekeuring in rechten wordt vernietigd, en de verkoop is geschied met inachtneming der bovengemelde voorschriften, zal de bekeurde de opbrengst van de verkoop moeten beschouwen, als vertegenwoordigend de volle waarde, welke de goederen op het tijdstip der verkoping hadden.

Art. 277. § 1. Aanhaling van goederen ten laste van onbekenden zal geldig zijn zonder vonnis indien, binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van het afsluiten van het proces-verbaal, de eigenaar der goederen ze niet per aangetekende brief heeft teruggevorderd van de gewestelijke directeur der douane en accijnzen in wiens gebied de aanhaling plaats heeft gehad.

§ 2. Zullen desgelijks geldig zijn de regelmatig gedane aanhalingen ten laste van gekende personen, voor zover de waarde der koopwaar geen tienduizend frank te boven gaat en de administratie tegen de eigenaar geen toepassing vordert van een gevangenisstraf of van een boete.

Art. 278. De vergoeding van schaden, veroorzaakt door verkeerde aanhalingen, waarop de eigenaar of belanghebbende bij de goederen aanspraak zouden kunnen maken, zal nimmer door de rechters worden toegewezen tot een hoger beloop dan één ten honderd van de waarde der aangehaalde goederen per maand, te berekenen van de dag der aanhaling tot op die van de teruggave.

Art. 279. Ten aanzien van de vervolging en berechting van alle zaken, betreffende de douane en accijnzen, zullen worden in acht genomen de bepalingen in de artikelen 280 tot 285 vermeld.

Art. 280. Alle louter civiele zaken, welke niet gepaard gaan met een vordering tot gevangenisstraf, geldboete of verbeurdverklaring worden berecht volgens de regels door het Gerechtelijk Wetboek voorgeschreven inzake bevoegdheid en rechtspleging.

Art. 281. § 1. Alle vorderingen wegens overtredingen, fraudes en misdrijven, waartegen bij de wetten inzake douane en accijnzen, straffen zijn bepaald, zullen in eerste aanleg worden gebracht voor de correctionele rechtbanken, en, in geval van hoger beroep, voor het hof van beroep van het rechtsgebied, ten einde te worden geïnstrueerd en berecht overeenkomstig het Wetboek van Strafvordering.

§ 2. Zodanige der bovengemelde vorderingen, welke strekken tot toepassing van boeten, verbeurdverklaringen of het sluiten van fabrieken of werkplaatsen, zullen voor dezelfde rechtbanken worden aangelegd en vervolgd, door of in naam van de administratie; echter zullen dezelve daarin geen recht spreken, dan na de conclusies van het openbaar ministerie te hebben gehoord. Evenwel mag, op schriftelijk aanzoek hem daartoe gedaan door een ambtenaar van de administratie der douane en accijnzen met minstens de graad van directeur, het openbaar ministerie de onderzoeksrechter vorderen te informeren, alhoewel de uitoefening van de publieke vordering voor het overige aan de administratie voorbehouden blijft.

§ 3. In die gevallen, dat uit dezelfde daad van overtreding der voormelde wetten twee verschillende vorderingen voortspruiten, waarvan de ene door het openbaar ministerie en de andere door of namens de administratie moet worden ingesteld, zullen beide vorderingen gelijktijdig worden geïnstrueerd en daarop bij een en hetzelfde vonnis worden rechtgesproken; in dat geval zal door het openbaar ministerie niet worden geageerd, alvorens de administratie van hare zijde aanklacht heeft gedaan of de vordering ingesteld.

Art. 282. Alle misdrijven of misdaden die, hoewel bedreven met betrekking tot de douane en accijnzen, echter bij het Strafwetboek voorzien en strafbaar zijn gesteld, zullen op de gewone wijze worden vervolgd en berecht, overeenkomstig de bestaande algemene wetten op het strafrecht.

Art. 283. Wanneer de overtredingen, fraudes, misdrijven of misdaden, in de artikelen 281 en 282 bedoeld, onverminderd de strafvordering, tevens tot betaling van rechten of accijnzen, en alzo tot een civiele actie aanleiding geven, zal de kennisneming en berechting daarvan in beide opzichten tot de bevoegde criminele of correctionele rechter behoren.

Art. 284. In de gevallen waarin, volgens de bestaande wetten, voorziening in cassatie kan plaats hebben, zal, dienovereenkomstig, ook van dit middel in zaken betreffende douane en accijnzen, gebruik kunnen worden gemaakt.



Art. 285. De door de rechtbanken en hoven uitgesproken boeten in politiezaken, in correctionele zaken en in criminele zaken zijn aan teruggave onderworpen wanneer kwijtschelding wordt verleend na betaling, voor zover de veroordeelde zijn genade vraagt binnen de twee maanden van het vonnis of het arrest, als het tegensprekelijk is, of na de betekening, als het bij verstek is uitgesproken. »

*Verzoek tot herformulering*

B.3.1. Sommige partijen verzoeken het Hof de gestelde vraag te herformuleren teneinde ze uit te breiden.

B.3.2. De bijzondere wet van 6 januari 1989 maakt het niet mogelijk de inhoud van de gestelde vragen te wijzigen of te laten wijzigen door het Hof. Het verzoek van de partijen kan niet worden ingewilligd.

*Ten gronde*

B.4.1. De in het geding zijnde bepalingen strekken ertoe de voorwaarden te bepalen voor visitaties door de ambtenaren van douane en accijnzen (artikelen 189 en 193 tot 197), de inbeslagneming en verbeurdverklaring te gebieden van de vervoermiddelen en van de goederen die hebben gediend om de smokkelwaar te verbergen (artikel 222), de Administratie een transactierecht te verlenen over de strafvordering omtrent de geldboete, de verbeurdverklaring en het sluiten van fabrieken of werkplaatsen (artikel 263), de wijze te bepalen waarop inbreuken op de douane- en accijnswetgeving worden vastgesteld en tot inbeslagneming wordt overgegaan (artikelen 267 tot 278), en de wijze te bepalen waarop die inbreuken, zowel op burgerrechtelijk als strafrechtelijk vlak, worden vervolgd en berecht (artikelen 279 tot 285).

B.4.2. Die bepalingen doen volgens de verwijzingsbeslissingen de vraag rijzen naar de bestaanbaarheid ervan met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, nu de strafvordering en de strafrechtspleging ter zake van douane- en accijnsmisdrijven niet met dezelfde waarborgen van onafhankelijkheid zouden zijn omgeven als in het gemeen recht, aangezien de Administratie der douane en accijnzen optreedt als onderzoekende en vervolgende overheid en als belanghebbende partij.

B.5.1. De wetgever beoogde met de in het geding zijnde bepalingen, als onderdeel van de regelgeving over het invorderen van douane- en accijnzenrechten, een eigen systeem voor strafrechtelijke opsporing en vervolging te ontwikkelen teneinde de omvang en frequentie van de fraude te bestrijden in deze bijzonder technische en grensoverschrijdende materie, die thans mede door een uitgebreide Europese regelgeving wordt beheerst.

B.5.2. Ook al strekken de door de wetgever genomen maatregelen ertoe misbruiken in de sector van de douane en accijnzen efficiënter te onderzoeken en te vervolgen, toch is de omstandigheid dat soortgelijke misbruiken, strafbaar gesteld in andere fiscale aangelegenheden, het voorwerp uitmaken van een andere benadering, op zich niet van die aard dat ze die maatregelen hun verantwoording kan ontnemen.

B.6. Er moet evenwel worden nagegaan of de in het geding zijnde bepalingen een discriminatie teweegbrengen op het vlak van de onafhankelijkheid van de onderzoekende en vervolgende overheid, tussen, enerzijds, de personen die worden verdacht van misdrijven, strafbaar gesteld in de douane- en accijnswetgeving, en, anderzijds, de personen die worden verdacht van misdrijven, strafbaar gesteld in het gemeen strafrecht.

B.7. Daartoe onderzoekt het Hof elk van de drie hoedanigheden waarin volgens de verwijzingsbeslissingen de Administratie der douane en accijnzen optreedt, namelijk als onderzoekende en vervolgende overheid en als belanghebbende partij.

*De Administratie der douane en accijnzen als onderzoekende overheid (artikelen 189, 193 tot 197, 222 en 267 tot 278 van de A.W.D.A.)*

B.8. Betoogd wordt dat de opsporing en het onderzoek van douane- en accijnsmisdrijven worden uitgevoerd door ambtenaren van de Administratie der douane en accijnzen op grond van onderzoeksbevoegdheden die, inzake het onderzoek van een gemeenrechtelijk misdrijf, pas kunnen plaatsvinden nadat een gerechtelijk onderzoek is gevorderd en het onderzoek onder leiding van een onderzoeksrechter werd geplaatst. De waarborgen van het gemeen recht dat het gerechtelijk onderzoek zowel *à charge* als *à décharge* wordt gevoerd en dat de onderzoeksrechter waakt over de wettigheid van de bewijsmiddelen en de wijze waarop die worden verzameld, zouden ontbreken bij een onderzoek van douane- en accijnsmisdrijven.

B.9.1. De ambtenaren van de Administratie der douane en accijnzen beschikken over ruime bevoegdheden om inbreuken op de douane- en accijnswetgeving op te sporen en te onderzoeken.

B.9.2. De bevoegdheden waarover die ambtenaren beschikken zijn evenwel niet alle ingesteld door de bepalingen die ter toetsing aan het Hof zijn voorgelegd. Zo zijn de bepalingen van onder meer de hoofdstukken XVIII (« Bewaking en verzegeling ») en XXII (« Controlemaatregelen ») niet binnen het toetsingsbereik van het Hof gebracht.

B.9.3. Het Hof, dat zich in een prejudiciële procedure enkel kan uitspreken over normen die door de verwijzende rechter aan zijn toetsing zijn voorgelegd, beperkt zijn onderzoek tot de artikelen 189, 193 tot 197, 222 en 267 tot 278 van de A.W.D.A.

B.10. Die bepalingen bevatten voorschriften met betrekking tot de processen-verbaal (artikelen 267 tot 272), de visitaties (artikelen 189 en 193 tot 197) en de inbeslagnemingen (artikelen 189, 222 en 273 tot 278).

B.11.1. Ten aanzien van de processen-verbaal wordt bepaald dat zij minstens door twee daartoe bevoegde personen moeten zijn opgesteld (artikel 267), de vermeldingen die erin moeten worden opgenomen (artikel 268), wanneer zij kunnen worden opgemaakt (artikel 269) en wie kennisgeving ervan krijgt, onder meer de overtreder (artikel 270). Voorts bepaalt artikel 271 dat de bekeurde, wanneer hij aanwezig is bij de bekeuring, zal worden uitgenodigd om ook bij het opstellen van het proces-verbaal aanwezig te zijn, en, wanneer hij het wenst, het te ondertekenen en er dadelijk afschrift van te ontvangen. In geval van afwezigheid wordt een afschrift van het proces-verbaal bij een ter post aangetekende brief aan de bekeurde gezonden.

Die artikelen strekken er in hoofdzaak toe in nadere regels te voorzien volgens welke de processen-verbaal inzake inbreuken op de douane- en accijnswetgeving moeten worden opgesteld en de wijze te regelen waarop daarvan kennis wordt gegeven, inzonderheid aan de bekeurden.

B.11.2. De partijen tonen niet aan - en het Hof ziet niet in - hoe die handelwijze discriminerend zou kunnen zijn voor diegenen lastens wie een proces-verbaal wegens een douane- of accijnsmisdrijf wordt opgesteld. Die bepalingen verlenen hun daarentegen een aantal waarborgen : de processen-verbaal worden door ten minste twee daartoe bevoegde personen opgemaakt en de bekeurden ontvangen de nodige kennisgevingen.

B.12.1. Artikel 272 van de A.W.D.A. kent aan de processen-verbaal een bijzondere wettelijke bewijswaarde toe, die een uitzondering vormt op de algemene regel dat een proces-verbaal geldt als loutere inlichting. Het vormt een uitzondering op de vrije bewijslevering in strafzaken, waarbij de rechter, naar eigen overtuiging, de bewijswaarde beoordeelt van een bepaald element. Het Hof dient te onderzoeken of voor het verschil in behandeling dat eruit voortvloeit een redelijke verantwoording bestaat en de rechten van de beklaagde niet onevenredig worden beperkt.

B.12.2. De vaststelling van inbreuken op de douane- en accijnswetgeving wordt vaak bemoeilijkt door de mobiliteit van de goederen waarop douane- en accijnzenrechten zijn verschuldigd. De moeilijke bewijsbaarheid die daaruit voortvloeit kan in ruime mate worden verholpen door een bijzondere geloofwaardigheid te hechten aan de vaststelling van de feiten door gekwalificeerde personen die daartoe zijn aangeduid (artikel 267).

B.12.3. Rekening houdend met de *ratio legis* van artikel 272 van de A.W.D.A. moet worden beklemtoond dat de bijzondere wettelijke bewijswaarde slechts betrekking heeft op het materiële element van het misdrijf en niet op de andere constitutieve bestanddelen ervan; ze is enkel verbonden aan de persoonlijk door de verbalisant gedane vaststellingen.

Bovendien mag met betrekking tot die processen-verbaal met bijzondere wettelijke bewijswaarde, overeenkomstig de rechtspraak van het Hof van Cassatie, het tegenbewijs worden geleverd door alle bewijsmiddelen, die door de rechter zullen worden beoordeeld.

B.12.4. Bijgevolg is de in artikel 272 aan de processen-verbaal toegekende bewijswaarde niet onevenredig met de nagestreefde doelstellingen verwoord in B.5.1.

B.13.1. De artikelen 189 en 193 tot 197 van de A.W.D.A. hebben betrekking op de visitaties. Te dien aanzien wordt bepaald welke stukken bij een visitatie mogen worden aangeslagen en meegenomen (artikel 189), welke bedrijfslokale mogen worden bezocht (artikel 193), op welke tijdstippen dit is toegestaan (artikelen 193 en 194) en wie daarbij aanwezig dient te zijn (artikelen 195 en 196). Artikel 197 heeft betrekking op de visitatie van privé-woningen.

Uit die bepalingen vloeit inzonderheid voort dat geen rechterlijke machtiging is vereist voor de visitatie van fabrieken, trafieken, wijngaarden, erven, werkplaatsen, winkels, pakhuizen en andere panden « waarvan het bezit of gebruik onderworpen is aan een aangifte bij of een aanvaarding van de administratie der accijnzen, of in welke enig bedrijf wordt uitgeoefend op welks product een accijns is gevestigd, of hetwelk, krachtens de wet, aan enige verificatie onderhevig is ». Evenmin is in bepaalde gevallen een rechterlijke machtiging vereist voor de visitatie van particuliere woningen.

B.13.2. Die bepalingen wijken af van de gemeenrechtelijke regel die de huiszoeking aan een rechterlijke machtiging onderwerpt. In sommige bijzondere aangelegenheden is de wetgever evenwel van die regel afgeweken. Dergelijke afwijkingen kunnen slechts uitzonderlijk zijn en dienen te worden verantwoord door redenen eigen aan de misdrijven waarop zij betrekking hebben.

B.13.3. Het Hof heeft reeds erop gewezen dat de vaststelling van inbreuken op de douane- en accijnswetgeving vaak wordt bemoeilijkt door de mobiliteit van de goederen waarop douane- en accijnsrechten zijn verschuldigd. Die mobiliteit kan de ambtenaren van douane en accijnzen nopen tot onverwijlde controles die, indien zij aan een rechterlijke machtiging zijn onderworpen, in ruime mate aan doeltreffendheid zouden kunnen inboeten.

Het verschil in behandeling dat daaruit voortvloeit ten aanzien van verdachten van een douanemisdrijf, in vergelijking met verdachten van een gemeenrechtelijk misdrijf, berust op een objectief criterium dat in verband staat met het nagestreefde doel dat erin bestaat de fraude op een doeltreffende manier te bestrijden.

B.13.4. Door de betrokkenen de waarborg van het optreden van een rechter te ontzeggen, raken de bepalingen aan twee fundamentele rechten. Enerzijds, beperken zij de uitoefening van de rechten van de verdediging, doordat zij de betrokkenen het toezicht door een onafhankelijk rechter die *à charge* en *à décharge* onderzoekt, ontzeggen. Anderzijds, doen zij afbreuk aan de regel van de onschendbaarheid van de woning.

Die regel wordt gewaarborgd door artikel 15 van de Grondwet, dat bepaalt :

« De woning is onschendbaar; geen huiszoeking kan plaatshebben dan in de gevallen die de wet bepaalt en in de vorm die zij voorschrijft. »

Zo ook bepaalt artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens :

« 1. Eenieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé-leven, zijn gezinsleven, zijn huis en zijn briefwisseling.

2. Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan met betrekking tot de uitoefening van dit recht dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving nodig is in het belang van >s lands veiligheid, de openbare veiligheid, of het economisch welzijn van het land, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen. »

Er dient te worden nagegaan of de betwiste bepaling geen onevenredige inbreuk maakt op de voormelde rechten.

B.13.5. Wat de visitaties van bedrijfslokale betreft, is in een aantal beperkingen en waarborgen voorzien : aan de visitatie zijn enkel onderworpen fabrieken, trafieken, wijngaarden, erven, werkplaatsen, winkels, pakhuizen en andere panden « waarvan het bezit of gebruik onderworpen is aan een aangifte bij of een aanvaarding van de administratie der accijnzen, of in welke enig bedrijf wordt uitgeoefend op welks product een accijns is gevestigd, of hetwelk, krachtens de wet, aan enige verificatie onderhevig is » (artikel 193).

De visitaties dienen in beginsel plaats te vinden tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds (artikel 193). 's Nachts zijn zij enkel mogelijk wanneer in de betrokken panden wordt gewerkt (artikel 194). De belanghebbende of een vertegenwoordiger van hem moet aanwezig zijn bij visitaties tijdens de periode waarin er in de gebouwen werkzaamheden plaatsvinden (artikel 196). Ten slotte is vereist dat, wanneer er in de werkplaatsen niet wordt gewerkt, visitaties vóór vijf uur 's morgens en na negen uur 's avonds slechts mogelijk zijn mits de ambtenaren verzegeld zijn van een daartoe door de wet aangewezen persoon (artikel 195).

B.13.6. Wat de visitaties van woningen, erven en panden van particulieren betreft, is een machtiging vereist van de rechter in de politierechtbank van het kanton waarin het te doorzoeken pand of erf is gelegen, met uitzondering evenwel van « de tolkring, en der gevallen, voorzien bij artikel 174 » (artikel 197).

De tolkring beslaat : 1) langs de landgrenzen, een strook die zich uitstrekt over een afstand van tien kilometer naar het binnenland, vanaf de Belgisch-Duitse en de Belgisch-Franse grens; 2) langs de zee kust, een strook die zich uitstrekt over een afstand van vijf kilometer naar het binnenland vanaf de laagwaterlijn; 3) het grondgebied van de zeehavens en luchthavens en een strook van 25 meter breedte langs de buitenkant van dat grondgebied (artikel 167, eerste lid).

In de huizen en panden in de tolkring waar de aanwezigheid van verboden magazijnen of opslagplaatsen wordt vermoed, mag zonder rechterlijk optreden een onderzoek worden verricht op voorwaarde dat dit gebeurt tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds, in aanwezigheid of op machtiging van de ontvanger of een andere hoge ambtenaar en met assistentie van een ambtenaar van het gemeentebestuur of een daartoe door de burgemeester aangestelde overheidsambtenaar. De ambtenaren zijn aansprakelijk voor de schade en nadelen die zij aan de ingezetenen toebrengen (artikel 173).

De assistentie en machtiging zijn niet vereist voor de dadelijke visitatie van in de tolkring gelegen huizen, schuren of andere voor afsluiting vatbare plaatsen waar goederen werden binnengebracht of opgenomen die aan het onderzoek van de ambtenaren werden onttrokken, terwijl zij die goederen aan het volgen waren (artikel 174).

B.13.7. Uit hetgeen voorafgaat blijkt dat het toepassingsgebied van de afwijking van de gemeenrechtelijke regel inzake huiszoeking beperkt is tot hetgeen strikt noodzakelijk is om het in B.5.1 omschreven doel te bereiken, terwijl ook de uitoefening van de visitatiebevoegdheid met voldoende waarborgen ter voorkoming van misbruik is omringd. Daardoor heeft de wetgever een billijk evenwicht tot stand gebracht tussen, enerzijds, de rechten van de betrokken personen en, anderzijds, de noodzaak om op een doeltreffende manier inbreuken op de douanewetgeving te kunnen vaststellen.

B.14.1. De artikelen 222 en 273 tot 278 van de A.W.D.A. hebben betrekking op de « aanhalingen » (inbeslagnemingen). Te dien aanzien wordt bepaald, waar de in beslag genomen goederen moeten worden overgebracht (artikel 273), welke goederen in beslag kunnen worden genomen, namelijk enkel degene « waarmede is misdreven » (artikel 274), onder meer de vervoermiddelen en de goederen die hebben gediend om de smokkelwaar te verbergen (artikel 222), hoe de in beslag genomen goederen tegen voldoende borgtocht kunnen worden teruggegeven en in welke gevallen de handlichting wordt geweigerd (artikel 275). Artikel 276 regelt de wijze van verkoop van in beslag genomen goederen : zij zullen niet kunnen worden verkocht voordat het vonnis tot verbeurdverklaring zal gewezen zijn, tenzij de goederen aan bederf onderhevig zijn (§ 1) of wanneer het gaat om dieren die zijn aangehaald op onbekenden, of nog, in geval van weigering van de bekeurde borgstelling te verlenen voor de kosten van onderhoud (§ 2); de ontvanger die in strijd met die bepalingen tot verkoop overgaat, is persoonlijk aansprakelijk voor de gevolgen (§ 3); de verkoop van aangehaalde goederen moet in het openbaar aan de meestbiedende geschieden (§ 4). Artikel 277 betreft twee gevallen waarbij de « aanhaling van goederen [...] zal geldig zijn zonder vonnis », namelijk wanneer het gaat om aanhalingen ten laste van onbekenden (§ 1) en aanhalingen van goederen met geringe waarde (§ 2). Ten slotte voorziet artikel 278 in een regeling voor de vergoeding van de schade, veroorzaakt door « verkeerde aanhalingen ».

B.14.2. De inbeslagneming van goederen is in de regel een louter bewarende maatregel.

In zoverre voormelde bepalingen regels vaststellen volgens welke inbeslagneming door ambtenaren van de Administratie der douane en accijnzen kan plaatsvinden, wijken zij niet af, wat de essentie betreft, van de beginselen die in het Strafwetboek en in het Wetboek van Strafvordering zijn opgenomen, zodat niet valt in te zien hoe zij discriminerend zouden zijn.

Overigens houden die regels tevens een aantal waarborgen in voor de beslagene : zij beperken de goederen die in beslag kunnen worden genomen, zij voorzien in de mogelijkheid om in voorkomend geval handlichting onder borgtocht te verkrijgen, zij maken de verkoop van de in beslag genomen goederen in beginsel afhankelijk van een rechterlijke beslissing tot verbeurdverklaring en omringen die verkoop met een aantal waarborgen.

B.14.3. Artikel 277 van de A.W.D.A. voorziet evenwel in de mogelijkheid van « aanhaling van goederen [...] zonder vonnis ».

In zoverre die maatregel een verbeurdverklaring zonder rechterlijke beslissing met zich meebrengt, is hij in beginsel onverantwoord.

Het toepassingsgebied van die maatregel is evenwel beperkt tot, enerzijds, de aanhaling ten laste van onbekenden en, anderzijds, de aanhaling ten laste van bekende personen, voor zover de waarde van de goederen niet belangrijk is, dit wil zeggen thans niet meer bedraagt dan tienduizend frank. Gelet op die beperkingen van het toepassingsgebied van de maatregel, kan worden aangenomen dat de in artikel 277 van de A.W.D.A. bedoelde aanhalingen niet onevenredig zijn met het nagestreefde doel, verwoord in B.5.1.

B.15. Uit hetgeen voorafgaat blijkt dat de taken waarmee de ambtenaren van de Administratie der douane en accijnzen in het kader van de opsporing van douane- en accijns misdrijven krachtens de onderzochte artikelen van de A.W.D.A. zijn belast, veeleer aanleunen bij de taken die in een gemeenrechtelijk opsporingsonderzoek (gevoerd onder leiding van de procureur des Konings) worden verricht, dan wel bij de taken die in een gerechtelijk onderzoek (gevoerd onder leiding van de onderzoeksrechter) worden behartigd.

Hieruit volgt dat de bepalingen van de wet die afwijken van het gemeen recht niet onevenredig zijn met de in B.5.1 omschreven doelstelling.

B.16. Wat de artikelen 189, 193 tot 197, 222 en 267 tot 278 van de A.W.D.A. betreft, moeten de prejudiciële vragen ontkennd worden beantwoord.

*De Administratie der douane en accijnzen als vervolgende overheid (artikelen 279 tot 285 en artikel 263 van de A.W.D.A.)*

B.17. Betoogd wordt dat de strafvervolgning inzake douane- en accijns misdrijven wordt uitgeoefend door ambtenaren van de Administratie der douane en accijnzen, die tot de uitvoerende macht behoren, terwijl voor gemeenrechtelijke misdrijven (en voor andere fiscale misdrijven) de strafvordering wordt uitgeoefend door het openbaar ministerie, dat tot de rechterlijke macht behoort. Aldus zou in eerstvermelde misdrijven de rechtsbescherming van de verdachte bij de uitoefening van de strafvordering niet worden gewaarborgd, aangezien ambtenaren niet dezelfde waarborgen van onafhankelijkheid bieden als parketmagistraten. Bovendien zouden willekeurige transacties in douane- en accijns misdrijven mogelijk worden op het ogenblik dat een onafhankelijke strafrechter met de behandeling van de strafzaak reeds is belast.

B.18.1. De vervolging en berechting van alle zaken betreffende douane en accijnzen worden geregeld door de artikelen 280 tot 285 van de A.W.D.A. (artikel 279).

B.18.2. De louter burgerlijke vorderingen worden berecht volgens de regels van het Gerechtelijk Wetboek inzake bevoegdheid en rechtspleging (artikel 280).

B.18.3. De misdrijven en de terzelfder tijd ingestelde burgerlijke vorderingen worden vervolgd voor de naar de gewone regels bevoegde strafgerechten en behandeld overeenkomstig het Wetboek van Strafvordering (artikelen 282 en 283).

De strafrechter bij wie een strafvordering is aanhangig gemaakt, moet tevens oordelen over de burgerlijke vordering (artikel 283).

B.18.4. Wat de uitoefening van de strafvordering betreft, komt het initiatiefrecht om douane- en accijns misdrijven te vervolgen, niet toe aan het openbaar ministerie, maar wel aan de Administratie der douane en accijnzen (artikel 281).

Daarbij moet volgend onderscheid worden gemaakt :

- de Administratie oefent de strafvordering alleen uit wat betreft de douanemisdrijven die slechts worden bestraft met vermogensstraffen (boeten, verbeurdverklaringen, sluiten van fabrieken of werkplaatsen); het openbaar ministerie moet echter wel worden gehoord (artikel 281, § 2);

- ten aanzien van douanemisdrijven die naast vermogensstraffen ook strafbaar zijn met een hoofdgevangenisstraf, wordt de strafvordering gelijktijdig uitgeoefend door de Administratie en het openbaar ministerie, met dien verstande dat alleen het openbaar ministerie een hoofdgevangenisstraf kan vorderen; het openbaar ministerie kan evenwel enkel vorderen als de Administratie het initiatief tot vervolging heeft genomen (artikel 281, § 3).

Artikel 263 verleent aan de Administratie een transactierecht over de strafvordering omtrent de geldboete, de verbeurdverklaring en het sluiten van fabrieken of werkplaatsen. De transactie dooft die strafvordering uit.

B.19. Uit die bepalingen blijkt dat de Administratie der douane en accijnzen ruime bevoegdheden heeft onder meer op het vlak van de uitoefening van de strafvordering. Zij heeft het initiatiefrecht ter zake, met dien verstande dat in voorkomend geval het openbaar ministerie bij de uitoefening van de strafvordering moet worden betrokken, hetzij middels het uitbrengen van een advies, hetzij om een hoofdgevangenisstraf te vorderen.

B.20. Om uit te maken of een zodanige regeling discriminerend is ten aanzien van verdachten van een douanemisdrijf, vergeleken met de regeling die in het gemeen strafprocesrecht geldt, moet worden nagegaan hoe waarborgen van onafhankelijkheid worden verzekerd wat de parketmagistraten betreft, enerzijds, en wat de ambtenaren van de administratie betreft, anderzijds.

B.21. In tegenstelling tot de magistraten van de zetel hebben die van het openbaar ministerie geen rechtsprekende bevoegdheid : zij vervullen de plichten van hun ambt bij de hoven en rechtbanken om een juiste toepassing van de wet te vorderen, alsook om de vereisten van de openbare orde en van een goede rechtsbedeling te verdedigen. In haar artikelen 40 en 153 heeft de Grondwet zelf de basis gelegd voor het statuut en de organisatie van het openbaar ministerie. Dat statuut en die organisatie worden met name gekenmerkt door de relaties van hiërarchische aard tussen de parketmagistraten.

B.22.1. Ten aanzien van de federale ambtenaren, waartoe de ambtenaren van de Administratie der douane en accijnzen behoren, bepaalt artikel 107, tweede lid, van de Grondwet :

« [De Koning] benoemt de ambtenaren bij het algemeen bestuur en bij de buitenlandse betrekkingen, behoudens de door de wetten gestelde uitzonderingen. »

B.22.2. Het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel bevat in deel II een opsomming van « rechten en plichten ». Elke inbreuk op een aantal van die bepalingen wordt bestraft met tuchtstraffen, onverminderd de toepassing van de strafwetten.

B.23.1. Artikel 151, § 1, tweede zin, van de Grondwet bepaalt :

« Het openbaar ministerie is onafhankelijk in de individuele opsporing en vervolging onverminderd het recht van de bevoegde minister om de vervolging te bevelen en om de bindende richtlijnen van het strafrechtelijk beleid, inclusief die van het opsporings- en vervolgingsbeleid, vast te leggen. »

Krachtens die bepaling geniet het openbaar ministerie, op het gebied van de individuele vervolging, een onafhankelijkheid die geen enkele vergelijkbare bepaling aan de ambtenaren van de administratie waarborgt. Er is dus een verschil tussen de twee categorieën van ambtenaren belast met de strafrechtelijke vervolging.

B.23.2. Die verschillende rechtspositie van de vervolgende partijen stelt evenwel geen onverantwoord verschil in behandeling in tussen de vervolgte personen. Rekening houdend met het feit dat de geschillen worden beslecht door de strafrechter die alle waarborgen van onafhankelijkheid en onpartijdigheid biedt, is het, vanwege het specifieke karakter van de aangelegenheid vermeld in B.5.1, niet kennelijk onevenredig met de nagestreefde doelstellingen de vervolging toe te vertrouwen aan een gespecialiseerde administratie, zelfs indien die niet dezelfde onafhankelijkheid heeft als het openbaar ministerie.

B.24. De omstandigheid dat transacties inzake douane- en accijnsmisdrijven de strafvordering in voorkomend geval kunnen doorkruisen, schendt ten slotte evenmin de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Nog afgezien van het feit dat de transactie de verdachte tot voordeel kan strekken, volstaat het immers vast te stellen dat een transactie slechts kan doorgaan wanneer de verdachte daarmee uitdrukkelijk heeft ingestemd. Overigens zijn minnelijke schikkingen, onder bepaalde voorwaarden, ook mogelijk in het gemeen strafprocesrecht.

B.25. Uit wat voorafgaat volgt dat, wat de artikelen 279 tot 285 en artikel 263 van de A.W.D.A. betreft, de prejudiciële vragen ontkennend moeten worden beantwoord.

*De Administratie der douane en accijnzen als « belanghebbende partij »*

B.26. In de verwijzingsbeslissingen wordt de vraag gesteld of de in het geding zijnde bepalingen wel voldoende waarborgen van onafhankelijkheid bieden, nu de Administratie der douane en accijnzen tevens de hoedanigheid heeft van « belanghebbende, begunstigde van de rechten te kwijnen door de vervolgte partij ».

Een aantal partijen voegt daaraan toe dat ook de betrokken individuele ambtenaren van die Administratie een rechtstreeks persoonlijk belang van pecuniaire aard hebben, gelet op het besluit van de Regent van 17 augustus 1948.

B.27. Geen enkele van de bepalingen die aan het Hof ter toetsing zijn voorgelegd, heeft betrekking op de hoedanigheid van de Administratie der douane en accijnzen als overheid waaraan de verschuldigde rechten moeten worden gestort.

Uit die bepalingen blijkt evenmin waarin het eigen, financieel belang zou bestaan dat die Administratie bij haar optreden zou hebben. De enkele omstandigheid dat de Administratie zorg draagt voor de inning van verschuldigde accijns- en douanerechten en, in voorkomend geval, van daarmee samenhangende boeten - niet voor eigen rekening, maar ten bate van de Schatkist, en in voorkomend geval, van de Europese Unie -, volstaat niet om haar als « belanghebbende en begunstigde partij » aan te merken.

B.28. Wat het voormelde besluit van de Regent betreft, dit strekt ertoe de ambtenaren te motiveren door hun bepaalde vergoedingen toe te kennen, maar die voordelen zijn op zich niet van die aard dat zij hun onpartijdigheid in het gedrang zouden kunnen brengen.

B.29. De prejudiciële vragen over de artikelen 189, 193 tot 197, 222, 263 en 267 en volgende van de A.W.D.A. moeten ontkennend worden beantwoord.

*Ten aanzien van de prejudiciële vraag over artikel 6, § 5, van de wet van 31 december 1947 betreffende het fiscaal regime van tabak, gelezen in samenhang met artikel 220 van de A.W.D.A.*

B.30. Het verwijzende rechtscollege in de zaak nr. 1882 vraagt of artikel 6, § 5, van de wet van 31 december 1947 betreffende het fiscaal regime van tabak, gelezen in samenhang met artikel 220 van de A.W.D.A., de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt, doordat het de rechter geen mogelijkheid zou laten om een in het concrete geval passende milde of strenge straf op te leggen, terwijl dit wel mogelijk is voor de rechter die dient te oordelen op grond van de gemeenrechtelijke strafbepalingen.

B.31. Vóór de opheffing ervan bij artikel 19 van de wet van 3 april 1997 bepaalde artikel 6, § 5, van de wet van 31 december 1947 betreffende het fiscaal regime van tabak :

« Alle vervoer of bezit van ongefabriceerde of gefabriceerde tabak dat niet gedekt is door het krachtens art. 5, 4°, door de Minister van Financiën voorgescreven bescheid, brengt de toepassing mede van het bepaalde in artikelen 220 tot 224, 227, 229 en 248 van de algemene wet inzake douane en accijnzen. Bovendien is de op het spel staande accijns opvorderbaar. »

Artikel 220 van de A.W.D.A. bepaalt :

« § 1. Elke kapitein van een zeeschip, elke schipper of patroon van om 't even welk vaartuig, elke voerman, geleider, drager, en alle andere personen, die, bij invoer of bij uitvoer, pogen, hetzij op het eerste, hetzij op elk ander daartoe aangewezen kantoor, de vereiste aangiften te ontgaan en die aldus trachten de rechten van de Schatkist te ontduiken, elke persoon bij wie een door de van kracht zijnde wetten verboden opslag wordt gevonden, worden gestraft met een gevangenisstraf van ten minste vier maanden en ten hoogste een jaar.

§ 2. Bij herhaling belooft de gevangenisstraf ten minste acht maanden en ten hoogste twee jaar; voor elke verdere herhaling ten minste twee jaar en ten hoogste vijf jaar. »

B.32. De Ministerraad werpt op dat de wet van 31 december 1947 betreffende het fiscaal regime van tabak werd opgeheven bij artikel 19 van de wet van 3 april 1997, dat op 26 mei 1997 in werking is getreden. Nu de strafbare feiten pas op 12 juli 1997 werden vastgesteld, meent de Ministerraad dat artikel 6, § 5, van de wet van 31 december 1947 niet meer van toepassing was zodat de vraag niet moet worden beantwoord. Bovendien betwist de Ministerraad de interpretatie volgens welke dat artikel aan de strafrechter geen beoordelingsruimte zou bieden.

B.33. Het komt de verwijzende rechter toe te bepalen welke rechtsregel van toepassing is op een zaak die voor hem aanhangig is en om in voorkomend geval te beslissen of aangaande die norm een vraag aan het Hof dient te worden gesteld.

De verwijzende rechter interpreteert de betrokken bepalingen in die zin dat zij de rechter geen mogelijkheid laat om een in het concrete geval passende milde of strenge straf op te leggen. Het is op basis van die interpretatie van de verwijzende rechter dat het Hof onderzoekt of zij de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden.

De exceptie van de Ministerraad wordt verworpen.

B.34. Het Hof merkt allereerst op dat artikel 220 van de A.W.D.A. aan de rechter de keuze laat een gevangenisstraf op te leggen die varieert van vier maanden tot een jaar of, in geval van herhaling, van acht maanden tot twee jaar en voor elke verdere herhaling van twee jaar tot vijf jaar.

Dat de rechter de straf niet kan verzachten tot onder de gestelde grenzen komt voort uit het feit dat bij gebrek aan een uitdrukkelijke bepaling in de bijzondere strafwet, de bepalingen van het Strafwetboek met betrekking tot verzachtende omstandigheden niet kunnen worden toegepast (artikel 100 van het Strafwetboek).

B.35. Het staat aan de wetgever te oordelen of het aangewezen is de rechter te dwingen tot gestrengheid wanneer een overtreding inzonderheid het algemeen belang schaadt, vooral in een aangelegenheid die, zoals het vervoer of bezit van ongefabriceerde of gefabriceerde tabak dat niet gedekt is door de voorgeschreven documenten, aanleiding geeft tot een aanzienlijke fraude. Die gestrengheid kan eventueel niet alleen de omvang van de geldelijke straf beïnvloeden maar ook de aan de rechter geboden mogelijkheid om de straf tot onder de gestelde grenzen te verminderen wanneer verzachtende omstandigheden aanwezig zijn.

B.36. De prejudiciële vraag over artikel 6, § 5, van de wet van 31 december 1947 betreffende het fiscaal regime van tabak, gelezen in samenhang met artikel 220 van de A.W.D.A., moet ontkennend worden beantwoord.

Om die redenen,

het Hof

zegt voor recht :

1) De artikelen 189, 193 tot 197, 222, 263 en 267 tot 285 van het koninklijk besluit van 18 juli 1977 tot coördinatie van de algemene bepalingen inzake douane en accijnzen schenden niet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in zoverre zij, inzake douane en accijnzen, in een regeling van de strafvordering en van de strafrechtspleging voorzien die verschilt van die van de strafvordering en de strafrechtspleging in het algemeen, doordat de Administratie der douane en accijnzen tegelijkertijd optreedt in de hoedanigheid van overheid belast met het onderzoek en in de hoedanigheid van vervolgende overheid.

2) Artikel 6, § 5, van de wet van 31 december 1947 betreffende het fiscaal regime van tabak, gelezen in samenhang met artikel 220 van de A.W.D.A., schendt niet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat het de rechter geen mogelijkheid laat om een in het concrete geval passende milde of strenge straf op te leggen.

Aldus uitgesproken in het Nederlands en in het Frans, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 14 februari 2001.

De griffier,  
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,  
G. De Baets

## COUR D'ARBITRAGE

[C – 2001/21227]

### Extrait de l'arrêt n° 16/2001 du 14 février 2001

Numéros du rôle : 1840, 1844, 1847, 1848, 1854, 1856, 1874, 1882, 1884, 1890, 1896, 1909 et 1912

*En cause* : les questions préjudicielles concernant les articles 189, 193, 194, 195, 196, 197, 220, 222 et 267 et suivants de l'arrêt royal du 18 juillet 1977 portant coordination des dispositions générales relatives aux douanes et accises et concernant l'article 6, § 5, de la loi du 31 décembre 1947 relative au régime fiscal du tabac, posées par diverses juridictions.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents G. De Baets et M. Melchior, et des juges P. Martens, J. Delruelle, R. Henneuse, M. Bossuyt et E. De Groot, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président G. De Baets,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

#### I. *Objet des questions préjudicielles*

a. Par arrêt du 8 décembre 1999 en cause du ministère public, du ministère des Finances, de la société de droit néerlandais Mobil Oil BV et d'autres contre la s.a. Etn. Rosseel et autres, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 10 décembre 1999, la Cour d'appel d'Anvers a posé la question préjudicielle visant à savoir :

« si les articles 267 et suivants, soit le chapitre XXV de la loi générale (coordonnée par arrêté royal) du 18 juillet 1977 relative aux douanes et accises, violent les articles 10 et 11 de la Constitution au motif que, contrairement à l'action publique et à la procédure pénale en général, l'action publique et la procédure en matière de douanes et accises ne garantissent pas d'indépendance à l'inculpé-administré puisque l'Administration des douanes et accises fait à la fois office :

- d'enquêteur qui — conformément aux réglementations en vigueur en matière d'importations, d'exportations et de transit communautaire — mène et dirige une information et est le seul à détenir chez lui des pièces à conviction essentielles, dont la production en cours de procédure conditionne le caractère fondé ou non de la prévention,

- de partie poursuivante, qui détermine de manière autonome qui sera poursuivi et pour quels faits et à qui une transaction est proposée et

- surabondamment d'intéressée, bénéficiaire des droits à acquitter par la partie poursuivie ».

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1840 du rôle de la Cour.

b. Par jugement du 13 décembre 1999 en cause du ministre des Finances et du ministère public contre W. Overmeire et autres, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 15 décembre 1999, le Tribunal correctionnel de Bruges a posé la question préjudicielle visant à savoir :

« si les articles 267 et suivants, soit le chapitre XXV de la loi générale du 18 juillet 1977 relative aux douanes et accises, violent les articles 10 et 11 de la Constitution en ce que, contrairement à l'action publique et à la procédure pénale en général, ils ne garantissent pas d'indépendance à l'inculpé-administré puisque l'Administration des douanes et accises fait à la fois office :

- d'enquêteur qui décide de manière exclusive quelles pièces à conviction essentielles il utilise, détient ou n'utilise pas et dont la production en cours de procédure conditionne le caractère fondé ou non de la prévention;
- également de partie poursuivante;
- surabondamment d'intéressée, bénéficiaire des droits qu'elle réclame aux parties citées, à acquitter, en cas de condamnation, par les prévenus;
- et, en outre, conformément à l'arrêté du gouvernement du 17 août 1948, les agents de recherche perçoivent des rétributions pour la détection de la fraude, ce qui est en contradiction avec l'exigence d'impartialité ».

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1844 du rôle de la Cour.

c. Par jugement du 9 décembre 1999 en cause du ministère public, du ministre des Finances et de K. Verbiest contre A. Van Gils et autres, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 20 décembre 1999, le Tribunal correctionnel d'Anvers a posé la question préjudicielle suivante :

« Les articles 193, 194, 195, 196, 197, 189 et 222, le chapitre XXV et les articles 267 à 272 et 279 à 284 qui y sont contenus de l'arrêté royal du 18 juillet 1977 portant coordination des dispositions générales en matière de douanes et accises, confirmé par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 6 juillet 1978, lus en combinaison avec l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, violent-ils les articles 10 et 11 de la Constitution belge en ce que, contrairement à l'action publique et à la procédure pénale en général, l'action publique et la procédure pénale en matière de douanes et accises ne garantissent pas d'indépendance à l'inculpé, puisque, s'agissant des infractions en matière de douanes et accises, l'Administration des douanes et accises fait à la fois office :

- d'enquêteur,
- de partie poursuivante,
- et enfin de partie intéressée, bénéficiaire des droits et accises, à acquitter, en cas de condamnation, par la partie poursuivie ? »

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1847 du rôle de la Cour.

d. Par jugement du 6 décembre 1999 en cause du ministre des Finances et du ministère public contre F. Vanlerberghe et F. Du Tré, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 21 décembre 1999, le Tribunal correctionnel d'Anvers a posé la question préjudicielle visant à savoir :

« si les articles 267 et suivants, soit le chapitre XXV de la loi générale du 18 juillet 1977 relative aux douanes et accises, violent les articles 10 et 11 de la Constitution au motif que, contrairement à l'action publique et à la procédure pénale en général, l'action publique et la procédure en matière de douanes et accises ne garantissent pas d'indépendance à l'inculpé-administré, puisque l'Administration des douanes et accises fait office :

- d'enquêteur qui, conformément à la réglementation en vigueur en matière d'exportation vers d'autres pays que la Communauté européenne, est le seul à détenir chez lui des pièces à conviction essentielles, dont la production en cours de procédure conditionne le caractère fondé ou non de la prévention;
- également de partie poursuivante;
- et surabondamment d'intéressée, bénéficiaire de droits à acquitter, en cas de condamnation, par la partie poursuivie;
- en outre, conformément à l'arrêté du gouvernement du 17 août 1948, les agents de recherche perçoivent des rétributions pour la détection de fraudes, ce qui est en contradiction avec l'exigence d'impartialité ».

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1848 du rôle de la Cour.

e. Par arrêt du 16 décembre 1999 en cause du ministère public et du ministre des Finances contre L. Vermeire et autres, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 24 décembre 1999, la Cour d'appel de Gand a posé la question préjudicielle visant à savoir :

« si les articles 267 et suivants, soit le chapitre XXV de la loi générale du 18 juillet 1977 relative aux douanes et accises, viole les articles 10 et 11 de la Constitution au motif que, contrairement à l'action publique et à la procédure pénale en général, l'action publique et la procédure pénale en matière de douanes et accises ne garantissent pas d'indépendance à l'inculpé-administré, puisque l'Administration des douanes et accises fait office :

- d'enquêteur;
- également de partie poursuivante;
- et surabondamment d'intéressée, bénéficiaire de droits, à acquitter, en cas de condamnation, par la partie poursuivante [lire : poursuivie] ».

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1854 du rôle de la Cour.

f. Par arrêt du 22 décembre 1999 en cause du ministère public et du ministre des Finances contre A. Mizrahi et autres, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 27 décembre 1999, la Cour d'appel d'Anvers a posé la question préjudicielle visant à savoir :

« si les articles 267 et suivants, soit le chapitre XXV de la loi générale (coordonnée par arrêté royal) du 18 juillet 1977 relative aux douanes et accises, violent les articles 10 et 11 de la Constitution au motif que, contrairement à l'action publique et à la procédure pénale en général, l'action publique et la procédure en matière de douanes et accises ne garantissent pas d'indépendance à l'inculpé-administré puisque l'Administration des douanes et accises fait à la fois office :

- d'enquêteur qui — conformément aux réglementations en vigueur en matière d'importations, d'exportations et de transit communautaire — mène et dirige une information et est le seul à détenir chez lui des pièces à conviction essentielles, dont la production en cours de procédure conditionne le caractère fondé ou non de la prévention,
- de partie poursuivante, qui détermine de manière autonome qui sera poursuivi et pour quels faits et à qui une transaction est proposée et
- surabondamment d'intéressée, bénéficiaire des droits à acquitter par la partie poursuivie ».

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1856 du rôle de la Cour.

g. Par arrêt du 6 janvier 2000 en cause du ministère public et du ministre des Finances contre P. Serry et autres, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 27 janvier 2000, la Cour d'appel de Gand a posé la question préjudicielle visant à savoir :

« si les articles 267 et suivants, soit le chapitre XXV de la loi générale du 18 juillet 1977 relative aux douanes et accises, violent les articles 10 et 11 de la Constitution au motif que, contrairement à l'action publique et à la procédure pénale en général, l'action publique et la procédure pénale en matière de douanes et accises ne garantissent pas d'indépendance à l'inculpé-administré puisque l'Administration des douanes et accises fait à la fois office :

- d'enquêteur,
- également de partie poursuivante,
- et surabondamment d'intéressée, bénéficiaire de droits à acquitter, en cas de condamnation, par la partie poursuivante [lire : poursuivie] ».

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1874 du rôle de la Cour.

h. Par jugement du 20 janvier 2000 en cause du ministère public contre A. Uyttebrouck et autres, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 15 février 2000, le Tribunal correctionnel d'Anvers a posé les questions préjudicielles suivantes :

« 1. L'article 6, § 5, de la loi du 31 décembre 1947 relative au régime fiscal du tabac, *juncto* l'article 220 de la loi générale relative aux douanes et accises, viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution, en ce qu'il ne permet pas au juge d'infliger une peine légère ou sévère appropriée au cas concret, alors que cette possibilité existe pour le juge qui doit se prononcer sur la base des dispositions pénales de droit commun ?

2. Les articles 193, 194, 195, 196 et 197, les articles 189 et 222, le chapitre XXV ainsi que les articles 267 à 272 et 279 à 184 [lire : 284] qui y sont notamment contenus de l'arrêté royal du 18 juin 1977 portant coordination des dispositions générales relatives aux douanes et accises, confirmé par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 6 juin 1978, lus en combinaison avec l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, violent-ils les articles 10 et 11 de la Constitution belge, en ce que, contrairement à l'action publique et à la procédure pénale en général, l'action publique et la procédure pénale en matière de douanes et accises ne garantissent pas d'indépendance à l'inculpé puisque l'Administration des douanes et accises fait office, en matière d'infractions relatives aux douanes et accises, tout à la fois d'enquêteur, de partie poursuivante et de partie intéressée, bénéficiaire des droits et accises à acquitter, en cas de condamnation, par la partie poursuivie ? »

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1882 du rôle de la Cour.

i. Par jugement du 7 janvier 2000 en cause du ministère public et de l'Etat belge contre A. Ravelli et la s.p.r.l. De Jaegher, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 15 février 2000, le Tribunal correctionnel de Louvain a posé la question préjudicielle suivante :

« Les articles 267 et suivants, soit le chapitre XXV de la loi générale du 18 juillet 1977 relative aux douanes et accises, violent-ils les articles 10 et 11 de la Constitution en tant que les prévenus qui sont poursuivis et jugés sur la base de ces dispositions - comme en l'espèce - sont confrontés à une partie, l'Administration des douanes et accises, qui fait à la fois office d'enquêteur, de partie poursuivante, d'intéressée et de bénéficiaire de droits, ce qui ne serait pas le cas s'ils étaient poursuivis et jugés sur la base des règles ordinaires en matière d'action publique et de procédure pénale où ils ne sont pas confrontés à une telle partie privilégiée, et en tant qu'ils sont ou seraient de la sorte traités de manière inégale et discriminatoire ? »

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1884 du rôle de la Cour.

j. Par jugement du 27 janvier 2000 en cause du ministère des Finances et du ministère public contre R. Devroe et autres, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 21 février 2000, le Tribunal correctionnel d'Anvers a posé la question préjudicielle visant à savoir :

« si les articles 267 et suivants, soit le chapitre XXV de la loi générale du 18 juillet 1977 relative aux douanes et accises, ainsi que l'article 263 de la L.G.D.A. violent les articles 10 et 11 de la Constitution au motif que, contrairement à l'action publique et à la procédure pénale en général, l'action publique et la procédure pénale en matière de douanes et accises ne garantissent pas d'indépendance à l'inculpé-administré puisque l'Administration des douanes et accises fait à la fois office :

- d'enquêteur qui - conformément aux réglementations en vigueur en matière d'importations, d'exportations et de transit communautaire etc. et conformément aux règles de procédure applicables - mène et dirige de façon autonome une information à caractère pénal et qui est le seul à détenir chez lui et/ou à recueillir des pièces à conviction essentielles, dont la production en cours de procédure conditionne ou peut conditionner le caractère fondé ou non de la prévention;

- de partie poursuivante qui, en méconnaissance de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration, détermine de manière inquisitoire et autonome qui sera poursuivi et pour quels faits et qui détermine aussi de manière discrétionnaire à quel inculpé-administré une transaction est proposée;

- et de partie intéressée, bénéficiaire des droits à l'importation ainsi que des amendes et confiscations à acquitter, en cas de transaction ou de condamnation, par l'inculpé-administré ».

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1890 du rôle de la Cour.

k. Par jugement du 27 janvier 2000 en cause du ministère des Finances et du ministère public contre G. De Gres et autres, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 28 février 2000, le Tribunal correctionnel d'Anvers a posé la question préjudicielle visant à savoir :

« si les articles 267 et suivants de la L.G.D.A., soit le chapitre XXV de la loi générale du 18 juillet 1977 relative aux douanes et accises, ainsi que l'article 263 de la L.G.D.A. violent les articles 10 et 11 de la Constitution au motif que, contrairement à l'action publique et à la procédure pénale en général, l'action publique et la procédure pénale en matière de douanes et accises ne garantissent pas d'indépendance à l'inculpé-administré puisque l'Administration des douanes et accises fait à la fois office :

- d'enquêteur qui — conformément aux réglementations en vigueur en matière d'importations, d'exportations, de transit communautaire, etc. et conformément aux règles de procédure en vigueur — mène et dirige de manière autonome une information de nature pénale et est le seul à détenir chez lui et/ou à recueillir des pièces à conviction essentielles, dont la production en cours de procédure conditionne ou peut conditionner le caractère fondé ou non de la prévention;

- de partie poursuivante, qui détermine de manière inquisitoire et autonome qui sera poursuivi et pour quels faits et qui détermine également de manière discrétionnaire à quel inculpé-administré une transaction est proposée;

- et d'intéressée, bénéficiaire des droits à l'importation ainsi que des amendes et confiscations à acquitter, en cas de transaction ou de condamnation, par l'inculpé-administré ».

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1896 du rôle de la Cour.

l. Par jugement du 14 décembre 1999 en cause du ministre des Finances et du ministère public contre J. Mouton et autres, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 15 mars 2000, le Tribunal correctionnel de Furnes a posé la question préjudicielle visant à savoir :

« si les articles 267 et suivants, soit le chapitre XXV de la loi générale du 18 juillet 1977 relative aux douanes et accises, [violent les articles 10 et 11 de la Constitution en ce que,] contrairement à l'action publique et à la procédure pénale en général, ils ne garantissent pas d'indépendance à l'inculpé-administré puisque l'Administration des douanes et accises fait à la fois office :

- d'enquêteur qui — conformément à la réglementation en matière d'exportations vers d'autres pays que ceux de la Communauté européenne — est le seul à détenir chez lui des pièces à conviction essentielles, dont la production en cours de procédure conditionne le caractère fondé ou non de la prévention;

- également de partie poursuivante;

- et surabondamment d'intéressée, bénéficiaire des droits à acquitter, en cas de condamnation, par la partie poursuivante [lire : poursuivie] ».

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1909 du rôle de la Cour.

m. Par jugement du 28 février 2000 en cause du ministre des Finances et du ministère public contre H. Van Den Bossche et la s.a. Desbo Brandstoffen, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 16 mars 2000, le Tribunal correctionnel de Termonde a posé la question préjudicielle visant à savoir :

« si les articles 267 et suivants, soit le chapitre XXV de la loi générale du 18 juillet 1977 relative aux douanes et accises, violent les articles 10 et 11 de la Constitution au motif que, contrairement à l'action publique et à la procédure pénale en général, l'action publique et la procédure pénale en matière de douanes et accises ne garantissent pas d'indépendance à l'inculpé-administré puisque l'Administration des douanes et accises fait à la fois office :

- d'enquêteur qui — conformément à la réglementation en matière d'exportations vers d'autres pays que ceux de la Communauté européenne — est le seul à détenir chez lui des pièces à conviction essentielles, dont la production en cours de procédure conditionne le caractère fondé ou non de la prévention;

- également de partie poursuivante;

- et surabondamment d'intéressée, bénéficiaire de droits à acquitter, en cas de condamnation, par la partie poursuivante [lire : poursuivie] ».

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1912 du rôle de la Cour.

(...)

#### IV. En droit

(...)

*Quant aux questions préjudicielles relatives aux articles 189, 193 à 197, 222, 263 et 267 et suivants de la L.G.D.A.*

B.1. Les juridictions *a quo* demandent à la Cour si les articles 189, 193 à 197, 222, 263 et 267 et suivants de la loi générale sur les douanes et accises (ci-après : L.G.D.A.) violent les articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que, par comparaison avec l'action publique et la procédure pénale en général, l'action publique et la procédure pénale en matière de douanes et accises n'offrent pas les mêmes garanties à l'inculpé.

B.2. Les dispositions en cause sont libellées comme suit :

« Art. 189. Les agents qui, en exécution des dispositions légales sur la recherche de la fraude en matière de douane et d'accise, pratiquent une visite dans une usine, un magasin ou un tout autre endroit, y compris le domicile privé d'un particulier, peuvent, s'ils ont le grade de vérificateur adjoint des douanes et accises ou un grade plus élevé, y saisir et emporter les livres, correspondances et documents quelconques de nature à établir la culpabilité des délinquants ou à mettre sur la trace de leurs complices.

[Y]

Art. 193. Sont assujetties à la visite, entre cinq heures du matin et neuf heures du soir, les fabriques, les usines, vignobles, enclos, bâtis ou non bâtis, et terrains servant d'usines ou d'ateliers, boutiques ou tous autres lieux clos, dont la possession ou l'usage est assujetti à la formalité d'une admission de la part de l'administration, ou d'une déclaration à faire à ladite administration, ainsi que ceux où l'on exerce une industrie dont les produits sont soumis à l'accise, ou sont assujettis à quelque vérification en vertu des lois.

Art. 194. Les visites pourront aussi se faire la nuit dans les bâtiments, fabriques et autres lieux désignés à l'article 193, si l'on y travaille pendant ce temps.

Relativement aux fabriques pour lesquelles on doit déclarer l'époque à laquelle les travaux commenceront et finiront, et celles pour lesquelles la déclaration se fait à terme limité, telles que les brasseries, distilleries, on entendra par l'époque de leur activité celle mentionnée dans la déclaration, quand bien même les travaux seraient suspendus.

Art. 195. Lorsque les usines ne sont pas en activité, les visites ne pourront se faire avant cinq heures du matin ou après neuf heures du soir, que pour autant que les agents soient accompagnés d'un agent de l'administration communale ou d'un agent de l'autorité publique commis par le bourgmestre.

Art. 196. Les fabriques, usines et bâtiments devront toujours être accessibles pour les agents, pendant qu'on y travaillera, et il devra s'y trouver quelqu'un de la part des intéressés à même de donner les indications nécessaires lors de la visite.

Art. 197. A l'exception du rayon des douanes, et du cas prévu par l'article 174, on ne pourra faire aucune visite dans les bâtiments ou enclos des particuliers qu'entre cinq heures du matin et neuf heures du soir, et sur l'autorisation du juge au tribunal de police du canton dans lequel les bâtiments ou enclos à visiter sont situés. Ce magistrat accompagnera lui-même ou chargera son greffier ou autre agent de l'autorité publique, d'accompagner les agents dans leur visite.

[...]

Art. 222. § 1<sup>er</sup>. Seront également saisis et confisqués les navires ou embarcations, ainsi que les voitures, chariots ou autres moyens de transport, et leurs attelages ordinaires, employés à la fraude ou mis en usage à cet effet, quand les marchandises non déclarées y auront été placées dans des cachettes, ou bien encore quand aucune partie du chargement n'aura été déclarée.

§ 2. Si le chargement a été déclaré en partie, les moyens de transport ne seront saisissables que pour autant que la somme des droits dus sur les espèces de marchandises non déclarées, et qui ne seront pas placées dans des cachettes, excédera le quart du montant des droits à acquitter pour la partie de marchandises dont la déclaration aura été faite; si les marchandises non déclarées sont prohibées, les droits seront supposés être de 20 p.c. de leur valeur.

§ 3. Les marchandises dûment déclarées ou circulant librement, qui serviront évidemment à cacher des objets fraudés, seront confisquées.

[...]



Art. 263. Il pourra être transigé par l'administration ou d'après son autorisation, en ce qui concerne l'amende, la confiscation, la fermeture des fabriques, usines ou ateliers, sur toutes infractions à la présente loi, et aux lois spéciales sur la perception des accises, toutes et autant de fois que l'affaire sera accompagnée de circonstances atténuantes, et qu'on pourra raisonnablement supposer que l'infraction doit être attribuée plutôt à une négligence ou erreur qu'à l'intention de fraude préméditée.

[...]

Art. 267. Lorsque les délits, fraudes ou contraventions à la loi sont constatés au moyen de procès-verbaux, ces actes seront dressés sur-le-champ ou le plus tôt que faire se pourra, par au moins deux personnes qualifiées à cet effet, dont l'une doit être nommée ou munie de commission de la part de l'administration des douanes et accises.

Art. 268. Le procès-verbal devra contenir un narré succinct et exact de ce que l'on a reconnu, comme aussi de la cause de la déclaration en contravention, avec désignation des personnes, qualités, jour et lieu, et en observant les dispositions de l'article 176, pour les cas particuliers y mentionnés.

Art. 269. Les procès-verbaux pourront être rédigés et les infractions constatées tous les jours de l'année, et par conséquent aussi les dimanches et jours fériés légaux.

Art. 270. Dans les cinq jours de la rédaction d'un procès-verbal visé à l'article 267, l'original est soumis au visa *ne varietur* d'un chef hiérarchique des verbalisants, et copie en est remise aux contrevenants. Si les contrevenants refusent cette communication ou sont inconnus, la notification est faite au bourgmestre de la commune où l'infraction a été constatée, ou à son délégué.

Art. 271. Le prévenu, étant présent à la saisie, sera invité à assister aussi à la rédaction du procès-verbal et à le signer s'il le désire, et en recevoir immédiatement une copie; en cas d'absence, une copie du procès-verbal est envoyée au prévenu par lettre recommandée à la poste.

Art. 272. Les procès-verbaux des agents, relatifs à leurs opérations et à l'exercice de leurs fonctions, font foi en justice, jusqu'à ce que la fausseté en soit prouvée; les inexactitudes qui se seraient glissées dans un procès-verbal et qui ne se rapportent point aux faits, mais uniquement à l'application de la loi, n'atténueront en rien la force de l'acte, mais devront être redressées dans l'exploit d'assignation; lorsque le procès-verbal sera rédigé par un seul agent, il ne fera pas preuve par lui-même.

Art. 273. § 1<sup>er</sup>. Lors de la saisie de marchandises, les agents les transporteront au plus prochain bureau pour y être vérifiées, dûment inventoriées, pesées, mesurées, jaugées ou comptées en présence du receveur et de la partie intéressée, si elle s'y trouve et veut assister à cette opération, d'après l'invitation qui lui en sera faite et qui sera mentionnée au procès-verbal.

§ 2. L'administration a le droit de faire transporter ensuite les marchandises saisies au chef-lieu de la direction, dans laquelle la saisie a été pratiquée, et, en cas de vente, de la faire effectuer là où elle le jugera le plus avantageux.

Art. 274. On retiendra uniquement les marchandises, navires ou bateaux, voitures et attelages, ustensiles, instruments ou autres objets à l'égard desquels ou avec lesquels il a été prévarié, et dont, en conformité de l'article 253, la saisie doit avoir pour effet l'application d'une peine, ou qui sont affectés au recouvrement d'un droit.

Art. 275. § 1<sup>er</sup>. Si le saisi le réclame, il sera donné mainlevée des marchandises, navires, voitures et attelages, sous caution suffisante de leur valeur convenue entre le receveur et la partie intéressée ou du montant de l'amende encourue.

§ 2. Si cependant la saisie est motivée sur une prohibition à l'entrée, il ne pourra être accordé mainlevée pour les marchandises dont l'importation est prohibée.

§ 3. La mainlevée pourra également être refusée lorsque la saisie a lieu pour déclaration erronée relativement à l'espèce des marchandises, et qu'on ne pourrait pas, au moyen d'échantillons, maintenir l'affaire en entier jusqu'à décision de la contestation; comme aussi lorsque les marchandises sont saisies sur des personnes inconnues, par lesquelles on entend, en général, celles qui se mettent dans le cas de ne pouvoir être désignées dans le procès-verbal de saisie.

§ 4. Lorsqu'il n'aura pas été donné mainlevée sous caution, les marchandises resteront sous la surveillance et direction de l'administration jusqu'à ce qu'on puisse en disposer soit provisoirement, soit définitivement, suivant la loi.

§ 5. En cas de mainlevée sous caution de marchandises imposées d'après la valeur, l'estimation convenue servira en même temps de base pour la fixation de l'amende encourue.

Art. 276. § 1<sup>er</sup>. Les marchandises saisies ne pourront être vendues avant que la confiscation n'ait été prononcée en justice. Cependant le receveur procédera à la vente immédiate de toutes les marchandises saisies, susceptibles de déprimer par un dépôt prolongé.

§ 2. La vente de chevaux, ou de toute espèce de bétail, pourra être faite immédiatement par ordre du receveur du lieu où ces animaux auront été conduits, lorsqu'ils ont été saisis sur des inconnus, ou lorsque la partie saisie refuse de fournir caution pour frais de nourriture et d'entretien, jusqu'à ce qu'il soit définitivement prononcé sur la saisie; ce refus devra être constaté par un procès-verbal en due forme.

§ 3. Le receveur qui aura procédé à la vente, sans se conformer aux dispositions ci-dessus mentionnées, sera personnellement responsable des suites.

§ 4. Toute vente d'effets saisis doit se faire publiquement et au plus offrant.

§ 5. Si, après la vente d'effets dont la confiscation n'était pas encore prononcée, la saisie est annulée en justice et que la vente ait été effectuée, en observant les dispositions prérappelées, le saisi devra considérer le produit de la vente comme représentant la valeur entière que les marchandises avaient au moment [où] cette vente a eu lieu.

Art. 277. § 1<sup>er</sup>. Toute saisie de marchandises à charge d'inconnus sera valable sans jugement si, dans un délai de trente jours à partir de la clôture du procès-verbal, le propriétaire des marchandises ne les a pas revendiquées par lettre recommandée adressée au directeur régional des douanes et accises dans le ressort duquel la saisie a eu lieu.

§ 2. Seront de même valables sans jugement, les saisies régulièrement faites à charge de personnes connues pourvu que la valeur de la marchandise ne dépasse pas dix mille francs et que l'administration ne réclame pas contre le propriétaire de la marchandise l'application d'une peine d'emprisonnement ou d'une amende.

Art. 278. Les dommages-intérêts occasionnés par des saisies illégales et qui pourraient être réclamés par le propriétaire des marchandises ou des personnes y intéressées ne seront, en aucun cas, alloués par les juges à un montant plus élevé que celui de 1% par mois de la valeur des objets saisis, à compter du jour de la saisie jusqu'à celui de la mainlevée.

Art. 279. On observera, pour ce qui concerne la poursuite et l'instruction des affaires relatives aux douanes et accises, les dispositions contenues dans les articles 280 à 285.

Art. 280. Les causes purement civiles qui ne sont accompagnées d'aucune action en application d'emprisonnement, d'amende ou de confiscation, sont jugées suivant les règles prévues par le Code judiciaire en matière de compétence et de procédure.

Art. 281. § 1<sup>er</sup>. Toutes actions du chef de contraventions, fraudes ou délits, contre lesquels les lois en matière de douanes et accises prononcent des peines seront portées en première instance devant les tribunaux correctionnels, et, en cas d'appel, devant la cour d'appel du ressort, pour y être instruites et jugées conformément au Code d'instruction criminelle.

§ 2. Toutes celles des actions susmentionnées qui tendent à l'application d'amendes, de confiscations, ou à la fermeture de fabriques ou usines, seront intentées et poursuivies par l'administration ou en son nom devant lesdits tribunaux, lesquels, en tout cas, ne prononceront sur ces affaires qu'après avoir entendu les conclusions du ministère public. Toutefois, sur la demande écrite qui lui en est faite par un fonctionnaire de l'administration des douanes et accises ayant au moins le grade de directeur, le ministère public peut requérir le juge d'instruction d'informer, l'exercice de l'action publique restant pour le surplus réservé à l'administration.

§ 3. Dans les cas [où] un même fait de transgression aux lois précitées donne lieu à deux actions différentes, dont l'une doit être intentée par le ministère public et l'autre par l'administration ou en son nom, ces actions seront instruites simultanément, et il y sera statué par un seul et même jugement; mais, dans ces cas, le ministère public n'agira pas avant que l'administration ait, de son côté, porté plainte ou intenté l'action.

Art. 282. Tous délits ou crimes, prévus et punis par le Code pénal, lesquels, quoique commis relativement aux douanes et accises, seront poursuivis et jugés de la manière ordinaire, conformément aux lois générales existantes en matière correctionnelle.

Art. 283. Lorsque les contraventions, fraudes, délits ou crimes dont il s'agit dans les articles 281 et 282 donnent lieu au paiement de droits ou accises, et par conséquent à une action civile, indépendamment de la poursuite d'une peine, le juge compétent soit criminel soit correctionnel, connaîtra de l'affaire sous ce double rapport et jugera l'une et l'autre cause.

Art. 284. Dans tous les cas où, d'après les lois en vigueur, le recours en cassation peut avoir lieu, on pourra, conformément à ces dispositions, faire usage de ce moyen dans les affaires en matière de douanes et accises.

Art. 285. Les amendes prononcées par les tribunaux et les cours en matière de police, en matière correctionnelle ou en matière criminelle sont sujettes à restitution lorsqu'il en est accordé remise après le paiement, pour autant que le condamné ait demandé sa grâce dans les deux mois du jugement ou de l'arrêt s'il est contradictoire, ou de sa signification s'il est par défaut. »

#### *Demande de reformulation*

B.3.1. Certaines parties demandent à la Cour de reformuler la question posée afin de l'étendre.

B.3.2. La loi spéciale du 6 janvier 1989 ne permet pas de modifier ni de faire modifier par la Cour le contenu de la question posée. La demande des parties ne peut être accueillie.

#### *Quant au fond*

B.4.1. Les dispositions en cause tendent à fixer les conditions auxquelles les agents des douanes et accises peuvent pratiquer des visites (articles 189 et 193 à 197), à permettre la saisie et la confiscation des moyens de transport et marchandises ayant servi à cacher les objets fraudés (article 222), à accorder à l'Administration le droit de transiger sur l'action publique, en ce qui concerne l'amende, la confiscation et la fermeture des fabriques, usines ou ateliers (article 263), à déterminer la manière dont sont constatées les infractions à la législation sur les douanes et accises et la façon dont il est procédé aux saisies (articles 267 à 278) et à établir le mode de poursuite et d'instruction de ces infractions, tant sur le plan civil que sur le plan pénal (articles 279 à 285).

B.4.2. Selon les décisions de renvoi, ces dispositions posent un problème de compatibilité avec les articles 10 et 11 de la Constitution, parce que l'action publique et la procédure pénale en matière de délits relatifs aux douanes et accises ne seraient pas entourées des mêmes garanties d'indépendance qu'en droit commun, étant donné que l'Administration des douanes et accises agit en qualité d'autorité chargée de l'enquête, d'autorité poursuivante et de partie intéressée.

B.5.1. Le législateur entendait établir au moyen des dispositions litigieuses, qui constituent une partie de la réglementation relative à la perception des droits de douane et d'accise, un système spécifique de recherche et de poursuites pénales, en vue de combattre l'ampleur et la fréquence des fraudes dans cette matière particulièrement technique et transfrontalière, qui est désormais régie en grande partie par une abondante réglementation européenne.

B.5.2. S'il est vrai que les mesures prises par le législateur ont pour objet de rendre plus efficaces la recherche et la poursuite des abus dans le secteur des douanes et accises, la circonstance que des abus similaires, punissables dans d'autres matières fiscales, font l'objet d'une approche différente, n'est pas de nature à priver à elle seule ces mesures de leur justification.

B.6. Il y a lieu toutefois d'examiner si les dispositions en cause n'instaurent pas une discrimination quant à l'indépendance des autorités chargées de l'enquête et des poursuites, entre les personnes inculpées de délits sanctionnés par la législation en matière de douanes et accises, d'une part, et les personnes inculpées de délits sanctionnés par le droit pénal commun, d'autre part.

B.7. A cette fin, la Cour examine chacune des trois qualités en lesquelles l'Administration des douanes et accises intervient, selon les décisions de renvoi, à savoir : autorité chargée de l'enquête, autorité poursuivante et partie intéressée.

*L'Administration des douanes et accises agissant en qualité d'autorité chargée de l'enquête (articles 189, 193 à 197, 222 et 267 à 278 de la L.G.D.A.)*

B.8. Il est soutenu que la recherche et l'enquête concernant les délits relatifs aux douanes et accises sont réalisées par des agents de l'Administration des douanes et accises disposant de pouvoirs d'enquête qui, lorsqu'il s'agit de délits de droit commun, ne peuvent être accordés qu'après qu'une instruction judiciaire a été ordonnée et que l'enquête a été placée sous la conduite d'un juge d'instruction. Les garanties du droit commun, qui exigent que l'instruction judiciaire soit effectuée tant à charge qu'à décharge et que le juge d'instruction veille à la légalité des moyens de preuve et à la manière dont ceux-ci sont collectés, feraient défaut dans l'enquête sur les délits en matière de douanes et accises.

B.9.1. Les agents de l'Administration des douanes et accises disposent de pouvoirs étendus pour rechercher les infractions à la législation relative aux douanes et accises et enquêter à leur sujet.

B.9.2. Les pouvoirs dont disposent ces agents ne sont toutefois pas tous institués par les dispositions qui sont soumises au contrôle de la Cour. Ainsi, ne sont pas soumises à ce contrôle les dispositions des chapitres XVIII (« Garde et scellement ») et XXII (« Mesures de contrôle »).

B.9.3. La Cour, qui, dans une procédure préjudicielle, ne peut se prononcer que sur les normes que le juge *a quo* soumet à son contrôle, limite son examen aux articles 189, 193 à 197, 222 et 267 à 278 de la L.G.D.A.

B.10. Ces dispositions contiennent des prescriptions relatives aux procès-verbaux (articles 267 à 272), aux visites (articles 189 et 193 à 197) et aux saisies (articles 189, 222 et 273 à 278).

B.11.1. En ce qui concerne les procès-verbaux, il est précisé qu'ils doivent être dressés par au moins deux personnes qualifiées à cet effet (article 267), quelles mentions ils doivent contenir (article 268), quand ils peuvent être rédigés (article 269) et qui en reçoit communication, notamment les contrevenants (article 270). Ensuite, l'article 271 dispose que le prévenu, étant présent à la saisie, sera invité à assister aussi à la rédaction du procès-verbal et à le signer s'il le désire, et qu'il en recevra immédiatement une copie. En cas d'absence, une copie du procès-verbal est envoyée au prévenu par lettre recommandée à la poste.

Ces articles tendent principalement à indiquer les modalités selon lesquelles les procès-verbaux en matière d'infraction à la législation sur les douanes et accises doivent être dressés et à régler la manière dont ils doivent être communiqués, spécialement aux prévenus.

B.11.2. Les parties ne démontrent pas - et la Cour n'aperçoit pas - en quoi cette manière de procéder pourrait être discriminatoire pour ceux à charge desquels un procès-verbal est dressé pour un délit relatif aux douanes et accises. Ces dispositions au contraire leur accordent certaines garanties : les procès-verbaux sont dressés par au moins deux personnes qualifiées à cet effet et les prévenus reçoivent les notifications nécessaires.

B.12.1. L'article 272 de la L.G.D.A. attribue aux procès-verbaux une force probante particulière, faisant exception à la règle générale selon laquelle un procès-verbal vaut en tant que simple renseignement. Il constitue une exception au régime de la libre administration de la preuve en matière répressive, selon lequel le juge apprécie, en fonction de sa propre conviction, la valeur probante d'un élément déterminé. La Cour doit examiner si la différence de traitement qui résulte de cette exception est raisonnablement justifiée et si les droits du prévenu ne sont pas restreints de manière disproportionnée.

B.12.2. La constatation des infractions à la législation relative aux douanes et accises est souvent rendue difficile par la mobilité des marchandises sur lesquelles les droits de douane et d'accise sont dus. Il peut être remédié dans une large mesure à la difficulté qui en résulte d'administrer la preuve en attachant une foi particulière aux constatations des faits établies par des personnes qualifiées, désignées à cette fin (article 267).

B.12.3. Compte tenu de la *ratio legis* de l'article 272 de la L.G.D.A., il convient de souligner que la valeur probante légale particulière ne concerne que les éléments matériels de l'infraction et non les autres éléments constitutifs de celle-ci; elle est attachée seulement aux constatations faites personnellement par le verbalisant.

De surcroît, en ce qui concerne ces procès-verbaux ayant une valeur probante légale particulière, il est permis, conformément à la jurisprudence de la Cour de cassation, d'apporter la preuve contraire par tous les moyens de preuve que le juge appréciera.

B.12.4. En conséquence, la valeur probante reconnue par l'article 272 aux procès-verbaux n'est pas disproportionnée par rapport aux objectifs mentionnés en B.5.1.

B.13.1. Les articles 189 et 193 à 197 de la L.G.D.A. concernent les visites. A cet égard, il est précisé quelles pièces peuvent être saisies et emportées lors d'une visite (article 189), quels locaux professionnels peuvent être visités (article 193), à quels moments les visites sont autorisées (articles 193 et 194) et qui doit être présent lors de celles-ci (articles 195 et 196). L'article 197 a trait à la visite des habitations privées.

Il résulte en particulier de ces dispositions qu'aucune autorisation judiciaire n'est nécessaire pour la visite des fabriques, usines, vignobles, enclos, ateliers, boutiques, magasins et autres immeubles « dont la possession ou l'usage est assujéti à la formalité d'une admission de la part de l'administration ou d'une déclaration à faire à ladite administration, ainsi que ceux où l'on exerce une industrie dont les produits sont soumis à l'accise, ou sont assujétis à quelque vérification en vertu des lois ». Dans certains cas, une autorisation judiciaire n'est pas non plus nécessaire pour la visite des habitations privées.

B.13.2. Ces dispositions dérogent à la règle de droit commun qui soumet la perquisition à une autorisation judiciaire. Dans certaines matières particulières, le législateur a cependant dérogé à cette règle. De telles dérogations ne peuvent être qu'exceptionnelles et elles doivent être justifiées par des raisons propres aux infractions qu'elles concernent.

B.13.3. La Cour a déjà indiqué que la constatation des infractions à la législation relative aux douanes et accises est souvent rendue difficile par la mobilité des marchandises sur lesquelles les droits de douane et d'accise sont dus. Cette mobilité peut contraindre les agents des douanes et accises à des contrôles subits qui pourraient perdre une grande part de leur efficacité s'ils devaient être soumis à une autorisation judiciaire.

La différence de traitement qui en résulte pour les inculpés d'un délit douanier, comparés aux inculpés d'un délit de droit commun, repose sur un critère objectif en rapport avec le but poursuivi, consistant à combattre la fraude de manière efficace.

B.13.4. En privant les intéressés de la garantie que constitue l'intervention d'un juge, les dispositions en cause portent atteinte à deux droits fondamentaux. D'une part, elles restreignent l'exercice des droits de défense en ce qu'elles privent les intéressés du contrôle d'un juge indépendant qui instruit à charge et à décharge. D'autre part, elles portent atteinte à la règle de l'inviolabilité du domicile.

Cette règle est garantie par l'article 15 de la Constitution, selon lequel :

« Le domicile est inviolable; aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit. »

De même, l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. »

Il convient d'examiner si la disposition litigieuse ne porte pas une atteinte disproportionnée aux droits précités.

B.13.5. S'agissant de la visite des locaux professionnels, un certain nombre de restrictions et de garanties sont prévues : seuls sont assujétis à la visite les fabriques, usines, vignobles, enclos, ateliers, boutiques, magasins et autres immeubles « dont la possession ou l'usage est assujéti à la formalité d'une admission de la part de l'administration, ou d'une déclaration à faire à ladite administration, ainsi que ceux où l'on exerce une industrie dont les produits sont soumis à l'accise, ou sont assujétis à quelque vérification en vertu des lois » (article 193).

Les visites doivent en principe avoir lieu entre cinq heures du matin et neuf heures du soir (article 193). Elles ne sont possibles la nuit que dans les bâtiments où l'on travaille pendant ce temps (article 194). L'intéressé ou un de ses représentants doit être présent lors des visites durant la période d'activité des bâtiments (article 196). Enfin, lorsque les usines ne sont pas en activité, les visites avant cinq heures du matin ou après neuf heures du soir ne peuvent se faire que pour autant que les agents soient accompagnés d'une personne désignée à cette fin par la loi (article 195).

B.13.6. S'agissant de la visite des habitations, enclos ou bâtiments des particuliers, une autorisation du juge au tribunal de police du canton dans lequel les bâtiments ou enclos à visiter sont situés est nécessaire, exception faite pour le « rayon des douanes et du cas prévu par l'article 174 » (article 197).

Le rayon des douanes occupe : 1) le long des frontières de terre, une zone qui s'étend vers l'intérieur du pays sur une profondeur de dix kilomètres à partir de la frontière belgo-allemande et de la frontière belgo-française; 2) le long de la côte maritime, une zone qui s'étend vers l'intérieur du pays sur une profondeur de cinq kilomètres à partir de la ligne de marée basse; 3) le territoire des ports maritimes et des aérodromes ainsi qu'une zone qui s'étend en dehors de ce territoire sur une profondeur de vingt-cinq mètres à partir des limites de ce territoire (article 167, alinéa 1<sup>er</sup>).

Dans le rayon des douanes, des recherches peuvent se faire sans intervention judiciaire dans les maisons et enclos où l'existence de magasins et de dépôts interdits est soupçonnée, à la condition qu'elles soient effectuées entre cinq heures du matin et neuf heures du soir, en présence ou sur autorisation du receveur ou d'un autre agent supérieur et en présence d'un agent de l'administration communale ou d'un agent de l'autorité publique commis à cet effet par le bourgmestre. Les agents sont responsables des pertes et dommages qu'ils pourraient occasionner aux habitants (article 173).

L'assistance et l'autorisation ne sont pas exigées pour la visite immédiate des maisons, granges ou autres enclos situés dans le rayon des douanes dans lesquels auront été introduites ou recelées des marchandises soustraites à la visite des agents alors qu'ils étaient à leur poursuite (article 174).

B.13.7. Il ressort de ce qui précède que le champ d'application de la dérogation à la règle de droit commun en matière de perquisition est limité à ce qui est strictement nécessaire pour atteindre l'objectif décrit au B.5.1, cependant que l'exercice du droit de visite est entouré lui aussi de garanties suffisantes pour prévenir les abus. Le législateur a ainsi créé un juste équilibre entre, d'une part, les droits des personnes concernées et, d'autre part, la nécessité de pouvoir constater de manière efficace les infractions à la législation douanière.

B.14.1. Les articles 222 et 273 à 278 de la L.G.D.A. ont trait aux saisies. A cet égard, ils prévoient où les marchandises saisies doivent être transportées (article 273), quelles marchandises peuvent être saisies, à savoir seulement celles « avec [lesquelles] il a été prévarié » (article 274), et notamment les moyens de transport et les marchandises qui ont servi à cacher des objets fraudés (article 222), comment il peut être donné mainlevée, sous caution suffisante, des marchandises saisies et dans quels cas la mainlevée est refusée (article 275). L'article 276 règle la manière dont s'opère la vente des marchandises saisies : elle ne pourront être vendues avant que la confiscation n'ait été prononcée en justice, à moins que les marchandises ne soient susceptibles de déperir (§ 1<sup>er</sup>) ou lorsqu'il s'agit d'animaux saisis « sur des inconnus », ou encore, lorsque la partie saisie refuse de fournir caution pour frais de nourriture et d'entretien (§ 2); le receveur qui aura procédé à la vente sans se conformer aux dispositions ci-dessus mentionnées, sera personnellement « responsable des suites » (§ 3); toute vente d'effets saisis doit se faire publiquement et au plus offrant (§ 4). L'article 277 concerne deux cas dans lesquels « toute saisie de marchandises [...] sera valable sans jugement », à savoir lorsqu'il s'agit de saisies à charge d'inconnus (§ 1<sup>er</sup>) et de saisies de marchandises de faible valeur (§ 2). Enfin, l'article 278 prévoit un règlement pour « les dommages-intérêts occasionnés par des saisies illégales ».

B.14.2. La saisie de marchandises est en règle générale une mesure purement conservatoire.

En tant qu'elles fixent des règles selon lesquelles les agents de l'Administration des douanes et accises peuvent opérer les saisies, les dispositions précitées ne dérogent pas, pour l'essentiel, aux principes contenus dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle, de sorte que rien ne permet d'apercevoir en quoi elles seraient discriminatoires.

Ces règles contiennent du reste un certain nombre de garanties pour le saisi : elles limitent les marchandises qui peuvent être saisies, elles prévoient la possibilité d'obtenir, le cas échéant, la mainlevée sous caution, elles subordonnent en principe à une décision judiciaire de confiscation la vente des marchandises saisies et entourent cette vente de certaines garanties.

B.14.3. L'article 277 de la L.G.D.A. prévoit cependant la possibilité d'une « saisie de marchandises [...] sans jugement ».

En tant qu'elle entraîne une confiscation sans décision judiciaire, cette mesure est en principe injustifiée.

Toutefois, le champ d'application de cette mesure est limité à la saisie à charge d'inconnus, d'une part, et à la saisie faite à charge de personnes connues, pourvu que la valeur des marchandises n'atteigne qu'un montant peu important, actuellement fixé à dix mille francs au maximum, d'autre part. Compte tenu des limites du champ d'application de la mesure, il peut être admis que les saisies visées à l'article 277 de la L.G.D.A. ne sont pas disproportionnées à l'objectif poursuivi, mentionné au B.5.1.

B.15. Il ressort de ce qui précède que les missions dont sont chargés les agents de l'Administration des douanes et accises dans le cadre de la recherche des délits en matière de douanes et accises, en vertu des articles examinés de la L.G.D.A., s'apparentent davantage aux tâches accomplies dans le cadre d'une information de droit commun (menée sous la direction du procureur du Roi) qu'aux tâches accomplies au cours d'une instruction judiciaire (menée sous la conduite d'un juge d'instruction).

Il s'ensuit que les dispositions de la loi qui dérogent au droit commun ne sont pas disproportionnées par rapport au but mentionné au B.5.1.

B.16. En ce qu'elles concernent les articles 189, 193 à 197, 222 et 267 à 278 de la L.G.D.A., les questions préjudicielles appellent une réponse négative.

*L'Administration des douanes et accises en tant qu'autorité poursuivante (articles 279 à 285 et article 263 de la L.G.D.A.)*

B.17. Il est allégué que les poursuites pénales en matière de délits relatifs aux douanes et accises sont exercées par des agents de l'Administration des douanes et accises, qui relèvent du pouvoir exécutif, alors que pour les délits de droit commun (et pour d'autres délits fiscaux) l'action publique est exercée par le ministère public, qui relève du pouvoir judiciaire. Dès lors, pour les premiers délits cités, la protection juridique de l'inculpé ne serait pas garantie lors de l'exercice de l'action publique, étant donné que des fonctionnaires n'offrent pas les mêmes garanties d'indépendance que les magistrats du parquet. En outre, des transactions arbitraires en matière de délits relatifs aux douanes et accises deviendraient possibles au moment où un juge pénal indépendant serait déjà chargé de traiter l'affaire pénale.

B.18.1. La poursuite et l'instruction des affaires relatives aux douanes et accises sont réglées par les articles 280 à 285 de la L.G.D.A. (article 279).

B.18.2. Les causes purement civiles sont jugées suivant les règles prévues par le Code judiciaire en matière de compétence et de procédure (article 280).

B.18.3. Les délits et les actions civiles intentées simultanément sont poursuivis devant les juridictions pénales compétentes selon les règles ordinaires et traités conformément au Code d'instruction criminelle (articles 282 et 283).

Le juge pénal saisi de l'action publique doit connaître aussi de l'action civile (article 283).

B.18.4. Concernant l'exercice de l'action publique, le droit d'initiative pour poursuivre les délits en matière de douanes et accises n'appartient pas au ministère public mais à l'Administration des douanes et accises (article 281).

A cet égard, la distinction suivante doit être faite :

- l'Administration exerce seule toute action publique du chef d'infractions douanières qui ne tend qu'à l'application de peines patrimoniales (amendes, confiscations, fermetures de fabriques ou usines); le ministère public doit toutefois être entendu (article 281, § 2);

- en ce qui concerne les infractions douanières qui, à côté des peines patrimoniales, sont punissables d'emprisonnement principal, l'action publique est exercée simultanément par l'Administration et par le ministère public, le ministère public seul pouvant requérir la peine d'emprisonnement principal; le ministère public ne peut toutefois agir que lorsque l'Administration a pris l'initiative d'intenter l'action (article 281, § 3).

L'article 263 accorde à l'Administration le droit de transiger sur l'action publique en ce qui concerne l'amende, la confiscation et la fermeture des fabriques, usines et ateliers. La transaction éteint cette action publique.

B.19. Il ressort de ces dispositions que l'Administration des douanes et accises a des pouvoirs étendus concernant, notamment, l'exercice de l'action publique. Elle a le droit d'initiative en la matière, étant entendu que, le cas échéant, le ministère public doit être associé à l'exercice de l'action publique, soit par la remise d'un avis, soit pour requérir l'emprisonnement principal.

B.20. Pour apprécier si un tel régime est discriminatoire pour les inculpés d'un délit de douanes par rapport au régime applicable dans le droit pénal commun, il convient d'examiner comment des garanties d'indépendance sont assurées en ce qui concerne les magistrats des parquets, d'une part, et les agents de l'Administration, d'autre part.

B.21. A la différence des magistrats du siège, ceux du ministère public ne sont pas titulaires d'un pouvoir juridictionnel : ils remplissent les devoirs de leur office auprès des cours et tribunaux pour requérir une exacte application de la loi ainsi que pour défendre les exigences de l'ordre public et d'une bonne administration de la justice. La Constitution elle-même, en ses articles 40 et 153, contient les bases d'un statut et d'une organisation du ministère public. Ce statut et cette organisation sont notamment caractérisés par des relations de nature hiérarchique entre les magistrats du parquet.

B.22.1. En ce qui concerne les agents fédéraux, dont font partie les agents de l'Administration des douanes et accises, l'article 107, alinéa 2, de la Constitution dispose :

« [Le Roi] nomme aux emplois d'administration générale et de relation extérieure, sauf les exceptions établies par les lois. »

B.22.2. L'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat traite dans sa partie II « des droits et des devoirs ». Toute contravention à certaines de ces dispositions est punie d'une peine disciplinaire, sans préjudice de l'application des lois pénales.

B.23.1. L'article 151, § 1<sup>er</sup>, deuxième phrase, de la Constitution dispose :

« Le ministère public est indépendant dans l'exercice des recherches et poursuites individuelles, sans préjudice du droit du ministre compétent d'ordonner des poursuites et d'arrêter des directives contraignantes de politique criminelle, y compris en matière de politique de recherche et de poursuite. »

En vertu de cette disposition, le ministère public bénéficie, en matière de poursuites individuelles, d'une indépendance qu'aucune disposition comparable ne garantit aux agents de l'administration. Il existe donc une différence entre les deux catégories d'agents chargés de poursuites pénales.

B.23.2. Cette différence de statut entre les parties poursuivantes n'établit cependant pas, entre les personnes poursuivies, une différence de traitement injustifiée. Compte tenu de ce que les litiges sont tranchés par le juge pénal, qui offre toutes les garanties d'indépendance et d'impartialité, il n'est pas manifestement disproportionné aux objectifs poursuivis, en raison de la spécificité de la matière, mentionnée en B.7.1, de confier les poursuites à une administration spécialisée, même si celle-ci n'a pas la même indépendance que le ministère public.

B.24. Enfin, la circonstance que les transactions en matière de délits de douane et d'accise peuvent, le cas échéant, faire échec à l'action publique, ne viole pas davantage les articles 10 et 11 de la Constitution. Outre le fait que la transaction peut bénéficier à l'inculpé, il suffit en effet de constater qu'une transaction ne peut avoir lieu qu'avec le consentement explicite de celui-ci. Par ailleurs, des transactions sont également possibles, sous certaines conditions, dans la procédure pénale de droit commun.

B.25. De ce qui précède, il résulte que les questions préjudicielles appellent une réponse négative en ce qui concerne les articles 279 à 285 et l'article 263 de la L.G.D.A.

*L'Administration des douanes et accises en tant que « partie intéressée »*

B.26. Les décisions de renvoi posent la question de savoir si les dispositions en cause offrent suffisamment de garanties d'indépendance, dès lors que l'Administration des douanes et accises a également la qualité « d'intéressée, bénéficiaire des droits à acquitter par la partie poursuivie ».

Certaines parties ajoutent que les agents individuels concernés de cette Administration ont aussi un intérêt personnel direct de nature pécuniaire, compte tenu de l'arrêté du Régent du 17 août 1948.

B.27. Aucune des dispositions soumises au contrôle de la Cour ne concerne l'Administration des douanes et accises en sa qualité d'autorité à laquelle les droits exigibles doivent être versés.

Ces dispositions ne font pas apparaître non plus en quoi consisterait l'intérêt financier propre que cette Administration retirerait de son intervention. La seule circonstance que l'Administration poursuit la perception des droits et accises et, le cas échéant, des amendes qui les accompagnent, - non pour son propre compte, mais au profit du Trésor et, le cas échéant, au profit de l'Union européenne - ne suffit pas pour la qualifier de « partie intéressée et bénéficiaire ».

B.28. Quant à l'arrêté du Régent précité, il tend à motiver les agents en leur accordant certaines indemnités, mais ces avantages ne sont pas de nature, par eux-mêmes, à compromettre leur impartialité.

B.29. Les questions préjudicielles portant sur les articles 189, 193 à 197, 222, 263 et 267 et suivants de la L.G.D.A. appellent une réponse négative.

*Quant à la question préjudicielle portant sur l'article 6, § 5, de la loi du 31 décembre 1947 relative au régime fiscal du tabac, combiné avec l'article 220 de la L.G.D.A.*

B.30. La juridiction *a quo* dans l'affaire n° 1882 demande si l'article 6, § 5, de la loi du 31 décembre 1947 relative au régime fiscal du tabac, combiné avec l'article 220 de la L.G.D.A., viole les articles 10 et 11 de la Constitution, en ce qu'il ne permet pas au juge d'infliger une peine légère ou sévère appropriée au cas concret, alors que cette possibilité existe pour le juge qui doit se prononcer sur la base des dispositions pénales de droit commun.

B.31. Avant son abrogation par l'article 19 de la loi du 3 avril 1997, l'article 6, § 5, de la loi du 31 décembre 1947 relative au régime fiscal du tabac disposait :

« Tout transport ou toute détention de tabacs non fabriqués ou fabriqués qui n'est pas couvert par le document prescrit par le Ministre des finances, en vertu de l'article 5, 4°, entraîne l'application des dispositions des articles 19, 20, 22 à 25 et 28 de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude. En outre, les droits en jeu sont exigibles. »

L'article 220 de la L.G.D.A. dispose :

« § 1<sup>er</sup>. Tout capitaine de navire, tout batelier ou patron d'une embarcation quelconque, tout voiturier, conducteur, porteur et tous autres individus, qui, à l'entrée ou à la sortie, tenteraient d'éviter de faire, soit au premier, soit à tout autre bureau où cela devrait avoir lieu, les déclarations requises, et chercheraient ainsi à frauder les droits du trésor, tout individu chez lequel on aura trouvé un dépôt prohibé par les lois en vigueur, seront punis d'un emprisonnement de quatre mois au moins et d'un an au plus.

§ 2. En cas de récidive, l'emprisonnement sera de huit mois au moins et de deux ans au plus; et pour toute récidive ultérieure, de deux ans au moins et de cinq ans au plus. »

B.32. Le Conseil des ministres objecte que la loi du 31 décembre 1947 relative au régime fiscal du tabac a été abrogée par l'article 19 de la loi du 3 avril 1997, entrée en vigueur le 26 mai 1997. Etant donné que les faits punissables n'ont été constatés que le 12 juillet 1997, le Conseil des ministres considère que l'article 6, § 5, de la loi du 31 décembre 1947 n'était plus applicable et que la question n'appelle donc pas de réponse. Le Conseil des ministres conteste en outre l'interprétation selon laquelle cet article ne laisserait au juge pénal aucune marge d'appréciation.

B.33. C'est au juge *a quo* qu'il appartient de déterminer la règle de droit applicable à une affaire dont il est saisi et de décider le cas échéant si une question doit être posée à la Cour à propos de cette norme.

Le juge *a quo* interprète les dispositions en cause en ce sens qu'elles ne permettent pas au juge d'infliger une peine légère ou sévère appropriée au cas concret. C'est sur la base de cette interprétation donnée par le juge *a quo* que la Cour examine si ces dispositions violent les articles 10 et 11 de la Constitution.

L'exception du Conseil des ministres est rejetée.

B.34. La Cour observe tout d'abord que l'article 220 de la L.G.D.A. laisse au juge le choix d'infliger une peine d'emprisonnement qui varie de quatre mois à un an ou, en cas de récidive, de huit mois à deux ans et, pour toute récidive ultérieure, de deux ans à cinq ans.

Le fait que le juge ne puisse pas adoucir la peine en dessous des limites fixées provient de ce qu'en l'absence d'une disposition expresse dans la loi pénale particulière, les dispositions du Code pénal relatives aux circonstances atténuantes ne peuvent être appliquées (article 100 du Code pénal).

B.35. Il appartient au législateur d'apprécier s'il y a lieu de contraindre le juge à la sévérité quand une infraction nuit particulièrement à l'intérêt général, spécialement dans une matière qui, comme le transport ou la détention de tabac non fabriqué ou fabriqué qui n'est pas couvert par les documents prescrits, donne lieu à une fraude importante. Cette sévérité peut ne pas affecter seulement le niveau de la peine pécuniaire, mais aussi la faculté offerte au juge d'adoucir la peine en dessous des limites fixées lorsque des circonstances atténuantes peuvent être retenues.

B.36. La question préjudicielle portant sur l'article 6, § 5, de la loi du 31 décembre 1947 relative au régime fiscal du tabac, combiné avec l'article 220 de la L.G.D.A., appelle une réponse négative.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

1) Les articles 189, 193 à 197, 222, 263 et 267 à 285 de l'arrêté royal du 18 juillet 1977 portant coordination des dispositions générales relatives aux douanes et accises ne violent pas les articles 10 et 11 de la Constitution en tant qu'ils prévoient, en matière de douanes et accises, un régime de l'action publique et de la procédure pénale qui diffère de celui de l'action publique et de la procédure pénale en général, en ce que l'Administration des douanes et accises agit à la fois en qualité d'autorité chargée de l'enquête et en qualité d'autorité poursuivante.

2) L'article 6, § 5, de la loi du 31 décembre 1947 relative au régime fiscal du tabac, combiné avec l'article 220 de la L.G.D.A., ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il ne permet pas au juge d'infliger une peine légère ou sévère appropriée au cas concret.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise et en langue française, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 14 février 2001.

Le greffier,  
P.-Y. Dutilleux

Le président,  
G. De Baets

#### ÜBERSETZUNG

#### SCHIEDSHOF

[C – 2001/21227]

#### Auszug aus dem Urteil Nr. 16/2001 vom 14. Februar 2001

Geschäftsverzeichnisnummern 1840, 1844, 1847, 1848, 1854, 1856, 1874, 1882, 1884, 1890, 1896, 1909 und 1912

*In Sachen:* Präjudizielle Fragen bezüglich der Artikel 189, 193, 194, 195, 196, 197, 220, 222 und 267 des königlichen Erlasses vom 18. Juli 1977 zur Koordinierung der allgemeinen Bestimmungen in bezug auf Zoll und Akzisen und bezüglich des Artikels 6 § 5 des Gesetzes vom 31. Dezember 1947 über die steuerliche Regelung für Tabak, gestellt von verschiedenen Rechtsprechungsorganen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden G. De Baets und M. Melchior, und den Richtern P. Martens, J. Delruelle, R. Henneuse, M. Bossuyt und E. De Groot, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden G. De Baets,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der präjudiziellen Fragen*

a. In seinem Urteil vom 8. Dezember 1999 in Sachen der Staatsanwaltschaft, des Finanzministeriums und der Gesellschaft niederländischen Rechts Mobil Oil BV und anderer gegen die Etn. Rosseel AG und andere, dessen Ausfertigung am 10. Dezember 1999 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat der Appellationshof Antwerpen die präjudizielle Frage gestellt,

«ob die Artikel 267 ff., d.h. Kapitel XXV des allgemeinen Zoll- und Akzisengesetzes vom (Koordinierung durch königlichen Erlaß vom) 18. Juli 1977 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen, weil die Strafverfolgung und das Verfahren in bezug auf Zoll und Akzisen - im Gegensatz zur Strafverfolgung und zum Strafverfahren im allgemeinen - dem Beschuldigten in seinem Verhältnis zur Verwaltung keine Unabhängigkeit gewährleisten, da die Zoll- und Akzisenverwaltung auftritt als

- Untersuchungsführer, der - entsprechend den geltenden Vorschriften bei Einfuhr, Ausfuhr und innergemeinschaftlichem Zolltransit - eine Voruntersuchung führt und als einziger im Besitze wesentlicher Beweisstücke ist, mit deren Vorlage im Laufe des Verfahrens die Beschuldigung steht und fällt,

- gleichzeitig als verfolgende Partei, die autonom bestimmt, wer und wegen welcher Tatbestände verfolgt wird und wem ein Vergleichsangebot gemacht wird, und

- zum Überfluß als beteiligte Partei, Begünstigte der durch die verfolgte Partei zu entrichtenden Steuer».

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1840 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

b. In seinem Urteil vom 13. Dezember 1999 in Sachen des Finanzministers und der Staatsanwaltschaft gegen W. Overmeire und andere, dessen Ausfertigung am 15. Dezember 1999 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat das Strafgericht Brügge die präjudizielle Frage gestellt,

«ob die Artikel 267 ff., d.h. Kapitel XXV des allgemeinen Zoll- und Akzisengesetzes vom 18. Juli 1977 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen, weil sie - im Gegensatz zur Strafverfolgung und zum Strafverfahren im allgemeinen - dem Beschuldigten in seinem Verhältnis zur Verwaltung keine Unabhängigkeit gewährleisten, da die Zoll- und Akzisenverwaltung gleichzeitig auftritt als

- Untersuchungsführer, der als einziger entscheidet, welche wesentlichen Beweisstücke er verwendet, behält bzw. nicht verwendet, mit deren Vorlage im Laufe des Verfahrens die Beschuldigung steht und fällt,

- gleichzeitig als verfolgende Partei,

- zum Überfluß als Betroffene, Empfängerin der Gebühren, die sie von den Geladenen fordert und die im Falle einer Verurteilung von den Angeschuldigten zu entrichten sind,

- und wobei außerdem die Fahndungsbeamten gemäß dem Regierungserlaß vom 17. August 1948 für das Aufspüren von Betrugsfällen Belohnungen in Geld erhalten, was im Widerspruch zum Erfordernis der Unparteilichkeit steht».

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1844 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

c. In seinem Urteil vom 9. Dezember 1999 in Sachen der Staatsanwaltschaft, des Finanzministeriums und K. Verbiest gegen A. Van Gils und andere, dessen Ausfertigung am 20. Dezember 1999 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat das Strafgericht Antwerpen folgende präjudizielle Frage gestellt:

«Verstoßen die Artikel 193, 194, 195, 196, 197, die Artikel 189 und 222, Kapitel XXV und die darin u.a. enthaltenen Artikel 267 bis 272, 279 bis 284 des königlichen Erlasses vom 18. Juli 1977 zur Koordinierung der allgemeinen Zoll- und Akzisenbestimmungen, bestätigt durch Artikel 1 des Gesetzes vom 6. Juli 1978, in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention, gegen die Artikel 10 und 11 der belgischen Verfassung, indem sie hinsichtlich der Strafverfolgung und des Strafverfahrens in bezug auf Zoll und Akzisen - im Gegensatz zur Strafverfolgung und zum Strafverfahren im allgemeinen - dem Beschuldigten in seinem Verhältnis zur Verwaltung keine Unabhängigkeit gewährleisten, da die Zoll- und Akzisenverwaltung im Falle strafbarer Handlungen auftritt als

- Untersuchungsführer,

- als verfolgende Partei,

- und schließlich als Betroffene, und zwar als Empfängerin von Gebühren und Akzisen, die im Falle einer Verurteilung von der verfolgten Partei zu entrichten sind?»

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1847 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

d. In seinem Urteil vom 6. Dezember 1999 in Sachen des Finanzministeriums und der Staatsanwaltschaft gegen F. Vanlerberghe und F. Du Tré, dessen Ausfertigung am 21. Dezember 1999 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat das Strafgericht Antwerpen die präjudizielle Frage gestellt,

«ob die Artikel 267 ff., d.h. Kapitel XXV des allgemeinen Zoll- und Akzisengesetzes vom 18. Juli 1977 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen, weil die Strafverfolgung und das Strafverfahren in bezug auf Zoll und Akzisen - im Gegensatz zur Strafverfolgung und zum Strafverfahren im allgemeinen - dem Beschuldigten in seinem Verhältnis zur Verwaltung keine Unabhängigkeit gewährleisten, da die Zoll- und Akzisenverwaltung auftritt als

- Untersuchungsführer, der - entsprechend den Vorschriften bei Ausfuhr in Länder außerhalb der Europäischen Gemeinschaft - als einziger im Besitze wesentlicher Beweisstücke ist, mit deren Vorlage im Laufe des Verfahrens die Beschuldigung steht und fällt,

- gleichzeitig als verfolgende Partei,

- und zum Überfluß als Betroffene, Empfängerin von Gebühren, die im Falle einer Verurteilung von der verfolgten Partei zu entrichten sind,

- und wobei außerdem die Fahndungsbeamten gemäß dem Regierungserlaß vom 17. August 1948 für das Aufspüren von Betrugsfällen Belohnungen in Geld erhalten, was im Widerspruch zum Erfordernis der Unparteilichkeit steht».

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1848 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

e. In seinem Urteil vom 16. Dezember 1999 in Sachen der Staatsanwaltschaft und des Finanzministers gegen L. Vermeire und andere, dessen Ausfertigung am 24. Dezember 1999 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat der Appellationshof Gent die präjudizielle Frage gestellt,

«ob die Artikel 267 ff., d.h. Kapitel XXV des allgemeinen Zoll- und Akzisengesetzes vom 18. Juli 1977 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen, weil die Strafverfolgung und das Strafverfahren in bezug auf Zoll und Akzisen - im Gegensatz zur Strafverfolgung und zum Strafverfahren im allgemeinen - dem Beschuldigten in seinem Verhältnis zur Verwaltung keine Unabhängigkeit gewährleisten, da die Zoll- und Akzisenverwaltung auftritt als

- Untersuchungsführer,

- gleichzeitig als verfolgende Partei,

- und zum Überfluß als Betroffene, Empfängerin von Gebühren, die im Falle einer Verurteilung von der verfolgten [zu lesen ist: verfolgten] Partei zu entrichten sind».

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1854 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

f. In seinem Urteil vom 22. Dezember 1999 in Sachen der Staatsanwaltschaft und des Finanzministers gegen A. Mizrahi und andere, dessen Ausfertigung am 27. Dezember 1999 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat der Appellationshof Antwerpen die präjudizielle Frage gestellt,

«ob die Artikel 267 ff., d.h. Kapitel XXV des allgemeinen Zoll- und Akzisengesetzes vom (Koordinierung durch königlichen Erlaß vom) 18. Juli 1977 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen, weil die Strafverfolgung und das Strafverfahren in bezug auf Zoll und Akzisen - im Gegensatz zur Strafverfolgung und zum Verfahren im allgemeinen - dem Beschuldigten in seinem Verhältnis zur Verwaltung keine Unabhängigkeit gewährleisten, da die Zoll- und Akzisenverwaltung auftritt als

- Untersuchungsführer, der - entsprechend den geltenden Vorschriften bei Einfuhr, Ausfuhr und innergemeinschaftlichem Zolltransit - eine Voruntersuchung führt und als einziger im Besitze wesentlicher Beweisstücke ist, mit deren Vorlage im Laufe des Verfahrens die Beschuldigung steht und fällt,

- gleichzeitig als verfolgende Partei, die autonom bestimmt, wer und wegen welcher Tatbestände verfolgt wird und wem ein Vergleichsangebot gemacht wird, und

- zum Überfluß als Betroffene, Empfängerin von Gebühren, die von der verfolgten Partei zu entrichten sind».

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1856 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

g. In seinem Urteil vom 6. Januar 2000 in Sachen der Staatsanwaltschaft und des Finanzministers gegen P. Serry und andere, dessen Ausfertigung am 27. Januar 2000 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat der Appellationshof Gent die präjudizielle Frage gestellt,

«ob die Artikel 267 ff., d.h. Kapitel XXV des allgemeinen Zoll- und Akzisengesetzes vom 18. Juli 1977 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen, weil die Strafverfolgung und das Strafverfahren in bezug auf Zoll und Akzisen - im Gegensatz zur Strafverfolgung und zum Strafverfahren im allgemeinen - dem Beschuldigten in seinem Verhältnis zur Verwaltung keine Unabhängigkeit gewährleisten, da die Zoll- und Akzisenverwaltung auftritt als

- Untersuchungsführer,

- gleichzeitig als verfolgende Partei,

- und zum Überfluß als Betroffene, Empfängerin von Gebühren, die im Falle einer Verurteilung von der verfolgenden [zu lesen ist: verfolgten] Partei zu entrichten sind».

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1874 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

h. In seinem Urteil vom 20. Januar 2000 in Sachen der Staatsanwaltschaft gegen A. Uyttebrouck und andere, dessen Ausfertigung am 15. Februar 2000 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat das Strafgericht Antwerpen folgende präjudizielle Fragen gestellt:

«1. Verstößt Artikel 6 § 5 des Gesetzes vom 31. Dezember 1947 über die steuerliche Regelung für Tabak, in Verbindung mit Artikel 220 des allgemeinen Zoll- und Akzisengesetzes, gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem sie den Richter nicht in die Lage versetzen, eine dem konkreten Einzelfall angepaßte milde bzw. strenge Strafe zu verhängen, während dies vor dem Richter, der aufgrund der gemeinrechtlichen Strafbestimmungen zu erkennen hat, sehr wohl möglich ist?

2. Verstoßen die Artikel 193, 194, 195, 196 und 197, die Artikel 189 und 222, Kapitel XXV und die darin u.a. enthaltenen Artikel 267 bis 272, 279 bis 184 [zu lesen ist: 284] des königlichen Erlasses vom 18. Juni [zu lesen ist: Juli] 1977 zur Koordinierung der allgemeinen Zoll- und Akzisenbestimmungen, bestätigt durch Artikel 1 des Gesetzes vom 6. Juli 1978, in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention, gegen die Artikel 10 und 11 der belgischen Verfassung, indem die Strafverfolgung und das Strafverfahren in bezug auf Zoll und Akzisen - im Gegensatz zur Strafverfolgung und zum Strafverfahren im allgemeinen - dem Beschuldigten keine Unabhängigkeit gewährleisten, da die Zoll- und Akzisenverwaltung im Falle strafbarer Handlungen gleichzeitig auftritt als Untersuchungsführer, als verfolgende Partei und ebenfalls als Betroffene, und zwar als Empfängerin von Gebühren und Akzisen, die im Falle einer Verurteilung von der verfolgten Partei zu entrichten sind?»

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1882 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

i. In seinem Urteil vom 7. Januar 2000 in Sachen der Staatsanwaltschaft und des Belgischen Staates gegen A. Ravelli und die De Jaegher GmbH, dessen Ausfertigung am 15. Februar 2000 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat das Strafgericht Löwen folgende präjudizielle Frage gestellt:

«Verstoßen die Artikel 267 ff., d.h. Kapitel XXV des allgemeinen Zoll- und Akzisengesetzes vom 18. Juli 1977 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, soweit die Angeschuldigten, die - wie im vorliegenden Fall - aufgrund dieser Bestimmungen verfolgt und abgeurteilt werden, mit einer Partei, und zwar mit der Zoll- und Akzisenverwaltung konfrontiert werden, die gleichzeitig als Untersuchungsführer, als verfolgende Partei, als Betroffene und als Empfängerin von Gebühren anzusehen ist, was nicht der Fall ist bzw. wäre, wenn sie aufgrund der üblichen Regeln der Strafverfolgung und des Strafverfahrens verfolgt und abgeurteilt würden, denen zufolge sie nicht mit einer derart bevorrechtigten Partei konfrontiert werden, weshalb sie somit ungleich und diskriminierend behandelt werden bzw. behandelt werden würden?»

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1884 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

j. In seinem Urteil vom 27. Januar 2000 in Sachen des Finanzministeriums und der Staatsanwaltschaft gegen R. Devroe und andere, dessen Ausfertigung am 21. Februar 2000 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat das Strafgericht Antwerpen die präjudizielle Frage gestellt,

«ob die Artikel 267 ff., d.h. Kapitel XXV des allgemeinen Zoll- und Akzisengesetzes vom 18. Juli 1977, sowie Artikel 263 dieses Gesetzes gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen, weil die Strafverfolgung und das Strafverfahren in bezug auf Zoll und Akzisen - im Gegensatz zur Strafverfolgung und zum Strafverfahren im allgemeinen - dem Beschuldigten in seinem Verhältnis zur Verwaltung keine Unabhängigkeit gewährleisten, da die Zoll- und Akzisenverwaltung auftritt als

- Untersuchungsführer, der - entsprechend den geltenden Vorschriften bei Einfuhr, Ausfuhr, innergemeinschaftlichem Zolltransit usw. und gemäß den geltenden Verfahrensvorschriften - autonom eine strafrechtliche Voruntersuchung führt und als einziger im Besitze wesentlicher Beweisstücke ist bzw. sie zusammenträgt, mit deren Vorlage im Laufe des Verfahrens die Beschuldigung ggf. steht und fällt,

- und verfolgende Partei, die unter Verletzung des Gesetzes vom 11. April 1994 über die Öffentlichkeit der Verwaltung inquisitorisch und autonom bestimmt, wer und wegen welcher Tatbestände verfolgt wird, und ebenfalls nach freiem Ermessen bestimmt, welchem Beschuldigten im Verhältnis zur Verwaltung ein Vergleichsangebot gemacht wird,

- und Betroffene, Empfängerin von Einfuhrzöllen sowie Empfängerin von Bußgeldern und Beschlagnahmen, die bei Vergleich oder Verurteilung vom Beschuldigten im Verhältnis zur Verwaltung zu entrichten sind».

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1890 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.



k. In seinem Urteil vom 27. Januar 2000 in Sachen des Finanzministeriums und der Staatsanwaltschaft gegen G. De Gres und andere, dessen Ausfertigung am 28. Februar 2000 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat das Strafgericht Antwerpen die präjudizielle Frage gestellt,

«ob die Artikel 267 ff., d.h. Kapitel XXV des allgemeinen Zoll- und Akzisengesetzes vom 18. Juli 1977, sowie Artikel 263 dieses Gesetzes gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen, weil die Strafverfolgung und das Strafverfahren in bezug auf Zoll und Akzisen - im Gegensatz zur Strafverfolgung und zum Strafverfahren im allgemeinen - dem Beschuldigten in seinem Verhältnis zur Verwaltung keine Unabhängigkeit gewährleisten, da die Zoll- und Akzisenverwaltung gleichzeitig auftritt als

- Untersuchungsführer, der - entsprechend den geltenden Vorschriften bei Einfuhr, Ausfuhr, innergemeinschaftlichem Zolltransit usw. und gemäß den geltenden Verfahrensvorschriften - autonom eine strafrechtliche Voruntersuchung führt und als einziger im Besitze wesentlicher Beweisstücke ist bzw. sie zusammenträgt, mit deren Vorlage im Laufe des Verfahrens die Beschuldigung ggf. steht und fällt,

- verfolgende Partei, die inquisitorisch und autonom bestimmt, wer und wegen welcher Tatbestände verfolgt wird, und ebenfalls nach freiem Ermessen bestimmt, welchem Beschuldigten im Verhältnis zur Verwaltung ein Vergleichsangebot gemacht wird,

- und Betroffene, Empfängerin von Einfuhrzöllen sowie Empfängerin von Bußgeldern und Beschlagnahmen, die bei Vergleich oder Verurteilung vom Beschuldigten im Verhältnis zur Verwaltung zu entrichten sind».

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1896 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

l. In seinem Urteil vom 14. Dezember 1999 in Sachen des Finanzministers und der Staatsanwaltschaft gegen J. Mouton und andere, dessen Ausfertigung am 15. März 2000 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat das Strafgericht Veurne die präjudizielle Frage gestellt,

«ob die Artikel 267 ff., d.h. Kapitel XXV des allgemeinen Zoll- und Akzisengesetzes vom 18. Juli 1977 [gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen, indem sie] im Gegensatz zur Strafverfolgung und zum Strafverfahren im allgemeinen dem Beschuldigten in seinem Verhältnis zur Verwaltung keine Unabhängigkeit gewährleisten, da die Zoll- und Akzisenverwaltung auftritt als

- Untersuchungsführer, der - entsprechend den Vorschriften bei Ausfuhr in Länder außerhalb der Europäischen Gemeinschaft - als einziger im Besitze wesentlicher Beweisstücke ist, mit deren Vorlage im Laufe des Verfahrens die Beschuldigung steht und fällt,

- gleichzeitig als verfolgende Partei,

- und zum Überfluß als Betroffene, Empfängerin von Gebühren, die im Falle einer Verurteilung von der verfolgenden [zu lesen ist: verfolgten] Partei zu entrichten sind».

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1909 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

m. In seinem Urteil vom 28. Februar 2000 in Sachen des Finanzministers und der Staatsanwaltschaft gegen H. Van Den Bossche und die Desbo Brandstoffen AG, dessen Ausfertigung am 16. März 2000 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat das Strafgericht Dendermonde die präjudizielle Frage gestellt,

«ob die Artikel 267 ff., d.h. Kapitel XXV des allgemeinen Zoll- und Akzisengesetzes vom 18. Juli 1977 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen, indem die Strafverfolgung und das Strafverfahren in bezug auf Zoll und Akzisen - im Gegensatz zur Strafverfolgung und zum Strafverfahren im allgemeinen - dem Beschuldigten in seinem Verhältnis zur Verwaltung keine Unabhängigkeit gewährleisten, da die Zoll- und Akzisenverwaltung auftritt als

- Untersuchungsführer, der - entsprechend den Vorschriften bei Ausfuhr in Länder außerhalb der Europäischen Gemeinschaft - als einziger im Besitze wesentlicher Beweisstücke ist, mit deren Vorlage im Laufe des Verfahrens die Beschuldigung steht und fällt,

- gleichzeitig als verfolgende Partei,

- und zum Überfluß als Betroffene, Empfängerin von Gebühren, die im Falle einer Verurteilung von der verfolgenden [zu lesen ist: verfolgten] Partei zu entrichten sind».

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1912 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

(...)

#### IV. In rechtlicher Beziehung

(...)

*In Hinsicht auf die präjudiziellen Fragen über die Artikel 189, 193 bis 197, 222, 263 und 267 ff. des AZAG*

B.1. Die verweisenden Rechtsprechungsorgane befragen den Hof darüber, ob die Artikel 189, 193 bis 197, 222, 263 und 267 ff. des allgemeinen Zoll- und Akzisengesetzes (weiter unten AZAG genannt) gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen, indem die Strafverfolgung und das Strafverfahren in bezug auf Zoll und Akzisen dem Angeschuldigten nicht die gleichen Garantien bieten wie die Strafverfolgung und das Strafverfahren im allgemeinen.

B.2. Die beanstandeten Bestimmungen lauten wie folgt:

«Art. 189. Die Beamten, die zwecks Durchführung der gesetzlichen Bestimmungen bezüglich der Ermittlung von Zoll- und Akzisenbetrug eine Fabrik, ein Lager oder irgendeinen anderen Ort, einschließlich der Privatwohnung einer Privatperson, durchsuchen, dürfen, wenn sie den Grad eines beigeordneten Prüfungsbeamten der Zoll- und Akzisenverwaltung oder einen höheren Grad haben, daselbst Bücher, Briefe und Dokumente, mit deren Hilfe die Straffälligkeit des Straftäters nachgewiesen werden kann oder die Mittäter entdeckt werden können, beschlagnahmen und mitnehmen.

[...]

Art. 193. Der Durchsuchung zwischen fünf Uhr morgens und neun Uhr abends unterliegen die Verarbeitungsbetriebe und Fabriken, Weingärten, unbebaute Grundstücke, bebaute oder unbebaute Werkstätten, Geschäfte, Lager und alle anderen Gebäude, deren Besitz oder Verwendung der Erklärung bei der Akzisenverwaltung oder der Zulassung durch diese Verwaltung unterliegen oder in denen ein Gewerbe ausgeübt wird, dessen Produkt mit Akzisen belegt ist oder kraft des Gesetzes einer Prüfung unterliegt.

Art. 194. Auch nachts wird auf den Grundstücken, in den Fabriken, Verarbeitungsbetrieben oder an den anderen, in Artikel 193 genannten Orten eine Durchsuchung stattfinden können, wenn dort gearbeitet wird.

Bezüglich der Fabriken, für die Arbeitsbeginn und -ende angegeben werden müssen oder für die die Erklärung für eine bestimmte Zeit erfolgt, wie für Brauereien und Brennereien, wird unter Arbeitszeit die gesamte in der Erklärung angegebene Zeit verstanden, selbst wenn die Tätigkeiten unterbrochen wurden.

Art. 195. Wenn in den Werkstätten nicht gearbeitet wird, wird die Durchsuchung vor fünf Uhr morgens oder nach neun Uhr abends nicht durchgeführt werden dürfen, es sei denn, die Beamten werden von einem dazu von dem Bürgermeister beauftragten Beamten der Gemeindeverwaltung oder öffentlichen Beamten begleitet.

Art. 196. Während der Zeit, in der in den Fabriken, Verarbeitungsbetrieben oder Werkstätten gearbeitet wird, müssen diese Orte den Beamten ungehindert zugänglich sein, und es muß einer der Betroffenen anwesend sein, der die notwendigen Angaben während der Durchsuchung machen kann.

Art. 197. Abgesehen vom Zollgrenzbezirk und von den in Artikel 174 vorgesehenen Fällen werden in den Gebäuden und auf den Grundstücken von Privatpersonen Durchsuchungen nur zwischen fünf Uhr morgens und neun Uhr abends und mit der Ermächtigung des Richters am Polizeigericht des Kantons durchgeführt werden dürfen, in dem das zu durchsuchende Gebäude oder Grundstück gelegen ist; dieser Magistrat wird entweder selber den Beamten bei der Durchsuchung begleiten oder seinen Greffier oder einen anderen öffentlichen Beamten damit beauftragen.

[...]

Art. 222. § 1. Es werden ebenfalls beschlagnahmt und eingezogen: die Schiffe und Wasserfahrzeuge, sowie die Fahrzeuge, Wagen und anderen Transportmittel und deren normalen Gespanne, die beim Schmuggel verwendet oder in Betrieb genommen wurden, wenn die nicht angegebenen Güter in Verstecken verborgen wurden oder wenn kein einziger Teil der Ladung angegeben wurde.

§ 2. Wenn die Ladung teilweise angegeben wurde, können die Transportmittel nur beschlagnahmt werden, insoweit der Betrag der geschuldeten Abgaben für die nicht angegebenen Gütergattungen, die nicht versteckt wurden, ein Viertel der Abgaben übersteigt, die für den angegebenen Teil der Güter bezahlt werden müssen; wenn die nicht angegebenen Güter verboten sind, werden die Abgaben auf 20 % von deren Wert veranschlagt.

§ 3. Ordnungsgemäß angegebene Güter und Handelswaren im freien Verkehr, die eindeutig dem Verbergen von Schmuggelware dienen, werden eingezogen.

[...]

Art. 263. Es kann bezüglich aller Übertretungen dieses Gesetzes und der Sondergesetze über die Akzisenerhebung durch die Verwaltung oder entsprechend der Genehmigung der Verwaltung bezüglich der Geldbuße, der Einziehung und der Schließung von Fabriken oder Werkstätten immer dann ein Vergleich geschlossen werden, wenn die Rechtssache von mildernden Umständen begleitet wird oder wenn vernünftigerweise davon ausgegangen werden kann, daß das Vergehen eher aufgrund eines Versäumnisses oder eines Irrtums entstanden ist als in betrügerischer Absicht.

[...]

Art. 267. Wenn die Vergehen, Betrügereien oder Übertretungen des Gesetzes durch Protokolle festgestellt werden, müssen diese Protokolle sofort oder so schnell wie möglich durch mindestens zwei dazu befugte Personen, von denen eine bei der Zoll- und Akzisenverwaltung angestellt oder von dieser beauftragt worden sein muß, aufgenommen werden.

Art. 268. Das Protokoll muß einen kurzgefaßten und genauen Bericht des Befundes und der Ursache des Strafmandats enthalten, unter Angabe der Personen, des Berufes, des Tages und Ortes und gemäß den in Artikel 176 für die dort angegebenen Sonderfälle festgelegten Vorschriften.

Art. 269. Die Protokolle können aufgenommen und die Strafmandate erteilt werden an allen Tagen des Jahres, somit auch an Sonn- und gesetzlichen Feiertagen.

Art. 270. Innerhalb von fünf Tagen nach der Aufnahme des in Artikel 267 genannten Protokolls wird das Original zur Unterschrift *ne varietur* einem Vorgesetzten der Protokollanten vorgelegt, und eine Abschrift davon wird den Zuwiderhandelnden übermittelt. Wenn die Zuwiderhandelnden die Annahme dieser Mitteilung verweigern oder unbekannt sind, erfolgt die Notifizierung beim Bürgermeister der Gemeinde, in der das Vergehen festgestellt wurde, oder bei dessen Bevollmächtigten.

Art. 271. Der bei Erteilung des Strafmandats anwesende Empfänger des Strafmandats wird aufgefordert, auch bei der Protokollaufnahme anwesend zu sein und das Protokoll, falls er es wünscht, zu unterschreiben und sofort eine Abschrift davon zu erhalten; im Fall seiner Abwesenheit wird eine Abschrift des Protokolls mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief dem Empfänger des Strafmandats zugestellt.

Art. 272. Die Protokolle, die die Beamten im Rahmen ihrer Amtshandlungen aufnehmen, gelten vor Gericht bis zum Nachweis ihrer Unrichtigkeit als beweiskräftig. Die Ungenauigkeiten, die sich nicht auf die Fakten, sondern nur auf die Anwendung des Gesetzes beziehen, nehmen dem Protokoll nichts von seiner Kraft, müssen in der Ladungsschrift jedoch korrigiert werden. Nur dann, wenn das Protokoll von nur einem Beamten aufgenommen wurde, hat es als solches keine Beweiskraft.

Art. 273. § 1. Wenn die Beamten Güter beschlagnahmen, werden sie diese zum nächstgelegenen Büro bringen, um da im Beisein des Steuereintnehmers und der beteiligten Partei - falls diese die Güter begleitet und anwesend bleiben will - aufgrund der dazu an sie ergangenen und im Protokoll angegebenen Aufforderung geöffnet, gewogen, gemessen, vermessen oder gezählt und inventarisiert zu werden.

§ 2. Die Verwaltung ist befugt, die beschlagnahmten Güter zum Hauptort der Direktion, wo das Strafmandat erteilt wurde, zu bringen und für den Fall, daß sie verkauft werden, den Verkauf da zu organisieren, wo sie es für am vorteilhaftesten hält.

Art. 274. Es werden nur die Güter, Schiffe oder Fahrzeuge und Gespanne, Werkzeuge, Geräte oder andere Gegenstände beschlagnahmt, die bei den strafbaren Handlungen eingesetzt wurden und die gemäß Artikel 253 mit irgendeiner Strafe oder einem Regreßrecht belegt sind.

Art. 275. § 1. Wenn die von der Beschlagnahme betroffene Person dies verlangt, werden die beschlagnahmten Güter, einschließlich der Schiffe und Fahrzeuge sowie der Gespanne gegen Hinterlegung einer ausreichenden Bürgschaft in Höhe ihres zwischen dem Steuereintnehmer und der beteiligten Partei vereinbarten Wertes oder in Höhe der fälligen Buße freigegeben.

§ 2. Wenn jedoch die Beschlagnahme aufgrund irgendeines Einfuhrverbotes erfolgte, wird keine Aufhebung zugunsten der Güter vorgenommen werden können, deren Einfuhr verboten ist.

§ 3. Die Aufhebung wird auch verweigert werden können, wenn die erfolgte Beschlagnahme auf falschen Angaben hinsichtlich der Art der Güter beruht und man mittels entnommener Proben die Sache bis zur Entscheidung nicht als Einheit aufrechterhalten kann, sowie auch dann, wenn die Güter zu Lasten unbekannter Personen beschlagnahmt wurden, worunter im allgemeinen die Personen verstanden werden, die im Beschlagnahmeprotokoll nicht bezeichnet werden können.

§ 4. Wenn keine Aufhebung gegen Bürgschaft eingeräumt wurde, werden die Güter unter Aufsicht der Verwaltung bleiben, bis über sie in Übereinstimmung mit dem Gesetz vorläufig oder definitiv verfügt werden kann.

§ 5. Bei Freigabe gegen Hinterlegung einer Bürgschaft von ihrem Wert entsprechend besteuerten Gütern dient der vereinbarte Wert gleichzeitig als Grundlage für das Berechnen der zu verhängenden Buße.

Art. 276. § 1. Beschlagnahmte Güter dürfen vor Erlaß des Einziehungsurteils nicht verkauft werden. Allerdings wird der Steuereintnehmer alle beschlagnahmten, leichtverderblichen Waren unmittelbar verkaufen.

§ 2. Der Verkauf von Pferden und aller anderen Tiere kann auf Anordnung des Steuereintnehmers direkt an dem Ort, an den sie gebracht wurden, eingeleitet werden, wenn sie zu Lasten unbekannter Personen beschlagnahmt wurden oder wenn die von der Beschlagnahme betroffene Person sich weigert, bis zum definitiven Abschluß des Verfahrens eine Bürgschaft für die Unterhaltskosten zu hinterlegen; diese Weigerung muß durch ein ordnungsmäßiges Protokoll festgehalten werden.

§ 3. Der Steuereinnahmer, der in Zuwiderhandlung gegen die obengenannten Bestimmungen den Verkauf einleitet, haftet persönlich für die Folgen.

§ 4. Jeder Verkauf beschlagnahmter Güter muß im Rahmen einer öffentlichen Versteigerung erfolgen.

§ 5. Wenn nach dem Verkauf von Gütern, deren Einziehung noch nicht mittels Urteils verkündet worden war, die Beschlagnahme gerichtlich für nichtig erklärt wird und der Verkauf unter Einhaltung der obengenannten Vorschriften erfolgt ist, muß die von der Beschlagnahme betroffene Person den Verkaufsertrag als Äquivalent für den vollen Wert, den die Güter zum Zeitpunkt des Verkaufs hatten, betrachten.

Art. 277. § 1. Beschlagnahme von Gütern zu Lasten Unbekannter ist ohne Urteil gültig, wenn der Eigentümer der Güter diese nicht innerhalb von dreißig Tagen nach Abschluß des Protokolls mittels Einschreibebriefes vom Regionaldirektor der Zoll- und Akzisenverwaltung, in dessen Gebiet die Beschlagnahme vorgenommen wurde, zurückverlangt hat.

§ 2. Ohne Urteil gültig sind ebenfalls die regelmäßig durchgeführten Beschlagnahmen zu Lasten bekannter Personen, insoweit der Wert der Waren zehntausend Franken nicht übersteigt und die Verwaltung gegen den Eigentümer keine Anwendung einer Gefängnisstrafe oder einer Buße verlangt.

Art. 278. Der Ersatz des durch unkorrekte Beschlagnahmen verursachten Schadens, die der Eigentümer der Güter oder betroffene Personen beanspruchen könnten, wird in keinem Fall durch die Richter zu einem höheren Betrag als einem Prozent des Wertes der beschlagnahmten Waren pro Monat ab dem Tag der Beschlagnahme bis zum Tag der Rückgabe zugestanden.

Art. 279. Hinsichtlich der Strafverfolgung und der Entscheidung in allen Rechtssachen bezüglich Zoll und Akzisen werden die in den Artikeln 280 bis 285 enthaltenen Bestimmungen eingehalten.

Art. 280. Alle rein zivilen Rechtssachen, die nicht mit einer Klage auf Auferlegung einer Gefängnisstrafe, Geldbuße oder Einziehung einhergehen, werden gemäß den durch das Gerichtsgesetzbuch bezüglich Zuständigkeit und Verfahren vorgeschriebenen Regeln geahndet.

Art. 281. § 1. Alle Klagen auf Feststellung der durch die Zoll- und Akzisenetze mit Strafe belegten Übertretungen, Betrügereien und Vergehen werden in erster Instanz bei den Strafgerichten und, im Falle der Berufung, beim Appellationshof des Amtsbereichs eingereicht, um da gemäß dem Strafprozeßgesetzbuch untersucht und entschieden zu werden.

§ 2. Diejenigen der obengenannten Klagen, die auf die Anwendung von Bußen, Einziehung oder die Schließung von Fabriken oder Werkstätten abzielen, werden durch oder namens der Verwaltung vor denselben Gerichten eingeleitet und fortgesetzt; diese werden jedoch erst nach Anhörung der Schlußanträge der Staatsanwaltschaft darüber befinden. Allerdings darf, auf einen bei ihr von einem Beamten der Zoll- und Akzisenverwaltung, der mindestens den Grad eines Direktors innehat, eingereichten schriftlichen Antrag hin, die Staatsanwaltschaft vom Untersuchungsrichter eine Voruntersuchung verlangen, obgleich die Strafverfolgung im übrigen der Verwaltung vorbehalten bleibt.

§ 3. In den Fällen, in denen sich aus derselben Zuwiderhandlung gegen die obengenannten Gesetze zwei verschiedene Klagen ergeben, deren eine durch die Staatsanwaltschaft und deren andere durch oder namens der Verwaltung eingereicht werden müssen, werden beide Klagen gleichzeitig untersucht, und es wird dann durch dasselbe Urteil darüber befunden werden; in diesem Fall tritt die Staatsanwaltschaft erst dann in Aktion, wenn die Verwaltung ihrerseits Anzeige erstattet oder die Klage eingereicht hat.

Art. 282. Alle Vergehen oder Verbrechen, die trotz ihres Bezugs zu Zoll und Akzisen im Strafgesetzbuch vorgesehen und mit Strafe belegt sind, werden gemäß den vorhandenen allgemeinen Strafgesetzen auf normale Weise verfolgt und entschieden.

Art. 283. Wenn die in den Artikeln 281 und 282 genannten Übertretungen, Betrügereien, Vergehen oder Verbrechen unbeschadet der Strafverfolgung auch zur Zahlung von Zöllen oder Akzisen und somit zu einer Zivilklage führen, wird der Strafrichter sie in beiden Hinsichten untersuchen und entscheiden.

Art. 284. In den Fällen, in denen den vorhandenen Gesetzen zufolge Kassationsklagen möglich sind, wird dementsprechend auch dieses Rechtsmittel in Rechtssachen bezüglich Zoll und Akzisen angewandt werden können.

Art. 285. Die durch die Gerichte und Höfe verhängten Bußen in Polizeisachen, in Besserungssachen und in Kriminalsachen unterliegen der Rückgabe, wenn Erlaß nach der Zahlung eingeräumt wird, insofern der Verurteilte seine Begnadigung beantragt innerhalb zweier Monate nach dem Urteil, wenn es kontradiktorisch ist, oder nach der Zustellung, wenn es in Abwesenheit ergangen ist.»

#### *Antrag auf Neuformulierung*

B.3.1. Einige Parteien beantragen beim Hof zwecks Ausweitung der Frage deren Neuformulierung.

B.3.2. Das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 läßt nicht zu, den Inhalt der gestellten Fragen zu ändern oder durch den Hof ändern zu lassen. Dem Antrag der Parteien kann nicht stattgegeben werden.

#### *Zur Hauptsache*

B.4.1. Die beanstandeten Bestimmungen dienen dazu, die Voraussetzungen für Durchsuchungen durch Zoll- und Akzisenbeamte festzulegen (Artikel 189 und 193 bis 197), die Beschlagnahme und Einziehung der Transportmittel und der Güter, die beim Verbergen von Schmuggelware verwendet wurden, anzuordnen (Artikel 222), der Verwaltung ein Vergleichsrecht in bezug auf die öffentliche Klage hinsichtlich der Geldbuße, der Einziehung und der Schließung von Fabriken oder Werkstätten zu verleihen (Artikel 263), die Art und Weise zu bestimmen, in der Verstöße gegen die Zoll- und Akzisenetzgebung festgestellt werden und zur Beschlagnahme übergegangen wird (Artikel 267 bis 278), und die Art und Weise zu bestimmen, in der diese Verstöße sowohl auf zivilrechtlicher als auch auf strafrechtlicher Ebene verfolgt und entschieden werden (Artikel 279 bis 285).

B.4.2. Diese Bestimmungen lassen den Verweisungsentscheidungen zufolge die Frage nach ihrer Vereinbarkeit mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung entstehen, nun, da mit der Strafverfolgung und dem Strafverfahren bezüglich Zoll- und Akzisenvergehen nicht die gleichen Unabhängigkeitsgarantien verbunden wären wie im gemeinen Recht, weil die Zoll- und Akzisenverwaltung als untersuchende und verfolgende Behörde und als beteiligte Partei auftritt.

B.5.1. Der Gesetzgeber beabsichtigte mit den beanstandeten Bestimmungen als Teil der Regelung zur Eintreibung von Zöllen und Akzisen, ein eigenes System für strafrechtliche Ermittlung und Verfolgung zu entwickeln, um den Umfang und die Häufigkeit des Betrugs zu bekämpfen in dieser besonders technischen und grenzüberschreitenden Materie, die heute weitgehend durch eine umfassende europäische Rechtsetzung geregelt wird.

B.5.2. Wenn es richtig ist, daß der Gesetzgeber mit seinen Maßnahmen beabsichtigt, Mißbräuche auf dem Gebiet des Zolls und der Akzisen wirksamer zu untersuchen und zu verfolgen, dann ist der Umstand, daß ähnliche, in anderen Steuerangelegenheiten mit Strafe belegte Mißbräuche einer anderen Betrachtungsweise unterzogen werden, als solcher nicht geeignet, diesen Maßnahmen ihre Rechtfertigung zu entziehen.

B.6. Es muß jedoch untersucht werden, ob die beanstandeten Bestimmungen nicht bezüglich der Unabhängigkeit der untersuchenden und verfolgenden Behörde zu einer Diskriminierung führen zwischen einerseits den Personen, die beschuldigt werden von in der Zoll- und Akzisenetzgebung unter Strafe gestellten Vergehen und andererseits den Personen, die beschuldigt werden von im allgemeinen Strafrecht unter Strafe gestellten Vergehen.

B.7. Zu diesem Zweck untersucht der Hof jede der drei Eigenschaften, in denen den Verweisungsentscheidungen zufolge die Zoll- und Akzisenverwaltung auftritt, nämlich als untersuchende und verfolgende Behörde sowie als beteiligte Partei.

*Die Zoll- und Akzisenverwaltung als untersuchende Behörde (Artikel 189, 193 bis 197, 222 und 267 bis 278 des AZAG)*

B.8. Es wird dargelegt, daß die Ermittlungen und die Untersuchung von Zoll- und Akzisenvergehen durch Beamte der Zoll- und Akzisenverwaltung aufgrund von Untersuchungsbefugnissen durchgeführt würden, die hinsichtlich der Untersuchung eines gemeinrechtlichen Vergehens nur eingeräumt werden könnten, nachdem eine gerichtliche Untersuchung beantragt und der Leitung eines Untersuchungsrichters unterstellt worden sei. Die dahingehenden Garantien des gemeinen Rechts, daß die gerichtliche Untersuchung sich sowohl mit belastenden als auch mit entlastenden Fakten befasse und daß der Untersuchungsrichter über die Gesetzlichkeit der Beweismittel und über die Art und Weise wache, in der diese zusammengetragen würden, seien bei einer Untersuchung von Zoll- und Akzisenvergehen nicht gegeben.

B.9.1. Den Beamten der Zoll- und Akzisenverwaltung stehen für die Ermittlung und Untersuchung der Verstöße gegen die Zoll- und Akzisen gesetzgebung umfassende Befugnisse zur Verfügung.

B.9.2. Allerdings liegen nicht allen Befugnissen dieser Beamten die dem Hof zur Überprüfung vorgelegten Bestimmungen zugrunde. So fallen die Bestimmungen u.a. der Kapitel XVIII («Bewachung und Verschuß») und XXII («Kontrollmaßnahmen») nicht in den Überprüfungsbereich des Hofes.

B.9.3. Der Hof, der in einem präjudiziellen Verfahren nur über Normen befinden kann, deren Überprüfung durch den Verweisungsrichter von ihm verlangt wurde, beschränkt seine Untersuchung auf die Artikel 189, 193 bis 197, 222 und 267 bis 278 des AZAG.

B.10. Diese Bestimmungen enthalten Vorschriften, die sich auf die Protokolle (Artikel 267 bis 272), die Durchsuchungen (Artikel 189 und 193 bis 197) und die Beschlagnahmen (Artikel 189, 222 und 273 bis 278) beziehen.

B.11.1. Hinsichtlich der Protokolle wird festgelegt, daß sie von mindestens zwei befugten Personen aufgenommen werden müssen (Artikel 267), welche Angaben sie enthalten müssen (Artikel 268), wann sie aufgenommen werden können (Artikel 269) und wer davon Mitteilung erhält, u.a. der Zuwiderhandelnde (Artikel 270). Des weiteren bestimmt Artikel 271, daß dem Zuwiderhandelnden im Falle seiner Anwesenheit bei der Beschlagnahme angeboten werden wird, ebenfalls der Protokollaufnahme beizuwohnen und, falls er es wünscht, das Protokoll zu unterschreiben und unmittelbar eine Abschrift davon zu erhalten. Im Falle seiner Abwesenheit wird dem Zuwiderhandelnden eine Abschrift des Protokolls mit einem bei der Post aufgegeben Einschreibebrief zugesandt.

Diese Artikel dienen hauptsächlich dazu, Modalitäten für die Aufnahme der auf die Verstöße gegen die Zoll- und Akzisen gesetzgebung sich beziehenden Protokolle vorzusehen und die Art und Weise festzulegen, in der darüber Mitteilung erfolgen muß, insbesondere an den Zuwiderhandelnden.

B.11.2. Die Parteien weisen nicht nach - und der Hof sieht nicht ein -, inwiefern diese Vorgehensweise für diejenigen diskriminierend sein könnte, zu deren Lasten ein Protokoll wegen eines Zoll- und Akzisenvergehens aufgenommen wird. Diese Bestimmungen räumen ihnen hingegen etliche Garantien ein, denn die Protokolle werden von mindestens zwei dazu befugten Personen aufgenommen und die Zuwiderhandelnden erhalten davon die erforderliche Mitteilung.

B.12.1. Laut Artikel 272 des AZAG sind die Protokolle von einer besonderen gesetzlichen Beweiskraft, die eine Ausnahme von der allgemeinen Regel darstellt, der zufolge ein Protokoll als reine Information gilt. Dieser Artikel stellt eine Ausnahme dar von der freien Beweisführung in Strafsachen, der zufolge der Richter nach eigener Überzeugung die Beweiskraft eines bestimmten Elements beurteilt. Der Hof muß untersuchen, ob es für den daraus sich ergebenden Behandlungsunterschied eine vernünftige Rechtfertigung gibt und ob die Rechte des Angeklagten nicht unverhältnismäßig eingeschränkt werden.

B.12.2. Die Feststellung von Verstößen gegen die Zoll- und Akzisen gesetzgebung wird oft durch die Mobilität der den Zöllen und Akzisen unterliegenden Güter erschwert. Die daraus sich ergebende Schwierigkeit der Beweisführung kann weitgehend abgebaut werden, indem man der Feststellung von Fakten durch dazu bezeichnete, qualifizierte Personen (Artikel 267) eine besondere Glaubwürdigkeit einräumt.

B.12.3. Unter Berücksichtigung der *ratio legis* von Artikel 272 des AZAG muß hervorgehoben werden, daß die besondere gesetzliche Beweiskraft sich nur auf das materielle Element des Vergehens bezieht und nicht auf seine anderen Bestandteile; sie gilt nur in Verbindung mit den persönlich von den Protokollbeamten aufgenommenen Feststellungen.

Überdies darf, gemäß der Rechtsprechung des Kassationshofes, bezüglich dieser Protokolle mit besonderer gesetzlicher Beweiskraft der Gegenbeweis mit Hilfe aller durch den Richter zu beurteilenden Beweismittel erbracht werden.

B.12.4. Folglich ist die in Artikel 272 den Protokollen eingeräumte Beweiskraft nicht unverhältnismäßig zu den in B.5.1 abgefaßten Zielsetzungen.

B.13.1. Die Artikel 189 und 193 bis 197 des AZAG beziehen sich auf die Durchsuchungen. Diesbezüglich wird bestimmt, welche Unterlagen bei einer Durchsuchung beschlagnahmt und mitgenommen werden dürfen (Artikel 189), welche beruflich genutzten Räumlichkeiten durchsucht werden dürfen (Artikel 193), zu welchen Zeiten dies gestattet ist (Artikel 193 und 194) und wer dabei anwesend sein muß (Artikel 195 und 196). Artikel 197 bezieht sich auf die Durchsuchung von Privaträumen.

Aus diesen Bestimmungen ergibt sich insbesondere, daß für die Durchsuchung von Fabriken, Verarbeitungsbetrieben, Weingärten, Grundstücken, Werkstätten, Geschäften, Lagerhäusern und anderen Gebäuden, «deren Besitz oder Verwendung der Erklärung bei der Akzisenverwaltung oder der Zulassung durch diese Verwaltung unterliegen oder in denen ein Gewerbe ausgeübt wird, dessen Produkt mit Akzisen belegt ist oder kraft des Gesetzes einer Prüfung unterliegt», keine richterliche Ermächtigung erforderlich ist. Ebensowenig ist in bestimmten Fällen eine richterliche Ermächtigung für die Durchsuchung privater Wohnungen erforderlich.

B.13.2. Diese Bestimmungen weichen von der gemeinrechtlichen Regel ab, aufgrund deren für die Hausdurchsuchung eine richterliche Ermächtigung erforderlich ist. In einigen besonderen Angelegenheiten ist der Gesetzgeber jedoch von dieser Regel abgewichen. Solche Abweichungen können nur Ausnahmen sein und müssen durch Gründe gerechtfertigt sein, die den Straftaten, auf die sie sich beziehen, eigen sind.

B.13.3. Der Hof hat schon darauf hingewiesen, daß die Feststellung von Verstößen gegen die Zoll- und Akzisen gesetzgebung oft durch die Mobilität der den Zöllen und Akzisen unterliegenden Güter erschwert wird. Diese Mobilität kann es für die Zoll- und Akzisenbeamten erforderlich machen, kurzfristig Kontrollen durchzuführen, die, wenn man sie von einer richterlichen Ermächtigung abhängig macht, weitgehend an Effizienz verlieren könnten.

Der Behandlungsunterschied, der sich daraus für die einer Zollstrafat Beschuldigten im Vergleich zu den einer gemeinrechtlichen Straftat Beschuldigten ergibt, beruht auf einem objektiven Kriterium, das im Verhältnis steht zu dem angestrebten Ziel, den Betrug auf effiziente Weise zu bekämpfen.

B.13.4. Diese Bestimmungen beeinträchtigen zwei fundamentale Rechte, indem sie die Betroffenen der Garantie des Auftretens eines Richters berauben. Einerseits beschneiden sie die Ausübung der Rechte der Verteidigung, indem sie die Betroffenen der Aufsicht durch einen unabhängigen Richter berauben, der zur Belastung und Entlastung untersucht. Andererseits verletzen sie die Regel der Unantastbarkeit der Wohnung.

Diese Regel wird durch Artikel 15 der Verfassung garantiert, der bestimmt:

«Die Wohnung ist unverletzlich; eine Haussuchung darf nur in den durch Gesetz bestimmten Fällen und in der dort vorgeschriebenen Form vorgenommen werden.»

Ebenso bestimmt Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention:

«1. Jedermann hat Anspruch auf Achtung seines Privat- und Familienlebens, seiner Wohnung und seines Briefverkehrs.

2. Der Eingriff einer öffentlichen Behörde in die Ausübung dieses Rechts ist nur statthaft, insoweit dieser Eingriff gesetzlich vorgesehen ist und eine Maßnahme darstellt, die in einer demokratischen Gesellschaft für die nationale Sicherheit, die öffentliche Ruhe und Ordnung, das wirtschaftliche Wohl des Landes, die Verteidigung der Ordnung und zur Verhinderung von strafbaren Handlungen, zum Schutz der Gesundheit und der Moral oder zum Schutz der Rechte und Freiheiten anderer notwendig ist.»

Es muß untersucht werden, ob die beanstandete Bestimmung die o.a. Rechte nicht auf unverhältnismäßige Weise verletzt.

B.13.5. Hinsichtlich der Durchsuchungen von Geschäftsräumen sind einige Einschränkungen und Garantien vorgesehen: Der Durchsuchung unterliegen nur Fabriken, Verarbeitungsbetriebe, Weingärten, Grundstücke, Werkstätten, Geschäfte, Lagerhäuser und andere Gebäude, «deren Besitz oder Verwendung der Erklärung bei der Akzisenverwaltung oder der Zulassung durch diese Verwaltung unterliegen oder in denen ein Gewerbe ausgeübt wird, dessen Produkt mit Akzisen belegt ist oder kraft des Gesetzes einer Prüfung unterliegt» (Artikel 193).

Die Durchsuchungen müssen grundsätzlich zwischen fünf Uhr morgens und neun Uhr abends vorgenommen werden (Artikel 193). Nachts sind sie nur zugelassen, wenn in den betreffenden Gebäuden gearbeitet wird (Artikel 194). Der Betroffene oder jemand, der ihn vertritt, muß bei Durchsuchungen anwesend sein, die in der Zeit stattfinden, in der in den Gebäuden gearbeitet wird (Artikel 196). Schließlich dürfen, wenn in den Werkstätten nicht gearbeitet wird, Durchsuchungen vor fünf Uhr morgens und nach neun Uhr abends nur dann durchgeführt werden, wenn die Beamten dabei von einer durch das Gesetz bezeichneten Person begleitet werden (Artikel 195).

B.13.6. Hinsichtlich der Durchsuchungen von Wohnungen, Grundstücken und Gebäuden von Privatpersonen ist eine Ermächtigung des Richters am Polizeigericht des Kantons erforderlich, in dem das zu durchsuchende Gebäude oder Grundstück gelegen ist, abgesehen jedoch «vom Zollgrenzbezirk und von den in Artikel 174 vorgesehenen Fällen» (Artikel 197).

Der Zollgrenzbezirk umfaßt: 1) entlang der Landgrenzen einen Landstreifen, der sich ab der belgisch-deutschen und der belgisch-französischen Grenze über eine Breite von zehn Kilometern in das Inland erstreckt; 2) entlang der Küste einen Streifen, der sich ab der Niedrigwasserlinie über eine Breite von fünf Kilometern in das Binnenland erstreckt; 3) das Gebiet der Seehäfen und der Flughäfen und einen Streifen von 25 Metern Breite entlang der Außenseite dieses Gebiets (Artikel 167 Absatz 1).

In den Häusern und auf den Grundstücken des Zollgrenzbezirks, wo verbotene Lager und Depots vermutet werden, dürfen ohne richterliche Intervention Ermittlungen durchgeführt werden, vorausgesetzt, dies geschieht zwischen fünf Uhr morgens und neun Uhr abends in Anwesenheit oder mit der Ermächtigung des Steuereintnehmers oder eines anderen höheren Beamten und mit Beistand eines Beamten der Gemeindeverwaltung oder eines dazu von dem Bürgermeister beauftragten öffentlichen Beamten. Die Beamten haften für den Schaden und die Nachteile, die sie den Bewohnern zufügen (Artikel 173).

Der Beistand und die Ermächtigung sind nicht erforderlich für die unmittelbare Durchsuchung der im Zollgrenzbezirk gelegenen Häuser, Scheunen oder anderen eingefriedeten Grundstücke, in die Güter gebracht oder aufgenommen wurden, die der Untersuchung der Beamten entzogen wurden, während sie diesen Gütern folgten (Artikel 174).

B.13.7. Aus dem Vorhergehenden ergibt sich, daß das Anwendungsgebiet der Abweichung von der gemeinrechtlichen Regel bezüglich der Hausdurchsuchung auf das für das Erreichen des in B.5.1 dargelegten Ziels strikt Erforderliche beschränkt ist, während auch die Ausübung der Durchsuchungsbefugnis mit hinreichenden Garantien zur Vorbeugung des Mißbrauchs versehen ist. Dadurch hat der Gesetzgeber ein angemessenes Gleichgewicht geschaffen zwischen einerseits den Rechten der Betroffenen und andererseits der Notwendigkeit, auf effiziente Weise Verstöße gegen die Zollgesetzgebung feststellen zu können.

B.14.1. Die Artikel 222 und 273 bis 278 des AZAG beziehen sich auf die Beschlagnahmen. Diesbezüglich wird festgelegt, wohin die beschlagnahmten Güter gebracht werden müssen (Artikel 273), welche Güter beschlagnahmt werden können, nämlich nur jene, die «bei den strafbaren Handlungen eingesetzt wurden» (Artikel 274), unter anderem die Transportmittel und die Güter, die beim Verbergen von Schmuggelware verwendet wurden, wie die beschlagnahmten Güter gegen Hinterlegung einer ausreichenden Bürgschaft zurückgegeben werden können und in welchen Fällen die Aufhebung verweigert werden kann (Artikel 275). Artikel 276 regelt die Art und Weise des Verkaufs der beschlagnahmten Güter: Sie können nicht verkauft werden, bevor nicht das Einziehungsurteil ergangen ist, es sei denn, es handelt sich um leichtverderbliche Waren (§ 1) oder es geht um Tiere, die zu Lasten Unbekannter beschlagnahmt worden sind, oder die von der Beschlagnahme betroffene Person weigert sich, eine Bürgschaft für die Unterhaltskosten zu hinterlegen (§ 2); der Steuereintnehmer, der in Zuwiderhandlung gegen diese Bestimmungen den Verkauf einleitet, ist persönlich für die Folgen haftbar (§ 3); der Verkauf beschlagnahmter Güter muß im Rahmen einer öffentlichen Versteigerung stattfinden (§ 4). Artikel 277 bezieht sich auf zwei Fälle, in denen die Beschlagnahme von Gütern gültig sein wird «ohne Urteil», nämlich wenn es sich um Beschlagnahmen zu Lasten Unbekannter (§ 1) und um Beschlagnahmen von Gütern mit geringem Wert handelt (§ 2). Schließlich sieht Artikel 278 die Regelung des Ersatzes des durch «unkorrekte Beschlagnahmen» verursachten Schadens vor.

B.14.2. Die Beschlagnahme von Gütern ist in der Regel eine rein Sicherungsmaßnahme.

Insoweit die obengenannten Bestimmungen Regeln festlegen, denen zufolge Beschlagnahme durch Beamte der Zoll- und Akzisenverwaltung vorgenommen werden kann, weichen sie im wesentlichen nicht von den im Strafgesetzbuch und im Strafprozeßgesetzbuch enthaltenen Grundsätzen ab, so daß nicht einzusehen ist, in welcher Hinsicht sie diskriminierend sein könnten.

Übrigens sind für die von der Beschlagnahme betroffene Person in diesen Regeln ebenfalls eine Reihe von Garantien enthalten, denn sie sehen eine Beschränkung auf bestimmte Güter, die beschlagnahmt werden können, vor, sowie die Möglichkeit, ggf. Aufhebung gegen Hinterlegung einer Bürgschaft eingeräumt zu bekommen, und sie machen den Verkauf der beschlagnahmten Güter grundsätzlich abhängig von einer richterlichen Einziehungsentscheidung und sichern diesen Verkauf durch eine Reihe von Garantien ab.

B.14.3. Artikel 277 des AZAG sieht allerdings die Möglichkeit einer «Beschlagnahme von Gütern [...] ohne Urteil» vor.

Insoweit sie eine Einzugserklärung ohne richterliche Entscheidung nach sich zieht, ist diese Maßnahme grundsätzlich ungerechtfertigt.

Im vorliegenden Fall ist das Anwendungsgebiet dieser Maßnahme jedoch auf einerseits die Beschlagnahme zu Lasten Unbekannter beschränkt und andererseits auf die Beschlagnahme zu Lasten bekannter Personen, insoweit der Wert der Güter gering ist, d.h. heute zehntausend Franken nicht überschreitet. In Anbetracht dieses eingeschränkten Anwendungsgebietes der Maßnahme kann davon ausgegangen werden, daß die in Artikel 277 des AZAG aufgeführten Beschlagnahmen nicht unverhältnismäßig sind zu dem angestrebten, in B.5.1 abgefaßten Ziel.

B.15. Aus dem Vorhergehenden wird ersichtlich, daß die Aufgaben, die den Beamten der Zoll- und Akzisenverwaltung im Rahmen der Ermittlung bei Zoll- und Akzisenvergehen kraft der geprüften Artikel des AZAG obliegen, mehr mit den Aufgaben gemeinsam haben, die in einer gemeinrechtlichen Voruntersuchung (geführt unter Leitung des Prokurators des Königs) durchgeführt werden, als mit den Aufgaben, die in einer gerichtlichen Untersuchung (geführt unter Leitung des Untersuchungsrichters) wahrgenommen werden.

Hieraus folgt, daß die vom gemeinen Recht abweichenden Gesetzesbestimmungen nicht unverhältnismäßig sind zu der in B.5.1 dargelegten Zielsetzung.

B.16. Bezüglich der Artikel 189, 193 bis 197, 222 und 267 bis 278 des AZAG müssen die präjudiziellen Fragen verneinend beantwortet werden.

*Die Zoll- und Akzisenverwaltung als verfolgende Behörde (Artikel 279 bis 285 und Artikel 263 des AZAG)*

B.17. Es wird angeführt, daß die auf Zoll- und Akzisenvergehen sich beziehende Strafverfolgung durch Beamte der Zoll- und Akzisenverwaltung durchgeführt wird, die der vollziehenden Gewalt angehören, während für gemeinrechtliche Vergehen (und für andere Steuervergehen) die Strafverfolgung durch die Staatsanwaltschaft, die zur richterlichen Gewalt gehört, durchgeführt wird. Somit sei bei den erstgenannten Vergehen der Rechtsschutz des Beschuldigten bei der Durchführung der Strafverfolgung nicht gewährleistet, da Beamte nicht die gleichen Unabhängigkeitsgarantien böten wie Staatsanwälte. Außerdem würden willkürliche Transaktionen bei Zoll- und Akzisenvergehen möglich werden, wenn ein unabhängiger Strafrichter mit der Bearbeitung der Strafsache beauftragt worden sei.

B.18.1. Die Verfolgung und Entscheidung der Zoll- und Akzisenvergehen werden durch die Artikel 280 bis 285 des AZAG geregelt (Artikel 279).

B.18.2. Die Klagen rein ziviler Art werden gemäß den Regeln des Gerichtsgesetzbuches bezüglich Zuständigkeit und Verfahren entschieden (Artikel 280).

B.18.3. Die Vergehen und die gleichzeitig eingereichten Zivilklagen werden vor den Strafgerichten verfolgt, die den gewöhnlichen Regeln zufolge zuständig sind, und gemäß dem Strafprozeßgesetzbuch behandelt (Artikel 282 und 283).

Der Strafrichter, bei dem eine öffentliche Klage anhängig gemacht worden ist, muß auch über die Zivilklage urteilen (Artikel 283).

B.18.4. Hinsichtlich der Strafverfolgung steht das Initiativrecht zur Verfolgung von Zoll- und Akzisenvergehen nicht der Staatsanwaltschaft zu, sondern der Zoll- und Akzisenverwaltung (Artikel 281).

Dabei muß folgende Unterscheidung vorgenommen werden:

- Die Verwaltung führt die Strafverfolgung nur hinsichtlich der Zollvergehen durch, die lediglich mit Vermögensstrafen (Bußen, Einzugserklärungen, Schließung von Fabriken oder Werkstätten) bestraft werden; die Staatsanwaltschaft muß allerdings angehört werden (Artikel 281 § 2).

- Bezüglich der Zollvergehen, die außer mit Vermögensstrafen auch mit einer Hauptgefängnisstrafe bestraft werden, wird die Strafverfolgung gleichzeitig durch die Verwaltung und durch die Staatsanwaltschaft durchgeführt, mit der Maßgabe, daß nur die Staatsanwaltschaft eine Hauptgefängnisstrafe beantragen kann; die Staatsanwaltschaft kann aber nur dann in Aktion treten, wenn die Verwaltung die Initiative zur Strafverfolgung ergriffen hat (Artikel 281 § 3).

Artikel 263 verleiht der Verwaltung ein Vergleichsrecht in bezug auf die öffentliche Klage hinsichtlich der Geldbuße, der Einziehung und der Schließung von Fabriken oder Werkstätten. Der Vergleich löscht diese öffentliche Klage.

B.19. Aus diesen Bestimmungen wird ersichtlich, daß der Zoll- und Akzisenverwaltung umfassende Befugnisse u.a. auf dem Gebiet der Durchführung der Strafverfolgung zur Verfügung stehen. Sie hat diesbezüglich das Initiativrecht, mit der Maßgabe, daß die Staatsanwaltschaft ggf. in die Durchführung der Strafverfolgung mit einbezogen werden muß, entweder indem sie ein Gutachten erstellt oder indem sie eine Hauptgefängnisstrafe beantragt.

B.20. Um festzustellen, ob diese Regelung im Vergleich zu der im gewöhnlichen Strafprozeßrecht geltenden Regelung hinsichtlich derjenigen diskriminierend ist, die eines Zollvergehens beschuldigt werden, muß untersucht werden, wie Unabhängigkeitsgarantien hinsichtlich der Staatsanwälte einerseits und der Verwaltungsbeamten andererseits gewährleistet werden.

B.21. Im Gegensatz zu den Richtern haben die Staatsanwälte keine rechtsprechende Befugnis; sie erfüllen die Pflichten ihres Amtes bei den Höfen und Gerichten, um eine korrekte Anwendung des Gesetzes zu beantragen und um die Erfordernisse der öffentlichen Ordnung und einer guten Rechtspflege zu verteidigen. In ihren Artikeln 40 und 153 hat die Verfassung selbst die Grundlage für das Statut und die Organisation der Staatsanwaltschaft gelegt. Dieses Statut und diese Organisation kennzeichnen sich nämlich durch die Beziehungen hierarchischer Art zwischen den Staatsanwälten.

B.22.1. Hinsichtlich der föderalen Beamten, zu denen die Beamten der Zoll- und Akzisenverwaltung gehören, bestimmt Artikel 107 Absatz 2 der Verfassung:

«[Der König] ernennt die Beamten der allgemeinen Verwaltung und der auswärtigen Beziehungen, vorbehaltlich der durch die Gesetze festgelegten Ausnahmen.»

B.22.2. Der königliche Erlaß vom 2. Oktober 1937 zur Festlegung des Statuts der Staatsbediensteten enthält in Teil II eine Aufzählung von «Rechten und Pflichten». Jede Zuwiderhandlung gegen eine Anzahl dieser Bestimmungen wird, unbeschadet der Anwendung der Strafgesetze, mit Disziplinarstrafen bestraft.

B.23.1. Artikel 151 § 1 zweiter Satz der Verfassung bestimmt seinerseits:

«Die Staatsanwaltschaft ist unabhängig in der Durchführung individueller Ermittlungen und Verfolgungen, unbeschadet des Rechts des zuständigen Ministers, Verfolgungen anzuordnen und zwingende Richtlinien für die Kriminalpolitik, einschließlich im Bereich der Ermittlungs- und Verfolgungspolitik, festzulegen.»

Kraft dieser Bestimmung hat die Staatsanwaltschaft auf dem Gebiet der individuellen Verfolgung das Recht auf eine Unabhängigkeit, die keine einzige vergleichbare Bestimmung den Verwaltungsbeamten gewährleistet. Es gibt somit einen Unterschied zwischen den beiden Kategorien von Beamten, die mit der strafrechtlichen Verfolgung betraut sind.

B.23.2. Die unterschiedliche Rechtsposition der verfolgenden Parteien führt jedoch nicht zu einem ungerechtfertigten Behandlungsunterschied zwischen den verfolgten Personen. Unter Berücksichtigung der Tatsache, daß die Streitfälle durch den Strafrichter, der alle Unabhängigkeits- und Unparteilichkeitsgarantien bietet, entschieden werden, ist es wegen des spezifischen Charakters der in B.5.1 angeführten Angelegenheit nicht deutlich unverhältnismäßig zu den angestrebten Zielsetzungen, die Verfolgung einer spezialisierten Verwaltung zu überlassen, selbst wenn diese nicht über die gleiche Unabhängigkeit wie die Staatsanwaltschaft verfügt.

B.24. Der Umstand, daß Vergleiche bezüglich Zoll- und Akzisenvergehen die öffentliche Klage ggf. vereiteln können, verstößt schließlich ebensowenig gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung. Außer der Tatsache, daß der Vergleich dem Beschuldigten zum Vorteil gereichen kann, reicht es nämlich festzustellen, daß ein Vergleich nur dann geschlossen werden kann, wenn der Beschuldigte dem ausdrücklich zugestimmt hat. Übrigens sind Vergleichsabschlüsse unter bestimmten Voraussetzungen auch im gemeinrechtlichen Strafverfahren möglich.

B.25. Aus dem Vorhergehenden folgt, daß bezüglich der Artikel 279 bis 285 und des Artikels 263 des AZAG die präjudiziellen Fragen verneinend beantwortet werden müssen.

*Die Zoll- und Akzisenverwaltung als «beteiligte Partei»*

B.26. In den Verweisungsentscheidungen wird die Frage gestellt, ob die beanstandeten Bestimmungen wohl ausreichende Unabhängigkeitsgarantien bieten, nun da die Zoll- und Akzisenverwaltung auch als «beteiligte Partei, Begünstigte der durch die verfolgte Partei zu entrichtenden Steuer» auftritt.

Einige Parteien fügen dem noch hinzu, daß in Anbetracht des Erlasses des Regenten vom 17. August 1948 auch die betreffenden individuellen Beamten dieser Verwaltung ein unmittelbares persönliches Interesse finanzieller Art hätten.

B.27. Keine einzige der dem Hof zur Überprüfung vorgelegten Bestimmungen bezieht sich auf die Zoll- und Akzisenverwaltung in ihrer Eigenschaft als Behörde, der die geschuldeten Abgaben überwiesen werden müssen.

Aus diesen Bestimmungen wird ebensowenig ersichtlich, worin das eigene finanzielle Interesse dieser Verwaltung an ihrem Auftreten bestehen würde. Der einzige Umstand, daß die Verwaltung die Eintreibung geschuldeter Zölle und Akzisen und somit auch damit zusammenhängender Bußen erstrebt - nicht für eigene Rechnung, sondern zugunsten der Staatskasse und ggf. der Europäischen Union -, reicht nicht aus, sie als «beteiligte und begünstigte Partei» zu bezeichnen.

B.28. Der vorgenannte Erlaß des Regenten dient seinerseits dazu, die Beamten zu motivieren, indem ihnen bestimmte Belohnungen gewährt werden, aber diese Vorteile sind an sich nicht geeignet, ihre Unparteilichkeit zu beeinträchtigen.

B.29. Die präjudiziellen Fragen in bezug auf die Artikel 189, 193 bis 197, 222, 263 und 267 ff. des AZAG müssen verneinend beantwortet werden.

*In Hinsicht auf die präjudizielle Frage über Artikel 6 § 5 des Gesetzes vom 31. Dezember 1947 über die steuerliche Regelung für Tabak, in Verbindung mit Artikel 220 des AZAG*

B.30. Das verweisende Rechtsprechungsorgan in der Rechtssache Nr. 1882 fragt, ob Artikel 6 § 5 des Gesetzes vom 31. Dezember 1947 über die steuerliche Regelung für Tabak, in Verbindung mit Artikel 220 des AZAG, gegen die Artikel 10 und 11 verstößt, indem er den Richter nicht in die Lage versetzt, eine dem konkreten Einzelfall angepaßte milde bzw. strenge Strafe zu verhängen, während dies vor dem Richter, der aufgrund der gemeinrechtlichen Strafbestimmungen zu erkennen hat, sehr wohl möglich ist.

B.31. Vor seiner Aufhebung durch Artikel 19 des Gesetzes vom 3. April 1997 bestimmte Artikel 6 § 5 des Gesetzes vom 31. Dezember 1947 über die steuerliche Regelung für Tabak:

«Jeder Transport oder Besitz von unverarbeitetem oder verarbeitetem Tabak, der nicht durch das von dem Finanzminister kraft Artikel 5 Nr. 4 vorgeschriebene Dokument gedeckt ist, hat die Anwendung der Artikel 220 bis 224, 227, 229 und 248 des allgemeinen Zoll- und Akzisengesetzes zur Folge. Außerdem sind die jeweiligen Akzisen zu zahlen.»

Artikel 220 des AZAG bestimmt:

«§ 1. Jeder Kapitän eines Seeschiffes, jeder Schiffer oder Eigner welchen Fahrzeugs auch immer, jeder Fuhrmann, Fahrer, Träger und alle anderen Personen, die beim Im- oder Export versuchen, entweder beim ersten oder bei jedem anderen dafür bezeichneten Büro die erforderlichen Angaben und somit die Rechte der Staatskasse zu umgehen, jede Person, bei der ein durch die geltenden Gesetze verbotenes Depot gefunden wird, werden mit einer Gefängnisstrafe von mindestens vier Monaten und höchstens einem Jahr bestraft.

§ 2. Im Wiederholungsfall beträgt die Gefängnisstrafe mindesten acht Monate und höchstens zwei Jahre; in jedem weiteren Wiederholungsfall mindestens zwei und höchstens fünf Jahre.»

B.32. Der Ministerrat wendet ein, daß das Gesetz vom 31. Dezember 1947 über die steuerliche Regelung für Tabak durch Artikel 19 des Gesetzes vom 3. April 1997, das am 26. Mai 1997 in Kraft getreten ist, aufgehoben wurde. Nun, da die strafbaren Handlungen erst am 12. Juli 1997 festgestellt wurden, meint der Ministerrat, daß Artikel 6 § 5 des Gesetzes vom 31. Dezember 1947 nicht mehr anwendbar gewesen sei, so daß die Frage nicht beantwortet werden müsse. Außerdem beanstandet der Ministerrat die Interpretation, der zufolge dieser Artikel dem Strafrichter keinen Beurteilungsspielraum einräume.

B.33. Es ist Aufgabe des Verweisungsrichters zu beurteilen, welche Rechtsnorm auf eine vor ihm anhängige Rechtssache anwendbar ist, und ggf. zu entscheiden, ob bezüglich dieser Norm dem Hof eine Frage vorgelegt werden muß.

Der Verweisungsrichter interpretiert die betreffenden Bestimmungen dahingehend, daß sie den Richter nicht in die Lage versetzen, eine dem konkreten Fall angepaßte milde bzw. strenge Strafe zu verhängen. Es ist auf der Grundlage dieser Interpretation des Verweisungsrichters, daß der Hof untersucht, ob sie gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen.

Die Einrede des Ministerrats wird zurückgewiesen.

B.34. Der Hof bemerkt als erstes, daß Artikel 220 des AZAG dem Richter freistellt, eine Gefängnisstrafe zu verhängen, die variiert von vier Monaten bis zu einem Jahr oder, im Wiederholungsfall, von acht Monaten bis zu zwei Jahren und, in jedem weiteren Wiederholungsfall, von zwei bis zu fünf Jahren.

Daß der Richter keine die Mindeststrafe unterschreitende Strafe verhängen kann, ergibt sich aus der Tatsache, daß in Ermangelung einer ausdrücklichen Bestimmung in dem besonderen Strafgesetz die Bestimmungen des Strafgesetzbuches bezüglich mildernder Umstände nicht angewandt werden können (Artikel 100 des Strafgesetzbuches).

B.35. Es ist Aufgabe des Gesetzgebers zu urteilen, ob es angezeigt ist, den Richter zur Strenge zu zwingen, wenn eine Übertretung insbesondere dem allgemeinen Interesse schadet, vor allem in einer Angelegenheit, die, wie der Transport oder Besitz unverarbeiteten oder verarbeiteten Tabaks, der nicht durch die vorgeschriebenen Dokumente gedeckt ist, zu einem beträchtlichen Betrug führt. Diese Strenge kann eventuell nicht nur das Strafmaß für die Geldstrafe beeinflussen, sondern auch die dem Richter gebotene Möglichkeit, die Strafe unter das gebotene Mindestmaß herabzusetzen, wenn mildernde Umstände vorliegen.

B.36. Die präjudizielle Frage über Artikel 6 § 5 des Gesetzes vom 31. Dezember 1947 über die steuerliche Regelung für Tabak, in Verbindung mit Artikel 220 des AZAG, muß verneinend beantwortet werden.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erkennt für Recht:

1) Die Artikel 189, 193 bis 197, 222, 263 und 267 bis 285 des königlichen Erlasses vom 18. Juli 1977 zur Koordinierung der allgemeinen Bestimmungen in bezug auf Zoll und Akzisen verstoßen nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insoweit sie in bezug auf Zoll und Akzisen eine Strafverfolgungs- und Strafverfahrensregelung vorsehen, die sich von der gemeinen Strafverfolgungs- und Strafverfahrensregelung unterscheidet, indem die Zoll- und Akzisenverwaltung gleichzeitig als mit der Untersuchung beauftragte Behörde und als verfolgende Behörde auftritt.

2) Artikel 6 § 5 des Gesetzes vom 31. Dezember 1947 über die steuerliche Regelung für Tabak, in Verbindung mit Artikel 220 des AZAG, verstößt nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem er den Richter nicht in die Lage versetzt, eine dem konkreten Einzelfall angepaßte milde bzw. strenge Strafe zu verhängen.

Verkündet in niederländischer und französischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 14. Februar 2001.

Der Kanzler,  
(gez.) P.-Y. Dutilleux

Der Vorsitzende,  
(gez.) G. De Baets



#### ARBITRAGEHOF

[C – 2001/21228]

#### Uittreksel uit arrest nr. 18/2001 van 14 februari 2001

Rolnummer 1831

*In zake* : de prejudiciële vraag betreffende artikel 2 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 27 juni 1990 houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap, gesteld door het Hof van Cassatie.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters G. De Baets en M. Melchior, en de rechters L. François, J. Delruelle, A. Arts, R. Henneuse en M. Bossuyt, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter G. De Baets, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de prejudiciële vraag*

Bij arrest van 15 november 1999 in zake J. Marnef tegen het Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 6 december 1999, heeft het Hof van Cassatie de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schendt artikel 2 van het decreet van de Vlaamse Raad van 27 juni 1990 houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, voor zover deze wetsbepaling gehandicapten die nog geen vijfenzestig jaar oud waren toen zij door een handicap werden getroffen maar vóór die leeftijd geen aanvraag tot inschrijving hebben ingediend, uitsluit van het toepassingsgebied van het decreet en het recht op bijstand, terwijl personen die in dezelfde omstandigheden wel een aanvraag tot inschrijving hebben ingediend vóór hun vijfenzestigste verjaardag wel de steun kunnen genieten ? »

(...)

IV. *In rechte*

(...)

B.1. De prejudiciële vraag heeft betrekking op de bestaanbaarheid met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet van artikel 2 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 27 juni 1990 houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap, « voor zover deze wetsbepaling gehandicapten die nog geen vijfenzestig jaar oud waren toen zij door een handicap werden getroffen maar vóór die leeftijd geen aanvraag tot inschrijving hebben ingediend, uitsluit van het toepassingsgebied van het decreet en het recht op bijstand, terwijl personen die in dezelfde omstandigheden wel een aanvraag tot inschrijving hebben ingediend vóór hun vijfenzestigste verjaardag wel de steun kunnen genieten ».

B.2. Uit de gegevens van de zaak blijkt dat enkel de eerste paragraaf van artikel 2 van het decreet in het geding is, die bepaalt :

« Dit decreet is van toepassing op de personen met een handicap die de volle leeftijd van vijfenzestig jaar niet hebben bereikt op het ogenblik van hun aanvraag tot inschrijving en op de voorzieningen die bijstand tot sociale integratie verlenen. »

B.3.1. Bij het decreet van 27 juni 1990 is het Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap opgericht, dat in hoofdzaak de taken overneemt van, enerzijds, het Rijksfonds voor Sociale Reclassering van de Minder-Validen en, anderzijds, het Fonds voor Medische, Sociale en Pedagogische Zorg voor Gehandicapten (*Parl. St.*, Vlaamse Raad, 1989-1990, nr. 318-1, pp. 2 en 6-7, en nr. 318-5, p. 5).



Het Vlaams Fonds heeft onder meer als opdracht de personen met een handicap die om bijstand verzoeken in te schrijven en ervoor te zorgen dat de personen met een handicap, hun familieleden of, bij ontstentenis van familieleden, degenen die voor hen instaan, het voordeel van de bijstand en de voorzieningen kunnen ontvangen (artikel 4, 2° en 3°).

Artikel 7, § 1, omschrijft de personen met een handicap die aanspraak kunnen maken op de toepassing van het decreet. Die personen moeten overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk V van het decreet bij het Fonds worden ingeschreven (artikel 7, § 2). De daartoe bij het Fonds in te dienen aanvragen (artikel 39) worden onderzocht door een multidisciplinair samengestelde evaluatiecommissie die in elke provincie bij het Fonds wordt opgericht. De evaluatiecommissie bepaalt of de aanvrager getroffen is door een handicap in de zin van artikel 2, § 2, 1°, en of hij behoefte heeft aan bijstand tot sociale integratie. Die commissie steunt haar beoordeling op het multidisciplinaire verslag van een van de instanties die daartoe door het Fonds zijn erkend (artikel 40). Het Fonds neemt een beslissing tot al dan niet inschrijving en bijstand op grond van de door de evaluatiecommissie meegedeelde beoordeling van de handicap en het door die commissie opgestelde individuele integratieprotocol (artikel 41).

B.3.2. Volgens de parlementaire voorbereiding beoogde de decreetgever de toegang tot de voorzieningen te herzien :

« Geen invaliditeitsgraad maar een multidisciplinaire evaluatie zal dienen uit te wijzen van welke dienstverlening of voorziening de persoon met een handicap nuttig kan gebruik maken.

In deze zin gaat het ook om een gerichte evaluatie. Dit wil zeggen dat er niet alleen geconstateerd wordt in welke mate een bepaalde persoon dysfuncties vertoont maar dat terzelfdertijd dit dysfunctioneren mede bekeken wordt vanuit de dienstverlening en de voorzieningen die hem hierbij kunnen behulpzaam zijn.

Deze multidisciplinaire evaluatie waarbij zowel medische, psychologische, pedagogische als sociale gegevens zullen aan bod komen zal gebeuren door de provinciale evaluatiecommissies. [...] Uit de evaluatie zal een integratieprotocol voortvloeien dat in de loop van de tijden de persoon met een handicap kan volgen doorheen de voorzieningen zodat veelvuldige onderzoeken vermeden worden. » (*Parl. St., Vlaamse Raad, 1989-1990, nr. 318-1, p. 4*)

Uit de parlementaire voorbereiding blijkt nog dat de decreetgever de veelheid van initiatieven voor gehandicapten heeft willen coördineren en het geheel van voorzieningen heeft willen doen aansluiten op één enkele aanvraag, één algehele evaluatie en één dossier (*Parl. St., Vlaamse Raad, 1989-1990, nr. 318-1, pp. 1-3, en nr. 318-5, pp. 6, 9, 12 en 32*).

B.3.3. De in het geding zijnde bepaling beperkt het toepassingsgebied van het decreet tot « personen met een handicap die de volle leeftijd van vijftien jaar niet hebben bereikt op het ogenblik van hun aanvraag tot inschrijving ».

De parlementaire voorbereiding verduidelijkt :

« De zorg voor personen die na 65 jaar gehandicapt worden is in principe toegewezen aan het bejaardenbeleid. » (*Parl. St., Vlaamse Raad, 1989-1990, nr. 318-1, p. 6*)

« Personen met een handicap die bij het bereiken van de leeftijd van 65 jaar ingeschreven zijn in het Fonds zullen verder op tussenkomsten van het Fonds een beroep kunnen blijven doen.

Wie na 65 jaar door verouderingsverschijnselen een handicap oploopt, kan terecht bij de vele diensten en voorzieningen uit de bejaardenzorg. » (*ibid.*, nr. 318-5, p. 8)

B.4. De vraag is of de in het geding zijnde bepaling al dan niet discriminerend is doordat zij personen die vóór de leeftijd van 65 jaar reeds gehandicapt waren uitsluit van de bijstand tot sociale integratie indien zij vóór die leeftijd geen aanvraag tot inschrijving hebben ingediend, terwijl personen die in dezelfde omstandigheden verkeren en die vóór hun vijftienjarige verjaardag hun aanvraag hebben ingediend, wel de bijstand kunnen genieten en blijven genieten.

B.5. Het verschil in behandeling berust op een objectief criterium : de leeftijd van de betrokkene op het tijdstip waarop hij zijn aanvraag bij het Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap heeft ingediend.

Dat criterium van onderscheid houdt redelijk verband met de doelstelling van de wetgever om niet-bejaarde gehandicapte personen met een aanvraag toe te laten tot de bijstand met het oog op hun sociale integratie.

Uit het gegeven dat de bijstand waarop een gehandicapte een beroep kan doen op basis van een aanvraag die is ingediend vóór het bereiken van de leeftijd van 65 jaar beschikbaar blijft na het bereiken van die leeftijd - voor zover zij geen overlapping vormt met gelijksoortige voorzieningen (zie de artikelen 6 en 39) - volgt niet dat de decreetgever verplicht was om ook bijstand tot sociale integratie te verlenen aan personen die weliswaar reeds gehandicapt waren vóór hun vijftienjarige verjaardag, maar die die bijstand niet genoten omdat zij vóór die leeftijd geen aanvraag bij het Fonds hadden ingediend.

B.6. Rekening houdend met het recht van toegang tot diensten en voorzieningen uit de bejaardenzorg voor alle bejaarden - onder wie de 65-jarige gehandicapten die geen tijdige aanvraag hebben ingediend - vermocht de decreetgever het verlenen van de bijstand voor sociale integratie afhankelijk te stellen van een aanvraag en een inschrijving bij het Fonds, na een onderzoek door een multidisciplinaire evaluatiecommissie. Dat van de gehandicapten wordt vereist dat zij vóór het bereiken van de leeftijd van 65 jaar een aanvraag indienen voor bijstand wegens een handicap, is evenredig met het oogmerk van de decreetgever.

B.7. De prejudiciële vraag moet ontkennend worden beantwoord.

Om die redenen,

het Hof

zegt voor recht :

Artikel 2, § 1, van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 27 juni 1990 houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet.

Aldus uitgesproken in het Nederlands en het Frans, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 14 februari 2001.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

G. De Baets.

## COUR D'ARBITRAGE

[C – 2001/21228]

## Extrait de l'arrêt n° 18/2001 du 14 février 2001

Numéro du rôle : 1831

*En cause* : la question préjudicielle relative à l'article 2 du décret de la Communauté flamande du 27 juin 1990 portant création d'un Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées, posée par la Cour de cassation.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents G. De Baets et M. Melchior, et des juges L. François, J. Delruelle, A. Arts, R. Henneuse et M. Bossuyt, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président G. De Baets,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*I. Objet de la question préjudicielle*

Par arrêt du 15 novembre 1999 en cause de J. Marnef contre le Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 6 décembre 1999, la Cour de cassation a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 2 du décret du Conseil flamand du 27 juin 1990 portant création d'un Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution, dans la mesure où cette disposition légale exclut, du champ d'application du décret et du droit à l'assistance, les handicapés qui n'ont pas encore atteint l'âge de 65 ans lorsqu'ils ont été victimes d'un handicap et qui n'ont pas introduit une demande d'enregistrement avant cet âge, alors que les personnes qui ont introduit une demande d'enregistrement dans les mêmes conditions avant d'avoir atteint l'âge de 65 ans peuvent bénéficier de cette intervention ? »

(...)

*IV. En droit*

(...)

B.1. La question préjudicielle porte sur la compatibilité avec les articles 10 et 11 de la Constitution de l'article 2 du décret de la Communauté flamande du 27 juin 1990 portant création d'un Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées « dans la mesure où cette disposition légale exclut, du champ d'application du décret et du droit à l'assistance, les handicapés qui n'ont pas encore atteint l'âge de 65 ans lorsqu'ils ont été victimes d'un handicap et qui n'ont pas introduit une demande d'enregistrement avant cet âge, alors que les personnes qui ont introduit une demande d'enregistrement dans les mêmes conditions avant d'avoir atteint l'âge de 65 ans peuvent bénéficier de cette intervention ».

B.2. Les éléments de l'affaire font apparaître que seul est en cause le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 2 du décret, lequel dispose :

« Le présent décret s'applique aux personnes handicapées n'ayant pas atteint l'âge de 65 ans accomplis au moment de leur demande d'enregistrement ainsi qu'aux structures accordant une assistance à l'intégration sociale. »

B.3.1. Le décret du 27 juin 1990 institue le Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées, lequel reprend essentiellement les tâches du Fonds national de reclassement social des handicapés, d'une part, et du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, d'autre part (*Doc.*, Conseil flamand, 1989-1990, n° 318-1, pp. 2 et 6-7, et n° 318-5, p. 5).

Le Fonds flamand a notamment pour mission d'assurer l'enregistrement des personnes handicapées qui sollicitent une assistance et de veiller à ce que les personnes handicapées, les membres de leur famille ou, à leur défaut, les personnes qui en répondent, puissent bénéficier de l'assistance et des structures (article 4, 2° et 3°).

L'article 7, § 1<sup>er</sup>, détermine quelles personnes handicapées peuvent prétendre à l'application du décret. Conformément aux dispositions du chapitre V du décret, ces personnes doivent être enregistrées auprès du Fonds (article 7, § 2). Les demandes à introduire à cet effet auprès du Fonds (article 39) sont examinées par une commission d'évaluation multidisciplinaire créée auprès du Fonds dans chaque province. La commission d'évaluation détermine si le demandeur est atteint d'un handicap au sens de l'article 2, § 2, 1°, et s'il a besoin d'assistance à l'intégration sociale. Cette commission fonde son évaluation sur le rapport multidisciplinaire rédigé par une des instances agréées à cet effet par le Fonds (article 40). Le Fonds décide de procéder ou non à l'enregistrement et d'accorder une aide sur la base de l'évaluation du handicap communiquée par la commission d'évaluation et du protocole d'intégration individuel dressé par cette commission (article 41).

B.3.2. Selon les travaux préparatoires, le législateur décrétoal entendait revoir l'accès aux structures :

« Ce n'est pas le degré d'invalidité, mais une évaluation multidisciplinaire qui devra déterminer le service ou la structure auxquels la personne handicapée peut s'adresser utilement.

En ce sens, il s'agit également d'une évaluation ciblée. Cela signifie que l'on constate non seulement dans quelle mesure une personne déterminée présente des dysfonctionnements, mais qu'en même temps, ce dysfonctionnement est examiné du point de vue de l'assistance et des structures qui peuvent lui être utiles.

Cette évaluation multidisciplinaire qui fera intervenir des données médicales, psychologiques, pédagogiques et sociales, se fera par les commissions d'évaluation provinciales. [...] L'évaluation donnera lieu à un protocole d'intégration qui suivra le parcours de la personne handicapée au sein des structures, ce afin d'éviter une multiplication des examens. » (*Doc.*, Conseil flamand, 1989-1990, n° 318-1, p. 4)

Les travaux préparatoires font encore apparaître que le législateur décrétoal a entendu coordonner les nombreuses initiatives en faveur des handicapés et faire en sorte qu'une seule demande, une évaluation globale et un seul dossier donnent accès à l'ensemble des structures (*Doc.*, Conseil flamand, 1989-1990, n° 318-1, pp. 1-3, et n° 318-5, pp. 6, 9, 12 et 32).

B.3.3. La disposition en cause limite le champ d'application du décret aux « personnes handicapées n'ayant pas atteint l'âge de 65 ans accomplis au moment de leur demande d'enregistrement ».

Les travaux préparatoires précisent :

« La politique du troisième âge prend en principe en charge l'assistance aux personnes dont le handicap survient après l'âge de 65 ans » (*Doc.*, Conseil flamand, 1989-1990, n° 318-1, p. 6)

« Les personnes handicapées qui, lorsqu'elles atteignent l'âge de 65 ans, sont enregistrées auprès du Fonds pourront continuer à bénéficier des interventions du Fonds.

La personne dont le handicap survient après l'âge de 65 ans par suite de phénomènes liés à la vieillesse peut s'adresser aux nombreux services et structures de soins pour personnes âgées » (*ibid.*, n° 318-5, p. 8).

B.4. La question est de savoir si la disposition en cause est ou non discriminatoire en ce qu'elle exclut de l'assistance à l'intégration sociale les personnes qui étaient déjà handicapées avant l'âge de 65 ans si celles-ci n'ont pas introduit de demande d'enregistrement avant cet âge, alors que les personnes qui se trouvent dans la même situation et qui ont introduit leur demande avant leur soixante-cinquième anniversaire peuvent bénéficier de l'aide et continuer à en bénéficier.

B.5. La différence de traitement repose sur un critère objectif : l'âge de l'intéressé au moment où il introduit sa demande auprès du Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées.

Ce critère de distinction présente un rapport raisonnable avec l'objectif du législateur consistant à accorder aux personnes handicapées qui ne sont pas du troisième âge, moyennant l'introduction d'une demande, l'assistance en vue de leur intégration sociale.

De la circonstance que l'aide à laquelle peut prétendre une personne handicapée sur la base d'une demande introduite avant qu'elle ait atteint l'âge de 65 ans reste disponible après que cette personne a atteint cet âge - dans la mesure où elle ne fait pas double emploi avec des structures analogues (voy. les articles 6 et 39) -, il ne résulte pas que le législateur décrétoit eut dû également accorder l'aide à l'intégration sociale aux personnes qui étaient déjà handicapées avant leur soixante-cinquième anniversaire, mais qui n'en bénéficiaient pas parce qu'elles n'avaient pas introduit de demande auprès du Fonds avant cet âge.

B.6. Compte tenu du droit d'accès aux services et structures de soins pour personnes âgées - parmi lesquelles figurent les handicapés âgés de 65 ans qui n'ont pas introduit leur demande en temps utile -, le législateur décrétoit pouvait subordonner l'octroi de l'aide en vue de l'intégration sociale à l'introduction d'une demande et à un enregistrement, à la suite d'un examen effectué par une commission d'évaluation multidisciplinaire auprès du Fonds. Le fait d'exiger des personnes handicapées d'introduire avant d'atteindre l'âge de 65 ans une demande en vue de l'obtention d'une aide en raison d'un handicap est proportionné par rapport à l'objectif poursuivi par le législateur décrétoit.

B.7. La question préjudicielle appelle une réponse négative.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

L'article 2, § 1<sup>er</sup>, du décret de la Communauté flamande du 27 juin 1990 portant création d'un Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise et en langue française, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 14 février 2001.

Le greffier,  
P.-Y. Dutilleux.

Le président,  
G. De Baets.

## ÜBERSETZUNG

### SCHIEDSHOF

[C – 2001/21228]

#### Auszug aus dem Urteil Nr. 18/2001 vom 14. Februar 2001

Geschäftsverzeichnisnummer 1831

*In Sachen:* Präjudizielle Frage in bezug auf Artikel 2 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 27. Juni 1990 zur Gründung eines Flämischen Fonds für die soziale Eingliederung von Behinderten, gestellt vom Kassationshof.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden G. De Baets und M. Melchior, und den Richtern L. François, J. Delruelle, A. Arts, R. Henneuse und M. Bossuyt, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden G. De Baets,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der präjudiziellen Frage*

In seinem Urteil vom 15. November 1999 in Sachen J. Marnef gegen den «Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap», dessen Ausfertigung am 6. Dezember 1999 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat der Kassationshof folgende präjudizielle Frage gestellt:

«Verstößt Artikel 2 des Dekrets des Flämischen Rates vom 27. Juni 1990 zur Gründung eines Flämischen Fonds für die soziale Eingliederung von Behinderten gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, soweit diese gesetzliche Bestimmung Behinderte, die zum Zeitpunkt des Eintritts ihrer Behinderung das fünfundsechzigste Lebensjahr noch nicht vollendet hatten, aber vor diesem Alter keinen Antrag auf Eintragung eingereicht haben, vom Anwendungsbereich des Dekrets und vom Anspruch auf Unterstützung ausschließt, während Personen, die unter den gleichen Umständen vor ihrem fünfundsechzigsten Geburtstag einen Antrag auf Eintragung eingereicht haben, sehr wohl in den Genuß der Unterstützung gelangen können?»

(...)

#### IV. In rechtlicher Beziehung

(...)

B.1. Dem Schiedshof wird die präjudizielle Frage vorgelegt, ob Artikel 2 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 27. Juni 1990 zur Gründung eines Flämischen Fonds für die soziale Eingliederung von Behinderten gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstößt, «soweit diese gesetzliche Bestimmung Behinderte, die zum Zeitpunkt des Eintritts ihrer Behinderung das fünfundsechzigste Lebensjahr noch nicht vollendet hatten, aber vor diesem Alter keinen Antrag auf Eintragung eingereicht haben, vom Anwendungsbereich des Dekrets und vom Anspruch auf Unterstützung ausschließt, während Personen, die unter den gleichen Umständen vor ihrem fünfundsechzigsten Geburtstag einen Antrag auf Eintragung eingereicht haben, sehr wohl in den Genuß der Unterstützung gelangen können».

B.2. Aus den Elementen der Rechtssache wird ersichtlich, daß nur der erste Paragraph von Artikel 2 des Dekrets beanstandet wird; dieser Paragraph bestimmt:

«Dieses Dekret ist auf die Behinderten anwendbar, die zum Zeitpunkt ihres Antrags auf Eintragung das fünfundsechzigste Lebensjahr nicht vollendet haben, und auf die Strukturen, die eine Unterstützung zur sozialen Eingliederung leisten.»

B.3.1. Mittels des Dekrets vom 27. Juni 1990 wurde der Flämische Fonds für die soziale Eingliederung von Behinderten gegründet, der hauptsächlich die Aufgaben einerseits des Landesfonds für die soziale Wiedereingliederung der Behinderten und andererseits des Fonds für sozio-medizinisch-pädagogische Betreuung Behinderter übernimmt (*Parl. Dok.*, Flämischer Rat, 1989-1990, Nr. 318-1, SS. 2 und 6-7, und Nr. 318-5, S. 5).

Der Flämische Fonds hat u.a. die Aufgabe, die Behinderten, die Unterstützung beantragen, einzutragen und dafür zu sorgen, daß die Behinderten, ihre Familienangehörigen oder, in Ermangelung deren, die Personen, die für sie haften, in den Genuß der Unterstützung und der Strukturen kommen können (Artikel 4 Nrn. 2 und 3).

Artikel 7 § 1 bestimmt, welche Behinderten Anspruch auf Anwendung des Dekrets erheben können. Diese Personen müssen gemäß den Bestimmungen von Kapitel V des Dekrets beim Fonds eingetragen werden (Artikel 7 § 2). Die dafür beim Fonds einzureichenden Anträge (Artikel 39) werden durch einen interdisziplinären Bewertungsausschuß untersucht, der in jeder Provinz beim Fonds eingesetzt wird. Der Bewertungsausschuß bestimmt, ob der Antragsteller im Sinne von Artikel 2 § 2 Nr. 1 behindert ist und ob er Unterstützung zur sozialen Eingliederung benötigt. Dieser Ausschuß stützt seine Bewertung auf den interdisziplinären Bericht einer der Instanzen, die diesbezüglich durch den Fonds anerkannt worden sind (Artikel 40). Der Fonds trifft eine Entscheidung darüber, ob aufgrund der durch den Bewertungsausschuß mitgeteilten Bewertung der Behinderung und des durch diesen Ausschuß erstellten individuellen Eingliederungsprotokolls Eintragung und Unterstützung erfolgen oder nicht (Artikel 41).

B.3.2. Den Vorarbeiten zufolge wollte der Dekretgeber den Zugang zu den Strukturen revidieren:

«Nicht der Grad der Behinderung, sondern eine interdisziplinäre Bewertung wird ausschlaggebend dafür sein, von welcher Leistung oder Struktur der Behinderte sinnvoll Gebrauch machen kann.

In diesem Sinn handelt es sich auch um eine zielgerichtete Bewertung. Das heißt, daß nicht nur das Ausmaß der Funktionsstörungen des Behinderten festgestellt wird, sondern daß diese Funktionsstörungen ebenfalls unter dem Gesichtspunkt der für ihn eventuell sinnvollen Leistungen und Strukturen betrachtet werden.

Diese interdisziplinäre Bewertung, bei der sowohl medizinische, psychologische, pädagogische als auch soziale Elemente zum Tragen kommen, wird durch die provincialen Bewertungsausschüsse vorgenommen werden. [...] Auf der Grundlage dieser Bewertung wird ein Eingliederungsprotokoll erstellt, das den Behinderten über die Jahre auf seinem Weg durch die Strukturen begleiten kann, so daß wiederholte Untersuchungen vermieden werden können.» (*Parl. Dok.*, Flämischer Rat, 1989-1990, Nr. 318-1, S. 4)

Aus den Vorarbeiten wird noch ersichtlich, daß der Dekretgeber die vielfältigen Initiativen für Behinderte koordinieren wollte und die Gesamtheit der Strukturen auf einen einzigen Antrag, eine umfassende Bewertung und ein Dossier hin zugänglich machen wollte (*Parl. Dok.*, Flämischer Rat, 1989-1990, Nr. 318-1, SS. 1-3, und Nr. 318-5, SS. 6, 9, 12 und 32).

B.3.3. Die beanstandete Bestimmung beschränkt das Anwendungsgebiet des Dekrets auf «Behinderte, die zum Zeitpunkt ihres Antrags auf Eintragung das fünfundsechzigste Lebensjahr nicht vollendet haben».

Die Vorarbeiten verdeutlichen:

«Die Sorge für Personen, deren Behinderung nach dem fünfundsechzigsten Lebensjahr auftritt, fällt grundsätzlich unter Seniorenpolitik.» (*Parl. Dok.*, Flämischer Rat, 1989-1990, Nr. 318-1, S. 6)

«Behinderte, die bei Erreichen des fünfundsechzigsten Lebensjahres beim Fonds eingetragen sind, werden weiterhin die Intervention des Fonds beanspruchen können.

Wer nach Erreichen des fünfundsechzigsten Lebensjahres aufgrund von Alterserscheinungen behindert wird, kann sich auf die zahlreichen Dienste und Strukturen auf dem Gebiet der Altenpflege berufen.» (ebenda, Nr. 318-5, S. 8)

B.4. Bei der Frage geht es darum, ob die beanstandete Bestimmung diskriminierend ist oder nicht, indem sie Personen, die schon vor dem fünfundsechzigsten Lebensjahr behindert waren, von der Unterstützung zur sozialen Eingliederung ausschließt, wenn sie vor Erreichen dieses Alters keinen Antrag auf Eintragung eingereicht haben, während Personen, die sich in der gleichen Situation befinden und vor Erreichen des fünfundsechzigsten Lebensjahres ihren Antrag eingereicht haben, sehr wohl die Unterstützung in Anspruch nehmen können und diese Unterstützung auch weiterhin beanspruchen können.

B.5. Der Behandlungsunterschied beruht auf einem objektiven Kriterium, und zwar auf dem Alter des Betroffenen zu dem Zeitpunkt, an dem er seinen Antrag beim Flämischen Fonds für die soziale Eingliederung von Behinderten eingereicht hat.

Dieses Unterscheidungskriterium steht in einem angemessenen Verhältnis zur Zielsetzung des Gesetzgebers, Behinderten, die das Seniorenalter noch nicht erreicht haben, mittels eines Antrags den Zugang zur Unterstützung bei ihrer sozialen Eingliederung zu ermöglichen.

Aus der Gegebenheit, daß die Unterstützung, die ein Behinderter auf der Grundlage eines vor Erreichen des fünfundsechzigsten Lebensjahres eingereichten Antrags beanspruchen kann, auch nach Erreichen dieses Alters verfügbar bleibt - insofern sie sich nicht mit gleichartigen Strukturen überschneidet (s. Artikel 6 und 39) -, kann nicht gefolgert werden, daß der Dekretgeber verpflichtet war, auch den Personen eine Unterstützung zur sozialen Eingliederung zu gewähren, die zwar schon vor ihrem fünfundsechzigsten Geburtstag behindert waren, die diese Unterstützung aber nicht erhalten haben, weil sie vor diesem Alter keinen Antrag beim Fonds eingereicht hatten.

B.6. Unter Berücksichtigung des Rechts auf Zugang zu den Diensten und Strukturen auf dem Gebiet der Altenpflege für alle Senioren - unter ihnen die fünfundsechzigjährigen Behinderten, die keinen rechtzeitigen Antrag eingereicht haben - konnte der Dekretgeber die Gewährung der Unterstützung bei der sozialen Eingliederung von einem Antrag und einer Eintragung beim Fonds nach einer Untersuchung durch einen interdisziplinären Bewertungsausschuß abhängig machen. Die Forderung an die Behinderten, vor Erreichen des fünfundsechzigsten Lebensjahres einen Antrag auf eine Unterstützung wegen einer Behinderung einzureichen, steht in einem angemessenen Verhältnis zur Zielsetzung des Dekretgebers.

B.7. Die präjudizielle Frage muß verneinend beantwortet werden.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erkennt für Recht:

Artikel 2 § 1 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 27. Juni 1990 zur Gründung eines Flämischen Fonds für die soziale Eingliederung von Behinderten verstößt nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Verkündet in niederländischer und französischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 14. Februar 2001.

Der Kanzler,

(gez.) P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,

(gez.) G. De Baets.



### COUR D'ARBITRAGE

[C – 2001/21201]

#### Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

Par deux jugements du 11 janvier 2001 en cause de l'Etat belge contre E. Troisfontaines, dont les expéditions sont parvenues au greffe de la Cour d'arbitrage le 18 janvier 2001, le juge de paix du troisième canton de Liège a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 502 du Code des impôts sur les revenus et l'arrêté royal du 10 octobre 1979 pris en exécution dudit Code des impôts sur les revenus en matière de fiscalité immobilière, articles 9 à 18, qui régissent la procédure spéciale d'arbitrage en cas de contestation du revenu cadastral attribué à un immeuble, ne violent-ils pas les articles 10 et 11 de la Constitution en ce sens que, contrairement au cas de l'expertise de droit commun, ce type particulier d'expertise limite au détriment des contribuables la liberté d'investigation et d'appréciation de l'expert-arbitre, restreint le caractère contradictoire des opérations auxquelles celui-ci doit procéder pour l'accomplissement de sa mission et prive le juge de tout pouvoir de contrôle et d'appréciation quant à la mission accomplie et quant à l'évaluation donnée par l'expert-arbitre ? »

Ces affaires sont inscrites sous les numéros 2115 et 2116 du rôle de la Cour et ont été jointes.

Le greffier,

L. Potoms.



### ARBITRAGEHOF

[C – 2001/21201]

#### Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

Bij twee vonnissen van 11 januari 2001 in zake de Belgische Staat tegen E. Troisfontaines, waarvan de expedities ter griffie van het Arbitragehof zijn ingekomen op 18 januari 2001, heeft de vrederechter van het derde kanton Luik de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schenden artikel 502 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en het koninklijk besluit van 10 oktober 1979 tot uitvoering van het genoemde Wetboek van de inkomstenbelastingen op het stuk van onroerende fiscaliteit, namelijk de artikelen 9 tot 18, die de bijzondere arbitrageprocedure regelen in geval van betwisting van het aan een onroerend goed toegekende kadastraal inkomen, niet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in die zin dat, in tegenstelling tot het geval van gemeenrechtelijke schatting, dat bijzondere type van schatting ten nadele van de belastingplichtigen de vrijheid van onderzoek en van beoordeling van de als scheidsrechter optredende deskundige beperkt, het tegenstrijdige karakter beperkt van de verrichtingen waartoe deze moet overgaan om zijn opdracht te vervullen en de rechter elke bevoegdheid inzake toetsing en beoordeling ontzegt ten aanzien de vervulde opdracht en ten aanzien van de door de als scheidsrechter optredende deskundige gegeven schatting ? »

Die zaken zijn ingeschreven onder de nummers 2115 en 2116 van de rol van het Hof en werden samengevoegd.

De griffier,

L. Potoms.



### SCHIEDSHOF

[C – 2001/21201]

#### Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof

In zwei Urteilen vom 11. Januar 2001 in Sachen des Belgischen Staates gegen E. Troisfontaines, deren Ausfertigungen am 18. Januar 2001 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen sind, hat der Friedensrichter des dritten Kantons Lüttich folgende präjudizielle Frage gestellt:

« Verstoßen Artikel 502 des Einkommensteuergesetzbuches und der königliche Erlaß vom 10. Oktober 1979 zur Durchführung des Einkommensteuergesetzbuches im Bereich des Immobiliensteuerwesens, und zwar dessen Artikel 9 bis 18, die das besondere Schiedsverfahren im Falle der Anfechtung des einer Liegenschaft zugeteilten Katastereinkommens regeln, nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, in dem Sinne, daß im Gegensatz zur gemeinrechtlichen Begutachtung diese besondere Art der Begutachtung zum Nachteil der Steuerpflichtigen die Untersuchungs- und Beurteilungsfreiheit des als Schiedsrichter auftretenden Sachverständigen einschränkt, die kontradiktorische Beschaffenheit der Handlungen, die er zur Erfüllung seines Auftrags zu tätigen hat, einschränkt und dem Richter jede Prüfungs- und Beurteilungsbefugnis hinsichtlich des erfüllten Auftrags und hinsichtlich der von dem als Schiedsrichter auftretenden Sachverständigen vorgenommenen Schätzung entzieht? »

Diese Rechtssachen wurden unter den Nummern 2115 und 2116 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen und verbunden.

Der Kanzler,

L. Potoms.

## MINISTERE DES FINANCES

## Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines

*Publications prescrites par l'article 770  
du Code civil*

[2001/53945]

**Succession en déshérence de Beaudoux, Anna**

Beaudoux, Anna, veuve de Van Hevele, Richard Isidore, née à Binche le 6 octobre 1906, fille de Beaudoux, Joseph Alphonse Herman et de Campion, Marie (décédés), domiciliée à Etterbeek, rue Nothomb 17, est décédée à Etterbeek le 18 juin 1996, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, la cour d'appel de Bruxelles a, par arrêt du 30 juin 1999, donné acte à l'Etat belge de sa demande d'envoi en possession, mais a sursi à statuer sur cette demande en attendant l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 770 précité.

Bruxelles, le 3 avril 2001.

Le directeur,  
P. De Mol.

(53945)

**Succession en déshérence de Hebert, Victorine Paulette**

Hebert, Victorine Paulette, veuve de Leger, Jules Simon Louis, née à Nogent-le-Rotrou (France) le 3 avril 1909, fille de Hebert, Pierre Paul et de Le Roy, Victoria Augustine Adolphine (sans autres renseignements), domiciliée à Uccle, avenue Fond'Roy 43, est décédée à Schaerbeek le 29 juillet 1995, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, la cour d'appel de Bruxelles a, par arrêt du 18 novembre 1999, donné acte à l'Etat belge de sa demande d'envoi en possession, mais a sursi à statuer sur cette demande en attendant l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 770 précité.

Bruxelles, le 3 avril 2001.

Le directeur,  
P. De Mol.

(53946)

**Succession en déshérence de Ubaghs, Nestor Jean**

Ubaghs, Nestor Jean Auguste Antoine Joseph, veuf de Dupont, Simonne Céline Ernestine Alexandrine, né à Liège le 15 octobre 1899, fils de Ubaghs, Marie-Pierre et de Bols, Céline Marie (décédés), domicilié à Schaerbeek, chaussée de Haecht 262, est décédé à Schaerbeek le 30 octobre 1993, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, la cour d'appel de Bruxelles a, par arrêt du 18 novembre 1999, donné acte à l'Etat belge de sa demande d'envoi en possession, mais a sursi à statuer sur cette demande en attendant l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 770 précité.

Bruxelles, le 2 avril 2001.

Le directeur,  
P. De Mol.

(53947)

## MINISTERIE VAN FINANCIEN

## Administratie van het kadaster, registratie en domeinen

*Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770  
van het Burgerlijk Wetboek*

[2001/53945]

**Erfloze nalatenschap van Beaudoux, Anna**

Beaudoux, Anna, weduwe van Hevele, Richard Isidore, geboren te Binche op 6 oktober 1906, dochter van Beaudoux, Joseph Adolphe Herman, en van Campion, Marie (beiden overleden), wonende te Etterbeek, Nothombstraat 17, is overleden te Etterbeek op 18 juni 1996, zonder gekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, om namens de Staat, de inbezitstelling te bekomen van de nalatenschap, heeft het hof van beroep te Brussel, bij haar arrest van 30 juni 1999, akte verleend aan de Belgische Staat van zijn aanvraag tot inbezitstelling maar haar beslissing omtrent deze vraag heeft opgeschorst totdat de formaliteiten voorgeschreven bij voornoemd artikel 770 vervuld zijn.

Brussel, 3 april 2001.

De directeur,  
P. De Mol.

(53945)

**Erfloze nalatenschap van Hebert, Victorine Paulette**

Hebert, Victorine Paulette, weduwe van Leger, Jules Simon Louis, geboren te Nogent-le-Rotrou (Frankrijk) op 3 april 1909, dochter van Hebert, Pierre Paul, en van Le Roy, Victoria Augustine Adolphine (zonder meer inlichtingen), wonende te Ukkel, Fond'Roylaan 43, is overleden te Schaerbeek op 29 juli 1995, zonder gekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, om namens de Staat, de inbezitstelling te bekomen van de nalatenschap, heeft het hof van beroep te Brussel, bij haar arrest van 18 november 1999, akte verleend aan de Belgische Staat van zijn aanvraag tot inbezitstelling maar haar beslissing omtrent deze vraag heeft opgeschorst totdat de formaliteiten voorgeschreven bij voornoemd artikel 770 vervuld zijn.

Brussel, 3 april 2001.

De directeur,  
P. De Mol.

(53946)

**Erfloze nalatenschap van Ubaghs, Nestor Jean**

Ubaghs, Nestor Jean Auguste Antoine Joseph, weduwnaar van Dupont, Simonne Céline Ernestine Alexandrine, geboren te Luik op 15 oktober 1899, zoon van Ubaghs, Marie-Pierre en van Bols, Céline Marie, beiden overleden, wonende te Schaerbeek, Haachtsesteenweg 262, is overleden te Schaerbeek op 30 oktober 1993, zonder gekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, om namens de Staat, de inbezitstelling te bekomen van de nalatenschap, heeft het hof van beroep te Brussel, bij haar arrest van 18 november 1999, akte verleend aan de Belgische Staat van zijn aanvraag tot inbezitstelling maar haar beslissing omtrent deze vraag heeft opgeschorst totdat de formaliteiten voorgeschreven bij voornoemd artikel 770 vervuld zijn.

Brussel, 2 april 2001.

De directeur,  
P. De Mol.

(53947)

**Succession en déshérence de Schwitzer, Amélie**

Schwitzer, Amélie, veuve de Coursez, Louis, née à Galatz (Roumanie) le 2 octobre 1905, fille de Schwitzer, Simon et de Orna, Anna (décédés), domiciliée à Etterbeek, rue Baron de Castro 36, est décédée à Etterbeek le 16 septembre 1997, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, la cour d'appel de Bruxelles a constaté dans son arrêt rendu le 30 juin 1999, qu'il appartient à l'Etat de procéder aux trois publications et affichages sans que le juge ait à l'y autoriser.

Bruxelles, le 2 avril 2001.

Le directeur,  
P. De Mol.

(53948)

**Succession en déshérence de Dalas, François Jean**

Dalas, François Jean, veuf de Houben, Lucienne Rosa Julienne, né à Croydon (Grande-Bretagne) le 26 février 1920, fils de Dalas, Marie Lucienne (décédée), domicilié à Bruxelles, rue Terre-Neuve 138, est décédé à Bruxelles le 27 janvier 1998, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, la cour d'appel de Bruxelles a constaté dans l'arrêt rendu le 30 juin 1999, qu'il appartient à l'Etat de procéder aux trois publications et affichages, sans que le juge ait à l'y autoriser.

Bruxelles, le 2 avril 2001.

Le directeur,  
P. De Mol.

(53949)

**Succession en déshérence de Lecomte, Edgard**

Lecomte, Edgard, veuf de Jeanne Degauquier, né à La Bouverie le 28 avril 1906, domicilié à Tournai, rue Despars 94, est décédé à Tournai le 18 février 2000, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Tournai a, par ordonnance du 15 mars 2001, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Mons, le 4 avril 2001.

Le directeur de l'enregistrement,  
F. Faignard.

(53950)

**Succession en déshérence de Chauffureau, Léa**

Chauffureau, Léa Victorine Emilie Ghislaine, veuve de Dumont, Victor, née à Nivelles le 9 novembre 1915, domiciliée à Nivelles, rue Samiette 1, est décédée à Nivelles le 24 février 2000, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Nivelles a, par ordonnance du 1<sup>er</sup> février 2001, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Namur, le 6 avril 2001.

Le directeur régional de l'enregistrement,  
J. Mathieu.

(53951)

**Erfloze nalatenschap van Schwitzer, Amélie**

Schwitzer, Amélie, weduwe van Coursez, Louis, geboren te Galatz (Roemenië) op 2 oktober 1905, dochter van Schwitzer, Simon en van Orna, Anna, beiden overleden, wonende te Etterbeek, Baron de Castrostraat 36, is overleden te Etterbeek op 16 september 1997, zonder gekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, om namens de Staat, de inbezitstelling te bekomen van de nalatenschap, heeft het hof van beroep te Brussel, bij haar arrest van 30 juni 1999, heeft vastgesteld dat de Staat dient over te gaan tot drie bekendmakingen en aanplakkingen zoals voorgeschreven door het voormelde artikel 770, zonder dat de rechter daarvoor toelating dient te geven.

Brussel, 2 april 2001.

De directeur,  
P. De Mol.

(53948)

**Erfloze nalatenschap van Dalas, François Jean**

Dalas, François Jean, weduwnaar van Houben, Lucienne Rosa Julienne, geboren te Croydon (Groot-Brittannië) op 26 februari 1920, zoon van Dalas, Marie Lucienne, overleden, wonende te Brussel, Nieuwlandstraat 138, is overleden te Brussel op 27 januari 1998, zonder gekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, om namens de Staat, de inbezitstelling te bekomen van de nalatenschap, het hof van beroep te Brussel bij arrest van 30 juni 1999 heeft vastgesteld dat de Staat dient over te gaan tot drie bekendmakingen en aanplakkingen zoals voorgeschreven door het voormelde artikel 770, zonder dat de rechter daarvoor toelating dient te geven.

Brussel, 2 april 2001.

De directeur,  
P. De Mol.

(53949)

**Erfloze nalatenschap van Lecomte, Edgard**

Lecomte, Edgard, weduwe van Jeanne Degauquier, geboren te La Bouverie op 28 april 1906, wonende te Tournai, rue Despars 94, is overleden te Tournai op 18 februari 2000, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg te Tournai, bij beschikking van 15 maart 2001, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Bergen, 4 april 2001.

De directeur van de registratie,  
F. Faignard.

(53950)

**Erfloze nalatenschap van Chauffureau, Léa**

Chauffureau, Léa Victorine Emilie Ghislaine, weduwe van Dumont, Victor, geboren te Nijvel op 9 november 1915, wonende te Nijvel, Samiettestraat 1, is overleden te Nijvel op 24 februari 2000, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap heeft de rechtbank van eerste aanleg te Nijvel, bij vonnis van 1 februari 2001, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Namen, 6 april 2001.

De gewestelijke directeur der registratie,  
J. Mathieu.

(53951)

**Succession en déshérence de Callebaut, Gabriëlla Maria Emblema**

Callebaut, Gabriëlla Maria Emblema, célibataire, née à Teralfene (Affligem) le 23 octobre 1903, sans profession, domiciliée à Gand, Sint-Pietersnieuwstraat 115, est décédée à Gand le 16 septembre 1999, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Gand a, par ordonnance du 8 mars 2001, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Gand, le 4 avril 2001.

Le directeur régional de l'enregistrement et des domaines,  
M. Robeys.

(53952)

**Erfloze nalatenschap van Callebaut, Gabriëlla Maria Emblema**

Callebaut, Gabriëlla Maria Emblema, ongehuwd, geboren te Teralfene (Affligem) op 23 oktober 1903, zonder beroep, laatst gehuisvest te 9000 Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 115, is overleden te Gent op 16 september 1999, zonder gekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg te Gent, bij beschikking van 8 maart 2001, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Gent, 4 april 2001.

De gewestelijke directeur der registratie en domeinen,  
M. Robeys.

(53952)

[2001/03190]

**Avis de vacance d'emploi. — Emploi vacant d'auditeur général des finances (rang 15) aux services centraux de l'Administration des douanes et accises du Ministère des Finances. — Appel aux candidats**

Un emploi d'auditeur général des finances est à conférer aux services centraux de l'Administration des douanes et accises du Ministère des Finances.

Peuvent être nommés à ce grade :

- les agents de l'Etat titulaires d'un grade du rang 15;
- les agents du ministère où l'emploi est à conférer, qui sont titulaires d'un grade du rang 13 et qui comptent au moins un an d'ancienneté de grade et douze ans d'ancienneté dans le niveau 1.

Les agents titulaires d'un grade du rang 15 des organismes d'intérêt public auxquels l'arrêté royal du 16 juillet 1998 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics a été rendu applicable, peuvent également être nommés à l'emploi vacant.

Les conditions requises pour se porter candidat doivent être remplies à la date du 1<sup>er</sup> mars 2001.

Description de la fonction :

En général :

Conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du statut des agents de l'Etat, les auditeurs généraux des finances assistent les chefs d'administration dans leur mission de haute administration.

Dans les administrations fiscales, ils sont spécialement chargés de la surveillance au niveau supérieur des services extérieurs. Ils ont également pour mission de promouvoir la collaboration avec le personnel de ces services et avec celui des autres administrations.

En particulier :

L'auditeur général des finances dirige un des services généraux de l'administration centrale des douanes et accises, pour lequel il est désigné par le chef d'administration, compte tenu des nécessités en matière d'organisation.

Ainsi l'auditeur général des finances peut être chargé :

1. des contacts internationaux avec l'Union européenne, le Benelux, l'UEBL, l'Organisation mondiale des douanes et d'autres institutions internationales;

2. de la préparation des points de vue à adopter par le directeur général lors de ses contacts avec les organisations internationales, le Parlement, le Ministre, les assemblées régionales et les autres administrations fiscales en matière de préparation de la politique;

[2001/03190]

**Bekendmaking van een vacante betrekking. — Vacante betrekking van auditeur-generaal van financiën (rang 15) bij de centrale diensten van de Administratie der douane en accijnzen van het Ministerie van Financiën. — Oproep tot kandidaten**

Een betrekking van auditeur-generaal van financiën is te begeven bij de centrale diensten van de Administratie der douane en accijnzen van het Ministerie van Financiën.

Kunnen benoemd worden tot die graad :

- de rijksambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 15;
- de ambtenaren van het ministerie waar de betrekking te begeven is, die titularis zijn van een graad van rang 13 en die ten minste één jaar graadanciënniteit en twaalf jaar anciënniteit in niveau 1 tellen.

De ambtenaren die een graad van rang 15 bekleden bij een instelling van openbaar nut waarop het koninklijk besluit van 16 juli 1998 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten van toepassing werd verklaard, kunnen eveneens benoemd worden in de vacante betrekking.

De vereiste voorwaarden om zich kandidaat te stellen moeten vervuld zijn op datum van 1 maart 2001.

Beschrijving van de functie :

In het algemeen :

Luidens artikel 5 van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het rijkspersoneel, staan de auditeurs-generaal van financiën de administratiechefs bij in hun hoge-administratieopdracht.

In de fiscale administraties worden zij in het bijzonder belast met het toezicht op het hoogste vlak over de buitendiensten. Zij hebben eveneens als opdracht de samenwerking met het personeel van die diensten en met dit van de andere administraties te bevorderen.

In het bijzonder :

De auditeur-generaal van financiën heeft de leiding over één der algemene diensten van de centrale administratie der douane en accijnzen waarvoor hij door de administratiechef, naar gelang van de organisatorische noodwendigheden, wordt aangewezen.

Aldus kan de auditeur-generaal van financiën belast worden met :

1. de internationale contacten met de Europese Unie, de Benelux, de BLEU, de Mondiale Douane Organisatie en andere internationale instanties;

2. de voorbereiding van de standpunten in te nemen door de directeur-generaal bij zijn contacten met de internationale organisaties, het Parlement, de Minister, de deelparlementen en de andere fiscale administraties inzake beleidsvoorbereiding;



3. de l'étude des développements dans la législation et dans la réglementation qui ressortent de la compétence de l'Administration des douanes et accises, de l'élaboration ou de la modification de cette législation et de cette réglementation et de son interprétation;

4. de l'élaboration ou de la modification de manuels et d'instructions relatifs à l'application de la législation et de la réglementation en matière de douane et accises à des fins de perception, de contrôle et de recherche ou en vue d'affaires de recouvrement et de contentieux;

5. de l'étude des développements des méthodes de travail en matière de perception, surveillance, contrôle, recherches, recouvrement des ressources propres des Communautés européennes et des impôts nationaux, poursuites et droit de recours;

6. de la concertation, conforme à la politique fixée, avec d'autres services de l'administration centrale et avec d'autres administrations fiscales, départements, niveaux de décision, groupements sociaux et similaires au sujet tant de la confection que de la modification de la législation et de la réglementation et de son application;

7. de l'étude et de la direction générale des développements et du suivi des projets informatiques initiés tant au niveau international que national;

8. de la définition de la politique et de la concertation en matière de développement des structures organisationnelles et de sa concrétisation en personnel et en autres moyens de fonctionnement;

9. d'activités administratives et de soutien dans le cadre des processus du planning stratégique et de contrôle de gestion;

10. de l'organisation du traitement d'informations administratives;

11. de la supervision du budget et des dépenses;

12. de l'organisation du contrôle interne dans les services extérieurs de l'Administration des douanes et accises.

Qualités souhaitées :

— une bonne connaissance des matières et des procédures propres à l'Administration des douanes et accises, de son organisation et des développements pertinents aux plans nationaux et internationaux dans lesquels elle évolue;

— une bonne connaissance des techniques de management en matière de formulation de stratégie, de mesure de performance, de travail par projet, de contrôle interne et d'analyses comparatives et des milieux nationaux et internationaux dans lesquels ces techniques évoluent;

— aptitude à diriger, à motiver et à inspirer les collaborateurs;

— faculté d'adaptation, capacité d'écoute et sens du dialogue, de la concertation et de la négociation;

— sens des responsabilités;

— persévérance et force de travail;

— aptitude à l'organisation méthodique et au respect des échéances;

— capacité de gestion des problèmes;

— aptitude à l'organisation, esprit d'analyse et de synthèse;

— intérêt pour les innovations;

— flexibilité et intérêt soutenu pour une formation permanente.

3. de studie van de ontwikkelingen in de wet- en regelgeving die ressorteert onder de bevoegdheid van de Administratie der douane en accijnzen, de vormgeving of wijziging van die wet- en regelgeving en de interpretatie ervan;

4. de vormgeving of wijziging van handboeken en instructies over de toepassing van de wet- en regelgeving inzake douane en accijnzen met het oog op innings-, controle- en opsporingsdoelinden of met het oog op invorderings- en geschilzaken;

5. de studie van de ontwikkelingen in de werkmethoden op het gebied van inning, toezicht, controle, opsporing, invordering van de eigen middelen van de Europese Gemeenschappen en van de nationale belastingen, vervolging en beroepsrecht;

6. het beleidsmatig overleg met andere diensten van de centrale administratie en met andere fiscale besturen, departementen, bestuurslagen, maatschappelijke groeperingen en dergelijke over de totstandkoming of de wijziging van de wet- en regelgeving en over de toepassing ervan;

7. de studie en de algemene leiding van de ontwikkeling en de opvolging van zowel op internationaal als op nationaal niveau geïnitieerde informaticaprojecten;

8. het uitstippelen van het beleid en het voeren van het overleg rond de ontwikkeling van organisatiestructuren en de invulling ervan met personeel en andere werkingsmiddelen;

9. het verrichten van administratieve en ondersteunende werkzaamheden in het kader van het strategisch plannings- en verantwoordingsproces;

10. de organisatie van de bestuurlijke informatievoorziening;

11. de supervisie van de budgettering en de uitgaven;

12. de organisatie van de interne controle in de buitendiensten van de Administratie der douane en accijnzen.

Gewenste eigenschappen :

— een goede kennis bezitten van de materie en van de procedures eigen aan de Administratie der douane en accijnzen, van de organisatie ervan en van de relevante nationale en internationale ontwikkelingen waarin zij evolueert;

— een goede kennis hebben van managementtechnieken rond strategieformulering, prestatiemeting, projectwerking, interne controle en vergelijkende analyses, en van het nationaal en internationaal milieu waarbinnen deze technieken evolueren;

— zin hebben voor het geven van leiding en het motiverend en inspirerend omgaan met medewerkers;

— beschikken over inlevingsvermogen, luisterbereidheid en zin voor dialoog, overleg en onderhandeling;

— blijf geven van verantwoordelijkheidszin;

— beschikken over doorzettingsvermogen en grote werkkraft;

— zin hebben voor methodische aanpak en planmatige activiteit;

— beschikken over het vermogen tot probleemoplossend werken;

— beschikken over organisatietalent, analyse- en synthesevermogen;

— openstaan voor vernieuwingen;

— flexibel ingesteld zijn en bereid zijn tot permanente vervolmaking.

Les candidats intéressés sont invités à faire parvenir leur candidature, par lettre recommandée à la poste, à M. le Secrétaire général du Ministère des Finances, rue de la loi 14 à 1000 Bruxelles, dans un délai de dix jours ouvrables qui commence à courir le premier jour ouvrable qui suit la parution du présent avis au *Moniteur belge* (le cachet de la poste faisant foi).

La lettre de candidature doit mentionner au minimum : la date, le nom, les prénoms et le grade du candidat et le ministère ou l'organisme d'intérêt public dont il relève.

Il sera accusé réception des candidatures.

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

De belangstellende kandidaten worden verzocht hun kandidaatstelling per ter post aangetekende brief te richten aan de heer Secretaris-generaal van het Ministerie van Financiën, Wetstraat 14 te 1000 Brussel, binnen een termijn van tien werkdagen die ingaat op de eerste werkdag volgend op de publicatie van dit bericht in het *Belgisch Staatsblad* (poststempel geldt als bewijs).

In de sollicitatiebrief moeten minstens worden vermeld : de datum, de naam, voornamen en graad van de gegadigde, en het ministerie of de instelling van openbaar nut waaronder hij ressorteert.

Ontvangst zal gemeld worden van de kandidaatstellingen.

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

**MINISTERE DES CLASSES MOYENNES  
ET DE L'AGRICULTURE**

[C - 2001/16103]

**Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants  
Mandats au sein du conseil d'administration**

Le mandat de certains membres du conseil d'administration de l'I.N.A.S.T.I. viendra à expiration le 9 août 2001.

Il s'agit de :

— 12 mandats revenant à des représentants des travailleurs indépendants autres que les agriculteurs;

— 3 mandats revenant à des représentants des agriculteurs;

— 5 mandats revenant à des représentants des organisations familiales.

Les organisations professionnelles agricoles, les autres organisations de travailleurs indépendants ainsi que les organisations familiales qui remplissent les conditions fixées à l'article 95 de l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, modifié par les arrêtés royaux des 23 décembre 1970, 20 décembre 1980 et 28 mars 1983, sont invitées à proposer leurs candidats ou candidates.

Conformément à la loi, les organisations intéressées doivent présenter deux candidatures pour chaque mandat qu'elles souhaitent se voir conférer.

Il est précisé à toutes fins utiles que le mandat des membres sortants est renouvelable.

Les présentations de candidats ou candidates doivent dans les dix jours de la publication du présent avis parvenir au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes, rue Marie-Thérèse 1, à 1000 Bruxelles.

Les organisations sont priées d'indiquer pour chacune des personnes présentées la date de naissance ainsi que l'adresse complète.

**MINISTERIE VAN MIDDENSTAND  
EN LANDBOUW**

[C - 2001/16103]

**Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen  
Mandaten in de schoot van de raad van beheer**

Het mandaat van bepaalde leden van de raad van beheer van het R.S.V.Z. verstrijkt op 9 augustus 2001.

Het gaat om :

— 12 mandaten die toekomen aan vertegenwoordigers van de zelfstandigen andere dan de landbouwers;

— 3 mandaten die toekomen aan vertegenwoordigers van de landbouwers;

— 5 mandaten die toekomen aan vertegenwoordigers van de gezinsorganisaties.

De professionele landbouworganisaties, de andere organisaties van zelfstandigen en de gezinsorganisaties die de voorwaarden vervullen bepaald bij artikel 95 van het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 23 december 1970, 20 december 1980 en 28 maart 1983, worden hierbij verzocht hun kandidaten, mannen of vrouwen, voor te dragen.

De betrokken organisaties dienen, zoals de wet het voorschrijft, voor elk mandaat dat zij zich wensen toegekend te zien, twee candidaturen voor te dragen.

Voor zover het nodig is, wordt gepreciseerd dat het mandaat van de uittrekkende leden hernieuwbaar is.

De voordrachten van kandidaten, mannen of vrouwen, dienen, binnen tien dagen na de publikatie van dit bericht, toe te komen bij de Minister van Landbouw en Middenstand, M. Theresiastraat 1, te 1000 Brussel.

De organisaties worden verzocht voor elk van de voorgedragen personen de geboortedatum alsmede het volledig adres te vermelden.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE**

[2001/41101]

**MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP**

**Departement Algemene Zaken en Financiën**

**SAMENVATTING VAN DE MAANDELIJKE SCHATKISTTOESTAND**

**Toestand op 31 januari 2001**

(in mio. BEF)

**Titel A. — Oorsprong van de schuld**

Afdeling I. – Netto te financieren saldo

1. Netto te financieren saldo van vorige jaren : – 39 878

2. Netto te financieren saldo van het lopend jaar :

|   | Vorige maanden 2000 | Januari 2001    | 1 maand 2001    |
|---|---------------------|-----------------|-----------------|
|   | –                   | –               | –               |
| Kasontvangsten .....                    | 0                   | 55 928          | 55 928          |
| Thesaurieverrichtingen .....            | 0                   | 3 451           | 3 451           |
| <b>Totaal ontvangsten .....</b>         | <b>0</b>            | <b>59 379</b>   | <b>59 379</b>   |
| Kasuitgaven .....                       | 0                   | 68 751          | 68 751          |
| Thesaurieverrichtingen .....            | 0                   | 7 440           | 7 440           |
| <b>Totaal uitgaven .....</b>            | <b>0</b>            | <b>76 191</b>   | <b>76 191</b>   |
| <b>Netto te financieren saldo .....</b> | <b>0</b>            | <b>– 16 812</b> | <b>– 16 812</b> |
| <b>Totaal 1 + 2 .....</b>               |                     |                 | <b>– 56 690</b> |

Afdeling II. – Kasoverschotten

|                                       | Lopend jaar | Totaal   |
|---------------------------------------|-------------|----------|
|                                       | –           | –        |
| a. Beleggingen.....                   | 0           | 0        |
| b. Zichtrekening (diensten MVG) ..... | 0           | 0        |
| c. Zichtrekening (DAB's) .....        | 0           | 0        |
| <b>Totaal.....</b>                    | <b>0</b>    | <b>0</b> |

Afdeling III. – Nominale stand van de indirecte schuld omgezet in directe schuld

|  | Vorige jaren | Lopend jaar | Totaal |
|--|--------------|-------------|--------|
|  | –            | –           | –      |
|  | 62 635       | – 3         | 62 632 |

## Titel B. – Nominale stand van de schuld

|   | Vorige jaren | Aflossingen<br>lopend jaar | Opnames<br>lopend jaar | Totaal   |
|---|--------------|----------------------------|------------------------|----------|
|   | –            | –                          | –                      | –        |
| a. Geconsolideerde schuld.....                      | 110 232      | – 4 003                    | 0                      | 106 229  |
| b. Middelkorte schuld (van 1 maand tot 1 jaar)..... | 0            | 0                          | 0                      | 0        |
| Discontoverrichtingen.....                          | 0            | 0                          | 0                      | 0        |
| c. Vlottende schuld (max. 1 maand).....             | 0            | 0                          | 0                      | 0        |
| d. Zichtrekening (Diensten MVG).....                | 0            | 0                          | 54 159                 | 54 159   |
| e. Zichtrekening (DAB's).....                       | 0            | 0                          | – 41 066               | – 41 066 |
| f. Totaal.....                                      | 110 232      | – 4 003                    | 13 093                 | 119 322  |

## Titel C. – Thesaurie- en ordeverrichtingen zonder invloed op het N.F.S.

|  | Vorige jaren | Lopend jaar | Totaal |
|--|--------------|-------------|--------|
|  | –            | –           | –      |
|  | 0            | 0           | 0      |

## Samenvatting

|                   |         |         |         |
|-------------------|---------|---------|---------|
| Afdeling I.....   | 56 690  |         |         |
| Afdeling II.....  | 0       |         |         |
| Afdeling III..... | 62 632  | Titel B | 119 322 |
| Titel A.....      | 119 322 | Titel C | 0       |
| Totaal.....       | 119 322 | Totaal  | 119 322 |

## Uitvoering van de begroting op kasbasis (in mio. BEF.)

|  | Maand<br>01/2001 | 1 maand<br>2001 |
|--|------------------|-----------------|
|  | –                | –               |
| Ontvangsten – vorige jaren.....            | –                | –               |
| – lopend jaar.....                         | 55 928           | 55 928          |
| Totaal kasontvangsten.....                 | 55 928           | 55 928          |
| – Thesaurieverrichtingen.....              | 3 451            | 3 451           |
| 1. Totaal ontvangsten.....                 | 59 379           | 59 379          |
| Uitgaven – vorige jaren.....               | 6 628            | 6 628           |
| – lopend jaar.....                         | 62 123           | 62 123          |
| Totaal kasuitgaven.....                    | 68 751           | 68 751          |
| – Thesaurieverrichtingen.....              | 7 440            | 7 440           |
| 2. Totaal uitgaven.....                    | 76 191           | 76 191          |
| 3. Netto te financieren saldo (1 – 2)..... | – 16 812         | – 16 812        |
| 4. Werkelijke schuldvariatie (= 3).....    | – 16 812         | – 16 812        |
| 5. Aflossingen van de schuld.....          | – 4 000          | – 4 000         |
| 6. Bruto te financieren saldo (4 + 5)..... | – 20 812         | – 20 812        |

## ONTVANGSTEN VLAAMSE GEMEENSCHAP 2001 (in mio. BEF)

Maand : januari 2001

|   | maand<br>01/2001 | 1 maand<br>2001 |
|---|------------------|-----------------|
|   | —                | —               |
| 1. Gewestelijke belastingen   |                  |                 |
| Registratierechten .....  | 1 671,4          | 1 671,4         |
| Spelen en weddenschappen .....  | 40,1             | 40,1            |
| Automatische ontspanningstoestellen .....                             | 222,0            | 222,0           |
| Openingsbelasting .....   | 18,7             | 18,7            |
| Verkeersbelasting .....   | p.m.             | p.m.            |
|   | <hr/>            | <hr/>           |
| Subtotaal 1 .....   | 1 952,2          | 1 952,2         |
|   | <hr/>            | <hr/>           |
| Onroerende voorheffing .....  | 85,9             | 85,9            |
| Successierechten .....  | 1 897,9          | 1 897,9         |
| Nalatingheidsintresten .....  | 40,7             | 40,7            |
| 2. Gedeelde belastingen (Gemeenschap)                                 |                  |                 |
| Personenbelasting .....   | 9 819,5          | 9 819,5         |
| B.T.W. ....   | 18 307,6         | 18 307,6        |
| 3. Samengevoegde belastingen (Gewest)                                 |                  |                 |
| Personenbelasting .....   | 21 290,5         | 21 290,5        |
|   | <hr/>            | <hr/>           |
| Subtotaal 2+3 .....   | 49 417,6         | 49 417,6        |
|   | <hr/>            | <hr/>           |
| 4. Gemeenschapsbelastingen .....                                      | 329,5            | 329,5           |
| 5. Trekkingsrechten (art. 35 BW 16.1.1989) .....                      | 0,0              | 0,0             |
| 6. Univers. onderwijs buitenl. studenten (art. 62 BW 16.1.1989) ..... | 94,9             | 94,9            |
| 7. Andere ontvangsten .....   | 2 109,6          | 2 109,6         |
|   | <hr/>            | <hr/>           |
| Subtotalen .....  | 55 928,3         | 55 928,3        |
|   | <hr/>            | <hr/>           |
| Thesarie-ontvangsten (OV voor G en P .....                            | 3 450,4          | 3 450,4         |
| Algemeen totaal .....   | 59 378,7         | 59 378,7        |

**PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS**  
**WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN**

**Chambres législatives — Wetgevende Kamers**

**CHAMBRE DES REPRESENTANTS DE BELGIQUE**

[C – 2001/19310]

**Réunions publiques des commissions**

Ordre du jour

*Mercredi 18 avril 2001*

Commission de la Justice

Continuation de l'ordre du jour de la réunion du mardi.

*Mercredi 18 avril 2001*

Commission des Affaires sociales

1. Question de M. Pierre Chevalier au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "la viabilité des régimes de pensions en Belgique".

2. Question de M. Bruno Van Grootenbrulle au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "le problème de la pension minimum dans le régime des travailleurs indépendants en cas de carrière mixte".

3. Question de M. Koen Bultinck au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "les factures impayées des hôpitaux et des maisons de repos".

4. Question de Mme Anne-Mie Descheemaeker au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "certaines maladies chroniques".

5. Interpellation n° 751 de M. Jean-Jacques Viseur au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "la décision de remboursement des médicaments "Plavix" et "Iscover".

6. Question de M. Peter Vanvelthoven au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "les arriérés de cotisations à l'ONSS de clubs de football au 1<sup>er</sup> mars 2001".

7. Question de Mme Trees Pieters au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "le remboursement de référence pour les médicaments".

8. Question de M. Jo Vandeurzen au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "la création de centres multidisciplinaires de la douleur (CMD)".

9. Question de M. Richard Fournaux au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "la politique de santé en faveur des diabétiques".

10. Question de M. François Bellot au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "la liste fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés".

11. Question de Mme Annemie Van de Casteele au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "la condition liée à l'âge pour le versement de pensions complémentaires".

12. Projet de loi assurant la mise en œuvre de l'accord interprofessionnel 2001-2002 en matière de vacances annuelles. — A déposer par le gouvernement.

13. Proposition de loi (MM. Daniel Bacquelaine, Eric van Weddingen et Olivier Chastel) abrogeant les articles 68 à 68quinquies de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales et instaurant la suppression progressive de la retenue sur pensions prévue par ces articles.

**BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

[C – 2001/19310]

**Openbare commissievergaderingen**

Dagorde

*Woensdag 18 april 2001*

Commissie voor de Justitie

Voortzetting van de agenda van de vergadering van dinsdag.

*Woensdag 18 april 2001*

Commissie voor de Sociale Zaken

1. Vraag van de heer Pierre Chevalier tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de leefbaarheid van de pensioenen in België".

2. Vraag van de heer Bruno Van Grootenbrulle tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "het probleem van het minimumpensioen in het stelsel van de zelfstandigen in geval van een gemengde loopbaan".

3. Vraag van de heer Koen Bultinck tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de onbetaalde facturen van ziekenhuizen en rusthuizen".

4. Vraag van Mevr. Anne-Mie Descheemaeker tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "bepaalde chronische ziekten".

5. Interpellatie nr. 751 van de heer Jean-Jacques Viseur tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de beslissing tot terugbetaling van de geneesmiddelen "Plavix" en "Iscover".

6. Vraag van de heer Peter Vanvelthoven tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de RSZ-achterstallen van voetbalclubs per 1 maart 2001".

7. Vraag van Mevr. Trees Pieters tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de referentierugbetaling voor geneesmiddelen".

8. Vraag van de heer Jo Vandeurzen tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de oprichting van multidisciplinaire pijncentra (MPC's)".

9. Vraag van de heer Richard Fournaux tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "het gezondheidsbeleid ten aanzien van diabetici".

10. Vraag van de heer François Bellot tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de lijst tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten".

11. Vraag van Mevr. Annemie Van de Casteele tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de leeftijdsvoorwaarde voor de uitbetaling van aanvullende pensioenen".

12. Wetsontwerp tot uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2001-2002 inzake jaarlijkse vakanties. — In te dienen door de regering.

13. Wetsvoorstel (de heren Daniel Bacquelaine, Eric van Weddingen en Olivier Chastel) tot opheffing van de artikelen 68 tot 68quinquies van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen en tot invoering van de geleidelijke afschaffing van de bij die artikelen bepaalde afhouding op de pensioenen.

14. Proposition de loi (MM. Georges Clerfayt, Olivier Maingain et Daniel Bacquelaïne) modifiant l'article 42bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

*Mercredi 18 avril 2001*

Commission achats militaires

Auditions concernant les compensations économiques :

- du Prof. Wally Struys, chef du département Economie et Gestion de l'Ecole royale militaire;
- de M. Rasquin, président du "Belgian Defense & Security Industry Group" (BDIG);
- de représentants du "Sociaal Economische Raad voor Vlaanderen" (SERV), du Conseil économique et social de la Région wallonne (CESRW) et du Conseil économique et social de la Région Bruxelles-Capitale;
- de représentants du Groupe de la Recherche et d'Information pour la Paix et la Sécurité (GRIP).

*Mercredi 18 avril 2001*

Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

1. Projet et proposition de loi joints :

- Projet de loi modifiant l'article 23, § 1<sup>er</sup>, de la loi électorale communale et l'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi électorale provinciale, en ce qui concerne le nom des femmes-candidates. — Transmis par le Sénat.
- Proposition de loi (M. Pierre Lano) modifiant l'article 116 du Code électoral, l'article 11 de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales et l'article 23 de la loi électorale communale.

(Continuation, clôture et votes.)

(Rapporteur : M. Charles Janssens.)

(Avis du comité d'avis pour l'Emancipation sociale.)

2. Projet de loi complétant l'article 317 de la nouvelle loi communale. — Transmis par le Sénat.

3. Projet et proposition de loi joints :

- Projet de loi modifiant la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage.
- Proposition de loi (M. Yves Leterme et Mme Joke Schauvliege) modifiant la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage.

4. Question de M. Charles Janssens au Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration, sur "la publicité des examens linguistiques".

5. Suivi de la réforme des services de police.

Questions et interpellation jointes :

— Question de M. Bart Laeremans au Ministre de l'Intérieur, sur "les exigences linguistiques imposées aux agents de police dans les communes à facilités".

— Question de M. Charles Janssens au Ministre de l'Intérieur, sur "l'avenir des brevets d'officiers de la police communale dans le cadre de la réforme des polices".

— Interpellation n° 750 de M. Filip De Man au Premier Ministre, sur "la dotation de la police fédérale".

(La réponse sera fournie par le Ministre de l'Intérieur.)

— Question de M. Yves Leterme au Ministre de l'Intérieur, sur "la dégradation de fait des "gardes champêtres uniques" et des "commisaires de brigade" dans le cadre de la réforme des services de police".

— Question de M. Marcel Hendrickx au Ministre de l'Intérieur, sur "les assurances et la réforme des services de police".

— Question de M. Marcel Hendrickx au Ministre de l'Intérieur, sur "la désignation des médecins dans le cadre de la protection médicale du personnel des services de police".

14. Wetsvoorstel (de heren Georges Clerfayt, Olivier Maingain et Daniel Bacquelaïne) tot wijziging van artikel 42bis van de arbeidsongevalwet van 10 april 1971.

*Woensdag 18 april 2001*

Commissie legeraankopen

Hoorzitting over de economische compensaties met :

- prof. Wally Struys, hoofd van het departement Economie en Beheer van de Koninklijke Militaire School;
- de heer Rasquin, voorzitter van de Belgian Defense & Security Industry Group (BDIG);
- vertegenwoordigers van de Sociaal Economische Raad voor Vlaanderen (SERV), van de "Conseil économique et social de la Région wallonne (CESRW)" en van de Sociale Economische Raad voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;
- met vertegenwoordigers van de "Groupe de la Recherche et d'Information pour la Paix et la Sécurité" (GRIP).

*Woensdag 18 april 2001*

Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt

1. Samengevoegd wetsontwerp en wetsvoorstel :

— Wetsontwerp tot wijziging van artikel 23, § 1, van de gemeentekieswet en artikel 11, § 1, van de provinciekieswet, inzake de naam van vrouwelijke kandidaten. — Overgezonden door de Senaat.

— Wetsvoorstel (de heer Pierre Lano) tot wijziging van artikel 116 van het algemeen kieswetboek, artikel 11 van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, en artikel 23 van de gemeentekieswet.

(Voortzetting, sluiting en stemmingen.)

(Rapporteur : de heer Charles Janssens.)

(Advies van het adviescomité voor Maatschappelijke Emancipatie.)

2. Wetsontwerp tot aanvulling van artikel 317 van de nieuwe gemeentewet. — Overgezonden door de Senaat.

3. Samengevoegd wetsontwerp en wetsvoorstel :

— Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten.

— Wetsvoorstel (de heer Yves Leterme en Mevr. Joke Schauvliege) tot wijziging van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten.

4. Vraag van de heer Charles Janssens tot de Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen over "de openbaarmaking van de taalexamens".

5. Opvolging van de politiehervorming.

Samengevoegde vragen en interpellatie :

— Vraag van de heer Bart Laeremans tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de taalvereisten voor politieagenten in faciliteiten-gemeenten.

— Vraag van de heer Charles Janssens tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de toekomst van de brevetten van officier van de gemeentepolitie in het kader van de politiehervorming".

— Interpellatie nr. 750 van de heer Filip De Man tot de Eerste Minister, over "de federale politiedotatie".

(Het antwoord zal worden verstrekt door de Minister van Binnenlandse Zaken.)

— Vraag van de heer Yves Leterme tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de feitelijke degradatie van de "enige veldwachters" en "brigadecommissarissen" in het kader van de politiehervorming".

— Vraag van de heer Marcel Hendrickx tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de verzekeringen en de politiehervorming".

— Vraag van de heer Marcel Hendrickx tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de aanduiding van artsen inzake de medische bescherming van het politiepersoneel".

— Question de M. Marcel Hendrickx au Ministre de l'Intérieur, sur "la date de l'éventuelle mise en œuvre de l'article 238 de la loi sur la police intégrée".

6. Question de M. Servais Verherstraeten au Ministre de l'Intérieur, sur "le camion-extincteur à poudre pour les services d'incendie".

7. Question de M. Vincent Decroly au Ministre de l'Intérieur, sur "la rumeur selon laquelle certaines expulsions se pratiqueraient désormais à bord d'avions cargos".

8. Question de Mme Claudine Drion au Ministre de l'Intérieur, sur "la célébration du 50<sup>e</sup> anniversaire de la convention relative au statut des réfugiés, adoptée le 28 juillet 1951".

9. Question de M. Francis Van den Eynde au Ministre de l'Intérieur, sur "l'interdiction faite par le Ministre au vice-gouverneur de Bruxelles d'être entendu par le Parlement flamand".

10. Poursuite de l'ordre du jour du matin.

*Mercredi 18 avril 2001*

Commission des Pétitions

1. Remise officielle du rapport annuel 2000 du Collège des médiateurs fédéraux.

2. Présentation du rapport annuel du Collège des médiateurs fédéraux par les médiateurs fédéraux, MM. P.-Y. Monette et H. Wuyts.

3. Priorité "recommandations du Collège des médiateurs fédéraux". Problématiques de la transparence et de la loyauté de l'administration vis-à-vis de l'utilisateur des services publics.

*Mercredi 18 avril 2001*

Commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques

1. Interpellation n° 679 de M. Gerolf Annemans au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur "l'adjudication des travaux au Centre international de presse (IPC)".

2. Question de Mme Karine Lalieux au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur "la libéralisation du secteur postal".

3. Question de M. Luc Sevenhans au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur "le transfert de bâtiments appartenant à la gendarmerie".

4. Question de Mme Karine Lalieux au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur "le rachat d'Artis-Historia" par La Poste".

5. Question de M. Daan Schalck au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur "l'accès gratuit à l'internet pour les écoles".

6. Question de M. Olivier Chastel à la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, sur "les investissements en matière de sécurité dans le plan décennal de la SNCB".

7. Question de M. Peter Vanvelthoven à la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, sur "la nouvelle date qui a été annoncée pour la mise en service temporaire du tracé historique du Rhin de fer".

8. Question de M. Luc Paque à la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, sur "l'obtention du permis de conduire pour les véhicules agricoles".

9. Question de M. Daan Schalck à la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, sur "l'accident ferroviaire à Pérot".

10. Question de M. Daan Schalck à la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, sur "l'accord conclu au sein du gouvernement sur l'avenir de la SNCB".

11. Proposition de loi (M. Thierry Giet) modifiant, en ce qui concerne la circulation en contresens sur autoroute, l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'arrêté royal du 7 avril 1976 désignant les infractions graves au règlement général sur la police de la circulation routière.

— Vraag van de heer Marcel Hendrickx tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "het tijdstip van mogelijke in toepassing brengen van artikel 238 van de WGP".

6. Vraag van de heer Servais Verherstraeten tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de poederbluswagen van de brandweer".

7. Vraag van de heer Vincent Decroly tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "het gerucht dat sommige uitwijzingen voortaan per vrachtvliegtuig zouden gebeuren".

8. Vraag van Mevr. Claudine Drion tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de viering van de 50<sup>e</sup> verjaardag van de op 28 juli 1951 goedgekeurde overeenkomst betreffende het vluchtelingenstatuut".

9. Vraag van de heer Francis Van den Eynde tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "het verbod van de Minister aan de vice-gouverneur van Brussel om door het Vlaams Parlement gehoord te worden".

10. Voortzetting van de agenda van de ochtendvergadering.

*Woensdag 18 april 2001*

Commissie voor de Verzoekschriften

1. Officiële overhandiging van het jaarverslag 2000 van het College van de federale ombudsmannen.

2. Voorstelling van het jaarverslag 2000 van het College van de federale ombudsmannen door de federale ombudsmannen, de heren Wuyts en P.-Y. Monette.

3. Prioriteit "aanbevelingen van het College van federale ombudsmannen". Doorzichtigheid en loyaliteit van de administratie ten opzichte van de gebruiker van de openbare diensten.

*Woensdag 18 april 2001*

Commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de Overheidsbedrijven

1. Interpellatie nr. 679 van de heer Gerolf Annemans tot de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, over "de gunning van de werken aan het Internationaal Perscentrum".

2. Vraag van Mevr. Karine Lalieux tot de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, over "de liberalisering van de postdiensten".

3. Vraag van de heer Luc Sevenhans tot de Minister van Telecommunicatie, Overheidsbedrijven en Participaties, over "de overdracht van rijkswachgebouwen".

4. Vraag van Mevr. Karine Lalieux tot de Minister van Telecommunicatie, Overheidsbedrijven en Participaties, over "de aankoop van "Artis-Historia" door De Post".

5. Vraag van de heer Daan Schalck tot de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, over "de gratis internet-aansluiting voor scholen".

6. Vraag van de heer Olivier Chastel tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, over "de investeringen voor meer veiligheid in het tienjarenplan van de NMBS".

7. Vraag van de heer Peter Vanvelthoven tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, over "de nieuwe aangekondigde datum voor de tijdelijke ingebruikname van het historische tracé van de IJzeren Rijn".

8. Vraag van de heer Luc Paque tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, over "het verkrijgen van het rijbewijs voor landbouwvoertuigen".

9. Vraag van de heer Daan Schalck tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, over "het treinongeval in Pérot".

10. Vraag van de heer Daan Schalck tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, over "het akkoord binnen de regering over de toekomst van de NMBS".

11. Wetsvoorstel (de heer Thierry Giet) tot wijziging, wat het rijden in tegengestelde richting op de autosnelweg betreft, van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en het koninklijk besluit van 7 april 1976 tot aanwijzing van de zware overtredingen van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.



*Mercredi 18 avril 2001*

Sous-commission Cour des comptes

Examen du 157<sup>e</sup> Cahier de la Cour des comptes.

Régie des bâtiments : opération de "Sale and lease back" dans le cadre de la liquidation de la Régie des transports maritimes (R.T.M.). (pp. 238-242).

(Rapporteur : M. Eric van Weddingen.)

*Jeudi 19 avril 2001*

Commission parlementaire de concertation

1. Projet de loi modifiant les articles 4, 8, 9, 12 et 13 de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du Grand Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993.

Demande d'urgence du Gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

2. Projet de loi modifiant la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage.

Demande d'urgence du Gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

3. Projet de loi confirmant les dispositions relatives aux cotisations obligatoires de l'arrêté royal du 15 octobre 2000 relatif aux cotisations obligatoires et contributions volontaires dues par le secteur de l'alimentation animale au Fonds pour l'indemnisation d'entreprises agricoles touchées par la crise de la dioxine.

Demande d'urgence du Gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

4. Projet de loi portant confirmation de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant la contribution aux frais de fonctionnement, de personnel et d'installation de la commission des jeux de hasard due par les titulaires de licences de classe A, B, C et E.

Demande d'urgence du Gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

5. Projet de loi relatif aux témoins anonymes.

Demande d'urgence du Gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

*Jeudi 19 avril 2001*

Commission chargée des problèmes de droit commercial et économique

Projet de loi modifiant la loi du 8 août 1997 sur les faillites, la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire et le Code des sociétés.

Amendements de MM. Vandeurzen, Bourgeois et consorts et Lano et consorts.

Propositions de loi jointes :

— Proposition de loi (M. Jean-Pierre Grafé) modifiant l'article 101, alinéa 2, de la loi du 8 août 1997 sur les faillites.

— Proposition de loi (MM. Geert Bourgeois, Karel Van Hoorebeke et Alfons Borginon) modifiant la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire.

*Woensdag 18 april 2001*

Subcommissie Rekenhof

Onderzoek van het 157<sup>e</sup> Boek van het Rekenhof.

Regie der Gebouwen : "Sale and lease back" - operatie in het kader van de vereffening van de Regie voor Maritiem Transport (RMT) (blz. 239-243).

(Rapporteur : de heer Eric van Weddingen.)

*Donderdag 19 april 2001*

Parlementaire Overlegcommissie

1. Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 4, 8, 9, 12 en 13 van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 1994 door de regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een eurovignet, overeenkomstig richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993.

Spoedbehandeling gevraagd door de Regering (toepassing van artikel 80 van de Grondwet en artikel 12, § 2, van de wet van 6 april 1995 houdende inrichting van de parlementaire overlegcommissie).

2. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten.

Spoedbehandeling gevraagd door de Regering (toepassing van artikel 80 van de Grondwet en artikel 12, § 2, van de wet van 6 april 1995 houdende inrichting van de parlementaire overlegcommissie).

3. Wetsontwerp tot bekrachtiging van de bepalingen betreffende de verplichte bijdragen van het koninklijk besluit van 15 oktober 2000 betreffende de verplichte en vrijwillige bijdragen verschuldigd door de veevoedersector aan het Fonds voor de schadeloosstelling van landbouwbedrijven getroffen door de dioxinecrisis.

Spoedbehandeling gevraagd door de Regering (toepassing van artikel 80 van de Grondwet en artikel 12, § 2, van de wet van 6 april 1995 houdende inrichting van de parlementaire overlegcommissie).

4. Wetsontwerp tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot vaststelling van de bijdrage in de werkings-, personeels- en oprichtingskosten van de kansspelcommissie verschuldigd door de houders van de vergunningen A, B, C en E.

Spoedbehandeling gevraagd door de Regering (toepassing van artikel 80 van de Grondwet en artikel 12, § 2, van de wet van 6 april 1995 houdende inrichting van de parlementaire overlegcommissie).

5. Wetsontwerp betreffende de anonieme getuigen.

Spoedbehandeling gevraagd door de Regering (toepassing van artikel 80 van de Grondwet en artikel 12, § 2, van de wet van 6 april 1995 houdende inrichting van de parlementaire overlegcommissie).

*Donderdag 19 april 2001*

Commissie belast met de problemen inzake handels- en economisch recht

Wetsontwerp tot wijziging van de faillissementswet van 8 augustus 1997, de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk akkoord en het Wetboek van vennootschappen.

Amendementen van de heren Vandeurzen, Bourgeois c.s. en Lano c.s.

Toegevoegde wetsvoorstellen :

— Wetsvoorstel (de heer Jean-Pierre Grafé) tot wijziging van artikel 101, tweede lid, van de faillissementswet van 8 augustus 1997.

— Wetsvoorstel (de heren Geert Bourgeois, Karel Van Hoorebeke en Alfons Borginon) tot wijziging van de wet van 17 juli 1997 op het gerechtelijk akkoord.

Amendement de M. Bourgeois.

— Proposition de loi (MM. Jo Vandeurzen, Stefaan De Clerck et Karel Van Hoorebeke) modifiant la loi du 8 août 1997 sur les faillites.

— Proposition de loi (MM. Jo Vandeurzen, Karel Van Hoorebeke et Stefaan De Clerck) modifiant la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire.

(Continuation.)

(Rapporteuse : Mme Anne Barzin.)

*Vendredi 20 avril 2001*

Commissions réunies du Comité d'avis chargé de Questions européennes, de la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique et de la Commission de la Justice

(Réunion commune avec les commissions analogues du Sénat.)

Colloque sur la politique européenne d'asile et d'immigration en collaboration avec le Groupe d'Etudes politiques européennes (GEPE).

Amendement van de heer Bourgeois.

— Wetsvoorstel (de heren Jo Vandeurzen, Stefaan De Clerck en Karel Van Hoorebeke) tot wijziging van de faillissementswet van 8 augustus 1997.

— Wetsvoorstel (de heren Jo Vandeurzen, Karel Van Hoorebeke en Stefaan De Clerck) tot wijziging van de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk akkoord.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : Mevr. Anne Barzin.)

*Vrijdag 20 april 2001*

Gemeenschappelijke vergadering van het Adviescomité voor Europese Aangelegenheden, van de Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt en van de Commissie voor de Justitie

(Gemeenschappelijke vergadering met de analoge commissies van de Senaat.)

Colloquium over het Europese asiel- en migratiebeleid in samenwerking met de Studiegroep Europese Politiek (SEP).

## SENAT DE BELGIQUE

[2001/19307]

### Séances plénières

#### Ordre du jour

Jeudi 19 avril 2001

a) le matin, à 10 heures :

Débat sur la SNCB.

b) l'après-midi, à 15 heures :

1. Prise en considération de propositions.
2. Questions orales.
3. Demandes d'explications :

a) de M. Olivier de Clippele au Premier Ministre, sur « la promotion du commerce extérieur dans les accords du Lambermont »;

b) de Mme Erika Thijs au Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur « l'emploi des pesticides dans les pays en voie de développement et les risques pour la santé »;

c) de M. Georges Dallemagne au Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur « l'indemnisation des victimes du Cidex »;

d) de M. Vincent Van Quickenborne au Ministre de l'Intérieur, sur « les nominations des bourgmestres »;

e) de Mme Anne-Marie Lizin au Ministre de l'Intérieur, sur « l'intervention de la police locale dans la procédure d'éloignement du territoire belge des demandeurs d'asile déboutés »;

f) de M. Michiel Maertens au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes, sur « la désignation d'un conseiller laïque pour la pêche maritime »;

g) de M. Johan Malcorps au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes, sur « la dissémination de poissons transgéniques »;

h) de M. René Thissen au Ministre de la Justice, sur « l'exemption de tout paiement de droit d'auteur pour le prêt public »;

i) de M. Jacques D'Hooghe au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur « la Sabena ».

## BELGISCHE SENAAT

[2001/19307]

### Plenaire vergaderingen

#### Agenda

Donderdag 19 april 2001

a) 's ochtends, te 10 uur :

Debat over de NMBS.

b) 's namiddags, te 15 uur :

1. Inoverwegingneming van voorstellen.
2. Mondelinge vragen.
3. Vragen om uitleg :

a) van de heer Olivier de Clippele aan de Eerste Minister, over « de promotie van de buitenlandse handel in de Lambermont-akkoorden »;

b) van Mevr. Erika Thijs aan de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over « het gebruik van pesticiden in de ontwikkelingslanden en de gezondheidsrisico's »;

c) van de heer Georges Dallemagne aan de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over « de schadeloosstelling van de Cidex-slachtoffers »;

d) van de heer Vincent Van Quickenborne aan de Minister van Binnenlandse Zaken, over « de benoemingen van burgemeesters »;

e) van Mevr. Anne-Marie Lizin aan de Minister van Binnenlandse Zaken, over « het optreden van de lokale politie bij de procedure voor de verwijdering van het Belgisch grondgebied van uitgeprocedeerde asielzoekers »;

f) van de heer Michiel Maertens aan de Minister van Landbouw en Middenstand, over « de aanstelling van een moreel consulent voor de zeevisserij »;

g) van de heer Johan Malcorps aan de Minister van Landbouw en Middenstand, over « de verspreiding van transgene vissen »;

h) van de heer René Thissen aan de Minister van Justitie, over « de vrijstelling van het betalen van auteursrechten bij uitlening aan het publiek »;

i) van de heer Jacques D'Hooghe aan de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, over « Sabena ».

## Institutions régionales — Gewestelijke instellingen

### CONSEIL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[2001/31144]

#### Réunions publiques de commissions

Ordre du jour

Jeudi 19 avril 2001, à 14 h 30 m

(Palais du Parlement bruxellois, salle 206) \*

Commission de l'Aménagement du territoire,  
de l'Urbanisme et de la Politique foncière

Interpellation de M. Yaron Pesztat (F) à M. Willem Draps, Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et du Transport rémunéré des Personnes, concernant « le rôle de la Région dans l'imposition des charges d'urbanisme ».

Question orale de M. Serge de Patoul (F) à M. Willem Draps, Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Aménagement du territoire, des Monuments et Sites et du Transport rémunéré des Personnes, concernant « l'avenir de la gare du Luxembourg ».

Question orale jointe de M. Yaron Pesztat (F), concernant « les actes de vandalisme dans la gare du Luxembourg ».

Question orale de Mme Evelyne Huytebroeck (F) à MM. François-Xavier de Donnea, Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique et Willem Draps, Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Aménagement du territoire, des Monuments et Sites et du Transport rémunéré des Personnes, concernant « les projets d'une nouvelle organisation du tri postal ».

Jeudi 19 avril 2001, de 12 heures à 14 h 30 m

(Palais du Parlement bruxellois, salle de commission 323) \*  
(Une collation sera servie)

Commission des Affaires économiques, chargée de la Politique économique, de l'Energie, de la Politique de l'emploi et de la Recherche scientifique

Thème des « discriminations à l'embauche ». Projet de recommandations.

Rapporteurs : Mmes Anne-Françoise Theunissen et Sfia Bouarfa.

Poursuite de la discussion des considérants et des recommandations. Eventuellement votes.

Mardi 24 avril 2001, à 11 h 30 m

(Palais du Parlement bruxellois, salle des séances plénières) \*

Commissions réunies des Finances, du Budget, de la Fonction publique, des Relations extérieures et des Affaires générales et des Affaires économiques, chargée de la Politique économique, de l'Energie, de la Politique de l'emploi

Réunion avec les attachés commerciaux de la Région de Bruxelles-Capitale à l'étranger.

Echange de vues. Questions et réponses. Buffet.

Voir programme et, pour les membres des deux commissions concernées, formulaire d'inscription en annexe.

\* Sauf les cas visés, à l'article 33.1 a et b du Règlement, les réunions de commission sont publiques, sous réserves des dispositions de l'alinéa 2 du même article.

### BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE RAAD

[2001/31144]

#### Openbare commissievergaderingen

Agenda

Donderdag 19 april 2001, om 14 u. 30 m.

(Paleis van het Brussels Parlement, commissiezaal 206) \*

Commissie voor de Ruimtelijke Ordening,  
de Stedenbouw en het Grondbeleid

Interpellatie van de heer Yaron Pesztat (F) tot de heer Willem Draps, Staatssecretaris bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Bezoldigd Vervoer van Personen, betreffende « de rol van het Gewest bij het opleggen van stedenbouwkundige lasten ».

Mondelinge vraag van de heer Serge de Patoul (F) aan de heer Willem Draps, Staatssecretaris bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Bezoldigd Vervoer van Personen, betreffende « de toekomst van het Luxemburgstation ».

Toegevoegde mondelinge vraag van de heer Yaron Pesztat (F), betreffende « het vandalisme in het Luxemburgstation ».

Mondelinge vraag van Mevr. Evelyne Huytebroeck (F) aan de heren François-Xavier de Donnea, Minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek en Willem Draps, Staatssecretaris bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Bezoldigd Vervoer van Personen, betreffende « de plannen voor een nieuwe organisatie voor het sorteren van de poststukken ».

Donderdag 19 april 2001 van 12 uur tot 14 u. 30 m.

(Paleis van het Brussels Parlement, commissiezaal 323) \*  
(Een lichte maaltijd zal worden aangeboden)

Commissie voor de Economische Zaken, belast met het Economisch Beleid, de Energie, het Werkgelegenheidsbeleid en het Wetenschappelijk Onderzoek

Onderwerp « discriminaties bij de aanwerving ». Ontwerp van aanbevelingen.

Rapporteurs : Mevr. Anne-Françoise Theunissen en Mevr. Sfia Bouarfa.

Voortzetting van de bespreking van de consideransen en de aanbevelingen. Eventueel stemmingen.

Dinsdag 24 april 2001, om 11 u. 30 m.

(Paleis van het Brussels Parlement,  
zaal van de plenaire vergadering) \*

Verenigde Commissies voor de Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, Externe Betrekkingen en Algemene Zaken en voor de Economische Zaken, belast met het Economische Beleid, de Energie, het Werkgelegenheidsbeleid en het Wetenschappelijk Onderzoek

Vergadering met de handelsattachés van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het buitenland.

Gedachtenwisseling. Vragen en antwoorden. Buffet.

Zie programma en, voor de commissieleden van de twee betrokken commissies, het bijgaande inschrijvingsformulier.

\* Behalve in de gevallen bedoeld in artikel 33.1 a en b van het Reglement, zijn de vergaderingen van de commissies openbaar, onder voorbehoud van de bepalingen van het tweede lid van hetzelfde artikel.

## Avis divers

### Verschillende berichten

Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)  
Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)

*Gemeente Knokke-Heist*

Bijzonder plan van aanleg  
Bestemmingsplan-ontwerp — Bericht van onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen brengt ter kennis dat de gemeenteraad in zitting van 29 maart 2001 het ontwerp B.P.A. K-03 « Zeedijk-Nellenslaan », bevattende een plan van de bestaande toestand en een bestemmingsplan met afzonderlijke stedenbouwkundige voorschriften en bijhorende memorie van toelichting, voorlopig heeft aangenomen.

Het B.P.A. omvat het gebied rond het Casino begrensd door Meerlaan, Jozef Nellenslaan, Meerminlaan en Zeedijk-Albertstrand.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, wordt over het ontwerp B.P.A. een openbaar onderzoek gehouden, dat begint op 19 april 2001 en eindigt op 18 mei 2001.

Het dossier ligt ter inzage op de dienst stadsontwikkeling/stedenbouw, 1<sup>e</sup> verdieping, in het stadhuis te Knokke-Heist, A. Verweeplein 1, alle werkdagen van 9 tot 12 uur, behalve de zaterdag.

Alle bezwaren en opmerkingen dienen vóór het einde van het onderzoek schriftelijk ter kennis gebracht aan het college van burgemeester en schepenen, Alfred Verweeplein 1, te 8300 Knokke-Heist.

Knokke-Heist, 19 april 2001. (9447)

## Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

« S.A. Camet A.G. », société anonyme,  
Prümer Straße 19, 4780 Sankt Vith

H.R. Eupen 46391 — MWSt 418.203.325

Die Aktionäre der Firma Camet S.A. werden zu der am Freitag, den 4. Mai 2001, um 15 Uhr, im Sitz der Gesellschaft, Rodterstraße 26, stattfinden den ordentlichen Generalversammlung herzlich eingeladen.

Tagesordnung :

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Revisionskommissars über das Geschäftsjahr 2000.
2. Vorlegung und Genehmigung des Jahresabschlusses zum 31. Dezember 2000.

3. Beschlußfassung über die Verwendung des Reingewinns.
  4. Entlastung des Verwaltungsrates und des Revisionskommissars.
  5. Statutengemässe Ernennungen.
- Aktionäre, die an der Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, Ihre Gesellschaftsanteile vor der Generalversammlung bei der Gesellschaft in Sankt Vith zu hinterlegen.
- (8071) Der Verwaltungsrat.

**Société nationale des Chemins de Fer belges,  
société anonyme de droit public,  
rue de France 85, 1060 Bruxelles**

*Convocation à l'assemblée générale des actionnaires*

L'assemblée générale statutaire des actionnaires de la Société nationale des Chemins de Fer belges aura lieu le vendredi 27 avril 2001, à 9 h 30 m, dans la salle des conférences de la direction générale (salle C), rue de France 85, à Bruxelles.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration sur les opérations de l'exercice 2000.
2. Rapport du collège des commissaires sur les comptes annuels au 31 décembre 2000.
3. Rapport des commissaires-réviseurs sur les comptes consolidés de l'exercice 2000.
4. Comptes annuels et comptes consolidés. Affectation du résultat.  
Proposition de décision : approbation des comptes annuels et des comptes consolidés de l'exercice 2000 ainsi que de l'affectation du résultat de l'exercice 2000.
5. Décharge aux administrateurs.  
Proposition de décision : accorder la décharge aux administrateurs.
6. Décharge aux commissaires.  
Proposition de décision : accorder la décharge aux commissaires et aux commissaires-réviseurs.
7. Divers.

Le présent avis tient lieu de convocation.

L'assemblée générale des actionnaires se compose des propriétaires des actions privilégiées ou de jouissance et des actions ordinaires.

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les titulaires d'actions au porteur sont tenus de déposer les actions, au plus tard le 19 avril 2001, dans un des établissements désignés ci-après :

en Belgique : Banque Nationale de Belgique, Banque Fortis, Banque Bruxelles Lambert, KBC-Bank : leurs sièges, succursales et agences;

aux Pays-Bas : ABN Amro Bank, à Amsterdam;

en Suisse : UBS à Zurich : son siège, ses succursales et agences en Suisse. (8095)

**Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen,  
naamloze vennootschap van publiek recht,  
Frankrijkstraat 85, 1060 Brussel**

*Bijeenroeping van de algemene vergadering van de aandeelhouders*

De statutaire algemene vergadering van de aandeelhouders van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen zal plaatshebben op vrijdag 27 april 2001, om 9 u. 30 m., in de conferentiezaal van de algemene directie (zaal C), Frankrijkstraat 85, te Brussel.

Agenda :

1. Beleidsverslag van de raad van bestuur over de verrichtingen in het dienstjaar 2000.
2. Verslag van het college van commissarissen over de jaarrekening per 31 december 2000.
3. Verslag van de commissarissen-revisoren over de geconsolideerde jaarrekening van het boekjaar 2000.

4. Jaarrekening en geconsolideerde jaarrekening. Resultaatverwerking.

Beslissingsvoorstel : goedkeuring van de jaarrekening en de geconsolideerde jaarrekening van het boekjaar 2000 alsook van de verwerking van het resultaat van het boekjaar 2000.

5. Kwijting aan de bestuurders.

Beslissingsvoorstel : kwijting verlenen aan de bestuurders.

6. Kwijting aan de commissarissen.

Beslissingsvoorstel : kwijting verlenen aan de commissarissen en commissarissen-revisoren.

7. Varia.

Dit bericht geldt als uitnodiging.

De algemene vergadering van de aandeelhouders bestaat uit de bezitters van preferente aandelen of van bewijzen van deelgerechtigdheid en van gewone aandelen.

Om aan de algemene vergadering te mogen deelnemen, moeten de houders van aandelen aan toonder deze aandelen uiterlijk op 19 april 2001 deponeren bij één der hierna vermelde instellingen :

in België : Nationale Bank van België, Fortis Bank, Bank Brussel Lambert, KBC-Bank : hun zetels, bijkantoren en agentschappen;

in Nederland : ABN Amro Bank, te Amsterdam;

in Zwitserland : UBS te Zurich, haar zetel, bijkantoren en agentschappen in Zwitserland. (8095)

—————

**Nationalgesellschaft der Belgischen Eisenbahnen,  
öffentlich-rechtliche Aktiengesellschaft,  
rue de France 85, 1060 Brüssel**

—

*Einberufung zur Generalversammlung der Aktionäre*

Die ordentliche Generalversammlung der «Nationalgesellschaft der Belgischen Eisenbahnen» wird am Freitag, den 27. April 2001, um 9 Uhr 30 Minuten, im Konferenzsaal der Generaldirektion (Saal C), rue de France 85, in Brüssel stattfinden.

Tagesordnung:

1. Geschäftsbericht des Verwaltungsrates über das Geschäftsjahr 2000.

2. Bericht des Kollegiums der Kommissare über die Ergebnisrechnung — Stichtag 31. Dezember 2000.

3. Bericht der Kommissar-Revisoren bezüglich der konsolidierten Konten für das Geschäftsjahr 2000.

4. Ergebnisrechnungen und konsolidierte Konten — Zuweisung der Ergebnisse.

Beschlußvorschlag: Genehmigung der Ergebnisrechnungen und der konsolidierten Konten für das Geschäftsjahr 2000, sowie der Zuweisung der Ergebnisse für das Geschäftsjahr 2000.

5. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates.

Beschlußvorschlag: Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder.

6. Entlastung der Mitglieder des Kollegiums der Kommissare.

Beschlußvorschlag: Entlastung der Mitglieder des Kollegiums der Kommissare und der Kommissar-Revisoren.

7. Verschiedenes.

Diese Anzeige gilt als Einladung.

Die Generalversammlung setzt sich aus den Inhabern von Vorzugs- oder Genußaktien und von Stammaktien zusammen.

Die Inhaber von Inhaberaktien, die an der Generalversammlung teilzunehmen wünschen, müssen ihre Aktien spätestens am 20. April 2001 bei einer der nachstehend angeführten Stellen hinterlegt haben:

In Belgien: Banque Nationale de Belgique, Banque Fortis, Banque Bruxelles Lambert, KBC-Bank: ihre Sitze, Niederlassungen und Agenturen;

In den Niederlanden: ABN Amro Bank, Amsterdam;

In der Schweiz: UBS, Zürich, ihr Sitz, ihre Niederlassungen und Agenturen in der Schweiz. (8095)

**Covalux, société anonyme,  
rue Joesph Calozet 11, 6870 Awenne**

—

Assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 27 avril 2001, à 15 heures, au siège social, rue Joesph Calozet 11, à 6870 Awenne. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Rapport du commissaire-réviseur. 3. Discussion et approbation des comptes annuels 2000. 4. Affectation du résultat. 5. Décharge des administrateurs et du commissaire-réviseur. 6. Conversion et adaptation du capital social en euro. 7. Démission et nomination d'un administrateur. 8. Renouvellement des mandats d'administrateurs. Se conformer à l'article 18 des statuts. (9254)

—————

**Immobilière A.G.B., société anonyme,  
rue des Fonds 8, 1380 Lasne**

R.C. Nivelles 67442

—

L'assemblée générale ordinaire se réunira à 5000 Namur, chaussée de Charleroi 65, le 27 avril 2001, à 14 h 30 m. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Lecture et approbation des comptes annuels arrêtés au 30 novembre 2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge à donner au conseil d'administration et à l'administrateur délégué. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres 5 jours francs avant la réunion, chaussée de Charleroi 65, à 5000 Namur. (9255)

—————

**Immobilière Quoilin, société anonyme,  
chaussée de Marche 457, 5101 Namur (Erpent)**

R.C. Namur 49964 — T.V.A. 424.186.938

—

Convocation à l'assemblée générale ordinaire du 27 avril 2001, qui se tiendra à 17 heures au siège social, chaussée de Marche 457, à 5101 Erpent et dont l'ordre du jour sera le suivant :

1. Rapport de gestion, lecture et examen du bilan et du compte de résultats.

2. Discussion et réponses aux questions posées par les actionnaire.

3. Vote sur l'approbation des comptes, sur l'approbation du résultat et la décharge à donner aux administrateurs.

4. Renouvellement des mandats des administrateurs.

5. Divers. (9256)

—————

**Horizon Systems, société anonyme,  
avenue Slegers 48, bte 1, 1200 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 620528 — T.V.A. 462.455.418

—

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration.

2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000.

3. Affectation des résultats.

4. Décharge aux administrateurs.

5. Conversion du capital en euro. (9257)

**Van Vugt, société anonyme,  
boulevard de Smet de Naeyer 585, 1020 Bruxelles**

T.V.A. 421.307.523

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 27 avril 2001, à 15 heures, au siège social de la société.

Ordre du jour :

1. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000.
2. Affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux administrateurs.
4. Conversion du capital en euro.

Pour assister à l'assemblée générale se conformer à l'article 8 des statuts. (9258)

**Lelong & Cie, société anonyme,  
quai du Canal 1, 7601 Roucourt**

R.C. Tournai 35182

Assemblée générale extraordinaire, au siège social, le 26 avril 2001 à 11 h 30 m.

Ordre du jour :

1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000.
2. Examen de la situation comptable arrêtée au 31 mars 2001.
3. Décharge aux administrateurs.
4. Constatation de l'état de cessation de paiement.
5. Application des dispositions légales en matière de sociétés commerciales et plus particulièrement dans le cadre de la discussion du point 4 ci-dessus.
6. Divers.

Pour y assister, se conformer à l'article 26 des statuts. (9259)

**Fonderies du Lion, société anonyme,  
route Axiale 5, 5660 Frasnes-lez-Couvin**

R.C. Dinant 348

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire de la société qui se tiendra le 26 avril 2001 à 11 heures à Couvin, avenue de la Libération 46, en l'étude de Me Jean-Louis Dineur, notaire, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Rapports détaillés du conseil d'administration et du commissaire-réviseur établis conformément aux articles 582, 596 et 598 du nouveau Code des sociétés et portant sur :

- l'émission d'actions nouvelles en dessous du pair comptable;
- la suppression de droit de souscription préférentielle.

2. Augmentation du capital à concurrence de deux millions quatre cent septante-huit mille neuf cent trente-cinq euro pour le porter de dix millions neuf cent sept mille trois cent quinze euro à treize millions trois cent quatre-vingt six mille deux cent cinquante euro, par la création de 5 282 actions nouvelles, sans mention de valeur nominale, du même type et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes et participant aux résultats de la société à partir de leur création.

Ces actions nouvelles seront immédiatement souscrites en espèces au prix de 469,28 euro chacune, soit sous le pair comptable de 1 209,50 euro, et entièrement libérées à la souscription.

3. Suppression du droit de souscription préférentielle, au profit de la Région wallonne, représentée par la société anonyme Sogepa ayant son siège social à Liège.

4. Souscription et libération des actions nouvelles.

5. Constatation de la souscription, de la libération et de la réalisation effective de l'augmentation de capital.

6. Mise en concordance des statuts par la modification des articles 5, 6 et 7ter conformément aux décisions prises sur les points qui précèdent.

7. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre sur les objets qui précèdent.

Dépôt des titres au porteur au siège social, cinq jours au moins avant l'assemblée.

Pour le conseil d'administration, l'administrateur délégué, Rudy Cyris. (9260)

**Office de Crédit au Commerce et à l'Industrie, société anonyme,  
rue Louvetain 40, 4130 Tilff-Esneux**

R.C. Liège 160314

Assemblée générale ordinaire et conseil d'administration le 27 avril 2001, à 14 heures, en l'étude du notaire Olivier de Clippele, à Bruxelles, avenue Louise 85, avec pour :

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000.
3. Décharge aux administrateurs.
4. Confirmation pour autant que de besoin, de l'approbation des précédents rapports de conseil d'administration et comptes annuels déposés à la Banque Nationale, des mandats et de la décharge de tous les mandats d'administrateurs antérieurs au 31 décembre 2000. Approbation et décharge des mandats encours.
5. Nomination d'un nouveau conseil d'administration. Réunion de celui-ci pour élire le président et les administrateurs délégués, et fixer les pouvoirs et la rémunération éventuelle de ces derniers.
6. Augmentation de capital à concurrence de BEF 3 221 par incorporation de réserves et conversion du capital en 186 000 EUR.
7. Autorisation à conférer au conseil d'administration aux fins d'augmenter le capital social jusqu'à concurrence de 304 000 EUR maximum et de limiter ou supprimer le droit de préférence dans l'intérêt social conformément à la loi, dans le cadre du capital autorisé.
8. Modification des statuts en conséquence et pour modifier les pouvoirs de signature des administrateurs et administrateurs-délégués, ainsi que la représentation de la société, et mise à jour conformément au nouveau Code des sociétés.

Dépôt des titres au siège social cinq jours au moins avant la date de l'assemblée.

(9261)

Le conseil d'administration.

**Précision Mosane, société anonyme,  
rue des Bonnes Villes 54, 4020 Liège**

T.V.A. 451.232.815

L'assemblée du 4 avril n'ayant pas atteint le quorum, une seconde assemblée générale ordinaire se réunira le 26 avril 2001, à 10 heures au siège social.

Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des bilan et comptes de résultat. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (9262)

**O.C.A.  
Omnium de Constructions électriques  
et d'Appareillage, société anonyme,  
chaussée de Tubize 489, 1420 Braine-l'Alleud**

R.C. Nivelles 37897 – T.V.A. 403.136.255

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège social, chaussée de Tubize 489, à 1420 Braine-l'Alleud, le jeudi 26 avril 2001, à 11 h 30 m.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion et rapport des commissaires.
2. Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. Affectation du résultat.
3. Décharge aux administrateurs et aux commissaires.
4. Conversion du capital en euro. — Modification statutaire.
5. Conseil d'administration : nominations statutaires.

6. Renouvellement d'un mandat de commissaire et fixation des émoluments.

Pour prendre part à cette assemblée, les actionnaires auront à se conformer à l'article 29 des statuts. Les dépôts de titres seront reçus au siège social jusqu'au vendredi 20 avril 2001 inclusivement.

(9263)

Le conseil d'administration.

**Sherlock's Bruxelles, société anonyme,  
rue des Chapeliers 22-24, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 584135 – T.V.A. 452.594.773

Convocation à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra à 1000 Bruxelles, rue Royale 55, le 27 avril 2001, à 14 h 30 m, ayant pour ordre du jour :

1. Rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises en application de l'article 602 du Code des sociétés.

2. Rapport du conseil d'administration en application de l'article 559 du Code des sociétés.

3. Augmentation de capital à concurrence de BEF 524 786 par la création de 4 006 actions du même type, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes et participant aux bénéfices à partir de leur création, qui seront attribuées en contrepartie d'un rapport de créances en compte-courant.

4. Apport et libération des actions nouvelles.

5. Seconde augmentation de capital à concurrence de BEF 1 999 846 par la création de 15 266 actions du même type, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes et participant aux bénéfices à partir de leur souscription, à libérer entièrement par un apport en espèces, au prix de BEF 131 par action.

6. Fixation de la période et des modalités de souscription.

7. Modification de l'objet social pour y ajouter l'activité de Cybercafé, permettant de donner accès via les établissements exploités par la société à une clientèle privée ou professionnelle par la mise à disposition d'ordinateurs, téléphones ou assimilés pour les différents services et fournisseurs des réseaux Internet, Minitel ou Télénet ou tout autre réseau d'informations, accessible par ligne téléphonique, câble, satellite ou autres moyens techniques permettant le transport de données.

8. Modification des statuts : pour les adapter aux décisions qui précèdent, pour les actualiser et pour les adapter au Code des sociétés.

9. Démission et nomination d'administrateurs.

10. Pouvoirs.

(9264)

Le conseil d'administration.

**Compagnie immobilière de Belgique, société anonyme,  
avenue Jean Dubrucq 175/1, 1080 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 25847 – T.V.A. 405.966.675

**Assemblée générale ordinaire**

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se réunira le mercredi 9 mai 2001, à 10 h 30 m, avenue Jean Dubrucq 175, à 1080 Bruxelles (Molenbeek-Saint-Jean).

Ordre du jour :

1. Rapports du conseil d'administration et du commissaire-réviseur.  
2. Proposition d'approuver les comptes annuels au 31 décembre 2000.  
Proposition de distribuer un dividende net de BEF 2,05 EUR par action.

3. Proposition de donner décharge au administrateurs et au commissaire-réviseur pour l'exercice 2000.

4. Nominations statutaires :

Proposition de renouveler le mandat d'administrateur de M. Alain Devos, pour une durée de six ans.

Proposition de renouveler le mandat d'administrateur de M. Gaëtan Piret, pour une durée de six ans.

Proposition d'élire définitivement Mme Thérèse Dhaenens, comme administrateur en vue d'achever le mandat de Mme Brigitte Gouder de Beauregard, démissionnaire à la date du 31 décembre 2000.

5. Séparation des activités immobilières, patrimoniales et industrielles de la Compagnie immobilière de Belgique - Pouvoirs au conseil d'administration.

L'article 34 des statuts détermine les conditions d'admission à l'assemblée.

Les dépôts d'actions au porteur seront reçus jusqu'au 3 mai 2001 inclus, au siège social ainsi qu'aux guichets des sièges et agences des banques ci-après :

Fortis Banque.

KBC Bank.

Banque Degroof.

(9265)

Le conseil d'administration

**Immobiëlen Vennootschap van België, naamloze vennootschap,  
Jean Dubrucq laan 175/1, 1080 Brussel**

H.R. Brussel 25847 – BTW 405.966.675

**Jaarvergadering**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering die zal gehouden worden op woensdag 9 mei 2001, om 10 u. 30 m., te 1080 Brussel (Sint-Jans-Molenbeek), Jean-Dubrucq laan 175.

Dagorde :

1. Verslagen van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.  
2. Voorstel tot het goedkeuren van de jaarrekening per 31 december 2000.

Voorstel om een nettodividend van EUR 2,05 per aandeel uit te keren.

3. Voorstel om decharge te verlenen aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor voor het boekjaar 2000.

4. Statutaire benoemingen :

Voorstel om het mandaat van bestuurder van de heer Alain Devos, te hernieuwen voor een periode van zes jaar.

Voorstel om het mandaat van bestuurder van de heer Gaëtan Piret, te hernieuwen voor een periode van zes jaar.

Voorstel tot definitieve benoeming van Mevr. Thérèse Dhaenens, als bestuurder teneinde het mandaat van Mevr. Brigitte Gouder de Beauregard, ontslagnemend op datum van 31 december 2000, te volbrengen.

5. Scheiding van de vastgoed-, patrimonium- en industriële activiteiten van de Immobiëlen Vennootschap van België - Machten aan de raad van bestuur.

Het artikel 34 der statuten bepaalt de toelatingsvoorwaarden tot de vergadering.

Het neerleggen der aandelen aan toonder kan geschieden tot en met donderdag 3 mei 2001, op de maatschappelijke zetel, of bij de volgende financiële instellingen :

Fortis Bank.

KBC Bank.

Bank Degroof.

(9265)

De raad van bestuur.

**Arlex, société anonyme,  
avenue Sabin 6, 1300 Wavre**

R.C. Nivelles 86150 – T.V.A. 402.740.832

Assemblée générale ordinaire au siège social, le 26 avril 2001, à 10 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (9266)

**Gagest, société anonyme,  
à 7333 Tertre**

R.C. Mons 125326 – T.V.A. 446.539.894

Assemblée générale ordinaire du 27 avril 2001, à 9 heures, tenue au siège social, rue Glineur 47, à 7333 Tertre. — Ordre du jour : Rapport des administrateurs. Approbation des bilan et compte de profits et pertes. Affectation du résultat. Décharge aux administrateurs. Divers. Se conformer aux statuts. (9267)

**Garage Probus, société anonyme,  
place Liedts 5, 1030 Schaerbeek**

R.C. Bruxelles 4930 – T.V.A. 402.644.327

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale de la société qui se tiendra en l'étude de Me Pierre Nicaise, notaire, allée du Bois du Bercuit 14, à 1390 Grez-Doiceau, le 27 avril 2001, à 8 h 30 m, avec les points suivant à son ordre du jour :

1. Lecture du rapport de gestion.
2. Discussion et approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2000.
3. Décharge aux administrateurs.
4. Proposition de suppression de la valeur nominale des actions représentative du capital social.
5. Proposition d'augmentation du capital social à concurrence d'un million deux cent un mille septante-quatre (1 201 074) francs belges pour le porter de un million trois cent mille (1 300 000) francs belges à deux millions cinq cent un mille septante-quatre (2 501 074) francs belges par incorporation des réserves à due concurrence, sans création d'actions nouvelles mais par augmentation à due concurrence de la valeur intrinsèque de chacune des actions représentatives du capital social.
6. Proposition de conversion du capital social à l'euro.
7. Proposition de modification et d'adaptations des articles : 2, 4, 5 alinéa 1<sup>er</sup> et 2, 9 alinéa 1<sup>er</sup> et 2, 10 alinéa 4, 11 alinéa 3, 12, 15, 17, 19, 20, 22, 24, 25, 27 et 29 des statuts pour les mettre en conformité avec la dernière réforme du droit des sociétés, l'entrée en vigueur du nouveau Code des sociétés, ainsi que pour les mettre en concordance avec les modifications statutaires figurant aux points précédents de l'ordre du jour.
8. Coordination des statuts et délégation de pouvoirs.
9. Divers.

Attendu qu'une assemblée générale s'est tenue récemment avec le même ordre du jour mais sans réunir le quorum de présence légalement requis, la présente assemblée générale pourra valablement délibérer, quel que soit le nombre d'actions représentées.

(9268) Le conseil d'administration.

**Garage Quoilin, société anonyme,  
chaussée de Marche 457, 5101 Namur (Erpent)**

R.C. Namur 49965 – T.V.A. 424.186.443

Convocation à l'assemblée générale ordinaire du 27 avril 2001, qui se tiendra à 18 heures, au siège social, chaussée de Marche 457, à 5101 Erpent et dont l'ordre du jour sera le suivant :

1. Rapport de gestion, lecture et examen du bilan et du compte de résultats.
2. Discussion et réponses aux questions posées par les actionnaires.
3. Vote sur l'approbation des comptes, sur l'approbation du résultat et la décharge à donner aux administrateurs.
4. Renouvellement des mandats des administrateurs.
5. Divers. (9269)

**Garage Willy Heerinckx, société anonyme,  
Grand-Route 49, 1435 Mont-Saint-Guibert**

R.C. Nivelles 55671 – T.V.A. 428.388.226

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (9270)

**Gemaplast, société anonyme,  
à 4280 Hannut, rue Joseph Wauters 21**

R.C. Huy 21460

L'assemblée générale ordinaire se tiendra au siège social, le 27 avril 2001, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Dépôt des titres au siège social trois jours francs au moins avant l'assemblée. (9271)

**Dyfa, société anonyme,  
rue de la Barrière de Fer 25, 7711 Dottignies**

R.C. Tournai 75425 – T.V.A. 449.228.477

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 10 heures. — Ordre du jour : 1. Discussion et approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2000. 2. Décharge aux administrateurs. 3. Rémunérations. 4. Divers. Pour assister à l'assemblée se conformer aux statuts. (9272)

**Immo Condroz-Famenne, société anonyme,  
Senenne 108, 5590 Sovet**

R.C. Dinant 75

L'assemblée générale ordinaire se tiendra, le 27 avril 2001, à 16 heures, au siège social.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration.
2. Examen et approbation du bilan et du compte de résultats de l'exercice 2000.
3. Répartition du solde bénéficiaire.
4. Décharge aux administrateurs. (9273) Le conseil d'administration.

**Etelsys, société anonyme,  
avenue Jean Mermoz 30, 6041 Gosselies**

R.C. Charleroi 184155 – T.V.A. 423.824.870

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 15 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Conversion du capital en euro. 6. Nomination d'administrateurs. 7. Divers. (9274)



**Park Invest, société anonyme,  
place de Bronckart 22, 4000 Liège**

R.C. Liège 163632 – T.V.A. 401.412.427

Assemblée générale ordinaire au siège social, le 27 avril 2001, à 16 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires. 6. Adaptation du capital en euro. 7. Divers. Se conformer aux statuts. (9275)

**Ki Holding, société anonyme,  
rue de la Caserne 80-82, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 579953 – T.V.A. 452.348.028

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 19 h 30 m. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Lecture et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (9276)

**Dar Tours-Marliere Voyages, société anonyme,  
rue de Tervaeete 27, 1040 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 425488

L'assemblée générale ordinaire se réunira, le 27 avril 2001, à 15 heures, rue de Tervaeete 27, 1040 Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Rapports du conseil d'administration et du conseil de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation du résultat. 4. Approbation des émoluments du conseil d'administration. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Démission et nomination des administrateurs. 7. Transformation du capital en euro. 8. Divers. (9277)

**Atenor Group, société anonyme,  
chaussée de Louvain 70, 1030 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 15176 – T.V.A. 403.209.303

*Assemblée générale mixte*

Avis de convocation

Mmes et MM. les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale qui se tiendra au siège social de la société, chaussée de Louvain 710, à 1030 Bruxelles, le vendredi 27 avril 2001, à 11 heures.

Ordre du jour :

I. Assemblée générale ordinaire.

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire-réviseur sur l'exercice 2000.

2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000 et de l'affectation du résultat.

Proposition de décision.

Approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2000, en ce compris l'affectation du résultat proposée par le conseil d'administration donnant droit à un dividende brut 5,94 euro par action.

3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire-réviseur.

Proposition de décision.

Décharge par vote séparé aux administrateurs et au commissaire-réviseur pour l'exercice de leur mandat en 2000.

4. Nominations statutaires.

Proposition de décision.

Renouvellement des mandats d'administrateur de MM. Stéphan Sonnevile, et Daniel Tordeur, ainsi que de la société Forus management srl, pour une durée de trois ans, ces mandats venant à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2004 et le mandat de M. Stéphan Sonnevile, pouvant être rémunéré.

5. Divers.

II. Assemblée générale extraordinaire.

6. Acquisition d'actions propres.

Proposition de décision.

Proposition de renouveler l'autorisation au conseil d'administration d'acquérir des actions de la société représentant dix pour cent au maximum du nombre total d'actions émises, au prix minimum de 100 EUR et à un prix maximum de dix pour cent (10 %) supérieur à la moyenne des dix derniers cours de bourse précédant l'opération. Cette proposition étant valable pour une période de dix-huit mois à compter de la publication au *Moniteur belge* de la décision de l'assemblée générale du 27 avril 2001.

7. Vente d'actions propres.

Proposition de décision.

Proposition d'autoriser spécialement le conseil d'administration à revendre les actions acquises dans le cadre de l'autorisation inscrite dans la proposition qui précède à un prix de minimum de 100 EUR.

Pour pouvoir assister ou se faire représenter à cette assemblée, Mmes et MM. les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 29 des statuts.

Le dépôt des titres sera reçu jusqu'au 24 avril 2001 inclusivement, au siège social de la société et auprès des banques Nagelmaeckers 1747, BBL, Artesia et Degroof ainsi qu'aux agences de ces banques.

(9278)

Le conseil d'administration.

**Oxymeco, société anonyme,  
avenue du Hêtre 25, 4000 Liège-Cointe**

R.C. Liège 143571 – T.V.A. 423.699.265

L'assemblée générale ordinaire aura lieu au siège social, le 27 avril 2001, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Emoluments. 5. Augmentation du capital. 6. Conversion en euro. 7. Divers. (9279)

**Imsonic, société anonyme,  
place de la Chapelle 8, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 435337 – T.V.A. 421.713.240

Une assemblée générale extraordinaire se réunira, le 27 avril 2001, à 10 heures en l'étude du notaire Michel Cornelis, à 1070 Bruxelles, avenue Clémenceau 86-88. — Ordre du jour : 1. Adaptation des statuts au nouveau Code des sociétés. 2. Augmentation de capital de BEF 1 251 074 à prélever sur les réserves pour le porter après conversion à 62 000 euros. 3. Divers. (9280)

**Money, société anonyme,  
place de la Chapelle 8, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 333872 – T.V.A. 403.523.562

Une assemblée générale extraordinaire se réunira, le 27 avril 2001, à 9 h 30 m, en l'étude du notaire Michel Cornelis, à 1070 Bruxelles, avenue Clémenceau 86-88. — Ordre du jour : 1. Adaptation des statuts au nouveau Code des sociétés. 2. Augmentation de capital de BEF 1 251 074 à prélever sur les réserves pour le porter après conversion à 62 000 euros. 3. Divers. (9281)

**Bergobride, société anonyme,  
cour de la Gare - Le Campinaire, 6240 Farciennes**

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège social, le 27 avril 2001, à 14 heures. — Ordre du jour : 1. Lecture des comptes annuels arrêtés au 30 décembre 2000. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 décembre 2000. 3. Décharge de leur gestion aux administrateurs. 4. Divers. (9282)

**A.G.I.I. Kerff, société anonyme,  
rue Bois de Mauhin 4, à 4608 Neufchâteau**

R.C. Verviers 61865 – T.V.A. 441.165.007

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 16 heures.

Ordre du jour :

1. Approbation des comptes annuels.
2. Affectation des résultats.
3. Décharge aux administrateurs.
4. Divers. (9283)

**Agreval Clavier, société anonyme,  
rue de la Gendarmerie 93, 4560 Clavier**

R.C. Huy 38254 – T.V.A. 441.077.212

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 14 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (9284)

**B.E.I., société anonyme,  
rue des Prés 7, 7503 Froyennes**

R.C. Tournai 61723 – T.V.A. 426.644.602

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations et divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (9285)

**Beheid N.V., société anonyme,  
avenue Winston Churchill 28, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 405738

L'assemblée générale ordinaire se réunira, le 27 avril 2001, à 17 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Conversion du capital en euro. 6. Adaptation nouveaux statuts aux nouvelles législations. 7. Divers. (9286)

**C.D.M. and Cie, société anonyme,  
rue de la Maison du Bois 1, 1370 Melin**

R.C. Nivelles 426

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 14 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations - Démission d'administrateur. 5. Divers. Se conformer à l'article 23 des statuts. (9287)

**Construbat, société anonyme,  
Port du Val, rue du Pont du Val, 4100 Seraing**

R.C. Liège 135253 – T.V.A. 420.139.365

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion de l'exercice 2000. 2. Rapport du commissaire-reviseur. 3. Examen en approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000. 4. Affectation du résultat. 5. Décharge à donner aux administrateurs et commissaire-réviseur. 6. Nomination commissaire-réviseur. (9288)

**Dherte Istasse, société anonyme,  
rue de l'Abbaye 20/22, 5000 Namur**

T.V.A. 427.450.492

Assemblée générale ordinaire au siège social, le 27 avril 2001, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de du conseil d'administration, ainsi que des comptes annuels. 2. Adoption des comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (9289)

**Etablissement M. Naniot, société anonyme,  
rue Frères Biéva 29, 5020 Vedrin (Namur)**

R.C. Namur 72302 – T.V.A. 460.006.959

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (9290)

**Etablissement Gallée, société anonyme,  
à 7333 Tertre**

R.C. Mons 27106 – T.V.A. 401.100.344

Assemblée générale ordinaire du 27 avril 2000, à 10 heures, tenue au siège social, rue Glineur 49, à 7333 Tertre. — Ordre du jour : Rapports des administrateurs. Approbation des bilan et compte de profits et pertes. Affectation du résultat. Décharge aux administrateurs. Divers. Se conformer aux statuts. (9291)

**Financière des Saules, société anonyme,  
rue Campagne 36, 4500 Tihange**

R.C. Huy 39459 – T.V.A. 446.030.546

Les assemblées générales ordinaire et extraordinaire se réuniront à l'étude de Me Philippe Carette, notaire, avenue C en L Godin 6, à 4500 Huy, le vendredi 27 avril 2001, à 18 heures.

Ordre du jour :

Assemblée générale ordinaire :

1. Lecture du rapport de gestion.
2. Examen et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000.
3. Décharge à donner aux administrateurs.
4. Application des articles 103, et 104 des L.C.S.C. anciennement et actuellement des articles 633 et 634 du Code des sociétés, et décisions en conséquence.
5. Divers.

Assemblée générale extraordinaire :

1. Augmentation du capital pour le porter de BEF 1 500 000 à BEF 2 501 074 (62 000 euro).
2. Modification de l'article 26 des statuts relatif au jour et heure de l'assemblée générale ordinaire : dernier vendredi d'avril à 18 heures.
3. Modification de la dénomination sociale, « société anonyme Financière des Saules ou en abrégé FDS s.a. ». Toutefois, si l'assemblée générale est dans l'impossibilité de se réunir à l'heure fixée par les présents statuts, le conseil d'administration est autorisé à changer cette heure dans les convocations.

Pour pouvoir être admis à l'assemblée, MM. les actionnaires sont tenus de déposer les titres aux porteurs au siège social cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée. (9292)

**Tenimco, société anonyme,  
Bennetsborn 8-10, 4700 Eupen**

R.C. Eupen 64759

Invitation à l'assemblée générale ordinaire qui aura lieu le 27 avril 2001, à 20 heures au siège social.

Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Présentation et approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2000. 3. Décharge du conseil d'administration. 4. Divers.

Pour participer à l'assemblée générale, les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 14 des statuts. (9293)

**S.A. Stichelbout N.V., société anonyme,  
boulevard Industriel 94, 7700 Mouscron**

R.C. Tournai 53726 – T.V.A. 417.885.403

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nomination d'un administrateur. 6. Nomination d'un réviseur d'entreprises. 7. Divers. (9294)

**Tropic, société anonyme,  
clos Champ d'Abeiche 31, 1420 Braine-l'Alleud**

R.C. Nivelles 91399 – T.V.A. 472.126.516

Assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 16 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (9295)

**Sun Hotel, société anonyme,  
clos Champ d'Abeiche 31, 1420 Braine-l'Alleud**

R.C. Nivelles 91401 – T.V.A. 472.126.615

Assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (9296)

**Pleinevaux et fils, société anonyme,  
rue Campagne 236, 4500 Tihange**

R.C. Huy 27947 – T.V.A. 415.080.816

Assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le vendredi 27 avril 2001, à 17 heures.

Ordre du jour :

1. Lecture du rapport de gestion.
2. Examen et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000.
3. Décharge à donner aux administrateurs.
4. Divers.

Pour pouvoir être admis à l'assemblée, MM. les actionnaires sont tenus de déposer les titres aux porteurs au siège social cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée. (9297)

**Pharmacie Lambrechts, société anonyme,  
rue des Étangs Noirs 1A, 1080 Bruxelles**

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 18 heures, avec l'ordre du jour suivant :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers. (9298)

**Panineria, société anonyme,  
clos Champ d'Abeiche 31, 1420 Braine-l'Alleud**

R.C. Nivelles 91398 – T.V.A. 472.126.714

Assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 15 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (9299)

**New Lunch Center, société anonyme,  
clos Champ d'Abeiche 31, 1420 Braine-l'Alleud**

R.C. Nivelles 91400 – T.V.A. 472.126.813

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 17 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (9300)

**New Atlas, société anonyme,  
avenue Grandchamp 101, 1150 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 522370 – T.V.A. 438.167.410

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 11 heures.

- Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (9301)

**Nagelmackers & Cie, société anonyme,  
rue Royale 151, 1210 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 533624

Les actionnaires sont convoqués à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège social de P&V Assurances, rue Royale 151, à 1210 Bruxelles, le vendredi 27 avril 2001, à 11 heures avec l'ordre du jour suivant :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire-réviseur. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur. 5. Divers.

Pour assister à cette assemblée, ils se conformeront aux articles 18 et 21 des statuts.

**Nagelmaeckers & Cie, naamloze vennootschap,  
Leuvenseplein 12, 1000 Brussel**

H.R. Brussel 533624

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de gewone algemene vergadering die zal plaatsvinden in de maatschappelijke zetel van P&V Verzekeringen, Koningsstraat 151, te 1210 Brussel, op vrijdag 27 april 2001, om 11 uur, met de volgende agenda :

1. Beheerverslag van de raad van bestuur en verslag van de commissaris-revisor. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1999. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor. 5. Allerlei.

Om tot de vergadering toegelaten te worden, worden de aandeelhouders verzocht artikel 18 en 21 van de statuten in acht te nemen. (9302)

**Euro-Consultance, société anonyme,  
rue de la Lys 21, 7500 Tournai**

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2000 et rapport du commissaire-réviseur. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur. 5. Nominations administrateurs. 6. Nomination commissaire-réviseur. 7. Adaptation du capital à l'euro. Augmentation du capital de BEF 1 074 pour le porter à BEF 2 501 074. Expression du capital en euros. Se conformer aux statuts. (9303)

**Sogepim, société anonyme,  
rue de Hollogne 112, 4101 Seraing (Jemeppe-sur-Meuse)**

R.C. Liège 162786

Assemblée générale ordinaire au siège social, le 27 avril 2001, à 18 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires. 6. Rapport spécial du conseil d'administration. 7. Délibération article 634 du Code des sociétés. 8. Divers. Se conformer à l'article 18 des statuts. (9304)

**Immophilma, société anonyme,  
rue de Crombouly 26, 6540 Lobbes**

Registre des sociétés civiles  
ayant emprunté la forme commerciale, Charleroi, n° 486  
T.V.A. 449.040.714

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 18 h 30 m.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (9305)

**Leader Tourisme, société anonyme,  
rue du Bleu Blanc Belge 2, 7700 Mouscron**

T.V.A. 451.303.485

Assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.  
2. Approbation des comptes annuels.  
3. Affectation des résultats.  
4. Décharge aux administrateurs.  
5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (9306)

**Louise Marie, société anonyme,  
Grand-Place 10, 7700 Mouscron**

R.C. Tournai 72148 – T.V.A. 442.095.019

Assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 10 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2000.  
2. Approbation du rapport du conseil d'administration. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs pour leur gérance. 5. Divers. (9307)

**Mazal S.A., société anonyme,  
rue du Champs de Mars 11, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 469411 – T.V.A. 427.126.236

Assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 10 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (9308)

**Molimo, société anonyme,  
rue des Etangs Noirs 1A, 1080 Bruxelles**

Assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 avril 2001, à 12 heures, avec l'ordre du jour suivant :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.  
2. Approbation des comptes annuels.  
3. Affectation des résultats.  
4. Décharge aux administrateurs.  
5. Divers. (9309)

**Orangerie, naamloze vennootschap,  
Kartuizerinnenstraat 10, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 57568 – BTW 423.138.447

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 27 april 2001, te 18 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (9310)

**Assidomän Multisac, naamloze vennootschap,  
Nijverheidslaan 11, 8970 Poperinge**

H.R. Ieper 18614

De naam van de vennootschap wordt op 9 april 2001 in Frantschach Industrial Packaging Belgium gewijzigd.

Geachte aandeelhouders,

Wij hebben de eer u uit te nodigen op een buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders van de naamloze vennootschap Assidomän Multisac N.V., met maatschappelijke zetel te 8970 Poperinge, Boeschepestraat 4.

De volgende punten staan op de agenda van deze buitengewone algemene vergadering :

1. Omzetting van het kapitaal in euro.
  2. Kapitaalverhoging met 3 999 999,72 euro door inbreng in geld, om het kapitaal van 371 840,28 euro te brengen op 4 371 840 euro, en door uitgifte van 19 203 kapitaals aandelen zonder nominale waarde van dezelfde aard en die dezelfde rechten en voordelen bieden als de bestaande kapitaals aandelen, en die in de winsten zullen delen *pro rata temporis* vanaf de inschrijving.
  3. Te nemen beslissingen met betrekking tot het voorkeurrecht zoals voorzien in artikel 592 W. Venn.
  4. Inschrijving op de kapitaalverhoging en volstorting van de nieuwe kapitaals aandelen.
  5. Vaststelling dat de kapitaalsverhoging verwezenlijkt is.
  6. Wijziging van de artikel 5 en 6 van de statuten om ze in overeenstemming te brengen met de genomen besluiten.
  7. Volmacht voor de coördinatie van de statuten.
  8. Machtiging aan de raad van bestuur voor de uitvoering van de genomen beslissingen.
  9. Volmachten teneinde de inschrijving in het handelsregister te wijzigen.
- Wij herinneren u eraan dat uw aandelen ten minste vijf dagen vóór de algemene vergadering moeten worden neergelegd in de maatschappelijke zetel.
- (9311) De raad van bestuur.

**Viking, naamloze vennootschap,  
Weggevoerdenstraat 2, 9200 Dendermonde**

H.R. Dendermonde 42743 – BTW 435.364.110

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 27 april 2001, om 20 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000. 3. Kwijting bestuurders. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Tijdelijke vereenvoudigde procedure inzake omzetting kapitaal in euro. 6. Diversen. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (9312)

**Nelis Wegenbouw, naamloze vennootschap,  
Industrieweg Noord 1178, 3660 Opglabbeek**

H.R. Tongeren 63764 – BTW 433.699.965

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 27 april 2001, te 15 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders. 6. Omzetting en verhoging kapitaal naar euro. 7. Varia. (9313)

**Bocebad, naamloze vennootschap,  
Floris Primslei 22, 2150 Borsbeek**

H.R. Antwerpen 270882 – BTW 437.755.258

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot :

1. De gewone algemene vergadering der aandeelhouders die zal gehouden worden op vrijdag 27 april 2001, om 17 uur, te Antwerpen, Ambtmanstraat 7. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 december 2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag.

2. De buitengewone algemene vergadering der aandeelhouders die zal gehouden worden op vrijdag 27 april 2001, om 17 u. 30 m., op het kantoor van notaris Marnix Van Herzeele, kantoorhoudende te Antwerpen, Ambtmanstraat 7. — Agenda : 1. Kapitaalsverhoging door incorporatie van reserves zonder creatie van nieuwe aandelen. 2. Omzetting van het kapitaal in euro. 3. Bijzonder verslag van de raad van bestuur. 4. Doelwijziging. 5. Vaststelling dat de vennootschap thans een burgerlijke vennootschap is die de rechtsvorm van een naamloze vennootschap heeft genomen. 6. Schraping van de volledige statuten en vaststelling van de nieuwe statuten conform de wet van 7 mei 1999. 7. Ontslag bestuurders. 8. Benoeming bestuurders. 9. Machtiging bestuurders. 10. Bijzondere volmacht. 11. Rondvraag.

Om tot de beide algemene vergaderingen te worden toegelaten dienen de aandeelhouders zich naar artikel 15 van de statuten te gedragen. (9314)

**Disegno, naamloze vennootschap,  
Dijleweg 6, 2820 Rijmenam**

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 27 april 2001, te 10 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening, afgesloten op 30 december 2000.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Varia. (9315)

**Immobland, naamloze vennootschap,  
Emiel Clauslaan 105, 9800 Deinze**

H.R. Gent 94219 – BTW 401.026.902

Gezien een eerste buitengewone algemene vergadering niet geldig kon besluiten bij gebrek aan het wettelijk quorum, worden de aandeelhouders verzocht een tweede buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal doorgaan op 26 april 2001, om 14 uur ten kantore van notaris Vanden Weghe te Walem.

Agenda :

1. Verhoging van het maatschappelijk kapitaal door incorporatie van beschikbare reserves, zonder creatie van nieuwe aandelen.
2. Vaststelling van de verwezenlijking van de kapitaalverhoging.
3. Omzetting van het kapitaal in euro.
4. Aanpassing artikel 5 aan de hiervoor genomen beslissingen.

5. Verslag artikel 604 Wetboek vennootschappen i.v.m. toegestaan kapitaal.

6. Hernieuwen bevoegdheid toegestaan kapitaal.

7. Aanpassing artikel 2 van de statuten.

8. Aanpassen van de statuten aan de wet van 7 mei 1999 : artikelen 10, 21, 25.

9. Schrapping van de verwijzingen naar G.W.H.V. en vervangen door artikel van Wetboek vennootschappen.

10. Artikel 15bis : Mogelijkheid voorzien van schriftelijke besluitvorming.

11. Artikel 26 : De woorden « onder voorbehoud van de wettelijke beperking » vervangen door « behoudens schorsing ».

12. Coördinatie statuten.

(9316)

De raad van bestuur.

**Imbofin, naamloze vennootschap,  
Merodestraat 1, 9600 Ronse**

H.R. Oudenaarde 29368

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, Merodestraat 1, te 9600 Ronse, op 27 april 2001, te 20 uur. — Dagorde : 1. Verslagen van bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. 3. Aanwending van de resultaten. 4. Ontlasting aan bestuurders. 5. Goedkeuring bezoldiging bestuurders. 6. Omzetting kapitaal in euro. 7. Aanpassing statuten. 8. Varia. (9317)

**Hout Hoebeek Roelands, naamloze vennootschap,  
Schuurveld 12, 1840 Londerzeel**

H.R. Brussel 155712 – BTW 400.733.823

De jaarvergadering zal gehouden worden op 27 april 2001, om 15 uur, ten zetel.

Agenda :

Verslag van de raad van bestuur.

Goedkeuring der jaarrekeningen.

Aanwending van het resultaat.

Kwijting aan de bestuurders.

Kapitaal omvorming in euro.

Varia.

(9318)

**Groep A.R.I.V., naamloze vennootschap,  
Kuringsteenweg 94, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 57597

Jaarvergadering op de zetel, op 27 april 2001, te 17 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (9319)

**Ghiro, naamloze vennootschap,  
Beukendreef 32, 9080 Lochristi**

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 27 april 2001, te 14 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (9320)

**Geluk, naamloze vennootschap,  
Galgestraat 84, 9700 Oudenaarde**

H.R. Oudenaarde 32990 – BTW 435.198.319

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 27 april 2001, te 18 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Ontlasting aan de bestuurders. 5. Varia. (9321)

**Food Tech Consult, naamloze vennootschap,  
Koningsstraat 215, 1210 Brussel**

H.R. Brussel 517987 – BTW 436.431.704

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering van de aandeelhouders bij te wonen die zal gehouden worden op 27 april 2001, om 10 uur, op de zetel van de vennootschap.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. 3. Winstverdeling. 4. Goedkeuring wedde bestuurders. 5. Kwijting bestuurders. 6. Ontslag en benoeming. 7. Afronding kapitaal, aanpassing aan euro. 8. Diversen. (9322)

**Coframa, naamloze vennootschap,  
Valerius de Saedeleerlaan 9, 9830 Sint-Martens-Latem**

H.R. Gent 151876 – BTW 435.272.454

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 27 april 2001, te 19 uur. — Dagorde : 1. Lezing van het verslag van de raad van bestuur. 2. Voorlezen en goedkeuring van de jaarrekening. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Toewijzing van het resultaat. (9323)

**Belgatan, naamloze vennootschap,  
Industriezone De Bruwaan 28, 9700 Oudenaarde**

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 27 april 2001, om 15 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening. 3. Toewijzing van het resultaat. 4. Kwijting aan de raad van bestuur. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. (9324)

**Apotheek Verhoest, naamloze vennootschap,  
Vichteplaats 17, 8570 Vichte**

H.R. Kortrijk 121327 – BTW 439.917.764

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering die zal gehouden worden in de zetel van de vennootschap op vrijdag 27 april 2001, om 14 uur, met navolgende agenda :

1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Goedkeuring wedde bestuurders. 5. Kwijting bestuurders. 6. Eventueel ontslag en benoeming. 7. Afronding kapitaal, aanpassing aan euro. 8. Diversen. (9325)

**Belgian Container & Trading Co, Belcontra, naamloze vennootschap,  
Amerikalei 220, bus 11, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 237162 – BTW 424.847.528

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 27 april 2001, te 17 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Om aan de vergadering deel te nemen, zich schikken naar de statuten. (9326)

**Société centrale immobilière d'Anvers, naamloze vennootschap,  
Koningin Astridplein 40, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 7503

Gewone algemene vergadering op 27 april 2001, te 16 uur, op het kantoor van de B.V.B.A. De Naveu-Timmermans, accountants, J. Van Elewijckstraat 22, 1853 Strombeek-Bever. — Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening op 31 december 2000. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Affectatie resultaten. 5. Benoeming bestuurder. 6. Voorstel en bespreking van reorganisatie van de vennootschap. Nederlegging der titels, uiterlijk vijf dagen vóór de datum van de vergadering, bij de Bank Brussel Lambert. (9327)

**Les Brasseries anversoises, naamloze vennootschap,  
Koningin Astridplein 40, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 639

Gewone algemene vergadering op 27 april 2001, te 14 uur, op het kantoor van de B.V.B.A. De Naveu-Timmermans, accountants, J. Van Elewijckstraat 22, 1853 Strombeek-Bever. — Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening op 31 december 2000. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Affectatie resultaten. 5. Benoeming bestuurder. 6. Voorstel en bespreking van reorganisatie van de vennootschap. Nederlegging der titels, uiterlijk vijf dagen vóór de datum van de vergadering, bij de Bank Brussel Lambert. (9328)

**Financiering Renting Leasing, naamloze vennootschap,  
Tervuursevest 23/GVB, 3001 Leuven**

H.R. Leuven 77725 – BTW 441.440.169

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 27 april 2001, te 20 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Varia. Neerlegging der titels op de zetel, ten laatste vijf dagen vóór de vergadering. (9329)

**All Freig and Transport, naamloze vennootschap,  
Meeënweg 38, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 68633 – BTW 441.639.515

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 27 april 2001, te 20 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Omvorming kapitaal in euro. 6. Varia. Om aan de vergadering deel te nemen, zich schikken naar de statuten. (9330)

**Lernut, naamloze vennootschap,  
Spoele 33, 9100 Lokeren**

H.R. Sint-Niklaas 40213 – BTW 423.299.882

Jaarvergadering op de zetel, op 27 april 2001, te 10 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring balans en resultatenrekening per 31 december 2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Omvorming kapitaal in euro. 6. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (9331)

**Drukkerij Dewaet, naamloze vennootschap,  
Kerkeweg 122, 3090 Overijse**

H.R. Brussel 501156 – BTW 433.141.721

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 27 april 2001, te 20 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (9332)

**Sports Investment, naamloze vennootschap,  
Naamsestraat 160, 3000 Leuven**

H.R. Leuven 56634

De jaarvergadering zal gehouden worden in Tennisclub Kon. Stade Leuven, Kardinaal Mercierlaan 58, 3001 Heverlee-Leuven, op 27 april 2001, te 20 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Benoeming bestuurders. 6. Omvorming kapitaal in euro. 7. Varia. (9333)

**Metalen Galler, naamloze vennootschap,  
Italiëlei 22, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 881

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden, op 27 april 2001, op de zetel van de vennootschap, om 15 uur, met volgende agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 2000. 3. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor. 4. Statutaire benoemingen. Neerlegging van de aandelen aan toonder, tenminste vijf volle dagen vóór de datum van de vergadering, op de zetel van de vennootschap te Antwerpen (artikel 25 van de statuten).

(9334)

Raad van bestuur.

**Logistics International, naamloze vennootschap,  
Kempervendreef 7a, 3140 Keerbergen**

H.R. Leuven 79954 – BTW 444.806.267

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 27 april 2001, te 11 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Kapitaalsvermindering. 6. Omzetting in euro. Zich schikken naar de statuten. (9335)

**Leroma, naamloze vennootschap,  
Rollegemkapelsestraat 109, 8880 Rollegem-Kapelle**

H.R. Kortrijk 78266 – BTW 405.577.685

—  
Jaarvergadering op 27 april 2001, om 17 uur, ten zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen.
3. Aanwending van het resultaat. 4. Ontlasting aan de bestuurders en accountant. 5. Varia. (9336)

**L. Balliu Machine Tool Corporation, naamloze vennootschap,  
Engelbert Van Arenbergstraat 43, te 9040 Sint-Amandsberg**

—  
Jaarvergadering d.d. 27 april 2001, om 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor.
2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Toewijzing van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur en commissaris-revisor. (9337)

**Kantoor Celen, naamloze vennootschap,  
Grote Baan 94, 2235 Hulshout**

H.R. Turnhout 48674 – BTW 422.410.650

—  
De jaarvergadering zal gehouden worden op 27 april 2001, te 20 uur, op de zetel. — Agenda : Verslag bestuurders. Bestemming resultaat en goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. Kwijting aan de bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat. Ontslagen en benoemingen. Kapitaalverhoging met BEF 19 143 door incorporatie van de beschikbare reserves zonder uitgifte van aandelen. Omzetting van het kapitaal in 174 000 euro. Aanpassing van de statuten. Volmacht handelsregister, coördinatie van de statuten en aanpassing handelsregister. Diverse. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (9338)

**Industry Parts Limburg, naamloze vennootschap,  
Achelsendijk 51, 3910 Neerpelt**

H.R. Hasselt 49004 – BTW 415.905.613

—  
Jaarvergadering op 27 april 2001, om 19 uur, op de zetel. — Dagorde :  
1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (9339)

**De Tuilerieën, naamloze vennootschap,  
Dijver 7, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 89629 – BTW 432.625.047

—  
De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 27 april 2001, te 16 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (9340)

**« C.P. Bourg », société anonyme,  
rue des Technologies 22, 1340 Ottignies**

R.C. Nivelles 29393

—  
L'assemblée générale extraordinaire de la société tenue le 30 mars 2001, à 14 heures, n'ayant pas réuni le quorum légal, les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire

qui se tiendra le 26 avril 2001, à 11 heures, en l'étude du notaire Pierre Nicaise, allée du Bois du Bercuit 14, à 1390 Grez-Doiceau. Cette assemblée délibérera valablement quel que soit le capital présent ou représenté.

Les actionnaires seront invités à statuer sur les points suivants inscrits à l'ordre du jour :

1. a) Rapport du conseil d'administration exposant la justification détaillée de la modification proposée à l'objet social; à ce rapport est joint un état résumant la situation active et passive de la société arrêté au 31 janvier 2001.

b) Rapport du commissaire sur l'état résumant la situation active et passive joint du rapport du conseil d'administration.

c) Proposition de modifier l'objet social en remplaçant le texte de l'article 3 par le texte suivant :

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, l'étude, la fabrication, le commerce, la location, l'importation et l'exportation de tous produits, destinés à l'industrie et l'équipement de bureaux ainsi que de tous matériels électroniques, informatiques et de télécommunication en ce compris les logiciels et les accessoires qui s'y rapportent.

La société peut octroyer, vendre et céder des brevets relatifs aux matériels précités.

La société pourra s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription de titres ou de toute autre manière dans toute entreprise dont l'objet serait similaire ou simplement utile à la réalisation de son objet social. De façon générale, elle pourra faire toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement, en tous ou en partie à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou à en développer la réalisation, à lui procurer des matières premières ou à faciliter l'écoulement de ses produits et qui ne lui sont pas interdites par la loi.

Elle pourra s'engager pour les sociétés dont elle détient une participation majoritaire, notamment en se portant fort pour elles, en donnant caution ou aval, ou toutes autres sûretés.

2. Augmentation de capital concurrence de 785 810,08 euro pour le porter de 170 000 000 BEF à 5 000 000 d'euro, sans création d'actions nouvelles, par incorporation au capital de pareille somme à prélever sur les réserves de la société telles qu'elles figurent dans la situation active et passive arrêtée au 31 janvier 2001 et qui sera approuvée par l'assemblée.

3. a) Rapport du conseil d'administration établi conformément à l'article 604 du Code des sociétés indiquant les circonstances spécifiques dans lesquelles le capital autorisé pourra être utilisé et les objectifs poursuivis.

b) Autorisation conférée au conseil d'administration d'augmenter le capital, en une ou plusieurs fois, à concurrence d'un montant maximal de dix millions d'euro. Fixation des conditions et des modalités de cette autorisation.

4. Autorisation conférée au conseil d'administration d'acquiescer et/ou d'aliéner les titres de la société lorsque cette acquisition est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent.

5. Adaptation du texte des statuts aux résolutions qui précèdent et aux dispositions nouvelles du Code des sociétés. En conséquence, refonte complète du texte des statuts.

6. Pouvoirs.

7. Divers.

Pour participer à l'assemblée générale, se conformer aux statuts. (9341)

**Livres & Art, société anonyme,  
avenue Georges Eekhoud 33, 1030 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 487212 – T.V.A. 430.008.027

—  
L'assemblée générale ordinaire du 4 mai 2001, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. Pour assister à l'assemblée, MM. les actionnaires sont priés de se conformer aux statuts. (9342)



**Ets Cordonnier S.A., société anonyme,  
avenue Colonel Daumerie 17, 1150 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 392810 – T.V.A. 415.391.315

Assemblée générale ordinaire le 4 mai 2001, à 17 h 30 m, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Présentation des comptes annuels. 3. Débats et approbation des comptes annuels. 4. Affectation du résultat. 5. Décharge aux administrateurs. 6. En vertu de l'article 24 des statuts fixation des émoluments des administrateurs. Conformément à l'article 32 des statuts, les détenteurs de titres déposer ceux-ci au siège social trois jours, au plus tard, avant la réunion. (9343)

**Lasado, société anonyme,  
route de Beaumont 28A, à 1380 Lasne**

R.C. Nivelles 76055 – T.V.A. 452.275.762

Assemblée générale ordinaire le 4 mai 2001, à 14 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations d'administrateurs. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (9344)

**Herpain, société anonyme,  
avenue des Statutaires 43, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 577676 — NN 452.131.252

Le conseil décide de convoquer l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le jeudi 26 avril 2001, à 16 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire-réviseur. 2. Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 5. Nominations statutaires. 6. Divers. (9345)

**Blue Trading company, société anonyme,  
boulevard Prince de Liège 140, 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 522189 – T.V.A. 437.778.321

Assemblée générale ordinaire le 4 mai 2001, à 14 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapports de gestion et du commissaire. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs et commissaire. 5. Renouvellement du mandat du commissaire-réviseur. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, MM. les actionnaires sont priés de se conformer aux statuts. (9346)

**W.A. Pneu Vanhamme, en abrégé : « W.A.P. », société anonyme,  
chaussée de Bruxelles 724, 1410 Waterloo**

R.C. Nivelles 62229 – T.V.A. 437.056.660

L'assemblée générale ordinaire des associés se tiendra le 4 mai 2001, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Affectation à donner aux résultats. 4. Décharge aux mandataires. 5. Pour le dépôt des titres, se conformer aux statuts. (9347)

**Sogerim Construction, société anonyme,  
avenue Siegers 71, bte 4, 1200 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 437887 – T.V.A. 416.663.696

Assemblée générale ordinaire le 4 mai 2001, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nomination administrateurs. (9348)

**« Quidnovi », société anonyme,  
rue Général Lotz 103, bte 12, à Uccle**

R.C. Bruxelles 541487 – T.V.A. 442.711.166

MM. les actionnaires sont priés d'assister aux assemblées générales ordinaire et extraordinaire qui se tiendront le 4 mai 2001, à 16 heures et 16 h 30 m, en l'étude du notaire Jean Paul Lycops, à Bruxelles, avenue Louise 379, et qui aura pour :

Ordre du jour :

I. En ce qui concerne l'assemblée générale ordinaire : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes clôturés au 31 décembre 2000. 3. Décharge, 4. Divers.

II. En ce qui concerne l'assemblée générale extraordinaire : 1. Ratification du transfert du siège social et modification statutaire. 2. Conversion du capital social en euro. 3. Augmentation de capital par incorporation partielle du bénéfice reporté à concurrence de 30 765,42 euro. 4. Ajuster la réserve légale pour l'amener à 10 % du capital social, par prélèvement sur le bénéfice reporté. 5. Modification des articles 10 et 17 des statuts pour les mettre aux statuts : rachat d'actions propres et acompte sur dividende. 7. Modification de la numérotation des articles 16 et 17 des statuts. 8. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre. Pour assister à l'assemblée, MM. les actionnaires doivent se conformer aux statuts. (9349)

**Soyer et Mamet, société anonyme,  
rue du Pépin 54, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 111623 — NN 402.245.340

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège social, le jeudi 3 mai 2001, à 15 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. MM. les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au siège social avant le début de l'assemblée générale. (9350)

**Société anonyme belge immobilière et de Gestion,  
en abrégé : « S.A.B.I.G. », société anonyme,  
rue de Malines 31, à 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 246558

L'assemblée générale sera tenue le jeudi 3 mai 2001, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nominations-démissions d'administrateurs. 5. Décharge et renouvellement du mandat du commissaire-vérificateur. (9351)

**Immobilière Beckevort, société civile sous forme de société anonyme,  
chaussée de Waterloo 757, 1180 Bruxelles**

Registre des sociétés civiles  
ayant emprunté la forme commerciale, Bruxelles, n° 3124

Assemblée générale ordinaire le 3 mai 2001, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Approbation des comptes de résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Démissions-nominations d'administrateurs. 6. Remplacement des administrateurs et décharge à leur accorder. 7. Proposition de transfert de siège. 8. Divers. (9352)

**Cosmos-Agences Conseil en Marketing et Publicité,  
en abrégé : « Cosmos », société anonyme,  
chaussée de Saint-Job 592, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 415476 – T.V.A. 418.783.048

Assemblée générale ordinaire le 3 mai 2001, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes sociaux au 31 décembre 2000. 3. Décharge aux administrateurs. (9353)

**Margemi, société anonyme, en liquidation,  
faubourg de Mignault 17, 7070 Le Rœulx**

R.C. Mons 130885 – T.V.A. 430.435.124

Assemblée générale ordinaire le jeudi 3 mai 2001, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport du liquidateur. 2. Examen et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge au liquidateur. 5. Divers. Dépôt des titres au porteur, en conformité avec les statuts au siège social. (9354)

**Gecabe, société anonyme,  
avenue du Coteau 18, 1410 Waterloo**

R.C. Nivelles 35810 – T.V.A. 417.852.343

L'assemblée générale ordinaire de réunira le 3 mai 2001, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et compte de résultats. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Conversion du capital en euro. 6. Divers. (9355)

**Daoust Interim, société anonyme,  
galerie de la Porte de Louise 203, bte 5, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 249617 – T.V.A. 400.523.292

Assemblée générale ordinaire le 3 mai 2001, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Lecteur du rapport du conseil d'administration. 2. Lecture du rapport du réviseur. 3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 4. Affectation du résultat. 5. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire. 6. Nominations statutaires. 7. Divers. (9356)

**Guido, naamloze vennootschap,  
Sint-Annastraat 58, 3090 Overijse**

H.R. Brussel 391586 – BTW 415.315.297

Algemene vergadering op 3 mei 2001, om 14 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. 3. Ontlasting bestuurders. 4. Benoeming bestuurder. 5. Vernieuwing mandaat revisor. 6. Verscheidene. (9357)

**Sympa, naamloze vennootschap,  
Sint-Annastraat 58, 3090 Overijse**

H.R. Brussel 407094 – BTW 416.284.705

Algemene vergadering op 3 mei 2001, om 16 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. 3. Ontlasting bestuurders. 4. Benoeming bestuurder. 5. Verscheidene. (9358)

**Distrimotor, naamloze vennootschap,  
Vogelpers 4, 1500 Halle**

H.R. Brussel 449307 – BTW 423.695.802

Jaarvergadering op 26 april 2001, te 18 uur, te Halle, Pastoor Bernaertstraat 25. — Dagorde : 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring der maatschappelijke rekeningen. 3. Ontlasting aan bestuurders. 4. Statutaire benoemingen. 5. Beslissing over de toekomst van de vennootschap. Neerlegging der titels, vijf volle dagen voor de vergadering op de sociale zetel. (9359)

**N.V. Pierreux, naamloze vennootschap,  
Vogelpers 4, 1500 Halle**

H.R. Brussel 66340 – BTW 400.908.720

Jaarvergadering op 26 april 2001, te 20 uur, te Halle, Pastoor Bernaertstraat 25. — Dagorde : 1. Verslag van de bestuurders en van de commissaris-revisor. 2. Goedkeuring der maatschappelijke rekeningen. 3. Ontlasting aan bestuurders. 4. Statutaire benoemingen. 5. Beslissing over de toekomst van de vennootschap. Neerlegging der titels, vijf volle dagen voor de vergadering op de sociale zetel. (9360)

**Interstock, société anonyme,  
drève du Pureau 4B, 7580 Anvaing**

R.C. Tournai 66714

L'assemblée générale statutaire se réunira au siège social, le 2 mai 2001, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Augmentation de capital. 6. Divers. (9361)

**Cartonnages Roland, naamloze vennootschap,  
Damstraat 46, te Nevele (Vosselare)**

H.R. Gent 142478 – BTW 428.097.721

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op woensdag 2 mei 2001, om 17 u. 30 m., ten kantore van notaris Marc van Cauwenbergh, te Deinze, Congoplein 2/1.

Agenda :

1. Omzetting van het kapitaal van de vennootschap in euro.
2. Verhoging van het kapitaal om het te brengen op 250 000 euro, door inlijving van reserves.
3. Wijziging van het artikel 6 der statuten om het in overeenstemming te brengen met het nieuw bedrag van het kapitaal, en om de vorming van zelfde kapitaal aan te tonen.
4. Aanpassing van de statuten aan de wet van 7 mei 1999 houdende de codificatie van het Wetboek van Vennootschappen.
5. Wijziging van het artikel 12 betreffende de samenstelling van de raad van bestuur. (9362)

**Etablissements Karl Bouve, société anonyme,  
rue de Douvrain 3, 7011 Mons-Ghlin**

R.C. Mons 103875 – T.V.A. 423.027.589

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le vendredi 27 avril 2001, à 19 heures, au siège social de la société à Ghlin, rue de Douvrain 3.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels de l'exercice 2000. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs en fonction pendant l'exercice 2000. 5. Renouvellement mandat d'administrateur. 6. Conversion du capital social en euro et modification corrélative des statuts.

Pour assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 27 des statuts et de déposer leurs titres au siège social, au moins cinq jours francs avant l'assemblée. (9363)

**Miniloisirs - Hobbytoys, société anonyme,  
rue de la Victoire 106, 1060 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 635585 – T.V.A. 449.113.958

*Convocation d'assemblée générale extraordinaire  
le samedi 28 avril 2001, à 11 heures*

L'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 2 septembre 2000, à 11 heures, a constaté à nouveau l'impossibilité de faire dresser les comptes annuels de l'année en cours et des exercices précédents.

Cette situation fait suite à la disparition d'une grande partie de nos documents comptables égarées ou détruites dans les circonstances déjà évoquées. L'assemblée générale décide de se réunir le samedi 28 avril 2001, à 11 heures, au siège social, suivant les modalités de représentation habituelle, avec l'ordre du jour ci-après :

1. Situation de l'entreprise.
2. Etablissement des comptes annuels.
3. Divers et décharges. (9364)

**Basse Sambre E.R.I., société anonyme,  
Etudes et Recherches industrielles  
place de la Gare 13, 5190 Moustier-sur-Sambre**

R.C. Namur 29596 – T.V.A. 402.527.630

*Assemblée générale ordinaire du 26 avril 2001*

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège social, à Moustier-sur-Sambre, le jeudi 26 avril 2001, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire-réviseur.  
2. Approbation des comptes annuels, résolutions et affectations des résultats.

Proposition d'approuver les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000, ainsi que l'affectation du résultat proposée par le conseil d'administration.

3. Décharge à donner aux administration et commissaire.

Proposition de donner décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur.

4. Réélection du commissaire-réviseur.

Proposition de renouveler le mandat de commissaire-réviseur de Deloitte & Touche, réviseurs d'entreprises, représenté par Charles de Montpellier, pour une période de trois ans, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 2004.

5. Modification des statuts par acte sous seing privé, expression du capital en euro, selon les dispositions de la loi du 30 octobre 1998.

Proposition de convertir le capital actuel de BEF 65 850 000 en 1 632 378,86 € et de porter celui-ci à 1 633 080,00 € par incorporation de 701,14 € prélevés sur la prime d'émission indisponible.

6. Divers.

Les dépôts d'actions prescrits par l'article 22 des statuts devront être faits cinq jours francs avant la date de l'assemblée générale aux établissements ci-après :

- au siège à Moustier-sur-Sambre;
- à la Fortis Banque S.A.;
- à la banque Bruxelles Lambert S.A.;
- et leurs agences et succursales.

(9365)

Le conseil d'administration.

**« Société anonyme belge d'Exploitation Ygnis », société anonyme**

Siège social : 4020 Liège, rue Jean d'Outremeuse 27/012

R.C. Liège 107393 – T.V.A. 402.407.864

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire de la société qui se tiendra en l'étude du notaire Robert Meunier, à 4100 Seraing, rue de la Province 15, le 25 avril 2001, à 11 h 30 m.

Ordre du jour :

1. Augmentation de capital à concurrence de 12 421,30 euros, soit BEF 501 074, pour le porter de 49 578,70 euros soit, BEF 2 000 000 à 62 000 euro, soit BEF 2 501 074, sans apports nouveaux et sans création de parts nouvelles, par incorporation au capital d'une somme de 12 421,30 euro, soit BEF 501 074, à prélever sur les réserves disponibles de la société telles qu'elles figurent aux comptes annuels de la société clôturés le 31 décembre 1999, approuvés par l'assemblée générale annuelle du 16 mai 2000.

2. Constatation de la réalisation effective de l'augmentation de capital.

3. Modification de l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance avec la situation nouvelle du capital et remplacement du dernier alinéa de l'article 5 par un article 5bis reprenant l'historique du capital.

4. Modification de la dénomination de la société pour la remplacer par la dénomination suivante : « Ygnis », et modification de l'article 1<sup>er</sup> des statuts en conséquence.

5. Modification de l'article 3 des statuts au siège social pour, d'une part corriger une erreur matérielle, le numéro du siège de la société étant 27/012 et non 27/B, bte 012, et, d'autre part, l'adapter aux exigences légales en matière linguistique.

6. Modification des articles 7, 8, 9, 11, 14, 15, 19, 20, 21 et 22 des statuts et ajout d'un article 19bis pour mettre les statuts en concordance avec les dispositions nouvelles en matière de sociétés commerciales.

7. Démission de MM. Norbert et Uéli Ganz et Mme Lilli Ganz-Lappert en leur qualité d'administrateurs et administrateur délégué, et décharge et nomination de MM. Michel Georges Dupont; Dominique François René Vantou et Pierre-Louis André François, en qualité d'administrateurs.

8. Pouvoirs à conférer à M. Michel Dupont, préqualifié, pour l'exécution des résolutions à prendre sur les objets qui précèdent. (9366)

**Senhotel, société anonyme,  
rue de Namur 31, à 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 361477 – T.V.A. 407.193.825

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société se tiendra le jeudi 26 avril 2001 au siège social, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport des administrateurs.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000.
3. Affectation des résultats. 4. Examen de l'article 633 du Code des sociétés.

5. Décharge de leur gestion aux administrateurs.
6. Approbation de la rémunération des administrateurs.
7. Rémunération du capital.
8. Confirmation des mandats.
9. Divers.

Pour être admis à l'assemblée, tout propriétaire de titres devra se conformer à l'article 23 des statuts. (9367)

**Société immobilière Bruxelles-Extension,  
société anonyme, en liquidation,  
rue François Gay 312, 1150 Bruxelles**

—

Assemblée générale ordinaire des actionnaires à tenir au siège social, rue François Gay 312, à 1150 Bruxelles, le 26 avril 2001, à 11 heures.

Ordre du jour :

- Présentation des comptes annuels au 31 décembre 2000.
- Rapport du liquidateur.
- Versement de liquidation.
- Divers.

Dépôt des actions et des procurations au siège de la société, cinq jours avant l'assemblée. Sur présentation du coupon 2 des actions au siège de la société, une somme de BEF 500 sera payable dès le 30 septembre 2001. (9368)

**Services Investissements et Gestion - S.I.G., société anonyme,  
avenue Louise 304, bte 5, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 604245 – T.V.A. 430.453.435

—

*Convocation d'assemblée générale extraordinaire,  
le samedi 26 mai 2001, à 11 heures*

L'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 27 janvier 2001, à 11 heures, au siège social, a constaté, à nouveau, l'impossibilité de faire dresser les comptes annuels de l'année en cours et des exercices précédents.

Il se confirme la perte définitive de multiples pièces comptables détruites dans les entrepôts des transports faillis Ceuster & Germain, à qui nous avons donné mission de gardiennage et de services logistiques.

L'assemblée générale décide de se réunir le samedi 26 mai 2001, à 11 heures, au siège social, suivant les modalités de représentation habituelle, avec l'ordre du jour ci-après :

1. Examen de la situation de la société.
2. Renuée des comptes, situation de l'entreprise.
3. Etablissement des bilans.
4. Divers et décharges. (9369)

**Unitour,  
société anonyme, en liquidation,  
rue Duvivier 28, 4000 Liège**

R.C. Liège 111622 – T.V.A. 406.900.944

—

MM. les actionnaires sont priés d'assister à la réunion de l'assemblée générale en séance extraordinaire qui se tiendra au en l'étude du notaire Michel Duchateau, à Liège, rue Louvrex 71/73, le vendredi 27 avril, à 10 h 15 m.

La présente réunion vise à réunir les actionnaires pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour :

1. Première résolution : rapport de l'administrateur provisoire sur les opérations et les comptes de la liquidation de feu Me Jacques Gillet et présentation des compes de la liquidation.

2. Deuxième résolution :

Approbation des comptes - dispense de nomination d'un commissaire-vérificateur.

Approbation de la gestion et décharge du liquidateur.

Clôture définitive de la liquidation. Désignation de l'endroit où les livres et documents sociaux seront conservés.

3. Derniers règlements :

a) des attributions aus associés;

b) de la constitution de toute provision destinée au paiement de l'impôt de liquidation;

c) des mesures en faveur des créanciers non désintéressés;

d) des mesures en faveur des associés auxquels l'attribution ne peut être faite.

Les actionnaires qui souhaitent assister à l'assemblée déposeront leurs titres au siège social conformément aux statuts.

(9370)

L'administrateur provisoire.

**S.A. Foncière Agricole et Commerciale,  
en abrégé : « Fagricom », société anonyme,  
rue du Prieuré 17, 5500 Anseremme (Dinant)**

—

Les actionnaires de la S.A. Fagricom, sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le lundi 28 mai 2001, à 20 heures, au siège social, rue du Prieuré 17, à 5500 Anseremme (Dinant).

Ordre du jour :

1. Adaptation du capital à l'euro.
2. Changement de siège social.
3. Nomination d'administrateurs.
4. Rapport du conseil d'administration sur l'exercice social de 2000.
5. Approbation des comptes annuels de la société.
6. Décharge aux membres du conseil d'administration.
7. Divers.

Pour assister à cette assemblée générale, les actionnaires devront déposer leur titres au porteur au plus tard le 6 mai 2001, soit au siège social à Anseremme, soit au siège de la banque CBC, agence de Bouge à Namur.

(9371)

Le conseil d'administration.

**Investar, naamloze vennootschap,  
Belgiëlei 49-53, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 170642 – BTW 404.453.475

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering die zal worden gehouden op vrijdag 27 april 2001, te 10 u. 30 m., op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur, jaarverslag over de geconsolideerde jaarrekening en verslag van de commissarissen-revisoren.
2. Goedkeuren van de jaarrekening per 31 december 2000, geconsolideerde jaarrekening per 31 december 2000.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders en de commissarissen-revisoren.
5. Herbenoeming bestuurders.
6. Herbenoeming commissarissen-revisoren.
7. Vaststelling bestuursvergoedingen.
8. Vaststelling vergoeding commissarissen-revisoren.
9. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal in euro.
10. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (9372)

**Aldia, naamloze vennootschap,  
Aalststraat 3, 9700 Oudenaarde**

H.R. Oudenaarde 14291 – BTW 400.191.910

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Henry van den Bossche, te Horebeke, op woensdag 25 april 2001, om 16 uur.

Dagorde :

1. Kapitaalverhoging ten belope van BEF 2 339 900, zonder creatie van nieuwe aandelen, door incorporatie in het kapitaal van een som van BEF 2 339 900, af te houden van de beschikbare reserve van de vennootschap, zoals zij vermeld staat in de laatste jaarrekening.
2. Vaststelling van de daadwerkelijke verwezenlijking van de kapitaalverhoging.
3. Wijziging van de uitdrukking munt van het kapitaal door omzetting ervan in euro.
4. Wijziging van de statuten om deze in overeenstemming te brengen met de hiervoor genomen beslissingen en met de gewijzigde wetgeving sedert laatste statutenwijziging die dateert van 21 september 1983; besluit om de statuten volledig te herschrijven, met behoud evenwel van het doel van de vennootschap, dat ongewijzigd blijft.
5. Machten toegekend aan de raad van bestuur om de nodige beslissingen te nemen met betrekking tot het voorgaande.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de pleegvormen, opgelegd door artikel 29 van de statuten tot het bijwonen van de buitengewone algemene vergadering.

(9373)

De raad van bestuur.

**Van Mechelen, naamloze vennootschap,  
Churchillaan 79, 2900 Schoten**

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 2 mei 2001, om 13 uur.

Dagorde :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Diversen.

Zich richten naar de statuten.

(9374)

**Xeikon, naamloze vennootschap,  
Vredebaan 72, 2640 Mortsel**

H.R. Antwerpen 265170 – BTW 434.998.973

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene jaarvergadering van de aandeelhouders die zal plaatsvinden op vrijdag 27 april 2001, om 11 uur in het Radisson SAS Park Lane Hotel, Van Eycklei 34, 2018 Antwerpen.

Agenda :

1. Kennisname van het verslag van de raad van bestuur en van het verslag van de commissaris over het boekjaar dat loopt van 1 januari 2000 tot 31 december 2000. Voorstel tot goedkeuring van de statutaire jaarrekening en bestemming van het resultaat over dezelfde periode. Kennisname van de geconsolideerde jaarrekening en van de verslagen van de raad van bestuur en van de commissaris over de geconsolideerde jaarrekening.

2. Voorstel tot het verlenen van kwijting aan de personen die in het boekjaar 2000 een bestuursmandaat hebben uitgeoefend.

3. Voorstel tot het verlenen van kwijting aan Arthur Andersen Bedrijfsrevisoren, vertegenwoordigd door Geert Verstraeten, voor de uitoefening van het mandaat van commissaris gedurende het boekjaar 2000.

4. Toelichting door BDO Bedrijfsrevisoren C.V., vertegenwoordigd door de heer Luc Annick, van het vrijwillig ontslag aangeboden aan de algemene vergadering. Voorstel tot aanvaarding van dit ontslag en voorstel tot verlening van kwijting voor de uitoefening van het mandaat van commissaris gedurende het boekjaar 2000.

5. Voorstel tot herbenoeming als bestuurder van de vennootschap van de heren Paul de Vrée, Paul Verdurme, Jan Van Daele en Alfons Buts, voor een mandaat dat zal aflopen onmiddellijk na de jaarvergadering van het jaar 2007.

Om de vergadering te kunnen bijwonen dienen de eigenaars van aandelen aan toonder hun aandelen neer te leggen bij de Bank of New York, ten laatste op 18 april 2001. Het in de agenda aangekondigde verslag ligt ter inzake van de aandeelhouders op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

U kan een exemplaar van de jaarrekening van de vennootschap bekomen door te bellen naar tel. 03-443 13 00. (9375)

**Accentis, naamloze vennootschap,  
Guldensporenpark 2B, 9820 Merelbeke**

De algemene vergadering heeft plaats op de maatschappelijke zetel, op 27 april 2001, om 15 uur.

Dagorde :

1. Kennisneming van het jaarverslag en van het geconsolideerde jaarverslag van de raad van bestuur en van de betreffende verslagen van de commissaris-revisor.

2. Toelichting, bespreking en voorstel tot goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000, voorstel tot goedkeuring van de bestemming van het resultaat van boekjaar 2000.

3. Toelichting bij de geconsolideerde jaarrekening.

4. Voorstel tot het verlenen van kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.

5. Voorstel tot ontslag van de heer Johnny Cornillie en de heer Leo Claeys, als bestuurder en voorstel tot benoeming van de heer Hedwig De Koker, de NV Joedheco, en de heer Hubert Ooghe, als bestuurder van de vennootschap voor een periode van zes jaar.

Rondvraag.

Inzake deponering, zich schikken naar de statuten. (9376)

**De Croock Bloemisterij, naamloze vennootschap,  
Antwerpsesteenweg 15, 9080 Lochristi**

BTW 440.556.182

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op zaterdag 28 april 2001, om 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.

2. Goedkeuring van de jaarrekening.

3. Kwijting aan de bestuurders.

Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht zich naar de onderrichtingen van de statuten te schikken. (9377)

**Aco Promotion, naamloze vennootschap,  
Damkaai 4, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 87634 — BTW 413.387.967

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 01/05/2001 om 16 uur. — Dagorde 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat 4. Kwijting verlenen aan de bestuurders 5. Diversen (43207)

**Boeckenberg, naamloze vennootschap,  
Van Bauscheitlaan 22, 2100 Deurne (Antwerpen)**

H.R. Antwerpen 323233 — BTW 460.746.634

Jaarvergadering op 30/04/2001 om 20 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (43208)

**Brasserie Brouta, société anonyme,  
rue de Fontenelle 2, zoning Industriel, 6240 Farciennes**

R.C. Charleroi 160222 — T.V.A. 435.944.823

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 30/04/2001, à 16 heures. — Ordre du jour : Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nomination des administrateurs et administrateurs-délégués. 6. Mandat aux administrateurs pour conversion du capital en Euro. 7. Modification de la date d'assemblée générale ordinaire. 8. Modification des statuts coordonnés en fonction de la nouvelle législation des sociétés (LSC). 9. Divers. (43209)

**Chemical Europe Belgium, société anonyme,  
avenue Delleur 18, 1170 Bruxelles 17**

R.C. Bruxelles 609901

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 07/05/2001 à 10 heures au siège social. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge à donner aux administrateurs. 5. Conversion du capital en euros. 6. Nominations statutaires. 7. Divers. (43210)

**De Rode Poort, naamloze vennootschap,  
Streyestraat 22, 8554 Zwevegem (Sint-Denijs)**

H.R. Kortrijk 120650

Jaarvergadering op 05/05/2001 om 15 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (43211)

**Immogena, société anonyme,  
avenue Fond'Roy 153, 1180 Bruxelles-18**

R.C. Bruxelles 93130

Assemblée générale ordinaire le 01/05/2001 à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : Rapport Conseil d'Administration. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. Affectation résultat. Décharge aux administrateurs. Divers. (43212)

**Noordermetaalhandel, naamloze vennootschap,  
Albert I-laan 25, 8630 Veurne**

H.R. Veurne 136 — BTW 405.274.710

Jaarvergadering op de zetel, op 28/04/2001, te 11 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders. 6. Varia. (43213)

**Uct, naamloze vennootschap,  
Grensstraat 240, 2950 Kapellen (Antwerpen)**

H.R. Antwerpen 267403

Jaarvergadering op 27/04/2001 om 16 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (43214)

**Vlasimmo, naamloze vennootschap,  
8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 127314 — BTW BE 447.852.760

Jaarvergadering op de zetel op 26/04/2001 om 11 uur. — Dagorde : 1. Verslag bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekeningen. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Benoemingen. 5. Omvorming kapitaal in euro. 6. Varia. (43215)

**Wymex, naamloze vennootschap,  
Broekweg 4, 8310 Brugge**

H.R. Brugge 83000 — BTW 448.662.117

De aandeelhouders worden verzocht aanwezig te zijn op de algemene vergadering van aandeelhouders die doorgaat op 28/04/2001 om 14 u. 30 m. in de maatschappelijke zetel van de vennootschap, om te beraadslagen over volgende dagorde : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 2. Toewijzing van het resultaat. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 4. Diversen. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (43216)

**Administrations publiques  
et Enseignement technique**

**Openbare Besturen en Technisch Onderwijs**

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

**Ville de Châtelet**

Programmation des cours organisables à l'E.C.E.T.I.C. pour l'année scolaire 2001-2002.

Cours d'informatique pour dispenser des formations orientées : soit vers les maîtrises :

de logiciels, niveau secondaire et/ou supérieur;  
de langages de programmation, niveau secondaire et/ou supérieur;  
des NTIC (internet-intranet);  
du programme du graduat en informatique et/ou du graduat en infographie;  
des différents systèmes d'exploitation en ce compris la connaissance des réseaux.

Veillez préciser votre spécialité.

Cours de langue pour dispenser les formations :

anglais tous niveaux;  
néerlandais tous niveaux;  
espagnol tous niveaux;  
italien tous niveaux;  
allemand tous niveaux.

Recrutement de chargés de cours pour dispenser les formations suivantes :

formation à la pratique de la PNL (niveau supérieur social type court);

formation à la maîtrise de PNL (niveau supérieur social type court);

mathématique 01-3 niveau secondaire;

français niveau secondaire;

conseiller en communication et en gestion des ressources humaines (niveau ESTC- 996P);

initiation socio-professionnelle et techniques de communication (niveau ESIT);

vêtements de pluie et de sport (niveau ESST-240P).

Les candidatures accompagnées d'une copie des diplômes et d'un *curriculum vitae* mentionnant les activités professionnelles actuelles ainsi que l'expérience utile éventuelle, doivent parvenir pour le 31 mai 2001, cachet de la poste faisant foi à Mme Dominique Branders-Reinier, bourgmestre de la ville de Châtelet, rue Gendebien 55, à 6200 Châtelet.

Renseignements: E.C.E.T.I.C., place de l'Hôtel de Ville 6, 6200 Châtelet, tél. 071-38 59 72; service de l'instruction publique, rue Gendebien 55, 6200 Châtelet, tél. 071-24 32 46. (9378)

#### Zone de police de l'Ambève

Malmedy - Stavelot - Waimes - Stoumont - Lierneux - Trois-Ponts

Avis de vacance d'emploi d'un chef de corps de la police locale pluricommunale de la zone de l'Ambève (Malmedy - Stavelot - Waimes - Trois-Ponts - Lierneux - Stoumont).

Le président du collège de police de la zone de l'Ambève annonce la vacance de l'emploi de chef de corps de police locale au sein de ladite zone.

Le chef de corps sera désigné pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois, sur proposition motivée du conseil de police, et après avis motivé du procureur général près la cour d'appel et du gouverneur parmi les candidats qui seront jugés aptes par une commission de sélection qui sera instituée au sein de ladite zone.

Les conditions et les modalités de la première désignation à cet emploi sont fixées dans l'arrêté royal du 31 octobre 2000 (*Moniteur belge* du 4 novembre 2000), modifié par l'arrêté royal du 5 février 2001 (*Moniteur belge* du 8 février 2001) fixant les conditions et les modalités de la première désignation à certains emplois de la police locale.

Les candidatures doivent être introduites par recommandé auprès de M. Robert Denis, président du collège de police de la zone de l'Ambève, rue Jules Steinbach, à 4960 Malmedy, dans un délai de seize jours à partir de la présente publication.

Les candidatures doivent notamment être accompagnées d'un *curriculum vitae*, d'un exposé succinct des qualités et de la motivation du candidat pour l'exercice de la fonction à pourvoir, d'une attestation prouvant que le candidat n'a pas fait l'objet d'une évaluation finale qualifiée « insuffisante » durant les cinq dernières années et d'une attestation prouvant que le candidat n'a pas fait l'objet d'une sanction disciplinaire grave non effacée.

A toutes fins utiles, les intéressés peuvent consulter le profil de la fonction de chef de corps de la police locale qui se trouve en annexe de la circulaire ministérielle ZPZ 11 du 21 décembre 2000 relative à la mise en place de la police locale et comprenant certains aspects administratifs (*Moniteur belge* du 29 décembre 2000).

Tout renseignement peut être obtenu auprès de Mme Vaesen, Pascale, secrétaire du collège de police, au numéro de téléphone: 080-68 98 90. (9379)

#### Commune de Rebecq

La commune de Rebecq procédera prochainement au recrutement d'emplois suivants :

6 employé(e)s d'administration de niveau D4 (dont 2 affectés au service de police et 4 affectés aux services administratifs);

1 employé(e) d'administration du niveau D1.

Une réserve de recrutement sera constituée.

Tous renseignements peuvent être obtenus en téléphonant au 067-63 61 02 (du lundi au vendredi entre 9 et 12 heures).

Les candidatures, accompagnées des documents requis, doivent être adressées, par recommandé, à l'attention de M. Jules Demol, bourgmestre, Grand-Place 13, à 1430 Rebecq, pour le vendredi 11 mai 2001 au plus tard. (9380)

#### Haute Ecole de la Province de Namur

Déclaration des emplois vacants pour l'année académique 2001-2002. Appel aux candidatures.

Le présent appel est publié en application de l'article 207 du décret du 24 juillet 1997, fixant le statut du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

1. Relevé des emplois vacants :

A. Département agricole (graduat en agronomie)

| Cours à conférer | Volume de la charge |
|------------------|---------------------|
| Biologie         | 0,1 ETP             |

B. Département économique (graduats en secrétariat et en gestion hôtelière)

| Cours à conférer                          | Volume de la charge |
|---|---------------------|
| Sciences économiques                      | 0,2 ETP             |
| Langue française                          | 0,3 ETP             |
| Langues étrangères : anglais              | 0,2 ETP             |
| Langues étrangères : néerlandais          | 0,2 ETP             |
| Bureautique                               | 0,2 ETP             |
| Droit                                     | 0,2 ETP             |
| Informatique de gestion                   | 0,5 ETP             |
| Construction                              | 0,1 ETP             |
| Hôtellerie (maître de formation pratique) | 0,2 ETP             |

C. Département paramédical

| Cours à conférer                                | Volume de la charge |
|---|---------------------|
| Soins infirmiers (maître-assistant)             | 0,5 ETP             |
| Soins infirmiers (maître de formation pratique) | 1 ETP               |

D.

|                                     |       |
|-------------------------------------|-------|
| Histoire                            | 1 ETP |
| Gestion administrative et juridique | 1 ETP |
| Gestion financière et comptable     | 1 ETP |

## 2. Titres requis :

Posséder le titre requis fixé par le décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

## 3. Introduction des candidatures :

A adresser par pli recommandé déposé à la poste au plus tard le 11 mai 2001 à Mme Denis, directeur-président de la Haute Ecole de la province de Namur, chaussée de Charleroi 85, à 5000 Namur (tél. : 081-73 53 69), par le biais d'un formulaire à retirer au siège social de la Haute Ecole (même adresse). (9381)

**Politiezone**  
**Gistel - Ichtegem - Jabbeke - Oudenburg en Torhout (Kouter)**

—  
Vacantverklaring van de volgende betrekking

Het ambt van korpsschef van de lokale politie van de politiezone Kouter.

## Kandidatuurstelling :

Kandidaturen dienen conform artikel 4 van het koninklijk besluit van 31 oktober 2000 binnen de termijn van zestien dagen, die aanvangt op de dag van de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad*, aangetekend te worden gericht aan de heer Roland Defreyne, burgemeester- voorzitter van de politiezone Kouter, Heyvaertlaan z/n, 8470 Gistel.

De poststempel geldt als bewijs.

De kandidaturen moeten op straffe van nietigheid vergezeld zijn van :

1. een *curriculum vitae*;
2. een uiteenzetting van de hoedanigheden en van de motivering van de kandidaat voor de uitoefening van de te begeven functie, zoals beschreven in het functieprofiel;
3. de nodige attesten waaruit blijkt dat aan de kwalificatievereisten zoals hierna vermeld zijn voldaan.

## Voorwaarden :

1. enkel politieambtenaren van een korps van de gemeentepolitie of van de federale politie kunnen solliciteren naar de eerste betrekking van korpsschef van de lokale politiezone Kouter;
2. de kandidaten moeten ten minste 30 jaar oud zijn of een dienstanciënniteit van vijf jaar hebben als officier of in de graad die vereist is om zich kandidaat te stellen;
3. de kandidaat mag de leeftijd van 60 jaar niet overschreden hebben;
4. de kandidaat mag niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een evalueeractie met de vermelding « onvoldoende » in de loop van de vijf jaar die de indiening van de kandidatuur voorafgaan noch een niet-uitgewiste tuchtstraf hebben opgelopen;
5. de kandidaat moet titularis zijn bij één van de algemene politiediensten van één van de graden vermeld in artikel 2, § 4 van het koninklijk besluit van 31 oktober 2000 houdende vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten van de eerste aanstelling in bepaalde betrekkingen van de lokale politie (*Belgisch Staatsblad* 4 november 2000).

## Functieprofiel :

Voor het functieprofiel, de algemene functieomschrijving en de specifieke voorwaarden wordt verwezen naar de bijlage aan de omzendbrief ZPZ 11 van 21 december 2000 (*Belgisch Staatsblad* 14 december 2000) betreffende de instelling van lokale politie, bestuurlijke aspecten. (9382)

**Politiezone Beringen - Ham - Tessenderlo**

De politiezone Beringen - Ham - Tessenderlo gaat over tot de aanwerving, contractueel verband van :

1 informaticus (m/v).

De kandidaten dienen houder te zijn van een diploma HOKT, toegepaste informatica of gelijkwaardig.

1 boekhouder (m/v).

De kandidaten dienen houder te zijn van een diploma HOKT, richting boekhouding.

1 maatschappelijk werker (m/v).

De kandidaten dienen houder te zijn van een diploma maatschappelijk assistent, optie personeelswerk.

Kandidatuurstelling kan enkel via een aangetekend schrijven aan : stadsbestuur van Beringen, t.a.v. de heer Vanwetswinkel, L., wnd. secretaris, Mijnschoolstraat 88, 3580 Beringen.

De kandidaturen dienen vergezeld te zijn van een kopie van het gevraagde diploma.

De kandidatuurstelling dient te gebeuren vóór 2 mei 2001.

Bijkomende informatie kan bekomen worden op bovenstaand adres of telefonisch op het nr. 011-43 03 16. (9383)

**Gemeente Mol**

Het gemeentebestuur van Mol werft aan in vacante betrekking :

Directeur (m/v) SAIGO

School voor Aangepast Individueel Gemeentelijk Onderwijs, Don Boscostraat 37-39, te 2400 Mol, B.L.O. types 1 en 8.

## Benoemingsvoorwaarden :

In vast verband benoemd zijn in het onderwijs voor ten minste een halve opdracht in hoofdambt.

Houder zijn van het diploma van kleuteronderwijzer, onderwijzer of GLSO-algemene vakken.

De betrekking uitoefenen in hoofdambt op het moment van aanstelling.

Op de uiterste inschrijvingsdatum een dienstanciënniteit van minstens vijf jaar verworven hebben in het onderwijs.

Beantwoorden aan het profiel zoals vastgesteld door de gemeenteraad.

Slagen voor een niet-vergelijkende selectieproef.

De aanstelling gebeurt op proef. Uiterlijk op het einde van het tweede volledige schooljaar wordt de directeur die tijdens de proefperiode in de uitoefening van zijn ambt voldoening heeft geschonken en de betrekking in hoofdambt uitoefent, in vast verband benoemd.

Vormingsopleidingen voor het ambt van directeur basisonderwijs hebben doorlopen of bereid zijn dit te doen. De beoordeling « met goed gevolg » is in beide gevallen vereist.

## Kandidaturen :

Te richten aan het college van burgemeester en schepenen van Mol, t.a.v. dienst onderwijs, Molenhoekstraat 2, te 2400 Mol, vóór 8 mei 2001, bij aangetekend schrijven.

Bij te voegen documenten :

*curriculum vitae*;

uittreksel uit de geboorteakte;

een voor eensluidend verklaard afschrift van diploma's en/of getuigschriften;

een attest van goed zedelijk gedrag dat op de uiterste datum van inschrijving niet meer dan drie maanden vooraf werd afgeleverd;

een nationaliteitsbewijs (Belg of onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie);

een bewijs van vaste benoeming in het onderwijs voor minimum de helft van een voltijdse betrekking.

## Informatie :

Alle inlichtingen, functieprofiel, examenprogramma zijn te bekomen bij de dienst onderwijs, administratief centrum 't Getouw (2<sup>e</sup> verdieping), Molenhoekstraat 2, te 2400 Mol, tel. 014-33 09 60. (9384)



**Onze-Lieve-Vrouwziekenhuis Mechelen  
Autonome Verzorgingsinstelling**

De Autonome Verzorgingsinstelling Onze-Lieve-Vrouwziekenhuis Mechelen is een kleinschalig en dynamisch ziekenhuis in het centrum van het land. Sinds 1 januari 2001 heeft het een unieke beheersvorm.

In concreto gaat het om een partnership tussen een universitair ziekenhuis (het AZ VUB) en het O.C.M.W.-Mechelen.

Op het niveau van de zorgverlening kunnen onze patiënten genieten van de voordelen van de complementariteit van enerzijds een lokaal ziekenhuis, waar traditioneel veel aandacht gaat naar de verzorgings- en hotelfunctie en anderzijds de hoogwetenschappelijke medische expertise van het AZ VUB.

In het kader van de uitbreiding van het medisch aanbod in Mechelen, kijken we uit naar een zelfstandige

Stomatoloog

Kandidaturen kunnen vóór 1 juni 2001 gericht worden aan A.V. Onze-Lieve-Vrouwziekenhuis, algemene directie, Zwartzustersvest 47, 2800 Mechelen.

Voor inlichtingen kan u contact opnemen met dr. Erwin Schroyens, hoofdgeneesheer (tel. 015-29 61 71). (9385)

**Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Berlare**

Het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Berlare gaat voor zijn sociale dienst over tot het aanleggen van wervings-reserves met het oog op spoedige indienstneming voor de functie van :

voltijdse en halftijdse maatschappelijk werk(st)er, in statutair, contractueel en gesubsidieerd contractueel verband.

De volledige toelatings- en aanwervingsvoorwaarden, functiebeschrijving, weddenschaal evenals het standaard sollicitatieformulier, moeten opgevraagd worden bij het O.C.M.W.-Birlare op tel. 09-367 40 48, tussen 9 en 12 uur, of schriftelijk B. Tibbautstraat 29a, 9290 Berlare of e-mail naar hilde.vanderjeugt@publilink.be

Het standaard sollicitatieformulier dient aangetekend opgestuurd te worden naar Mevr. Tackaert, voorzitter, B. Tibbautstraat 29a, 9290 Berlare, uiterlijk op 4 mei 2001, samen met een eensluidend verklaarde kopie van het vereiste diploma of een schoolattest laatstejaar voor schoolverlaters.

De betrekkingen in het bestuur zijn toegankelijk voor vrouwen en mannen. (9386)

**Police locale zone Vesdre  
Dison - Pepinster - Verviers**

Avis de vacance d'emploi d'un chef de corps de la police locale pluricommunale de la zone Vesdre (Dison - Pepinster - Verviers).

Conformément à l'article 4 de l'arrêté royal du 31 octobre 2000 (*Moniteur belge* du 4 novembre 2000), modifié par l'arrêté royal du 5 février 2001 (*Moniteur belge* du 8 février 2001), il est fait appel aux candidats chef de corps pour la police locale pluricommunale de la zone Vesdre. Les conditions d'admission sont celles de l'article 2, § 3 de l'arrêté royal précité (catégorie 150-300). Le profil de la fonction est défini par l'annexe à la circulaire ZPZ 11 du 21 décembre 2000 (*Moniteur belge* du 29 décembre 2000). Les candidatures seront adressées, dans un délai de seize jours débutant le jour de la présente publication à M. le bourgmestre de Verviers, président du collège de police, place du Marché 55, à 4800 Verviers. (9448)

**Actes judiciaires  
et extraits de jugements  
Gerechtelijke akten  
en uittreksels uit vonnissen**

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1<sup>er</sup>  
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1  
van het Burgerlijk Wetboek**

*Désignation d'administrateur provisoire  
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du premier canton d'Anderlecht

Par ordonnance du juge de paix du premier canton d'Anderlecht, en date du 8 mars 2001, faisant suite à la requête du 16 janvier 2001, la nommée Riggio, Giuseppa, née à Riesi (Italie) le 13 février 1953, domiciliée à 1070 Anderlecht, rue de l'Instruction 5, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire étant Riggio, Caterina, domiciliée à 1070 Anderlecht, rue de l'Instruction 49.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Luc Vanduyck. (62751)

Justice de paix du canton de Jumet

Par ordonnance rendue le 29 mars 2001 par M. le juge de paix du canton de Jumet, siégeant en chambre du conseil, Mme Dumarquez, Germaine, née à Roux le 13 février 1915, se trouvant actuellement au home « Drion », rue Pont Drion 7, à 6042 Lodelinsart, a été déclarée hors d'état de gérer ses biens et pourvue d'un administrateur provisoire étant Me Jean-François Depuis, avocat à 6200 Châtelineau, rue de la Vallée 27.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Albert Michotte. (62752)

Justice de paix du canton de Louveigné

Par ordonnance du juge de paix du canton de Louveigné, en date du jeudi 5 avril 2001, M. Blavier, Serge Eric Marcel, époux V.S. Brunninghausen, Françoise, né à Elisabethville le 26 février 1960, domicilié Feronheid 1/P 96, 4920 Remouchamps (Aywaille), a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, à savoir Me Mathieu, Paul, avocat à 4920 Aywaille, rue des Sœurs 10.

Louveigné, le 9 avril 2001.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Joseph Michotte. (62753)

## Justice de paix du canton de Péruwelz

Suite à la requête déposée le 23 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Péruwelz, rendue le 9 avril 2001, M. Heulle, Robert, né à Roucourt le 14 juin 1953, domicilié chemin de Vieux-Condé 44, à 7600 Péruwelz, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Vanneste, Damien, ayant son cabinet sis Grand'Place 38, à 7600 Péruwelz.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Gossuin, Martha. (62754)

## Justice de paix du canton de Seraing

Suite à la requête déposée le 8 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Seraing, rendue le 26 mars 2001, Mme Klaerchen, Anna, de nationalité belge, née à Seraing, le 4 février 1929, veuve, domiciliée rue de la Limite 85, à 4100 Seraing, résidant à la maison de repos « Les Lilas », rue Boverie 484, à 4100 Seraing, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Xharde, Annick, en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Klaerchen, Anna, avocate, domiciliée rue Colard Trouillet 45/47, à 4100 Seraing.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Beaudinet, Francine. (62755)

## Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, rendue le 9 avril 2001, M. Detournay, Pol, né à Leuze le 22 avril 1919, domicilié rue Péterinck 1/1, à 7500 Tournai, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Ghorain, Emmanuel, notaire, domicilié Grand-Place 11, à 7600 Péruwelz.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Danielle Delbart. (62756)

## Justice de paix du canton de Wavre

Par ordonnance du juge de paix du canton de Wavre, en date du 28 mars 2001, le nommé Roche, Philippe, domicilié à 1300 Wavre, chaussée de Louvain 150, a été désigné administrateur provisoire des biens de Claes, Irène, née à Lasne le 6 décembre 1922, domiciliée et résidant actuellement à 1390 Grez-Doiceau, Vieux Chemin de Wavre 1.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) L. Jonet. (62757)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Wavre, en date du 28 mars 2001, la nommée Derone, Nadine, domiciliée à 1420 Braine-l'Alleud, Petite Rue de la Gare 15, a été désignée administrateur provisoire des biens de Calut, Sidonie, née à La Hulpe le 30 juillet 1924, domiciliée et résidant actuellement à La Hulpe, rue Emile Semal 14.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) L. Jonet. (62758)

## Justice de paix du canton d'Uccle

*Avis rectificatif*

L'ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle en date du 23 mars 2001, désignant Me Anne Dauvrin, avocate, en qualité d'administrateur provisoire de Mme Nathalie Van Cauwenberg, publiée au *Moniteur belge* du 31 mars 2001, page 10840, 2<sup>e</sup> édition, contient une erreur matérielle dans le nom de la personne à protéger.

Qu'il convient de rectifier cette erreur et de lire : « Mme Nathalie Van Cauwenberg » en lieu et place de « Mme Nathalie Van Cauwenbergh ».

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (62778)

## Vrederegerecht van het kanton Beringen

Bij beschikking van Mevr. de vrederechter van het kanton Beringen, verleend op 2 april 2001, werd Mevr. Theunis, Maria Melanie, geboren te Lummen op 25 augustus 1922, gedomicilieerd te 3550 Heusden-Zolder, Everselkiezel 16, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : de heer Theunis, Henri René, gepensioneerd, wonende te 3550 Heusden-Zolder, Everselkiezel 16.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Goris, M. (62759)

## Vrederegerecht van het eerste kanton Aalst

Beschikking d.d. 4 april 2001, verklaart Van der Veken, Nicoleta, geboren te Buggenhout op 1 september 1940, wonende te 9340 Lede, Hertshage 25, bus 3, niet in staat zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Ruysinck, Jo, advocaat, wonende te 9340 Lede, Kasteeldreef 44.

Aalst, 10 april 2001.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Bernagie, Rosa. (62760)

## Vrederegerecht van het kanton Herentals

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Herentals, Victor Gysemberg, verleend op 5 april 2001, rep. 1153/2001, werd Van Opstal, Franciscus Augustinus, geboren te Westerlo op 17 maart 1923, verblijvende en gedomicilieerd R.V.T. Lindelo, Lindelostaat 10, 2275 Lille, niet in staat verklaard zelf zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Verhaegen, Hugo, advocaat, Lierseweg 104, 2200 Herentals.

Herentals, 10 april 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Jan Smets. (62761)

## Vrederegerecht van het kanton Izegem

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Izegem, verleend op 2 april 2001, werd Viaene, Crescentia, geboren te Westrozebeke op 3 augustus 1913, gedomicilieerd te 8770 Ingelmunster, Hinnebilckstraat 63, doch verblijvende in het Maria Rustoord, Weststraat 53, te 8770 Ingelmunster, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Hilde Ver Elst, advocaat te 8530 Harelbeke, Lindenlaan 8.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) F. Duthoo. (62762)

## Rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg van het arrondissement Kortrijk, provincie West-Vlaanderen, eerste kamer met drie rechters, rechtsprekend in burgerlijke zaken, zetelend in graad van hoger beroep, verleend op 6 april 2001, werd de beschikking van de vrederechter van het kanton Roeselare, van 14 juli 1993, waarbij Dierick, Agnes, geboren op 21 maart 1936, Verbandhofstraat 26, te 8800 Roeselare, niet in staat werd verklaard haar goederen te beheren

en als voorlopig bewindvoerder, haar zoon: Algoedt, Hans, Hogeweg 128/1, 8000 Brugge, toegevoegd kreeg (publicatie *Belgisch Staatsblad* 30 juli 1993, blz. 17564, nr. 5516), bevestigd.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) D. Koopman. (62763)

—  
Vrederecht van het kanton Kraainem  
—

Beschikking d.d. 6 april 2001, ingevolge verzoek d.d. 23 maart 2001, verklaart Taffala, Marie, geboren te Decazville (Frankrijk) op 14 februari 1915, weduwe, wonende te 1950 Kraainem, Jules Adantstraat 143, verblijvende rustoord « Bois Soleil », Koningin Astridlaan 427, te 1950 Kraainem, niet in staat zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder: Bordo-Haverkate, Johanna, wonende te 1950 Kraainem, Jules Adantstraat 143.

Kraainem, 10 april 2001.

De griffier, (get.) Vandegoor, Jos. (62764)

—  
Vrederecht van het kanton Ronse  
—

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Ronse, verleend op 9 april 2001, werd Domicent, Claude, geboren te Etterbeek op 15 januari 1939, wonende te 8300 Knokke-Heist, Residentie « Green Garden », Lekkerbekhelling 1/12, verblijvende A.Z. Zusters van Barmhartigheid, Hogerlucht 6, kamer 185, te 9600 Ronse, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Domicent, Pierre, geboren te Komen op 24 juli 1966, wonende te 7784 Bas-Warneton, chemin de l'Hirondelle 21.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Armand Coppens. (62765)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Ronse, verleend op 6 april 2001, werd Desomer, Georges Edmond Remy, geboren te Ronse op 4 juli 1923, verblijvende R.V.T. « De Samaritaan », Glorieuxstraat 7-9, 9681 Maarkedal (Nukerke), gedomicilieerd te 9600 Ronse, Lange Haagstraat 47, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Piesevaux, Baudouin, advocaat, kantoorhoudende te 9600 Ronse, O. Decrolylaan 31.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Armand Coppens. (62766)

—  
*Mainlevée d'administration provisoire*  
*Opheffing voorlopig bewind*  
—

Justice de paix du sixième canton de Bruxelles  
—

Par ordonnance du juge de paix du sixième canton de Bruxelles du 10 avril 2001, il a été mis fin au mandat de Me Claude-Alain Baltus, avocat à 1040 Bruxelles, avenue Eudore Pirmez 31, en sa qualité d'administrateur provisoire, de Mme Fayon, Marielle, née à Saint-Léger (France) le 14 novembre 1932, résidant actuellement à l'Institut Pachéco, rue du Grand Hospice 7, à 1000 Bruxelles, domiciliée à Saint-Josse-ten-Noode, place Saint-Lazare 5, bte 10.

Pour extrait certifié conforme: le greffier en chef, (signé) Brigitte Thierens. (62767)

Justice de paix du canton de Grâce-Hollogne  
—

Suite à la requête déposée le 2 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Grâce-Hollogne, rendue le 23 mars 2001, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 11 mai 2000 et publiée au *Moniteur belge* de juin 2000, à l'égard de M. Bustin, Roger, né à Liège le 13 avril 1935, veuf, domicilié rue de la Ferme 147, à 4400 Flémalle.

Cette personne étant redevenue capable de gérer ses biens, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir: M. Bustin, Marc, opérateur, domicilié Au Chêne à l'Alôre 27, 4400 Flémalle.

Pour extrait conforme: le greffier, (signé) Colette Clebant. (62768)

Justice de paix du canton de Pâturages  
—

Suite à l'ordonnance du juge de paix du canton de Pâturages, rendue le 9 avril 2001, M. Bronsart, Yves, de résidence à la rue Pairois 44, à 7370 Dour, a été déchargé de son mandat d'administrateur provisoire des biens de Mme Cécile Letor, née le 16 novembre 1916, en son vivant domiciliée à Frameries, rue du Chapitre 1, décédée le 23 mars 2001.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint principal, (signé) Conet, Annie. (62769)

Justice de paix du canton de Tubize  
—

Par ordonnance du juge de paix Danielle Pinon du canton de Tubize en date du 10 avril 2001, il a été mis fin au mandat de Me Jean-François Malengreau, avocat, juge de paix suppléant du canton de Tubize, dont les bureaux sont sis à 1480 Tubize, rue de Mons 145, en sa qualité d'administrateur provisoire de Roch, Rosa, née à Wauthier-Braine le 11 octobre 1905, pensionnée, domiciliée à 1440 Braine-le-Château, rue A. Latour 43k, à la Séniorie et décédée à Braine-le-Château le 14 mars 2001.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint principal, (signé) Lambert, Sylvianne. (62770)

—  
*Remplacement d'administrateur provisoire*  
*Vervanging voorlopig bewindvoerder*  
—

Justice de paix du huitième canton de Bruxelles  
—

Par ordonnance du juge de paix du huitième canton de Bruxelles, rendue en date du 1<sup>er</sup> mars 2001, il a été mis fin au mandat de Me Van Der Sypt, Chantal, avocate à 1020 Bruxelles, boulevard Emile Bockstael 137, en sa qualité d'administrateur provisoire, de M. Ergun, Necati, né à Emirdag (Turquie), en 1941, domicilié à 1020 Bruxelles, rue de Wautier 28.

Un nouvel administrateur provisoire a été désigné à cette personne protégée, à savoir: M. Ergun, Huseyin, domicilié à 1020 Bruxelles, rue de Wautier 28.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Alfons Philips. (62771)

Justice de paix du second canton de Mons  
—

Suite à la requête déposée le 2 avril 2001, par ordonnance du juge de paix du second canton de Mons, rendue en date du 9 avril 2001, il a été mis fin au mandat de Mme Sylviane Pichueque, avocate à Cuesmes, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Hannecart, Adolphe, né à Cuesmes le 15 juin 1929, domicilié rue de Frameries 236, à 7033 Cuesmes.

Un nouvel administrateur provisoire a été désigné à ladite date à cette personne protégée, à savoir : Me Rizzo, Dominique, avocate, dont le cabinet est sis rue Brunehaut 75, à 7022 Mesvin.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Blairon, Etienne. (62772)

Suite à la requête déposée le 29 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du second canton de Mons, rendue en date du 9 avril 2001, il a été mis fin au mandat de Mme Sylviane Pichueque, avocate à Cuesmes, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Destrais, Robert, né à Anderlues le 22 mai 1912, domicilié à l'établissement M.R.S. du Bois d'Havré - Hôpital Ambroise Paré, chemin de la Cure d'Air 19, à 7021 Havré.

Un nouvel administrateur provisoire a été désigné à ladite date à cette personne protégée, à savoir : Me Rizzo, Dominique, avocate, dont le cabinet est sis rue Brunehaut 75, à 7022 Mesvin.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Blairon, Etienne. (62774)

Suite à la requête déposée le 2 avril 2001, par ordonnance du juge de paix du second canton de Mons, rendue en date du 9 avril 2001, il a été mis fin au mandat de Mme Sylviane Pichueque, avocate à Cuesmes, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Mertens, Zoé, née à Saintes le 31 mars 1925, domiciliée à l'établissement « La Biercée », rue des Fonds 12, 7070 Gottignies.

Un nouvel administrateur provisoire a été désigné à ladite date à cette personne protégée, à savoir : Me Rizzo, Dominique, avocate, dont le cabinet est sis rue Brunehaut 75, à 7022 Mesvin.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Blairon, Etienne. (62775)

Suite à la requête déposée le 29 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du second canton de Mons, rendue en date du 9 avril 2001, il a été mis fin au mandat de Mme Sylviane Pichueque, avocate à Cuesmes, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Weynoit, Michel, né à Soignies le 23 janvier 1935, domicilié à l'établissement « La Biercée », rue des Fonds 12, 7070 Gottignies.

Un nouvel administrateur provisoire a été désigné à ladite date à cette personne protégée, à savoir : Me Rizzo, Dominique, avocate, dont le cabinet est sis rue Brunehaut 75, à 7022 Mesvin.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Blairon, Etienne. (62776)

Justice de paix du premier canton de Mons

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Mons rendue le 5 avril 2001, il a été procédé au remplacement de Me Paul Bughin, avocat, décédé, dont le cabinet était sis à 7000 Mons, boulevard Saintelette 46, par Me Xavier Beauvois, avocat, dont le cabinet est sis à 7000 Mons, place du Parc 34, en qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Daniel Desprechins, né à La Louvière le 20 février 1949, marié, domicilié et résidant à l'hôpital « Le Chêne-aux-Haies », chemin du Chêne-aux-Haies 24, à 7000 Mons.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Chatelle, christian. (62773)

Vrederegerecht van het eerste kanton Oostende

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Oostende, verleend op 29 maart 2001 werd :

Vermeire, Veerle, advocaat te 8400 Oostende, Gentstraat 12, in haar hoedanigheid van voorlopige bewindvoerder (aangesteld bij beschikking d.d. 31 mei 1996) over Carael, Godelieve, geboren te Aalst op 2 maart 1948, wonende te 8200 Brugge, Stationslaan 13, Bouzlama, Naïma, advocaat te 8000 Brugge, Walweinstraat 11.

Oostende, 29 maart 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Wybo, Marleen. (62777)

**Publication prescrite par l'article 793  
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793  
van het Burgerlijk Wetboek**

*Acceptation sous bénéfice d'inventaire  
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

Rechtbank van eerste aanleg te Brugge

Op 4 april 2001, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, voor ons, Paul Flamée, griffier-hoofd van dienst bij dezelfde rechtbank, is verschenen :

Mr. Pierre Grossi, advocaat te 5100 Jambes, rue de Dave 45, handelend in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder over Van Causbroeck, Richard, geboren op 16 juli 1940, met woonplaats en verblijvend te 5000 Namur, avenue Vauban 8, « La Bastide », hiertoe aangesteld bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton van Namen, van 15 februari 2000.

De comparant verklaart ons, handelend in zijn gezegde hoedanigheid, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Cattrel, Elisa, geboren te Sint-Gillis (Brussel) op 29 oktober 1915, in leven weduwe van Vancausbroeck, Pierre, laatst wonende te 8370 Blankenberge, Nuytemanslaan 1, en overleden te Blankenberge op 5 januari 2001.

Tot staving van zijn verklaring heeft de comparant ons een kopie vertoond van de beslissing van een beschikking van de vrederechter van het tweede kanton van Namur, verleend op 17 januari 2001, waarbij hij gemachtigd werd om in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder van Van Causbroeck, Richard, de nalatenschap van wijlen Cattrel, Elisa, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

Hij heeft tevens verklaard om in deze procedure, en bij toepassing van artikel 793 van het Burgerlijk Wetboek, woonplaats te kiezen op zijn voormeld kantoor, alwaar de schuldeisers en legatarissen zich bekend dienen te maken.

Waarvan akte, welke de comparant, na gedane lezing, met ons, griffier-hoofd van dienst, heeft ondertekend.

(Get.) P. Grossi; P. Flamée. (9387)

Tribunal de première instance de Dinant

Suivant acte n° 367, dressé au greffe du tribunal de première instance de Dinant, le 10 avril 2001, M. Paul Fabian, domicilié à 4420 Saint-Nicolas, rue Mathieu Vankeer 45, a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession qui lui dévolue par le décès de son père, M. Paul, Fernand, né à Rochefort le 24 décembre 1952, en son vivant, domicilié à Jemelle, avenue de Ninove 130, et décédé à Yvoir en date du 2 décembre 2000.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente à Me Bénédicte Letecheur, avocat à 5580 Rochefort, rue de France 37.

Dinant, le 10 avril 2001.

Le greffier, (signé) M. Focan. (9388)

Tribunal de première instance de Huy

L'an deux mille un, le trois avril, au greffe du tribunal de première instance de Huy, a comparu, Mme Jeannine Lambot, secrétaire, domiciliée à 4500 Huy, rue Neuve 23/1, agissant en sa qualité de mandataire spéciale en vertu d'un procuracion faite sous seing privé à Huy, le 22 mars 2001, qui restera annexée au présent acte, pour et au nom de :

M. Schouten, Antoine Léon, pensionné, né à Schaerbeek le 22 février 1913, veuf de Mme Gossing, Thérèse, domicilié à La Hestre, rue de Boscoup 399, frère du défunt;

Mme Jadot, Catherine Charlotte, pensionnée, née à Châtelet le 1<sup>er</sup> juillet 1930, épouse de M. Chavagne, Ervé, domiciliée à Huy, rue Gravière 3, nièce du défunt;

M. Draps, Jean, pensionné, né à Molenbeek-Saint-Jean le 4 septembre 1930, époux de Mme Lafont, Rosette, domiciliée à Manage, rue de la Carrière 4, neveu du défunt;

laquelle comparante a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Schouten, Pierre, né à Jumet le 1<sup>er</sup> février 1922, de son vivant domicilié à Wanze, rue Ferdinand Fontaine 35/1, et décédé le 26 février 2001 à Wanze.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code Civil, le comparant déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Frantz Gilmant, notaire à 4500 Huy, rue l'Apleit 8, ou les légataires et créanciers sont invités à faire valoir leurs droits par avis recommandé, dans les trois mois de la présente insertion.

Dont acte signé, lecture faite par le comparant et le greffier.

(Signé) J. Lambot; R. Piette. (9389)

Tribunal de première instance de Liège

L'an deux mille un, le neuf avril, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu :

Iusch, Marie-France, née à Liège le 15 novembre 1972, domiciliée à Comblain-au-Pont, cité Belle-Vue 26/b, agissant en sa qualité de mère et tutrice légale de son enfant mineur d'âge :

Vervalcke, Kimberly, née à Rocourt le 28 juin 1993, domiciliée avec sa mère,

et en vertu d'une délibération du conseil de famille qui s'est tenu devant M. le juge de paix de canton de Hamoir, en date du 21 mars 2001, délibération qui est produite en photocopie et qui restera annexée au présent acte;

laquelle comparante a déclaré ès qualités, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Vervalcke, Serge, né à Rocourt le 8 janvier 1969, de son vivant domicilié à Seraing, rue Hya 66, et décédé le 17 février 2001 à Seraing.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code Civil, la comparante déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Michel Duchateau, notaire à Liège, rue Louvrex 71-73, bte 002.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier, chef de service, (signé) J. Diederens. (9390)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Volgens akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op 10 april 2001, hebben :

1. Van Hasselt, Cornelius Johannes Marie, geboren te Zundert (Nederland) op 4 november 1955, wonende te 2990 Wuustwezel, Oude Baan 57;

2. Pacquee, Ria Joanna Ludovicus, geboren te Wuustwezel op 16 januari 1958, wonende te 2990 Wuustwezel, Oude Baan 57,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Helsen, Jozef Jan, geboren te Wuustwezel op 14 april 1929, in leven laatst wonende te 2920 Kalmthout, Heidestatiestraat 32, en overleden te Brasschaat op 6 januari 2001.

Er wordt woonstkeuze gedaan ten kantore van notaris Francis De Bounge, te 2920 Kalmthout, Vogelenzangstraat 4.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht, hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgenamen gekozen woonplaats.

Antwerpen, 10 april 2001.

De griffier, (get.) K. Beyers. (9391)

Rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, op 5 april 2001, voor ons Hannelore Laverge, adjunct-griffier bij dezelfde rechtbank, is verschenen Deboodt, Greet, wonende te 8900 Ieper, Gildenstraat 2A/1A, handelend als gevolmachtigde van :

Wyffels, Katrien Marie-Paul Julienne Michel, geboren te Izegem op 16 maart 1965, handelend in eigen naam en als moeder-voogdes van rechtswege over de minderjarige kinderen :

Vandendriessche, Leontine Annie Wivine Inge Christian, geboren te Roeselare op 6 september 1993;

Vandendriessche, Amelie Kristine Peter Annie Wivine, geboren te Roeselare op 20 maart 1995;

Vandendriessche, Camille Annie Wivine Jos, geboren te Roeselare op 22 januari 1998,

allen wonende te 8870 Izegem, Vijfwegenstraat 77.

De comparante heeft ons verklaard, handelend in haar gezegde hoedanigheid, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Vandendriessche, Stefan Joseph Marie Robert, geboren te Blankenberge op 3 juli 1961, in leven laatst wonende te 8870 Izegem, Vijfwegenstraat 77, en overleden te Gistel op 17 januari 2001.

Tot staving van haar verklaring heeft de comparante ons een onderhandse volmacht overhandigd.

Tot staving van haar verklaring heeft de comparant ons een afschrift vertoond van de beslissing van de familieraad, gehouden op onder het voorzitterschap van de vrederechter van het kanton Izegem, waarbij Wyffels, Katrien, gemachtigd werd om in naam van de voornoemde minderjarige de nalatenschap van wijlen Vandendriessche, Stefan Joseph Marie Robert, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van notaris Karel Vanbeylen, Lichterveldestraat 72, 8750 Wingene-Zwevezele.

Kortrijk, 5 april 2001.

De adjunct-griffier, (get.) Hannelore Laverge. (9392)

**Concordat judiciaire – Gerechtelijk akkoord**

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis dezer rechtbank d.d. 9 april 2001 werd een voorlopige opschorting van betaling toegekend voor een periode eindigend op 8 oktober 2001, aan de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Mertex, met maatschappelijke zetel te 2500 Lier, Sterrenstraat 58B, H.R. Mechelen 86435, BTW 465.462.319, met als handelsactiviteiten de groot- en kleinhandel in huishoudlinnen en beddegoed, alsook matrassen.

Mr. Joris, Marc, advocaat, kantoorhoudende te 2800 Mechelen, Bleekstraat 11, bus 003, werd benoemd tot commissaris inzake opschorting om onder toezicht van de rechtbank de schuldenaar bij te staan in daden van bestuur en beschikking.

De schuldeisers worden opgeroepen aangifte van hun schuldverordeningen te doen vóór 21 mei 2001.

Uitspraak over een eventuele definitieve opschorting werd bepaald op de zitting van de tweede kamer van deze rechtbank, van maandag 17 september 2001, te 11 uur, in haar zittingszaal, gerechtsgebouw, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Mechelen, 9 april 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) G. Lauwers. (9393)

Bij vonnis dezer rechtbank d.d. 9 april 2001 werd een voorlopige opschorting van betaling toegekend voor een periode eindigend op 8 oktober 2001, aan de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Merlan, met maatschappelijke zetel te 2500 Lier, Sterrenstraat 56B, H.R. Mechelen 85457, BTW 454.417.185, met als handelsactiviteiten de groot- en kleinhandel in huishoudlinnen en beddegoed, alsook matrassen.

Mr. Joris, Marc, advocaat, kantoorhoudende te 2800 Mechelen, Bleekstraat 11, bus 003, werd benoemd tot commissaris inzake opschorting om onder toezicht van de rechtbank de schuldenaar bij te staan in daden van bestuur en beschikking.

De schuldeisers worden opgeroepen aangifte van hun schuldverordeningen te doen vóór 21 mei 2001.

Uitspraak over een eventuele definitieve opschorting werd bepaald op de zitting van de tweede kamer van deze rechtbank, van maandag 17 september 2001, te 11 uur, in haar zittingszaal, gerechtsgebouw, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Mechelen, 9 april 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) G. Lauwers. (9394)

**Faillite – Faillissement**

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 27 maart 2001 van de rechtbank van koophandel te Brussel, werd op aangifte, het faillissement uitgesproken van N.V. Dorm-Inn, met zetel te 1740 Ternat, Brusselstraat 91, H.R. Brussel 540159, BTW 442.144.014, en met als voornaamste handelsactiviteit : hotel-restaurant.

Rechter-commissaris : de heer Jan Heyse.

Curateur : Mr. Bertrand Asscherickx, advocaat te 1070 Brussel, Ninoofsesteenweg 643.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldverordening te doen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal der schuldverordeningen : op woensdag 9 mei 2001, te 14 uur, in zaal G, op niveau 01, van het gerechtsgebouw.

De curator, (get.) Bertrand Asscherickx. (9395)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 9 avril 2001, Mme Claire Massart-Verhaegen, a succédé à M. Jean-Michel Derick, en qualité de curateur à la faillite de la S.A. Perce Neige, société civile sous forme de société anonyme, dont le siège social est établi à 1082 Berchem-Sainte-Agathe, rue de Ganshoren 71, R.S.C. 2386, T.V.A. 448.914.218, déclarée ouverte, sur aveu, par jugement du 26 mars 2001, activité principale : immobilier.

Juge-commissaire : M. A. Hansez.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 mai 2001, à 14 heures, à la salle A du tribunal de commerce de Bruxelles.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Claire Massart-Verhaegen, avocat. (9401)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 9 april 2001, Mr. Claire Massart-Verhaegen, heeft Mr. Jean Michel Derick, opgevolgd als curator in het faillissement van de N.V. Perce Neige (burgerlijke maatschappij onder de vorm van N.V.), met maatschappelijke zetel te 1082 Berchem-Sainte-Agathe, rue de Ganshoren 71, R.B.M. 2386, BTW 448.914.218, dat geopend verklaard werd, op bekentenis, door vonnis d.d. 26 maart 2001, voornaamste handelsactiviteit : woning.

Rechter-commissaris : de heer A. Hansez.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldverordeningen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldverordeningen : op woensdag 9 mei 2001, te 14 uur, in zaal A van de rechtbank van koophandel.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Claire Massart-Verhaegen, advocaat. (9401)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 27 mars 2001 du tribunal de commerce de Bruxelles a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Euroservice Belgium, ayant son siège à 1930 Zaventem, Lozenberg 10, R.C. Bruxelles 628299, T.V.A. 464.157.074, et avec comme activité principale : import-export.

Juge-commissaire : M. Jan Heyse.

Curateur : Me Bertrand Asscherickx, avocat à 1070 Bruxelles, chaussée de Ninove 643.

Les créanciers sont invités à déposer au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, la déclaration de leurs créances dans les trente jours à compter de la date de faillite.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances aura lieu : le mercredi 9 mai 2001, à 14 heures, à la salle G, situé au niveau 01 du palais de justice.

Le curateur, (signé) Bertrand Asscherickx. (9402)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 27 maart 2001 van de rechtbank van koophandel te Brussel, werd op dagvaarding, het faillissement uitgesproken van B.V.B.A. Euroservice Belgium, met zetel te 1830 Zaventem, Lozenberg 10, H.R. Brussel 628299, BTW 464.157.074, en met als voornaamste handelsactiviteit : import-export.

Rechter-commissaris : de heer Jan Heyse.

Curator : Mr. Bertrand Asscherickx, advocaat te 1070 Brussel, Ninoofsesteenweg 643.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvordering te doen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal der schuldvorderingen : op woensdag 9 mei 2001, te 14 uur, in zaal G, op niveau 01 van het gerechtsgebouw.

De curator, (get.) Bertrand Asscherickx. (9402)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 6 avril 2001 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de Mme Debras, Emmanuèle, née le 22 mars 1964 à Stavelot, domiciliée quai au Bois de Construction 7, à 1000 Bruxelles, R.C. Bruxelles 541169, R.C. Nivelles 74856, T.V.A. 547.738.603, activité commerciale : textile designer.

Juge-commissaire : M. A. Hansez.

Curateur : Me Claire Van de Velde, avenue Adolphe Wansart 8, bte 4-8-9, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 16 mai 2001, à 14 heures, à la salle A du tribunal de commerce.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Cl. Van de Velde.

(Pro deo) (9403)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 6 april 2001 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van Mevr. Debras, Emmanuèle, geboren te Stavelot op 22 maart 1964, wonende Timmerhoutkaai 7, 1000 Brussel, H.R. Brussel 541169, H.R. Nijvel 74856, BTW 547.438.603, handelsactiviteit : textiel designer.

Rechter-commissaris : de heer A. Hansez.

Curator : Mr. Claire Van de Velde, Ad. Wansartlaan 8, bus 4-8-9, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 16 mei 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Cl. Van de Velde.

(Pro deo) (9403)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 6 avril 2001 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Aoife, « le Zwarte pit », rue des Carmélites 93, à 1180 Bruxelles, R.C. Bruxelles 630063, T.V.A. 464.700.472, activité commerciale : restaurant.

Juge-commissaire : M. A. Hansez.

Curateur : Me Claire Van de Velde, avenue Adolphe Wansart 8, bte 4-8-9, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 16 mai 2001, à 14 heures, à la salle A du tribunal de commerce.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Cl. Van de Velde.

(Pro deo) (9404)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 6 april 2001 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van Aoife B.V.B.A., « De Zwarte Pit », Karmelieterstraat 93, 1180 Brussel, H.R. Brussel 630063, BTW 464.700.472, handelsactiviteit : restaurant.

Rechter-commissaris : de heer A. Hansez.

Curator : Mr. Claire Van de Velde, Ad. Wansartlaan 8, bus 4-8-9, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 16 mei 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Cl. Van de Velde.

(Pro deo) (9404)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 6 avril 2001 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Schaerbeek Sports, avenue Rogier 83, à 1030 Bruxelles, R.C. Bruxelles 617331, T.V.A. 459.576.003, activité commerciale : vente au détail d'articles de sports.

Juge-commissaire : M. A. Hansez.

Curateur : Me Claire Van de Velde, avenue Adolphe Wansart 8, bte 4-8-9, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 16 mai 2001, à 14 heures, à la salle A du tribunal de commerce.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Cl. Van de Velde.

(Pro deo) (9405)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 6 april 2001 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van Schaarbeek Sports B.V.B.A., Rogierlaan 83, 1030 Brussel, H.R. Brussel 617331, BTW 459.576.003, handelsactiviteit : sportartikelen verkoop.

Rechter-commissaris : de heer A. Hansez.

Curator : Mr. Claire Van de Velde, Ad. Wansartlaan 8, bus 4-8-9, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 16 mei 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Cl. Van de Velde.

(Pro deo) (9405)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 6 avril 2001 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Les Entreprises Felix Michiels, avenue Général Bernheim 48, à 1040 Etterbeek, R.C. Bruxelles 346514, T.V.A. 405.955.094, activité commerciale : entreprise d'électricité.

Juge-commissaire : M. A. Hansez.

Curateur : Me Claire Van de Velde, avenue Adolphe Wansart 8, bte 4-8-9, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 16 mai 2001, à 14 heures, à la salle A du tribunal de commerce.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Cl. Van de Velde.

(Pro deo) (9406)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 6 april 2001 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van Les Entreprises Felix Michiels B.V.B.A., General Bernheimlaan 48, 1040 Etterbeek, H.R. Brussel 346514, BTW 405.955.094, handelsactiviteit : elektriciteitsonderneming.

Rechter-commissaris : de heer A. Hansez.

Curator : Mr. Claire Van de Velde, Ad. Wansartlaan 8, bus 4-8-9, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 16 mei 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Cl. Van de Velde.

(Pro deo) (9406)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 6 mars 2001, la troisième chambre du tribunal de commerce de Liège a clôturé, pour absence d'actif, la faillite de la S.A. Concept et Compagnie, anciens établissements Depelchin, R.C. Liège 188210, T.V.A. 453.404.031, ayant son siège social établi à 4130 Esneux, rue Sous les Roches 29, faillite déclarée par jugement du 2 septembre 1999, du tribunal de commerce de Liège. La société faillie a été déclarée inexécutable.

Le curateur, (signé) Georges Rigo.

(9407)

Par jugement du 9 avril 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur aveu, de la S.P.R.L. Horecaquick, établie et ayant son siège social à 4100 Seraing (Boncelles), route du Condroz 49B, R.C. Liège 188989, pour l'exploitation d'un commerce de gros de tous produits alimentaires et autres destinés au secteur Horeca, lavage de voitures car-wash, commerce de détail en véhicules à moteur et accessoires neufs sauf motos, entreprise de transports de colis par véhicules dont la charge utile ne dépasse pas 500 kg, T.V.A. 453.794.407.

Date du début de l'activité commerciale : le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

Juge-commissaire : M. Georges Libert.

Procès-verbal de vérification des créances : mardi 22 mai 2001, à 9 h 30 m, dans le bureau de Mme le greffier en chef du tribunal de commerce.

Les déclarations de créance doivent être déposées pour le 9 mai 2001 au plus tard.

Les curateurs, (signé) Pierre Cavenaile et Koenraad Tanghe, avocats, rue Julien d'Andrimont 23-25, à 4000 Liège. (9408)

Tribunal de commerce de Marche-en-Famenne

Le tribunal de commerce de Marche-en-Famenne, par jugement du 9 avril 2001, a déclaré ouverte, la faillite de M. Claude Marain, né à Forest le 16 septembre 1953, domicilié ci-avant à 6660 Houffalize, rue du Hérou 4, et actuellement à 6997 Fanzel (Erezée), rue de l'Aisne 31, R.C. Marche-en-Famenne 19457, pour le commerce de détail et le placement de cuisines équipées, T.V.A. 657.293.675.

Juge-commissaire : M. D. Poumay.

Curateur : Me Michel Ghislain, avocat à 6900 Marche-en-Famenne, avenue de la Toison d'Or 28.

Dépôt des déclarations des créances avec leur titre dans les trente jours à compter du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances le lundi 21 mai 2001, à 14 h 30 m, en la salle d'audience du palais de justice, extension du palais de justice, rue Victor Libert, à 6900 Marche-en-Famenne.

Le curateur, (signé) M. Ghislain. (Pro deo) (9409)

Tribunal de commerce de Namur

Par jugement du 29 mars 2001, le tribunal de commerce de Namur a déclaré la faillite de la S.P.R.L. Mourmaux, Dany, dont le siège social est sis rue de la Larronnerie 15, à 5060 Auvélais, y exploitant une entreprise de placement, ferronnerie, volets, menuiserie métallique, ébénisterie, R.C. Namur 69758, T.V.A. 455.398.469.

Le même jugement reporte à la date provisoire du 29 mars 2001 l'époque de la cessation des paiements, et ordonne aux créanciers de faire au greffe la déclaration de leur créance dans les trente jours.

Juge-commissaire : M. Paul Jadoul, juge consulaire.

Curateur : Me Thibault Bouvier, rue Saint-Nicolas 33, à 5000 Namur.

Procès-verbal de vérification des créances : le 17 mai 2001, à 10 heures, au palais de justice de Namur, premier étage.

Le curateur, (signé) Me Thibault Bouvier. (9410)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du 9 avril 2001 rendu sur base de l'article 73 de la loi du 8 août 1997, sur les faillites, le tribunal de commerce de Nivelles a prononcé pour insuffisance d'actif la clôture de la faillite de la S.P.R.L. Garage Brismer, dont le siège est sis chaussée Reine Astrid 77, 1420 Braine-l'Alleud, R.C. Nivelles 74777, T.V.A. 450.582.123, et a dit n'y avoir lieu à accorder le bénéfice de l'excusabilité.

Le curateur, (signé) Bernard Vanham.

(9411)



## Tribunal de commerce de Tournai

Par jugement du 3 avril 2001, le tribunal de commerce de Tournai, a prononcé la faillite de M. Christian Rocq, domicilié à 7640 Antoing, place du Préau 10, mais résidant en fait à Tournai, boulevard des Nerviens 28, et exploitant un commerce de détail en cassettes vidéo sous la dénomination « American Video JMB », R.C. Tournai 73433.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles-Dieu 1, à 7500 Tournai, dans un délai de trente jours expirant le 3 mai 2001.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au lundi 28 mai 2001, à 9 heures, en chambre du conseil du tribunal de commerce de Tournai, palais de justice, à Tournai.

Curateur : Me Marc Claeys, avocat, rue Saint-Eleuthère 186-188, 7500 Tournai.

Tournai, le 3 avril 2001.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) M. Claeys. (9412)

Par jugement du 3 avril 2001, le tribunal de commerce de Tournai, a prononcé la faillite de M. Francis Palmer, domicilié à 59380 Emmerin (France), rue de Seclin 6bis, exerçant à 7700 Mouscron, rue de l'Echauffourée 13, l'activité de vente en gros de vins et épicerie fine, R.C. Tournai 84049.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles-Dieu 1, à 7500 Tournai, dans un délai de trente jours expirant le 3 mai 2001.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au lundi 28 mai 2001, à 9 heures, en chambre du conseil du tribunal de commerce de Tournai, palais de justice, à Tournai.

Curateur : Me Marc Claeys, avocat, rue Saint-Eleuthère 186-188, 7500 Tournai.

Tournai, le 3 avril 2001.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) M. Claeys. (9413)

## Tribunal de commerce de Verviers

Faillite : Geromboux, Martine Louise Alberte Georgette Colette Ghislaine, née à Verviers le 13 juillet 1963, domiciliée à 4800 Verviers, Crapaurue 5, en instance d'inscription pour 4800 Verviers (Ensival), rue de Pepinster 56, R.C. Verviers 58855, T.V.A. 752.147.106, pour l'exploitation d'une sandwicherie exercée à son domicile sous l'appellation « Sandwicherie du Marché », déclarée en faillite sur aveu par jugement du 3 janvier 2000.

Curateur : Me Piron, Jacques.

Par jugement du 22 mars 2001, le tribunal de commerce de Verviers a clôturé la faillite préqualifiée par liquidation.

Par le même jugement la faillie a été déclarée excusable.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Marc Duysinx, le greffier, (signé) Mme S. Lardinois. (9414)

## Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge

Bij vonnis d.d. 6 april 2001 van de rechtbank van koophandel te Brugge werd, op bekentenis, B.V.B.A. L-mode, met maatschappelijke zetel te 8000 Brussel, Langestraat 51, H.R. Brugge 87675, voor de kleinhandel in geassorteerde textielwaren, kleding en schoeisel, BTW 462.262.804, failliet verklaard.

Datum staking van de betaling : 6 april 2001.

Aangifte van schuldvordering : vóór 4 mei 2001.

Sluiting proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : maandag 21 mei 2001, om 9 u. 30 m., in de gehoorzaal van de rechtbank, zaal N, Kazernevest 3, te 8000 Brugge.

Rechter-commissaris : de heer Robert De Buysere.

Curatoren : Francis Missault en Mercedes Van Volcem, kantoorhoudende in de Kan. Van Hoonackerstraat 3, te 8000 Brugge.

De curatoren, (get.) Francis Missault; Mercedes Van Volcem. (9415)

## Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende

Bij beschikking d.d. 4 april 2001 van de heer Dirk Decloedt, rechter-commissaris van het faillissement Sierjacobs, Michel, wonende te 8430 Middelkerke, Zeedijk 122, wordt overeenkomstig artikel 76, 2° en 3° lid van de Faillissementswet een vergadering van de schuldeisers gehouden op vrijdag 18 mei 2001, om 16 u. 30 m., in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, gerechtsgebouw, Canadaplein, te 8400 Oostende, waarop nopens de vereffening verslag zal worden uitgebracht door de curator.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de griffier, (get.) H. Crombez. (9416)

Bij beschikking d.d. 4 april 2001 van de heer Dirk Decloedt, rechter-commissaris van het faillissement Vervaet, Carl, wonende te 8400 Oostende, Troonstraat 32/39, overeenkomstig artikel 76, 2° en 3° lid van de Faillissementswet een vergadering van de schuldeisers gehouden op vrijdag 18 mei 2001, om 16 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, gerechtsgebouw, Canadaplein, te 8400 Oostende, waarop nopens de vereffening verslag zal worden uitgebracht door de curator.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de griffier, (get.) H. Crombez. (9417)

## Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst

Faillissement : Scholte, Ludwig, geboren te Aalst op 19 oktober 1960, wonende te 9320 Aalst-Erembodegem, Brusselbaan 159, H.R. Aalst 68050, BTW 734.187.951, en als handelsactiviteit het bouwen van aquariums en groothandel in vissen.

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, d.d. 6 april 2001, werd voornoemde Scholte, Ludwig, op dagvaarding, failliet verklaard en werd de datum van ophouding van betalingen bepaald op 6 april 2001.

Mr. Marc Ghysens, advocaat te Aalst, Keizersplein 46, werd als curator aangesteld.

De heer Dirk Nevens, rechter in handelszaken bij de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, werd als rechter-commissaris aangesteld.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering doen ter griffie der rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, Gerechtelijk en Administratief Centrum, Graanmarkt 3, 9300 Aalst, binnen de dertig dagen vanaf de datum van het vonnis.

De sluiting van het verbaal van nazicht van de schuldvorderingen is gesteld op donderdag 17 mei 2001, te 9 u. 10 m.; in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, Gerechtelijk en Administratief Centrum, Graanmarkt 3, 9300 Aalst.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) M. Ghysens.

(Pro deo) (9418)

## Rechtbank van koophandel te Kortrijk

De tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, heeft bij vonnis van 3 april 2001, op aangifte, in staat van faillissement verklaard de heer Abtan, Didier, geboren te Casablanca op 22 september 1965, van Franse nationaliteit, wonende te 59000 Lille (Frankrijk), rue Inkermannn 17, handeldrijvende onder de benaming Vinico, met hoofdinzichting te 8930 Menen, Nieuwstraat 2a, H.R. Kortrijk 143979, groothandel in wijn, BTW 577.877.760.

Het tijdstip van het ophouden van de betalingen werd vastgesteld op 3 april 2001.

Rechter-commissaris : de heer Gerard Vanhulle, rechter in handelszaken.

De curator : Mr. Randall Huysentruyt, advocaat te 8930 Menen-Lauwe, Lauwbergstraat 110.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 10A, en dit vóór 2 mei 2001.

De sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen zal geschieden op vrijdag 1 juni 2001, om 15 u. 45 m., en dit in de rechtbank van koophandel te Kortrijk, gerechtsgebouw, Burg. Nolfstraat 10A, te 8500 Kortrijk.

Voor gelijkvormig afschrift : de curator, (get.) Mr. Randall Huysentruyt. (9419)

Bij vonnis van 9 april 2001 van de rechtbank van koophandel te Kortrijk werd de B.V.B.A. « Pacril », met maatschappelijke zetel te 8800 Roeselare, Manestraat 10, H.R. Kortrijk 143173, BTW 454.979.884, met als activiteit ondermeer groothandel in leder- en marokijnwaren, in staat van faillissement verklaard.

Als curator werd aangesteld Mr. Ivan Lietaer, advocaat te 8500 Kortrijk, Pres. Rooseveltplein 1.

Bij hetzelfde vonnis werd de datum van staking van betaling vastgesteld op 28 oktober 2000.

De schuldeisers moeten de verklaring van schuldvordering indienen vóór 3 mei 2001.

De sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen vindt plaats op vrijdag 8 juni 2001, om 15 u. 30 m., ter rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Burgemeester Nolfstraat 10A, te 8500 Kortrijk.

(Get.) Lietaer, Ivan, curator. (9420)

Bij vonnis van 9 april 2001 van de rechtbank van koophandel te Kortrijk werd de B.V.B.A. « Menauto », met maatschappelijke zetel te 8930 Menen, Moeskroenstraat 393, H.R. Kortrijk 100294, BTW 421.990.184, met als activiteit werkplaats voor het herstellen van motorvoertuigen en koetswerk, in staat van faillissement verklaard.

Als curator werd aangesteld Mr. Ivan Lietaer, advocaat te 8500 Kortrijk, Pres. Rooseveltplein 1.

De schuldeisers moeten de verklaring van schuldvordering indienen vóór 3 mei 2001.

De sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen vindt plaats op vrijdag 8 juni 2001, om 15 u. 45 m., ter rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Burgemeester Nolfstraat 10A, te 8500 Kortrijk.

(Get.) Lietaer, Ivan, curator. (Pro deo) (9421)

Bij vonnis van 30 maart 2001 van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, derde kamer, werd het faillissement van de C.V. A.P.M., met maatschappelijke zetel te 8500 Kortrijk, Chrysantenlaan 17, bus 1, H.R. Kortrijk 114012, BTW 432.664.441, gesloten verklaard wegens ontoereikend actief en de gefailleerde vennootschap werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Vanneste, Sabine, Weststraat 5, te 8770 Ingelmunster. (9422)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis d.d. 9 april 2001 werd, op bekenenis, het faillissement open verklaard van de B.V.B.A. Carbonell, patrimoniumvennootschap, met zetel te 2800 Mechelen, Geerdegem-Schonenberg 200, H.R. Mechelen 69279, BTW 442.615.354.

Datum staking van betaling : 9 april 2001.

Rechter-commissaris : de heer H. Verbruggen, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Eric Van hoogenbemt, advocaat te 2800 Mechelen, Hombeeksesteenweg 62.

Indienen van de schuldvorderingen : uiterlijk 8 mei 2001, ter griffie van de rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : 21 mei 2001, om 9 uur, in de rechtbank van koophandel te Mechelen.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Mr. Eric Van hoogenbemt. (Pro deo) (9423)

De rechtbank van koophandel te 2800 Mechelen, Voochtstraat 7, tweede kamer, heeft bij vonnis van 2 april 2001, gesloten verklaard bij gebrek aan actief de faling van de B.V.B.A. Courier Express, met maatschappelijke zetel te 2870 Puurs, Ruisbroek, Sint-Katharinastraat 148, H.R. Mechelen X/10688, BTW 459.179.390.

De gefaalde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Kristin Van Hocht. (Pro deo) (9424)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, d.d. 2 april 2001, werd het faillissement van de B.V.B.A. Music Invent Association, met maatschappelijke zetel gevestigd te 2800 Mechelen, Onze-Lieve-Vrouwestraat 84, gesloten verklaard bij gebrek aan actief. De gefaalde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) Carl Keirsmaekers. (Pro deo) (9425)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, d.d. 2 april 2001, werd het faillissement van de B.V.B.A. Primera Construct, met maatschappelijke zetel gevestigd te 2580 Putte, Mechelbaan 361, gesloten verklaard bij gebrek aan actief. De gefaalde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) Carl Keirsmaekers. (Pro deo) (9426)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

Bij vonnis van 5 april 2001 heeft de rechtbank van koophandel te Tongeren, het faillissement Keijenbergh, Saskia, gevestigd te Voeren, Onder Kinkenbergh 188, H.R. Tongeren 74929, gesloten verklaard. De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Vanbuul, Michel; Ruyschaert, Felix; Bernaerts, Mark. (9427)

### Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Suivant jugement prononcé le 5 mars 2001 par le tribunal de première instance de Verviers, a été homologué l'acte reçu le 4 décembre 2000 par le notaire Alain Corne, à Verviers, aux termes duquel les époux Balnchy, Marcel Jean Albert Ghislain, né à Stembert le 19 mai 1939, et Finck, Andrée Marguerite Louise Ghislaine, née à Verviers le 11 mai 1940, demeurant à Stembert-Verviers, rue Basse Voie 68, ont modifié leur patrimoine commun sans modifier leur régime matrimonial.

Pour les époux, (signé) Alain Corne, notaire. (9428)

Par requête du 9 avril 2001, M. Hambursin, Marcel Jean Ghislain, né à Ham-sur-Sambre le 21 décembre 1948, divorcé en premières noces de Mme Prevot, Annette, et son épouse, Mme Dejaifve, Monique Irène Simone Hector, née à Somzée le 9 octobre 1944, veuve en premières noces de M. Dotreppe, Arthur, domiciliés ensemble à 5651 Somzée, commune de Walcourt, Grand'Rue 52, mariés à Walcourt le

12 décembre 1980, sous le régime de la communauté légale, à défaut de contrat de mariage, ont introduit devant le tribunal de première instance de Dinant, l'homologation de l'acte passé devant Me Gigot, à Walcourt, le 9 avril 2001, portant modification de leur régime en un régime de séparation de biens pure et simple.

Walcourt, le 10 avril 2001.

(Signé) G. Gigot, notaire à Walcourt. (9429)

Bij verzoekschrift d.d. 21 maart 2001 hebben de echtgenoten, de heer Van Hove, Martin Clement, geboren te Sint-Gillis-Waas op 16 september 1963, en zijn echtgenote, Mevr. Puylaert, Karin Odilon Francine, geboren te Deurne (Antwerpen) op 19 augustus 1963, samenwonende te 9100 Nieuwkerken-Waas (Sint-Niklaas), Vlasbloemstraat 2, gehuwd voor de ambtenaar van de burgerlijke stand te Beveren, op 24 oktober 1986, onder het wettelijk stelsel bij gebrek aan huwelijkscontract, zonder latere bedongen wijzigingen, de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde om homologatie verzocht van de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt door notaris Wim Verstraeten, te Vrasene, gemeente Beveren, op 21 maart 2001.

De wijzigingsakte bevat inbreng van de onverdeelde helft van eigen onroerend goed van Mevr. Karin Puylaert in het gemeenschappelijk vermogen, zonder wijziging van het stelsel zelf.

Voor het verlijden van de akte wijziging, houdende verandering van de samenstelling van de vermogens, werd geen boedelbeschrijving van hun roerende en onroerende goederen, alsook geen regeling wederzijdse rechten opgemaakt.

Voor de verzoekers, (get.) Wim Verstraeten, notaris. (9430)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, van 8 februari 2001, werd de akte voor notaris Antoon Dusselier, te Meulebeke, van 13 oktober 2000, houdend wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Danny Wolfcarius, clarckman, en Mevr. Kathleen Cannie, textielarbeidster, samenwonend te Oostrozebeke, Boomgaardstraat 23A, gehomologeerd. Het wijzigend contract houdt in : behoud van het wettelijk stelsel, doch met inbreng van een eigen onroerend goed en toebedeling van het gemeenschappelijk vermogen.

Voor gelijkkluidend uittreksel : voor de echtgenoten, (get.) Antoon Dusselier, notaris. (9431)

Bij verzoekschrift d.d. 10 april 2001, hebben de heer Bousson, Walther, gepensioneerd, en zijn echtgenote, Mevr. Vandewiele, Cecilia, huisvrouw, samenwonend te Wingene, Schuiferskapellestraat 2, gehuwd onder het stelsel der wettelijke gemeenschap, bij ontstentenis van huwelijkscontract, voor de rechtbank van eerste aanleg te Brugge een verzoek ingediend tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Karel Vanbeylen, te Zwevezele, op 10 april 2001, houdende inbreng door de man van een onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen Walther Bousson-Vandewiele, Cecilia.

Voor de echtgenoten Walther Bousson-Vandewiele, Cecilia, (get.) Karel Vanbeylen, notaris te Zwevezele. (9432)

Bij verzoekschrift van 9 april 2001, hebben de echtgenoten, Willy De Cock-Dhondt, Rita, samenwonende te De Klinge, Hogenakkerstraat 65, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, een verzoekschrift ingediend tot homologatie van het contract, houdende grote wijziging van huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Dominique De Kesel, te Sint-Niklaas, met standplaats Nieuwkerken-Waas op 9 april 2001.

Het wijzigend contract bevat inbreng van een eigen goed in het gemeenschappelijk vermogen en wijzigt het huwelijksstelsel voor wat de vereffeningsovereenkomst betreft.

Voor de verzoekers, (get.) Dominique De Kesel, notaris te Nieuwkerken-Waas. (9433)

Bij verzoekschrift daterend van 9 april 2001, hebben de heer Schueremans, Paul Karel Marie, technicus, geboren te Mechelen op 21 februari 1956, en zijn echtgenote, Mevr. Van Roosbroeck, Monique Augusta Maria, verpleegster, geboren te Sint-Katelijne-Waver op 6 april 1959, samenwonende te Bonheiden-Rijmenam, Gemeenteplein 1, en gehuwd onder het wettelijk stelsel der gemeenschap van goederen blijkens huwelijkscontract, verleden voor notaris Tuerlinckx, te Haacht, op 16 mei 1984, aan de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen om de homologatie verzocht van de akte wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Morrens, te Bonheiden, op 9 april 2001, inhoudende de inbreng van een eigen onroerend goed door de heer Schueremans, Paul, in het gemeenschappelijk vermogen en een toebedeling van de gemeenschap aan de langstlevende der echtgenoten indien zelfde gemeenschap wordt ontbonden door overlijden, het al mits behoud van het huidige stelsel.

Namens de echtgenoten Schueremans-Van Roosbroeck, (get.) J. Morrens, notaris te Bonheiden. (9434)

Bij verzoekschrift van 10 januari 2001, neergelegd op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, op 6 maart nadien, hebben de heer Scalais, Jean Paul Ghislain Victor, beroepsmilitair, geboren te Sint-Truiden op 6 mei 1960, en zijn echtgenote, Mevr. Tonnet, Liliane Marie Ghislaine, bediende, geboren te Sint-Truiden op 3 mei 1960, gedomicileerd te Landen (3400 Landen), Fabriekstraat 19, de homologatie gevraagd van de akte, verleden voor ondergetekende notaris op 10 januari 2001, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel (inbreng onroerend goed).

Landen, 10 april 2001.

Namens de verzoekers, (get.) Georges Brandhof, notaris. (9435)

Bij verzoekschrift van 9 april 2001 hebben de echtgenoten, de heer Somers, Stefan Raymond, zelfstandige, geboren te Diest op 20 februari 1963, en zijn echtgenote, Mevr. Weckx, Suzanne, bediende, geboren te Herk-de-Stad op 21 maart 1964, samenwonende te 3460 Bekkevoort, Staatsbaan 144, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Leuven een aanvraag ingediend tot homologatie van het contract opgemaakt voor notaris Luc Bogaerts, te Diest, op 9 april 2001, inhoudende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel.

Diest, 9 april 2001.

Voor de echtgenoten : (get.) L. Bogaerts, notaris te Diest. (9436)

Bij verzoekschrift van 2 maart 2001, hebben de echtgenoten, de heer Luc Maes, bestuurder, en Mevr. Anne Petit, bestuurder, samenwonend te Brugge, Kelkstraat 2, de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, verzocht de akte voor notaris Antoon Dusselier, te Meulebeke, van 2 maart 2001, houdend wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, waarbij voornoemde echtgenoten gehuwd blijven onder het stelsel van scheiding van goederen, doch mits bepaalde afwijkingen, te homologeren.

Voor de verzoekers, (get.) Antoon Dusselier, notaris te Meulebeke. (9437)

Bij verzoekschrift van 27 maart 2001, hebben de heer De Vogelaere, Rudy René Hélène, geboren te Ledeborg op 27 maart 1955, identiteitskaartnummer 271 0020461 26, en zijn echtgenote, Mevr. Moreels, Liliane Carine, geboren te Sint-Amandsberg op 16 augustus 1961, identiteitskaartnummer 271 0024960 63, wonende te 9060 Zelzate, Tarwestraat 7, een verzoekschrift ingediend bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent, waarbij zij het wettelijk stelsel der gemeenschap behouden hebben, doch mits inbreng van een bepaald onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen door de heer Rudy De Vogelaere, voornoemd.

Namens de verzoekers, (get.) Jean-Luc Buysse, notaris. (9438)

Bij verzoekschrift van 9 maart 2001, hebben de heer De Hert, Gilbert Odo Petrus, geboren te Zelzate op 12 oktober 1935, identiteitskaartnummer 271 0024167 46, en zijn echtgenote, Mevr. De Reu, Mariette Nathalie Maria, geboren te Sint-Laureins op 9 februari 1934, identiteitskaartnummer 271 0024524 15, wonende te 9060 Zelzate, Assenedesteenweg 145, een verzoekschrift ingediend bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent, waarbij zij het wettelijk stelsel behouden hebben, doch mits inbreng van een bepaalde onroerend goederen in het gemeenschappelijk vermogen door de heer Gilbert De Hert, vernoemd.

Namens de verzoekers, (get.) Jean-Luc Buysse, notaris. (9439)

Blijkens vonnis uitgesproken door de rechtbank van eerste aanleg te Leuven op 5 februari 2001, werd de akte van wijziging van huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Steven Pardon, en Mevr. Nancy Alberte Hugo Mues, samenwonende te 3020 Herent (Winksele), Heidestraat 10A, verleden voor notaris Luc Talloen, te Leuven, op 20 oktober 2000, gehomologeerd.

Deze wijziging houdt in dat voornoemde echtgenoten het wettelijk stelsel behouden, maar waarbij het onroerend goed te Herent (Winksele), Heidestraat 10A, ingebracht wordt in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor gelijkkluidend ontledend uittreksel: (get.) Luc Talloen, notaris. (9440)

Bij vonnis uitgesproken op 27 februari 2001, homologeerde de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, de akte verleden voor notaris Philippe Verlinden, te Sint-Niklaas, op 15 mei 2000, houdende wijziging van de huwelijksvoorwaarden tussen de heer Steve Willy Alice Rossou, zelfstandig dakwerker, en zijn echtgenote, Mevr. Wendy Martha Albert Zatyko, verpleegkundige, samenwonende te 9100 Sint-Niklaas, Gustaaf De Ridderstraat 58, waarbij de echtgenoten onder meer bepaalde eigen onroerende goederen en rechten die voor de onverdeelde helft tot elk van hun eigen vermogen behoorden, uit hun eigen vermogen hebben ingebracht in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de echtgenoten Steve Rossou-Zatyko, (get.) Philippe Verlinden, notaris. (9441)

Bij vonnis uitgesproken op 27 februari 2001, homologeerde de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, de akte verleden voor notaris Philippe Verlinden, te Sint-Niklaas, op 6 juni 2000, houdende wijziging van de huwelijksvoorwaarden tussen de heer Paul Marie Florent Goossens, ingenieur-brouwer, en zijn echtgenote, Mevr. Myriam Clothilde Renée Bouckaert, zonder beroep, samenwonende te 9120 Vrasene, Oude Dorpstraat 33, waarbij een wijziging werd ingebracht in het tussen hen bestaand gemeenschappelijk vermogen, in die zin dat de heer Paul Goossens bepaalde eigen onroerende goederen in het gemeenschappelijk vermogen heeft ingebracht. Voor het overige werd het bestaande huwelijksvermogensstelsel niet gewijzigd.

Voor de echtgenoten Paul Goossens-Bouckaert, (get.) Philippe Verlinden, notaris. (9442)

Bij verzoekschrift d.d. 24 maart 2001, in te dienen bij de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, hebben de heer Acke, Gabriël Maria, gemeentesecretaris, geboren te Brugge op 6 mei 1956, en zijn echtgenote, Mevr. Vandewalle, Katrien Marie Alice Louis, secretaris O.C.M.W., geboren te Heist op 11 mei 1957, samenwonende te

8490 Jabbeke, Aartrijksesteenweg 1A, de homologatie gevraagd van de akte, opgemaakt voor notaris Patrick Van Hoestenbergh, te Jabbeke, op 24 maart 2001, waarin ze een wijziging hebben verricht aan hun huwelijksvermogensstelsel.

Opgemaakt te Jabbeke, 9 april 2001.

(Get.) Patrick Vanhoestenbergh, notaris. (9443)

#### Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Par ordonnance de la chambre du conseil du 26 mars 2001 près le tribunal de première instance de et à Verviers, Me Nathalie Dumoulin, avocat, place Albert I<sup>er</sup> 4-6, à 4800 Verviers, a été désignée en qualité de curateur à succession vacante de feu M. Jean Henri Maurice Letesson, né à Dison le 24 novembre 1922, époux vivant séparé de Mme Florentine Noldus, pensionnée, de son vivant domiciliée rue Neuve 21, à Dison, et décédé à Verviers le 6 février 2000.

Les créanciers débiteurs du défunt sont invités à se manifester par pli recommandé avec accusé de réception endéans le délai strict de deux mois de la présente publication aux fins de faire acter leur déclaration de créance ou de faire état de leur dette à l'encontre de la curatelle.

(Signé) Nathalie Dumoulin, avocat. (9444)

Par ordonnance de la chambre du conseil du 26 mars 2001 près le tribunal de première instance de et à Verviers, Me Nathalie Dumoulin, avocat, place Albert I<sup>er</sup> 4-6, à 4800 Verviers, a été désignée en qualité de curateur à succession vacante de feu M. Robert Christian Edouard Gustave Deliege, né à Wegnez le 30 janvier 1953, divorcé de Mme Eliane Raets, de son vivant domicilié rue des Alliés 21, à Verviers, et décédé à Verviers le 16 janvier 2000.

Les créanciers débiteurs du défunt sont invités à se manifester par pli recommandé avec accusé de réception endéans le délai strict de deux mois de la présente publication aux fins de faire acter leur déclaration de créance ou de faire état de leur dette à l'encontre de la curatelle.

(Signé) Nathalie Dumoulin, avocat. (9445)

#### Rechtbank van eerste aanleg te Veurne

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Veurne, 5A-kamer, verleend op 30 maart 2001, werd Mevr. Stéphanie Jonckere, advocaat, kantoorhoudende te 8670 Koksijde, Zeelaan 172, aangesteld als curator van de onbeheerde nalatenschap van wijlen Da Silva Machado, Jeronimo, gepensioneerd, geboren te Azurem, Guimaraes (Portugal) op 28 juli 1936, weduwnaar van Mevr. Louisa de Jesus, laatst wonende te Nieuwpoort, Franslaan 56, appartement 0201, overleden te Nieuwpoort op 6 augustus 2000, met last deze nalatenschap te beheren en te vereffenen.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht zich kenbaar te maken bij aangetekend schrijven, aan het adres van hogervermelde curator.

De e.a. adjunct-griffier, (get.) E. Van Cayseele. (9446)